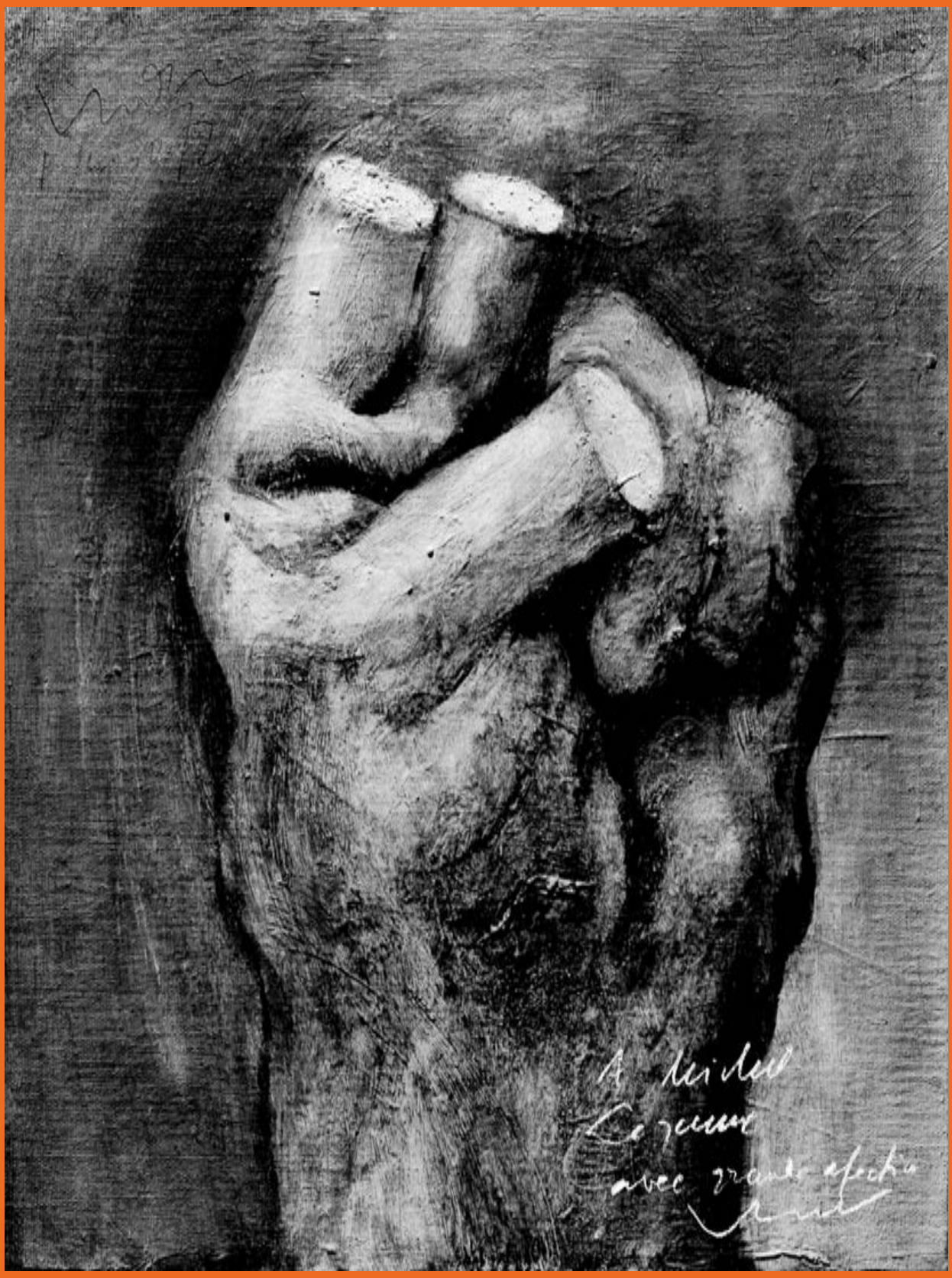
CONTRE-RÉVOLUTION DANS LA RÉVOLUTION

Du communisme au stalinisme



MICHEL LEQUENNE

© Michel Lequenne - Juillet 2017
Illustration couverture - Vlady

MICHEL LEQUENNE

CONTRE-RÉVOLUTION
DANS LA RÉVOLUTION

Du communisme au stalinisme

À la mémoire
de toutes les victimes de Staline,
du plus grand, Trotsky,
des siens, de ses amis et camarades,
jusqu'au plus humble enfant paysan
déporté, mort de faim et de froid,
séparé de ses parents.
ainsi qu'aux communistes
dupés, trahis
pour qu'ils ouvrent les yeux.

Table des matières

Préface

INTRODUCTION : LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION RUSSE
Marx et les perspectives de la révolution russe
Lénine : l'unité de la théorie et de l'action marxistes
L'expérience de la révolution de 1905
Trotsky et la « révolution permanente »
De la révolution de Février à celle d'Octobre

I – LA PREMIERE REVOLUTION PROLETARIENNE VICTORIEUSE
Une révolution dans la révolution
Une révolution ! Mais quelle révolution ?
La formation du gouvernement révolutionnaire

II – LA REVOLUTION CONTRE LE CHAOS
Le chaos
Contre le chaos : l'application du programme
La paix de Brest-Litovsk

III – L'IMPERIALISME MONDIAL CONTRE LA REVOLUTION

1918
La Finlande
Les fronts de l'Est
Le front intérieur
La formation de l'Armée rouge
Face au chaos
Premières grandes victoires
La contre-révolution intérieure – institution de la terreur rouge
Oural et front Sud – Le cas Staline
Effets de la guerre mondiale finissante
Bilan de la première année de guerre
La révolution allemande

1919
La défaite de la révolution allemande
Conséquences de la défaite de la révolution allemande
La fondation de l'Internationale communiste
Chaos et périls de la nouvelle année
L'Ukraine de 1917 à 1919
L'intervention anglo-française
Denikine, Koltchak, Ioudénitch
Vers la paix ?

1920
Bref espoir de paix
Entre Wrangel et Pilsudski

L'Ukraine, dernier front
La victoire et l'Internationale

IV – LA REVOLUTION ISOLEE ET LA POLITIQUE DE TRANSITION
Un pays ruiné, une population affamée, un prolétariat épuisé
Le débat syndical et le début du bureaucratisme
Sous le débat, la fatigue, le trouble, les révoltes
L'insurrection de Cronstadt
Sous Cronstadt, la Géorgie
Le 10e Congrès – Adoption de la Nouvelle politique économique (NEP) : un programme de transition
Reflux en Europe et crise dans l'Internationale communiste
Le 3e Congrès de l'Internationale communiste
Réalisation de la NEP
Le mouvement de la bureaucratisation
Les derniers combats de Lénine
1923 : l'année de l'histoire suspendue
La seconde révolution allemande
De la rupture du compromis à la naissance de l'Opposition de gauche
La révolution culturelle

V – LE THERMIDOR SOVIETIQUE ET LA DEGENERESCENCE DU PARTI ET DE L'ÉTAT
Qu'est-ce qu'un Thermidor ?
Naissance d'une idéologie religieuse : le « léninisme »
La « bolchevisation » de l'Internationale
Socialisme dans un seul pays contre révolution permanente
Du Thermidor russe vers le bonapartisme
Comment Staline avait-il obtenu cette victoire ?
L'Opposition unifiée de 1925
L'Opposition internationale
L'Angleterre en grève générale
L'« Octobre noir » de l'Opposition unifiée
La révolution chinoise
La fin de l'Opposition unifiée
Divisions, déportations et faillite de la politique de droite
L'amorce du tournant de Staline
L'Opposition dispersée
Le 6e Congrès mondial et sa critique par Trotsky
Le Brumaire de Staline

VI – LA « TROISIEME PERIODE » (D'ERREURS) – DICTATURE BONAPARTISTE DE STALINE
Le dilemme du tournant stalinien
Le bonapartisme stalinien
La dékoulakisation
L'industrialisation
La première Terreur derrière la façade
L'Opposition de gauche internationale
Catastrophe en Allemagne

Staline ébranlé
1934, l'année des dupes

VII – LA CONTRE-REVOLUTION (1935-1940)
L'affaire Kirov
Un coup d'État masqué
Le 7e Congrès de l'Internationale communiste
La Grande Terreur et la politique contre-révolutionnaire
1936
1937
1938
1939 – L'année du tournant politique à 180°
1940 – La contre-révolution accomplie

Postface : Comprendre l'histoire dans la dialectique de ses contradictions
Expansion du stalinisme ? Histoire d'une illusion

PREFACE

2017 ! Centenaire de la Révolution d'Octobre, première révolution prolétarienne victorieuse sous la direction de Lénine et de Trotsky ! Un an plus tard, et alors que tous les États impérialistes commençaient contre le Premier État ouvrier une guerre qui allait le cerner sur un front circulaire de 8 000 km, Lénine prenait l'initiative de la création de la IIIe Internationale, ou Internationale communiste. Dans le monde entier, toute une génération de travailleurs y trouva l'espoir de la révolution mondiale.

Comment ce centenaire aura-t-il été célébré ? Un ouvrage, paru en France dès 2015, en avance une thèse simple : le communisme est une idéologie qui ne pouvait engendrer que des États criminels. C'est donc jusqu'à Marx et Engels qu'il faut remonter pour en trouver la source.

L'auteur, qui avoue n'être qu'un journaliste et non un historien, a vécu et s'est formé en pleine guerre froide qui a duré de 1947, fin de l'alliance des vainqueurs de la guerre mondiale et de leur partage du monde, jusqu'à l'implosion de l'URSS en 1989. Pendant plus de ces quarante ans, les deux camps étaient compères sur un point qui leur permettait une double mystification : l'URSS étant « communiste », d'un côté le camp impérialiste dénonçait les monstruosités du stalinisme comme celles du communisme, de l'autre le camp stalinien couvrait ces mêmes monstruosités de tous les mérites de la Grande Révolution, sur les cadavres de laquelle il s'était élevé.

La lutte de la classe travailleuse mondiale contre ses exploiteurs a été dévoyée par cette double mystification. Ses partis social-démocrates se firent les adjoints des puissances impérialistes capitalistes de l'Ouest ; tandis que les partis nés de la Révolution russe et de la IIIe Internationale (dissoute en 1943 par Staline), désormais tous sous des directions sélectionnées, soldées et dirigées depuis Moscou, subordonnaient leurs luttes aux directives de celle-ci.

Tout allait-il changer avec l'implosion de l'URSS ? La question clé, copernicienne, susceptible de remettre les esprits en place : ces régimes avaient-ils bien été socialistes et de communistes, ne se posa pas.

C'est qu'il y avait eu un trou générationnel dans la culture politique de la classe « œuvrière ». L'analyse des causes de l'accumulation des défaites du siècle passé est restée dans un brouillard de contradictions peu interrogées.

Le saut, constitué symboliquement par la chute du Mur de Berlin, stupéfiante contre-révolution de sommet, sans intervention des masses prolétariennes, et entraînant progressivement le passage au capitalisme de tout le système d'États qui s'étaient constitués sur son modèle, n'avait-il pas eu pour origine un autre saut, une autre contre-révolution de sommet en URSS, qui se développa à partir de l'intérieur du parti de la révolution elle-même, transformant l'État ouvrier bolchevik en système stalinien ?

Une telle question resta une affaire de débats de « spécialistes » sur la nature sociale et économique réelle de ces États.

Mais pas plus en sciences sociales qu'en sciences physiques ou naturelles, on ne peut laisser tomber une question théorique non résolue sans que l'irrationalité ne s'en empare pour les pires fins.
Car le refus d'admettre la réalité de cette contre-révolution recèle un piège, que ne peuvent éviter les tenants poststaliniens de la continuité du communisme dans le stalinisme. S'il n'y a pas eu contre-révolution, c'est que la révolution recèle en elle la possibilité de déboucher sur le contraire de ce qu'elle prétend atteindre. La terreur cultivée de la possibilité d'une telle effroyable dialectique négative de la révolution en fait refuser la voie, et par là même la fin d'une société socialiste-communiste. C'est là la réflexion qui permet à tous les démoralisés et à tous les renégats de se rallier à l'ordre mondial capitaliste, qu'il ne faudrait que corriger.
Ce livre montrera que la contre-révolution qui a eu lieu de 1924 à 1934 n'était en rien une fatalité, et qu'elle ne fut possible qu'en raison de conditions historiques précises qui ne sont plus les nôtres, et qu'au contraire c'est le refus de la voir dans son histoire concrète qui est un blocage de la pensée, aux effets de désarmement théorique et politique.
Nous en sommes hélas au point où la vérité historique, recouverte de si noirs rideaux de fumée, est difficile à déceler. Cette contre-révolution comment fut-elle possible ? Comment des révolutionnaires se sont-ils changés en contre-révolutionnaires ? Pourquoi ? Et finalement la question toujours irrésolue : si contre-révolution il y eut, quelle fut donc la nature des États qui en sortirent ? Répondre à toutes ces questions est l'objet de ce livre.

INTRODUCTION

LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION RUSSE

Marx et les perspectives de la révolution russe

La Russie fut, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, et essentiellement dans ses deux dernières décennies, la dernière puissance européenne à entrer dans l'essor du capitalisme. Mais elle le fit sous le joug du tsarisme, et essentiellement à ses fins de militarisation et d'administration, alors que sa population urbaine passait de 7,8 % de la population totale, à 13 % en 1897, sans base d'artisanat citadin et sans petite bourgeoisie d'importance. Kautsky observa alors que le prolétariat avait crû bien davantage en nombre, puissance et influence que le libéralisme bourgeois. De ce fait, son industrialisation fut en grande partie financée par des emprunts au capital financier, par des fonds qui revenaient s'investir dans les installations industrielles russes, au prolétariat d'origine paysanne surexploitée, et remboursés en écrasant le peuple.

Cela n'était pas encore visible quand Véra Zassoulitch, au nom d'une fraction des Narodniki, ces populistes dont les espoirs reposaient sur la révolte de l'immense paysannerie russe, écrivit à Marx le 16 février 1881, soit six ans avant sa mort, en lui demandant d'exposer ses vues sur la « destinée possible de (la) commune rurale (russe) et sur la nécessité historique pour tous les pays du monde, de passer par toutes les phases de la production capitaliste ». Dans cette alternative, le socialiste révolutionnaire doit-il « sacrifier toutes ses forces à l'affranchissement de la commune et à son développement », ou accepter la seconde perspective : la seule activité de propagande « parmi les travailleurs des villes qui seront continuellement noyés dans la masse des paysans ». Est-il vrai que la première perspective se trouve implicitement condamnée par les analyses théoriques données dans le Capital, comme le prétendent certains « marxistes » ? Et c'est avec une certaine angoisse qu'elle demande : « De telle ou telle autre manière de voir sur cette question dépend même la destinée personnelle de nos socialistes révolutionnaires. »

Marx avait commencé des études de russe en 1868 et avait réuni une importante documentation sur la structure agraire de l'économie russe, ce qui lui avait permis de renouveler ses recherches sur la commune primitive. Cela l'avait d'ailleurs conduit, en 1877, à réfuter l'affirmation du narodnik Nicolas Mikhaïlovski, lequel avait affirmé que, d'après « le système philosophique de Marx, la Russie (comme toute autre nation) devait, dans son chemin historique, passer fatalement par la phase capitaliste ». Marx s'était élevé contre cette interprétation de son travail scientifique comme une « théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à

tous les peuples quelles que soient les circonstances où ils se trouvent placés » ; il rappela n'avoir jamais condamné les efforts des socialistes russes tendant à « trouver une voie différente de développement de celle que l'Europe occidentale a suivie et suit ».

La fin du servage avait en Russie produit la même duperie que la fin de l'esclavage dans les colonies : une masse de petits propriétaires sans moyens financiers d'exploitation et des paysans sans terre. Mais à la différence des colonies subsistait une tradition de communes auxquelles la réforme avait redonné vie et extension. La commune rurale russe (*mir*) pouvait-elle, demandait Véra Zassoulitch, se développer dans la voie socialiste ou était-elle vouée à la disparition, la Russie devant suivre le même chemin que les pays de l'Europe occidentale, c'est-à-dire adopter fatalement un mode de production capitaliste ?

Avec sa modestie et sa prudence d'homme de science, Marx précise que, dans *Le Capital*, il n'a traité que de la tendance historique de l'accumulation capitaliste dans l'Europe occidentale, sans faire la moindre allusion à la Russie, mais que, cependant, si l'on voulait inférer de cette « esquisse historique » le cas particulier des perspectives sociales en Russie, on pourrait tout au plus formuler le jugement hypothétique suivant : « Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des nations de l'Europe occidentale et pendant les dernières années elle s'est donné beaucoup de mal en ce sens, elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une grande partie de ses paysans en prolétaires ; et après cela, amenée une fois dans le giron de l'économie capitaliste, elle en subira les lois impitoyables. »

Dans ses longues réponses à Véra Zassoulitch, il répétera cette précision, mais cela dit, il dira sa conviction que cette commune, d'après l'étude sociale qu'il en a faite, « est le point d'appui de la régénération sociale en Russie ».

À partir de là, Marx examine longuement les problèmes de ces communes. Mais il écrivait alors que leur étendue en Grande Russie était chiffrée, selon les sources entre 80 et 100 millions d'hectares contre 120 millions aux domaines de l'État et 5 millions aux petits cultivateurs. (En 1905, des chiffres plus précis allaient donner 155,3 millions d'hectares aux communes, 164,3 à l'État, et 99,5 aux particuliers.) Une telle importance de ces communes ne lui cachait pas ce qui les menaçait. Il remarquait dans ses brouillons que la vie de la commune était mise en péril par une véritable conspiration de forces et d'intérêts puissants, parmi lesquels ont aperçoit déjà des signes avant-coureurs de l'exploitation capitaliste, la Bourse, les banques, le grand commerce, les chemins de fer, etc., mais qu'en dépit de cela la commune rurale russe « seule en Europe […] est encore la forme organique prédominante de la vie rurale d'un empire immense […] La propriété commune du sol lui offre la base naturelle de l'appropriation collective, et son milieu historique, la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes faites les conditions matérielles du travail coopératif, organisé à une vaste échelle ». Ces communes étaient, sous le tsarisme, des « microcosmes localisés » qui, comme

partout ailleurs, avait favorisé l'enracinement d'un despotisme fortement centralisé, mais telles qu'elles étaient, leur fonction et leur rôle pouvaient s'inverser : « Il faudrait simplement substituer à la volost, institut gouvernemental, une assemblée de paysans choisis par les communes elles-mêmes et servant d'organe économique et administratif de leurs intérêts. » Marx inventait le soviet paysan.

Ainsi, malgré tout ce qui la menaçait, la commune russe pouvait jouer un rôle de la plus grande importance dans le proche devenir, mais : « Pour sauver la commune russe, il faut une révolution russe. […] Si la révolution se fait en temps opportun, si elle concentre toutes ses forces pour assurer l'essor libre de la commune rurale, celle-ci se développera bientôt comme élément régénérateur de la société russe et comme un élément de supériorité sur les pays asservis par le régime capitaliste. »

Un an avant sa mort, Marx reprit et développera ces idées, si éloignées de ce mépris du paysan que lui ont reproché tous ceux qui ignorent l'immense richesse de sa pensée, dans la deuxième édition russe du *Manifeste communiste*, unissant le sort de la commune russe et de la révolution russe au destin d'une « révolution ouvrière en Occident ».

Ainsi Marx avait-il armé théoriquement à la fois sa section russe de Genève (responsable de l'interprétation dogmatique du *Capital*) et le groupe de narodniki de Véra Zassoulitch, auquel appartenait alors Plekhanov, Axelrod et Deutsch, qui allaient bientôt être les têtes de la section russe de la IIe Internationale. Le paradoxe sera que les mêmes, à leur tour, finiront en partageant les positions du déclin de la IIe Internationale, et sa théorie du stade nécessaire d'une étape bourgeoise de la révolution russe.

Les continuateurs de la pensée de Marx sur les particularités de la révolution russe vont sortir de la Russie même. Ils ont noms Lénine et Trotsky.

Lénine : l'unité de la théorie et de l'action marxistes

Frère d'Alexandre Ilitch Oulianov, l'un des derniers terroristes narodniki qui furent pendus en 1887, Vladimir, qui devint Lénine, comprit rapidement qu'il fallait changer de voie révolutionnaire. Interdit d'université pour agitation anti-tsariste dès ses dix-sept ans, dès cet âge fiché par la police, il se mit à étudier le *Capital* dès 1888 ou 1889. Ce ne fut qu'en 1893 qu'il put échapper à la province où il était contraint de vivre et, à Pétersbourg, passa vite du stade des cercles de discussions entre intellectuels à ses premiers groupes avec des ouvriers. De la déduction que la classe ouvrière seule pouvait renverser le tsarisme, d'emblée il unissait approfondissement de la théorie et création d'éléments d'une organisation. C'était là quelque chose de nouveau, où le dirigeant s'instruisait auprès de ses élèves dans un enrichissement commun.

Alors qu'il n'avait pu lire encore les lettres de Marx sur la Russie, que Véra Zassoulitch lui communiqua certainement plus tard, il avait saisi immédiatement que cet empire posait des problèmes particuliers au marxisme, et il est remarquable qu'en 1893 il ait écrit ses *Nouveaux mouvements économiques dans la vie paysanne* et, en 1895, son

Explication de la loi des amendes ; enfin, de 1897 à 1899, son monumental *Développement du capitalisme en Russie*, commencé alors qu'il était en prison, et achevé en déportation, et y ajoutant le *Capitalisme et l'économie rurale,* révélant ainsi combien la question spécifiquement russe des problèmes de la révolution ne lui échappait pas. La place et le rôle de la paysannerie dans la révolution russe, ainsi que les risques qu'elle y apportait, allaient être toute sa vie présents dans sa pensée politique. Il devint ainsi le marxiste qui connaissait le mieux la structure sociale de l'empire en même temps qu'il était le plus familiarisé avec la vie du peuple où il aima toujours se plonger.

Il en finit en 1894 avec le populisme des Amis du Peuple, ce passé, par une critique radicale, qui d'ailleurs n'empêcha pas une certaine collaboration pratique avec eux, et passa à la dénonciation d'un adversaire plus dangereux, le « marxisme légal », qui était apparu, basé sur une lecture académique du *Capital* tendant à démontrer le développement du capitalisme comme un futur fatal qui réduisait à rien la lutte contre le tsarisme. Très vite allait en sortir la génération de ceux qu'il appela les « Économistes », qui s'en tenaient, eux, au soutien des luttes ouvrières immédiates, et à leurs organisations propres, les organisations d'intellectuels marxistes jouant le rôle d'éducateurs, à l'exclusion de la visée politique de la formation du prolétariat pour la révolution. En 1896, Lénine, contre tous, écrivit son premier *Projet et explication du programme du parti social-démocrate*, parti qui n'existait pas encore.

Mais c'est qu'en 1895 le développement des groupes dispersés avait conduit des représentants de ceux de province, dits groupe de Vilno, à venir à Pétersbourg s'entendre pour établir une liaison avec les exilés en Suisse du groupe « Libération du Travail », formé par Plekhanov, Véra Zassoulitch, Axelrod et Deutsch, lesquels, de leur côté, étaient arrivés à l'idée que la nécessité était venue d'unir tous les groupes russes en un seul et unique parti ouvrier social-démocrate. Il y eut toutefois des désaccords à Pétersbourg sur le type d'unité à réaliser, et finalement ce fut un délégué des groupes provinciaux, « économistes », et Lénine pour ceux de la capitale, qui furent délégués pour se rendre en Suisse. La nécessité du parti ne pouvait que faire l'accord entre Lénine et le « père du marxisme russe » et les siens. Et c'est avec cette satisfaction qu'il revint. Le type de parti et donc du journal prévu n'était pas encore défini que ceux de Vilno, les premiers, allaient le mettre en question.

Ce fut sur ses positions radicales que Lénine entreprit la réalisation du journal. Il allait paraître quand la police arrêta toute la rédaction, dont Lénine, qui grâce à ses précautions d'illégal déjà expérimenté n'apparut que comme un comparse. Le conflit inévitable fut donc reporté, d'autant qu'en prison il travailla d'arrache-pied à son grand livre, et qu'en déportation il eut besoin pour vivre de la solidarité du marxiste légal Strouve, à la revue duquel il donna des articles, et obtint une traduction à réaliser.

Ce ne fut que le 29 janvier 1900 – beau symbole que ce début de siècle – que Lénine fut libéré de sa déportation sibérienne (où il s'était marié avec Nadia Kroupskaïa, déportée elle-même) et qu'il allait enfin

pouvoir commencer à réaliser les projets qu'il avait eu le temps de mettre au point.

En mars 1898 avait eu lieu à Minsk un premier congrès du Parti social démocrate, réunissant neuf délégués qui élurent un comité central mais furent tous presque immédiatement arrêtés. C'était une nouvelle preuve de la parfaite organisation de la police politique russe, l'Okhrana. Lénine, qu'elle recommença à traquer, en tira les leçons : les congrès du parti devaient avoir lieu à l'étranger, ainsi que la réalisation de son journal, moyen essentiel de formation, d'information et d'organisation de l'action. Mais, à la différence de ce qu'avait été le groupe de Plekhanov, la direction devait être articulée entre extérieur et intérieur, et il fallait avoir, sur toute l'étendue de la Russie un réseau bien organisé de diffusion et de récolte de fonds, les émigrés en étant privés. C'est à cette préparation que Lénine se livra en seulement cinq mois.

Une fois à Zurich, il lui fallait l'appui du groupe de Plekhanov. Bien que l'autoritarisme de celui-ci l'eût déçu, il obtint d'abord cet appui du fait que le maître venait d'être mis en minorité dans l'Union par les « économistes » émigrés. Mais il n'en tenait pas moins à être le dirigeant du journal proposé par Lénine. Deux projets s'opposèrent, celui de Lénine comporta une critique sévère de celui de Plekhanov. Celui-ci voulait un organe théorique qui ne tînt aucun compte des adversaires de son pur marxisme, qui en devenait ainsi académique. Lénine au contraire voulait en découdre pour mieux convaincre. Par diplomatie, il donna aux anciens une place d'honneur dans la rédaction de son *Iskra*, qu'il fit imprimer en Allemagne, rejoint bientôt par sa femme et par Martov, libérés à leur tour.

La publication de son *Que faire ?* allait secouer à la fois toute l'immigration politique russe, la police tsariste et celle d'Allemagne qui fit pression sur l'éditeur de l'*Iskra*, dont l'impression s'arrêta là. Ce fut l'occasion du déplacement à Londres du journal, et de l'exil de Lénine et de sa famille. C'est là qu'il allait rencontrer un jeune déporté évadé, que son écriture brillante avait déjà fait nommer Pero (la Plume), et qu'on surnomma peu après « le Marteau de Lénine » pour son accord intransigeant avec les conceptions politiques de celui-ci. Son faux passeport portait le nom de Trotsky.

L'obligation de faire front à tous les courants révisionnistes dura jusqu'au 2e Congrès. Même le *Que faire ?* de Lénine ne fit pas immédiatement problème. Ce n'est que lorsque apparut la conception du parti, conçu par Lénine pour les conditions spécifiques de la Russie, et dont le journal serait, en fait, la véritable direction, que le congrès se divisa en deux tendances. Grâce aux délégués venus de Russie, et Plekhanov restant encore avec lui, le courant informel de Lénine fut majoritaire (bolchevik) de deux voix. La conception du parti des minoritaires (mencheviks) élargissait le parti à des adhérents formels, non nécessairement actifs, de même qu'il en allait dans les partis occidentaux. Lénine, pour former et diriger de multiples petits groupes clandestins d'ouvriers, avait compris qu'il y fallait des révolutionnaires professionnels, autant que possible ouvriers, mais fatalement aussi intellectuels. Toutefois, aussi bien formés

théoriquement qu'ils soient, ils devaient être forgés dans l'action clandestine. Ce fut là un sujet de rupture, qui se révéla historique. S'y ajouta le problème des structures de direction. Pour Lénine, le comité central, dans les conditions d'illégalité de la Russie, avait toutes les chances de voir assez souvent ses dirigeants se renouveler, et ne pouvait de ce fait que diriger l'action sur une politique définie par le journal, ce qui faisait de celui-ci la véritable direction théorique et politique. La composition de son noyau de rédaction devenait de ce fait prépondérante. Lénine proposa trois membres : Plekhanov, Martov et lui, pouvant s'adjoindre un petit nombre d'autres par cooptation. Il récusait les anciens qui n'avaient pas écrit dans l'*Iskra*. Martov refusa cette proposition par laquelle il risquait de devenir isolé. Lénine tenait à lui, car c'était un rédacteur à la plume facile, et aussi par souci d'unité, mais il n'avait pas eu besoin du congrès pour juger de son peu de fiabilité politique. Un Conseil de cinq membres fut décidé pour surmonter les deux directions. Cela ne faisait que déplacer le problème, car Lénine y voulait une majorité de membres de l'*Iskra*. Si Lénine finit par l'emporter, ce fut grâce aux délégués de Russie, mais la scission entre bolcheviks et mencheviks allait devenir fatale.

Elle eut lieu au lendemain du congrès, quand les bolcheviks en exil y devinrent pratiquement minoritaires, et que Plekhanov voulut jouer les conciliateurs. Lénine y perdit la direction du journal qu'il avait fondé, démissionna de sa rédaction, puis du Conseil, et finalement même la majorité du Comité central de Russie, augmenté de mencheviks, et par effet d'arrestations. Complètement isolé, il se remit à la construction de son parti « bolchevik ». Mais il était tard, la révolution allait éclater.

Trotsky avait été un des plus violents des opposants à Lénine sur la question de l'ultra-centralisme, que constituait, à son avis, son système d'organisation. Il craignait que les révolutionnaires professionnels ne deviennent des « comitards », petits despotes imposant leur politique sans la moindre démocratie ouvrière. Lénine ne voyait-il pas ce danger ? Trotsky ne pouvait comprendre alors à quel point Lénine se sentait isolé sur sa conception globale de la révolution. Ainsi, Lénine savait que les anciens, Plekhanov, Axelrod et Véra Zassoulitch ne dépasseraient jamais leur statut de pamphlétaires et d'orateurs. Être maître de l'*Iskra* était nécessaire à la rigueur de sa politique. Quant aux « comitards », il ne pouvait faire autrement que d'en prendre le risque et de s'efforcer de le pallier par le choix de militants forgés au travail illégal, de les contrôler, et surtout s'efforcer qu'ils soient des ouvriers au ferme esprit de classe.

L'histoire allait montrer à la fois que si le phénomène « comitard » ne put être évité, Lénine n'en gagna pas moins son pari (ce que Trotsky reconnut finalement) en réussissant à former des cadres ouvriers qui essaimèrent dans toute la Russie, en une toile d'araignée, structure du parti qui permit la révolution d'Octobre.

L'expérience de la révolution de 1905

La révolution qui éclata en Russie, au lendemain de la défaite catastrophique de l'empire tsariste dans sa guerre contre le jeune impérialisme japonais au régime constitutionnel, doubla la stupéfaction du reste du monde, à la seule exception de la gauche de la social-démocratie russe, et de Lénine et Trotsky en particulier. Dans un article du 4 janvier sur la chute de Port-Arthur, Lénine annonçait « le redoublement du mécontentement, de l'effervescence et de l'indignation. Nous devons nous préparer à ce moment avec toute notre énergie. À ce moment-là, une des escarmouches qui éclatent de plus en plus souvent, ici ou là, déclenchera un immense mouvement populaire. À ce moment-là, le prolétariat se lèvera et prendra la tête de l'insurrection, pour libérer le peuple tout entier, pour assurer à la classe ouvrière la possibilité de mener ouvertement, largement et en s'appuyant sur toute l'expérience de l'Europe, la lutte pour le socialisme ».

La veille, la grève avait éclaté à l'usine Poutilov, et le 7 les grévistes étaient 150 000. Le 9, ce ne fut pas une escarmouche mais le grand massacre, sur la Place Rouge, de la manifestation guidée par le pope Gapone, agent policier secret, qui croyait ainsi arrêter les grèves par des promesses du pouvoir ! Ce fut le contraire qui arriva. En quelques jours la grève s'étendit à cent vingt-deux villes et localités, à plusieurs mines du Donetz et à dix compagnies de chemins de fer, soit environ un million d'individus. La révolution commençait, et cela allait être la première révolution prolétarienne.

Les oppositions entre mencheviks et bolcheviks y apparurent dans toute leur importance, les premiers s'efforçant – d'ailleurs en vain – de trouver un appui sur les libéraux, en vue de parvenir à un gouvernement démocratique bourgeois soutenu par le prolétariat, suivant le dogme de l'étape de pouvoir bourgeois nécessaire avant le socialisme, qui régnait dans tout le pseudo-marxisme de la IIe Internationale, tandis que Lénine dirigeait son parti sur la visée de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, seule capable de réaliser, dans un premier temps, les objectifs démocratiques bourgeois.

Trotsky et la « révolution permanente »

Trotsky, de son côté, qui avait rompu avec les mencheviks dès avril 1904, avait rencontré depuis le social-démocrate allemand Parvus, lequel lui avait fait connaître la leçon que Marx avait tirée de la révolution de 1848-1849. Il s'agissait désormais, pour toute révolution en un État pas encore bourgeois, de la nécessité, dite « révolution permanente », de la pousser contre l'ennemi d'abord commun, de son stade « démocratique bourgeois », nécessairement faible et instable et hostile aux revendications politiques des travailleurs, jusqu'au stade de la révolution prolétarienne. Il sauta aux yeux de Trotsky que telle serait la conjoncture d'une révolution russe. C'est ainsi qu'il allait se trouver à la gauche de Lénine lui-même, et devenir le principal dirigeant marxiste de cette première révolution.

Il le dut aussi au fait que, isolé entre les deux courants de la social-démocratie, dès qu'il apprit la tragédie du dimanche sanglant il décida de rentrer en Russie, et réussit à être à Kiev dès la seconde quinzaine de février, puis à rejoindre Pétersbourg, où il entra en liaison étroite avec le bolchevik Krassine, ainsi qu'avec un groupe menchevik qui se trouva en position révolutionnaire.

Ce phénomène s'explique par le fait que les militants de Russie ne comprenaient pas tous l'implication dans l'action des divergences entre bolcheviks et mencheviks. Et Lénine lui-même ne cessa de se heurter aux siens dans sa préparation et la tenue de son 3e Congrès de POSDR. Celui-ci se tint à Londres en avril-mai, et, bien qu'il fût purement bolchevik, Lénine fut obligé de réorienter un certain nombre des siens. Et cela alors qu'en juillet il dut reconnaître que « les social-démocrates qui ne reconnaissent point les décisions du 3e Congrès de POSDR [donc des mencheviks] sont obligés par les événements d'agir d'après ces mêmes décisions, et de jeter par-dessus bord les mots d'ordre de leur conférence. La révolution instruit. Notre affaire est d'en épuiser jusqu'à la dernière goutte les leçons, de mettre nos mots d'ordre tactiques en accord avec notre conduite et avec nos tâches immédiates, de répandre parmi les masses des idées justes sur ces tâches immédiates, de procéder largement, et en tous lieux à l'organisation des ouvriers en vue du combat et de l'insurrection, pour la création de l'armée révolutionnaire et la formation du gouvernement révolutionnaire provisoire » ! C'était aussi ce que Trotsky allait constater dans le Soviet de Pétersbourg, où tous étaient emportés par la fusion dans la logique du combat de ce sommet de la révolution.

Si Trotsky allait devenir la tête principale de cette révolution, c'est aussi que Lénine en resta loin presque jusqu'à la fin. Ses articles de *Vpériod*, puis du *Prolétaire*, ne pouvaient parvenir en Russie qu'avec retard, et on ne sait quelle fut leur diffusion ni quelle fut leur influence, et encore moins sans doute en ce qui concerne sa brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Plus grave était l'effet de son éloignement quant aux mots d'ordre lancés. D'une part, il supposait un mouvement insurrectionnel qu'il appelait à s'armer pour l'instauration finale d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, mais d'autre part il concevait ce gouvernement comme ne pouvant encore dépasser les objectifs démocratiques bourgeois. Trotsky qui, sur place, voyait le mouvement ne pas dépasser encore le développement vers la grève générale, mais il est vrai la plus formidable encore jamais vue, écrivit des thèses qui situaient l'objectif d'un tel gouvernement révolutionnaire provisoire comme devant se constituer dans le flux même du dépassement de la grève générale, et qui serait alors celui du prolétariat entraînant les paysans. Krassine tira un amendement de cette thèse, que Lénine accepta sans savoir qu'il venait de Trotsky. Mais la direction politique révolutionnaire fut trop limitée à l'échelle du pays pour aider le mouvement à s'élever jusqu'à cette conscience de sa capacité à se saisir du pouvoir.

Le Parti bolchevik était né trop tard, et la crise de 1904 avait encore limité son développement. Lénine en était d'ailleurs si conscient qu'il secouait ses militants hors « des vieilles habitudes » et les appelait à recruter des jeunes, surtout des jeunes, étudiants et ouvriers, à former des cercles de sympathisants par centaines, à tripler le comité central, et à leur faire rédiger et publier des tracts, sans souci des erreurs qui pouvaient s'y glisser, et que ses journaux corrigeraient ensuite doucement.

Du fait de cette absence d'un parti révolutionnaire centralisé, dirigeant le pays tout entier, pendant sept mois, de janvier à octobre, les grèves qui maintinrent le pays en chaos cessaient à un endroit avec quelques revendications acceptées pour reprendre à un autre, se croisaient, reprenaient après avoir cessé, mais toutes sur des mots d'ordre qui d'économiques devenaient politiques par leur portée, de la journée de huit heures à l'amnistie, et de celle-ci à la liberté d'expression et d'organisation, voire jusqu'à l'objectif d'une Assemblée constituante pour une république. Il s'agissait donc bien d'une révolution, mais qui, bien que faisant apparaître spontanément ces organismes de concertation et de prises de décisions qui s'appelaient « soviets », ne se posait pas encore le problème de leur coordination et centralisation, et d'autant moins en soviet « ouvrier et paysan » que la paysannerie ne commença qu'au printemps – et en des mouvements plus isolés encore que les grèves – ses saisies de bétail et de fourrages, de partages des biens et d'expropriation des grands domaines fonciers.

En juin, les matelots du *Potemkine* se soulevèrent et connurent une dure répression : quatre furent fusillés, deux pendus et plusieurs dizaines connurent le bagne sur le Pruth, au milieu du reste de la flotte. Là encore, au lieu de terroriser, la haine et l'exemple entraînèrent en octobre la reprise de l'agitation dans la flotte de Sébastopol et les casernes. Soldats et marins participaient aux meetings et aux manifestations. Les sociaux-démocrates qui tentèrent d'abord de tempérer le flux du mouvement pour éviter la répétition de l'isolement du *Potemkine* proposèrent de former un soviet d'ouvriers et soldats pour unir les deux luttes. Les marins soulevés acceptèrent, mais le soviet dut compter avec l'élan de l'insurrection qui s'étendit en tempête et qui se donna un chef militaire, le lieutenant en retraite Schmidt, qui fit du croiseur *Otchakov* son navire amiral, libéra des mutins du *Potemkine*. Des officiers furent arrêtés ; un fusilier marin dont le détachement recevait l'ordre d'interdire la sortie d'une caserne sortit du rang, tua un lieutenant-colonel du régiment d'infanterie, blessa le contre-amiral qui venait de donner l'ordre et ne put être arrêté. En quelques jours l'insurrection tenait la ville et y maintenait l'ordre.

Mais, encore une fois, elle resta isolée : une partie de la flotte et des troupes ne fut pas gagnée au mouvement, celles qui étaient composées de troupes d'origine paysanne ; quant à celles de l'insurrection, elles manquèrent d'une organisation unifiée, d'une stratégie défensive et de munitions. Et ce mouvement était trop grave pour le tsar. Le 17 novembre, un déluge de feu allait écraser la ville, depuis la forteresse, avec des troupes restées neutres jusque-là et la partie de la

flotte non soulevée. Ce fut un massacre impitoyable, suivi de 2000 arrestations. Pour les révolutionnaires, c'était une nouvelle leçon qui servit en 1917.

Dans le même mois d'octobre, les grèves s'étaient accumulées en grève générale. En même temps s'étaient multipliées les assemblées populaires de « gens de toute espèce ». Hommes et femmes se réunissaient dans les enceintes des universités, accueillis par les étudiants et les élèves des grandes écoles, et où les militants sociaux-démocrates trouvaient enfin leur liberté de parole. « Les orateurs de la révolution régnaient ici sans partage. […] La foule qui sortait de l'université ne ressemblait plus à celle qui y était entrée… Des meetings avaient lieu chaque jour. Parmi les ouvriers, les esprits s'exaltaient de plus en plus, mais le parti ne lançait aucun appel. On comptait faire une manifestation générale beaucoup plus tard, pour l'anniversaire du 9 janvier et pour la convocation de la Douma d'État qui devait s'assembler le 10. Le syndicat des cheminots menaçait d'arrêter au passage les députés réactionnaires qui voudraient se rendre à Pétersbourg. Mais les événements se précipitèrent et devancèrent les prévisions », écrit Trotsky.

Tout avait commencé à Moscou le 19 septembre avec une grève, d'abord purement professionnelle, des imprimeurs. Le 2 octobre, ceux de Pétersbourg s'étaient arrêtés par solidarité. Dans le même temps, les lignes de chemins de fer s'immobilisaient les unes après les autres. À la moitié du mois, plus un train ne fonctionnait : 700 000 cheminots étaient en grève ; les communications télégraphiques étaient suspendues. Toute vie économique s'arrêta dans les villes, les unes après les autres : du 10 octobre à Moscou, Kharkov et Reval, le 17 elle avait atteint jusqu'à Kazan, Riga et Varsovie. Partout la vie industrielle s'arrêtait, entraînant l'activité commerciale. Les établissements d'enseignement se fermaient, les institutions judiciaires étaient paralysées : les « unions » d'intellectuels rejoignaient la grève du prolétariat. Et tout ce monde se mit à parler dans de gigantesques meetings, où se montraient des soldats et même des officiers.

À toutes les tentatives de répression, le peuple opposa des barricades. À Kharkov, à Ékaterinoslav, à Odessa, elles furent prises après de sanglants combats, mais en général la grève politique n'alla pas jusqu'à l'insurrection, mais continua dans l'ordre.

C'est le prolétariat de Pétersbourg qui inventa le soviet comme pouvoir. Dès le 13 octobre, trente à quarante délégués ouvriers se réunissaient à l'Institut technologique et lançaient un appel à la grève générale et à l'élection de députés. En quelques jours, ce fut toute la ville, tout le secteur représentant plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, qui se constituèrent là en direction de la grève. L'Union des syndicats qui avait adhéré à la grève le lendemain se mit sous sa direction. Même des comités de grève d'ingénieurs, d'avocats, de fonctionnaires se réglèrent sur ses décisions. Trotsky, dont le journal, *Natchalo* (« Le Début »), devint en quelques jours le journal le plus lu, y entra, avec les mencheviks. Les bolcheviks, sans Lénine, restaient en sectaires à la porte. Bien que le Soviet se fût donné pour président un jeune avocat du nom de Nossar, connu sous celui de Khroustalev,

et bien que les militants politiques et leurs organisations n'eussent là que voix consultatives, ce fut Trotsky qui devint en peu de jours, sous le nom de Yanovsky, l'orateur le plus écouté, car il savait à chaque instant définir la situation et fournir les mots d'ordre politiques d'urgence qui étaient reçus comme attendus. Le 17 octobre, le Soviet eut son journal, les *Izvestia* [« Les Nouvelles »], dont Trotsky, sans en avoir la direction, fut immédiatement l'éditorialiste.

Les libéraux profitèrent de l'impasse dans laquelle se trouvait le pouvoir pour se mettre à exiger des réformes, et la grande bourgeoisie leur emboîta le pas. Mais il fallut l'affolement du pouvoir devant la grève générale pour que, le 17 octobre, le tsar, par un manifeste, nomme Premier ministre un libéral, le comte Witte, et annonce des réformes, la liberté de réunion, l'inviolabilité de la personne… Cependant, en même temps, le vice-ministre de l'Intérieur, le général Trépov, interdisait les réunions, et au Soviet de siéger à l'Institut technologique.

Les paroles ne purent ainsi tromper qu'un moment. Seule la grande bourgeoisie allait accepter le cadeau d'une Douma élue au suffrage archi-censitaire. Les libéraux eux-mêmes en boycottèrent l'élection. Au contraire, c'est immédiatement que les orateurs du Soviet, depuis le balcon de l'Université couverte de drapeaux rouges où il s'était réinstallé, dénoncèrent à la foule la duperie des promesses. Trotsky, qui le fit avec la plus grande violence, montra qu'aucun acte n'avait accompagné le texte et clama les exigences d'amnistie immédiate et totale et d'éloignement des troupes de Pétersbourg, et il déchira publiquement le manifeste. Il martela sa dénonciation dans les *Izvestia* et le Soviet vota la continuation de la grève. Le même jour il fut élu membre de l'exécutif.

Des masses populaires décidèrent d'opérer elles-mêmes la libération des emprisonnés et vinrent demander au Soviet de diriger leur manifestation. Celle-ci fut arrêtée par la fausse annonce de la signature d'un oukase d'amnistie, en même temps que par l'information que les prisons étaient bourrées des troupes sous les ordres de Trépov. Le Soviet ne risqua pas le massacre. Mais à Moscou le général gouverneur concéda l'élargissement des prisonniers à une foule énorme ; à Simféropol, le peuple brisa la porte des prisons et enleva les détenus politiques ; à Odessa et Reval, leur libération fut obtenue sur simple exigence des manifestants ; mais elle échoua à Bakou après trois morts et dix-huit blessés. Le pouvoir dut encore reculer, mais d'un petit pas : Witte annonça à trois représentants du Soviet que le tsar avait signé l'amnistie, qui fut publiée le 22. Mais elle était non entière, seulement « dans des limites raisonnables ».

Ce fut aussi sans attendre de décrets que la révolution réalisa la liberté d'expression. Une nuée de journaux et de livres parurent qui refusèrent la censure, les ouvriers imprimeurs en grève réservant leur travail à cette presse. Et la grève s'étendant aux fonctionnaires, jusqu'à ceux des banques, des tribunaux et même du Sénat, l'aile gauche des radicaux aida financièrement le Soviet, tandis que des patrons versaient leurs salaires à leurs ouvriers grévistes.

Mais, dans le même temps, Trépov organisait ses « bandes noires » avec le ramassis de truands des bas-fonds et des marginaux pareils à ceux qui plus tard formeront les bandes fascistes, et qui, armés et encadrés par la police, reprirent les vieilles méthodes de provocations dans des manifestations patriotiques ou religieuses qui permettaient de se ruer surtout sur ce qui était juif ou soupçonné d'hostilité au régime. En ce mois d'octobre, 3 000 à 4 000 personnes furent massacrées et 10 000 mutilées. Mais Pétersbourg échappa au pogrom. Dès les premières attaques des bandes, les ouvriers s'armèrent de pistolets, de fusils de chasse et de coutelas, et fabriquèrent des piques et des casse-tête. Une milice de 300 hommes fut formée. L'opération Pogrom était déjouée ; l'armement du prolétariat apparut au pouvoir comme un pire danger que celui qu'il avait voulu briser. Il entreprit la dispersion des détachements ouvriers et la saisie de leurs armes en même temps qu'il rassemblait autour de Pétersbourg ses cosaques, bachibouzouks turcs et régiments de la Garde.

La faiblesse d'une grève générale est que les travailleurs y épuisent leurs ressources si elle ne dépasse pas ses objectifs premiers en insurrection. Le travail reprenait en province. Le Soviet eut l'intelligence de décider la suspension de la grève le 21 octobre.

Mais les 26 et 27, une mutinerie militaire éclata à Cronstadt, entraînant les troupes venues l'arrêter. Il fallut pour l'écraser susciter un pogrom, dirigé par un thaumaturge, dit Jean de Cronstadt, qui troubla nombre d'esprits, y compris de marins. Puis, toute la Pologne fut déclarée en état de siège, au nom de rumeurs de mouvements séparatistes ; puis ce fut le tour de plusieurs cantons de départements où s'étaient déclarés des troubles agraires. Le prolétariat pétersbourgeois multiplia les meetings demandant au Soviet de protester contre ces mesures, ce qu'il fit dans une proclamation (où l'on reconnaît la plume de Trotsky) votée à une écrasante majorité, dénonçant « le gouvernement qui continue à marcher sur des cadavres » et proclamant « sa solidarité fraternelle avec les soldats révolutionnaires de Cronstadt et le prolétariat révolutionnaire de Pologne ». Le Soviet appela les ouvriers de Pétersbourg à reprendre la grève. Ce fut fait le 2 novembre. Et non seulement les grandes usines et entreprises qui avaient des délégués au Soviet cessèrent toutes le travail, mais de nouvelles usines moyennes et petites s'arrêtèrent également et envoyèrent des députés au Soviet. Tous les chemins de fer, sauf celui de Finlande, interrompirent le travail. Les télégraphes et beaucoup d'employés ne débrayèrent pas, mais le nombre total des grévistes fut plus important encore qu'en octobre.

Le pouvoir fut à nouveau affolé, et bien vite annonça qu'il n'y avait pas de cour martiale menaçant de la peine de mort les soldats et matelots de Cronstadt, et que la loi martiale allait être bientôt annulée pour la Pologne. À nouveau, le Comité exécutif du Soviet décida le 5 l'arrêt de la grève pour le 7 et expliqua sa décision par un long texte où, encore, on reconnaît le style et la capacité d'élucidation d'une situation de Trotsky. Il montrait l'incapacité de la grève à renverser le régime dans le rapport des forces du moment, avec une classe ouvrière désarmée, et celle du pouvoir de faire donner toutes ses forces contre

les ouvriers, du fait que la masse des troupes n'était pas encore gagnée au prolétariat. Ces pages sont une magistrale leçon de stratégie révolutionnaire, qui ose dire que, dans une situation de crise continue, une défaite partielle peut être un degré dans une longue lutte vers la bataille décisive.

Le gouvernement se préparait à l'intervention par une épuration de l'armée. Il y eut des arrestations jusque dans un des régiments de la Garde, et une partie des matelots présents à Pétersbourg fut envoyée à Cronstadt. Des soldats s'adressèrent au Soviet pour lui demander que faire. Et c'est encore Trotsky qui rédigea le Manifeste aux soldats de l'Exécutif, qui leur montra la nécessaire unité du peuple ouvrier et des soldats, et la nécessité de leur organisation. Il parut la veille de la dissolution du Soviet. C'était à l'heure où le soulèvement de Sébastopol venait d'être écrasé. La contre-révolution allait commencer.

Alors que les postes et télégraphes n'avaient pas participé à la grève du 5 au 7, ils débrayèrent le 17 sur le refus qui leur était fait de former des syndicats. Le Soviet leur apporta immédiatement son appui et son soutien financier. Cette grève s'étendit dans les secteurs d'employés et de fonctionnaires, entravant toute l'activité commerciale et boursière, poussant la bourgeoisie à des exigences envers le pouvoir. Mais, le 23, le réseau des chemins de fer apprit qu'à Kouchka une cour martiale venait de condamner à mort le gouverneur de la forteresse et plusieurs fonctionnaires pour propagande révolutionnaire et qu'ils devaient être exécutés le soir même à minuit. Le télégraphe reprit son activité pour le peuple cheminot qui, par l'intermédiaire du Comité exécutif du Soviet, adressa un ultimatum au gouvernement, selon lequel, si la peine n'était pas annulée à huit heures du soir, tout le réseau ferroviaire s'arrêterait. Le tsar céda à 8 h 05, avec la précision ultérieure que la peine était différée. Mais la victoire était obtenue. La dernière.

Déjà, le 14, le bureau de l'Union des paysans, qui avait donné son adhésion au Soviet, était arrêté. Le 26, ce fut le tour du président du Soviet, Nossar/Khroustalev. Elle était symbolique, car ce président n'avait eu que le plus modeste rôle dans l'Exécutif. Il fut immédiatement remplacé par un bureau de trois membres, que Trotsky dominait de son autorité acquise et du rôle qu'il tint dans la semaine qui précéda l'arrestation du Soviet tout entier, le 3 décembre.

Conscient que la lutte décisive était arrivée avec la multiplication des mesures de répression dans toute la Russie, telle la loi martiale instituée à Kiev et son canton, dans les gouvernements de Livonie, de Tchernigov, Saratov, Penza et Simbirsk, lieux de troubles agraires, et de la grave crise économique qui menaçait l'État de banqueroute, le Soviet avait décidé le refus de payer les impôts, et les dettes de rachat de terres, le retrait de tous les dépôts de caisse d'épargne, et l'exigence pour les ouvriers d'être payés en or, ce qui fit l'objet d'un Manifeste financier, publié dans huit journaux le 2 décembre. Après de longues discussions, le Soviet, sollicité de toutes parts sur ce que l'on devait faire, lança un appel « à toutes forces vives du pays » de préparation à la grève politique pour renverser le gouvernement.

La Révolution gagnait sans cesse du terrain, aussi bien dans le prolétariat que dans l'armée. Mais bien que le Soviet eût nommé un comité exécutif de remplacement, celui-ci ne fut pas en situation de jouer le rôle du premier. La décision de grève générale politique décidée le 7 commença le 8, mais avec seulement les deux tiers des ouvriers, et le 12 elle était déjà à son déclin. Le rapport des forces avait changé.

Le centre de la révolution de décembre fut Moscou. Là, l'armée se scinda ; les cosaques eux-mêmes refusèrent d'abord de tirer sur la foule. Les milices formées par les sociaux-démocrates et les socialistes-révolutionnaires ne comptaient pas plus de 800 hommes. Le 10 décembre, ce sont les canons qui balayèrent les barricades élevées dans les rues. Les soldats de la Garde massacrèrent jusqu'aux blessés et fusillèrent en masse. L'insurrection de la ville avait duré neuf jours. Moscou avait eu mille morts, dont des enfants, et autant de blessés.

Des soulèvements du même type eurent lieu à Karkhov, Nijni-Novgorod, Rostov… et furent pareillement brisés. Les provinces baltiques, particulièrement la Lettonie, connurent les pires répressions, avec tortures, pendaisons. Du 9 janvier jusqu'au 27 avril 1906, le gouvernement du tsar massacra plus de 15 000 personnes et 20 000 furent blessées, dont beaucoup moururent. 70 000 individus furent arrêtés, déportés, incarcérés.

Bien que la défaite du prolétariat ne fût pas un écrasement – et n'aurait pu l'être sans ruine de la Russie –, cela créa l'illusion chez les sociaux-démocrates d'un resurgissement prochain de la révolution. Mais les luttes déclinèrent ; des 2 863 000 grévistes de 1905, il n'y en eut plus que 651 000 en 1906 ; 544 000 en 1907, 93 000 en 1908. La dictature de Stolypine, à partir de juillet 1906, immobilisa le mouvement ouvrier ainsi que la paysannerie. Après la répression de Stolypine, le parti s'effondra. De plusieurs milliers, à Moscou, en 1907, ils ne furent plus que 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909. Il n'y avait plus d'organisation en 1910. Pour l'ensemble du pays, les effectifs passèrent de presque 100 000 à moins de 10 000.

En 1909, il n'y eut plus que 8 000 grévistes, 4 000 en 1910 et 8 000 en 1911, année de l'assassinat de Stolypine. La remontée ouvrière ne recommença qu'en 1912 pour être arrêtée par la guerre mondiale.

Lénine n'était arrivé à Pétersbourg qu'à la mi-novembre 1905, et prit la fin de la révolution pour un commencement. Son activité fut essentiellement journalistique et consacrée à la vie interne de son parti bolchevik. Il n'apparut qu'une fois au Soviet, où sa brève intervention axée sur l'armement du prolétariat était en décalage avec la situation du moment. Mais, en son absence, quantité de militants bolcheviks, sous la direction de Krassine, et mencheviks avaient combattu ensemble et avec les socialistes révolutionnaires. En novembre, son journal, celui de Trotsky et celui du Soviet menèrent des campagnes parallèles et se soutinrent. De ce fait, une tendance se dessina de réunification du POSDR, et elle allait avoir lieu de façon éphémère en 1906. L'absence de Lénine avait minorisé le bolchevisme. La priorité qu'il donna au renforcement de ses forces lui donna inversement un

avantage pour la révolution future. Malgré ses lourdes pertes sous Stolypine, ses forces furent suffisantes pour se renouveler, instruire des cadres ouvriers par milliers et se multiplier dès la remontée ouvrière.

Pour les marxistes, la révolution de 1905 apportait de nombreuses leçons. En fait, ce sont celles qui permettront la victoire de 1917. Lénine les résumera avec ses trois conditions de la révolution : qu'en bas on ne puisse plus supporter l'oppression, qu'en haut on ne puisse plus l'imposer, et qu'il y ait un parti révolutionnaire. Pour Trotsky, c'était la vérification de la théorie de la révolution permanente (que Lénine était allé jusqu'à approuver à la lecture d'un de ses articles). La démonstration était faite par 1905 qu'il n'y aurait plus de révolution du type de celle de France, mais que, comme déjà en 1848, en Allemagne, partout la bourgeoisie serait désormais incapable de diriger une révolution pour sa propre domination, par faiblesse politique, lâcheté et peur du prolétariat, alors même que celui-ci entre dans la lutte pour les seules revendications démocratiques bourgeoises, telles que république et meilleures conditions de travail. Partout la montée de la puissante force prolétarienne l'emporterait au-delà, vers ses propres objectifs de classe.

Même un Kautsky, comparant les prolétariats américains et russes, s'était aperçu qu'il n'y avait pas de rapport direct entre le pouvoir politique du prolétariat ou de la bourgeoisie, d'une part, et le niveau de développement du capitalisme, de l'autre. Il écrivit en 1906 : « Il existe deux États qui sont en contraste absolu l'un avec l'autre. Dans le premier, l'un des éléments du mode de production capitaliste s'est développé démesurément par rapport au développement d'ensemble de ce mode de production ; dans le second, il en est de même, mais c'est d'un autre de ces éléments qu'il s'agit. En Amérique, cet élément est la classe capitaliste, en Russie, c'est le prolétariat. Il n'y a pas de pays où l'on soit plus fondé à parler d'une dictature du capital que l'Amérique ; cependant le prolétariat n'a nulle part acquis autant d'importance qu'en Russie. » La raison en était qu'en Russie l'essentiel du capital était étranger. Et Kautsky concluait : « Il est vraiment tout à fait extraordinaire que le prolétariat russe puisse nous montrer notre avenir, dans la mesure où celui-ci trouve son expression, non dans le degré de développement du capital, mais dans la protestation de la classe ouvrière. Le fait que la Russie soit le pays le plus arriéré des grands États du monde capitaliste pourrait paraître contredire la conception matérialiste de l'histoire selon laquelle le développement économique qu'en font ses adversaires et ses critiques, qui voient en elle un schéma stéréotypé et non une méthode de recherche. »

Quant à Trotsky, il fut condamné à la déportation perpétuelle lors du procès du Soviet. Mais, avant même d'être arrivé à destination sous le cercle polaire, il avait réussi une des plus extraordinaires évasions de l'histoire. De retour à Pétersbourg le 2 mars 1906, il y écrivit et réussit à faire publier clandestinement son *Bilan et perspectives*, stupéfiant travail qui contient déjà tous les éléments théoriques qui éclaireront sa

politique de la révolution en 1917, et les risques qu'elle rencontrerait si elle n'entraînait pas son extension à l'Europe.

Et 1905 avait enrichi le marxisme de l'invention prolétarienne de l'organe spécifique de la dictature du prolétariat : le soviet !

De la révolution de Février à celle d'Octobre

La révolution de 1917, comme celle de 1905, éclata spontanément (alors qu'en Suisse Lénine ne croyait pas la voir de son vivant), mais elle éclatait dans des conditions toutes différentes.

La guerre avait été désastreuse pour la Russie. Les emprunts d'État pour l'armée n'avaient servi qu'à l'entretien d'une caste militaire inculte et à l'achat d'un matériel moderne insuffisant pour l'immense front qui allait traverser toute la largeur du continent, mal desservi par un système ferroviaire inachevé. La chair à canon fut fournie en masse par la paysannerie, ainsi coupée de la terre, soldats sans qualification, insuffisamment armés, mal nourris, traités à la schlague par des officiers pleins de morgue, et une année suffit pour que les défaites partielles se changent en débâcle, sauf sur le front de l'Autriche-Hongrie dont le régime était presque aussi pourri que celui du tsar. Au terme de la guerre, la Russie aura perdu deux millions et demi d'hommes, soit 40 % de la totalité des morts de l'Entente, cinq millions et demi de victimes en comptant blessés, prisonniers et civils. Dès 1915, les désertions se comptaient par milliers. Les soldats devinrent des ennemis des officiers et méprisaient les généraux, organisateurs des retraites. Il y eut des refus de monter en ligne, punis de mort. Parmi les ouvriers mobilisés, les militants retrouvèrent le terrain perdu pour l'agitation révolutionnaire.

La démoralisation de l'armée s'étendait à tout le pays. En octobre 1916, le désir de paix, et à n'importe quel prix, s'étendit à toutes les couches de la société. La grande bourgeoisie libérale, ralliée au tsarisme après la défaite de 1905, et liée économiquement comme politiquement à celle de l'Occident, avait été la pointe du « Va-t-en-guerre », et en 1915 et 1916 s'étaient élevées des fortunes gigantesques dans les fournitures militaires, entraînant spéculation et grande vie dans les hautes sphères de la société, tandis que l'on manquait de pain dans les villes. Il n'avait pas été question jusque-là d'entendre parler de paix. Les défaites commencèrent à susciter des critiques sur les incapacités des sommets militaires et politiques tsaristes, alors que filtrait le bruit du scandale crapuleux de la famille royale entre les mains du moine Raspoutine. Un « Bloc progressiste » se forma à la Douma autour du Parti constitutionnel démocrate, le KD (d'où cadet), qui demanda poliment au tsar un « gouvernement unifié, jouissant de la confiance de pays ». Le tsar les remit à leur place par un oukase et ajourna la Douma en septembre. Ces vaillants opposants se dispersèrent sans protester, alors que les ouvriers de Pétrograd et de Moscou répondaient à cette mesure en se mettant en grève. Alors que sa police avertissait le gouvernement des risques de révolution, la Douma fut rappelée en mai 1916, mais, ne sachant que faire, se tint immobile.

En septembre, la situation militaire était telle que personne ne croyait plus à une possible victoire. Malgré l'« Entente cordiale », la famille royale et la noblesse avaient toujours été germanophiles, des négociations secrètes étaient menées chez les deux protagonistes, soit de négociations de paix générale, soit de paix séparée de la Russie avec l'Allemagne. Dans la Douma réunie le 1er novembre s'éleva la question de la trahison. Les discours interdits de publications circulèrent jusque sur le front. Bien que les partis sociaux-démocrates ne fussent qu'une infime minorité à la Douma, un placet de l'extrême droite, bien représentée par Dournovo, le fusilleur de 1905, définissait à l'avance ce qui allait se passer : « Le danger représenté par ces partis et leur force réside en ceci qu'ils ont une idée, de l'argent [?], qu'ils ont pour eux une foule toute prête et bien organisée [et] sont en droit de compter sur les sympathies de l'écrasante majorité de la classe paysanne qui suivra le prolétariat dès que les leaders révolutionnaires lui feront signe de s'emparer des terres d'autrui. » Conclusion : il fallait décréter l'état de siège dans les deux capitales et préparer des contingents pour écraser la révolte. Mais les forces manquaient. La Douma fut à nouveau suspendue. Les libéraux s'agitaient. Le tsar ne bougeait pas. Dans la haute noblesse, on crut pouvoir le tirer de son aveuglement par le choc de la suppression de Raspoutine, voire provoquer un tournant politique. Le moine fut assassiné dans la nuit du 16 au 17 décembre par le prince Ioussoupov, le grand-duc Dmitri Pavlovitch et le député monarchiste Pourichkévitch. L'effet fut contraire à leur intention, durcit tsar, tsarine et leur camarilla, ce qui, loin d'apaiser la tension révolutionnaire, l'augmenta. Les exécuteurs, exilés ou mis aux arrêts, furent approuvés voire fêtés par tout le haut de la société. Le peuple, lui, constata que nulle solution ne pouvait venir d'en haut.

Les manifestations avaient été interdites et les ouvriers mis en garde contre les « mauvais et dangereux conseils […] venus de forces obscures ». Une dernière session de la Douma fut fixée pour le 14 février 1917. Sa seule action fut d'essayer de pourvoir au ravitaillement de la capitale. C'était là le pire de la situation et ce qui fit déborder le vase. Il est caractéristique que ce furent des ouvrières du textile, dont de nombreuses femmes de soldats, qui débrayèrent les premières, le 23, « journée des femmes », et envoyèrent des déléguées aux usines métallurgiques, appelant les métallos à la solidarité.

Le 24, la moitié des ouvriers de Pétrograd était en grève. Les mots d'ordre étaient maintenant : « À bas la guerre ! À bas l'autocratie ! ». Le 25, la grève avait pris une telle extension que le général Khabalov, chef de la région militaire de Pétrograd, prit la décision de la répression avec la police à cheval. Il y eut des morts, mais les manifestants ne fuyaient que pour réapparaître et il arriva que des Cosaques tirent sur les policiers. Des militants, dont le bolchevik Kaïourov, allèrent parler « solidarité ouvriers et paysans » avec eux. Les policiers retirés furent remplacés par des soldats, crus sûrs. La foule et en particulier les femmes s'approchèrent de leurs baïonnettes profitant de leurs hésitations à tirer, se mêlèrent à eux. Ils furent gagnés. Mais des dragons avaient tiré, faisant encore quelques morts.

Dans la nuit du 25 au 26, une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés, dont cinq membres du Comité des bolcheviks de Pétrograd. L'Okhrana était toujours là, avec ses provocateurs, en particulier à la direction du Parti bolchevik. Mais cela ne décapita pas la grève, d'autant que ce qui restait en liberté du Comité central du Parti bolchevik était loin de diriger le mouvement, mais, au contraire, par crainte d'un nouveau décembre 1905, n'avait fait qu'accompagner, voire suivre, les décisions de la direction d'un Comité formé des délégués d'usines, qui arrêté lui aussi dans la nuit fut remplacé immédiatement par le centre Vyborg, bastion prolétarien de la zone de Pétrograd, où des commissariats de police furent saccagés et des agents massacrés. Au matin du 26, tous les faubourgs ouvriers étaient aux mains des ouvriers. Les ponts sont barrés. L'assaut du centre est décidé et les manifestants passent sur la glace de la Neva. Cette fois, ils trouvent en face d'eux des soldats qui tirent, des forces embusquées sur les toits. Ce fut le jour des plus grosses pertes. Pas de panique cependant. La conquête du soldat se poursuivait dans les points où il y avait hésitation. Pourtant le Comité de Vyborg se demanda le soir s'il ne fallait pas décider l'arrêt de la grève. Ils ignoraient que, ce même soir, la 4e compagnie du régiment Pavlovsky, gardes du corps de Sa Majesté, s'était soulevée, par indignation que des élèves sous-officiers du même régiment aient tiré sur la foule. Ils avaient ensuite quitté leurs casernes, tiré sur des policiers, puis soulevé le reste de leur régiment, mais finalement cernés par le régiment Préobrajensky, ils furent arrêtés et internés (pour une journée !). Vingt réussirent s'enfuir avec leurs armes. Le 27 au matin, le Comité ouvrier décida à la majorité de continuer la lutte, c'est-à-dire, maintenant, de passer à l'insurrection. Mais ils n'avaient pas d'armes.

Ce jour-là, le tsar, qui était sur ce front, y chargea le général Ivanov – celui de la répression de Cronstadt en 1905 – pourvu de pouvoirs dictatoriaux, d'aller régler le problème en tête d'un bataillon des fidèles chevaliers de Saint-Georges, qui devaient être bientôt suivis de troupes prises sur les fronts Nord et Ouest. Mais le président de la Douma, Rodzianko, lui télégraphiait : « La dernière heure est venue : le sort de la patrie et de la dynastie est en jeu. » Dès le matin, le régiment de Volhynie se soulevait, entraînait ses élèves sous-officiers, fusilleurs de la veille, qui tuèrent leur chef, puis le régiment lituanien et le Préobrajensky. Ensemble, ils mirent à sac la caserne de la division de gendarmerie, et avec les ouvriers s'emparèrent des commissariats de police et en délivrèrent les détenus politiques, ainsi que ceux des prisons, dont les membres du comité bolchevik de la ville. Les ouvriers, disposant soudain d'autos blindées, en finirent avec les dernières troupes fidèles en une sanglante bataille. Le soir, tout ce qui était resté en arrière de l'armée et de la marine était passé à la révolution victorieuse, ou devenue impuissante. Ces jours avaient compté plus de 1 400 morts.

Dans cette soirée, tandis que la tsarine découvrait enfin qu'il fallait faire des concessions, le Conseil des ministres s'effondra par démission de son dernier président. Au palais de Tauride, où se

trouvaient les restes de la Douma que le tsar avait dissoute, son président Rodzianko fut affolé par cette disparition de tout pouvoir, tandis qu'affluaient vers lui à la fois les ralliés de dernière heure à la révolution et les leaders mencheviks et socialistes-révolutionnaires qui considéraient la Douma comme un centre d'opposition libérale au tsarisme, entraînant avec eux ouvriers et soldats du soviet qui s'installe là.

Le 28, le tsar allait apprendre que toute la capitale était aux mains des révolutionnaires. Il décida de rentrer, sûr d'être suivi par de nombreuses troupes. Son train fut arrêté par les cheminots. Il allait abdiquer le 3 mars et était en état d'arrestation le 8.

En cinq jours, la révolution avait vaincu, sans autre direction que ces cadres ouvriers et militants anonymes. Moscou connut la même victoire que Pétrograd et toutes les grandes villes allaient suivre au long des jours suivants, et la forme soviet d'organisation politique apparaître et se répandre.

Immédiatement, il s'en était installé un à Pétrograd, s'inspirant du modèle de celui de 1905, mais il en fut totalement différent. Il ne sortait pas au cours de la lutte avec les représentants effectifs du mouvement, mais après la victoire. Alors que les ouvriers n'y envoyèrent un peu plus tard qu'un député pour mille ouvriers, les soldats, derniers venus dans l'insurrection, y prirent une part considérable, tandis que de très nombreux intellectuels et politiciens plus ou moins « socialistes » réussissaient à s'y installer sans le moindre mandat. De ce fait, ce furent les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui en dominèrent la direction. Certes, son Comité exécutif, aussi peu représentatif des forces de la révolution, dirigea la prise de contrôle du télégraphe, de la radio et des gares, puis créa un corps de gardes révolutionnaires pour occuper la Banque d'Empire, la Monnaie, la fabrique de papier-monnaie, mais il ne fit rien pour organiser le pouvoir qui lui tombait entre les mains. On lui amena bientôt les nouveaux prisonniers politiques, depuis le président du Conseil d'État et les ministres, jusqu'aux agents de police, de l'Okhrana, et des officiers de gendarmerie. Il en envoya certains en prison, d'autres entre les mains du Conseil de la Douma.

Dès le 1er mars, la révolution allait ainsi se trouver trahie. Les militants ouvriers bolcheviks, quasi sans direction, restèrent au contact de la masse ouvrière, mais minorisés par les cadres socialistes-révolutionnaires, partisans d'une « révolution démocratique », et des mencheviks dominés par le dogme pseudo-marxiste du stade nécessaire de démocratie bourgeoise, lesquels en fonction de ce but laissèrent en commun le pouvoir au Conseil provisoire de la Douma, dont les membres avaient d'abord été très étonnés de n'être pas chassés, voire emprisonnés. Ce Conseil s'empressa de constituer un gouvernement, lui-même provisoire, où, certes, les démocrates et libéraux refusèrent de maintenir le tsarisme en intronisant comme régent le prince Michel Alexandrovitch (qui d'ailleurs se défila), mais réussit à présenter un conseil ministériel où les ministères les plus importants revenaient à des représentants de la grande bourgeoisie

(parmi lesquels des fusilleurs de la veille) et dont le président du conseil fut le « démocrate » prince Lvov.

Trotsky a écrit : « Ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux-mêmes, politiquement expropriés. Ils étaient déconcertés, s'alarmaient, mais ne trouvèrent pas aussitôt l'issue. Leurs propres élus les abasourdirent avec des arguments auxquels ils n'avaient aucune réponse prête, mais qui contredisaient à tous leurs sentiments et à leurs desseins. »

Bien qu'ainsi trahi, le prolétariat n'en constituait pas moins la classe victorieuse, dont la puissance s'exerçait sur le Soviet et l'imposait en un pouvoir doublant celui du gouvernement, lequel n'avait d'autre base que les structures institutionnelles et administratives héritées du tsarisme. Ainsi, partout dans le pays, ces structures sans force se trouvaient en face de soviets à majorité de soldats d'origine paysanne. Dualité de pouvoirs donc, dont l'un, possédant la légalité formelle, était sans puissance, et dont l'autre se refusait à user de la puissance réelle de la révolution qu'il était censé représenter.

Ce (faux) Soviet allait se trouver en situation délicate face aux revendications de la révolution, ce dont Lénine allait bientôt faire son programme sous la formule de « Le Pain, la Paix, la Liberté », expression simple des exigences de fin de la famine, de la guerre et de toute oppression sociale, ce qui commençait, pour les ouvriers, par l'immédiat abaissement de la journée de travail à huit heures.

Le gouvernement bourgeois ne pouvait rien accepter de toutes ces exigences. Même pas celle d'alimenter le peuple de la capitale et des grandes villes. Comme cela avait été le cas dans la Révolution française avec le refus de maximum, les prix et la circulation des biens alimentaires se heurtaient à la spéculation, la rétention des stocks provoquant la hausse des prix. Les mesures proposées par le Soviet se heurtaient à la passivité du gouvernement. Le prolétariat dut supporter de ne vivre qu'avec une ration de pain. Pour les huit heures et les libertés, le gouvernement se cachait derrière la limitation de son droit à trancher et renvoyait le tout aux décisions de la future Assemblée constituante. Mais en bas, c'est dans les usines mêmes que les ouvriers se mirent à cesser le travail après huit heures d'activité, ce qui conduisit certains patrons à accepter le fait accompli, tandis que les libertés devenaient celles que le peuple et leurs soviets prenaient d'eux-mêmes. Le décret d'amnistie du 8 mars suivait l'ouverture des prisons par les insurgés. Mais les soldats punis durent attendre la leur encore quatre mois. Par ailleurs, les déportés qui s'étaient libérés eux-mêmes arrivaient les uns après les autres, accueillis en fête. La seule mesure que le gouvernement prit de lui-même fut de supprimer la peine de mort, ce qui le protégeait, en ses membres et leurs proches, jusqu'au niveau des grands criminels du régime tsariste. Quant à la liberté de la presse, si terrible pour eux tous, elle s'était installée et n'était contrecarrée que par la parution de journaux réactionnaires, lesquels se heurtaient d'ailleurs fréquemment à la censure des ouvriers imprimeurs.

Le plus gros problème était la guerre. Déjà perdue en fait, et reconnue comme telle par les militaires eux-mêmes, la défaite était suspendue par la décision allemande d'attendre de voir ce qui allait se passer en Russie. Mais les soldats avaient réclamé la paix avant même la grève et la révolution, et des masses d'entre eux avaient déserté. Ils haïssaient tous leurs officiers, depuis la révolution refusaient les brimades et discutaient les ordres et l'obéissance. Certains fraternisaient avec les soldats ennemis. Dans la flotte, la réaction des matelots fut particulièrement violente envers la hiérarchie haïe, qui avait réussi à cacher un certain temps sur les vaisseaux ce qui se passait sur terre. Nombreux furent les officiers arrêtés. À Helsinki un amiral fut noyé sous la glace.

Pour la bourgeoisie et son gouvernement, la guerre était le problème de son rapport avec l'Entente, dont elle dépendait pour son armement, et du fait qu'une paix séparée l'aurait laissée en tête-à-tête avec la révolution. Donc il fallait feindre une victoire possible et ranimer le patriotisme en démontrant qu'une fois le tsarisme abattu la guerre avait changé de nature. Cela influença un moment une partie de la troupe, qui avait bien perçu le rapport entre la nature du régime et la gabegie du commandement, mais cela ne dura pas quand cela signifia se remettre sous les ordres des généraux du tsarisme et du même corps d'officiers.

Le Comité exécutif du Soviet édicta un ordre, charte des libertés de l'armée révolutionnaire qui appelait à la formation de comités élus dans les contingents, avec délégués au Soviet, et qui séparait les libertés hors du service de la discipline en service. La réaction indignée du gouvernement fit reculer le Comité, qui voulut corriger son ordre par un « appel » rappelant l'exigence de la soumission au Commandement, en dernière instance. Là encore, les typographes refusèrent d'imprimer cette adjonction. Ainsi, non seulement les contradictions du double pouvoir faisaient l'objet d'allers et retours de décisions, terminés par des compromis qui étaient toujours des reculs du Soviet devant le gouvernement, mais le peuple révolutionnaire continuait à être un troisième pouvoir, non formalisé, mais ne cessant de faire pression sur le Soviet qu'il considérait comme sa représentation, tout en agissant en même temps, autant qu'il le pouvait, selon sa propre volonté.

Le 8 mars, Staline, Kamenev, Mouranov et Sverdlov avaient quitté leur lieu de déportation vers Pétrograd (le nom russifié de Pétersbourg depuis le début de la guerre). Staline était le seul à ne pas faire de discours révolutionnaires à toutes les gares. Il arriva le 12 mars. Le 15, le bureau du Comité central décida de ne donner qu'une voix consultative à Staline, du fait de son caractère, et ne tenant ainsi aucun compte de sa cooptation de 1912. Mais, sans doute grâce à Kamenev et Mouranov, il finit par y être coopté, passa au présidium, au comité exécutif central du soviet de Pétrograd, et forma avec ces deux complices la rédaction de la *Pravda*. Ils devenaient ainsi les dirigeants exprimant la politique du Parti.

Les militants bolcheviks présents dans les journées de février n'avaient fait d'abord que suivre le mouvement, mais ils s'étaient

battus, et bientôt avaient trouvé leur place en première ligne. Ceux qui rentraient donnèrent un grand coup de barre à droite au parti. Staline s'installa comme le représentant au Comité exécutif, et Kamenev prit la direction la *Pravda*. Ils s'alignèrent sur les positions mencheviques, y compris sur la justification de la poursuite de la guerre. Staline vota l'appel *Aux peuples du monde entier* et les articles de Kamenev soulevèrent les protestations de la base des bolcheviks de gauche, en particulier ceux du district de Vyborg, le plus radical des faubourgs de Pétrograd. La fusion des partis bolchevik et menchevik se préparait. Cette situation manifestait l'écart entre les militants ouvriers du parti restés au contact des masses et les comitards, bloqués sur des formules, mais qui, malheureusement, eurent en un mois le temps de désorienter bien des militants isolés dans l'immense Russie.

Pour ramener le peuple à accepter la poursuite de la guerre, le Comité exécutif usa d'une nouvelle ruse destinée à égarer les consciences : le manifeste Aux peuples du monde entier, lequel, en fait, s'adressait essentiellement à ceux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, les appelant solennellement à traiter leurs souverains comme la Russie venait de le faire du tsar par sa révolution, et comme conséquence terminait par la nécessaire défense de cette révolution. Cet appel réussit à faire l'unanimité de la Russie et permit le lancement d'un emprunt pour la guerre.

Le Comité exécutif pensait réellement s'en tirer en s'en tenant à cette « guerre défensive », mais le ministre des Affaires étrangères, Milioukov, le 23 mars, jour de l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique, exposa dans une conférence de presse comment cette « guerre libératrice » allait commencer par l'annexion de Constantinople et de l'Arménie, ainsi que du nord de la Perse (buts de guerre de la Russie tsariste). Ce démasquage des intentions de la droite du gouvernement était un véritable défi au Soviet, qui inquiéta jusqu'aux libéraux du pouvoir, dont le leader Kerenski qui clama que Milioukov n'avait parlé qu'en son nom personnel. Celui-ci dut se taire, mais une note gouvernementale du 27 mars précisa que la Russie ne visait ni à dominer d'autres peuples, ni à s'emparer de leurs territoires, mais s'en tenait à tenir ses engagements vis-à-vis de ses Alliés. Ceux-ci comprirent qu'ils devaient faire confiance aux partis socialistes russes, comme ils avaient eux-mêmes fait confiance aux leurs pour entrer dans la guerre et en être les garants, et envoyèrent en Russie de hauts dirigeants de la IIe Internationale (dont Marcel Cachin) pour veiller à la préparation de la reprise de la guerre. Le double pouvoir les inquiétait, et à juste titre, car une nouvelle provocation belliciste organisée par le gouvernement – le 17 avril, une manifestation d'invalides « exigeant la guerre jusqu'au bout » – provoqua le 20 une contre-manifestation de 25 000 à 30 000 soldats et matelots en armes, entraînant l'arrêt de travail dans les usines, tous exigeant la chute de Milioukov et poursuivant leur action par des meetings. L'effet de mystification du manifeste était mis à mal.

La menace de l'affrontement d'une contre-manifestation de droite avec des troupes armées, qui aurait pu ouvrir la guerre civile, conduisit le Soviet à interdire toutes manifestations.

Mais entre-temps, un petit événement s'était produit le 3 avril : le retour en Russie de Lénine. Son arrivée va avoir l'effet d'une bombe. Bien qu'accueilli en triomphe, il s'était trouvé le lendemain complètement isolé au milieu de la direction de son parti. Il venait de loin. Pour les « modérés », il ne comprenait pas bien la situation. Kamenev, Kalinine, Rykov, Tomsky… tentèrent de justifier la politique qu'ils avaient menée. Pas Staline qui se tut aussitôt, attendant de voir qui allait l'emporter (attitude qui lui deviendra habituelle). Quelques « vieux bolcheviks » allaient rejoindre les mencheviks.

Dès le lendemain de son arrivée, c'est devant la direction du Parti bolchevik, puis devant la conférence d'unité, que Lénine lut dix courtes thèses, qui deviendront célèbres sous le nom de *Thèses d'avril*. Il s'agissait d'une rupture nette et totale avec toutes les politiques « socialistes » en cours. Cela commençait par la dénonciation de la guerre restant impérialiste sous le nouveau gouvernement qui était celui de la bourgeoisie, et donc du capital, dont les promesses étaient mensongères. Il en appelait à la fraternisation sur le front. Le pouvoir devait passer au prolétariat, non à une république parlementaire mais à une république des soviets de députés ouvriers, paysans et ouvriers agricoles, supprimant la police, l'armée, et le corps de fonctionnaires, qui devaient être remplacés par des élus, révocables, et au traitement non supérieur à celui du salaire moyen ouvrier. Il fallait confisquer toutes les propriétés foncières, nationaliser la terre qui devait être mise à la disposition des soviets paysans. Il fallait fusionner toutes les banques en une banque nationale placée sous le contrôle du Soviet des députés ouvriers. Après avoir reconnu la situation minoritaire du bolchevisme, et sa fonction actuelle de pédagogie politique, les deux dernières thèses appelaient : la neuvième à un congrès immédiat du parti pour modifier son programme, « principalement en ce qui concerne : 1° l'impérialisme ; 2° l'attitude envers l'État, et notre revendication d'un État-Commune ; 3° la correction de l'ancien programme minimum, périmé ; 4° le nom du parti ». (Il avait proposé oralement le nouveau nom de « communiste ».) La dixième en appelait à la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire « contre les social-chauvins et contre le centre ».

C'était tout le programme, non seulement de la révolution d'Octobre, mais de la IIIe Internationale. L'assistance fut interloquée, entre invectives et sarcasmes. Tsérételli, leader des mencheviks, condamna son scissionnisme. Pour lui, il était devenu un anarchiste, un nouveau Bakounine ; il délirait ! Seule Alexandra Kollontaï tenta de prendre sa défense, et sous les plaisanteries dut quitter la tribune. Aucun des dirigeants du parti ne prit sa défense. Ils préférèrent se retirer, en s'en justifiant par les injures que l'on proférait contre lui. Même Zinoviev, son fidèle, arrivé avec lui, ne signa pas ce texte.

Le 8 avril, la *Pravda* condamnait encore la politique du chef du parti. Lénine était seul ! Non, il savait que tous les ouvriers bolcheviks survivants étaient là, dans l'ombre. N'avait-il pas écrit : « Qu'ils soient même cinq ou dix fois plus brisés par la guerre, la prison, la

Sibérie, le bagne ! On ne peut détruire cette couche. Elle est vivante. Elle est pénétrée d'esprit révolutionnaire et d'anti-chauvinisme. » Et, à ses disciples qui traînaient la patte, il dit que les masses étaient à la gauche du parti, et que le succès était garanti par les circonstances elles-mêmes, qui allaient nous mener au-delà du régime bourgeois, à la dictature du prolétariat. Il ajoutait : Nous commençons la révolution internationale.

Le 24 avril eut lieu la conférence nationale du Parti bolchevik, où 149 délégués représentant 79 000 adhérents donnèrent une majorité à Lénine, quasi unanime contre la guerre, forte pour transférer aux soviets les pouvoirs d'État, faible sur l'entrée dans la voie de la révolution socialiste, mais ne lui donnant qu'une majorité d'une voix au comité central, et le laissant minoritaire sur le changement de nom du parti, de social-démocrate en communiste.

Les principaux leaders sont en retrait : Kamenev, déjà contre la voie qui s'ouvre vers le pouvoir des soviets, rejoint par Zinoviev. Staline est muet. Ceux qui le rejoignent se multiplient : Volodarsky, Lachévitch, Kollontaï, Tchoudnovsky. « Mais, écrit Trotsky, incomparablement plus efficace dans cette période avant l'insurrection était l'agitation moléculaire que menaient des anonymes, ouvriers, matelots, soldats, conquérants l'un après l'autre des sympathisants, détruisant les derniers doutes, l'emportant sur les dernières hésitations. Des mois de vie politique fébrile avaient créé d'innombrables cadres de la base, avaient éduqué des centaines et des milliers d'autodidactes qui s'étaient habitués à observer la politique d'en bas et non d'en haut et qui, par conséquent, appréciaient les faits et les gens avec une justesse non toujours accessible aux orateurs du genre académique. En première place se tenaient les ouvriers de Piter [Pétrograd], prolétaires héréditairement, qui avaient détaché un effectif d'agitateurs et d'organisateurs d'une trempe exceptionnellement révolutionnaire, d'une haute culture politique, indépendants dans la pensée, dans la parole, dans l'action. Tourneurs, serruriers, forgerons, moniteurs des corporations et des usines avaient déjà autour d'eux leurs écoles, leurs élèves, futurs constructeurs de la République des Soviets. Les matelots de la Baltique, les plus proches compagnons d'armes des ouvriers de Piter, provenant pour une bonne part de ceux-ci, envoyèrent des brigades d'agitateurs qui conquéraient de haute lutte les régiments arriérés, les chefs-lieux de district, les cantons de moujiks. La formule généralisatrice lancée au cirque Moderne par un des leaders révolutionnaires prenait forme et corps dans des centaines de têtes réfléchies et ébranlait ensuite tout le pays. […] Les usines conjointement avec les régiments envoyaient des délégués au front. Les tranchées se liaient avec les ouvriers et les paysans du plus proche arrière-front. […] Les usines et les régiments de Pétrograd et de Moscou frappaient avec de plus en plus d'insistance aux portes de bois du village. Se cotisant, les ouvriers envoyaient des délégués dans les provinces d'où ils étaient originaires. […] Le bolchevisme conquérait le pays. Les bolcheviks devenaient une force irrésistible. »

Tel était le parti qui prit le pouvoir (avec nombre de vieux dirigeants traînant la patte, voire prêts à revenir en arrière, jusqu'à la fin de 1917).

Le Parti « évaporé » réapparaissait donc avec des forces inconnues, et d'un grand radicalisme par rapport aux vieux cadres, tel Kamenev, ancrés sur les schémas théoriques du passé. Le nombre considérable des adhérents de la conférence manifeste le ralliement de nombreux groupes et organisations isolés ou autonomes. Les votes indiquent clairement que la radicalisation est celle de la classe, dont ces délégués sont l'expression de la conscience la plus claire. Cependant, cette conscience ne dépasse guère la violente opposition à la guerre. Elle n'est pas encore celle de la volonté de prise du pouvoir. Mais, activée par le mouvement de la révolution elle-même, elle y conduit en bouleversant toutes les structures organisationnelles préexistantes. Des droitiers bolcheviks quittent alors le Parti, tandis que les mencheviks internationalistes le rejoignent.

Importante par la qualité de ses dirigeants, vieux alliés de Trotsky, est l'organisation Interrayons, que la position droitière de Kamenev-Staline a écartée de la fusion avec les bolcheviks. Les thèses de Lénine changent tout. De retour en Russie le 5 mai, Trotsky y adhère, ce qui doit tendre à précipiter l'unification. Mais les questions qui la retardent ne sont pas purement formelles

Dans les jours qui suivirent, il avait commencé à rallier cette base ouvrière et les dirigeants suivirent. Trois mois plus tard, c'était tout Pétrograd qui était gagné à ses mots d'ordre, et souvent sans savoir que c'étaient ceux du Parti bolchevik.

On doit reconnaître une petite circonstance atténuante aux erreurs des comitards bolcheviks. Pendant toutes les années qui avaient séparé la révolution de 1905 de celle de 1917, Lénine, obsédé par l'immense masse paysanne noyant un prolétariat très minoritaire, avait pensé que la révolution en Russie ne pourrait être immédiatement prolétarienne, mais devrait accomplir préalablement les tâches démocratiques bourgeoises par une dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Trotsky avait combattu cette théorie comme présentant d'immenses dangers en cas de victoire révolutionnaire. Et c'est bien cela qui était arrivé avec des dirigeants dogmatiques qui ne s'étaient pas aperçus qu'en février c'était le prolétariat qui avait mené la révolution à la victoire, entraînant, certes, des troupes en immense majorité paysanne, mais mues par l'expérience de la guerre et contre la guerre, alors que la paysannerie ne commença à bouger, sur ses propres revendications, qu'avec un mois de retard, sans centralisation, et dans le plus grand désordre. Lénine, lui, dépourvu de tout dogmatisme, avait vu le mouvement réel de l'histoire régler son problème théorique.

Trotsky, arrivé le 5 mai, n'eut donc pas de pareille opposition à vaincre. S'il était seul et sans parti, il était accueilli par une délégation du Parti bolchevik et par le groupe internationaliste, « Interrayons », fondé par plusieurs de ses anciens collaborateurs de sa *Pravda* de Vienne, notamment Ouritsky, Joffé, Iouréniev et Lounatcharsky, et comptant déjà 3 000 membres ouvriers à Pétrograd. Le délégué

bolchevik, le métallo Fédorov, lui demanda s'il était d'accord avec la marche vers la dictature du prolétariat. C'était comme s'il l'avait demandé à Lénine lui-même, et Trotsky ne pouvait qu'être heureux d'apprendre que ce Comité Interrayons était en pourparlers de fusion avec le Parti bolchevik.

Et l'histoire s'accéléra. Après les journées d'avril, les bolcheviks devinrent majoritaires dans les quartiers ouvriers de la capitale ; des mencheviks et des SR passaient au bolchevisme. Des districts de Pétrograd demandèrent un renouvellement de leurs membres au Soviet. En province, les soviets se multipliaient et exerçaient le pouvoir local, supprimant les dernières bases du gouvernement qui, pour se renforcer, demanda l'adjonction de ministres « socialistes » en son sein. Cela divisa les masses, le prolétariat radicalisé se prononçant contre, mais la majorité du peuple pour, croyant voir cette entrée de ses représentants comme transformant le pouvoir en sa faveur. Les troupes elles-mêmes s'y trompèrent. Le gouvernement de coalition se réalisa, approuvé par le Soviet, contre les seules cent voix des bolcheviks.

Triste capitulation volontaire : les « socialistes », de leur propre vœu, étaient minoritaires, et sans ministères importants, tandis que le prince Lvov restait premier ministre, et que le ministère de la Guerre passait dans les mains de Kerenski. Ce gouvernement de paix allait préparer la reprise de la guerre. Le 14 mai, Kerenski édicta un ordre aux armées où les soldats purent lire : « Vous porterez la paix à la pointe de vos baïonnettes. »

L'offensive allait être une mystification. Mais avant même qu'elle ait été lancée, un nouveau stade de la révolution avait commencé et ce fut la bourgeoisie qui le provoqua. Après les journées d'avril, voulant en finir avec la révolution, elle organisa des lock-out pour briser le prolétariat de la métropole, et le gouvernement élabora un plan de « dégagement de la capitale » consistant au transfert des grandes usines dans les lointaines provinces. Les ouvriers en furent radicalisés au profit des bolcheviks qui y devinrent majoritaires. Le Comité exécutif, de son côté, pour parer à cette évolution, et préparer les esprits à l'offensive, convoqua un Congrès panrusse des soviets où, par le jeu du droit de suffrage et des délégations vers les cadres anciens, on donna une grande majorité aux 285 délégués SR et aux 248 mencheviks contre les 195 bolcheviks. Cela manifestait aussi un retard de la province sur la capitale et sur Moscou, mais retard qui diminuait de jour en jour. Et celui du Congrès se manifesta de façon éclatante à la suite d'un incident mineur (l'occupation de la villa d'un ministre du tsar par les organisations ouvrières de Vyborg).

Le 9 juin, la *Pravda* annonça une grande manifestation, décidée par l'organisation militaire des bolcheviks, mais dont la direction du parti ne prit pas la responsabilité, et à laquelle ses comités interdistricts ne décidèrent de se joindre qu'après votes. Sous la pression de Trotsky, le comité interdistricts fit de même. L'appel fut une étincelle qui déclencha l'incendie, entraînant non seulement les soldats de la garnison menacés d'être dispersés sur les fronts, mais les ouvriers également menacés de dispersion ainsi que la population affamée. Le

mot d'ordre était : « À bas les dix ministres bourgeois », ce qui revenait à la revendication du pouvoir au Soviet. Dans les usines, cela devint : « Tout le pouvoir aux soviets. » Lénine, accusé publiquement d'être le promoteur de cette manifestation, comprit au contraire qu'il était plus dépassé par les masses de la capitale qu'il ne l'avait dit, et que ni le pays ni l'ensemble de l'armée n'étaient prêts à suivre Pétrograd dans la prise du pouvoir. Il fallait que la manifestation soit pacifique. La veille du jour prévu, le Congrès dispersa tous ses membres dans les usines et parmi les troupes pour les convaincre de ne pas manifester. Ils allaient découvrir ce prolétariat et ces soldats gagnés aux bolcheviks. À défaut d'une action de droite contre Pétrograd, une menace plus précise visa le parti bolchevik lui-même, dont la direction réussit à convaincre les dirigeants ouvriers et soldats de suspendre la manifestation qui avait montré sa puissance avant même d'avoir eu lieu, tandis que le Soviet proclamait l'interdiction de toute manifestation.

Cette radicalisation s'accentua encore à la fin juin, quand l'offensive, que le congrès des Soviets avait approuvée, et qui ne fut menée que sur le front Sud-Ouest, par des troupes sélectionnées sur leur patriotisme, après avoir remporté une percée sur un ennemi en retraite calculée, mais saluée comme une grande victoire, s'arrêta devant des positions allemandes fortifiées. Et si les troupes de droite se mirent au pogrome des Ukrainiens et des Juifs, la masse des soldats, tout à coup refusa d'avancer pour une guerre de conquête, et commença à fraterniser avec l'ennemi. On les avait dupés sur les buts de la guerre. Le 6 juillet, ce furent les Allemands qui allaient commencer une contre-offensive. Les troupes russes de l'arrière refusèrent la relève ; ceux du front quittaient les tranchées de première ligne. L'armée se décomposait, insultée par la bourgeoisie et le pouvoir.

Pendant ce temps, le bolchevisme continuait sa progression. À la fin avril, le parti comptait 15 000 membres à Pétrograd ; il en avait 32 000 à la fin juin. Dans le soviet de Moscou, le 1er juin, il y avait 206 bolcheviks contre 172 mencheviks et 110 SR, et la majorité de la section ouvrière de Pétrograd était bolchevique. Toutefois, à cette époque, les délégués soldats étaient encore majoritaires contre eux. À l'inverse, Cronstadt fut gagnée en mai au bolchevisme. La ville était sous la main du bolchevisme. Mais, plus encore qu'en juin, le décalage entre la capitale et le reste du pays n'échappait pas à Lénine, qui tentait dans la *Pravda* de le faire comprendre aux ouvriers et soldats.

Comme parade, le gouvernement annonça la convocation de l'Assemblée constituante pour le 17 septembre, tentant en somme de réaliser à son niveau l'opération du Congrès des soviets. Noblesse et propriétaires fonciers, sous la haute autorité du prince Lvov, président du Conseil, et lui-même propriétaire foncier, s'organisaient contre une paysannerie qui, lasse d'attendre, commençait elle-même sa révolution agraire. La bourgeoisie pesait à l'envers de la radicalisation prolétarienne et des soldats, coinçant ainsi le Comité exécutif et le Soviet tout entier dans ses contradictions.

Toutes les conditions d'une explosion étaient réunies, que les bolcheviks, accusés d'être les organisateurs des désordres, s'efforçaient de retarder dans un rapport de forces qu'ils jugeaient encore insuffisants. Lénine, le 21 juin, essayait dans la *Pravda* de convaincre ouvriers et soldats de Pétrograd d'attendre le jour où les événements amèneraient les grosses réserves à la cause de la capitale. Il savait que tout ce que le pouvoir faisait ne pouvait que radicaliser les masses de tout le pays, mais il avait du mal à persuader même nombre de ses propres militants.

Et l'explosion eut lieu. Et ce furent bien les membres du Parti cadet du gouvernement qui la provoquèrent, en démissionnant et en dénonçant les erreurs de sa politique de guerre, mais en fait pour ne pas porter la responsabilité de la défaite, et pour se désolidariser de l'insuffisance de la répression des masses. La réaction de celles-ci fut la volonté d'en finir avec la coalition.

Le coup d'envoi fut donné par des mitrailleurs qui devaient être envoyés au front, et qui proposèrent dans un meeting une manifestation armée pour renverser le gouvernement provisoire. Le bolchevik Golovine plaida l'entente préalable avec d'autres unités de l'armée et avec l'Organisation militaire des bolcheviks. Mais le meeting fut devancé par l'activité des mitrailleurs qui se répandaient dans toutes les casernes de la garnison, puis dans les usines. Les bolcheviks ne pouvaient s'opposer au torrent sous peine de perdre toute l'autorité qu'ils avaient acquise. Ils en prirent la tête, ainsi que l'organisation de Trotsky qui en était aux discussions de fusion. Lénine, souffrant, était en Finlande. Il fut rappelé. Le paradoxe était que les masses marchèrent vers le palais de Tauride pour demander au Soviet et à ses comités exécutifs de prendre un pouvoir dont ils ne voulaient pas, attendant des troupes du front pour s'en défendre. Les manifestants passèrent la nuit sous la pluie, couchés par terre. Pendant que le gouvernement de coalition délibérait, Cronstadt et les soldats et matelots de toute la périphérie de la capitale convergeaient vers elle, musique en tête. Et Lénine parla, assura que le mot d'ordre de « Tout le pouvoir aux soviets » serait vainqueur, mais qu'il y fallait de la patience et de la ténacité. Bientôt après commencèrent les fusillades de tireurs des toits et des fenêtres, y compris avec des mitrailleuses. Des troupes incapables d'affronter les masses pratiquaient cette guérilla avec l'aide des bourgeois, semant la panique et la confusion. Puis arrivèrent des Cosaques avec des canons. Ce fut une bataille qu'ils perdirent, non sans morts des deux côtés.

Dans les négociations qui s'étaient enfin engagées au Palais de Tauride, les ministres « socialistes » informèrent du départ de ces ministres bourgeois dont la manifestation demandait l'expulsion. La promesse de la convocation d'un congrès des soviets, dans les quinze jours à Moscou, désarma les délégués ouvriers et soldats sans diminuer leur méfiance et leur mépris des conciliateurs. Mais ils avaient pu constater les difficultés du problème du pouvoir. Le Comité central bolchevik invita ouvriers et soldats à arrêter la manifestation que, déjà, la fatigue et la faim menaçaient.

Il était temps ! Les troupes « sûres » arrivaient. Avant celles du front, celles des corps de la Garde et des régiments de la garnison qui s'étaient déclarés neutres le 3, et avaient eu le crâne lavé avec « Lénine et les bolcheviks agents de l'Allemagne », et qui arrêtèrent et désarmèrent les traînards. En attendant de nouvelles troupes, le pouvoir ne put exécuter une répression rapide. Cela permit aux matelots de Cronstadt de se retirer sur leur île, et au parti bolchevik d'évacuer le palais de la ballerine Krzesinska, alors que l'imprimerie de la *Pravda* était saccagée. L'arrivée des Cosaques devint un élément du pouvoir à part entière.

La masse révolutionnaire avait subi une défaite, mais elle restait puissante, et les partis SR et mencheviks étaient désormais déconsidérés à Pétrograd, à Cronstadt et dans la flotte de la Baltique par leur passage définitif à l'ordre contre-révolutionnaire.

Le 26 juillet s'ouvrit le congrès semi-clandestin d'unification du Parti bolchevik, des Interdistricts, et de l'organisation militaire récemment créée, plus un tout petit nombre de mencheviks de gauche, en l'absence de Lénine, de Trotsky, de Zinoviev et de Kamenev, qui furent les quatre élus avec le plus grand nombre de voix au nouveau comité central, qui va être celui de la prise du pouvoir : Lénine avec 133 voix sur 134, Zinoviev avec 132, Kamenev et Trotsky avec 131. Les autres étaient, dans l'ordre : Noguine, Kollontaï, Staline, Sverdlov, Rykov, Boukharine, Artem, Joffé, Ouritsky, Milioutine, Lomov, ce qui manifeste le poids des votants « vieux bolcheviks ». Le tout formait une organisation de 176 750 membres. Mariage inégal pour les forces militantes réunies. Mais si la masse bolchevique vérifiait la conception de parti à laquelle Lénine s'était acharné, le côté des Interdistricts apportait presque autant de cadres qui allaient bientôt occuper les plus hautes fonctions du pouvoir soviétique, et avec d'abord Trotsky qui n'allait pas tarder à apparaître publiquement comme le second de Lénine.

Le mois d'août allait être celui de la répression et de la « grande calomnie ». Les régiments qui avaient participé à l'émeute, soit 90 000 hommes, furent désarmés et dispersés sur les différents fronts, où leurs soldats furent traités avec l'extrême rigueur des vieux principes tsaristes, et où la peine de mort était rétablie (ce qui n'empêcha pas qu'ils deviennent les agitateurs efficaces de la bolchevisation). Les matelots de Cronstadt furent obligés de livrer leur leader bolchevik Raskolnikov, Rochal et un sous-lieutenant. De même, à Helsinki, furent arrêtés des bolcheviks, et, pour la première fois, des SR de gauche. Les généraux exigèrent de Kerenski des mesures décisives contre les bolcheviks, dont les dirigeants furent, le 6, traduits en justice, en tant que responsables de l'« insurrection armée », et qui perdirent de ce fait leurs postes dans les comités exécutifs du Soviet, avant de se retrouver en prison. Après Zinoviev et Kamenev, Trotsky réclama d'être décrété d'accusation, au même titre qu'eux, et il le fut ainsi que Lounatcharsky, venant comme lui des Interdistricts, et un peu plus tard le sous-lieutenant Krylenko, arrêté sur le front, qui se retrouvèrent en prison avec les leaders ouvriers, soldats et matelots, tandis qu'étaient libérés les prisonniers tsaristes,

dont des Cent-Noirs, coupables de pogromes. Lénine était menacé de mort en tant que tombant sous l'accusation d'agent de l'Allemagne, calomnie qui fut reprise en une campagne de presse acharnée. Par décision commune, il alla se cacher en Finlande, où il allait rester jusqu'en octobre. Toute la presse bolcheviste fut interdite. Mais les centaines de milliers de bolcheviks ne pouvaient être arrêtés et ne manquaient pas de cadres pour poursuivre la lutte.

Cette répression ne donnait guère plus de force au gouvernement dont les ministres de droite avaient démissionné, et où Kerenski, devenu Président à la place du prince Lvov, tout en gardant le ministère de la Guerre et de la Marine, se trouvait sous la pression hostile de la droite bourgeoise, exaspérée des limites de la répression, et de tout l'état-major.

Celui-ci enregistrait un nouveau recul sur le front Sud-Ouest devant les armées allemandes qui s'arrêtèrent sur la frontière de l'ancienne Russie. Cinquante-six mille hommes y étaient tombés. Kornilov, qui le commandait, avait ordonné d'ouvrir le feu des mitrailleuses et des canons sur les soldats qui reculeraient. Mais au Quartier général, le général Klembovsky demanda : « Peut-on exécuter des divisions entières ? Les mettre en jugement ? Mais alors la moitié de l'armée se trouvera en Sibérie ! » Un autre constatait que des corps entiers s'étaient rendus. Pour ces généraux, et en dernier ressort, Kerenski en portait la responsabilité. Il leur céda en remplaçant le général Broussilov qu'il avait placé au haut commandement, par Kornilov, qui accepta à ses conditions de pouvoir absolu sur le plan militaire, et devint généralissime. On ne lui avait refusé que le rétablissement de la peine de mort à l'arrière. C'était un recul total devant la droite bourgeoise, sous lequel se plièrent les conciliateurs « socialistes ». Kerenski recomposa son gouvernement, où se retrouvèrent des figures de second plan, à la fois de la droite la plus contre-révolutionnaire, des libéraux, et une majorité de « socialistes » minorisés !

Une faille menaçait ce pouvoir. Kornilov en personne, entourés de ses Cosaques, vint à Pétrograd présenter son programme de sauvetage du pays. Les cadets du gouvernement déclarèrent à Kerenski qu'ils démissionneraient si ce programme n'était pas accepté. Une conférence des industriels, l'Union des officiers de l'armée et de la flotte, le Soviet des douze formations cosaques, les chevaliers de Saint-Georges, et jusqu'au Concile de l'Église panrusse s'exprimaient clairement pour le sauveteur Kornilov. Kerenski n'eut plus qu'à promettre d'examiner ce programme.

Face à cette mobilisation de toutes les forces de la contre-révolution, le peuple ne restait pas immobile. En retard sur Pétrograd, c'est le 12 août que quatre cent mille ouvriers de Moscou manifestèrent leur force, débordant leur soviet à majorité menchevik, et déclenchèrent une grève générale d'un jour, si absolue que la ville demeura comme morte. Et de pareilles grèves eurent lieu à Kiev, à Kostroma, Tsaritsyne… Tout le pays était sur le qui-vive.

Pour s'efforcer de consolider son pouvoir, c'est tout de même à Moscou que Kerenski décida de rassembler une grande Conférence d'État, où se rencontreraient, pour sceller l'unité russe, toutes les

couches de la population. Bien entendu, le choix de leurs représentations fut celui des organisations, ce qui donna une majorité aux formations de droite, bourgeoises, paysannes, militaires et politiques, et où un tout petit groupe des mencheviks de Martov représentait les immenses masses de l'extrême gauche. Toute la diplomatie alliée était présente. Deux mille cinq cents personnes étaient rassemblées là le 12 août. Et en fait d'unité s'opposèrent, dès la deuxième séance, par la bataille des applaudissements et des accueils debout. Kornilov fut d'abord tumultueusement salué en héros par toute la droite debout, insultant la gauche assise, suivi de Kerenski, applaudi par la gauche démocrate, elle aussi debout, face à la droite assise et muette. La tentative de celui-ci de réussir une conférence de conciliation se heurta à Kornilov, dont le discours alarmiste sur la situation militaire, annonçant la perte de Riga, et la porte de Pétrograd ainsi ouverte aux Allemands, signifiait que seul il pouvait être le sauveur. D'emblée, c'était l'échec, et la suite des discours ne parvint pas à le cacher.

Kornilov préparait un coup d'État. Kerenski ne tarda pas à en connaître la préparation. Et « Bonaparte », dont l'armée était contre lui, proposa à Kornilov, non seulement d'y participer, mais de la faire à son profit. Il se vit premier consul. Kornilov eut la ruse d'accepter et d'obtenir de lui, en tant que ministre de la Guerre, le pouvoir militaire de toute la région de Pétrograd, où tous les régiments révolutionnaires avaient été éloignés, et le déplacement de troupes « sûres », dont la division « sauvage » de montagnards du Caucase qui ne parlaient pas le russe, qui furent disposées dans un triangle d'où elles devaient fondre sur la capitale.

Riga tomba comme prévu, malgré une défense héroïque et terriblement coûteuse de ces régiments révolutionnaires, naguère insultés sur leur refus de combattre, mais conduite de telle manière que la défaite ait lieu.

Kerenski se préparait à une grande liquidation des bolcheviks, quand il s'aperçut, appelé à venir se protéger au Quartier général, que Kornilov se préparait à son élimination, en même temps que des démocrates et de tout le gouvernement. Il signifia à Kornilov la destitution de ses fonctions, et son rappel à Pétrograd. Acte dérisoire d'un homme dont le pouvoir était formel. Il fut contraint d'en appeler à ces troupes qu'il était question d'écraser la veille.

Et Kornilov déclencha sa mutinerie à la date prévue par lui, accompagné d'un manifeste qui accusait le gouvernement provisoire d'être au service de l'Allemagne, sous la pression de la majorité bolchevique des soviets, ce qui était vraiment très gros, mais annonçait un épouvantable massacre en perspective !

Son plan avait été méticuleusement mis au point. Il s'effondra comme un château de cartes. Le Comité de défense de Pétrograd prit contact avec les cheminots, qui arrêtèrent les trains qui transportaient ses troupes, et avec les télégraphistes qui les égarèrent où coupèrent les communications. Les provocateurs installés à Pétrograd, et qui devaient payer des marginaux pour semer la pagaille, s'étaient servis

de leurs fonds pour mener joyeuse vie, et se trouvèrent ivres à l'heure H.

Les soldats de Kornilov se battirent peu. La plupart de ces troupes « sûres » étaient tout de même composées pour la plupart de paysans, dont le programme de Kornilov allait à l'opposé de leur revendication de la terre. Et de l'autre côté les ouvriers se levèrent en masse, s'armèrent en une garde rouge de 40 000 fusils, et allèrent creuser des tranchées contre la cavalerie. Même les Cosaques de la capitale se prononcèrent contre Kornilov et, pour la première fois, entrèrent dans le soviet. Après quelques tueries, la fraternisation avec des soldats et des ouvriers troubla même les « sauvages » caucasiens. Les matelots de Cronstadt et de la flotte de la Baltique étaient accourus à la défense de Pétrograd, non sans avoir réglé leur compte à des officiers, et fusillé le général Oranovsky qui leur avait caché toute une journée le télégramme annonçant le soulèvement. Le complot n'avait été que celui des sommets, leurs troupes y étaient étrangères. La défaite de Kornilov fut totale, et par là même une première victoire des forces révolutionnaires et des bolcheviks qui avaient été au cœur de la défense.

Kerenski connaissait lui aussi une défaite dans cette victoire. Qui pouvait oublier ses excellentes relations et sa soumission aux exigences de Kornilov, à la veille même du soulèvement ? Il voulut tout de même que l'on arrête les lynchages des officiers korniloviens, et que l'on passe à la maîtrise des bolcheviks. Mais les conciliateurs du Soviet, qui n'avaient rien su d'un complot qui les menaçait eux-mêmes, s'indignaient et demandaient la mort des traîtres. Kerenski se contenta de mettre Kornilov aux arrêts. Son procès et celui de ses complices connurent une longue instruction, qui devait traîner pour l'empêcher de dénoncer Kerenski et ses propres complices. Il n'eut ainsi pas de procès, et fut libéré dans le chaos de la révolution d'Octobre, ce qui lui permit de revenir combattre cette révolution, mais connut finalement son exécution par un obus bolchevik.

Le soulèvement ouvrit tant d'yeux que la grande calomnie s'effondra, et que le bolchevisme connut une nouvelle expansion. Kerenski avait été obligé de libérer les condamnés d'août qui sortirent de prison plus grands qu'ils n'y étaient entrés et trouvèrent leur place au plus haut niveau. Ainsi Antonov-Ovséenko à Helsinki, et le très jeune Smilga, élu président du Comité régional des soviets de Finlande. Les délégués de Cronstadt exigèrent leur place dans les comités exécutifs du Soviet, et les conciliateurs ne purent la leur refuser. Et cette expansion se répandit dans tout le pays, dans l'armée et au front. Désormais, la revendication de « Tout le pouvoir aux soviets » apparaissait de tous côtés.

Dans la nuit du 31 août au 1er septembre, le Soviet de Pétrograd, encore présidé par le menchevik Tchkhéidzé, vota pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. La base militante des partis conciliateurs vota la résolution bolchevique. Le présidium déposa ses pouvoirs. Le 9, à la séance où Trotsky réapparut pour la première fois depuis sa libération, les bolcheviks devinrent majoritaires contre une résolution de soutien à la coalition gouvernementale, et le 11, toutes les voix,

sauf dix contre et sept abstentions, soutinrent la résolution de Trotsky pour le pouvoir des soviets. Le 2, les organes soviétiques de Finlande avaient voté à une énorme majorité pour le pouvoir des soviets ; le 5, les bolcheviks avaient été majoritaires au Soviet de Moscou, et le même jour ils le furent dans les soviets de Sibérie centrale : le 8, c'était à Kiev que la résolution de la minorité bolchevique était adoptée à une majorité de 130 voix contre 66. Très nombreux, les militants SR se regroupaient comme gauche de leur parti et votaient avec les bolcheviks.

Dès ce moment, Lénine comprit qu'il fallait déclencher l'insurrection, avant que le gouvernement et l'état-major ne prennent des décisions de répression. Le recul du front, les attaques de la flotte et de l'aviation allemandes contre les forces russes de la Baltique, devinrent des prétextes pour que les cadets demandent une évacuation de Pétrograd et de sa région, dont ils organisaient le blocus.

La majorité du comité central allait s'opposer à Lénine. Son aile droite, avec Zinoviev et Kamenev, allant jusqu'à écarter l'objectif de l'insurrection elle-même. Ils décidèrent même à une majorité de 6 contre 4 de détruire une lettre de Lénine. Staline, tenant prudemment la neutralité, avait proposé qu'on envoie les lettres aux comités de province pour connaître leur réaction sans donner la position de la direction, ce qui fut refusé. Il se contenta, en tant que directeur en chef de la *Pravda*, de retarder de dix jours la publication d'un des articles de Lénine. Trotsky, d'accord avec Lénine pour la préparation de l'insurrection, n'en pensait pas moins que le parti ne devait pas prendre le pouvoir lui-même. L'éloignement de Lénine ne lui permettait pas de voir deux faits opposés, dont l'un permettait d'attendre, l'autre l'exigeait. C'était que, d'une part, les périls de l'action gouvernementale contre Pétrograd étaient limités par le haut niveau politique de la ville, de sa garnison, de Cronstadt et des flottes de la Baltique, mais que, d'autre part, le reste du pays, malgré les progrès fulgurants du bolchevisme, était en retard sur la capitale et qu'il fallait attendre le Congrès panrusse des soviets, dont on ne savait pas encore quelles y seraient les forces de droite, pour prendre le pouvoir à sa veille, et le mettre devant le fait accompli sous sa « légalité » de fait. Séparé de lui, Trotsky ne pouvait expliquer cela à Lénine, dont le contact avec Pétrograd était Staline. Mais les événements eux-mêmes, et la majorité du comité central hostile à l'insurrection, allaient faire se rejoindre les positions des deux leaders, et le calcul de Trotsky se révéler correct.

En effet Kerenski, qui se croyait sûr de ses forces, décida de demeurer au Palais d'Hiver et convoqua une Conférence démocratique, qui siégea du 14 au 21 septembre, puis se transforma en Pré-parlement, où d'autorité le gouvernement s'était donné une large majorité composite. Le Comité central, par 74 voix contre 50, allait décider d'y participer, alors que Trotsky préconisait le boycott, et allait recevoir le soutien furieux de Lénine qui pensait que même la participation à la Conférence démocratique avait été une erreur.

Mais, dès le 25 septembre, Trotsky redevint président du Soviet de Pétrograd, dans une élection triomphale. Là, il mena une lutte

acharnée pour que la convocation du Congrès panrusse des soviets soit accélérée, alors que le Comité exécutif la jugeait « dangereuse et indésirable ». Sur ce point, et pour des raisons opposées, le Comité central décida de mobiliser les organisations du parti qui, sous la direction de Sverdlov, animèrent les soviets locaux contre les manœuvres des conciliateurs. L'opération fut aisée, car les masses ouvrières étaient de plus en plus à la gauche du parti et, surtout, de sa direction : prolétaires et soldats bolchevisaient les soviets et adhéraient au parti.

Minoritaire dans la direction, c'est à la tête des masses et de leurs organismes révolutionnaires que, en l'absence de Lénine, Trotsky va ainsi être l'organisateur des préparatifs de la révolution. Dès le 6 octobre, il fit adopter par la Section des soldats une résolution proclamant que « si le gouvernement provisoire est incapable de défendre Pétrograd, il a l'obligation de signer la paix, ou bien de céder la place à un autre gouvernement ». Le 5, il avait réussi, avec l'aide lointaine mais tonitruante de Lénine, à renverser la position bolchevique sur la participation au Pré-parlement, contre la seule voix de Kamenev, et, y étant entré lui-même, c'est lui qui, dès la première session, marqua la sortie en un discours foudroyant, en les dix minutes qui lui avaient été accordées, se terminant par ces coups de fouet : « Pétrograd est en danger ! La révolution est en danger ! Nous nous adressons au peuple. Tout le pouvoir aux soviets ! »

Les conciliateurs du Soviet allaient lui fournir eux-mêmes l'instrument militaire de l'insurrection. Pour parer à la décision de l'état-major de disperser la garnison de Pétrograd sur le front, ce qu'ils craignaient pour eux-mêmes de la part des généraux, et ce que refusait cette garnison avec le soutien de la gauche du Soviet, ces conciliateurs trouvèrent habile de décider, le 9 octobre, de créer un Comité de défense militaire de la capitale, qui examinerait si la décision d'éloignement de la garnison était politique ou militaire et, si elle devait avoir lieu, d'organiser la défense de la capitale avec l'aide armée des ouvriers. À leur surprise, les bolcheviks acceptèrent cette proposition. Et, en peu de temps, ce comité devint le Comité militaire révolutionnaire qui allait être l'organisme militaire de l'insurrection.

Il ne manquait plus que l'intervention de Lénine pour redresser le Comité central. Il était là le 10, pour une réunion secrète, où il fit reculer ses pâles adversaires, et fit voter une résolution faisant de l'insurrection la tâche pratique des plus prochaines journées. Seuls Zinoviev et Kamenev votèrent contre, et allaient dans lesdits prochains jours en dénoncer publiquement le projet, se situant ainsi en traîtres et contre-révolutionnaires. Lénine réclama leur exclusion du parti. Mais, en son absence, Sokolnikov et Staline s'y opposèrent et, dans la tourmente de ces jours, la décision ne fut pas prise. Ce fut un grand dommage : s'ils avaient été exclus, l'histoire aurait pu en être changée.

À partir de ce jour, on peut dire que la révolution – en fait deuxième acte d'une révolution unique – était déjà commencée avec le rassemblement et l'organisation consciente des forces d'un prolétariat

massivement tendu pour le renversement du gouvernement provisoire et de la droite du vieux Soviet.

Tout ce qui s'était passé en cette année avait démontré l'exactitude de la déduction théorique, tirée dès 1848 par Marx, et reprise et développée par Trotsky, puis par Lénine dès avril, de l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser une révolution sur ses propres principes démocratiques, d'où la nécessité pour toute révolution de son dépassement, dite « révolution permanente », vers les objectifs du socialisme/communisme. En huit mois, la bourgeoisie russe avait montré son incapacité à devenir classe dominante, y compris avec l'aide misérable des partis pseudo-révolutionnaires-socialistes et pseudo-marxistes, ceux-là définitivement passés à l'ordre bourgeois et à la contre-révolution.

Bibliographie

Broué (Pierre), *Trotsky*, Librairie Arthème Fayard, Paris 1988.

Lénine, *Œuvres*, t. 7 à 10, t. 23 à 26 et t. 41 et 43. Éditions sociales, Paris – Éditions du Progrès, Moscou, 1966-1972.

Rubel (Maximilien) *Karl Marx, Essai de biographie intellectuelle,* Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1957.

Trotsky, *Bilan et perspectives*, trad. de l'anglais par Gérard Bloch ; 1905, trad. Maurice Parijanine, Club Français du livre, Paris 1969. *Histoire de la Révolution russe*, t. 1er *Février*, t. 2 *Octobre*, Éd. du Seuil, Paris 1950 ; *Ma vie*, NRF Gallimard, 1953 ; *La Révolution permanente,* in *De la Révolution,* introd. Alfred Rosmer, Éd. de Minuit, Paris 1963.

I

LA PREMIERE REVOLUTION PROLETARIENNE VICTORIEUSE

Une révolution dans la révolution

Ce qui commença le 25 octobre 1917 fut-il bien une révolution ?

Les idéologues de la bourgeoisie n'ont jamais cessé de le nier. Ce n'aurait été qu'un coup d'État de démagogues paré de justifications idéologiques. Oui, mais alors, voilà un coup d'État d'une nature sans précédent. Car, comme le nom l'indique, un coup d'État se produit dans les sommets étatiques, exécuté par des éléments militaires ou avec leur appui, sans mouvements préalables de masses, et le plus souvent sans participation aucune de celles-ci. Et surtout, tous les coups d'État connus avant comme après Octobre 17 n'ont jamais changé la nature du système économico-social des États dont ils changeaient le mode de pouvoir.

Ici on objecte les putschs fascistes, tel celui de Mussolini, exécuté de l'extérieur de l'État, avec l'appui du mouvement des Chemises noires. Même dans ce cas, ce fut sans mouvement de masse propulsant et donnant base sociale à ce putsch. Les putschs de type fasciste réussissent fréquemment, précisément parce qu'ils ne remettent pas en question la nature de classe de l'État, et encore moins son système d'oppression sociale.

Dans le passé, des révolutionnaires avaient pensé possible une prise du pouvoir par une simple avant-garde, provoquant l'action populaire de masse et lui servant de guide. Le nom de Blanqui est resté attaché à une telle conception de la révolution. Ce que la critique marxiste a rejeté dans la méthode de Blanqui, c'est un volontarisme qui, méconnaissant l'état de conscience réel du prolétariat et ses potentialités révolutionnaires au moment choisi pour ses actions, laissa les révolutionnaires dans l'isolement, d'où leurs échecs.

La révolution socialiste ne peut se faire sur commande. Engels avait de longue date fait remarquer à Marx combien la révolution avait lieu comme un phénomène naturel, avec son imprévu, sa puissance et ses débordements. Nous avons vu plus haut que tel fut le cas de la révolution russe de Février, qui ne s'arrêta pas jusqu'à la révolution d'Octobre, malgré le succès de l'action réactionnaire de juillet, mais qui allait se poursuivre au-delà.

C'est bien à tort qu'on a voulu voir du « blanquisme » dans la prise du pouvoir par les bolcheviks. Dans sa *Lettre aux Camarades* du 17 octobre 1917, Lénine écrivait : « Le marxisme est une doctrine extrêmement profonde et complexe. Par suite, il n'est pas étonnant de rencontrer constamment chez ceux qui rompent avec le marxisme des citations de Marx qui semblent – surtout si elles sont faites de

mauvaise foi – confirmer leurs arguments. Un complot militaire est du blanquisme pur, s'il n'est pas organisé par le parti d'une classe déterminée, si ses organisateurs n'ont pas apprécié justement le moment politique en général et la situation internationale en particulier, s'ils n'ont pas pour eux la sympathie (prouvée par des faits) de la majorité du peuple, si le cours de la révolution n'a pas détruit les illusions et les espoirs de la petite bourgeoisie en la possibilité et l'efficacité de la méthode de la conciliation, si les organisateurs du complot n'ont pas conquis la majorité des organes de la lutte révolutionnaire reconnus comme organes "plénipotentiaires", ou occupant, comme les soviets, une place importante dans la vie de la nation ; si dans l'armée (lorsque la chose se passe en temps de guerre), il n'existe pas une hostilité déterminée contre un gouvernement prolongeant contre la volonté du peuple une guerre injuste ; si les mots d'ordre de l'insurrection […] n'ont pas acquis la plus large diffusion et la plus grande popularité ; si les ouvriers avancés ne sont pas convaincus de la situation désespérée des masses et assurés de l'appui des campagnes […] ; si la situation économique permet sérieusement d'espérer en une solution favorable de la crise par des moyens pacifiques et la voie parlementaire. »

Rappelons les conditions formulées théoriquement par Lénine : qu'en haut on ne puisse plus continuer comme avant, qu'en bas on ne le veuille plus, et qu'existe une direction révolutionnaire. Toutes ces conditions étaient réunies en Russie en octobre 1917 : pouvoir corrompu, usé par ses défaites dans la guerre ; masses de millions d'hommes ne supportant plus la misère et les morts inutiles, voilà pour la révolution de Février.

Comme dans les précédentes révolutions européennes, le soulèvement spontané des masses n'avait alors abouti, après l'effondrement de l'Ancien Régime, qu'à un État bourgeois, mais celui-là si faible qu'il ne put parvenir, ni à ses fins, ni à arrêter le mouvement des masses, lesquelles, de leur côté, manquaient d'une direction capable de coordonner leur action. L'impuissance des gouvernements de collaboration de classes qui se succédèrent pendant les huit mois qui suivirent la chute du tsarisme, et qui ne réglèrent aucun des problèmes qui avaient provoqué la révolution mais au contraire avaient réprimé les soviets les plus radicaux, laissait subsister le bouillonnement révolutionnaire. Lénine et Trotsky apportèrent au parti bolchevik et aux couches les plus radicalisées du prolétariat les mots d'ordre qui en firent une direction, laquelle parvint, dans le dépassement de la première à la seconde révolution, à conquérir la majorité dans les soviets, qui s'affirma lors du Congrès d'Octobre.

Depuis, d'innombrables livres ont raconté et analysé ces neuf mois chaotiques, mais aucun d'entre eux mieux que *l'Histoire de la Révolution russe* de Trotsky. Faits précis, datés, documentés y montrent bien que les mois qui précédèrent la prise du pouvoir furent ceux de la décomposition de l'État bourgeois, en même temps qu'en parallèle la contre-révolution rassemblait ses forces tandis que les masses populaires étaient en état d'insurrection permanente. Trotsky écrit : « Pendant huit mois, les masses avaient passé par une vie

politique intense. Non seulement elles suscitaient les événements, mais elles apprenaient à en comprendre la liaison ; après chaque action, elles faisaient l'évaluation critique des résultats. Le parlementarisme soviétique devint le mécanisme quotidien de la vie politique du peuple. Alors que l'on résolvait par vote les questions de grève, de manifestations dans la rue, d'envois de régiments au front, les masses pouvaient-elles renoncer à résoudre elles-mêmes la question de l'insurrection ? »

La direction bolchevique, une fois décidé que, malgré leur progression politique foudroyante, la prise du pouvoir ne pouvait être validée que par le Congrès panrusse de soviets issu de ces organes politiques démocratiques des masses révolutionnaires, l'insurrection fut préparée pour la veille de sa réunion. Ce fut réalisé sous la direction du Comité militaire révolutionnaire, organe du Soviet de Pétrograd, devenu la direction de fait de toutes les forces militaires de la ville et dont la majorité était bolchevique. Certes, la direction révolutionnaire, sans laquelle toute révolution est vaincue, comme Lénine l'enseignait, fut le Parti bolchevik (plus exactement, d'abord, sa majorité) qui comprit que le moment à ne pas manquer avait sonné, et qui choisit le moment, donna l'impulsion et fournit les cadres. Leur jugement se confirma par un tel accord de masse que nulle révolution ne fut moins sanglante : ouvriers et soldats agissant comme une seule force. Les bolcheviks, et Trotsky lui-même, ne se trouvèrent pas gênés d'appeler « coup d'État » le moment de leur décision, ne déguisant pas le rôle nécessaire du parti et de sa direction révolutionnaires pour déclencher l'acte décisif du processus en cours, mais au contraire en montrant la nécessité d'une telle décision raisonnée pour éviter ce que furent les échecs de si nombreuses révolutions, antérieurement et postérieurement.

Si quelqu'un pouvait objecter des doutes à l'égard de l'histoire écrite par Trotsky, au nom de ce qu'il est juge et partie, nous nous référerons à un témoignage difficilement réfutable, puisque écrit sur-le-champ, adressé au jour le jour au député Albert Thomas, par un officier français de la mission diplomatique à Pétrograd, le capitaine Jacques Sadoul. Socialiste, mais patriote, sa mission consistait à maintenir la Russie dans la guerre, quel que fût le gouvernement issu de la révolution, donc en opposition au mot d'ordre de paix des bolcheviks. Mais il avait compris à la fois que le peuple russe n'en pouvait plus et que son gouvernement était sans force et sans volonté. Il écrivait : « Ils ne comprennent pas que l'anarchie sociale est l'effet de leur propre anarchie. »

Le 2 octobre 1917, il avait résumé ainsi la situation russe : « Le désir d'une paix immédiate, à tout prix, est général. […] Sur le front oriental, les Russes ne tiendront pas. L'armée est désorganisée irrémédiablement. Par la faute du Commandement, disent les bolcheviks. Par la faute des bolcheviks, dit le Commandement. Par la faute des uns et des autres, affirme-t-on généralement. En fait, elle est dans un état inouï de détresse morale. Brutalité, incompréhension, insuffisance des officiers, techniciens incapables, chefs méprisés,

citoyens déloyaux. Indiscipline grandissante. Juste méfiance des soldats à l'égard des officiers.

« Assassinats quotidiens d'officiers. 43 000 d'entre eux ont été chassés par leurs hommes et errent lamentablement à l'intérieur. Déjà les soldats, suspectant les Comités élus par eux, ne consentent plus à les écouter. Désertions en masse. Refus d'aller aux tranchées et de combattre. Comment régénérer ce corps sans âme, dont tous les membres sont contaminés, en quelques mois, en pleine guerre, sous le canon allemand ?

« Au demeurant, que pourrait une armée nombreuse sans appui matériel ?

« Si l'indiscipline s'aggrave au front, l'anarchie règne à l'arrière.

« Depuis 6 mois, le Gouvernement ne gouverne plus. Les Milioukof, les Kerenski, sont des idéologues bavards, sans énergie, sans méthode, incapables de réaliser. Les rouages administratifs et économiques sont détraqués. On pille, on vole, on tue dans le calme et l'indifférence générale, il faut le reconnaître. La Russie nouvelle enfantée par la Révolution [de février] est fragile comme un nouveau-né. »

Mais, au début d'octobre, il croyait encore possible qu'avec un grand appui en armes, en fonds, et avec une nouvelle stratégie dont il donnait le schéma, la Russie pourrait au moins tenir jusqu'à une fin de guerre devenue imminente par épuisement commun. Il essayait aussi de faire comprendre au gouvernement français que les partis bellicistes avaient perdu le soutien des masses, gagné par les bolcheviks. Son expérience d'octobre 1917 à juillet 1918 allait lui faire comprendre qu'il avait parlé à des sourds, que tous les impérialismes en conflit – donc y compris celui de France – étaient également réactionnaires et contre-révolutionnaires et, après avoir répété qu'il n'était pas bolchevik, il finit par crier : « Vive les Soviets ! ».

Il décrivit, dès le soir du 25 octobre russe (7 novembre du calendrier grégorien), le premier jour de la révolution : « Heure par heure, nous apprenons que les gares, la banque d'État, le télégraphe, le téléphone, la plupart des ministères sont tombés successivement entre les mains des insurgés. Que font donc les troupes gouvernementales ? […] La Mission [française] est fiévreuse. Le bruit court que les officiers alliés sont exposés à des attentats bolcheviks. Je me propose pour aller voir, à titre personnel, les chefs de l'insurrection installés, avec le Congrès des Soviets, à Smolny Institut, siège habituel du Soviet de Pétrograd. Je ne les connais pas encore. […] On se scandalise d'abord de ma proposition, puis on y souscrit et je pars. […] Grâce à ma carte d'entrée au Soviet des Paysans, à un mot de Longuet pour Steklov et surtout à mon ignorance de la langue russe, je fais plier la résistance des tovarischs et je pénètre. […] Je n'arrive pas à voir Dan, ni Tchernov qui a quitté Pétrograd Comme Tsérételli [menchevik comme Dan], il a fui devant l'orage. Mais, immédiatement, j'entre en contact avec Steklov, Kamenev, Lapinsky, etc. etc., heureux et affairés, et parlant français. Ils me reçoivent fraternellement et répondent abondamment aux questions les plus indiscrètes. D'abord ils s'indignent des bruits calomnieux que je leur rapporte. Dès demain,

une note à la presse assurera à tout le personnel des ambassades et des missions du respect que désire témoigner aux alliés la seconde Révolution. Puis ils me content leurs succès. Toute la garnison de Pétrograd est avec eux, à l'exception de quelques centaines de cosaques, de Junkers et de femmes. Toutes les administrations sont entre leurs mains. Le gouvernement provisoire est assiégé dans le Palais d'Hiver. Il aurait été fait prisonnier déjà si le Comité révolutionnaire avait voulu user de violence, mais il faut que la seconde Révolution ne fasse pas couler une seule goutte de sang. Beaux espoirs, mais bien difficiles à réaliser ! »

Puis viennent les articles principaux du programme que le gouvernement bolchevik qui sera alors constitué présentera le lendemain devant le Congrès des Soviets :

« Proposition aux peuples belligérants d'un armistice permettant l'ouverture de pourparlers en vue d'une paix démocratique et juste. Suppression de la grosse propriété foncière et remise de la terre aux paysans suivant une procédure réglée par les comités agraires locaux et l'Assemblée Constituante qui sera réunie le 12 novembre (?). Contrôle ouvrier sur la production et la répartition des produits. Monopole de banque. Suppression de la peine de mort au front. »

Où a-t-on vu pareils coups d'État ? Et avec de tels programmes ?

Après avoir rendu compte à la Mission française, Sadoul fut de nouveau le 25, à 22 heures, sur la place du Palais d'Hiver où commençait une fusillade violente. Il se demande : « Le Comité s'est-il déjà résigné à la bataille ? » Les bolcheviks n'étaient pas hommes à rester les deux pieds dans le même sabot.

Une révolution ! Mais quelle révolution ?

Ce fut certainement en octobre 1917 que le rôle des dirigeants révolutionnaires a été le plus décisif. Trotsky a été pleinement conscient que, sans Lénine et lui, par leurs décisions et leurs actes, il est peu probable que la révolution aurait été victorieuse en quelques jours et aurait conduit aux mêmes conséquences. Nous trouvons ici le problème du rôle de l'individu dans l'histoire, si mal compris dans sa relation au matérialisme historique. Il est pourtant facile de comprendre que des individus peuvent jouer un rôle moteur dans l'histoire dans la mesure où leurs déterminations et leurs positions sociales s'accompagnent d'une intelligence des processus objectifs, de ce qu'il faut réaliser et de leur capacité à le faire.

Quand l'historien Marcel Liebman, dans sa *Révolution russe*, parle de « paradoxe d'Octobre » du fait de la rapidité de l'événement, de sa réalisation quasi pacifique, ne comptant que cinq morts parmi les assaillants et aucun parmi les assiégés qui capitulèrent sans combat, on comprend, certes, combien était puissante la volonté révolutionnaire du peuple et combien était pourri le pouvoir officiel. Mais c'est parce qu'ils avaient la plus claire intelligence de cette situation que Lénine et Trotsky, par leur « coup de pouce », eurent raison de la volonté de conciliation, non seulement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais même de la forte minorité bolchevique, autour de Kamenev et Zinoviev. Cette modification des

rapports de classes et de l'évolution des consciences explique que ce sont de tels soldats-paysans qui furent le fer de lance de la prise du pouvoir en Octobre, main dans la main avec les marins de la flotte, eux d'origine prolétarienne. L'appel à l'insurrection fut lancé par le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Pétrograd. Celui-ci avait pris sa forme définitive par une élection, le 13 octobre, par la section des soldats du soviet, par 283 voix contre une et 23 abstentions. Mais c'est dans tout le pays que, depuis des mois, l'ensemble des soviets d'ouvriers et de soldats formait un double pouvoir potentiel, en face de celui qui n'était déjà plus qu'un sommet sans base, à tel à un retournement de situation et à une terrible répression.

En février, les bolcheviks n'étaient encore que la direction de l'avant-garde du prolétariat des grandes villes. En neuf mois, ils étaient devenus les dirigeants de tout le peuple soulevé. Nous avons vu que le prolétariat était une classe minoritaire dans un immense pays de paysannerie pauvre, devenue misérable. Mais ce furent les paysans qui fournirent l'essentiel des troupes. Et celles-ci n'en pouvaient plus de la guerre. Les soldats, en masse, s'étaient radicalisés dans le feu des combats, dans les défaites successives, en tant que sujets souffrant des désastres et qu'objets humains maltraités et humiliés par une caste militaire arrogante, et, enfin, du fait de la fusion de ces paysans avec les ouvriers. Au terme de trois années de combat et de neuf mois de révolution, les paysans étaient devenus les alliés des prolétaires.

Posons donc la question : que se serait-il passé si les bolcheviks n'avaient pas fait déclencher l'insurrection par le Comité militaire révolutionnaire et pris le pouvoir en ce mois d'Octobre ?

Dès septembre, Lénine avait écrit : « Ou bien le pouvoir des soviets, ou bien le kornilovisme. » L'hypothèse la plus vraisemblable est, en effet, que Lénine, Trotsky et tous les autres dirigeants bolcheviks auraient été assassinés, au plus tard en 1918, sur les ordres de quelque ministre menchevik « modéré », en alliance avec Kornilov (délivré de sa prison dès le 25 octobre), précédant une terrible répression de masse, de la même façon que cela arriva si tôt après en Allemagne à Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et à des milliers de spartakistes.

Supposition calomnieuse ? Le 18 octobre, Sadoul était allé rendre visite à Plekhanov, « le père du marxisme russe ». Celui-ci s'attendait à ce qu'il appelle la « sortie » annoncée par les bolcheviks. Et voilà ce qu'il dit à son visiteur : « Cette démonstration armée aura pour but le renversement du Gouvernement provisoire, la prise du pouvoir par les maximalistes, dont le premier acte sera la conclusion de la paix. Les chefs du mouvement bolchevik sont divisés sur l'opportunité de cette action. Lénine et Trotsky l'exigent, Zinoviev, Riazanov et la plupart des leaders voudraient l'éviter, craignant l'insuccès [le désaccord était donc bien public] et plus encore peut-être le succès. Ils savent qu'ils ont trop promis pour pouvoir tenir. Leur arrivée au pouvoir manifestera leur impuissance et déterminera brusquement leur effondrement. Mais la masse des troupes maximalistes marche derrière Lénine et Trotsky vers une seconde révolution. Il ne semble plus possible de retarder le conflit. »

Sadoul précise : « Plekhanov est convaincu de son imminence et le souhaite profondément au point de laisser entendre, lui dont vous connaissez les scrupules démocratiques [sic], que si le mouvement ne se déclenchait pas spontanément, il faudrait le provoquer. Il pense en effet que la situation générale s'aggravera tant que la propagande des bandes bolcheviques – horrible mélange d'idéalistes utopiques, d'imbéciles, de malfaiteurs, de traîtres et de provocateurs anarchistes – continuera d'empoisonner le front et l'arrière. » Et, reprenant les paroles de Plekhanov : « Il faut non seulement mater, mais écraser cette vermine. Le salut de la Russie est à ce prix ! »

La suite est tout aussi instructive, car Plekhanov admet que « le gouvernement provisoire ne prendra jamais l'initiative de cette indispensable saignée. Kerenski est plus disposé aux concessions qu'à la lutte. […] À aucun prix il n'assumera la responsabilité d'une répression brutale s'il n'y est pas entraîné pour se protéger lui-même ». Alors ?

Sadoul précise la pensée du maître : « Un seul espoir, Savinkov, compromis dans l'affaire Kornilov, brouillé politiquement avec Kerenski, mais pour qui le Ministre-Président conserve beaucoup d'affection. Lui seul est capable d'accomplir, par les beaux moyens jacobins [sic] l'œuvre d'épuration. »

Sadoul termine tout de même par une parenthèse quelque peu troublée : « (Plekhanov n'oublie-t-il pas que Savinkov est commandité par Poutilov ?) » C'est-à-dire par la grande bourgeoisie !

Et sur quelles forces la contre-révolution pouvait-elle compter ? Plekhanov les avait soupesées : « Le bolchevisme n'est tout-puissant – les élections municipales l'ont prouvé – qu'à Pétrograd, Moscou et dans les milieux industriels. Ici, où le mouvement s'amorcera, la classe ouvrière et la plus grande partie de la garnison lui sont acquises. [Contre eux] combien accepteront de descendre dans la rue, de risquer leur peau ? Bien peu, affirme Plekhanov. » Toutefois, « Kerenski, ou en cas de défaillance de Kerenski, son substitut, groupera autour de lui un ou deux régiments de la garnison, les élèves des écoles d'infanterie et d'artillerie, et enfin quelques régiments cosaques menés tout exprès à Pétrograd, c'est-à-dire beaucoup plus que la force nécessaire pour dissiper les troupes maximalistes et écraser leurs chefs ».

On sait ce qu'il en fut ! Il suffit d'un meeting de Trotsky et de Lachévitch, devant la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul – tenue pour fidèle au gouvernement Kerenski – pour la gagner.

La prise du Palais d'Hiver, siège du Gouvernement provisoire, fut d'une facilité étonnante. Elle en devint une légende. En réalité, Trotsky l'a démystifiée dans son *Histoire de la Révolution russe*. La direction de l'opération était triple : Podvoïsky, Antonov-Ovséenko et Tchoudnovski, auxquels s'adjoignit le vieux bolchevik Lachévitch. Tous avaient un petit passé militaire, mais l'un de soldat, les autres de petits grades, et les grandes qualités de bravoure ne pouvaient pas tenir lieu de savoir stratégique pour l'opération complexe prévue pour cerner le Palais en coopération avec la forteresse Pierre-et-Paul et le croiseur l'Aurore, qui devait, à un moment précis, tirer à blanc pour intimidation des assiégés. À la grande impatience de direction,

l'affaire dura beaucoup plus de temps que prévu. Les assiégeants ne cessaient d'attendre des renforts, et surtout des automitrailleuses pour couvrir les fantassins sur la grande place que l'ennemi tenait sous son feu, et les matelots de Cronstadt qui tardaient alors qu'ils avaient beaucoup plus de forces qu'il n'en fallait. Ils laissèrent même passer entre les mailles de leur filet des renforts de Cosaques de l'Oural, puis des chevaliers de Saint-Georges qui se joignirent aux junkers et au bataillon de femmes, lesquels étaient la principale très faible formation défendant le Palais. Kerenski avait réussi à s'enfuir, grâce à l'aide de l'ambassade américaine qui lui fit passer les lignes bolcheviques caché dans une voiture sous le drapeau des États-Unis. Après cette fuite, dans l'intérieur du Palais, les rapports entre les membres restant du Gouvernement provisoire avec leur minuscule armée se détérioraient. Les junkers demandaient des informations, des ordres, se fâchaient. Par ailleurs, ils voyaient les nombreux officiers festoyer et se saouler. Les désertions commencèrent. Des junkers artilleurs furent rappelés par leur école, partirent et furent désarmés par les soldats révolutionnaires. D'autres allaient bientôt se rendre. Puis ce furent les Cosaques de l'Oural, ne recevant pas l'infanterie promise, et pour qui la situation n'était pas claire, qui partirent à leur tour, rappelés par leur régiment, et obtinrent le passage des assiégeants. Pendant l'attente des deux côtés, entre fusillades mutuelles qui ne mettaient à mal que des murs, des assaillants trouvèrent le moyen d'entrer dans le Palais aux très nombreuses portes. Ils furent faits prisonniers, mais cet envahissement se poursuivit, tandis que l'Aurore se mettait à tirer, ainsi que la forteresse où les marins étaient arrivés. Une sommation suivie d'un ultimatum, et les soldats du bataillon d'élite se rendirent aux insurgés qui les accueillirent avec des « Hourra ! ». Quelques minutes plus tard, le bataillon des femmes, venu pour vaincre ou mourir, se rendit également, sans une victime. Le Palais fut envahi sans résistance.

Victor Serge écrit : « Dans la pénombre d'une vaste antichambre, une rangée d'aspirants livides croise la baïonnette devant une porte lambrissée. C'est le dernier rempart du dernier gouvernement bourgeois de la Russie. Antonov-Ovséenko, Tchoudnovski, Podvoïsky écartent ces baïonnettes inertes. Un jeune homme leur chuchote : "Je suis avec vous !" Le gouvernement provisoire est là : treize messieurs flageolants, lamentables, treize visages décomposés, noyés dans l'ombre. Comme ils sortent du palais, encadrés de gardes rouges, une clameur de mort s'élève. Soldats et marins ont des velléités de massacre. La garde ouvrière les contient : "Ne souillez pas d'excès la victoire prolétarienne !" »

Cela n'empêcha pas Sadoul de commencer sa lettre du lendemain 26, en rapportant toutes les rumeurs, en particulier que « le bataillon des femmes […] a été fait prisonnier, emmené dans une caserne où les malheureuses auraient été violées, autant qu'on peut l'être ». Ce qui naturellement était faux. Mais il poursuit par un état des lieux qui, pour contradictoire qu'il est, n'en donne pas moins un tableau objectif : « La plupart des membres du G.P. [Gouvernement provisoire] sont arrêtés. Kerenski s'est enfui. L'armée est aux mains

des révolutionnaires. Les régiments appelés par le G.P. passent l'un après l'autre à la cause bolchevik. Mais déjà un mouvement anti-bolchevik s'annonce à Pétrograd. Appuyés sur la Douma municipale, le Conseil provisoire, les Comités exécutifs des Soviets ouvriers et soldats et paysans, des fractions social-révolutionnaires, social-démocrates et socialistes populistes condamnent l'attentat criminel et forment un Comité de Salut public pour la défense de la patrie et de la révolution. Mais sur quelles forces populaires s'appuiera ce comité, dont les membres ont presque tous manifesté précédemment leur aboulie, pour vaincre l'organisation très forte des insurgés détestés des bourgeois, mais cordialement supportés par la population ouvrière ? […] Nos milieux officiels ne semblent décidément pas mesurer à sa valeur l'action puissante et ordonnée des bolcheviks. On ne comprend pas surtout, à mon sens, à quel point cette action correspond à la lassitude générale. Je vous l'ai écrit dès mon arrivée. Sur 100 Russes, 80 sont des bolcheviks avoués, les 20 autres des bolcheviks honteux. On compte beaucoup sur les troupes cosaques. Mais sont-elles assez nombreuses et ne tomberont-elles pas à l'insurrection ? Il est entendu avec l'ambassade et la Mission que je vais suivre attentivement les événements à Smolny, puisque j'ai la chance exceptionnelle – je n'ose encore écrire l'honneur – d'être agréé comme un camarade par les bolcheviks. […] Je vois de nouveau les grands chefs. Je fais la connaissance de Lénine et de Trotsky. » Cette rencontre va bientôt faire changer de position à Sadoul.

Les choses se passèrent tout autrement à Moscou. Là, la Douma municipale avait depuis le printemps une majorité stable, formée de la droite des cadets et des socialistes-révolutionnaires, auxquels les mencheviks se joignaient fréquemment. Mais les élections du 24 septembre donnèrent la majorité aux bolcheviks dans quatorze arrondissements sur dix-sept. C'est que la disette était poignante dans la ville et exigeait des mesures radicales, que seuls les bolcheviks définissaient et exigeaient.

Le 19 octobre, Boukharine et Smirnov, en fermes tenants de la ligne de Lénine, firent adopter par le soviet de la ville et les syndicats ces mesures revendiquées par les grévistes, et qui allaient de l'arrestation des capitalistes, coupables de saboter la production, et du moratoire des loyers à la remise en marche des usines avec la journée de travail de huit heures. Quelques jours plus tard, la conférence urbaine du parti bolchevik, au terme d'un débat tranquille, votait l'insurrection à l'unanimité. Mais c'est seulement le 23 octobre que le soviet décida, contre l'opposition orageuse des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires (défenseurs de la « légalité démocratique »), le contrôle des comités d'usine, et le 24 l'organisation de la garde rouge. C'est donc tardivement que, le 25, le soviet forma son Comité révolutionnaire militaire, où les mencheviks et SR, qui s'y étaient violemment opposés, finirent par y demander leur entrée (pour mieux saboter son action) et… y furent admis.

Parallèlement, toutes les forces politiques autres que les bolcheviks, sous la direction du maire SR, Roudnev, avaient formé un Comité de Salut public, dont le colonel (également SR) Riabtsev arma les

junkers, la jeunesse des classes bourgeoises et moyennes, et les sections militaires mencheviks et SR.

De là une bataille de six jours, sanglante. Le rapport des forces était en faveur des révolutionnaires, mais une erreur stratégique faillit conduire à la défaite. Le CRM et le soviet étaient installés au centre de la ville, dans les dépendances du Kremlin occupé par les ouvriers de son arsenal, alors que la masse ouvrière était dans les faubourgs. Le Comité de Salut public parvint à occuper les gares, l'usine électrique, la station des téléphones, puis cerna le centre et réussit à convaincre Berzine, coupé du CRM dans le Kremlin, que « l'ordre était rétabli ». Celui-ci rendit la place sur promesse que ses hommes auraient la vie sauve. À sa suite, les ouvriers de l'arsenal se rendirent, furent alignés dans une cour du Kremlin et massacrés à la mitrailleuse. Cerné du fait de cette reddition, le CRM tint bon, les Blancs étant cernés eux-mêmes par les faubourgs. Ils s'enfermèrent dans le Kremlin. Une trêve de 24 heures allait être conclue le 29 au soir, les deux côtés attendant des renforts. Finalement, le CRM décida de bombarder le Kremlin, et les Blancs capitulèrent le 2 novembre. À l'inverse de leur comportement, le CRM se contenta de dissoudre le Comité de Salut public et de désarmer la « garde blanche », laissant même leurs armes aux officiers en les libérant. Victor Serge écrit dans son An I de la révolution russe : « Clémence néfaste ! Ces junkers, ces officiers, ces étudiants, ces socialistes de contre-révolution allaient se disperser par la vaste Russie pour y organiser la guerre civile. La révolution devait les retrouver devant elle à Yaroslav, sur le Don, à Kazan, en Crimée et dans toutes les capitales de l'intérieur. »

Moscou faisait ainsi d'avance la preuve de ce qu'aurait été la défaite de l'insurrection.

La formation du gouvernement révolutionnaire

Parallèlement au siège du Palais d'Hiver, le Congrès des Soviets se tenait. Trotsky a écrit que ce fut « le parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale ». Nous pouvons dire qu'il n'y en a jamais eu d'autre, depuis, qui l'ait été autant. En effet, bien que les bolcheviks y aient été en une grande majorité qui augmenta tout au long du congrès, toutes les minorités, y compris les plus hostiles, purent s'y exprimer librement en un vrai débat.

Sa réunion était tardive. Le Premier Congrès s'était tenu en juin, à une époque où les bolcheviks y étaient très minoritaires, soit 105 délégués, alors que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks y étaient majoritaires avec, respectivement, 285 et 248 délégués, et qu'au compte final l'ensemble des « conciliateurs » cumulait 600 voix sur 832. C'étaient toujours ces derniers qui composaient son Comité exécutif. Les réunions auraient dû être trimestrielles, mais ce Comité exécutif refusa de le convoquer. Après avoir tergiversé, il manifesta même l'intention de ne pas le convoquer du tout – malgré l'exigence qu'en faisant le Soviet de Pétrograd –, comprenant l'évolution des soviets et se refusant à ce que leur Congrès se dresse comme le pouvoir réel (en fait formel). Ce qui eut lieu !

Cette fois, le peuple n'avait plus délégué les politiciens cultivés, traditionnellement à leur tête, mais des ouvriers, des soldats et des paysans, misérables dans des manteaux usés, mal rasés, exténués. Les mencheviks et les groupes nationaux qui s'y rattachaient n'avaient pas plus de 80 délégués (dont la moitié « de gauche »), les socialistes-révolutionnaires en avaient encore entre 159 et 190 (dont les trois cinquièmes environ, de gauche), mais, d'entrée de jeu, les bolcheviks – entendons ceux qui avaient voté pour eux, la plupart non membres du parti – en comptaient 390. Dans le feu des débats, ce groupe ne cessa d'augmenter. La question qui séparait l'assemblée, c'était celle du pouvoir. Les délégués de 505 soviets se prononçaient d'emblée pour « tout le pouvoir aux soviets », tandis que ceux des 192 autres, représentant les régions les plus arriérées et les moins peuplées, se partageaient entre tenants d'une « démocratie » non précisée (86) et du maintien de la coalition de juin ; 21 seulement de ceux-là proposant d'en exclure la droite des cadets. Le Congrès fut précédé de longues réunions de fractions et de sous-fractions. Quand il s'ouvrit, le matin du 25, ce fut sous la présidence du menchevik Dan, membre du Comité exécutif de juin. Mais, aussitôt, les bolcheviks proposèrent un bureau sur une base proportionnelle. La droite refusa d'y participer, et les mencheviks s'abstinrent, ce qui donna un bureau de 14 bolcheviks (Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Skliansky, Krylenko, Antonov-Ovséenko, Riazanov, Mouranov, Lounatcharsky, Kollontaï et Stoutchka) et de sept socialistes-révolutionnaires de gauche (qui s'étaient trouvés majoritaires dans leur groupe). Trotsky a souligné que, par souci démocratique, les deux opposants bolcheviks à l'insurrection, Zinoviev et Kamenev, n'avaient eu aucune opposition à se présenter et en furent ainsi élus membres. Il ne note pas le fait significatif que Staline n'en était pas. La raison en était qu'il n'était guère connu que par sa signature dans le journal. De plus, dans les deux journées cruciales de la révolution, il n'avait rien fait, n'avait même pas été présent à Smolny, alors que par décision du comité central aucun de ses membres ne devait en sortir sans mission précise et seulement avec autorisation. Lui était resté au local de la Pravda. Les SR de gauche étaient eux aussi de quasi-inconnus, à l'exception de Spiridonova, ex-déportée, illustre pour son meurtre d'un tortionnaire des paysans de Tambov.

C'est donc sous la présidence de Kamenev que le débat allait commencer le soir, alors que le Palais d'Hiver n'était pas encore pris. Sadoul y assistait. Il écrit dans sa lettre du lendemain : « La séance du Congrès qui devait s'ouvrir à 2 heures commence à 9 heures seulement. Jusque-là, les différentes fractions, celles qui n'ont pas renoncé à assister aux travaux du Congrès pour protester contre les coups [sic] d'État, se sont réunies pour discuter sur la participation au gouvernement nouveau. » Ce fut un menchevik de l'aile droite du Congrès qui ouvrit les débats en dénonçant l'insurrection et annonçant que les bolcheviks seraient renversés dans quelques jours. Peu après, la moitié d'entre eux quittaient le Congrès « pour aller périr au Palais d'Hiver avec le gouvernement ». Martov, menchevik lui aussi,

proposa ensuite une solution pacifique du conflit, qui recueillit une large approbation de la salle. C'était une manœuvre que les dirigeants bolcheviks désamorcèrent en se ralliant à sa proposition, laquelle fut ainsi adoptée à l'unanimité. La sortie de la droite prouvait en elle-même l'impossibilité d'un tel compromis. D'autre part, les bolcheviks savaient que la chute du Gouvernement provisoire n'était qu'une question d'heures et qu'il n'y aurait bientôt plus personne avec qui négocier.

Une fois sa résolution adoptée, Martov fit une déclaration condamnant l'insurrection comme « étant accomplie par le seul parti bolcheviste avec les moyens d'une conspiration purement militaire » et exigeant la suspension des travaux du Congrès jusqu'à une entente avec « tous les partis socialistes ». La réponse de Trotsky fut nette. Il répondit, en particulier : « Nous avons ouvertement forgé la volonté des masses pour l'insurrection et non pour un complot… Notre insurrection a vaincu et maintenant l'on nous fait une proposition : renoncez à votre victoire, concluez un accord. Avec qui devons-nous conclure un accord ? Avec les misérables petits groupes qui sont sortis d'ici ? ». Et il termina avec son mot devenu fameux : « Vous êtes de lamentables isolés, vous êtes des banqueroutiers, votre rôle est joué, rendez-vous là où votre classe est désormais : dans les poubelles de l'histoire !… »

Sans attendre le vote, Martov sortit. Et le Congrès continua de débattre, avec une patience dont Trotsky dit son admiration.

L'annonce de la prise du Palais d'Hiver clôtura le débat. Il n'y avait plus en Russie d'autre pouvoir que celui de ce Congrès et du gouvernement qu'il allait nommer. Avant que sa première séance s'achève à six heures du matin (donc le 26), il avait eu le temps de recevoir une délégation des bataillons de motocyclistes que Kerenski avait fait revenir du front pour « sauver Pétrograd », et qui s'étaient tous ralliés à l'insurrection dès qu'ils avaient rencontré ceux qui défendaient la ville insurgée. Enfin, à 5 h 17, un télégramme annonçait que la 12e armée saluait le Congrès et l'informait de la constitution d'un Comité révolutionnaire chargé de surveiller le front Nord. Son général s'était soumis au Comité et le commissaire du gouvernement avait démissionné. John Reed écrit : « Délire général, les hommes pleurent en s'embrassant. » Peu auparavant, les mencheviks de gauche avaient encore tenté de stopper le mouvement au nom de la catastrophe qui allait se produire dès qu'arriveraient les troupes qui s'avançaient vers Pétrograd.

C'est encore à 9 heures du soir (8 h 40, précise John Reed, le troisième témoin de l'événement avec Trotsky et Sadoul) que s'ouvrit la séance du 26. Trois questions à son ordre du jour : la paix, la terre, le gouvernement. Il est évident que les deux premières questions allaient donner la solution de la troisième.

La séance commença par le rapport des travaux du bureau : abolition de la peine de mort dans l'armée (rétablie par Kerenski pour le front), rétablissement du droit de propagande libre, libération des officiers et soldats arrêtés pour délit politique, ordre d'arrêter Kerenski et Kornilov, révocation de tous les commissaires du Gouvernement

provisoire et confiscation des stocks alimentaires dans les magasins privés. « Applaudissements assourdissants », rapporte John Reed.

Inversement, cela provoqua la sortie du congrès, accueillie par des lazzis, du Bund (l'organisation socialiste juive), annonçant que l'intransigeance bolchevique allait provoquer l'écrasement de la révolution. Quant aux mencheviks internationalistes, ils annonçaient qu'ils restaient dans le Congrès mais pour s'opposer au transfert du pouvoir aux soviets, « dangereux et peut-être même mortel ».

Lénine n'avait pas pénétré dans la salle de séance du Congrès en sa première journée. Encore grimé et entièrement rasé comme il l'était dans sa cachette en Finlande quelques jours plutôt, il avait tout guidé en coulisse, maîtrisant difficilement son impatience. Son apparition, quand il surgit dans la salle du Congrès, déclencha une explosion d'applaudissements interminables. Quand l'ovation prit fin, il dit simplement : « À présent, nous allons passer à l'édification de l'ordre socialiste. » Puis il lut – avec des hésitations parce que le texte manuscrit était mal calligraphié – le projet d'appel à la paix de tous les pays belligérants, sans annexions ni contributions, et l'annonce qu'en ce qui le concernait le gouvernement soviétique abolirait la diplomatie secrète et publierait les traités secrets signés jusqu'au 25 octobre. Le dernier paragraphe de la proclamation, que Reed a placé tout entier dans ses Dix jours qui ébranlèrent le monde, est du plus haut Lénine : « En adressant cette proposition de paix aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants, le gouvernement provisoire ouvrier et paysan de Russie s'adresse plus spécialement aux travailleurs conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité, des trois États participants à la guerre actuelle : l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus importants services à la cause du progrès et du socialisme, comme en témoignent les remarquables exemples du mouvement chartiste en Angleterre, la série des révolutions d'une portée historique universelle accomplies par le prolétariat français, enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception en Allemagne et le long travail acharné et discipliné pour créer dans ce pays des organisations prolétariennes de masse, travail qui peut servir de modèle aux ouvriers du monde entier. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'activité créatrice historique sont pour nous le garant de ce que les ouvriers de ces pays comprendront la tâche qui leur incombe aujourd'hui, la tâche d'affranchir l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences, que ces ouvriers, par leur activité multiforme, résolue, pleine d'énergie et d'abnégation, nous aideront à mener à bien, jusqu'au bout, l'œuvre de paix et, en même temps, l'œuvre de libération des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation. »

Un tonnerre d'applaudissements suivit ces derniers mots. Lénine attendit tranquillement qu'il s'apaisât, puis reprit la parole pour le commenter brièvement et termina en liant cette offensive de paix à la perspective de transformation de la révolution nationale en révolution internationale. La discussion fut alors ouverte aux seuls représentants des groupes politiques. Il y eut encore des chipotages des socialistes-

révolutionnaires de gauche et des mencheviks, mais toutes les petites formations présentes : l'ukrainienne, la lituanienne, la polonaise, la lettonne et celle des socialistes populistes se rallièrent. Seul un bolchevik demanda que les conditions de paix soient un ultimatum. Lénine opposa à ce gauchisme qu'il n'était pas question de donner aux impérialistes, par une telle intransigeance, une occasion de rejeter l'offre de négociation. Le vote eut lieu à mandats levés. Ce fut l'unanimité, moins une voix qui s'éclipsa.

Sadoul rapporte : « L'assemblée tout entière, recueillie et transportée, entonne l'Internationale, puis une marche funèbre, hommage aux morts de la révolution. »

Lénine enchaîne alors avec le Décret sur la Terre. La grande propriété foncière est abolie immédiatement et sans aucun rachat ; les domaines fonciers des grands propriétaires, des couvents et de l'Église, avec tous leurs cheptels, leurs bâtiments et dépendances passent aux comités agraires et aux soviets des députés paysans ; leur dégradation préalable sera considérée comme crime grave ; les petites propriétés paysannes et cosaques ne sont pas confisquées. Le tout est renvoyé à la validation de la prochaine Assemblée constituante. Un long débat suivit entre délégués paysans et c'est seulement à 2 heures du matin que le vote eut lieu, et encore à l'unanimité, moins une voix.

Restait la question du pouvoir. La radicalité des mesures prises avait vu fondre les alliés prêts à s'engager dans le gouvernement révolutionnaire. Le nouveau Comité exécutif des soviets de 101 membres qui fut élu compta soixante-deux bolcheviks et vingt-neuf socialistes-révolutionnaires de gauche. Ce courant avait refusé d'entrer dans le Conseil des commissaires du peuple (les noms de ministère et celui de ministres ayant été rejetés), se réservant une fonction de soutien critique. Ce fut donc la liste des seuls commissaires du peuple, dont le comité central avait laborieusement établi la composition, qui fut proposée au vote du Soviet. Marcel Liebman écrit que, « selon Trotsky, Lénine ne désirait pas devenir chef du gouvernement, préférant continuer à se consacrer à sa tâche d'organisation et de direction du parti bolchevique. Il croyait qu'en raison de son titre de président du Soviet de Pétrograd, Trotsky conviendrait mieux. Mais tout le monde s'étant récrié, Lénine accepta de diriger le Conseil des commissaires du peuple ». Puis, il avait proposé Trotsky pour le poste de commissaire à l'Intérieur « d'une importance capitale pour la consolidation du pouvoir et la lutte contre toute tentative contre-révolutionnaire. Trotsky refusa. Il expliqua que dans un pays où la question des nationalités était très loin d'être réglée et où les préjugés antisémitiques demeuraient aigus, il serait inopportun de confier le commissariat de l'Intérieur à une personnalité d'origine juive. Il se résigna aux fonctions de commissaire aux Affaires étrangères ». Heureuse imposition, comme nous allons le voir ! Le dernier commissaire de la liste était Staline, aux « questions des nationalités », qu'il devait à un *Marxisme et question nationale* qu'il avait écrit à la suggestion et sous la direction de Lénine, lequel l'avait révisé ligne à ligne, ce qui explique, écrit Trotsky que « ni avant ni après ce travail, il n'écrivit rien qui approchât tant soit peu ce

niveau ». À l'inverse du choix fait pour Trotsky, celui-là qui, inconnu, n'aurait pas été élu si le Comité central ne l'avait pas inclus sur sa liste, allait avoir des conséquences désastreuses. Ni Kamenev ni Zinoviev n'étaient membres du Conseil : leur manque de fermeté laissait le premier à la présidence du Comité exécutif du Soviet et le second aux tâches de presse.

Sadoul explique : « On me dit que les bolcheviks n'ayant pas consenti les concessions exigées par les mencheviks seront obligés de constituer seuls le ministère. Trotsky accepte d'un cœur léger cette responsabilité, mais Lénine s'écrie : "En nous isolant, vous nous suicidez !" Cette nouvelle scission des forces révolutionnaires va troubler certainement l'opinion publique déjà inquiète et accentuer le mouvement protestataire qui est soutenu vigoureusement par des journaux comme le *Dielo Naroda* et la *Novaya Jizn*. Ce dernier persiste pourtant à prêcher l'accord pour éviter le krach de la révolution. » Malgré l'évident regret qui perce en ces mots, il n'en conclut pas moins : « Est-il possible que des hommes à ce point capables d'enthousiasme soient considérés comme mis définitivement hors de combat ? »

On voit que bien loin d'avoir voulu gouverner seuls, les bolcheviks désiraient fortement associer au pouvoir les ailes gauches des deux autres partis socialistes (les ailes droites ayant pris le chemin qui va les conduire à la contre-révolution). Ceux qui ont voulu voir là le début d'un principe de « parti unique de pouvoir » ignorent (ou surtout veulent ignorer) que c'est la sélection par la claire conséquence de la logique révolutionnaire qui aboutit à cette « dictature bolchevique ».

La conception bolchevique de la révolution russe se complétait par la conviction de l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale. Lénine l'affirma clairement dès la prise du pouvoir et il n'allait cesser de le marteler. Ainsi, le 17 décembre, à Pétrograd : « La révolution qui a éclaté en Russie n'est que le début de la révolution socialiste mondiale. » Puis, en janvier 1918, lors du 3e Congrès des Soviets, il conclura son discours en disant : « Les événements se sont déroulés autrement que Marx et Engels ne l'avaient prévu ; c'est à nous, aux classes laborieuses et exploitées de Russie, qu'ils ont conféré le rôle honorable d'avant-garde de la révolution socialiste internationale, et nous voyons maintenant clairement la perspective du développement de la révolution : le Français, l'Anglais achèveront, et le socialisme triomphera. » Selon cette perspective, la révolution qui partait de Russie, malgré le retard du développement capitaliste du pays, devait être seulement le prélude de celle des pays les plus développés.

Reste alors l'ultime argument : « Ce beau programme léniniste, ces belles promesses de démocratie soviétique, ce bel essor de révolution européenne et mondiale, tout cela ne sombra-t-il pas, dès le lendemain et à jamais, dans le chaos prévu par les socialistes modérés ? ». Il faut regarder de près ce qui s'est passé et où sont les responsabilités.

Bibliographie

Anweiler (Oskar), *Les Soviets en Russie*, 1905-1921. Préface de Pierre Broué. (1958-1972)

Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre, procès-verbaux du comité central du parti bolchevik : août 1917-février 1918. Présentation et notes de Giuseppe Boffa, 1964.

Liebman (Marcel), *La Révolution russe*, préface d'Isaac Deutscher (1967) ; *le Léninisme sous Lénine*, t. 1 : *La conquête du pouvoir,* t. 2 *L'épreuve du pouvoir* (1972).

Lénine, *Œuvres*, t. 26 (sept. 1917-févr. 1918.), t. 27 (févr.-juil. 1918), t. 42 (octobre 1917-mars 1923).

Marie (Jean-Jacques), *Staline*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2001.

Reed (John), *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (1919).

Rosenberg (Arthur), *Histoire du bolchevisme* (1936).

Sadoul (Jacques), *Notes sur la Révolution bolchevique*, préface d'Henri Barbusse, deux lettres de l'auteur à Romain Rolland et une lettre à Albert Thomas (1919).

Serge (Victor), *L'an I de la Révolution russe* (1930).

Trotsky (Léon), *L'Avènement du bolchevisme* (1919) ; *Les Leçons d'Octobre* (1924) ; *Histoire de la Révolution russe* (1932).

II

LA REVOLUTION CONTRE LE CHAOS

Le chaos

Le chaos, c'est la situation où les bolcheviks trouvèrent la Russie en prenant le pouvoir. Ce fut l'héritage que reçut la révolution prolétarienne du premier pouvoir bourgeois issu de la révolution de Février.

L'économie du pays était complètement ruinée. Le Trésor avait été épuisé par la guerre et le déluge de papier-monnaie tendait à l'annulation de sa valeur : le montant de la monnaie en circulation, de 9 milliards de roubles en janvier 1917, approchait 19 milliards au début du mois d'octobre. De ce fait, la moyenne des salaires réels, estimée à 19,3 roubles mensuels pendant le premier trimestre de l'année, n'était plus que de 13 roubles, et cette régression allait de pair avec la croissance du chômage (9 000 ouvriers licenciés en mai, 38 000 en juin, 48 000 en juillet). Après la mobilisation, les pertes humaines avaient été compensées par des levées successives, privant l'agriculture de plusieurs millions de bras, d'où une baisse accélérée de la production alimentaire. Dans son *Histoire du bolchevisme*, Arthur Rosenberg écrit : « Le matériel des chemins de fer était de plus en plus usé et insuffisant. L'industrie russe, qui, malgré tous les secours de l'Entente, était loin derrière celle des autres grandes puissances, se trouvait à peine en état de fournir aux armées les obus et les canons dont celles-ci avaient besoin. Comme les chemins de fer, les usines travaillaient avec un outillage usé. Par suite de la pénurie de vivres et de la crise des transports, les grandes villes souffraient de la faim et du froid. »

De son côté, Marcel Liebman, dans sa *Révolution russe*, écrit : « En réalité, tout au long du printemps, la situation sociale et économique ne fit qu'empirer et tous les aspects de la condition populaire révélaient une misère croissante. Un socialiste modéré, membre du Comité exécutif du Soviet, déclarait à la fin du mois de mai dans un rapport officiel : "La situation des ouvriers confine, pour maintes catégories, à la famine chronique." Peu après, un grand syndicat faisait savoir au gouvernement que "toute patience arrive à bout". "Nous n'avons plus la force de vivre dans une pareille situation." Ce n'était pas seulement aux difficultés du ravitaillement mais à l'ensemble de la condition ouvrière qu'il faisait allusion. La ration de pain, initialement fixée à une livre par jour pour les habitants des villes, fut réduite à trois quarts puis à une demi-livre à Pétrograd et à Moscou. De manière générale, les prix des produits alimentaires doublèrent au cours du printemps. Encore fallait-il pouvoir se les procurer, mais c'était le marché noir qui était de mieux en mieux

pourvu et la disette se généralisait, frappant naturellement les couches populaires. Le Gouvernement, quant à lui, par la bouche du ministère du Ravitaillement, invitait les masses laborieuses “à un effort plus soutenu et aux indispensables sacrifices”. […] Si, à partir de juillet, la situation fut quelque peu redressée, cette amélioration ne fut que provisoire. À l’automne, elle se détériora une nouvelle fois et prit les proportions d’un désastre. »

Bien entendu, les ouvriers avaient réagi à de telles provocations, d’autant plus exaspérantes qu’elles s’accompagnaient de fermetures d’usines et de lock-out patronaux, et alors qu’ils eurent connaissance de chiffres de bénéfices industriels énormes. En fait ces lock-out étaient politiques. Par ailleurs, ils savaient que « les spéculateurs profitaient du désordre général pour amasser des fortunes et les dépenser en des orgies fantastiques ou en pots-de-vin distribués aux fonctionnaires » (John Reed). L’existence des soviets permit aux travailleurs de refuser, non seulement les dures disciplines de travail et la vieille pratique des humiliations, mais la surexploitation, ce qui pouvait aller jusqu’à l’inversion des brutalités et les vengeances contre le personnel d’encadrement, enrageant en retour les industriels.

La lutte des classes prenait ainsi sa forme la plus violente. « L’homme d’affaires moscovite Ryabouchinsky évoqua avec un coupable excès de franchise “la main décharnée de la faim” qui “prendrait à la gorge les membres des différents comités (ouvriers) et des soviets” » (M. Liebman). Et le grand capitaliste Stépan Guéorguiévitch Lianosov, le « Rockefeller » russe, dit à John Reed : « La révolution est une maladie. Tôt ou tard, les puissances étrangères devront intervenir ici, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher. Bien sûr, ce sera plus ou moins déplacé, mais les nations doivent se rendre compte du danger que représente le bolchevisme pour leurs propres pays : les idées de la “dictature du prolétariat” et de “révolution sociale mondiale” sont contagieuses. Il se peut que cette intervention ne soit pas nécessaire. Les transports sont désorganisés, les usines ferment leurs portes et les Allemands avancent. La famine et la défaite pourraient ramener le peuple russe à la raison. » Et il ajouta catégoriquement que, « quoi qu’il arrivât, les marchands et industriels ne sauraient admettre l’existence des comités d’usine ni la moindre participation des travailleurs à la gestion des usines ».

La violence sociale était encore pire dans les campagnes. Le temps n’était pas si loin où la fin du servage sans réforme agraire n’avait abouti qu’à une autre forme d’exploitation des petits paysans, parfois pire que la précédente. Un moment tenue à peu près tranquille par un flot de promesses, la paysannerie ne s’en fâcha que plus rouge de ne pas les voir tenues. Ce furent à la fois des soviets, que l’arriération de certaines régions rendait politiquement hétéroclites, voire apolitiques, et aussi toutes sortes de comités qui surgirent, ou tout simplement, comme sous la Révolution française, des assauts et pillages de châteaux et de demeures seigneuriales, ainsi que de saisies des grandes propriétés foncières, et même des propriétés des gros paysans, bénéficiaires des lois « capitalistes » du tsarisme. Les fermiers avaient

unilatéralement abaissé leurs loyers, voire refusé tout paiement aux propriétaires ainsi que les impôts. Il y eut également des saisies de réserves des propriétaires. De même encore que pendant la Révolution française, les paysans abolissaient les privilèges seigneuriaux, tels que le droit de pâture et l'interdiction de coupe de bois. Le pouvoir étant absent, la violence grandissait au long des mois. Les meurtres s'ajoutèrent aux vols et aux destructions aveugles d'édifices à caractère symbolique. Des bandes de pillards se formèrent, dont certaines se donnaient pour anarchistes, mettant en coupe réglée des villages, voire des régions.

Comment le gouvernement, passé en mai des mains de la bourgeoisie « libérale » à celles des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks – c'est-à-dire aux partis « socialistes » qui dirigeaient l'exécutif du Soviet ! –, réagit-il à ce chaos ? Par des renvois à des mesures législatives futures et à l'injonction aux comités de réprimer eux-mêmes le désordre et l'anarchie. C'était cracher en l'air. Ces « révolutionnaires » accédant au pouvoir s'imaginaient que cela suffisait à leur assurer une légalité démocratique et que la révolution se devait de s'arrêter en attendant qu'ils règlent pacifiquement le bon ordre des choses. Les représentants politiques de la bourgeoisie ne pouvaient que se féliciter de leur avoir cédé le pouvoir. Ils avaient joué à « qui perd gagne » : divisé les partis soviétiques, laissé le soin aux SR et aux mencheviks d'arrêter ou de réprimer la révolution, de combattre les bolcheviks, et que cela s'achevât par un succès ou un insuccès, de revenir au pouvoir pour achever la « remise en ordre » ou déchaîner la répression militaire.

Le troisième foyer de chaos, c'était le front. Dès la révolution de Février, les désertions avaient commencé. Elles avaient atteint près d'un million de soldats en octobre (sur une armée de sept millions en janvier). L'inhumanité traditionnelle du corps des officiers, qui, issus de la noblesse, avaient été élevés à traiter les moujiks comme des sous-hommes, s'aggravait encore quand, devenus soldats, ils n'étaient plus que de la chair à canon. Cela allait des humiliations quotidiennes multiples aux brutalités et aux châtiments corporels. La révolution, inversant le rapport des forces, inversa aussi la violence des rapports. Les officiers se virent insultés, désarmés, leurs épaulettes et décorations arrachées. Certains furent arrêtés. Cela put aller jusqu'à l'exécution des plus haïs. Le droit à l'élection de comités de soldats à tous les échelons de l'organisation militaire, et celui de la désignation de délégués dans les soviets furent arrachés en mars ; le contrôle des armes fut placé sous le contrôle des comités. L'exigence d'élection des officiers apparut. La discipline, même limitée au service, s'effondrait.

Quand le gouvernement « socialiste » de Kerenski décida l'offensive de printemps, cette armée n'était plus, selon un document officiel, qu'« une foule immense épuisée, mal habillée, mal nourrie, pleine d'amertume et une seulement par une même désillusion et une même soif de paix ». Même au plus haut niveau de la hiérarchie, l'offensive était apparue comme une folie. Mais le pouvoir nourrissait encore des illusions, d'une part quant à son influence sur les masses et d'autre

part sur l'affaiblissement des troupes allemandes où des corps avaient été transférés sur le front Ouest. Il réussit à rassembler des troupes hétéroclites, d'une part avec des unités dont les comités comptaient des officiers mobilisés qui avaient la confiance de leurs soldats, et avec certains corps moins atteints par l'agitation bolchevique que d'autres. L'appel à la jeunesse petite-bourgeoise parvint à rassembler quelques « unités de choc », de « bataillons de la mort » et jusqu'à un bataillon de femmes, troupes qui ne servirent à rien.

L'état-major allemand, qui n'ignorait rien de l'état de l'armée russe, céda du terrain, jusqu'à une trentaine de kilomètres. Une préparation d'artillerie, inouïe pour l'époque, ne coûta quasi aucune perte à l'adversaire fortifié au-delà en une ligne devant laquelle les troupes russes s'arrêtèrent. Des troupes austro-hongroises avaient été bousculées par les Russes, laissant des prisonniers. Avec des corps « les moins pervertis par la révolution », des officiers organisèrent des pogromes d'Ukrainiens et de Juifs dans les villes « libérées » de Halicz et de Kalusz. Le 6 juillet, les Allemands commencèrent alors leur contre-offensive, devant laquelle les troupes russes s'enfuirent. Des généraux firent tirer sur les fuyards, puis sur ceux qui refusaient de combattre. Le front allait s'arrêter pour des mois sur la stricte frontière russe. L'Allemagne devait réserver ses forces pour le front Ouest sur lequel les Alliés recevaient le renfort des troupes américaines. Désertion et démoralisation allaient permettre au corps des officiers de prendre sa revanche de la défaite de l'offensive par la répression de leurs troupes. Mais rien n'y fit. Pour l'armée, l'offensive était finie. Il ne s'agissait pas de reprendre la guerre, mais de faire la paix. Les désertions reprirent de plus belle.

Contre le chaos : l'application du programme

Avant même que le gouvernement révolutionnaire soit élu, Lénine sortit de l'ombre en disant : « Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste. » Et d'abord, la proposition initiale : « Le gouvernement ouvrier et paysan, créé par la révolution des 24-25 octobre et s'appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique. » Et cela sans annexions ni contributions ! Il proposait immédiatement une trêve. Sans attendre, le gouvernement soviétique abolissait la diplomatie secrète et annonçait la publication des traités secrets signés jusqu'au 25 octobre, précisant que cela incluait tous les avantages et privilèges attribués aux propriétaires et aux capitalistes russes assurant l'oppression des autres populations par les Grands-Russiens. L'adresse s'adressait aux peuples en même temps qu'aux gouvernements. Elle fut accueillie dans un délire de joie, et adoptée à l'unanimité, moins une voix… bolchevique, exigeant un ultimatum.

Aussitôt le calme revenu, Lénine lut le décret réglant le problème de la terre : « La propriété terrienne des nobles est abolie immédiatement sans aucun droit de rachat. » Les terres des nobles, les domaines de la Couronne, les propriétés des monastères et des églises, avec leur

cheptel et leur outillage, sont mises à la disposition des comités agraires de canton et des soviets des députés paysans de district, en attendant l'Assemblée constituante. Les terres des paysans d'humble condition et des Cosaques du rang échappent à la confiscation. La dernière précision visait à jeter un pont vers cette paysannerie d'éleveurs – en général plus riches – qui, traditionnellement, avait fourni les troupes de répression du tsarisme.

À cela s'ajoutaient les mesures de libération des innombrables prisonniers politiques, et d'abord l'abolition de la peine de mort sur le front (que Kerenski avait rétablie) ainsi que la relaxe des soldats incarcérés pour délits d'opinion et des membres des comités agraires.

Il est remarquable que ces décisions n'étaient pas celles du programme bolchevique, mais celles des exigences de la révolution : la paix, et non pas la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ; l'abolition de la propriété terrienne, mais pas la collectivisation générale des terres ; le pouvoir aux soviets, mais la perspective d'une Assemblée constituante. Le réalisme de Lénine, qui se manifesta par des commentaires explicatifs sur ces décisions, et qui s'adressait plus aux militants de son parti qu'à la masse des délégués, exprimait le sens de la nécessaire transition d'une situation donnée vers les objectifs finaux.

Fait sans précédent : le pouvoir révolutionnaire fondait sa légalité en légalisant la volonté révolutionnaire et ses pratiques. Certes la Nuit du 4 Août de la Révolution française avait, elle aussi, légalisé le fait accompli, mais pour apaiser la révolution, tandis qu'Octobre, au contraire, poussait au parachèvement de ce qui était commencé. C'était le signal donné aux soviets et aux masses d'achever l'expropriation de la terre, au nom de leur droit, proclamé par la démocratie révolutionnaire.

L'inversion de la pratique de la révolution prolétarienne, par rapport à celles des révolutions bourgeoises, consistait là à donner aux masses populaires le moyen d'assurer le nouveau pouvoir encore très fragile.

Mais de ce fait, au chaos initial allait s'ajouter celui créé par la résistance contre-révolutionnaire.

Le pouvoir prolétarien se constituait sans appareil administratif. Les institutions s'effondraient. Le corps des fonctionnaires, des sommets issus de la noblesse ou de la bourgeoisie et des privilégiés prébendiers aux employés, souvent assez miteux – dont la littérature classique russe nous a laissé d'innombrables portraits, de Gogol à Dostoïevski – , mais qui se sentaient très supérieurs aux ouvriers, désertèrent en masse leurs bureaux, emportant souvent dossiers administratifs et comptabilité.

John Reed a longuement décrit leur opposition à la révolution : « Trotsky se rendit au ministère des Affaires étrangères ; le personnel refusa de reconnaître son autorité, se verrouilla dans les bureaux, et, voyant les portes enfoncées, démissionna. Le Commissaire du Peuple réclama la clef des archives, il ne put les obtenir qu'après avoir fait venir des ouvriers et menacé de forcer les serrures. On s'aperçut alors que Nératov, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, avait disparu en emportant les traités secrets. Chliapnikov essaya de

prendre possession du ministère du Travail. […] Parmi les centaines de fonctionnaires, pas un ne voulut lui indiquer le bureau ministériel. Alexandra Kollontaï, nommée, le 13 novembre, commissaire à la Sécurité sociale, fut accueillie par une grève de tous ses subordonnés, sauf quarante. Du coup, les indigents des grandes villes, les pensionnaires des asiles manquèrent du strict nécessaire. […] Kollontaï fit arrêter les grévistes jusqu'à ce qu'ils lui aient remis les clefs de son bureau et du coffre-fort. À ce moment-là, on découvrit que l'ancien ministre, la comtesse Panina, avait emporté les fonds et refusait de les rendre, sauf sur ordre de l'Assemblée constituante. Des incidents du même genre eurent lieu au ministère de l'Agriculture, au ministère du Ravitaillement, au ministère des Finances. Lorsque les fonctionnaires étaient sommés de reprendre le travail, sous peine de perdre leur poste et leurs droits à la retraite, ils revenaient pour se livrer au sabotage, ou ne revenaient pas du tout. Et comme l'intelligentsia était presque toute opposée aux bolcheviks, il n'existait pas de réservoir où le gouvernement pût puiser des cadres nouveaux. […] Les fonctionnaires de la Chancellerie du Crédit détruisirent leurs registres, de sorte qu'il n'y avait plus moyen de connaître l'état des rapports financiers de la Russie avec l'étranger. »

Tous les employés de la Banque d'État faisaient grève, à l'exception de ceux qui étaient préposés aux services des coffres-forts et à l'émission des billets qui refusaient les demandes du pouvoir révolutionnaire, mais versèrent des sommes énormes au Comité de Salut et à la Douma municipale. « À deux reprises, un commissaire, accompagné d'un détachement de gardes rouges, se présenta pour réclamer officiellement des sommes considérables destinées aux dépenses publiques. La première fois, il se heurta à un groupe imposant de conseillers et de chefs mencheviks et socialistes-révolutionnaires. »

Constatant ce sabotage, Sadoul, le 7 novembre, qui a compris que « Trotsky […] domine l'insurrection dont il est l'âme d'acier, Lénine en demeurant plutôt le théoricien », ne doute pas que « Trotsky les contraindra rudement à l'accomplissement du devoir, dès que Kerenski aura capitulé, c'est-à-dire dans quelques heures sans doute et que les mesures prises en province ayant produit leur effet, auront appris à tous que l'insurrection bolchevik est capable de briser toutes les résistances ».

La contre-révolution commençait là avec les partis soviétiques minoritaires, alors que la conquête du pouvoir ne s'était pas encore concrétisée. Le puissant Comité central panrusse du syndicat des cheminots (Vikjel), majoritairement menchevik, et grand organisateur du sabotage des transports, réunit une Conférence pour la formation d'un nouveau gouvernement. Au nom d'un arrêt de la lutte fratricide, il réussit à entraîner sa minorité bolchevique à discuter de la formation d'un Conseil populaire, dont le conseil des ministres ne comptait plus qu'une minorité bolchevique et dont Lénine et Trotsky étaient exclus. Certes, la minorité y opposa une résolution qui refusait une telle exclusion et exigeait la moitié des portefeuilles ministériels. Il fallut une intervention de Kamenev pour démontrer le piège d'un tel

compromis. Il ne réussit pourtant pas à entraîner une nette rupture. Le socialiste-révolutionnaire Karélin opéra une manœuvre : accepter la résolution de compromis de la minorité bolchevique. Bien que cette opération n'eût aucune conséquence au terme des journées de la Révolution, une telle situation montre combien les bolcheviks gagnés dans l'année étaient encore loin d'avoir parfaitement assimilé la nécessité de la radicalité léniniste.

Et cela se manifesta encore au sein du nouveau Comité exécutif des Soviets où une importante opposition à la politique de Lénine grandit dans les rangs même du parti bolchevik. Le sujet central en fut la question de la liberté de la presse. La plus grande partie des journaux appartenait aux oppositions politiques et bourgeoises, et tous tentaient de discréditer et d'attaquer le pouvoir révolutionnaire. Au nom des principes sur lesquels le parti s'était battu, de la démocratie révolutionnaire formelle et de « la fin de la terreur », les bolcheviks dissidents s'unirent avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Même Trotsky ne put leur faire admettre que la restitution des imprimeries et du papier aux capitalistes constituerait une capitulation inadmissible devant la politique du capital, et l'abandon d'une position essentielle de la révolution, donc une mesure contre-révolutionnaire, et qu'il fallait distinguer entre la presse du temps de guerre civile et celle qui paraîtrait après la victoire. Il fallut l'intervention de Lénine pour que soit adoptée, et seulement par 34 voix contre 24, sa résolution qui précisait que les bolcheviks n'avaient pas le moindre désir de supprimer les journaux des autres partis socialistes, sauf dans la mesure où ils prêchaient l'insurrection armée ou l'insoumission au gouvernement soviétique, ni d'obtenir, grâce au soutien secret de la bourgeoisie, le monopole des presses, des encres et du papier.

La résolution de l'opposition n'avait été rejetée que par 31 voix contre 22. Et parmi ces minoritaires se trouvaient les bolcheviks Riazanov et Lozovski. À leur suite, cinq commissaires du peuple, Noguine, Rykov, Milioutine, Théodorovitch et Chliapnikov démissionnaient avec une déclaration que d'autres signèrent, tel Riazanov, tout en restant à leur poste. Les SR de gauche quittèrent le Comité militaire révolutionnaire et tous les postes importants qu'ils occupaient. De ce fait, Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine démissionnaient du comité central du parti bolchevik, considérant que tous les partis soviétiques devaient participer au gouvernement. On retrouve là ceux qui avaient été hostiles à la prise du pouvoir. Leur « marxisme » restait celui de la social-démocratie, celui des « étapes historiques », celle de la révolution bourgeoise devant nécessairement précéder celle du socialisme. Lénine lui-même n'avait cessé de penser qu'il en irait sans doute ainsi, mais, devant le tour qu'avait pris la révolution russe, il comprit que c'était Trotsky qui avait eu raison de comprendre théoriquement que ce qui n'avait pas été possible en 1848 – le saut de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, dite « révolution permanente » – devenait une nécessité inéluctable au XXe siècle, sous peine d'une terrible réaction.

John Reed écrit : « La riposte des partisans de Lénine fut prompte et impitoyable. Chliapnikov et Théodorovitch se soumirent à la discipline du parti et reprirent leur poste. Kamenev fut destitué de ses fonctions de président du Tsik [Comité exécutif du Soviet central] et remplacé par Sverdlov. Zinoviev dut abandonner la présidence du Soviet de Pétrograd. Le 20 au matin, la Pravda publia une féroce proclamation au peuple russe, œuvre de Lénine, qui fut tirée à des centaines de milliers d'exemplaires, affichée sur tous les murs et distribuée à travers tout le pays. » Les démissionnaires étaient traités de déserteurs, avec rappel précis de ce que Kamenev et Zinoviev s'étaient prononcés publiquement contre la prise du pouvoir. « Pendant plusieurs jours, le Smolny déborde de délégations et de comités qui arrivaient furieux, du front, de la Volga, des usines de Pétrograd. » Les masses soutenaient la radicalité de Lénine. S'il y eut un flottement dans la garnison de Pétrograd, un meeting où tous les partis purent s'exprimer vit la totale victoire de Lénine, ce qui vérifiait que ce qu'on a voulu voir comme une dictature du parti sur le peuple représentait bien la dictature d'un prolétariat, plus radical que nombre de ses représentants politiques, y compris bolcheviks.

Cela se manifesta également quant au mot d'ordre bolchevik de contrôle ouvrier de la production. Lénine savait que, là encore, les cadres seraient quasi tous contre-révolutionnaires et que, pour faire marcher les usines, la solution était de les faire travailler sous le contrôle des ouvriers. Mais, comme l'écrit Arthur Rosenberg, « les ouvriers armés, et grisés de leur victoire, ne purent être maintenus dans les limites de cette réforme modérée. Ils chassèrent partout les patrons et se rendirent maîtres des entreprises ».

Sadoul qui a introduit l'ambassadeur de Belgique auprès de Trotsky, rapporte qu'il veut que la vie normale reprenne à Pétrograd. « Il va prendre des mesures les plus tyranniques pour contraindre les fonctionnaires, les commerçants, etc., qui opposent encore la force d'inertie à faire leur devoir. Il est également convaincu qu'il pourra empêcher, au moins atténuer, les conséquences tragiques d'une crise du ravitaillement dont les gouvernements précédents doivent porter toute la responsabilité. » John Reed rapporte ces mesures : « La question du pouvoir réglée, les bolcheviks se consacrèrent aux problèmes d'administration pratique. Avant tout, il fallait nourrir la capitale, le pays, l'armée. Des groupes de marins et de gardes rouges fouillaient les entrepôts, les gares, et jusqu'aux péniches sur les canaux, découvrant et confisquant des milliers de pouds [poud = 16,38 kg] de vivres accaparés par les spéculateurs ; des émissaires furent envoyés en province où, avec l'aide des comités agraires, ils se saisirent des magasins des grands négociants en grains. Des détachements de marins, de cinq mille hommes chacun, armés jusqu'aux dents, furent expédiés dans le sud et en Sibérie avec mission de s'emparer, au hasard de leurs déplacements, des villes encore tenues par les Blancs, de rétablir l'ordre et de dénicher des vivres. Le trafic des voyageurs sur le Transsibérien fut suspendu deux semaines, pendant que roulaient vers l'est treize trains, commandés chacun par un commissaire, et chargés de pièces de tissu et de barres

de fer récoltées par les comités d'usine et destinés à être troquées contre le blé et les pommes de terre des paysans de Sibérie. Kalédine tenait les mines du Donetz : la question du combustible se posa avec acuité. Le Smolny supprima l'éclairage électrique dans les théâtres, les magasins et les restaurants, réduisit le nombre des tramways et confisqua les stocks de bois de chauffage détenus par les marchands. Et lorsque les usines de Pétrograd furent sur le point de s'arrêter faute de charbon, les marins de la Baltique vidèrent les soutes de leurs navires pour remettre aux ouvriers deux cent mille pouds de houille. »

Les gardes rouges et les marins eurent aussi la main dure pour les soldats qui s'étaient laissé aller au pillage des caves (d'ailleurs poussés à cela par des incitations contre-révolutionnaires) produisant de terribles effets d'hostilité à la révolution. Cela alla jusqu'à un combat avec ces mutinés qui compta des morts. Il fallut ensuite que des commissions munies de haches envahissent les caves pour fracasser les bouteilles ou les faire sauter à la dynamite. Dans tous les arrondissements, ouvriers et soldats élurent de petits tribunaux chargés de juger les délits mineurs, et qui le firent avec mesure.

Dans une note du 20 décembre à Dzerjinski, Lénine lui proposa un décret de mesures de luttes contre les saboteurs et les contre-révolutionnaires qui visaient essentiellement à priver bourgeois et fonctionnaires de leurs moyens financiers de sabotage. Elles comportaient la déclaration des hauts revenus et la création de comités de locataires et d'usines contresignant ces déclarations sous peine d'amendes, et les désertions massives de postes de travail dans les banques et les services publics pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

Ce sont de telles mesures qui allaient illustrer à l'Ouest la terreur rouge. Il est d'ailleurs exact qu'elles comportaient des risques d'excès et de règlements de comptes qui eurent certainement lieu, sans que l'on sache leur importance dans le chaos d'une capitale où se côtoyaient la plus grande richesse et la pire misère. Toutes les révolutions déchaînent des violences incontrôlables qui ne sont que l'explosion des haines accumulées du fait des humiliations, exactions, oppressions, répressions, faisant le quotidien de décennies des violences de la classe dominante. Celles-ci laissent d'autant moins de traces que la littérature en ignore l'essentiel et que les opprimés n'ont pas de voix. Comprimées, les révolutions les font exploser. Dans les premiers mois de la révolution d'Octobre, le prolétariat organisé en gardes rouges multiplia les efforts pour empêcher de telles violences. Une sorte de preuve négative de leur importance est donnée par un des premiers, sinon le premier livre anti-rouge qui parut en France en 1919, titré *Huit mois de révolution russe*, et dont l'auteur, témoin anonyme, ne dit pas un mot en ses 200 pages haineuses datées du 3 avril 1918, qu'il termine en écrivant : « La Russie souffre, elle souffrira vraisemblablement plus encore. Cette souffrance, qui est et sera son châtiment, lui est nécessaire. Souhaitons qu'elle lui soit utile. Il faut que les Russes souffrent pour comprendre qu'il y a au-dessus d'eux quelque chose qui les domine tous, quelque chose dont ils sont tous solidaires : leur patrie, la Russie. »

Il est cependant exact que le pouvoir que Lénine accordait pour ces tâches à la Tchéka allait être la base d'une autonomie policière dont les débordements allaient bientôt échapper progressivement au pouvoir, avant qu'elle ne devienne l'instrument de la bureaucratisation puis de la contre-révolution.

Mais, en ces premiers mois, la répression se devait d'être impitoyable à tout ce qui menaçait la révolution. À la tourbe des bas-fonds plus ou moins manipulée se mêla l'opposition des anarchistes.

Dybenko, qui dirigeait les gardes rouges, avait passé un armistice avec Krasnov. Victor Serge écrit : « La révolution eut le tort de se montrer magnanime à l'égard du chef de la division cosaque. Il eût fallu le fusiller sur l'heure. Il recouvra, au bout de quelques jours, la liberté sur parole d'honneur de ne plus porter les armes contre la révolution. Mais est-il des engagements d'honneur envers les ennemis de la patrie et de la propriété ? Il alla mettre la région du Don à feu et à sang. » (*L'an I de la révolution russe*).

Brisée dans les capitales et leurs entours, la résistance de la contre-révolution se concentra dans le Sud, Le péril le plus grand était dans les régions chaotiques elles-mêmes, et ainsi aisément pénétrables par des éléments troubles, d'où des affrontements armés dont le caractère politique n'était le plus souvent qu'une façade.

En même temps, l'activité contre-révolutionnaire d'une grande partie des officiers s'était ajoutée au chaos. Ces « korniloviens » allaient organiser les corps « épargnés par la contagion révolutionnaire » pour tenter le renversement militaire du nouveau pouvoir. Dans Pétrograd même, les Junkers, qui occupaient leurs casernes ainsi que le château des Ingénieurs et l'école militaire, réussirent à occuper la station centrale des téléphones. Leur résistance aux gardes rouges céda dès le premier coup de canon. Ceux qui ne se rendirent pas furent massacrés (400 ou 500, d'après Sadoul). Sous l'égide de Kerenski, 4 000 cosaques sous les ordres du général Krasnov, et avec seulement quelques unités d'artillerie, remportèrent un succès de surprise à Tzarskoyé Sélo, à vingt kilomètres de la capitale. Mais, depuis les hauteurs de Poulkovo qui s'élevaient entre eux et Pétrograd, l'artillerie lourde des forces révolutionnaires leur infligea une sanglante défaite (entre 300 et 500 morts, selon Victor Serge) qui les démoralisa et les fit se replier. Ils avaient été dopés par l'assurance d'une victoire facile contre une tourbe menée par quelques meneurs. Menacés d'être cernés, leurs mouvements sabotés par les cheminots et les téléphonistes, ils lâchèrent Krasnov qui capitula. Il était prêt lui-même à livrer Kerenski aux bolcheviks, dont les cosaques du Don et du Kouban voulaient s'emparer, quand le ministre réussit une seconde fuite, cette fois loin de Russie. La révolution avait remporté sa première victoire militaire sur la contre-révolution.

Une première armée rouge fut recrutée parmi les ouvriers des usines et placée sous le commandement d'Antonov-Ovseenko. Des centaines de propagandistes furent envoyés dans la région du Don. L'unité cosaque commença à se fissurer entre jeunes et vieux, riches et pauvres, combattants du front et gens de l'arrière. Les troupes blanches fondaient. Le Conseil des commissaires du peuple lança une

proclamation aux Cosaques leur enseignant la lutte de classes. John Reed raconte : « Le 27 novembre, un comité cosaque se présenta au Smolny pour rencontrer Trotsky et Lénine. Ils demandèrent s'il était exact que le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de distribuer les terres des Cosaques aux paysans de la Grande Russie. "Non", répondit Trotsky. Les délégués se concertèrent. "Bien ! dirent-ils. Le gouvernement soviétique a-t-il l'intention de confisquer les domaines des grands seigneurs cosaques et de les distribuer aux Cosaques travailleurs ?" À cela, Lénine répondit : "C'est à vous-mêmes de le faire. Nous soutiendrons les Cosaques travailleurs dans toutes leurs initiatives. La meilleure façon de vous y prendre, c'est de commencer par former des soviets cosaques : vous serez représentés au Tsik et alors notre gouvernement deviendra aussi votre gouvernement…" La délégation se retira, plongée dans une profonde méditation. Deux semaines plus tard, le général Kalédine recevait des représentants de ses troupes. "Promettez-vous, lui demandèrent-ils, de partager les grands domaines des seigneurs cosaques entre les Cosaques travailleurs ? – Plutôt mourir !" s'écria Kalédine. […] Un mois plus tard [le 29 janvier 1918], voyant son armée fondre sous ses yeux, il se faisait sauter la cervelle. Le mouvement cosaque avait vécu. » Onze jours auparavant, le soulèvement des Cosaques de l'Oural, qui avaient pris Orenbourg le 5 novembre sous le commandement du général Doutov, avait été défait. Il en alla de même au Kouban, où les rouges furent vainqueurs le 1er mars.

Victor Serge rapporte qu'avant de se donner la mort Kalédine avait prononcé un discours devant le Conseil cosaque du Don, où il dit : « Après le départ de Kornilov, il ne nous restera qu'une poignée d'hommes, cent à cent quarante baïonnettes. […] Comment qualifier ce désastre déshonorant ? L'égoïsme le plus vil nous a perdus. Au lieu de défendre la terre natale contre l'ennemi, ses meilleurs fils, les officiers russes fuient honteusement devant une poignée d'usurpateurs. Il n'y a plus ni sentiment de l'honneur, ni amour de la patrie, ni simple moralité. »

La guerre civile proprement dite était, sinon achevée, du moins réduite à des foyers facilement maîtrisables. Seuls demeuraient, en Ukraine et en Finlande, de graves affrontements contre la révolution, conflits où dominera le problème de nationalités longtemps courbées sous le joug grand-russien, et où les classes dominantes s'efforceront de retourner contre le pouvoir prolétarien la haine nationale rentrée du peuple.

La guerre mondiale n'était que suspendue sur le front russe. L'Allemagne pouvait penser qu'elle allait à la fois se libérer de ce front, tout en s'emparant de territoires russes sans effort, en même temps qu'en portant un coup à la révolution qui la menaçait elle-même.

Il fallait donc engager d'urgence la solution du premier point du programme de la révolution : la paix !

La paix de Brest-Litovsk

La Russie, en tant que puissance participante à la guerre mondiale, plaçait la révolution dans une situation doublement délicate. Faire une

paix séparée avec l'Allemagne, c'était permettre à la propagande des Alliés de « prouver » que les bolcheviks étaient ses « agents ». Poursuivre une guerre en défense de la révolution – comme les Alliés, via leurs ambassades et diplomates, tel Sadoul lui-même, allaient en prier le gouvernement soviétique –, ç'aurait été à la fois revenir sur leur objectif proclamé et une impossibilité pratique. Cette alternative angoissante allait jeter la direction bolchevique dans un nouveau débat, plus douloureux encore que les précédents.

Trotsky, qui avait cru d'abord que son poste de Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères n'allait guère avoir d'importance, se trouva au contraire la tête principale chargée de résoudre cette quadrature du cercle. D'abord, dès le 20 novembre, il adressa une note aux ambassades alliées leur rappelant la décision du Congrès panrusse des Soviets d'une proposition générale d'armistice et de paix démocratique, sans annexions ni conquêtes, et donc d'une proposition d'armistice immédiat sur tous les fronts et d'ouverture également immédiate de négociations de paix adressée à tous les belligérants. C'était, comme l'on dit maintenant, mettre la balle dans leur camp.

En même temps, Trotsky adressait au général Doukhonine, commandant en chef des troupes russes, un télégramme le chargeant d'adresser aux autorités militaires ennemies la proposition de l'arrêt immédiat des hostilités, de mener ces négociations, de tenir le Conseil des commissaires du peuple au courant de ses pourparlers avec les plénipotentiaires des armées ennemies, enfin de ne signer aucun acte d'armistice qu'avec son accord préalable. Ni les ambassadeurs ni Doukhonine ne répondirent à ces documents. Sur ce, Doukhonine, qui avait fini par manifester son refus d'obéir, fut destitué et remplacé par Krylenko, et le Grand Quartier général, ainsi que les politiciens qui l'entouraient à Moguilev, dénoncés publiquement, ce qui souleva la colère des millions de soldats sur les quinze cents kilomètres du front. Krylenko, à la tête de trois détachements de marins, entraîna dix mille soldats sur la route de Moguilev, dont la garnison se souleva, s'empara de la ville, arrêta Doukhonine et le Comité de l'armée, et se mit en marche pour rejoindre les arrivants. Krylenko trouva Doukhonine emprisonné dans un wagon. Il demanda aux soldats de ne pas toucher au général, qui devait être envoyé à Pétrograd pour y être jugé. Mais l'exaspération des soldats était telle qu'ils ne l'écoutèrent pas. Ils le tuèrent sur place.

Dans le même temps, Lénine, par radiotélégrammes à tous les comités de régiments, de division et de corps d'armée, enjoignait aux régiments se trouvant en première ligne d'élire immédiatement des délégués qui engageraient aussitôt des pourparlers d'armistice avec l'adversaire. C'était tenter de jeter le ferment de la révolution dans les troupes austro-allemandes.

Dès le 18 novembre, la première délégation soviétique chargée de négocier un armistice partait vers le front. Composée de Kamenev, Sokolnikov, Joffé (le plus proche collaborateur et vieil ami de Trotsky), de deux socialistes-révolutionnaires de gauche (un officier et journaliste, Mstislavski, et la « terroriste » Bitzensko), plus un marin, un soldat et un ouvrier, auxquels ils adjoignirent au dernier moment

un paysan, elle allait rencontrer le prince Léopold de Bavière et le général Hoffmann, à la tête des plénipotentiaires des Empires centraux. Trotsky les rejoignit à Brest-Litovsk, et la négociation commença.

Jamais semblable rencontre n'avait eu lieu (ni n'eut lieu ailleurs depuis). D'un côté des diplomates professionnels et de hauts officiers chamarrés et couverts de décorations, de l'autre des révolutionnaires, la plupart ayant connu déportation et prison, et des représentants du peuple dans leurs misérables vêtures. Ni le langage, ni la manière d'envisager les problèmes n'étaient semblables. Le général-major Hoffmann voulait parler en vainqueur à des vaincus. Les bolcheviks, comme des représentants du prolétariat international et d'une révolution de classe victorieuse, traitant avec ceux d'une classe ennemie. Trotsky avait, d'avance, expliqué sa tactique devant le Soviet : « Assis à la table, face aux négociateurs adverses, nous leur poserons des questions absolument claires qu'il leur sera impossible d'esquiver et chaque mot qu'ils prononceront au cours de ces pourparlers et chacune de nos affirmations seront enregistrés et communiqués par radio-télégraphe à tous les peuples qui seront juges de nos discussions. Sous l'influence des masses, les gouvernements allemand et autrichien ont déjà accepté de s'asseoir au banc des accusés. Soyez assurés, camarades, que représenté par la délégation de la Russie révolutionnaire, le procureur sera présent et, au moment voulu, son réquisitoire cinglant dénoncera la diplomatie de tous les impérialistes. »

« Pour tenir un tel langage et adopter une telle attitude, commente Marcel Liebman, il fallait énormément d'assurance. Ce n'était pas la situation où se trouvait la Russie qui l'inspirait à ses délégués, mais bien davantage leur certitude que leurs ennemis allaient bientôt voir se dresser contre eux, non plus seulement les cohortes décimées de l'armée russe et celles, à peine formées, de la Garde rouge, mais les forces plus nombreuses et plus expérimentées des ouvriers d'Occident. Si cette confiance dans la révolution internationale expliquait une vigueur de ton que diplomates et militaires austro-allemands attribuaient à l'arrogance naturelle de leurs interlocuteurs, elle commandait également la tactique adoptée par les représentants soviétiques. En attendant que les négociations de Brest-Litovsk apportent au prolétariat la "preuve pédagogique", selon l'expression de Trotsky, que les impérialistes ne voulaient pas d'une paix véritable et qu'il fallait donc les abattre, le rôle des bolcheviks était de gagner du temps, de freiner les pourparlers, de multiplier les débats sur toutes les questions directement ou indirectement liées au problème de la paix. »

Mais, pendant plus d'un mois, il n'y eut guère de grèves qu'à Vienne, Berlin et quelques autres grandes villes allemandes, vite réprimées, sans écho dans l'armée. Ce que les bolcheviks avaient sous-estimé, et qui allait aussi se manifester de la même façon pour les troupes alliées, après les « fusillés pour l'exemple », c'était que la guerre mondiale en elle-même représentait pour les impérialismes occidentaux une grande victoire contre le prolétariat. En effet, celui-ci

en sortait décimé, exténué, démoralisé ; à l'Ouest noyé bientôt dans l'euphorie de la « victoire », à l'Est accablé par la défaite, et sans directions révolutionnaires des deux côtés : toutes les organisations traditionnelles vautrées dans le social-patriotisme, et les minorités, sans noms connus à l'Ouest, ceux d'Allemagne en prison.

Le 2 décembre, un armistice fut conclu. Les Austro-Allemands avaient tenté un retournement des propositions bolcheviques, se disant eux-mêmes partisans d'une paix sans annexions ni conquêtes, mais à condition que ce soit celle de tous les belligérants, et entendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par la reconnaissance de la volonté de ceux de Pologne, de Lituanie, de Courlande, de Finlande et d'une partie de l'Estonie de se séparer de l'État russe. Ce à quoi la délégation bolchevique – qui ne demandait pour ses frontières que les limites d'extension de la révolution soviétique – répliqua par la demande de l'évacuation de ces pays, afin qu'ils puissent décider librement de leur sort.

Les bolcheviks n'avaient guère obtenu, au terme de cette première opposition des conditions de paix, que l'assurance qu'il n'y aurait plus de nouveaux déplacements de troupes allemandes de leur front vers ceux de l'Ouest – ce qui était important pour combattre la propagande contre-révolutionnaire alliée –, et d'autre part leur droit à la propagande et à la pratique de la fraternisation entre les troupes. Ce dernier point révélait surtout que le corps des officiers austro-allemands n'y pouvait rien. Trotsky n'avait-il pas répondu aux protestations du général Hausmann que les bolcheviks n'empêcheraient en rien la contre-propagande allemande dans les troupes russes ?

Toujours pour gagner du temps, la délégation soviétique obtint un délai pour permettre aux représentants des Occidentaux de participer aux négociations. Bien entendu, cela n'eut pas lieu, mais permit aux Allemands d'expliquer que, puisqu'il n'y avait pas de négociations de paix à l'Ouest, il n'était pas question de traiter aux conditions proposées par les bolcheviks, et de présenter leurs propositions qui comportaient d'énormes annexions, d'un total de 215 000 kilomètres carrés peuplés de 20 millions d'habitants, soit une paix de capitulation. C'était un retour à la « case départ ». Le pouvoir soviétique se retrouvait le dos au mur, partagé entre trois positions.

C'est encore Marcel Liebman qui donne de la situation la meilleure analyse : « Les bolcheviks, face à ce problème, se partageaient en trois courants. On rencontrait parmi eux une tendance ultra-révolutionnaire représentée par les "communistes de gauche", un clan des partisans de la paix dirigé par Lénine et un troisième groupe à la tête duquel se trouvait Trotsky et qui optait pour une solution intermédiaire définie par le mot d'ordre "ni paix, ni guerre". Les "communistes de gauche" représentaient une force considérable. Ils pouvaient compter non seulement sur une pléiade de dirigeants influents, mais également sur le soutien des organisations bolcheviques de Pétrograd et de Moscou. Ils prétendaient ainsi incarner la conscience révolutionnaire dans ce qu'elle a de pur et d'intransigeant. À ce titre, ils ne manquaient pas, après la victoire d'octobre, de rencontrer le sentiment de nombreux

militants qui venaient de constater que les positions les plus dures peuvent aussi s'avérer les plus efficaces. À cela s'ajoutait un autre attrait de la position "gauchiste" : la politique qu'ils préconisaient avait le mérite de la clarté. Selon eux, le bolchevisme, ennemi implacable de l'impérialisme, ne pouvait s'incliner devant lui, ni même conclure une paix avec lui. Sans doute, le combat contre l'Allemagne était un combat disproportionné entre un pays exsangue et un autre qui restait très puissant. Mais les "communistes de gauche", à la tête desquels se trouvait Boukharine, prétendaient que le recours à la guerre révolutionnaire et l'appel au soulèvement des masses permettraient au bolchevisme d'avoir raison de la force militaire allemande. Et même si une telle lutte devait mener au désastre, il valait mieux "périr pour la cause du socialisme que courber la tête devant Guillaume II". L'honneur de la révolution était en jeu et toute autre voie que celle-là constituait, aux yeux de Boukharine et de ses amis une trahison du prolétariat international. Caractérisant cette attitude, Lénine déclarait qu'"une telle politique répondait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tient aucun compte du rapport objectif des forces". Pour Lénine, pareilles considérations ne pouvaient résister à un examen critique de la situation. Une telle analyse le conduisit pour sa part à une révision des positions qu'il avait défendues jusqu'alors. Lui aussi avait cru que le désir de paix pousserait rapidement le prolétariat à se révolter contre ses maîtres, non seulement en Russie mais en Occident. Il avait cru que les discussions de Brest-Litovsk favoriseraient la maturation des dispositions révolutionnaires des ouvriers européens, et en particulier des ouvriers allemands. Mais rien de tel ne s'était encore produit. Certes, le chef du gouvernement soviétique n'abandonnait pas sa confiance dans la vocation révolutionnaire des masses occidentales, mais il croyait que la Russie soviétique devait tirer les conséquences de ce retard observé dans le cours des événements. En attendant que l'impérialisme occidental soit attaqué de l'intérieur, il fallait que le nouveau régime russe compose avec lui et s'accommode de ses premières déceptions. L'optimisme révolutionnaire avait conduit Lénine à se lancer à la conquête du pouvoir. Un sens aigu des réalités l'amenait à présent à réviser ses calculs. Il fallait, en définitive, que les bolcheviks signent la paix que les Allemands voulaient leur imposer. Lénine reconnaissait la portée sentimentale des positions "gauchistes" qu'il combattait. Mais la seule règle morale impérieuse qu'il était, quant à lui, disposé à accepter, s'énonçait ainsi : aucun sacrifice n'est assez grand pour sauvegarder le pouvoir bolchevique, comme détachement du mouvement révolutionnaire international. Or, comme les conditions de paix imposées par les Allemands, malgré leur dureté, ne mettaient pas en cause la survie du régime soviétique, il fallait s'incliner. Mener contre les Allemands une guerre révolutionnaire était en tout cas impossible en raison de la décomposition de l'armée russe et de la faiblesse insigne d'une Garde rouge totalement incapable de soutenir la comparaison avec la formidable machine de guerre allemande. Pourtant, objectait-on à Lénine, les bolcheviks se

sont engagés à mener contre l'impérialisme la guerre révolutionnaire. Il ne songeait pas à le contester, mais répondait : "Nous n'avons pas pris l'engagement de [la]… déclencher sans tenir compte des possibilités de la faire à tel moment. Aujourd'hui, nous devons à tout prix préparer [cette]… guerre révolutionnaire." Or cette préparation nécessitait un répit, et donc une trêve dans les combats. Les révolutionnaires de Russie reprendraient leur offensive lorsque ceux d'Occident créeraient un second front dans la "lutte de classes internationale". […] Le chef de la nouvelle "diplomatie" soviétique [Trotsky] admettait sans peine que la position des "communistes de gauche" relevait d'un romantisme qui frisait l'absurde. Mais il était soucieux de conserver au bolchevisme sa réputation d'intransigeance. Il était également préoccupé de démontrer au monde l'inanité des calomnies dirigées contre lui. En particulier, il fallait démentir la rumeur fort répandue selon laquelle les bolcheviks servaient, consciemment ou non, les intérêts de l'impérialisme allemand. Or la conclusion d'une paix séparée avec les Puissances centrales n'allait-elle pas donner à cette affirmation un semblant de justification ? […] Nous ne pouvons poursuivre la guerre, reconnaissait-il. Nous n'en avons pas les moyens. Mais rien ne nous oblige à signer la paix avec les Allemands. Si ceux-ci nous imposent des conditions trop dures, nous dirons que nous arrêtons les combats, mais que nous n'avaliserons pas leur impérialisme en apposant nos signatures sous un traité de paix. Que feront alors les Allemands ? Il était possible, selon Trotsky, que par crainte de défier l'opinion publique, ils hésitent à reprendre l'offensive contre un ennemi insaisissable et sans défense. Dans ce cas, les bolcheviks, sans rien perdre, auraient fourni la preuve de leur pureté révolutionnaire. Mais il était possible aussi que l'armée allemande reprenne son avance en Russie et menace l'existence du nouveau régime. Dans cette dernière éventualité, il serait toujours temps de se plier à la volonté des envahisseurs. C'était un risque à courir et une occasion supplémentaire offerte au prolétariat allemand de venir au secours du prolétariat russe. »

Avant la reprise des négociations de Brest-Litovsk, le 17 janvier, il y eut douze jours de débats passionnés entre les tenants des trois positions. Un premier vote de toutes les instances supérieures du parti bolchevik donna une majorité de 32 voix en faveur de la guerre révolutionnaire. Lénine était mis en minorité de 15 voix et la position de Trotsky en recueillait 16. Mais, finalement, le comité central adopta la position de Trotsky à laquelle Lénine s'était rallié comme le moindre mal, par 9 voix contre 7.

Un tel débat et une telle décision montraient à quel point le pouvoir révolutionnaire n'était en rien la dictature d'un homme, ni même d'un groupe, mais bien d'une direction de représentants d'un prolétariat dont ils reflétaient les contradictions. Le seul compte rendu détaillé du comité central qui nous reste sur ce grand débat – celui du 11 janvier – est révélateur de la modération du ton des intervenants et de la compréhension qu'ils avaient des arguments de leurs adversaires tout en les rejetant.

Quand Trotsky se représenta à Brest-Litovsk, le 17 janvier, la délégation allemande et austro-hongroise s'était augmentée de celle de la Rada ukrainienne. Il s'agissait d'un pseudo-gouvernement autonomiste qui s'était installé à Kiev, avant d'en être chassé par les soviets ralliés à la révolution. Il n'en avait pas moins été reconnu par les représentants de l'Entente, selon un principe qui allait devenir général dans la guerre contre la Russie révolutionnaire : reconnaître – que leur représentativité soit réelle ou non – les nationalistes contre-révolutionnaires comme représentants des nations englobées par l'empire tsariste. Et telle était cette vieille nation de l'Ukraine, pendant des siècles objet de nombreux partages, et dont la plus grande partie avait été absorbée par la Russie sous Catherine II. La révolution allait s'y poursuivre longtemps. La délégation russe accepta celle de la Rada, tant qu'elle était au pouvoir (ce qui ne dura que quelques jours), mais en retour y imposa la participation des sociaux-démocrates polonais, dont Karl Radek.

C'est avec un ultimatum en poche que les Allemands étaient venus à la rencontre. Mais ils attendirent les décisions soviétiques. Trotsky, selon sa méthode, fit encore traîner les débats, puis le 28 janvier, alors que l'exaspération allemande s'élevait, il prononça un discours de propagande, adressé aux peuples par-dessus la tête de la délégation ennemie, et termina par ces mots : « Nous démobilisons notre armée. Nous refusons de signer une paix d'annexions. Nous déclarons l'état de guerre entre les Empires centraux et la Russie terminée. » Ses interlocuteurs en restèrent stupéfaits. La délégation soviétique se leva, quitta la séance et revint directement à Pétrograd.

Il fallut presque un mois aux délégations de l'Entente pour savoir ce qu'elles allaient faire devant la décision soviétique.

Le gouvernement allemand lui-même se trouva divisé, tant la situation du pays, menacé de famine, était dramatique, ses forces armées épuisées, sans possibilité d'en trouver de nouvelles. De grandes grèves venaient enfin d'éclater à Berlin et s'étendaient à Vienne, Kiel, Hambourg, Düsseldorf, Cassel, Leipzig, Halle… Les Autrichiens, en une situation pire, étaient pour la paix, et leurs dirigeants partisans de ne pas poursuivre les hostilités sur ce front. Des hommes d'État allemands, dont le ministre des Affaires étrangères Von Kühlmann, étaient du même avis. Le pari de Trotsky n'était donc pas une fantasmagorie. Mais l'état-major allemand, lui, voulait pénétrer le plus profondément possible en Russie, écraser ce qui restait de ses forces armées, en même temps en finir avec ce front pour faire face à l'Ouest où arrivaient les troupes américaines, enfin, à la fois doper le moral de l'armée et du peuple, et porter un coup mortel à la révolution. De plus, il faisait valoir que l'occupation de l'Ukraine, grenier à blé, sauverait l'Autriche de la famine. Le Kaiser Guillaume trancha en sa faveur. Le 18 février 1918, les troupes allemandes entraient en Russie sans résistance. Revel, Dvinsk et Minsk tombaient, et l'Ukraine s'ouvrait à leur avance. Elles allaient s'avancer jusqu'à Rostov-sur-le-Don au sud, et à Pskov, à 257 kilomètres de Pétrograd, au nord. Les troupes russes s'enfuyaient, abandonnant armes, matériels et munitions,

malgré les consignes de destruction qui leur étaient données. La situation prévue par Lénine se réalisait. Trotsky avait perdu son pari.

À nouveau, le comité central fut divisé. La gauche continuait à préconiser la guerre révolutionnaire alors qu'aucune force n'existait pour la mener. Finalement, Trotsky rallia la position de Lénine qui fut adoptée par 7 voix contre 5 et une abstention. Le 19, le pouvoir soviétique informa l'Allemagne de sa décision de signer la paix. Les conditions en furent encore plus désastreuses que les précédentes : abandon des pays baltes, de la Finlande, de l'Ukraine, de la Courlande et d'une partie de la Russie blanche, démobilisation complète de l'armée et paiement d'importantes indemnités de guerre. L'exigence de libération des prisonniers allemands, qui furent renvoyés sur le front de l'Ouest, en revanche, se retourna contre les vainqueurs : ils étaient largement bolchevisés.

Devant cet ultimatum, le Comité central faillit éclater. Lénine, qui estimait que sans signer cette paix, c'est le pouvoir soviétique lui-même qui allait disparaître, menaça de démissionner. Trotsky le soutint, et un nouveau vote l'emporta de sept voix contre quatre, et quatre abstentions. Le Comité exécutif central du Soviet, à qui appartenait la souveraineté entre deux sessions du Congrès panrusse, entérina la décision du comité central bolchevique par 116 voix contre 84.

Sur un télégramme annonçant cette décision, les troupes allemandes cessèrent leur avance. Celles-ci avaient d'ailleurs rencontré de la part de la population une résistance inattendue : une première guerre de partisans sur ses arrières, des destructions de voies, la dissimulation des réserves de blé… La délégation qui dut retourner à Brest-Litovsk signer cette capitulation la trouva aggravée, cédant en plus à la Turquie les districts de Kars, d'Ardahan et de Batoum. En tout, il s'agissait de 34 % de la population de la vieille Russie et de 32 % de ses terres cultivées, de 85 % des ressources betteravières, 54 % de ses entreprises industrielles, 89 % de ses gisements houillers.

Sacrifice nécessaire pour Lénine qui estima qu'il cédait de l'espace pour gagner du temps. La révolution était sauvée à ce prix énorme. Donc, pari encore, et qui ne put être gagné, et à un prix, humain celui-là, pire que celui de l'espace ! Le Congrès des Soviets ratifia par 784 voix contre 261 cette paix que le peuple avait exigée.

Il fallait maintenant tenir. Pour éviter une banqueroute qui n'eût plus permis les échanges intérieurs, le gouvernement soviétique annula la dette contractée par le tsarisme avec les puissances alliées, dont le montant était égal aux deux tiers de la richesse nationale, et dont les intérêts annuels au 1er janvier auraient exigé 4 milliards de roubles, somme supérieure au revenu de l'État. Tous les emprunts d'État réalisés à l'étranger furent annulés, sans exception ni condition. Tous les capitaux en actions détenus par les banques privées furent confisqués. Les gouvernements alliés considérèrent ces mesures comme nulles et non avenues, tout en préparant leur guerre contre la révolution.

Dans le temps même de cette situation dramatique, les bolcheviks furent pressés par les socialistes-révolutionnaires de réaliser un autre

point de leur programme : rassembler une Assemblée constituante. Lénine comprenait et expliqua que, dans les conditions d'avancement de la révolution, la campagne voterait massivement pour son parti traditionnel, considéré comme révolutionnaire, alors que sa gauche seule le restait, tandis que le prolétariat des villes voterait pour les bolcheviks, ainsi qu'une grande partie de l'armée. Et c'est ce qui se passa lors de l'élection des 12 et 14 novembre : la majorité appartint aux socialistes-révolutionnaires. Mais, le 9 décembre, des SR de gauche entrèrent dans le gouvernement soviétique. L'agitation et les menées préparatoires des élus du parti SR contre les bolcheviks, en parallèle avec leur enlisement dans des travaux de type parlementaire, se heurtèrent à la logique prolétarienne qui y opposait la « nécessaire entente des deux partis ». Par ailleurs, le parti SR avait une aile terroriste qui préparait de son côté l'assassinat de Lénine et de Trotsky. Le 2 janvier, celui de Lénine faillit réussir. La réunion du 18 janvier s'ouvrit donc dans des conditions dramatiques. La minorité bolchevique proposa pour la présidence la SR de gauche Marie Spiridonova, ancienne « terroriste » de haut prestige. Mais la majorité imposa son leader officiel, Tchernov, partisan du maintien de l'alliance avec les impérialistes occidentaux. Ce n'était pas une opposition parlementaire où deux ailes s'affrontent sur une même base sociale, mais le heurt des représentants de la révolution, appuyés sur le pouvoir soviétique qui s'étendait déjà sur tout le pays, et de ceux d'un état des forces passées, déjà devenues contre-révolutionnaires. Sur le constat qui en ressortait dès les premiers discours, les bolcheviks quittèrent la séance, s'en remettant au Soviet du sort des députés contre-révolutionnaires. Le corps de garde des marins fit lever la séance ; et le lendemain l'Assemblée fut dissoute.

Cette dissolution fut et reste pour tous les historiens bourgeois le grand crime antidémocratique des bolcheviks, alors que ce ne fut que la manifestation de l'incompatibilité de la démocratie réelle, celle du peuple, avec la démocratie bourgeoise laquelle, dans ce cas, avait perdu toute base de masse.

Rien ne peut contredire la conclusion que Victor Serge tira de ce premier mois : « La révolution prolétarienne et paysanne achève en janvier sa première phase, sa marche triomphale à travers l'immense pays. Partout, de la mer Baltique à l'océan Pacifique, les masses la font, l'acclament, la défendent, l'imposent irrésistiblement. Sa victoire est complète : mais elle se heurte déjà, en même temps, aux deux coalitions impérialistes belligérantes des Empires centraux et des Alliés. La guerre civile va continuer ou plus exactement se rallumer, nourrie par l'intervention étrangère. La révolution victorieuse à l'intérieur se trouve face à face avec le monde capitaliste. »

Ce qui a été appelé dans l'histoire : la « guerre civile » fut donc bien, en réalité, une guerre organisée, payée, guidée, de la contre-révolution mondiale contre la révolution soviétique.

Bibliographie

Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre. Procès-verbaux du comité central du parti bolchevik : août 1917-février 1918 ; présentation et notes de Giuseppe Boffa (1964).

Lénine, *Œuvres*, t. 26 (sept. 1917-févr. 1918.), t. 27 (févr.-juil. 1918), t. 42 (oct. 1917-mars 1923).

Liebman (Marcel), *La Révolution russe,* préface d'Isaac Deutscher (1967) ; *Le Léninisme sous Lénine*, t. 2 *L'épreuve du pouvoir* (1972).

Reed (John), *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (1919).

Rosenberg (Arthur), *Histoire du bolchevisme* (1936).

Sadoul (Jacques), *Notes sur la Révolution bolchevique*. Préface d'Henri Barbusse, deux lettres de l'auteur à Romain Rolland et une lettre à Albert Thomas (1919).

Serge (Victor), *L'an I de la Révolution russe* (1930).

Trotsky (Léon), *L'Avènement du bolchevisme* (1919).

III

L'IMPERIALISME MONDIAL CONTRE LA REVOLUTION

Trois années de guerre, dont 1918 et 1919 furent les plus difficiles, et dont Trotsky montra bien, sur le moment même, qu'il s'agissait d'un affrontement entre la toute jeune Révolution, partant du point zéro, et l'impérialisme mondial. Allemagne, France, Angleterre, États-Unis, Japon, furent parfaitement lucides devant le danger qui menaçait la domination de la bourgeoisie sur toute la planète, mais ils furent fort heureusement handicapés dans leur intervention par les conséquences de leur grande guerre de partage du monde, à laquelle ils furent obligés de mettre fin. Sans cet épuisement, la révolution aurait été vaincue. Ces deux années allaient donc être celles du « tout pour le tout ». Ou le jeune État ouvrier soviétique était écrasé et l'avenir se bouchait, ou il tenait, et c'est la voie de la société communiste qui restait ouverte. Cette victoire révolutionnaire fut obtenue, mais au prix le plus effroyable.

En fait, cette nouvelle guerre, qui prit le nom incorrect de « guerre civile », commença en Roumanie. Cette monarchie appartenait au camp des Alliés, et son armée avait été écrasée par les Austro-Allemands. En 1917, elle fut envahie jusqu'à sa capitale, Bucarest, et c'était quasi une autre occupation que celle du reste de son territoire par son allié russe, dont une armée d'un million d'hommes était dirigée par le général Chtcherbatchev. La révolution commença dans cette armée, dès le mois de mai, par la libération du révolutionnaire roumain Rakovski, ami de Trotsky, et par l'occupation de Jassy où était réfugié le gouvernement roumain. Ce fut un feu de paille ! Mais non une défaite ! Le commencement, au contraire, d'une lutte ininterrompue pendant des mois. Chtcherbatchev fit l'unité de ses forces réactionnaires avec celles du gouvernement roumain et avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, puis avec la Rada ukrainienne, quand celle-ci se fut proclamée pouvoir national.

Dès l'instauration du pouvoir soviétique, la fraction bolchevique de l'armée de Chtcherbatchev, conduite par Semen Rochal, réussit à en prendre le commandement. Pas pour longtemps ! Rochal arrêté vers le 10 décembre, des officiers ukrainiens l'égorgeaient. Durement traités, ses soixante-treize compagnons furent échangés contre de grands bourgeois roumains que le pouvoir soviétique prit en otages. L'extension révolutionnaire dans toute la Russie isolant l'armée russe de Roumanie, son corps des officiers abandonna ses armes et son matériel à l'armée roumaine et se forma en détachements blancs dont l'un au moins se rallia plus tard à l'armée de Denikine, tandis que les unités rouges se frayaient un chemin vers la Russie au travers de l'Ukraine.

Parallèlement à la poussée austro-allemande, la Roumanie, avec l'appui des Alliés et l'aide du général Chtcherbatchev, s'engagea dans la saisie de la Bessarabie, formant un Conseil national sur le modèle de la Rada ukrainienne. Mais les régiments moldaves s'unirent aux troupes révolutionnaires et stoppèrent, en janvier, une tentative de saisie de Kitchinev, mais qui tomba, communications coupées, au terme d'une bataille de plusieurs jours. C'était la première révolution hors des limites de la Russie qui succombait.

Dès le 2 janvier 1918, le Comité exécutif central du Soviet avait adopté un décret de formation de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans, mais ce n'est que le 1er mars, soit deux jours avant la signature du traité de Brest-Litovsk, que Trotsky devint le chef de son Conseil supérieur, et alors qu'il n'en existait que quelques petites unités improvisées.

Ce qui qualifia Trotsky, d'abord et essentiellement, pour créer ex nihilo l'Armée rouge et la mener au combat, c'est qu'en lui résidait la conscience la plus haute de l'enjeu : tenir jusqu'à ce que la révolution éclate à l'Ouest, soit la suite de son pari, qu'il partageait maintenant avec Lénine. Y voir la poursuite d'une illusion, c'est ignorer ce qui va se passer au cours de ces deux années cruciales.

Il sentait que cela était possible, profondément réaliste : tous les peuples saignés acquéraient la conscience d'avoir été dupés. Les soldats allemands entraient en Ukraine avec leur drapeau tricolore et en sortaient avec le drapeau rouge ; les soviets surgissaient à Berlin et en Hongrie ; nulle part on ne trouvait d'hommes mobilisables contre la Russie communiste.

Pourtant les mouvements révolutionnaires restèrent minoritaires et allaient être écrasés les uns après les autres. C'est que partout le prolétariat décimé par la guerre était plus démoralisé qu'enragé. Nulle part il n'y avait de dirigeants du niveau de ceux de Russie, sauf en Allemagne où ils étaient en prison. L'écho brisé de la révolution russe entraîna le caractère effroyable de la guerre que celle de Russie dut mener seule contre le monde impérialiste.

1918

Dès janvier, alors que la révolution était partout victorieuse dans l'Empire, que la Garde rouge avait repris Kiev, écrasé la rébellion des Tatares de Crimée, qu'un Comité révolutionnaire local s'était emparé du pouvoir à Odessa, qu'un gouvernement ouvrier s'était constitué fin janvier en Finlande, tout fut perdu avec la paix de Brest-Litovsk.

Dès le 17 février, l'offensive allemande commença avec 250 000 hommes. En face d'eux, 15 000 Rouges, sous la conduite entre autres d'Antonov-Ovséenko et de Piatakov, durent refluer d'Ukraine où la Rada, avec à sa tête le sanguinaire aventurier Petlioura, se réinstalla au pouvoir à Kiev. Le reste du pays sombra dans un chaos de bandes de tous ordres, et les troupes allemandes martyrisèrent les paysans pour leur extorquer leur blé. Le 15 mars, Odessa était prise par les Autrichiens.

La Finlande

La Finlande était un cas particulier dans l'Empire russe, par lequel elle avait été absorbée en 1809, dans un accord entre Napoléon et Alexandre Ier. Selon Lénine, c'était un des pays les plus avancés du monde, qui avait réussi à obtenir une autonomie dans l'Empire, puis une constitution avec élections au suffrage universel en 1907. En 1916, les sociaux-démocrates, dont la politique était celle des grands partis de la IIe Internationale d'avant 1914, obtenaient la majorité absolue et votaient la journée de 8 heures. Mais, après la révolution russe de février, ils s'allièrent à Kerenski, puis, lors des élections suivantes, ils perdirent la majorité du fait des fraudes bourgeoises, alors qu'ils gagnaient encore des voix. La guerre civile était inévitable et la bourgeoisie la prépara, alors que la direction social-démocrate rêvait encore d'évolution démocratique. Elle sembla avoir raison quand, après Octobre, la grève générale éclata et que se formèrent des « gardes rouges ouvrières », soutenues par des soldats russes qui avaient participé à la défense du pays contre une descente allemande. La bourgeoisie recula et s'arma avec l'aide de la Suède. Incorrigibles, les sociaux-démocrates acceptèrent un cabinet de coalition, présidé par le réactionnaire même qui préparait une armée blanche. Le prolétariat, se voyant trahi, entama sa propre révolution. La capitale, Helsinki, tomba entre ses mains et le gouvernement s'enfuit à Vasa. Les grandes villes, Aba, Vyborg, Tammerfors tombèrent tour à tour aux mains des gardes rouges, puis tout le sud du pays. Ralliés à cette victoire, plusieurs dirigeants sociaux-démocrates, dont le leader de la gauche, Kuusinen, formèrent un gouvernement ouvrier : le Conseil des mandataires du peuple, placé sous le contrôle d'un Grand Conseil du peuple de 35 membres : 10 des syndicats, 10 du Parti social-démocrate, 10 des gardes rouges, 5 des organisations ouvrières d'Helsinki. Mais comme Kuusinen lui-même le reconnut plus tard : « Ils entendaient établir, sans expropriation des classes riches ni dictature du travail, une démocratie parlementaire au sein de laquelle le prolétariat eût été la classe politiquement dirigeante. » Et ils se mirent à voter des mesures sociales progressives ! C'était le vieux mythe social-démocrate de préparation au règlement pacifique de la révolution par étapes, et cela au milieu de l'affrontement mortel des classes !

Pendant ce temps, la petite armée blanche atteignait 5 000 hommes, sous la direction de l'ancien général de l'armée russe, Mannerheim (le futur dictateur). La Garde rouge ne comptait que 1 500 hommes mal armés, mais elle pouvait s'appuyer sur une partie de la flotte de la Baltique où des organisations bolcheviques avaient été établies par Antonov-Ovseenko, Dybenko et Smilga. Mannerheim attaqua la garnison russe de Tammerfors, commandée par un officier révolutionnaire, Svetchnikov, et fut repoussé. Ces aides permirent aux gardes rouges de s'armer et de s'organiser.

Inversement, la paix de Brest-Litovsk imposa au pouvoir soviétique le retrait de ses troupes de Finlande. Seuls des volontaires s'intégrèrent aux gardes rouges. Ceux-ci n'en furent pas démoralisés et, au contraire, passèrent à l'attaque en mars 1918. Ce fut un échec. Les

troupes rouges augmentèrent, sous l'effort – enfin ! – du gouvernement « ouvrier », pour atteindre 60 000 hommes au 1er avril. Elles remportèrent alors des succès contre les Blancs.

Mais, le 3 avril, une division allemande de 20 000 hommes débarquait au sud, à Hangoe, Helsinki et Loviza. La prise d'Helsinki donna lieu à une bataille de rue au cours de laquelle les Allemands et les Blancs firent marcher devant eux des femmes et des enfants d'ouvriers (dont une centaine périt), et terminèrent la prise de la ville en d'atroces représailles. Prise en tenaille avec l'armée blanche venant du Nord, la Garde rouge fut écrasée, en deux batailles : à Tammerfors, cernée, et à Tavastehus, où 25 000 soldats rouges accompagnés de leur famille, se battirent deux jours. Après ces batailles, ils furent acculés à la capitulation.

Une effroyable terreur blanche s'ensuivit. Victor Serge écrit : « La capitulation fut suivie d'un massacre. Le massacre des blessés était la règle. […] Viborg tomba le 12 mai. […] Les vainqueurs massacraient les vaincus. […] Depuis la saignée infligée à la Commune de Paris par la bourgeoisie française, le monde n'avait rien vu de comparable à l'horreur de ce qui se passa en Finlande. Dès le début de la guerre civile, il suffisait, dans la zone occupée par les Blancs, pour être arrêté, d'appartenir à une organisation ouvrière, et, pour être fusillé, d'y avoir rempli une fonction. […] À Kummen, où quarante-trois gardes rouges étaient tombés en combattants, près de cinq cents personnes furent passées par les armes. » Il y eut des centaines de fusillés à Kotka (13 000 habitants) : « On ne leur demandait même pas leurs noms, on les amenait par groupes. » À Raumo, d'après les journaux bourgeois, cinq cents prisonniers amenés le 15 mai reçurent le jour même « le châtiment qu'ils méritaient ». « On mitrailla le 14 avril, à Helsinki, au faubourg de Toeloe, deux cents gardes rouges […]. Les rouges furent traqués de demeure en demeure. Beaucoup de femmes périrent. » À Vyborg, des exécutions publiques eurent lieu le jour de la Trinité. Aux environs de Lakhtis où les Blancs firent des milliers de prisonniers, « les mitrailleuses travaillèrent plusieurs heures par jour ». « On fusilla en un seul jour, avec des balles explosives, quelque deux cents femmes ; des lambeaux de chair étaient projetés dans tous les sens […]. » À Vyborg encore, six cents gardes rouges furent alignés sur trois rangs au bord du fossé des fortifications et froidement mitraillés. Aucune statistique sur le nombre total des massacres n'existe ; les estimations courantes varient entre dix et vingt mille. En revanche, le chiffre officiel des prisonniers rouges internés dans les camps de concentrations est de soixante-dix mille. « La famine, la vermine, les épidémies ravagèrent les lieux de détention. […] L'épuration sociale continua des mois durant dans tous les domaines. Le 16 mai, des mandats d'arrêt étaient lancés contre les anciens députés sociaux-démocrates demeurés dans le pays […] Trois d'entre eux "se suicidaient" en prison dans la nuit du 3 juillet. Une dizaine furent condamnés à mort. » Après une révision, une seule fut maintenue, mais trente-sept furent condamnés à des peines allant de la perpétuité à dix ans de réclusion. Nombre d'entre eux avaient été de bons serviteurs de la bourgeoisie.

Serge remarque que « la terreur blanche confond de coutume les réformistes – dont la bourgeoisie triomphante n'a plus besoin – et les révolutionnaires. […] Au total, il ne semble pas exagéré d'admettre que plus de cent mille prolétaires finlandais (morts ou assez longuement détenus) furent frappés par la terreur blanche ; le quart environ du prolétariat ». Et il en tire une leçon générale : « La terreur blanche ne s'explique pas par la frénésie du combat, par la violence des haines de classe, ou par d'autres facteurs psychologiques. La psychose de guerre civile n'y joue qu'un rôle secondaire [souligné par Serge]. Elle est en réalité le résultat d'un calcul et d'une nécessité historique. Les classes possédantes victorieuses savent très bien qu'elles ne peuvent assurer leur domination au lendemain d'une bataille sociale qu'en infligeant à la classe ouvrière une saignée assez forte pour la débiliter des dizaines d'années durant. Et comme il s'agit là d'une classe beaucoup plus nombreuse que les classes riches, le nombre des victimes doit être très élevé. […] Une observation encore. Les tueries de Finlande ont lieu en avril 1918. Jusqu'à ce moment, la révolution russe a, presque partout, presque toujours fait preuve vis-à-vis de ses ennemis d'une grande magnanimité. Elle n'a pas usé de la terreur. » Ajoutons que c'est bien la terreur blanche qui a entraîné la terreur rouge, et non le contraire, comme n'ont cessé de le marteler la propagande, la littérature et l'histoire bourgeoises, et jusqu'à nos jours avec le *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois.

Les fronts de l'Est

Dans le Caucase, les Blancs usèrent des vieux nationalismes antirusses et des préjugés religieux pour s'opposer à la vague bolchevique et se ruer sur les troupes russes qui, nu-pieds et en haillons, tentaient de rejoindre la Russie. Le chaos s'étendit d'autant plus qu'Arméniens, Turcs, Tartares, Géorgiens, Kurdes se battaient souvent entre eux. À la mi-février, les mencheviks géorgiens pactisèrent avec les fédéralistes turcs et les nationalistes de toutes tendances, et formèrent à Tiflis un Parlement qui proclama une République Transcaucasienne. Mais le traité de Brest-Litovsk allait jeter contre elle la Turquie, soutenue par les Empires centraux, qui visaient à s'emparer de Batoum, que les Géorgiens voulurent défendre, tandis que les fédéralistes musulmans se refusaient à combattre la Turquie. La République Transcaucasienne s'effondra avant d'avoir vécu, et les Empires centraux imposèrent autant de républiques autonomes que de peuples.

Sur la Caspienne, un soviet s'était formé à Bakou, ville prolétarienne, sous la direction de Stepan Chaoumian, qui prit le pouvoir le 18 mars. Il dut faire face à un soulèvement tartare et turc, organisé par la bourgeoisie. Mais les travailleurs turcs et des Arméniens étaient pour lui, tandis que leurs adversaires s'entre-égorgeaient. Vainqueur, le soviet se changea en République soviétique d'Azerbaïdjan, et nationalisa l'industrie et la flotte pétrolières de la Caspienne. Elle eut contre elle, à l'intérieur, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, défenseurs des compagnies expropriées, et qui allaient, le 25 juillet, appeler à l'aide les Anglais installés dans le nord de la

Perse, puis, avec l'aide d'Arméniens, prendre le pouvoir. Les bolcheviks résistèrent à leur attaque sur des vaisseaux organisés en camp retranché. L'arrivée d'Anglais les conduisit à tenter une fuite par mer qui échoua, pris en tenaille qu'ils furent par des canonnières et l'artillerie de Bakou. Ils se rendirent, furent emprisonnés. La fuite des Anglais et du « directoire » socialiste devant les Turco-Tartares, que le gouvernement « socialiste » géorgien avait laissé traverser leur pays, permit aux prisonniers une évasion vers la Transcaucasie, tenue par un gouvernement socialiste-révolutionnaire, piloté par les Anglais. Celui-ci les arrêta à son tour et, comme en Finlande, ils furent tous massacrés le 20 septembre. De même, à Bakou, les Turco-Tartares massacrèrent à la fois les Rouges, les ouvriers, les Russes et les Arméniens.

Le 6 avril 1918, les Japonais avaient occupé Vladivostok. Une tenaille se formait sur tout le territoire de la révolution. Le 17, les troupes soviétiques avaient réussi à liquider entièrement les bandes de Kornilov regroupées à Novotcherkassk. Mais les 25 et 26 mai, les troupes de Tchécoslovaques, anciens prisonniers de guerre du front autrichien, qui avaient été réorganisées en Russie sous le contrôle du gouvernement tchèque en exil à Paris, et dont il avait été prévu qu'elles rejoindraient le front français via Mourmansk ou Vladivostok, se soulevèrent contre la révolution et prirent Tchéliabinsk, dans l'Oural, Penza et Syzran sur la Volga et Novo-Nikolaevs en Sibérie. Comme on l'apprit plus tard par Pierre Pascal, officier de la mission française en Russie, quand il passa plus tard au bolchevisme, cette simultanéité d'une dispersion sur un si vaste arc de cercle avait été préparée par la mission française et décidée le 14 avril à Moscou. Y participèrent, avec des représentants des organisations contre-révolutionnaires, le général Lavergne, chef de la mission militaire française, et le chef de la mission anglaise, Lockhart. Ces troupes tchécoslovaques étaient en général attachées au gouvernement libéral et social-démocrate de leur pays, mais elles supportaient mal les rigueurs de la situation, et les socialistes russes répandaient parmi elles le bruit que les bolcheviks, vendus aux Allemands, se préparaient à les livrer à eux. La réussite d'un tel plan, accompagné du débarquement japonais et de celui des Anglais à Arkhangelsk, puis, un peu plus tard des Français à Mourmansk, allait couper et affamer les deux capitales révolutionnaires des régions industrielles de l'Oural, des terres fertiles de la Volga, des greniers de Sibérie et achever l'encerclement de la révolution, d'autant que les cosaques d'Orenbourg reprenaient les armes. Les Soviets locaux qu'ils trouvèrent devant eux ne leur opposèrent pas une grande résistance : ils mesuraient mal la gravité de l'événement. Celui de Tchéliabinsk, qui laissa l'ennemi s'organiser, refusa d'armer les prisonniers hongrois contre lui, ainsi que les forces ouvrières qui se formèrent spontanément. D'autres, en Sibérie, négocièrent avec les Tchèques, conclurent des trêves… Ce cordon de forces tchécoslovaques laissait toute la Sibérie ouverte à une invasion japonaise qui pouvait avancer à grande vitesse.

Dès le 25 mai, un ordre de Trotsky avait prescrit de fusiller sur place les Tchécoslovaques pris les armes à la main, toutes facilités étant offertes à ceux qui seraient désarmés d'être évacués par le Nord ou de recevoir la nationalité russe. Ses ordres ne furent pas exécutés et les Tchèques progressèrent, s'emparant le 8 juin de Samara, nœud stratégique sur la Volga, qui devint la base de leurs opérations.

Séparés par eux, les meilleurs gardes rouges se battaient en Sibérie, aux confins de la Mandchourie, contre l'ataman, ailleurs contre les bandes blanches.

Le front intérieur

Suivant le même plan des Alliés, des mouvements contre-révolutionnaires éclataient dans les campagnes, et des SR de droite assassinaient le bolchevik Volodarski à Pétrograd. Selon Victor Serge, les SR de gauche participants au gouvernement préparaient un coup de force pour en prendre seuls la direction et rompre le traité de Brest-Litovsk.

Le pouvoir soviétique semblait menacé de mort à brève échéance. Le 7 mars, le gouvernement s'était transplanté à Moscou, moins menacée que Pétrograd. Victor Serge a décrit la terrible situation intérieure : la disette progressait de mois en mois ; les magasins étaient vides ; les ouvriers affamés quittaient le travail ; la mortalité, surtout infantile, était effroyable ; le typhus sévissait… Toutes les forces réactionnaires relevaient la tête : les patrons sabotaient la production tandis que montaient les prix des produits raréfiés. V. Kaidourov écrira en 1924 dans *La Révolution prolétarienne* : « Ce rapport de forces étant donné : les villes affamées face à face avec cent millions de paysans hostiles, la situation du pouvoir des Soviets semblait désespérée. »

À cela vont s'ajouter la confusion et l'irresponsabilité des anarchistes. Victor Serge, qui vient de leurs rangs, en donne, dans le tome II de L'An I de la révolution russe, un tableau impitoyable. Après Octobre, où ils s'étaient battus côte à côte avec les bolcheviks, leurs organisations avaient leur presse, mais leur activité ne connaissait aucun contrôle ; par exemple, dans leurs réquisitions de logements. Comme toujours, leur propagande idéaliste et démagogique ne tenait aucun compte d'aucune réalité. Contre tout État, ils se prononçaient donc contre la prise du pouvoir et contre les Soviets. Mais, divisés en une multitude de groupes développant les théories les plus diverses, et tous armés, ils avaient tout de même un « état-major noir », sorte d'État dans l'État, incontrôlé et incontrôlable. Ils convenaient eux-mêmes que « des éléments suspects, des aventuriers, des criminels de droit commun, des contre-révolutionnaires prospéraient parmi eux, les principes libertaires ne permettant pas de fermer la porte des organisations devant qui que ce soit ou d'infliger à quiconque un contrôle réel. Ils éprouvaient fortement le besoin d'épurer leurs milieux, chose impossible sans autorité ni organisation disciplinée. […] *L'Anarchie* publiait souvent des avis importants de ce genre : "Conseil de la Fédération anarchiste. Des abus regrettables se produisent. Des inconnus procèdent, au nom de la Fédération, à des arrestations et à des extorsions de fonds. La Fédération déclare ne

tolérer aucune réquisition à des fins d'enrichissement personnel." » Et « l'état-major de la Garde noire déclare n'assumer que la responsabilité des opérations effectuées sur mandat signé d'au moins trois de ses membres et en présence de l'un de ceux-ci ». L'ouverture de principe de leurs organisations permit à des officiers de la « Ligue pour la défense de la patrie » de s'installer dans des clubs anarchistes, de s'y organiser d'autant plus facilement que la situation décrite plus haut amena certains de leurs chefs à préparer le renversement des bolcheviks, ce dont Jacques Sadoul donne à la date du 8 avril 1918 un témoignage accablant dans ses Notes sur la révolution bolchevique.

Le pouvoir ne pouvait que se durcir. Le 10 mai fut découvert à Moscou un complot des SR de droite et il le démantela. Le désarmement des anarchistes commença à Moscou dans la nuit du 11 au 12 avril. Du sang coula. Il y eut plusieurs dizaines de tués et de blessés. 500 arrestations furent opérées, mais aucune exécution sommaire comme cela fut prétendu, ni mesures de rigueur. Les prisonniers furent libérés quelques semaines plus tard (y compris les officiers réactionnaires « entristes » qui avaient continué à jouer les anars). Le 21 avril, le quotidien *l'Anarchie* reparaissait avec la manchette : « À bas l'absolutisme. » Le désarmement des anarchistes s'effectua sans peine à Pétrograd, Vologda et ailleurs. Mais, le 15 mai, il y eut à Tsaritsyne un soulèvement libertaire et, le 17 mai, un autre à Saratov. Seule ensuite l'Ukraine allait rester longuement le lieu des guérillas anarchistes.

Mais l'arrière du cœur de la révolution était-il assuré ? Pas encore ! En juin fut découvert et démantelé un complot de l'Union pour la Patrie et la Liberté. En juillet, à leur tour les SR de gauche allaient rompre avec le pouvoir soviétique au 5e congrès des Soviets, sur la question de l'Ukraine, où ils voulaient la reprise de la guerre contre les Allemands. Le 6, deux d'entre eux, membres de la Tchéka, s'introduisirent à l'ambassade d'Allemagne et assassinèrent l'ambassadeur Mirbach. Le parti SR avait contrôlé cette action provocatrice, et sa force armée, constituant un détachement de la Tchéka, appuyée de quelques groupes anarchistes, s'empara de la poste centrale en un coup de force, télégraphiant que le parti SR était désormais le seul parti gouvernant. Ils furent écrasés en deux jours. Mais c'était la fin du « bloc soviétique ». Désormais, seul le parti bolchevik détenait le pouvoir.

La formation de l'Armée rouge

Pendant ce temps, l'Armée rouge se forgeait. Sa formation eut un caractère sans précédent. L'appel aux seuls volontaires ne pouvait suffire à faire face aux armées ennemies, et d'autant plus que, parmi eux, certains ne s'engageaient pas pour se battre mais pour échapper à la misère, voire pour s'y procurer des armes. Comme nous l'avons vu plus haut, les partisans s'étaient montrés héroïques et efficaces contre les petites bandes de gardes blancs, mais ils se révélaient incapables de se mesurer avec des forces régulières, et certains groupes démoralisés dégénérèrent en bandes de pillards qui multiplièrent les exactions contre les paysans. Trotsky définit très brièvement, dans la

préface de ses *Écrits militaires*, le paradoxe devant lequel se trouvait la Révolution : « L'ancienne armée se dispersait encore à travers le pays en propageant la haine de la guerre qu'il nous fallait déjà mettre sur pied de nouveaux régiments. On chassait de l'armée les officiers du tsar en leur appliquant ici et là une justice sommaire. Cependant il nous fallait obtenir des anciens officiers qu'ils instruisent l'armée nouvelle. Dans les régiments tsaristes, les comités étaient l'incarnation même de la révolution, du moins à sa première étape. Dans les nouveaux régiments, on ne pouvait admettre que le comité puisse favoriser la décomposition. On entendait encore maudire l'ancienne discipline que déjà il fallait en introduire une nouvelle. » L'Exécutif panrusse des Soviets vota l'instruction militaire générale et obligatoire des hommes de 16 à 40 ans (préparatoire pour les 16 à 18 ans, les autres étant mobilisables). En Russie, l'armée essentiellement paysanne qui avait fait la guerre avait fondu, disparu. Mais la révolution avait forgé la conscience de classe prolétarienne, et c'est à elle, via le parti, que s'adressa Trotsky, avec un langage de vérité, inverse de celui qu'avaient utilisé les idéologues bourgeois appelant les peuples au massacre mondial.

Trotsky avait vite compris que l'élection des officiers sans formation ne pouvait répondre aux besoins d'une guerre contre des ennemis dirigés par des professionnels. L'Armée rouge devait en avoir, elle aussi. Il fallait prendre ces « spécialistes militaires » dans les rangs de la vieille armée. L'aile gauche du pouvoir, socialistes-révolutionnaires de gauche et communistes de gauche, dans leur idéalisme révolutionnaire, ne le comprenait pas, s'en tenait au principe : « à guerre révolutionnaire, armée (de milice) révolutionnaire ». Et les anciens officiers de l'armée tsariste n'étaient-ils pas une caste profondément réactionnaire ? Une mauvaise expérience venait d'ailleurs d'avoir lieu : le colonel Mouraviev, sympathisant des socialistes-révolutionnaires, avait dirigé les premières opérations des gardes rouges mais, quand la contre-révolution SR éclata dans l'Oural, il avait tenté de les rejoindre, avait été démasqué et s'était brûlé la cervelle. Inversement, la droite menchevique de l'Exécutif des Soviets agitait le péril bonapartiste. Tous férus des exemples de la Révolution française, ils évoquaient d'un côté Pichegru et Dumouriez, de l'autre Bonaparte.

Lénine lui-même hésitait. Trotsky a raconté comment il le convainquit : « Sans militaires sérieux et expérimentés, nous ne sortirons jamais de ce chaos, disais-je à Vladimir Ilitch après chacune de nos visites à l'état-major. – Il semble que ce soit juste. Mais s'ils allaient nous trahir ? – Nous mettrons un commissaire auprès de chacun. – Mieux, nous en mettrons deux, s'écria Lénine, et qu'ils aient la poigne solide. Il ne se peut pas que nous manquions de communistes qui soient des hommes à poigne. C'est ainsi que l'on institua le Conseil Supérieur de l'Armée. »

L'affaire Mouraviev prouvait elle-même la possibilité du système : il avait été sans cesse sous le contrôle de quatre matelots et d'un soldat, et c'est pourquoi il ne put passer à l'ennemi.

Il y aura, certes, des trahisons nombreuses, mais le nombre des officiers loyalement ralliés sera incomparablement plus grand, et ils contribueront largement aux victoires. La comparaison avec les guerres de la Révolution française, qui avait fourni pour les commissaires l'exemple de ses représentants du peuple aux armées, était là pour montrer que l'utilisation de « spécialistes militaires » pouvait être une mesure globalement payante. Ainsi que, sur le terrain, comme les généraux issus du peuple de la fin de la Révolution française, les officiers rouges se formeraient, comme cela eut lieu.

Ce débat sur les « spécialistes militaires » dans un moment si hautement critique montrait bien, là encore, l'ampleur de la liberté d'expression dans le régime communiste de dictature du prolétariat. Les journaux publiaient des critiques violentes contre le président du Conseil militaire révolutionnaire, et si les réponses de celui-ci étaient dépourvues d'aménité, elles étaient essentiellement argumentations et démonstrations.

Dans cette construction d'une nouvelle armée, Trotsky utilisa, comme dans la révolution elle-même, la parole révolutionnaire et rencontra par elle la même compréhension de l'avant-garde du prolétariat et, à travers elle, celle de toute la classe mobilisée.

Aucune place pour le doping dans les exposés généraux sur lesquels Trotsky fonda ses certitudes de victoire devant les assemblées de militants, mais la foi inébranlable d'un homme qui prouva constamment que la volonté est un élément essentiel de la transformation du réel. Quant aux faits, il dit la vérité et, plus, en démontre la nécessité révolutionnaire. « Un parti révolutionnaire ne doit jamais, ni dans le succès ni dans l'échec, ni dans ses heures de force, ni dans ses heures d'impuissance et de faiblesse, jamais et sous aucun prétexte mentir et tromper la masse des travailleurs », dira-t-il encore un an plus tard devant une assemblée commune du Comité exécutif de la province de Samara, du Comité du Parti communiste de Russie et des représentants des syndicats. Autre chose est, en ne cachant rien d'un présent terrible, d'en dévoiler l'au-delà. Trotsky sait le faire constamment. Toujours sa vue est à l'échelle historique, et ce dépassement du plus sombre immédiat vers le possible, il sait en communiquer la certitude à tous.

Toutefois, il fallut du temps pour réaliser ce possible. Dans l'Introduction à ses *Écrits militaires*, Trotsky écrit : « Une ville après l'autre tombe au cours de l'été 1918 aux mains des Tchécoslovaques et des contre-révolutionnaires russes qui les ont rejoints. Leur centre est Samara. Ils s'emparent de Simbirsk et de Kazan. Nijni-Novgorod est menacé. De l'autre côté de la Volga, on se prépare à attaquer Moscou. […] La République Soviétique fait des efforts extraordinaires pour développer et renforcer l'armée. En premier lieu on adopte une méthode de mobilisation massive des communistes, on crée un appareil centralisé de direction politique et d'instruction auprès des troupes sur le front de la Volga. Parallèlement, à Moscou et dans la région de la Volga, on tente de mobiliser quelques classes d'ouvriers et de paysans. De petits détachements communistes assurent l'exécution de la mobilisation. Dans les provinces de la

Volga, on établit un régime draconien pour répondre à l'acuité du danger. En même temps, on mène une propagande intense écrite et orale – des groupes communistes vont de village en village. Après les premiers tâtonnements, la mobilisation s'étend largement ; elle est complétée par une lutte systématique contre les déserteurs et contre les groupes socialistes qui alimentent et inspirent la désertion ; contre les koulaks, contre une partie du clergé, contre les résidus de l'ancienne bureaucratie de Pétrograd, de Moscou, d'Ivanovo-Voznessensk, etc. Les ouvriers communistes de Petrograd, de Moscou, d'Ivanovo-Voznessensk, etc. entrèrent dans les unités qu'on venait de constituer et où les commissaires reçurent les premiers le rôle de chefs révolutionnaires et de représentants directs du pouvoir soviétique. Quelques sentences exemplaires des tribunaux révolutionnaires avertissent tout le monde que la patrie soviétique est en danger de mort et qu'elle exige de chacun une soumission absolue. Il fallut pendant plusieurs semaines user de toutes les mesures de propagande, de discipline et de répression pour prendre le tournant indispensable. D'une masse vacillante, instable et dispersée, sortit une véritable armée. Kazan fut repris le 10 septembre 1918 : le lendemain, ce fut Simbirsk. Tout d'un coup le sol s'affermissait sous nos pieds. Ce ne sont déjà plus les premières tentatives désespérées, désormais nous pouvons déjà et nous savons combattre et vaincre. »

Face au chaos

On n'en était pas là en juillet 1918. Les Tchécoslovaques s'approchant d'Ékaterinbourg, la Tchéka locale décida l'exécution du tsar qui y était exilé ainsi que de toute sa famille, et même de leurs proches, et l'annihilation de leurs restes (afin qu'il ne puisse en rester des reliques éventuelles). Le pouvoir soviétique valida ce massacre en raison du caractère symbolique qu'incarnaient les Romanov, qui constituait une terrible menace de reconnaissance du pouvoir légal pour toute la réaction mondiale. Bien que sans le jugement prévu, c'est comme Louis XVI et Marie-Antoinette qu'ils périssaient. Ne sauraient rester en vie ceux qui incarnent tout un système social condamné à disparaître, surtout quand le nouveau est encore fragile et attaqué de tous côtés.

Et la situation intérieure était chaotique. L'héritage matériel de la guerre était colossal mais complètement désorganisé, celui des provisions, objet d'un gaspillage épouvantable. L'industrie de guerre n'allait pouvoir renaître qu'en 1919. Dans les premiers affrontements menés par les partisans, ils s'armaient de ce qui leur tombait sous la main. Trotsky écrit : « Des régiments traînaient derrière eux des chars et des avions alors qu'ils n'avaient pas de baïonnettes pour les fusils, voire pas de cartouches. » Et Victor Serge : « Les unités régulières et bien commandées des Tchécoslovaques, partout appuyées par les éléments contre-révolutionnaires de la population, ne se heurtaient qu'à des formations improvisées, indisciplinées, anarchiques, bonnes tout au plus pour la guerre des guérillas contre un adversaire en butte à la haine des masses. […] Chaque détachement a ses chefs et prétend agir à sa guise. »

C'est dans de telles conditions que les premières forces de l'Armée rouge se jettent. Elles sont aidées en cela que la poussée vers l'organisation est générale. Victor Serge continue : « Bataillons, régiments, divisions se forment à peu près spontanément, par l'initiative d'une foule de militants, mobilisent les officiers, créent des états-majors et des organes de ravitaillement. L'Armée rouge naît de ces innombrables initiatives autant que de l'effort organisateur dirigé par Trotsky. »

À Samara, un gouvernement « démocratique » de SR s'était institué et la terreur blanche commença, ainsi que sur tout le front tenu par les Tchécoslovaques sur la Volga. Tous les bolcheviks ou supposés tels étaient massacrés sur place. On leur crevait les yeux, même aux morts. En même temps, toutes les forces réactionnaires intérieures se déchaînaient à nouveau, de celle des koulaks refusant les réquisitions des comités de paysans pauvres à l'organisation par la mission militaire française d'un corps polonais d'officiers qui va provoquer la désorganisation des transports. Enfin les socialistes-révolutionnaires allaient se mettre à pratiquer une série d'attentats contre les dirigeants bolcheviks. Le 30 août, ce fut le tour de Lénine qui reçut trois balles de Fanny Kaplan, dont l'une au cou. Malgré la gravité de ses blessures, il s'en sortit en dix jours. De tous ces faits, la terreur rouge allait également devoir s'élever d'un cran, et cela allait malheureusement donner à la Tchéka – qui n'avait, depuis sa formation, ordonné qu'une seule condamnation à mort, en juin – une puissance disproportionnée, qui s'avérerait difficilement contrôlable.

Premières grandes victoires

Mais c'est aussi en ce même mois d'août que la situation militaire allait commencer à se renverser. Cela débuta par l'épopée de Sviajsk. Le train de Trotsky, avec ses 200 communistes de fer, partit le 8, alors que le front était en pleine débâcle et que seules de pauvres lignes de tranchées mal armées retenaient les troupes tchécoslovaques. Il s'avança lentement, brisant les résistances sur sa route, et atteignit, à 70 km de Kazan qui venait de tomber, la petite station de chemin de fer de Sviajsk où se cramponnait ce qui restait des troupes soviétiques en déroute. Le train s'arrêta là et y laissa l'état-major, le tribunal révolutionnaire et les services d'une armée absente dans des wagons blindés armés de mitrailleuses et d'un canon. La locomotive repartit. Le train suivant n'amenait que 300 cavaliers, un avion, cinq automobiles et leur garage, une imprimerie, un tribunal. C'était la direction mobile de l'Armée rouge qui allait être quatre ans durant sur tous les fronts. Sviajsk était la clef de la Russie centrale sur la ligne Kazan-Moscou et la voie fluviale vers Nijni-Novgorod. Les soldats en haillons rassemblés là avec leurs blessés sans médicaments attendaient héroïquement la mort au bout d'un pont sous les bombes d'un avion, des canons, et plus loin des mitrailleuses pour ceux qui restaient sur l'autre rive.

La tête de pont et les lignes clairsemées tinrent et les renforts arrivèrent avec de l'artillerie. Autour de Trotsky, personnification de l'invincibilité, des hommes de sa trempe : les vieux bolcheviks

Rosengold, Smirnov, Larissa Reisner (qui a écrit dans l'année même l'histoire de cet épisode prodigieux), tous tranquillement braves, autour desquels personne ne pouvait être lâche. Des troupes fraîches arrivaient, une escadrille. Dix mille hommes, formant le gros de la nouvelle 5e armée, passèrent la Volga pour prendre l'offensive vers Kazan. Le moral se relevait et la certitude de vaincre les ennemis malgré leur supériorité numérique.

Ceux-ci, inquiets, entreprirent un mouvement tournant. Un train blindé, armé de canons de marine, envoyé contre eux fut pris et brûlé. La panique brisa un moment le beau moral. Le régiment qui tenait le front sur le fleuve se débanda, commandants et commissaires compris. Le Service politique lui-même prit seul la décision d'une évacuation par la Volga. Tout sembla perdu. Les forces de la 5e armée, sur l'autre rive, risquaient d'être détruites. Trotsky, pour signifier qu'il n'y aurait pas de recul, ne fit pas mettre de locomotive à son train. Larissa Reisner a écrit : « Léon Davidovitch mobilisa tout le personnel du train, les garçons de bureau, les télégraphistes, les infirmiers, quiconque en un mot pouvait tenir un fusil. Cinq cents hommes environ : les Blancs en avaient le double. Les bureaux se vidèrent, il n'y eut plus d'arrière. Tout fut jeté à la rencontre des Blancs. Toute la voie, jusqu'aux premières maisons de Sviajsk, était labourée d'obus. La bataille dura plusieurs heures. Les Blancs se crurent en présence de troupes fraîches, bien organisées, ignorées de leurs services de renseignement. » Trompés et éreintés par une lutte de 48 heures, ils lâchèrent prise devant cette poignée de soldats improvisés menés par Trotsky et Slavine, un de ces vieux officiers de l'ancienne armée, porté à la direction de la 5e armée. Cette « victoire », d'un type dont seuls des chefs révolutionnaires, toujours à la tête de leurs troupes, sont capables, Trotsky la renouvela le lendemain.

Plusieurs petits torpilleurs de Cronstadt étaient parvenus dans la Volga par les canaux sous le commandement de Raskolnikov, jeune officier de la marine bolchevique, et du marin Markine. Comme la flottille ennemie était embossée à Kazan, Trotsky décida d'aller la détruire avec les bateaux qui lui arrivaient. Il monta lui-même sur le torpilleur de Raskolnikov et tous descendirent la Volga en pleine nuit, tous feux éteints, franchirent le goulet du port de Kazan et, malgré un gouvernail brisé dans le choc avec un navire ennemi qui les mit en péril, toute la flotte blanche fut brûlée tandis qu'ils se retiraient sans pertes.

N'était-il pas irresponsable de prendre de tels risques pour le chef de toute l'Armée rouge, Président du Conseil supérieur de la Guerre ? Ce n'était pourtant pas de l'aventurisme mais une attitude concertée : l'exemple de l'héroïsme révolutionnaire, alors que des communistes avaient fui avec leurs hommes dans la panique du jour précédent. « Toute l'armée disait que les communistes étaient des lâches, que la loi n'était pas faite pour eux, qu'ils pouvaient déserter impunément », a écrit Larissa Reisner. Dans son ordre du jour du 14 août, Trotsky écrit : « On m'a rapporté que le détachement des partisans de Pétrograd avait abandonné ses positions. J'ordonne au commissaire Rosengold de vérifier les faits. Les soldats de l'Armée rouge des

ouvriers et des paysans ne sont ni des froussards ni des gredins. Ils veulent se battre pour la liberté et le bonheur du peuple ouvrier. S'ils reculent ou se battent mal, la faute en est aux commandants et aux commissaires. Je donne cet avertissement : si quelque unité recule sans autorisation, le premier à être fusillé sera le commissaire, le second le commandant. Les soldats courageux, braves, seront récompensés selon leur mérite et placés aux postes de commandement. Les froussards, ceux qui ménagent leur peau, ceux qui trahissent n'échapperont pas aux balles. J'en réponds devant l'Armée rouge tout entière. » Vingt-sept communistes qui avaient pris la fuite, jugés le lendemain, furent fusillés, ainsi que plusieurs dizaines de partisans volontaires de Pétrograd. Même les marins de la flottille qui avaient accompli l'exploit de Kazan se voyaient rappeler à l'ordre pour leur laisser-aller. [Notons qu'on reprochera une pareille inflexibilité à Guevara.]

Cette inflexibilité du président du Conseil militaire révolutionnaire était exigée par l'implacabilité de cette guerre, par la nature de l'ennemi, l'infériorité militaire du camp de la révolution qu'une faiblesse de commandement aurait conduit au désastre, de l'exigence que les communistes soient des modèles d'héroïsme pour entraîner ouvriers et paysans dont le moral était lié au succès. Le comportement de Trotsky y a toujours été guidé par l'exigence des situations. Plus tard, dans La Révolution défigurée, il dira que la fusillade n'effrayait pas les bolcheviks et que la seule question était de savoir qui fusillait et au nom de quoi.

La preuve qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un penchant à la violence, mais au contraire de lucidité et du sens de l'efficacité, conjugués à une profonde humanité, n'est-ce pas qu'en même temps, sans haine pour la chair à canon qui lui faisait face, il assurait sans cesse aux vaincus, aux prisonniers, aux déserteurs, l'oubli de leur passé fût-il criminel s'ils se ralliaient. Il imposa ce comportement aux troupes que la passion du combat pouvait entraîner à la vengeance. Et, en masse, les ralliés allèrent se rééduquer à l'arrière ; nombreux, ils deviendront à leur tour des soldats de l'Armée rouge. Preuve encore de sa qualité de chef d'armée révolutionnaire, un mois plus tard, le 10 septembre, Kazan était pris. Mais une grande partie de la réserve d'or de la Russie, 657 millions de roubles-or, était tombée entre les mains de la contre-révolution et allait armer leur guerre.

Les ouvriers de la poudrière de la ville qui s'étaient soulevés quelques jours auparavant avaient tous été massacrés, et le Comité Constituant avait entraîné de force dans sa fuite toute la jeunesse masculine de la ville. L'arrivée de la cavalerie rouge interrompit le massacre des prisonniers.

Deux jours plus tard, la 1re armée commandée par le jeune général Toukhatchevski, ex-officier de l'armée impériale devenu bolchevik, prit Simbirsk, et passa la Volga par un autre exploit révolutionnaire. Il fallait franchir un pont métallique d'un kilomètre que l'ennemi tenait en enfilade. Toukhatchevski y fit lancer à toute vapeur une locomotive sans machiniste, suivie d'un train blindé ouvrant la route à une brigade d'infanterie pendant que son artillerie pilonnait l'autre rive.

Les Blancs furent bousculés et reculèrent en désordre, et Toukhatchevski entraîna son armée vers Samara.

L'Armée rouge existait ! À l'automne, de la mer Blanche à la mer Noire, il y avait dix armées de 8 000 à 15 000 hommes, une de 40 000 hommes, 240 canons et 13 trains blindés pour faire face aux forces quasi égales des Cosaques du Don de l'ataman Krasnov, et deux, comptant 100 000 hommes dans le nord du Caucase, en une guerre sans front. Ces multiples guerres dans la guerre étaient d'autant plus impitoyables que les populations y étaient directement impliquées. Les ouvriers formaient eux-mêmes de petites forces de guérillas mal armées et, entraînant avec eux leurs familles, ils s'efforçaient de rejoindre les contingents de l'Armée rouge. Sans officiers, ils en créaient parmi eux. Un ouvrier bolchevik, ancien sous-officier, désigné ainsi comme commandant, Vassili Blücher, forma une petite armée de prolétaires de Verkhneouralsk et de fuyards rassemblés qui, cernée par les Tchèques qui avaient pris la ville, réussit une trouée à la baïonnette et à la pique contre une hauteur tenue par les Cosaques et franchit les crêtes de l'Oural pour rejoindre l'Armée rouge. Arrivés là, ils trouvèrent la même situation. Victor Serge écrit : « Au bout d'un mois de privations et de combats […] un nouvel héroïsme s'imposa, car la percée s'annonçait infiniment malaisée : il fallut abandonner les familles. L'immense sacrifice fut voté à mains levées, dans un silence accablé. Le 2 septembre, à Krassny-Iar, l'armée de Blücher, mitraillée sans répit par les Blancs, était acculée à une profonde rivière, l'Oufa. Un pont fut construit en une nuit, de troncs d'arbre grossièrement agencés. Les Rouges passèrent. Ils avaient cru périr jusqu'au dernier. L'état-major, résolu à se défendre jusqu'aux dernières cartouches, avait pris les dispositions finales ; chacun réservait sa dernière balle pour un camarade, le chef de l'armée seul, debout le dernier, se fût tué lui-même… La rivière franchie, on fit 200 prisonniers, pas un ne fut épargné. » Leur jonction avec la 3e armée eut lieu le 13 septembre. Ils avaient franchi près de 1 600 kilomètres en cinquante jours de combats. Blücher devint plus tard maréchal de l'Armée rouge. Il disparut dans les épurations de la contre-révolution.

Victor Serge rapporte un autre exploit semblable de 16 000 partisans suivis d'un peuple de fuyards, bloqués dans la presqu'île de Taman et qui, en haillons, affamés, après 15 jours de marche et de combats, se trouvèrent devant une forteresse en nid d'aigle hérissée de canons. Ils l'escaladèrent, la prirent et massacrèrent la garnison géorgienne. Puis ils marchèrent sur Maïkop où le général Pokrovski avait pendu, exécuté au sabre, fusillé 4 000 habitants d'une ville de 45 000. « Les Rouges trouvèrent sur leur chemin, dans les clairières, des femmes crucifiées. Ils culbutèrent la cavalerie de Pokrovski, ils prirent Maïkop, puis Armavir. » C'était le 13 septembre.

La contre-révolution intérieure – institution de la terreur rouge

Le 30 août, le jour où Fanny Kaplan tira sur Lénine, Ouriski, président de la Tchéka de Pétrograd, avait été assassiné à Moscou. Le parti SR se déclara étranger à ces attentats. Mais l'on sut plus tard que c'était une décision qu'ils avaient prise de ne pas « mouiller » le parti, ce qui,

d'ailleurs, démoralisa les terroristes ainsi politiquement abandonnés. Le même groupe préparait l'assassinat de Zinoviev et de Trotsky, dont ils tentèrent de faire dérailler le train et de le faire sauter. La mission militaire française encourageait, voire aidait, ces attentats et les agents anglais visaient aux mêmes suppressions de ceux qu'ils considéraient comme les clefs de la révolution. Les missions françaises et anglaises, qui se croyaient inviolables, ignoraient ce qu'était le droit révolutionnaire : elles furent perquisitionnées, le chargé d'affaires britannique Lockhart arrêté, les documents trouvés à la mission française divulgués. Parmi ceux-ci, une lettre de Jacques Sadoul à Romain Rolland fut publiée par les Izvestia. Elle révélait ses désaccords avec la politique française à l'égard des Soviets. Son rapatriement en France fut envisagé et « de prévoyants Anglo-Français » songèrent à l'exécuter. Il passa au bolchevisme.

La colère du prolétariat fut terrible. La terreur rouge fut décrétée. Un Conseil révolutionnaire de Guerre, joint à celui de l'armée, et sous la même direction de Trotsky, fut chargé d'en finir avec la mansuétude. Pétrovski, commissaire du peuple à l'Intérieur, rappela que jusqu'alors les Soviets n'avaient répondu que par de faibles représailles aux massacres de prolétaires de Finlande et d'Ukraine, ainsi que dans les régions occupées par les Tchécoslovaques. Désormais, on prendrait des otages en grand nombre parmi la bourgeoisie et les officiers. Tous les SR de droite connus des soviets locaux devaient être arrêtés. À la moindre résistance ou à la moindre activité des Blancs, on répondrait sans discussion par des fusillades en masse. Jusqu'alors, nobles et grands bourgeois vivaient relativement tranquilles dans le chaos de la révolution. Cinq à six cents d'entre eux – grands-ducs, membres de l'aristocratie, officiers, financiers, industriels, négociants, journalistes réactionnaires – furent pris en otages tandis que 512 contre-révolutionnaires, dont 10 SR de droite étaient passés par les armes à Pétrograd, et 500 à Cronstadt, une soixantaine à Moscou. La province opéra elle aussi des représailles et par exemple, à Penza l'assassinat d'un ouvrier fut payé de 152 fusillés. L'importance de ces chiffres cache que ce ne fut pas une terreur aveugle. S'il put y avoir des erreurs, ce n'en furent pas moins des décisions prises, partout où le pouvoir soviétique existait, par des commissions extraordinaires de douze membres qui décidaient la mort à l'unanimité : une seule voix contre stoppait la condamnation. Des petits délits furent punis d'amendes, et Victor Serge mentionne, d'après les *Izvestia*, des condamnations de fonctionnaires corrompus, et même, à Perm, d'un commissaire et d'un soldat rouge voleurs. Il écrit que la terreur rouge « n'est pas seulement une arme nécessaire et décisive dans la guerre des classes, mais […] est aussi un terrible instrument d'épuration intérieure de la dictature du prolétariat ». Dès le 5 septembre, le Parti jugea que la leçon était terminée, décida la terreur rouge arrêtée, et qu'elle ne reprendrait que si la terreur blanche reprenait. La question était posée aux gardes blancs : Risqueraient-ils la vie des otages ?

Rien n'allait changer. La France et la Grande-Bretagne s'indignèrent et arrêtèrent les membres des délégations soviétiques. Ils furent

échangés contre les leurs. La sécurité intérieure était ainsi atteinte au cœur de la révolution. Mais il n'en allait pas ainsi dans l'immensité du pays déjà libéré. Tous les éléments contre-révolutionnaires et bourgeois qui faisaient le gros dos dans les flux de la révolution et passaient au sabotage souterrain se redressaient aux nouvelles des échecs. La répression continua donc. Mais à cette époque, Dzerjinski, au sommet de la Tchéka, contrôlait les principes des arrestations. Contre les chiffres pharamineux de morts de la terreur rouge en quatre années de guerre, brandis par les journalistes et historiens du monde bourgeois, de cette époque à nos jours, Victor Serge donne celui des archives des commissions de la Tchéka, pour la période de 1918 à 1920, soit 12 733, et remarque : « La terreur rouge a peut-être versé moins de sang en quatre années de révolution qu'il en a coulé au cours de certaines journées de la bataille de Verdun… »

Oural et front Sud – Le cas Staline

Le « gouvernement des Constituants » de Samara dirigé par quatre SR, le plus important d'une vingtaine d'autres gouvernements contre-révolutionnaires entre l'Oural et l'extrémité de la Sibérie, appuyé sur les forces tchécoslovaques et les gardes blancs, réglait de son côté les soulèvements des usines et des campagnes par des massacres. Ce gouvernement prit l'initiative de réunir tous les autres, du 8 au 25 septembre. Il s'agissait d'un mariage de feu et d'eau entre des partisans de l'ancien régime qui voulaient une dictature militaire et les socialistes contre-révolutionnaires qui tentaient de reformer un gouvernement démocratique bourgeois reprenant la guerre pour le compte des Alliés. Malgré l'appui ouvert des représentants de ceux-ci, la conférence ne pouvait qu'échouer, et d'autant plus que leur force principale du moment, les Tchèques, lâchait pied sous les premiers revers. Le 7 octobre, ils étaient défaits en même temps que l'armée des Constituants, et le 8 l'Armée rouge prenait Samara.

À la mi-octobre, inversement, la situation devint grave à Tsaritsyne, au sud de la Volga. La grande armée blanche des Cosaques du général Krasnov coupait la voie ferrée reliant Moscou au nord du Caucase, la dernière source de blé, après la perte de l'Ukraine et de la Sibérie. Dès juin, Staline avait été envoyé dans la région avec mission d'assurer les liaisons de transports de ravitaillement de cette zone, ce qu'il avait réalisé avec sa poigne de fer, mais sans mandat militaire. Mais il était arrivé là à la fois en milieu familier et dans une armée en violente opposition de politique militaire avec celle de Trotsky, pour qui toute l'Armée rouge devait être soumise à un commandement unifié. Or cette 10e armée tenait à son autonomie et aux pratiques de la guerre de partisans, dont elle était composée, en particulier de plusieurs groupes de cavaliers cosaques pauvres sous le commandement de chefs qui les avaient rassemblés. Et le commandement était constitué de Vorochilov et Boudionny, Ordjonikidzé en étant le commissaire politique, tous trois vieux amis et complices de Staline. La lutte ouverte de celui-ci contre Trotsky allait commencer là à partir des récriminations de Staline auprès de Lénine contre la subordination au haut commandement militaire, puis ses demandes d'être pourvu de

pouvoirs militaires et l'organisation de l'indiscipline, qui alla jusqu'à le faire écrire un « N'en pas tenir compte » sur un ordre de Trotsky. En septembre, Vorochilov parvint à rejeter les troupes de Krasnov sur la rive ouest du Don, ce dont se félicita Staline, alors à Moscou. Mais peu après les Blancs reprenaient Tsaritsyne. Trotsky explosa le 4 octobre, demandant « catégoriquement » à Lénine le rappel de Staline et précisant : « Les choses se gâtent à Tsaritsyne, malgré une surabondance de forces. Vorochilov est capable de commander un régiment, mais non une armée de cinquante mille hommes. » Sans le relever, il exigeait qu'il soit mis sous les ordres du commandant de l'armée du Sud, Sytine, et réclamait des rapports tous les deux jours, sous peine d'envoi devant une cour martiale. Vorochilov se soumit, et Staline, appelé à s'expliquer devant le Conseil révolutionnaire de guerre se désolidarisa, selon sa misérable méthode, de ses copains traités d'opposition des sous-offs, puis retourna devant Tsaritsyne, d'où les Blancs furent enfin repoussés grâce à l'intervention de l'armée du front Sud qui ouvrit sur eux une tenaille. (On sait que Staline, Vorochilov et ses amis s'attribuèrent cette victoire, puis plus tard, Staline seul qui, enfin, fit de Tsaritsyne, Stalingrad.) Staline fut rappelé ensuite. La route de l'Oural était ouverte. Mais, le 14 décembre, Trotsky, excédé par l'indiscipline de Vorochilov, l'envoya sur le front d'Ukraine et demanda un nouveau comité de guerre révolutionnaire à Tsaritsyne.

Effets de la guerre mondiale finissante

L'effort des Alliés pour susciter un pouvoir russe légal antibolchevique et passer à une aide quasi ouverte aux actions contre-révolutionnaires dans la zone soviétique se comprend par la situation de la guerre mondiale. Ce n'était plus la peine de tenter de pousser le pouvoir soviétique à une rupture du traité de Brest-Litovsk et à reprendre la guerre contre l'Allemagne alors que les fronts de l'Entente des empires centraux s'effondraient à l'Est comme à l'Ouest. Celui qui était tenu par l'armée bulgare s'était désagrégé comme celui de Russie en 1917, et immédiatement une armée révolutionnaire républicaine s'était formée et avait tenté la prise de Sofia. Les deux adversaires français et allemands s'entendirent pour l'écraser et la capitulation de la Bulgarie allait avoir lieu le 27 septembre, entre les mains du maréchal français Franchet d'Esperey. Du même élan, ses troupes envahirent la Roumanie et la Hongrie. Par-dessus la tête des Franco-Anglais, l'empereur d'Autriche qui voyait son front s'effondrer sollicita des négociations de paix des États-Unis le 14 septembre. L'Allemagne allait se joindre à l'Autriche pour demander pareillement un armistice au président Wilson, le 4 octobre. En France, par un ultime effort, les grands massacres des batailles de la Somme, puis de la Marne, avaient certes porté les troupes allemandes jusqu'à Compiègne et Château-Thierry. Mais là, l'effort de leurs troupes épuisées et démoralisées fut brisé. La contre-offensive, avec l'aide américaine d'énormes forces neuves et la généralisation des offensives de chars d'assaut, signa le

commencement de la fin. La France du Nord fut reconquise. L'Allemagne signa l'armistice le 11 novembre.

Bilan de la première année de guerre

Le 9 novembre, dans le rapport qu'il présenta au 6e Congrès des Soviets, Trotsky rendit d'abord hommage aux prolétaires qui s'étaient intégrés « à une armée encore diffuse et inorganisée et créèrent, comme je l'ai rapporté au Comité central, sa colonne vertébrale solide et souple ». Puis il fit le point de la situation militaire : « Lorsque les Anglo-Français débarquèrent à Mourmansk et s'emparèrent ensuite presque sans combat, par un coup d'audace, d'Arkhangelsk, nous nous sommes alors trouvés devant le danger concret d'une jonction entre le front anglo-français au nord avec celui des gardes blancs de l'Est, sur la Volga et dans l'Oural. Cet immense danger septentrional et oriental ébranla la République soviétique. […] Au début de juillet, nous avons reculé pendant un mois. Au début du mois d'août, nous avons abandonné Kazan, centre d'opérations où se trouvait le Conseil militaire du front de l'Est. Notre incapacité à conserver Kazan était le symbole du niveau de développement extrêmement bas de l'Armée rouge. À la suite de cela, enfin, s'amorça le tournant qui s'opéra très vite. Le tournant ne s'opéra pas tant à l'intérieur de l'administration militaire que dans toute la Russie soviétique. […] Sans ces milliers de travailleurs soviétiques et de prolétaires d'avant-garde, l'administration militaire ne serait pas venue au bout de sa tâche. Ce n'est que grâce à leur dévouement extraordinaire que, non seulement nous n'avons pas rendu Nijni-Novgorod, Viatka et Perm, que nous n'avons pas laissé les Tchécoslovaques faire la jonction avec les Anglo-Français, mais que, au contraire, nous sommes passés à l'attaque sur ces fronts. Cette attaque s'est développée avec de plus en plus de succès et nous a amenés à nettoyer en quelques semaines toute la Volga des troupes de gardes blancs. » Sur ce front la progression méthodique était constante. Puis, il s'étendait sur les difficultés rencontrées dans l'Oural, où les Blancs tenaient une usine d'armement. Elle venait d'être prise la veille de son discours. Il pensait que les Anglo-Français comme les Tchécoslovaques avaient perdu tout espoir de succès, et du fait de l'hiver et du fait d'une décomposition de leurs troupes. Un détachement de 58 soldats anglais ne venait-il pas de passer à l'Armée rouge !

En revanche, le front Sud devenait celui de tous les périls. Après avoir rendu hommage aux formations issues de la guerre de partisans, ainsi qu'à leurs commandants, en Ukraine, sur le Don et dans l'Oural septentrional, qui tenaient ce front, il mentionnait les traits négatifs qu'ils gardaient de leur guerre de guérillas, et annonçait les mesures prises pour les discipliner et, avec l'aide de militants aguerris et de commissaires communistes, les former sur le modèle du front de l'Est auquel il fallait les unir. C'était une façon élégante de régler le conflit avec la première fraction stalinienne. Nous verrons bientôt qu'il en alla autrement.

Ce bilan positif de la guerre, renforcé par la solidité atteinte par l'Armée rouge et par la formation de milliers de jeunes officiers

rouges, se terminait pourtant par l'annonce d'un nouveau péril, précisément sur le front Sud : l'union des bandes de Krasnov, qui avaient été soutenues par les Allemands, et celles de Denikine, soutenues par les Français, ceux-ci prenant la relève des premiers. Mais rien ne pouvait assombrir l'optimisme de Trotsky : le moral de l'Armée rouge n'était-il pas excellent alors que celui des armées adverses se désagrégeait sous l'impact de l'agitation révolutionnaire dans toute l'Europe.

La révolution allemande

Pire que la défaite militaire pour les Empires centraux était en effet la révolution qui surgissait dans leurs rues et dans leurs troupes. Les Empires s'effondraient pendant que la guerre traînait encore deux mois, du fait de l'exigence du président américain Wilson de ne traiter qu'avec des États démocratiques, sans souci de ce que ces mois allaient encore compter en vies humaines. Des soviets se formaient à Sofia, à Budapest, à Vienne. En Allemagne, les sociaux-démocrates du gouvernement s'empressèrent de proclamer la démocratisation de toute la vie politique, la liberté de réunion et, le 28 octobre, accordèrent l'amnistie de tous les prisonniers politiques. Karl Liebknecht fut libéré. Emporté par l'enthousiasme du soulèvement des marins qui, le même 28, refusaient l'ordre de l'Amirauté d'une sortie de la flotte pour un gigantesque baroud d'honneur naval, il proclamait à Berlin la République socialiste allemande. C'était une erreur.

L'affaire de Kiel avait certes commencé la révolution allemande, mais commencé seulement. Les équipages s'organisèrent autour d'un comité clandestin. Les ouvriers de Kiel les soutinrent par une grève générale. Hambourg et Hanovre furent pris. La panique prit le gouvernement, épouvanté de voir la révolution s'étendre des ports militaires vers toute l'Allemagne.

Les chefs de la social-démocratie allemande, qui avaient soutenu la guerre, allaient d'abord tenter de sauver l'autocratie, expliquant aux militaires qu'il fallait que l'empereur abdique en cédant le pouvoir à l'un des princes impériaux. Mais la révolution s'étendait. Des détachements de marins allaient de ville en ville et s'en rendaient maîtres. Les troupes envoyées contre eux les rejoignaient. À Hambourg, la République populaire fut proclamée. Bien que Berlin ne bougeât pas encore, l'interdiction militaire de réunions fit rire les ouvriers et les soldats qui formaient leurs comités. Les sociaux-démocrates, plus clairvoyants que la soldatesque, présentèrent un ultimatum au chancelier Max de Bade. En même temps Ebert lui expliquait piteusement : « Si l'Empereur n'abdique pas, la révolution sociale est inévitable. Moi, je ne veux pas cette révolution : Je la hais comme je hais le péché. » Puis il se précipitait pour duper le peuple avec ses revendications démocratiques radicales proposées à ce même chancelier.

À l'autre bout de l'Allemagne, à Munich, le Conseil d'ouvriers, de soldats et de paysans annonça la création d'une République socialiste de Bavière, s'installa au Parlement local et forma un gouvernement. Mais il est vrai que son objectif n'allait pas plus loin que de préparer

une Assemblée constituante et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, ce qui était caractéristique du flou politique de ces divers mouvements spontanés. Le 7 novembre, la révolution avait gagné Hanovre, Cologne et Brunswick. Le 9, l'empereur abdiquait, et Ebert prenait la place de Max de Bade comme chancelier. Ce même jour, Berlin commença sa révolution. Le peuple en masse marcha vers la caserne qui commandait la ville, s'en empara et s'y arma au prix d'un seul mort abattu par un officier.

Ebert commença habilement par la ruse. Dès le soir du 9, il avait appelé la fraction social-démocrate des Indépendants, en rupture avec la majorité depuis 1916, et dont faisait partie Kautsky, à participer à un gouvernement provisoire. Il le proposa même à Liebknecht qui posa comme condition que le pouvoir soit celui des Conseils, à l'exemple des soviets russes. Ebert répondit en renvoyant la décision à une prochaine Assemblée constituante, élue par l'ensemble de la population. Les Indépendants hésitèrent, puis leur majorité céda. C'est sur cette base que, le lendemain, les conseils d'ouvriers et de soldats virent les sociaux-démocrates patriotes va-t-en-guerre, soudain acquis à la révolution, et profitant d'un grand désir d'unité ouvrière, réussir à faire élire à leur tête Ebert, comme chef du gouvernement révolutionnaire. C'était l'homme qui allait être sous peu leur bourreau.

Quasi immédiatement les oppositions s'élevèrent entre, d'une part le gouvernement des « Commissaires du peuple » et le Comité exécutif des conseils, et d'autre part entre celui-ci et la base des comités. Les révolutionnaires voulaient la formation d'une Garde rouge. Ebert s'y opposa, déclarant : « Il nous faut empêcher que le bolchevisme prenne le pouvoir en Allemagne. » La décision fut celle d'une Garde républicaine, au recrutement contrôlé.

Le fossé était ouvert, mais les spartakistes n'avaient pas réussi à ouvrir les yeux des travailleurs et soldats sur la duplicité de ceux qui les avaient envoyés au carnage.

C'est aussi ce 10 novembre que Rosa Luxemburg, seulement libérée le 9, arriva à Berlin. Le 18 sortit la *Rote Fahne*, dont elle prit la direction, y traçant le programme de la Révolution, et appelant à la convocation d'un Parlement des ouvriers et soldats, et à celle d'un Congrès ouvrier mondial, enfin dénonçant le gouvernement Ebert qui escamotait les buts de la Révolution. Elle était visiblement inquiète de la précipitation de ses amis. Quand elle écrivit que la révolution allemande ne devait pas suivre le modèle russe, elle en était encore à croire l'opinion dominante qui était que la révolution d'Octobre avait été un putsch, et ne voulait pas qu'il y ait tentative d'en faire un à Berlin. C'est pourquoi elle disait qu'il « ne fallait pas de putsch, pas d'attaque prématurée, pas de lutte pour des buts qui n'auraient pas été compris et admis par la majorité de la classe ouvrière », et en même temps appelait à la formation d'une garde rouge révolutionnaire pour la protection permanente de la révolution, et la formation de milices ouvrières.

Mais à la fin novembre et en décembre la situation s'accéléra. L'aile gauche du Conseil de Berlin voulut régler le problème du pouvoir par la convocation d'un Conseil national. C'était entrer dans la voie

soviétique. Les majoritaires, Ebert à leur tête, y opposèrent l'élection d'une Assemblée constituante. Aucune décision ne sortait. Le marais des Indépendants, hésitants, par un chantage à la démission, obtint d'Ebert la date du 16 février pour l'élection d'une telle Assemblée. Cela réussit à troubler le Congrès national des conseils ouvriers, réuni du 16 au 21 – où ni Rosa ni Liebknecht n'avaient eu la possibilité d'être délégués –, et qui se saborda pour cette promesse d'Assemblée nationale. Les Indépendants du USPD s'y étaient ralliés. C'en fut trop pour les spartakistes qui en étaient une fraction. La rupture eut lieu. C'était bien tard !

Le groupe Spartakus n'avait ni l'implantation du Parti bolchevik, ni son gain patient des masses et de l'armée qui était encore sur le front. Sortie du poids mort des Indépendants, la fraction spartakiste fonda le 29 le Parti communiste allemand. Le Congrès ne comptait que 83 délégués, c'était une bien faible représentation du prolétariat du pays. Rosa avait tiré de son bilan de la situation générale la nécessité d'un recul et gagné le groupe de direction à la proposition d'accepter la participation à cette élection. Cela aurait-il permis à Ebert de ne pas céder à la répression voulue par les galonnés ? Rien n'est moins sûr. Mais elle ne fut pas suivie par la majorité des jeunes spartakistes, emportés par l'enthousiasme de la montée révolutionnaire à Berlin.

En effet, à la suite des provocations des premiers corps francs qui assassinaient des ouvriers dans les rues, des commissaires « indépendants » du Conseil des Comités, et en particulier les marins de ce courant qui s'étaient installés à Berlin et constitués en Division populaire de la Marine, rompirent à leur tour avec la majorité ébertiste. Ils s'étaient installés au Château de la ville et se considéraient comme les gardiens de la révolution. Ils représentaient donc pour le gouvernement et l'état-major un verrou à faire sauter. Ceux-ci prirent l'initiative de la première action contre-révolutionnaire.

Le 20 décembre, les marins furent sommés de quitter le Château. Ils refusèrent d'obéir. On refusa de leur payer leur solde. Le 23, les marins se portèrent à la Kommandantur où ils furent accueillis à coups de fusil. Ils emportèrent le bâtiment et prirent en otage Otto Wels, le commandant de Berlin. Dans la nuit, la direction social-démocrate en appela au ministre de la Guerre (celui de l'Empire renversé), le sommant de délivrer Wels et de réduire les marins par tous les moyens. Bientôt, des troupes se mirent en marche et entrèrent dans Berlin. Le contrecoup fut cependant immédiat. Le préfet de police était un Indépendant. Il décida d'armer les ouvriers berlinois. Spartakistes et délégués révolutionnaires en appelèrent à la population. Elle se leva en masse – jusqu'à 100 000 hommes ! –, marcha vers le Château pour une grande manifestation de solidarité. Une partie des manifestants alla s'emparer du journal social-démocrate, le *Vorwärts*, et en sortit une version « rouge » à Noël, transmettant l'appel de Liebknecht au renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann, couverture de l'armement de la contre-révolution.

Mais, pendant ce temps, les troupes arrivaient au Château et, après un ultimatum de 10 minutes, le canonnaient, tuant 70 marins. Mais, près du *Vorwärts*, un poste de la Garde républicaine avait fraternisé avec les manifestants et mis à leur service ses mitrailleuses et son auto blindée. Ebert dut reculer, négocier. Les troupes durent quitter Berlin. Les marins quittèrent Château et dépendances mais restèrent dans la ville, avec proposition de se voir incorporés à la police créée… par Wels, qui toutefois perdait son poste. Le coup n'était pas complètement réussi. Mais les marins s'étaient engagés à ne plus prendre part à une action contre le gouvernement (malheureusement, ils allaient tenir leur parole lors de la seconde offensive contre-révolutionnaire). Les Indépendants membres du gouvernement le quittèrent. À leur place, Noske entra dans le Conseil des commissaires du peuple (puisque tel était son nom). Le préfet de police Eichhorn fut mis à pied.

On en était là lors du congrès de fondation du PCA. Qui avait raison, du pessimisme de Rosa ou de l'action révolutionnaire ? C'était Rosa à coup sûr, bien qu'aucun recul tactique ne fût guère devenu possible, ou bien était-ce la majorité qui voulait relancer l'action, considérant les derniers événements comme un recul de l'ennemi. Et ce fut cette relance qui allait être tentée.

1919

La défaite de la révolution allemande

Le 4 janvier, la majorité de la direction du Parti communiste allemand, soit Rosa, Léo Jogiches et Paul Levi (auquel il semble bien que s'était joint Radek, qui avait réussi à venir de Russie), estima que les conditions de la prise du pouvoir n'étaient pas réalisées. Liebknecht s'engagea à calmer les esprits trop échauffés. Mais, le 5, à la suite de la manifestation massive de protestation contre la destitution du préfet de police qui était resté dans sa préfecture, un Comité d'action révolutionnaire se forma, où Liebknecht représentait le KPD, et décida l'action sans que ses buts soient précis, hésitant entre renversement du gouvernement ou discussion avec lui. Liebknecht et Pieck, emportés par le mouvement ou contraints de suivre, précisèrent, eux, l'objectif du renversement du gouvernement Ebert. Rosa a-t-elle pensé que, puisqu'une telle action était engagée, il fallait maintenant aller jusqu'au bout ? Son article de la *Rote Fahne* du 8 en appelle à la fixation d'objectifs d'action révolutionnaire contre le flou, sans parler de prise du pouvoir. En revanche, Radek, dans une lettre du 9 au parti (qu'il nomme encore « Ligue spartakiste »), montre le danger de ce qu'il appelle un putsch et compare la situation à celle du parti bolchevik en juillet 1917 qui, quoique beaucoup plus puissant que le parti allemand, avait réussi à retenir une action aventureuse des masses.

Or l'action a été commencée le 6 janvier dans les plus mauvaises conditions, la garnison de Berlin, dominée par les Indépendants, ayant proclamé sa neutralité. Les objectifs saisis, journaux et édifices publics, étaient sans grand intérêt politique. Certes, sur le conseil de

Rosa, la saisie de l'agence télégraphique a entraîné des manifestations et quelques combats à Stuttgart, Nuremberg, Düsseldorf, Brême où une République des conseils a été proclamée, à Essen où le Conseil ouvrier a décidé la nationalisation des charbonnages, et dans la Ruhr où se multiplient les grèves…

Improvisations, tandis que l'insurrection a devant elle une caste militaire qui, de son côté, a su tirer les leçons de la Révolution russe. Dès la capitulation signée, elle a travaillé le corps des officiers sur le thème de la responsabilité de la propagande révolutionnaire et de la trahison de l'arrière dans la défaite. Même des soldats des couches incultes de la population y ont été entraînés. Les corps francs, très vite formés, ont entraîné des régiments entiers. Et le Grand État-major, reconverti en Conseil de soldats (sic), s'impatientait depuis un mois des manœuvres d'Ebert. La destitution du préfet de police a été une provocation sciemment préméditée pour entraîner les spartakistes à s'engager sans y être prêts. Noske, gagné totalement à la réaction, s'est précipité à l'état-major et, le 10 – le jour même où enfin la direction communiste, sous l'impulsion de Rosa et de Radek, décide de sortir du Comité d'action révolutionnaire, toujours flottant entre action et tractations – les troupes de contre-révolution entrent dans Berlin sous la direction d'un colonel Reinhard qui veut un massacre. En quatre jours, ce sera chose faite. Le Conseil ouvrier a été envahi, dispersé. Les quartiers sont pris un par un comme sous la Commune. Le 15, Rosa Luxembourg et Liebknecht, qui ont fait l'erreur de refuser de partir, sont arrêtés et froidement assassinés dans un classique transfert vers la prison, Liebknecht aussi classiquement sous l'accusation de tentative de fuite, Rosa on ne sait comment, et son corps jeté dans un canal où il ne sera retrouvé que le 31. La révolution allemande perdait ses deux dirigeants décisifs. La révolution de Berlin était brisée et, par ces deux faits mêmes, l'unité des soulèvements rendue impossible. Pourtant le prolétariat allemand était trop puissant pour être vaincu d'un seul coup.

Rosa, à la veille même de tomber, eut le temps d'écrire son dernier texte : « L'ordre règne à Berlin. » Tout en y montrant l'horreur des journées à peine achevées, elle en soulignait l'inévitable échec mais croyait encore que ce n'était qu'une bataille perdue, expliquant les causes de ce qui n'était pour elle qu'un premier combat : « le manque de maturité politique de la masse des soldats » est « la plaie de la révolution » et « ce manque de maturité n'est lui-même que le symptôme du manque général de maturité de la révolution allemande ».

La révolution de Bavière tint quatre mois de plus, mais dans la plus grande des confusions. Le 10 janvier, dans le feu de l'offensive contre Berlin, Eisner, membre du USPD, mais qui a fondé un Congrès des conseils d'Allemagne et préside un gouvernement de coalition avec le PSD, fait arrêter les dirigeants du Conseil ouvrier révolutionnaire créé par sa propre formation, l'USPD, des spartakistes et des anarchistes. Une manifestation de masse l'oblige le lendemain à les relâcher. L'un d'eux, Levien, vieux révolutionnaire russe qui a fait la révolution de 1905 et est spartakiste, est à nouveau arrêté le 7 février et pareillement

libéré par une manifestation le 11, jour où le Conseil des ouvriers de Munich convoque pour le 16 une manifestation de masse en faveur du système des conseils, que rejoint Eisner, la tête basse et décidé à démissionner du pouvoir. Il le paiera en étant assassiné le 21 par un comte Arco-Valley, extrémiste d'extrême droite, membre de la Société de Thulé. Le SPD a la ruse d'utiliser ce meurtre qui réhabilite Eisner auprès des masses pour constituer un Conseil central des conseils d'ouvriers, de soldats et des paysans, que Mühsam démasque en proposant, lors de son Congrès, la fondation de la République des conseils. Sa motion rejetée, il est arrêté ainsi que Landauer et Levien, mais encore une fois on doit les remettre en liberté. Dans cet équilibre des forces, la confusion se poursuit jusqu'au 18 mars où est formé un nouveau gouvernement dirigé par un social-démocrate dur, Johannes Hoffmann. Mais le 21 a été proclamée la République des conseils de Hongrie. D'où fièvre à Munich et Augsbourg où les conseils réclament la formation de la république des Conseils, auxquels répondent Mühsam et Landauer en rédigeant le 4 avril la proclamation de cette République. Les soldats du 1er régiment bavarois d'infanterie exigent cette proclamation immédiate et baptisent leurs casernes des noms antithétiques de Kurt-Eisner et Karl-Liebknecht. Nous sommes là dans une situation équivalente à celle de juillet 1917 en Russie. Et le KPD l'a compris. Arrivent à Munich Leviné et Axelrod pour tenter d'arrêter le piège de cette précipitation. C'est trop tard ! Le 7 avril, la proclamation est affichée, le Conseil exécutif formé ; le 8, Ernst Toller, un poète expressionniste, membre de l'USPD est nommé à sa tête, les postes de commissaire sont distribués, la collectivisation des finances décrétée (mais Hoffmann a eu le temps de disparaître avec la presse à billets), ainsi que celle de la presse ; l'armement des ouvriers commence. Le 11, les banques sont occupées, le contrôle des retraits établi, le secret bancaire levé, la police et la bourgeoisie sont désarmées, un Tribunal révolutionnaire institué, les logements répartis. Tout cela pendant que Mühsam, Toller, Landauer et Levien développent des points de vue divergents, au désespoir des communistes. C'est une véritable caricature de la Révolution d'Octobre, car Munich est isolé du reste du pays.

Le 13 avril, déjà, les troupes rassemblées par Hoffmann commencent à s'emparer de la ville, arrêtent treize membres du Conseil central, dont Mühsam (le commissaire des Relations avec l'Europe orientale !). Les ouvriers se battent héroïquement, reprennent la gare centrale dont la troupe s'était saisie. Devant cette situation, des conseils d'entreprises et des soldats communistes rassemblés décident de déposer le Conseil central et de transférer le pouvoir à un Conseil exécutif de quatre membres, dont Leviné et Levien, et à un Comité d'action de quinze personnes. Ce nouveau « pouvoir » appelle à la grève générale, et un appel aux armes. Eglofer, qui a été nommé commandant de la ville, donne 12 heures aux bourgeois pour rendre leurs armes et fait réquisitionner les vivres dans les hôtels, restaurants et chez les riches. Les journaux sont interdits. Devant cette réaction sérieuse, Hoffmann appelle à l'aide des corps francs de Berlin. Le 15, une armée rouge de 15 000 hommes est sur pied, avec Toller devenu

son commandant. Elle occupe Dachau, fait 200 prisonniers qui sont désarmés et libérés. Entre le 16 et le 21 avril, Noske envoie à Hoffmann 20 000 hommes de Berlin, 3 700 du Wurtemberg et 20 000 miliciens et corps francs. Et les divergences continuent entre les dirigeants des deux directions. Le 29, les troupes blanches ont envahi les faubourgs, le 30, la guerre des rues se termine par le massacre des gardes rouges et de la population. Il y aura 1 000 morts. Les jours suivants, 500 personnes passeront devant les tribunaux spéciaux qui condamneront à mort à tour de bras. Le 1er mai, Landauer est arrêté, assassiné le lendemain. Le 13 mai, Leviné, arrêté à son tour, est condamné à mort le 3 juin, exécuté le 5. Levien réussit à fuir en Autriche, Toller s'en tirera après cinq ans de forteresse, tandis que Mühsam, condamné à quinze ans de la même peine, n'en sortira que pour être arrêté par les nazis après l'incendie du Reichstag, puis férocement assassiné au camp d'Oranienburg.

Conséquences de la défaite de la révolution allemande

Ces défaites allemandes étaient aussi une défaite pour la révolution russe. La situation militaire était paradoxale. Sur presque tous les fronts (sauf celui du Sud) l'Armée rouge avançait, reprenait des villes. En même temps, une résolution du Comité panrusse des députés soviétiques ouvriers, paysans, cosaques et gardes rouges, signée par Sverdlov, Lénine et Avanessov, et datée du 30 novembre 1918, commençait par ses mots : « La République soviétique se trouve devant le danger croissant de l'invasion des hordes de l'impérialisme mondial. » Trotsky avait vu ses espoirs de 1917 renaître dans la révolution allemande. Dans son grand discours du 18 novembre devant le soviet de Voronej, il avait expliqué : « Si la classe ouvrière allemande fait un pas en avant – et elle le fera –, si elle prend le pouvoir, exproprie sa bourgeoisie et se met à organiser une économie communiste, elle sera mille fois plus forte que nous par son organisation et par sa technique, et notre alliance avec elle […] sera à elle seule force contre laquelle se briseront toutes les vagues de la contre-révolution européenne et mondiale. » Tous les impérialistes, ennemis d'hier, l'avaient aussi très bien compris.

Alors que Karl Liebknecht avait déjà été arrêté une première fois le 7 décembre, après le comité directeur des conseils ouvriers, ainsi que la rédaction de la *Rote Fahne*, c'était une grave imprudence qu'il avait eue, ainsi que Rosa, de ne pas se tenir loin des griffes de la réaction au cours du « dimanche rouge ». Privées de leurs deux têtes politiques, les forces révolutionnaires, sans coordination, allaient être écrasées les unes après les autres par les corps francs du général Maercker : Leipzig, Brunswick, Brême (qui tint plusieurs jours), la Ruhr, Munich enfin !

Dans le même discours de Voronej, Trotsky résumait la situation en ces courtes lignes : « Aujourd'hui le monde entier, dans le sens complet du terme, s'est séparé en deux : les bolcheviks et les autres. Une lutte finale commence, une lutte non pas à la vie, mais à la mort. »

La fondation de l'Internationale communiste

La riposte de Lénine à l'assassinat de Rosa et de Liebknecht fut de le convaincre de l'urgence de la création d'une Internationale communiste, dont il avait proclamé la nécessité dès son arrivée en Russie en avril 1917. L'appel en fut lancé le 24 janvier par la Centrale du Parti communiste russe ainsi que par les bureaux étrangers des partis communistes polonais, hongrois, allemand, autrichien, letton, et les comités centraux du Parti communiste finlandais, de la Fédération socialiste balkanique et du Parti socialiste ouvrier américain. Malgré les difficultés immenses de voyages vers la Russie, le Congrès de fondation put se réunir du 2 au 6 mars. Trente-cinq délégués y participèrent. Outre les signataires, il y avait ceux de quasi tous les partis de l'Europe (à l'exception de ceux d'Italie, de Roumanie et de Suisse), et cette Internationale fut la première où se trouvèrent représentées des organisations asiatiques. Mais à quel titre ? Angelica Balabanoff, appelée en tant que secrétaire du groupe de Zimmerwald, mais sans mandat, remarqua que, de même que les petites nations de l'ancien Empire russe et la Hongrie étaient représentées par des prisonniers de guerre, les États-Unis l'étaient par des émigrants slaves, le Japon l'était par un ingénieur hollando-américain, Rutgers, qui avait passé quelques mois au Japon. D'autres cas étaient à peine plus valables. Selon elle, seul l'Allemand Einstein était un vrai représentant élu par le groupe Spartakus. Pour Lénine, leur présence représentait des potentialités qui allaient d'ailleurs se réaliser rapidement pour un nombre important d'entre elles, telle celle de Chine. L'important était pour lui, d'une part le signal que donnait ce congrès, d'autre part la valeur d'armement politique des documents qui y furent élaborés, représentant la pointe des théorisations marxistes sur la révolution prolétarienne.

Dès le 31 août 1918, deux officiers français, le capitaine Jacques Sadoul et le lieutenant Pierre Pascal, et deux soldats, Robert Petit et Marcel Body de la Mission militaire française avaient rejoint le Groupe communiste anglo-français créé par le Parti bolchevik avec une Française, déjà vieille bolchevique, Jeanne Labourbe, auprès de la Fédération des groupes étrangers de Moscou. Dès juillet, alors que les troupes françaises débarquaient à Mourmansk, Sadoul avait changé de camp. Avec Pascal, ils publièrent un petit hebdo en français titré *La IIIe Internationale*. Le 7 novembre, ils défilèrent en uniforme français dans le défilé d'anniversaire de la Révolution. C'est ainsi ce groupe qui désigna la délégation française au Congrès, rejointe par Henri Guilbeaux, dont Sadoul se méfiait – et à juste titre –, ce qui entraîna une première fissure dans le groupe français de Russie.

Ces militants, gagnés par la victoire de la Révolution, et dont les origines politiques étaient très diverses, étaient pour les trois premiers des socialistes sans formation marxiste. Ils eurent, après leur engagement de 1918, des parcours très différents. Sadoul, condamné à mort en France en 1919, milita en Russie jusqu'en 1924, puis rentra en France en 1924 où il fut acquitté, mais devint un stalinien solide jusqu'à interdire la réédition de ses lettres écrites sur le vif (où le nom

de Trotsky figurait presque à chaque page, et le nom de Staline absent) ; Body, lui aussi officier, au cours de son militantisme se lia à Kollontaï et rompit en 1927 après avoir fait passer clandestinement en France le Testament de Lénine, mais ne se lia pas à l'Opposition ; Pascal, troisième membre de la mission militaire française en Russie, mais catholique, resta en URSS jusqu'en 1927 comme un témoin neutre du Thermidor soviétique ; quant à Guilbeaux, on devait découvrir tardivement qu'il était un agent du gouvernement français.

Chaos et périls de la nouvelle année

Le 13 janvier 1919, Trotsky avait donné à la *Pravda*, l'article « L'ordre naît du chaos », qui commençait ainsi : « Les soldats allemands sont pressés de rentrer chez eux et de quitter les pays où les a précipités la volonté criminelle des envahisseurs allemands. Sur le chemin du retour, ils sont attaqués par des régiments polonais nouvellement constitués, qui les désarment et parfois même les tuent. Les Anglo-Français et les Américains se sont rués sur l'Allemagne, et, montre en main, comptent son pouls fiévreux. Cela ne les empêche pas d'exiger du gouvernement allemand que les restes de ses armées déclarent la guerre à la Russie soviétique, l'empêchant ainsi de libérer les territoires occupés par l'impérialisme allemand. […] Misérables, grugés par les dilapidateurs qui les gouvernent, les Roumains – dont la capitale est tour à tour la proie des Allemands et des Anglo-Français – envahissent de leur propre chef la Bessarabie, la Transylvanie et la Bukovine. Les régiments américains sont à l'affût de notre Nord froid et affamé, sans d'ailleurs comprendre ce qu'ils sont venus faire ici. […] Les soldats français se sont rendus à Odessa. »

Tout au long du mois et en février, c'était une escadre de navires français, anglais, italiens et grecs qui avait débarqué troupes, tanks et avions, sous le commandement du général Franchet d'Esperey, à Sébastopol et à Odessa. En Pologne, Pilsudski, chef de légionnaires, fut proclamé chef du gouvernement polonais. Il refusa la proposition de liens diplomatiques avec le pouvoir soviétique et engagea immédiatement une offensive en Galicie orientale.

Mais, dans le même temps, l'Armée rouge reprenait l'offensive sur tous les fronts, réoccupait la Lituanie, la Lettonie et la Biélorussie. Le 22 janvier, Orenbourg était prise, et les troupes du front Est faisaient leur liaison avec le groupe de Tachkent. En Ukraine, l'Armée rouge était précédée par le soulèvement des ouvriers et des unités rouges qui s'emparaient de Kharkov, puis de Tchernigov.

Mais le front ukrainien n'allait pas cesser d'être le cancer purulent de cette guerre.

L'Ukraine de 1917 à 1919

Séculairement sans cesse partagée, l'Ukraine finalement intégrée à la Russie n'avait jamais cessé de connaître des sursauts nationalistes. Malgré son industrialisation créatrice d'un prolétariat important, elle restait essentiellement un pays agricole où la paysannerie ne se sentait pas russe. De plus, sa population était à 30 % juive. Il y avait là une base pour toutes les antinomies.

Pour comprendre ce qui se passa en Ukraine, il nous faut revenir en arrière, du début de 1917 à avril 1918, dont Makhno nous a laissé dans sa Révolution russe en Ukraine une description détaillée du point de vue de la paysannerie. Makhno était un paysan qui avoue lui-même dans son livre : « J'étais vivement préoccupé par l'insuffisance de mon éducation théorique et par mon ignorance des données positives qui m'eussent permis de résoudre les problèmes sociaux et politiques du point de vue anarchiste. Certes je savais que tel était le cas, neuf fois sur dix, dans nos milieux anarchistes, et que ce triste état de choses est dû au manque, chez nous, de toute organisation et aussi d'écoles anarchistes. Je n'en sentais pas moins profondément cette lacune et ne cessais d'en souffrir. » En fait, cet anarchisme doubla sa limitation paysanne d'incompréhension de la révolution et de l'action révolutionnaire du Parti bolchevik et du pouvoir soviétique, car les intellectuels de ce courant, tels Piotr Archinov et Voline, les deux auteurs acteurs anarchistes de ce premier temps de la révolution, restaient bloqués dans leur utopie de réalisation du socialisme sans transition, et de lutte révolutionnaire sans organisation centralisée de l'action. La conséquence en était pour eux de considérer la direction bolchevique comme une « élite » étrangère au prolétariat, le pouvoir soviétique comme un État comme n'importe quel autre État, et donc comme une structure ennemie.

L'anarchisme de Makhno fut essentiellement du communisme national paysan. Il comprit, « après avoir cherché fébrilement l'idée directrice dans les écrits anarchistes de Bakounine, de Kropotkine et de Malatesta […] que notre groupe de paysans anarchistes-communistes de Goulaï-Polé ne pouvait ni imiter le mouvement anarchiste des villes ni obéir à ses lois », et la nécessité de l'organisation, par la « coordination de l'activité des différents groupes dans la lutte révolutionnaire en cours ». Son Union des Paysans de Goulaï-Polé ne compta d'abord que des paysans. Puis ils y admirent les instituteurs. Leurs ennemis premiers étaient évidemment les grands propriétaires terriens et les koulaks, et leur objectif : la terre aux paysans travailleurs ! Comme le gouvernement de Kerenski condamna le commencement de réalisation de cet objectif par leur soviet, cela les conduisit à étendre leur lutte contre les agents gouvernementaux. De leur isolement local, ils passèrent à la recherche de l'aide auprès des ouvriers d'Alexandrovsk. Mais ceux-ci étaient alors sous le contrôle des mencheviks et des S.-R. de droite. En revanche, ils gagnèrent les soldats qui étaient là, et il s'en fallut de peu que cela ne se réglât dans le sang. Ils formèrent un Soviet et s'organisèrent en communes. Leur espace était la seule Ukraine, et cela fut positif dans leur opposition au gouvernement de Kerenski, du fait de sa volonté de continuer la guerre. Ils désarmèrent les bourgeois et les officiers qui revenaient du front et furent consternés de voir Kropotkine, rentré en Russie, participer en août 1917 à la Conférence démocratique panrusse, avec ces mêmes mencheviks et S.-R. qui, en Ukraine, participaient à la formation de la Rada. Makhno ignora qu'à Kiev le prolétariat était déjà gagné au bolchevisme. On en était là en Octobre.

L'incompréhension de la révolution d'Octobre tint à un pur *a priori* idéologique. Les mots d'ordre justes des bolcheviks, c'était une ruse de Lénine qui lui faisait gagner les masses grâce à la « disposition de papier » (sic), tandis que les anarchistes, « désorganisés, ne trouvaient même pas le moyen de faire voir aux masses le mensonge et la pauvreté de ces deux partis politiques [bolcheviks et S.-R. de gauche] qui, pour s'emparer de la Révolution, se servaient de formules essentiellement antigouvernementales, contraires à leurs idées gouvernementales ». La vieille ânerie anarchiste allait mener ces forces révolutionnaires à se tenir sans cesse entre révolution et contre-révolution, et à leur perte finale.

En Ukraine, cela commença par l'opposition aux élections de l'Assemblée constituante. Makhno ne put que constater : « Malgré qu'il y eût en Ukraine de nombreuses listes de candidats, seules trois d'entre elles attirèrent les travailleurs : la liste n° 3, celle des socialistes-révolutionnaires, la liste n° 5 l'"ukrainienne", ramassis inextricable de socialistes chauvinistes et de nationalistes, et la liste n° 9, la bolchevique. Les listes des S.-R. et des bolcheviks eurent un énorme succès là où les travailleurs avaient pris une part active à la campagne électorale. La liste n° 5, l'"ukrainienne" eut, sur la rive gauche du Dniepr, moins de succès que les deux précédentes. Le succès des partis socialistes de gauche dans les élections s'explique par le fait que les travailleurs ukrainiens, non déformés par la politique des chauvinistes, conservèrent leur esprit révolutionnaire bien à eux, et votèrent pour les partis révolutionnaires et cet autre fait que le "mouvement de la libération ukrainienne" restait entièrement enfermé dans les cadres chauvinistes. »

Il poursuit plus loin : « J'affirme que pendant les deux premiers mois après le Coup d'État d'octobre, c'est-à-dire novembre et décembre, les travailleurs ukrainiens ne firent que se réjouir de ce Coup d'État et ne modifièrent en rien leur propre activité locale, quoique reconnaissant qu'à la base de ce Coup d'État étaient les idées de véritable Révolution, venant des profondeurs mêmes des villages asservis et des villes opprimées, enfin réveillés. » Mais il ajoute que « la région de Goulaï-Polé avait toujours cherché à imprimer à la Révolution un caractère aussi profond et aussi déterminé que possible, et complètement indépendant de toute idée de gouvernement ». L'unité qui se fit des bolcheviks et des S.-R. obligea les anarchistes à les reconnaître « comme des révolutionnaires, pour leur grande activité dans la Révolution [et] nous les saluons en tant que lutteurs hardis ». Plus loin, il observe que les deux groupes « non seulement s'allièrent mais encore, chacun dans leur cadre, ils observèrent une unité d'action parfaite. Ceci les mit davantage en évidence dans les rangs des travailleurs et leur valut d'être réunis sous un seul nom "les bolcheviks", nom sous lequel furent souvent réunis avec eux les anarchistes ». Mais entre ces phrases revient sans cesse la litanie de la méfiance, pour finir par : « Mais nous n'avons aucune donnée nous permettant de dire qu'ils ne finiront pas par se battre entre eux pour prendre le pouvoir sur nous et nous assujettir entièrement à leur volonté ; cette tendance existe chez eux, et ils préparent ainsi une

nouvelle lutte sanglante en nous reléguant, nous, travailleurs, avec notre droit à une action révolutionnaire autonome, dans un coin, à genoux devant leurs intérêts de partis, égoïstes et criminels. »

Trou dans l'information ou la mémoire de Makhno, c'est ce qui se passa à Kiev à la mi-janvier : le travail s'arrêta complètement, et sans attendre l'arrivée annoncée de l'Armée rouge, les travailleurs de l'Arsenal s'insurgèrent. La bataille avec les forces de la Rada dura cinq jours, au terme desquels les 1 500 ouvriers étaient morts, les survivants de la bataille fusillés. « Les ouvriers de l'Arsenal s'étaient soulevés une semaine trop tôt ; six jours plus tard, ils auraient pris la ville sans effusion de sang », a écrit Alexandre Barmine, témoin alors adolescent des événements. L'armée de Mouraviev entra en effet alors dans Kiev désertée des troupes de Petlioura. En représailles du massacre des ouvriers, 400 officiers prisonniers furent fusillés à leur tour. Telle était cette guerre.

Mais l'Armée rouge ne tint la ville que cinq semaines. Elle dut se replier devant une armée austro-allemande de 200 000 hommes. À la fin avril, celle-ci tenait toute l'Ukraine et entrait en Crimée et au pays des Cosaques du Don. La Rada, « république nationale », trop « socialiste » pour les généraux du Kaiser, était dispersée, et l'hetman Skoropadski, monarchiste, homme des agrariens, installé en maître. Cela accrut le chaos.

Makhno ne put comprendre, ni le Traité de Brest-Litovsk (une trahison bolchevique pour lui), ni pourquoi le pouvoir soviétique avait dû reconnaître la Rada, dans l'espoir que, par nationalisme, elle s'opposerait à l'entrée des troupes allemandes en Ukraine. Mais la Rada, au contraire, avait traité avec les Allemands et désigné le bolchevisme comme son ennemi principal. Jusqu'en avril, les gardes rouges, sous le commandement d'Egorov, tinrent, ne reculant que pas à pas, contre les forces réactionnaires unies. Makhno finit par s'unir à elles, recevant des armes d'eux. Le dernier chapitre du livre de Makhno, relatant les événements d'avril 1918, est significativement titré : « Centralisation des détachements – Formation d'un front unique avec le bloc bolcheviks-S.-R. de gauche », ce qui dénonçait par avance les mensonges qu'allait écrire Archinov sur ces événements.

La défaite de la révolution était totale dans toute l'Ukraine. Les représailles de la caste militaire et des agrariens contre les paysans des centaines de villages soulevés, dont bien entendu Goulaï-Polé, furent effroyables : schlagués, fusillés en masse, tout leur avoir brûlé. Et cela dura jusqu'en août 1918.

En juin, Makhno était à Moscou. En ce mois de tension politique et militaire, Makhno n'y a rencontré que « quelques révolutionnaires […] qui vivaient et continuaient à vivre en n'agissant pour ainsi dire pas ou presque pas. Ils vivaient en se faisant passer pour des combattants dignes qui avaient lutté avec succès contre des ennemis infiniment plus puissants qu'eux. C'étaient surtout les membres des partis gouvernementaux, les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avaient choisi ce mode d'existence. Il y avait là une hypocrisie répugnante mais fort répandue. On était

obligé de la constater même chez ses amis les plus proches ». On voit en de telles lignes le militant paysan activiste qui ne comprend rien à la vie politique en ville. Mais lesdits amis ne sont guère mieux traités : « Ils étaient nombreux, les anarchistes, surtout ceux capables de formuler quelques notions théoriques, qui se creusaient les méninges à découvrir dans l'anarchisme quelque chose de surnaturel qui, selon eux, ne pouvaient s'incarner dans le présent. À les croire, il ne s'instaurerait que dans l'avenir, sans qu'il fût d'ailleurs possible de leur faire dire sous quelle forme. Ces errements de l'anarchisme révolutionnaire, incompréhensibles pour les ouvriers, ont déformé le sens même et le contenu de l'action anarchiste dans les révolutions du "temps présent". » De qui parlait-il ? Voline écrit dans son livre que Makhno eut « un entretien avec le vieux théoricien de l'anarchisme, Pierre Kropotkine, et un autre avec Lénine. Il en fait un récit détaillé – surtout pour sa conversation avec Lénine – dans le volume de ses *Mémoires*. Il dit avoir beaucoup apprécié certains conseils de Kropotkine. Quant à son entretien avec Lénine, il porta sur trois points : la mentalité des paysans en Ukraine ; les perspectives immédiates pour ce pays et la nécessité pour les bolcheviks de créer une armée régulière (Armée rouge) ; le désaccord entre le bolchevisme et l'anarchisme. Sa conversation, tout en présentant un certain intérêt, fut trop brève et superficielle pour apporter quelque chose de vraiment important. […] Notons encore que les bolcheviks de Moscou aidèrent Makhno, dans une certaine mesure, à prendre des précautions pour pouvoir franchir la frontière de l'Ukraine et se déplacer avec le moins de risques possible ». Piotr Archinov ne parle pas de la rencontre avec Lénine, ni de l'aide des bolcheviks apportée à Makhno, mais de la proposition qui lui fut faite de se partager le territoire ukrainien pour le travail clandestin commun, et qu'il aurait refusée « puisqu'il aspirait à un travail diamétralement opposé à celui des bolcheviques ».

Makhno allait connaître alors ses heures de gloire. Il organisa ses paysans en une armée de cavaliers et de fantassins en voitures légères et pratiqua une guerre de guérilla, soutenue par toute la population, d'une totale mobilité qui lui permettait de surprendre sans cesse l'ennemi et de lui infliger des pertes, tuant les officiers et relâchant les soldats désarmés. Il tint ainsi jusqu'à la capitulation allemande, obligeant leurs troupes démoralisées, dont des régiments entiers gagnés à la révolution, à quitter l'Ukraine, ce qui entraîna la chute de l'hetman.

Les forces de Petlioura s'empressèrent d'occuper la place libre et de s'installer comme Directoire à Kiev, reprenant la lutte contre les paysans soulevés. La relève contre-révolutionnaire de l'Allemagne vint de France. Le Directoire pétliourien se mit sous sa protection, et le général Anselme signa un traité draconien avec ce pouvoir à demi fantôme, faisant de l'Ukraine un protectorat français. Cela allait s'effondrer avant d'avoir eu un commencement de réalisation. Makhno continua la même lutte contre le nouvel adversaire. Dans le bassin du Donetz, Piatakov avait formé un gouvernement soviétique avec les mineurs. Les partisans rouges reprenaient l'offensive en

avant-garde de l'Armée rouge et, unis, ils reprenaient Kharkov dont les ouvriers s'étaient soulevés, le 3 janvier 1919. Un mois plus tard, sous la direction d'Antonov-Ovseenko, toutes ces forces unies chassaient Petlioura de Kiev. Mais les Rouges ne tenaient que les villes ; l'armée pétliourienne, chaos de paysans et de débris de troupes refoulées de Galicie et commandées par des atamans, entretenait la terreur dans les campagnes et commençait un massacre organisé des Juifs. D'abord presque seules, les forces paysannes unifiées de Makhno leur tinrent tête avec succès. Mais une nouvelle menace apparut au sud avec le général tsariste Denikine qui allait constituer le plus grand péril.

L'intervention anglo-française

Dès novembre 1918, une escadre anglo-française avait débarqué à Sébastopol, avait évacué les forces allemandes, restées là sur l'ordre de Clemenceau en attente de cette relève, et trouvant des soldats gagnés à la révolution. La Crimée fut occupée par ces nouveaux ennemis. Le plan français visait à se saisir de l'Ukraine comme base de reconquête de la Russie. Odessa était tombée aux mains de Petlioura dès janvier. Mais il se trouva que, dans ses troupes hétérogènes, des partisans fraternisèrent avec les ouvriers dans la grande majorité gagnés au bolchevisme, pour la lutte contre la réaction blanche. Dès le début décembre, l'invasion se prépara avec des démonstrations, à Odessa, de troupes débarquées de deux cuirassés français et d'un britannique. Le 18, une flotte française de quatre cuirassés pointait ses canons sur la ville et débarquait deux régiments. La fusillade commença bientôt avec les forces de Petlioura, lequel signa bientôt un armistice, préparant un traité signé à la fin de janvier. Cette « victoire » vit s'unir en orgies et débauches la bourgeoisie locale, les volontaires tsaristes, les pétliouriens, les officiers de marine français et les chefs des légionnaires polonais sur fond de famine d'une classe ouvrière en chômage, des rafles d'approvisionnements par les occupants et d'une hausse vertigineuse des prix. La classe ouvrière réagit en multipliant les grèves et en menant une guérilla urbaine qu'elle paya cher, tandis que les légionnaires polonais commençaient des pogromes. Le temps d'intervention fut celui de la terreur blanche française.

Le 19 janvier débarquaient les premiers contingents grecs dont un détachement, sur des bateaux français légers, remonta le Bug et occupa Nikolaïev. Le 1er février, Kherson, à l'embouchure du Dniepr, était occupé. Et la répression ouvrière était terrible, menée par des agents d'une police secrète française composée de crapules qui devint célèbre pour ses atrocités, dignes de la future rue Lauriston.

Les troupes débarquées avaient subi un bourrage de crâne intensif, basé sur la reprise de la rengaine des chefs bolcheviks agents de l'Allemagne, et du traité de Brest-Litovsk qui avait permis une relève des troupes allemandes en France. Malgré cela, le mécontentement avait été grand pour des forces qui attendaient d'être démobilisées après la signature de la paix. Et, comme la réalité fut tout autre qu'une promenade militaire pour défendre les femmes et les enfants des

bandits bolcheviks, et que la révolution « bolchevique » allemande ne pouvait que poser des problèmes à des travailleurs en uniforme, les tracts soviétiques allaient tomber comme étincelles sur des barils de poudre. Le groupe communiste français allait jouer là un rôle décisif. Jeanne Labourbe en fut la tête, mais elle fut vite prise et fusillée dans la nuit du 1er au 2 mars 1919, avec cinq autres femmes. André Marty, à qui l'on doit de nous avoir transmis, dans sa *Révolte de la Mer Noire*, le texte de plusieurs de ces tracts rapportés en France par des soldats et marins, nous dit combien ils gagnaient l'un après l'autre régiments et équipages.

Ce sont les fantassins du 58e d'infanterie, du dépôt d'Avignon, qui les premiers refusèrent de combattre les gardes rouges. En décembre 1918, des partisans protégeaient l'usine des eaux du village de Bielaïevka, à 40 km d'Odessa. Ils s'étaient retirés devant la troupe, laissant prendre l'usine sans combat, mais en manifestant. Puis, une saisie de fourrage avait conduit des paysans exaspérés à tuer les officiers qui l'opéraient, entraînant l'investissement du village, où des soldats avaient été pris. Un retour en force avait trouvé le village vide d'hommes armés. Il avait été brûlé et ses occupants, vieillards, femmes et enfants fusillés, alors que les prisonniers français étaient renvoyés, faisant l'éloge de leurs ennemis. Le 1er février 1919, un détachement du 58e est envoyé en reconnaissance à Tiraspol tenue par des gardes rouges. Faits prisonniers, ils passent cinq heures devant un tribunal révolutionnaire, véritable école communiste, qui les renvoie avec leurs armes. Trois jours plus tard, malgré les récriminations des soldats, ils sont entraînés sur la foi qu'il n'y a pas devant eux de forces sérieuses. Mais ils sont accueillis par des tirs de mitrailleuses et vont se replier contre les ordres de leurs officiers, qui font tirer l'artillerie sur une cible invisible : celle des civils qui fuient la ville. Deux jours encore, nouvel ordre d'avancer. Cette fois c'est un refus général. Les soldats sont mis en demeure individuellement d'être volontaires contre les bolcheviks. Aucun ne cède. Promis au conseil de guerre, ils allèrent durement payer pendant des années leur indiscipline sous le soleil du Maroc. Quant à Tiraspol, des unités polonaises arrivées en train suivies de tanks prirent les gardes rouges par surprise, les massacrèrent, puis fusillèrent 59 ouvriers pour l'exemple.

Ce ne fut qu'en avril qu'eurent lieu les mutineries de la flotte, presque en même temps à Sébastopol et à Odessa. Pour sa part, Marty, ingénieur-mécanicien, de formation anarcho-syndicaliste, mais déjà gagné à la révolution russe par des liens avec les socialistes de gauche de Kienthal, était préparé à recevoir la propagande bolchevique et à agir en conséquence. C'est d'ailleurs pourquoi il commença trop tôt, à Odessa, dans un milieu qui n'était pas encore passé de la démystification et la colère à l'action. Sa tentative de s'emparer, avec un petit groupe de marins du torpilleur *le Protet* sur lequel il servait, était ce qu'il a qualifié lui-même de putsch, et qui échoua par la trahison de trois membres de son « complot ».

C'est à Sébastopol que la grande révolte va commencer. Au début d'avril, une formidable escadre de plus de dix vaisseaux français, dont cinq cuirassés, de trois grecs et d'un anglais, tenait la ville sous le feu

de ses canons. Les troupes à terre tenaient les forts. Mais, dès mars, la reconquête de la Crimée par l'Armée rouge ukrainienne avait commencé. Le 10 avril, le Comité régional du Parti bolchevik avait rassemblé une armée de 4 000 hommes et exigeait la transmission du pouvoir de la ville au Comité révolutionnaire et l'entrée d'une partie de ses forces « pour maintenir l'ordre ». Le lieutenant-colonel Trousson dut l'accepter, en attente de renforts, mais refusa la reddition. Le 13 arrivèrent des tirailleurs algériens et sénégalais qui furent conduits au combat pour tenter de barrer la route aux troupes rouges qui avançaient vers Sébastopol. Le 16, les cuirassés ouvrirent le feu sur la ville, non sans violentes protestations des marins qui rappelaient qu'on n'était pas en guerre avec la Russie. Le Comité révolutionnaire menaça d'une insurrection qui balaierait les troupes au sol ; et le tir cessa le matin du 17 sur un armistice.

La révolte partit du cuirassé *Franc*e. Partis de France depuis 1916, les marins avaient connu la guerre comme un esclavage. Ils étaient à Corfou lors de l'armistice et c'est avec colère qu'au lieu du retour ils avaient pris la mer pour la Crimée. Arrivés le 9 à Sébastopol, c'est pour huit jours de chargement de charbon. Le bombardement du 16 s'est effectué dans la grogne. Le 17, c'est le refus d'obéissance : quatre matelots sont arrêtés et mis en cellule. Le 19, veille de Pâques, ils apprennent que le lendemain ils devront charger 700 tonneaux de charbon au lieu de deux jours de repos. C'est l'étincelle qui met le feu. Refus de salut des couleurs, regroupement, chants, bientôt l'Internationale. Les marins du *Jean-Bart* reprennent. Les officiers s'arment, tentent la dissociation, la séduction, les vieux arguments anti-bolcheviks et, finalement, des tonneaux de vin. Rien ne marche. Les officiers et jusqu'à l'amiral sont insultés. Puis c'est le tour du cuirassé *Justice*. Où le commandant réussir à enfermer les matelots sous le pont.

Mais ces révoltés ne sont pas des révolutionnaires. Le lendemain, ils font la grasse matinée, vont présenter leurs revendications aux officiers. L'Amiral tente une conciliation : d'abord mater les bolcheviks. On lui répond : « retour en France ! » Le drapeau rouge est hissé (ou le drapeau français dont on a roulé le bleu et le blanc). L'amiral ordonne à ses officiers de faire sauter le France. Il sera devancé par les matelots qui veilleront sur les soutes.

L'après-midi, les marins permissionnaires de tous les bâtiments et ceux des compagnies de débarquement fraternisent à terre avec les ouvriers et les marins russes. Une manifestation s'organise. Devant l'hôtel de ville, le président du Comité révolutionnaire leur fait un discours en français demandant l'évacuation de la ville et la remise du pouvoir au Soviet. Il est acclamé. Ils reprennent leur marche et, tout à coup, sont accueillis par des rafales de mitrailleuses d'une formation de soldats grecs et d'une section d'un corps de débarquement du *Jean-Bart* qui était resté étranger au soulèvement des navires, mais dont la plupart tirèrent en l'air. Les marins n'eurent que deux morts et des blessés, mais les Russes civils et marins en eurent davantage sans qu'on en ait su le nombre, qui fut peut-être limité par le fait que le feu partit du bas d'une rue en pente.

Loin de briser le mouvement, ce guet-apens le durcit. Des marins voulaient tirer sur le navire grec. L'officier qui avait commandé le feu se suicida. Les fantassins demandèrent aux marins de les emmener, les soldats coloniaux se joignirent enfin à eux. Le 21, le commandement capitula, accepta de remettre la ville au Comité révolutionnaire, mais commença à faire sauter les forts et à détruire les munitions. Les atermoiements et les tentatives de division des équipages se poursuivirent. Cela réussit pour le France qui quitta Sébastopol le 23 avril. Mais la mutinerie ne cessa pas sur les autres vaisseaux et s'étendit aux équipages de bateaux qui arrivaient.

Le 28, l'Armée rouge entrait dans la ville, en même temps que le vice-amiral Amet, sur le *Jean-Bart*, apprenait qu'à Odessa commençait une mutinerie sur le *Waldeck-Rousseau*. Le 2 mai, tout le reste de la flotte et des troupes quitta Sébastopol. Les équipages russes des navires de commerce restèrent à terre avec quelques matelots et soldats français, gagnés au bolchevisme.

Le *Waldeck-Rousseau* n'était arrivé à Odessa que le 6 avril, et avec la précaution d'avoir pris à Toulon un équipage de jeunes marins de la classe 18, remplaçant les anciens, tels ceux de la flotte de Sébastopol. Ils arrivent en plein feu des torpilleurs couvrant l'évacuation des fantassins. Et ils comprennent qu'on les amène pour faire la guerre. Ils refusent de tirer. Le lendemain, on leur fait remorquer un chaland de soldats qu'ils vont débarquer à l'ouest d'Odessa, à l'embouchure du Dniestr. Mais on les ramène à Odessa le 19, et, le 23 on amène Marty du *Protet* pour être installé en cellule au secret. Mais ses gardes prennent contact avec lui et une nouvelle conspiration commence. Le 25, le torpilleur *Fauconneau* arrive avec la nouvelle transmise par le quartier-maître Marquessac de la révolte de l'escadre de Sébastopol et, en même temps, le *Journal officiel* avec la dénonciation des socialistes contre l'intervention en Russie, Cachin s'écriant d'ailleurs : « Quoi qu'il en soit de vos sentiments sur la révolution russe, hâtez-vous de retirer vos troupes, celles que vous y laisserez seront atteintes bientôt, si elles ne le sont déjà, de la contagion bolcheviste et révolutionnaire, et lorsqu'elles reviendront ici, elles feront ce qu'ont fait les troupes allemandes, elles-mêmes contaminées durant les dernières années. » Le 26, le bruit court dans le corps des officiers qu'il existe un soviet à bord. Le 27, Marty est ramené sur le *Protet* qui le rapatrie en France. Mesure dérisoire ! Marty n'a été qu'un apport à la colère. Malgré une manœuvre du commandement pour isoler le *Waldeck-Rousseau* et faire accepter à son équipage le seul retour de leur vaisseau en France, celui-ci n'ira que jusqu'à Tendra, mais là, la rencontre du croiseur *Bruix* et de cargos venus de Sébastopol avec les nouvelles du 19 et du 20 relance la révolte. Le ton monte, avec des menaces, jusqu'à l'annonce, le 29, de l'arrivée de navires anglais et japonais pour réduire la révolte. Les marins répondent qu'ils sont prêts à les affronter. Le commandement doit céder. En mai, il n'y avait plus un bateau français sur les côtes russes.

Dans le même temps, les troupes déployées en Ukraine et en Bessarabie avaient reflué vers Odessa. Elles aussi étaient démoralisées parce qu'elles avaient vu les atrocités des « alliés », et inversement

elles étaient troublées par la propagande bolchevique, dont au moins un tract, diffusé à Odessa était signé, en même temps que par le président du Soviet, par « le capitaine Jacques Sadoul, membre de la commission militaire française en Russie, délégué de l'Internationale communiste ». À Bender, en face de Tiraspol, la fraternisation des soldats français et coloniaux avec la population ukrainienne fut telle qu'ils laissèrent les troupes rouges passer le Dniestr et prendre la ville, restant sans bouger tandis que leur général s'enfuyait. Il revint avec des autocanons et des tirailleurs algériens, obligea les Rouges à repasser le fleuve, puis arrêta 1 500 de ses soldats qu'il fit fusiller.

De telles troupes ne furent pas rapatriées, mais laissées en Orient ou ramenées au Maroc où leurs unités furent dissoutes. Les « meneurs » furent condamnés à cinq à dix ans de travaux forcés ; trois autres à la peine de mort, commuée en vingt ans de prison. Pour les marins, les navires séparés, on réussit, au long du parcours jusqu'en France, à trier les meneurs et, par des simili-jugements, à les frapper des mêmes lourdes peines qu'ils allaient purger dans des camps de discipline en Afrique du Nord et dans les pires prisons. Mais, dans une France au climat révolutionnaire sous la Chambre « bleu horizon », on ne put empêcher les permissionnaires et les démobilisés de parler et de se battre, formant un Comité de défense qui secoua l'opinion ouvrière (à la différence d'une presse socialiste et syndicale d'autant moins active que leurs directions étaient toujours celles de l'union sacrée) et arracha leur amnistie en 1922, le jeune Parti communiste aidant. Le seul Marty restait emprisonné. Il fallut un appel des intellectuels de la gauche pour qu'il soit libéré un an plus tard.

L'échec de l'intervention terrestre anglo-française, loin de décourager les impérialistes, allait leur faire emprunter une voie plus efficace : l'armement et le financement de grands officiers tsaristes.

Denikine, Koltchak, Ioudénitch

L'optimisme du grand bilan de Trotsky en sa *Situation militaire de la République au printemps 1919* reposait sur la poursuite de la progression de l'Armée rouge sur 8 700 km de front (ce qui n'avait jamais existé auparavant dans aucune guerre), et élargissant la République soviétique, d'un enfermement dans les limites du vieux grand-duché de Moscovie au début de la guerre, à un territoire d'une surface égale à l'Italie, la Belgique et la Grèce, avec une population égale à celle de la France. Cela venait de s'achever avec l'abandon de la lutte par Krasnov en février, et par sa défaite : la reconquête de l'Ukraine par l'Armée rouge ukrainienne, avec l'espoir d'un pont par la Bessarabie vers la République soviétique de Hongrie proclamée le 21 mars ; l'effondrement des Anglo-Français au Sud, et la reprise de toute la Crimée ; enfin la grave défaite infligée à Koltchak, le 26 du même mois, sur le front de l'Est.

Le soulèvement des ouvriers de Munich et la proclamation de la République soviétique de Bavière le 7 avril achevaient de raviver en Trotsky l'espoir de l'extension de la révolution à toute l'Europe. Les discours de Lénine lors du premier congrès de l'Internationale communiste exprimaient le même optimisme en constatant dans toute

l'Europe des manifestations de sympathie, d'admiration pour la révolution russe, voire d'adhésion à ses principes et à la solution soviétique du problème du pouvoir.

C'était à nouveau se réjouir trop vite. Ce bilan de Trotsky lui-même sous-estimait bien des faiblesses. D'abord et toujours en Ukraine ! La victoire contre les pétliouriens et contre la première offensive de Denikine avait été obtenue par une alliance avec Makhno. Mais celui-ci la considérait comme conjoncturelle, et l'Armée rouge comme un ennemi potentiel prochain. Il s'était d'abord lié avec les forces d'un certain Grigoriev, ex-officier tsariste, auparavant allié de Petlioura, avec qui il venait de rompre pour offrir son ralliement aux Soviétiques. C'est lui qui avait libéré le gouvernement de Kherson et repris Odessa. Mais ce fut aussitôt après pour se retourner contre ses alliés révolutionnaires, qui durent consacrer leurs forces à détruire les siennes. Pendant ce temps, les missions militaires française et anglaise traitaient avec Denikine, et en faisaient le chef suprême des armées russes. Ils lui donnèrent les moyens financiers, qui devaient être remboursés plus tard sur les revenus du territoire. Il devint ainsi l'adversaire le plus difficile à vaincre.

Dès mai, la situation s'était inversée. Des informations avaient été données à Trotsky quant au peu de fiabilité des troupes que Mannerheim avait mobilisées pour entrer en Russie. Cependant il réussit à réunir assez de gardes blancs pour le tenter. Certes, cette opération échoua, mais la menace resta de cette frontière à cinquante kilomètres de Pétrograd, alors que, onze jours plus tard, le général Rodzianko rompait le front ouest à Narva, puis s'avançait jusqu'à Gatchina, soit à peu de distance de Pétrograd. Il fut bloqué là jusqu'en octobre, les contre-attaques ne faisant que peu bouger le front.

Pendant ce temps, le front Sud s'effondrait. Ce n'est pas seulement l'importance des forces de Denikine qui rendit son avance comme irrésistible, et lui permit, dès le 23 mai, de passer le Donetz, puis le 25 juin d'entrer dans Kharkov, enfin d'occuper le 30 à la fois Ékaterinoslav, Tsaritsyne, Konstantinegrad et Liski, mais le chaos ukrainien du côté révolutionnaire. Ce fut d'abord le comportement de Makhno qui jeta la confusion devant l'offensive de Denikine. Le leader paysan ne voyait pas au-delà de la défense de sa « Région libre » par son « mouvement insurrectionnel ». Les tentatives d'intégration de ses forces aux troupes rouges échouèrent. Ce n'aurait été pour lui que soumission à leur dictature. L'aide en armement, munitions et ravitaillement qu'il en recevait lui semblait toujours d'une insuffisance qu'il attribua à une volonté de le désarmer, et bien entendu, toute idée de repli de ses seules forces devant celles de Denikine était pour lui pur et simple abandon déterminé par la politique « étatiste ». Ce qu'il raconta à Archinov, et que reprit intégralement Voline, au milieu de purs délires laisse comprendre ce qui se passa vraiment. Il avoue la ruse qui lui fit annoncer au commandement supérieur soviétique qu'il abandonnait son poste, et il alla en même temps avertir « les régiments des insurgés, transformés en régiments rouges et demeurés sous les ordres de leurs chefs habituels [qui] continuèrent à tenir tête aux troupes de Denikine, les

empêchant de gagner Alexandrovsk et Ékaterinoslav [de] “prendre l’engagement solennel d’attendre le moment propice pour se réunir à nouveau sous les ordres de Makhno, à condition que cet acte ne mette pas en danger le front extérieur” ». Mais ces villes tombèrent bientôt, ainsi que Kharkov, et les forces rouges se retirèrent vers le nord pour protéger Kiev. Sans tenir compte de ce qu’était alors le rapport des forces, Makhno ne vit là qu’un refus de « reprendre l’offensive [et même d’] organiser la défense », un simple abandon de l’Ukraine livrée à la réaction. Alors, « il jugea le moment opportun pour reprendre entre ses mains l’initiative de la lutte et agir, à nouveau comme guide d’une force révolutionnaire indépendante. Mais, cette fois, il se vit obligé d’agir, et contre Denikine et contre les bolcheviks. Les détachements insurgés, restés provisoirement sous le commandement bolcheviste, reçurent le mot d’ordre patiemment attendu : destituer leurs supérieurs bolchevistes, abandonner l’Armée rouge et venir se regrouper sous les ordres de Makhno ». Véritable trahison contre les troupes rouges qu’ils désarmèrent ! Puis, menant d’abord une guerre de guérilla, par les coups de surprise que lui permettaient ses forces montées et sa bonne connaissance du pays, il amena, certes, beaucoup de paysans accablés par le terrorisme de l’ennemi à le rejoindre, mais avec toutes leurs familles, ce qui limita sa mobilité, alors que les forces de Denikine en avaient pris le modèle. À son tour il dut abandonner son précieux territoire et entreprendre pendant quatre mois un nouveau type de guerre de continuelles retraites, « avec son royaume roulant », abandonnant successivement tous les villages où il avait séjourné au carnage de l’ennemi, et perdant des milliers de fuyards qui, « quittant l’armée, partaient à l’aventure et se dispersaient à travers toute l’Ukraine. La plupart d’entre eux perdirent à tout jamais leurs habitations et leurs biens. Certains parvinrent à se former un nouveau foyer. Mais beaucoup y laissèrent leur vie, fauchés par l’épuisement, par les maladies, ou tombés dans les mains des Blancs ».

En Crimée, Piotr Archinov a révélé que c’est un certain nombre de paysans, anciens makhnovistes, membres des faibles forces rouges qui y étaient isolées, qui organisèrent la révolte de tout le corps contre les officiers de l’Armée rouge, lesquels furent faits prisonniers et emmenés en une marche qui rejoignit Makhno, avec un armement dont celui-ci se réjouit.

Ce type de guerre ne peut se comprendre que du fait qu’aucune armée n’était assez importante pour tenir les régions conquises, lesquelles étaient laissées en arrière, plus ou moins ravagées par le passage des fronts mobiles. C’était ce qui permit à Makhno ses perpétuels mouvements tournants à l’intérieur même des espaces dépassés par les forces de Denikine, et qui le mena d’abord vers l’Est, puis vers l’Ouest et le Nord jusqu’à Kiev, où il lui fallut briser son encerclement entre Denikine et Petlioura, pour repartir vers le Sud. Et cela sur 600 kilomètres en quatre mois, jusqu’à la grande offensive de l’Armée rouge en octobre. Il est certain qu’un tel type de guerre coûta des pertes importantes à Denikine, mais sans arrêter sa progression, car les forces de celui-ci se renouvelaient à cette époque, tandis que celles de

Makhno fondaient. Les succès de ses opérations « coups de poing » furent célébrés par lui, et plus encore par Archinov et Voline, pour faire de lui le vainqueur de Denikine, ce que dément le fait qu'à la fin de l'année son corps de troupes était isolé au sud de Kharkov alors que le front de Denikine s'étendait de Kiev à Kharkov, et de là sur tout le Sud, et allait approcher d'Astrakan sur la Caspienne. Certes, Makhno avait d'abord désorganisé le front par ses méthodes de guérilla, mais les forces qu'il en avait distraites avaient manqué aussi bien pour la défense de Kiev qu'au Sud.

En effet, les forces rouges ukrainiennes, étaient coupées de l'Armée rouge. Leur « État ukrainien » établi à Kiev, siège du gouvernement soviétique présidé par Rakovski, et dans quelques villes, n'était constitué – nous raconte le témoin Alexandre Barmine – que d'une petite armée de mineurs du Donetz et d'ouvriers de Kharkov, sous la direction d'Antonov-Ovseenko, qui protégeaient leurs soviets avec très peu d'armes et de munitions, « tandis que les bandes paysannes commandées par des atamans tenaient la campagne avoisinante, que les Pétliouriens soulevaient la banlieue de Podolsk, que les Polonais étaient à Korostène, à 140 kilomètres à l'ouest de Kiev. Les atamans Strouk, Zélényi, Sokolovski, Mazourenko égorgeaient les juifs dans les petites villes. Makhno et Grigoriev conduisaient les bandes anarchistes, le général Denikine commençait une offensive au Midi ». Cela en février. Alors que Denikine tournait les Soviétiques par le sud, ils se battaient avec les atamans (dont Makhno ne parle pas). Ils tinrent ainsi jusqu'en août où Denikine, après Petlioura, s'empara de Kiev. Pavlov, qui commandait alors la place, recula pas à pas avec « des régiments fondus à vue d'œil, où restaient à peine quelques centaines d'hommes ».

Mais où était l'Armée rouge ? Trotsky ne décolérait pas devant le chaos du front Sud. À la fin de 1918, il avait concédé à Lénine de nommer Staline membre du Comité de guerre de ce front, avec la bande de Vorochilov à Tsaritsyne. Mais rien ne changea ! Il avait donc obtenu en décembre qu'un nouveau comité de guerre révolutionnaire soit envoyé là avec un nouveau commandant, et que Vorochilov soit envoyé en Ukraine. Mais là, cela n'alla pas mieux. L'anarchie y régnait tant que Trotsky, dans ses appels publics du bulletin *En route*, la dénonçait par la présence dans l'armée d'aventuriers, parasites, filous, dont un de ses titres donne bien le souci principal : Un sévère nettoyage est indispensable.

Il ignora peut-être toujours la responsabilité de Vorochilov dans le conflit avec Makhno. Archinov révèle que « Vorochilov avait en mains un ordre signé de Trotsky, lui prescrivant de s'emparer de Makhno et de tous les autres chefs responsables de la maknovschina, de désarmer les troupes des insurgés et de fusiller sans merci ceux qui tenteraient quelque résistance. Vorochilov n'attendait que le moment propice pour exécuter sa mission ». Un tel ordre émanant de Trotsky est un faux évident, tant par la stupidité que cela aurait constitué que par sa contradiction avec les méthodes militaires de Trotsky, et tout le comportement des dirigeants soviétiques qui avaient précédé là Vorochilov. Et en plus, un tel ordre « secret » donné par Trotsky à un

Vorochilov en lequel il n'avait pas un atome de confiance ! À l'inverse, on a bien là le style stalinien de faux, qui pour l'exécution d'une infamie compromet en même temps un tiers.

Le 10 janvier, Trotsky avait télégraphié à Sverdlov : « Je déclare catégoriquement que la ligne Tsaritsyne, ayant amené un complet désarroi dans l'armée Tsaritsyne, ne peut être admise en Ukraine… Ligne Staline, Vorochilov et C° signifie ruine de toute l'affaire. » Lénine essaya encore de trouver un compromis. Trotsky lui répondit par télégramme le 11 janvier : « Il faut bien entendu un compromis, mais pas un compromis pourri. En somme, tous les tsaritsyniens se sont rassemblés à Kharkov… J'estime que le patronage accordé par Staline au courant de Tsaritsyne est une plaie des plus dangereuses, pire que toutes les trahisons et félonie des spécialistes militaires. » Trotsky pointait là la reprise par Staline de l'opposition aux spécialistes militaires dont il réclamait la révocation en masse. Trotsky démontra à Lénine qu'ils étaient 30 000 et que, pour un traître parmi eux, une centaine se battaient courageusement et donnaient leur vie. Lénine fut convaincu. La fraction secrète stalinienne qui se constituait là changea de thème. Il s'agissait d'obtenir le commandement de toutes les armées du Sud sous le commandement de Vorochilov, et leur autonomie. Trotsky refusa : « L'idée d'une dictature de Vorochilov en affaire de guerre ou de ravitaillement en Ukraine est le résultat de l'esprit d'autonomie du Donetz qui est dirigé contre Kiev, c'est-à-dire contre le gouvernement ukrainien et contre le front du Midi… Je ne doute pas que la réalisation de ce plan pourrait seulement accroître le chaos et réduirait définitivement à rien la direction des opérations. Je vous prie d'exiger que Vorochilov et Mejlaouk remplissent intégralement la tâche qui leur a été fixée. » Cette fois, Lénine intervint avec fermeté, télégraphia à Vorochilov pour le rappeler à l'ordre, convoqua le bureau politique et lui fit adopter l'ordre suivant : « Le bureau politique du comité central, réuni le 1er juin, étant entièrement d'accord avec Trotsky, rejette résolument le plan des Ukrainiens visant à former une unité particulière dans le Donetz. Nous exigeons que Vorochilov et Mejlaouk s'acquittent de leur tâche immédiate… Dans le cas contraire, après-demain, Trotsky vous convoquera à Izioum et donnera des ordres plus détaillés. Par commission du bureau du comité central, Lénine. » Le lendemain, c'est par une décision du comité central même que Lénine éleva la réprimande à Vorochilov dont il venait d'apprendre qu'il s'était permis de mettre à la disposition de ses seules troupes la plus grande partie du matériel de guerre pris à l'ennemi : « Charger le camarade Rakovski d'envoyer au camarade Trotsky, à Izioum, un télégramme à ce sujet et prier le camarade Trotsky de prendre les mesures les plus énergiques pour que ce matériel soit remis à la disposition du conseil de guerre révolutionnaire de la République. » Et directement à Trotsky : « Dybenko et Vorochilov gaspillent le matériel de guerre. Chaos complet. Aucune aide sérieuse au bassin du Donetz. Lénine. »

C'est probablement aussi la fraction secrète de Staline qui orchestra une attaque contre Trotsky, pour la sévérité extrême de son traitement des lâchetés et des abus de toutes natures des commissaires et

communistes. Lénine y mit également un terme. En juillet, au cours d'une réunion du bureau politique, il passa à Trotsky une feuille ou il avait écrit : « Connaissant le caractère rigoureux des ordres du camarade Trotsky, je suis si convaincu, si absolument convaincu de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité, pour le succès de notre cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky, que je le contresigne sans réserve. V. Oulianov-Lénine. »

Le front Sud s'effondra. Dès le 5 juin, le Conseil militaire révolutionnaire stigmatisait violemment la direction des opérations. Le 6, son président, c'est-à-dire Trotsky, créait un Tribunal militaire révolutionnaire spécial sous la direction de Piatakov, membre du Conseil ukrainien des Commissaires du peuple, « avec pleins pouvoirs pour châtier tous les ennemis du pays soviétique et de l'armée soviétique – indépendamment de leur situation et de leur activité antérieures ». C'était clair ! Mais, le 19 juin, il annonçait que « la 13e armée était en complète désagrégation, que la capacité de combat de ses unités était pratiquement égale à zéro, que les régiments battaient en retraite devant un ennemi numériquement plus faible, mais fort de son arbitraire », et il en donnait clairement les causes, pointant « l'effectif de commandement » et appelant les commissaires à jouer un rôle décisif dans l'assainissement de l'armée. Rien n'y fit.

Trotsky avait élaboré un plan consistant à attaquer Denikine avant qu'il puisse entrer dans la région cosaque. Mais il fut mis en minorité au Bureau politique, le nouveau commandant en chef de ce front, S. Kamenev, que soutenait Staline, ayant eu l'accord du comité de guerre. L'erreur de ce plan lui sembla si dangereuse qu'il donna sa démission. Mais le Comité central la refusa et il s'y jeta malgré les erreurs déjà faites.

Dès le 25 juin, Denikine prit Kharkov. Le 30, il était à Ékaterinoslav, puis atteignait Tsaritsyne, Konstantinegrad et Liski. Le 16 juillet, l'Armée rouge ukrainienne reprenait Ékaterinoslav, mais Denikine continuait d'avancer dans le Sud. Le 31 juillet, il prenait Poltava ; le 18 août, Kherson, Nicolaïev tombaient. Le 23, Mironov, commandant le corps d'armée cosaque, trahit le pouvoir soviétique et passa à Denikine qui s'empara d'Odessa.

Trotsky organisait la contre-offensive. Il insistait sur ce que les forces de Denikine n'augmentaient plus alors que leurs fronts se distendaient, tandis que celles de l'Armée rouge croissaient mais devaient se former. Il savait que les Cosaques, dont les pertes étaient énormes, se battraient difficilement au-delà de leur territoire, et qu'il en allait de même des paysans ukrainiens. Le temps devenait un facteur essentiel. Il lui fallait des troupes nouvelles au Sud. L'offensive de Koltchak sur le front de l'Est avait été repoussée au-delà des monts Oural. Le problème se posa de le poursuivre pour qu'il ne puisse pas refaire ses forces en hiver ou de faire passer les forces rouges vers le front ukrainien. Trotsky était pour cette dernière position. Il fut mis en minorité au comité central et l'Armée rouge se concentra sur Koltchak pour tenter de l'anéantir.

Au début de 1919, après la défaite des forces tchécoslovaques, la prise de Samara et de Stavropol avait entraîné la désagrégation du

« gouvernement » des Constituants, issus du bloc des socialistes-révolutionnaires avec les pires éléments de droite. Les agents des impérialistes qui menaient tout ce petit monde à la baguette reportèrent leur soutien à l'amiral Koltchak, lequel après avoir servi les Allemands était passé au service des Américains, et s'était même rendu à New York pour faire valoir ses capacités et ressources. Il avait obtenu de tous les Alliés les moyens de rassembler une armée assez forte de koulaks et de paysans moyens, gagnés par les mots d'ordre de vrai pouvoir soviétique, mais anticommunistes, et solidement encadrés de nombreux officiers et de jeunes gens de la bourgeoisie. Cela commença par une terrible terreur blanche contre les paysans qui se refusaient au retour des propriétaires fonciers. Victor Serge écrit : « La Sibérie tout entière fut bientôt sillonnée en tous sens de colonnes infernales. Il fallait réprimer partout. Dans les villages insoumis, on fusillait les moujiks par dizaines, on fouettait les femmes, on violait les jeunes filles, on volait le bétail. Les bourgs bombardés ou incendiés se comptèrent par centaines. Les bandes de partisans rouges pullulèrent bientôt dans la brousse sibérienne. Un soulèvement ouvrier préparé par l'organisation clandestine du Parti communiste éclata à Omsk à la fin de décembre [1918] ; la répression fit 900 victimes. Plusieurs membres socialistes-révolutionnaires et mencheviks de la Constituante furent passés par les armes dans la pagaille. En cas de sabotage des voies ferrées, les villages suspects étaient brûlés ; à chaque "acte de banditisme" des rouges, on fusillait de 3 à 20 otages. » Le terrain ainsi dégagé, Koltchak, avec ses troupes puissamment armées, déclencha son offensive en avril et remporta des succès contre l'Armée rouge, prit Oufa et menaça les abords de Kazan et de Samara. Au moment de progrès en Ukraine, le front de l'Est était ainsi devenu principal. La lutte y fut terrible. En mai, Koltchak reprit Oufa, qui repassa aux mains soviétiques le 9 juin. À partir de cette date, le recul de Koltchak commença. Il était temps puisque Denikine progressait pour une jonction de leurs armées au Sud. Le 13 septembre, l'armée du Sud de Koltchak fut défaite.

Denikine, qui disposait de tanks, avait poursuivi son avantage contre des troupes rouges épuisées. La Russie soviétique était coupée de la Méditerranée. En août, Petlioura avait pris Kiev, qui passa aussitôt aux mains de Denikine. Vers le Nord, il s'avançait vers Koursk, Orel, Toula. Devant ce désastre, le projet de Trotsky fut repris.

Le 14 septembre, le soulèvement de Mironov fut brisé. Mais Denikine avançait toujours et occupait Koursk le 20, et Voronej le 6 octobre. Dans le même temps, à l'Ouest, les volontaires blancs de Ioudénitch, flanqués des Estoniens et Lituaniens, après avoir envahi la Russie centrale et écrasé la 7e Armée rouge épuisée, menaçaient Pétrograd. Les troupes polonaises avaient pris Minsk en août et poursuivaient leur pénétration. Les impérialistes, qui se réjouissaient de la chute, le même mois, du gouvernement soviétique hongrois, pris en sandwich par les troupes roumaines et les Tchèques de l'Entente, et qui fut suivie d'une terreur blanche qui frappa jusqu'aux sociaux-démocrates qui avaient formé le premier gouvernement contre-révolutionnaire,

considérèrent que la défaite de la Révolution russe n'était plus qu'une question de mois, voire de semaines.

Jamais Trotsky ne montra mieux son génie de chef révolutionnaire qu'en cette fin de 1919. Il fut partout. En 1918, sachant combien les Cosaques étaient versatiles du fait de leur absence d'esprit de classe, il s'était opposé au développement de leur cavalerie. Mais leur utilisation par l'adversaire, en particulier celle du général Mamontov, qui, en septembre 1919, tournait les forces rouges qui faisaient face à celles de Denikine, dans la province de Tambov, lui fit comprendre son erreur dans une guerre de ce type et il lança son fameux appel : « Prolétaires à cheval ! » Le 19 octobre, Boudionny, qui prit le commandement de cette cavalerie rouge, défit celle de Mamontov et celle de Chkouro, et le 24 reprenait Voronej. Un autre corps de cavalerie eut pour chef le héros Doumenko, dont Boudionny avait été l'adjoint.

Mais pour empêcher Denikine de prendre Toula, centre minier décisif, il avait fallu avoir recours à une partie de la 7e Armée chargée de couvrir Pétrograd, et soudain c'est son front qui brusquement devint le plus le plus dangereux. C'est que Ioudenitch était formidablement armé par tous les impérialistes. À ses troupes d'élite, qui avaient un officier à la tête de chaque groupe de sept ou huit hommes, chargé d'abattre tout soldat qui reculerait d'un pas, s'ajoutaient des unités d'Estonie et celles ramenées d'Arkhangelsk par la flotte anglaise, ainsi que le soutien de cette flotte qui bombarda Krasnia Gorka avec les canons « dernier cri » de la technique de l'artillerie de marine. Victor Serge, qui en fut le témoin raconte : « Zinoviev, président du Soviet de la ville, pris de panique, pencha pour l'évacuation, Lénine aussi. Pourquoi gaspiller des forces dans une bataille perdue d'avance ? Une offensive des Finlandais contre Pétrograd, par le nord, semblait imminente ; une escadre anglaise croisait dans le golfe de Finlande… (L'évacuation de la seconde capitale était du reste pratiquement impossible, on ne pouvait que l'abandonner à la terreur blanche) Trotsky soutint que la victoire était possible, fit prévaloir l'optimisme, se rendit à Pétrograd avec son train, y rétablit en quelques jours l'esprit de résistance à outrance. La ville se couvrit de barricades pourvues d'artillerie, pour la résistance à l'intérieur ; des régiments arrivaient du front polonais. Au Palais de Tauride, dans l'hémicycle aux colonnes blanches des journées de 1917, Trotsky scandait ses périodes, parlait aux prolétaires en armes, au Soviet, à la garnison […] Il annonçait l'arrivée d'une cavalerie bachkir. Il démontrait que si les Blancs réussissaient à pénétrer dans la cité, celle-ci, coupée de canaux, fortifiée aux carrefours, garnie de canons et de tranchées, serait leur tombeau. Il suscita un enthousiasme héroïque. Sur la ligne de feu, il montait à cheval, suivi d'un seul cavalier d'escorte, arrêtait une panique, ramenait à l'ennemi des fantassins stupéfaits qui l'acclamaient. » Les tanks, conduits par des officiers anglais, réussirent quelque temps à effrayer les défenseurs de la ville. Trotsky proclama que l'infanterie pouvait et savait vaincre les tanks. Des ouvriers, des soldats lettons sautèrent sur les tanks revolver au point et les prirent. Puis les premiers tanks soviétiques arrivèrent.

Victor Serge écrit dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* : « Pétrograd fut sauvé le 21 octobre à la bataille des hauteurs de Poulkovo, à une quinzaine de kilomètres au sud de la ville à demi encerclée. La défaite se retourna en telle victoire que les troupes de Ioudenitch refluèrent en déroute vers la frontière estonienne. Quelque trois cents ouvriers accourus de Schlüsselbourg l'avaient arrêté aussi, à une heure critique, et s'étaient fait tuer par un corps d'officiers qui marchaient au combat comme à la parade. » Selon Trotsky, ce n'est que le 23 que furent repris Detskoie et Pavlosk, quelques jours plus tard Tsarkoïe Sélo, et enfin le 7 novembre le dernier point de résistance de Ioudenitch, la ville de Gdov sous les coups des 7e et 15e Armées. Cette défaite tint à ce qu'à son tour Ioudenitch n'avait pas de réserves, ce que les « spécialistes » anglais et français ne pouvaient suppléer avec toute leur science de la guerre. Victor Serge explique : « L'armée de Ioudenitch n'avait derrière elle que la petite Estonie hostile. Pétrograd avait derrière lui l'immense Russie rouge. – Il y avait ici des aventuriers, des mercenaires, une caste, un troupeau gris de soldats poussés à l'abattoir. Là une classe révolutionnaire consciente. – Ici le vieux Ioudenitch, le pendeur Rodzianko, des Glazenap et des Vladimirov insignifiants ; là Trotsky, Avrov, incarnant la jeunesse et l'énergie, les communistes. Enfin, par ses divisions intérieures, par ses rivalités intestines inhérentes à la société capitaliste, par toutes les tares de l'ancien régime dont elle était accablée, la contre-révolution russe, sous Pétrograd comme ailleurs, était irrémédiablement condamnée à l'avance. Au demeurant, elle affrontait la plus grande force matérielle et morale du siècle : les intérêts et la conscience d'une classe à qui appartient l'avenir. La flotte anglaise n'intervint pas parce que l'opinion ouvrière anglaise n'eût pas toléré son intervention. »

La contre-offensive était sur tous les fronts. Presque en même temps que Ioudenitch, Denikine fut battu sans atteindre Toula. Son repli devint général. Le 12 décembre, Kharkov était repris. Le 16, c'était le tour de Kiev. La libération de l'Ukraine commençait. Le 31, tout le bassin du Donetz était repris. Un armistice était conclu avec l'Estonie. Dans l'Oural, Denikine fut victime de son succès. Ayant voulu recruter parmi les peuples montagnards, ceux-ci, en particulier ceux du Daghestan, sans mitrailleuses ni canons, se soulevèrent contre lui, s'emparèrent de son armement et tuèrent 3 000 Cosaques, se libérant ainsi eux-mêmes. Le plus grand péril se retournait en victoire. Partout les Armées rouges, secondées par les paysans insurgés, poursuivaient l'ennemi. Elles arrivèrent à la frontière d'Estonie, elles arrivèrent à la mer Noire ; Koltchak, traqué par les guérillas sibériennes, était abandonné au dernier moment par ses conseillers alliés.

Vers la paix ?

En cette fin de décembre, la Russie soviétique apparaissait pourtant comme entièrement cernée et coupée du monde, malgré ses succès contre les Anglais chassés de Mourmansk et Arkhangelsk en ne laissant derrière eux que de faibles groupes de gardes blancs, qu'ils soutenaient par les bombardements de leurs avions, et le recul de ce

qui restait des forces de Koltchak en Sibérie. Mais ce n'était qu'une apparence.

Dans son discours du 7 novembre, au Comité central exécutif panrusse des Soviets, un des plus beaux qu'il ait prononcés, Trotsky salua la victoire du peuple de Pétrograd et expliqua pourquoi, en dépit des exigences et menaces anglaises, la Finlande n'avait pas bougé : son pouvoir bourgeois ne se sentait pas trop solide, le mouvement ouvrier finlandais commençait à redonner signe de vie, le risque était grand de voir l'offensive se retourner et de tout perdre. Mannerheim resta à Paris où il soignait sa goutte. Trotsky conclut sur son espoir que la troisième année de guerre serait celle de la paix et sur une esquisse du futur : « Et nous deviendrons invincibles, nous panserons les blessures de notre pays, nous assurerons sa paix, son bien, son libre développement, et nous deviendrons un pays libre parmi d'autres peuples heureux. »

Il tempéra ce discours de triomphe le 22 décembre dans le journal de l'Armée, *La Route* : « Le danger n'a pas disparu. Pétrograd doit continuer à être vigilant et à surveiller les approches nord-ouest de la République soviétique. Le temps du repos n'est pas encore venu. Au contraire, la République connaît maintenant des jours de très grande tension dans une lutte très cruelle. Il ne faut pas moins de vigilance au moment des succès qu'au moment des revers. Le succès ne doit nous endormir sur aucun des secteurs de notre immense front, et d'autant plus dans ce secteur au sommet duquel se trouve Pétrograd. Le danger n'a pas disparu, la vigilance ne doit pas faiblir. »

1920

La misère était effroyable. Arrivant d'Amérique sur un bateau-prison, puis transportés à travers la Finlande dans des wagons fermés hermétiquement, enfin accueillis en triomphe à la frontière soviétique, les Américains d'origine russe ainsi rapatriés tombent de haut. Parmi eux, l'anarchiste Alexander Berkman, qui avait passé sa jeunesse dans la capitale du tsar, et qui écrit : « La ville semble déserte. Sa population, près de 3 millions en 1917, se réduit maintenant à 500 000. La guerre et la peste ont presque dépeuplé Pétrograd. Les ouvriers de la Ville Rouge ont subi de lourdes pertes pendant les batailles contre Kaledine, Denikine, Koltchak, et d'autres forces blanches. Ses meilleurs éléments prolétariens sont morts pour la Révolution. Les rues sont vides, les gens sont au travail dans les usines […] Les boutiques sont fermées, leurs volets posés. Les enseignes pendent encore aux endroits habituels – des fruits et des légumes peints faisant de la réclame pour des marchandises qu'on ne trouve plus. […] À la stolovaya, cantine publique, on sert de la soupe aux légumes et kacha. Les dîneurs apportent leur pain qu'on donne dans les points de distribution. La grande salle n'est pas chauffée et les gens sont assis en manteaux et coiffés de leurs chapeaux. Ils sont pâles et ont froid, et sont pitoyablement amaigris. "Si le blocus était levé", dit mon voisin de table, "nous serions peut-être sauvés." […] Dans la salle à manger du Smolny, j'ai rencontré un certain nombre

d'éminents fonctionnaires communistes et du Soviet. Certains portaient l'uniforme militaire, d'autres des pantalons en velours côtelé et des chemises d'étudiant noires avec une ceinture à la taille, les pans à l'extérieur. Tous étaient pâles, les yeux creux, les pommettes saillantes, résultat d'une sous-alimentation systématique, du surmenage, des soucis. » L'anarchiste constata toutefois que pour eux « la qualité des repas était bien supérieure à ce que l'on servait dans la stolovaya publique ». Débuts de privilèges bureaucratiques ? Victor Serge en rencontrera de plus importants qu'il mettra dans sa *Ville conquise* (c'est-à-dire Pétrograd de la fin 1919), où il montre bien que ce cancer naissait alors subrepticement dans les failles de l'appareil du parti. Alexander Berkman, lui, critique du point de vue anarchiste abstrait l'inégalité des rations : « Les soldats et les marins reçoivent une livre et demie de pain par jour ; ainsi que du sucre, du sel, du tabac et de la viande quand c'est possible. Les ouvriers d'usine reçoivent une livre, alors que les non-productifs – la plupart faisant partie de l'intelligentsia – ne reçoivent qu'une demi-livre et même moins. Zorine pense que ce système n'est pas discriminatoire ; ce n'est qu'une répartition selon la valeur du travail de chacun. » Berkman peut constater plus tard à Moscou, et parmi des Ukrainiens qui ont subi les atrocités des Blancs, que tous acceptent ces effets du blocus et de la guerre. Mais, il est vrai, on pouvait se demander pour combien de temps ?

Bref espoir de paix

Ni Lénine ni Trotsky ne doutaient de l'instabilité de la situation, d'où leur souci d'obtenir la paix, et même à prix coûteux, comme au début de 1918, mais cette fois pas le couteau sur la gorge, au contraire sur la base des défaites que les impérialistes venaient de subir. Tous les grands mercenaires de ceux-ci étaient mal en point. Suivant Ioudenitch battu, Denikine, après sa perte de Rostov, avait abandonné la lutte le 8 janvier, passant le commandement de ce qui restait de ses troupes à son second, Wrangel. Koltchak était maintenant en déroute. Traqué par les guérillas sibériennes, il s'était installé à Irkoutsk dont il fut chassé par ses anciens alliés mencheviks, puis fut pris par les Tchèques qui le ramenèrent aux mencheviks. La ville fut prise au début février par l'Armée rouge, et Koltchak fut fusillé le 7. La Sibérie allait être nettoyée sans que cela constituât encore un véritable front. Les Britanniques ayant évacué Arkhangelsk, le Nord était ainsi lui aussi libéré. La République des Soviets reconnut l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie. Des discussions de paix avaient lieu avec la Lituanie. Victor Serge écrit : « De vastes espoirs se réveillaient. Le Conseil de commissaires du peuple promulgua l'abolition de la peine de mort (maintenue, par exception, dans les zones de guerre). » Malheureusement, ce que cette décision entraîna immédiatement vaut sinistre parenthèse.

Dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, Serge complète. C'est Dzerjinski, d'accord avec Lénine et Trotsky, qui proposa cette abolition, et le décret fut immédiatement adopté par le gouvernement et signé par Lénine le 17 janvier : « Depuis quelques jours, les prisons,

bondées de suspects, vivaient dans une attente tendue. Elles surent immédiatement l'énorme bonne nouvelle, la fin de la terreur ! Le décret n'avait pas encore paru dans les journaux. La nuit ou le 19, à Smolny, des camarades m'apprirent à mi-voix la tragédie de la nuit – dont jamais on ne parla à voix haute. Pendant que les journaux imprimaient le décret, les tchékas de Pétrograd et de Moscou "liquidaient leur stock". Les suspects, emmenés la nuit, par charretées, hors de la ville, étaient fusillés en tas. Combien ? À Pétrograd, entre cent cinquante et deux cents, à Moscou, dit-on, entre deux et trois cents. Les jours suivants, à l'aube, les familles des massacrés allèrent parcourir un champ sinistre, fraîchement remué, pour y ramasser des reliques, boutons, lambeaux de chaussettes. Les tchékistes avaient mis le gouvernement devant le fait accompli. Beaucoup plus tard, je connus personnellement l'un des auteurs du massacre de Pétrograd, que j'appellerai Leonidov. "Nous pensions, me disait-il, que si les commissaires du peuple se mettaient à faire de l'humanitarisme, c'était leur affaire. La nôtre était d'abattre à jamais la contre-révolution et qu'on nous fusille ensuite, si l'on veut." Ce fut en réalité une hideuse tragédie de la psychose professionnelle. Leonidov, d'ailleurs, quand je le connus, était nettement un demi-fou. Parmi les victimes, les contre-révolutionnaires irréductibles ne formaient probablement qu'un minime pourcentage. […] Même à Smolny, le drame s'entoura d'un mystère total. Mais il jeta sur le régime un profond discrédit. Il devenait évident – pour moi et pour d'autres – que la suppression des tchékas, le rétablissement de tribunaux réguliers et des droits de la défense étaient désormais une condition de salut intérieur de la révolution. Mais nous ne pouvions absolument rien. Le Bureau politique, alors formé de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov et Boukharine, se posait la question sans oser la résoudre, en proie lui-même, je n'en doute pas, à une certaine psychose de peur et d'implacable autorité. » La longue analyse que donne Victor Serge de cette psychose est parfaitement juste, surtout quand il évoque « des rancunes subconscientes d'anciens forçats et de rescapés de la potence et des prisons impériales ; de la peur et de la décision du combat à outrance [sentiments] fouettés à vif par les atrocités de la terreur blanche. À Perm, l'amiral Koltchak avait fait tuer quelque quatre mille ouvriers sur cinquante-cinq mille habitants. En Finlande, la réaction avait massacré entre quinze et dix-sept mille Rouges. Dans la seule petite ville de Proskourov, plusieurs milliers de juifs avaient été égorgés. On vivait de ces nouvelles, de ces récits, de ces statistiques incroyables ». Il est vrai que le comportement de ces tchékas, agissant à l'encontre de leur propre commissaire du peuple, Dzerjinski, aurait dû connaître une sanction aussi impitoyable que celles qu'exerçait Trotsky, comme nous l'avons vu, pour des fautes moindres. Est-ce, sur le moment, la crainte que la suppression de tout l'Organe de sécurité, et qui n'aurait pu être exécuté que par l'armée, ait pu prendre le caractère d'une petite guerre civile et libérer toute la pègre et les vrais contre-révolutionnaires terrés dans les deux villes ? Nous n'en saurons jamais rien, ni si la décision de remettre à plus tard le règlement de ce pouvoir devenu autonome fut envisagée. Ses

méfaits n'allaient plus cesser, révélant combien la révolution commençait à voir naître dans ses entrailles des forces contraires qu'elle allait finir par ne plus pouvoir maîtriser. Le fait est qu'alors que le Parti considérait la fin prochaine de l'état de siège, et qu'une démocratie soviétique allait naître, ce fut le maréchal Pilsudski qui remit tout en question.

Entre Wrangel et Pilsudski

Le 7 avril, Pilsudski annonça aux Ukrainiens qu'il venait les libérer. En fait, il s'agissait pour lui, grâce à la situation de chaos territorial causé par la fin de la guerre mondiale et par la révolution russe, de reconstituer la Grande Pologne du XVIIIe siècle, englobant la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine. Ses premiers succès furent foudroyants. Le 6 mai, il prenait Kiev. Il fallut deux mois à Trotsky pour organiser et commencer la contre-offensive.

Mais cela en ayant sur ses arrières un Wrangel qui avançait à partir de la Crimée. Encore une fois, ce front tenu par les hommes de Tsaritsyne avait joué son rôle dans le nouveau chaos ukrainien.

Trotsky ignora toujours ce qui fut sans doute le premier grand crime contre-révolutionnaire stalinien et qui ne fut dévoilé qu'en 1956 par une réhabilitation très inattendue, et ne fut expliqué que par la parution en samizdat des *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, traduits en français en 1970. L'auteur avait été officier de cette cavalerie rouge dont nous avons vu comment, à la fin de 1918, de vives tensions avaient eu lieu entre les deux grands chefs rivaux, Vorochilov et Doubenko (dont Boudionny était le subordonné). De novembre 1919 à janvier 1920, c'est le corps de cavalerie du Cosaque Doubenko qui, selon les termes de l'ordre du jour du commandant de la 9e armée, Stepine, « a joué un rôle décisif dans la défaite des armées de Denikine. Sa cavalerie [le 1er janvier] a frappé l'ennemi à la tête, capturant 4 500 hommes, l'état-major de la 5e division ennemie a été décapité. 7 janvier : le corps d'armée de Doumenko a porté un coup sévère à dix régiments de Denikine, et s'est rué dans Novotcherkassk, s'emparant de 5 tanks, 100 pièces d'artillerie et d'une grande quantité d'autres trophées… ». Les Cosaques blancs s'étaient vengés de lui en fusillant sa femme et sa fille.

Ses unités de cavalerie avaient été réunies, à la fin de 1919, en une division spéciale de marche, et intégrées dans les effectifs de l'Armée rouge, après un de ses exploits dont Trotsky l'avait félicité, ainsi que ses soldats et ses commandants. Après ces victoires, ce corps de cavalerie fut envoyé au repos et ses rangs complétés. Puis, brusquement, Doubenko fut l'objet d'un harcèlement de commissaires portant contre lui des accusations qu'il jugea calomnieuses, et il les chassa, en appelant à ses soldats. D'autres vinrent et les accusations s'élevèrent en une véritable campagne qui le révolta. Puis un de ces commissaires fut étranglé la nuit dans son lit. Les accusations devinrent absurdes : persécution de communistes, avoir fusillé des commissaires… Quand la division de Doubenko, devenue le 1er corps à cheval, fut renforcée d'éléments du détachement de Boudionny, les rapports de celui-ci avec son supérieur, de longtemps mauvais,

devinrent détestables. Doubenko ne douta donc pas que toutes les persécutions, au début de 1920, venaient de lui. Son procès et celui de plusieurs des officiers de son corps eurent lieu en février, à Rostov sur le Don, pour « insoumission à l'égard du pouvoir des soviets et d'hostilité à l'égard des communistes et des commissaires ». Il dura plusieurs jours dans un tribunal cerné de trois rangs de gardes de la Tchéka, afin que les Cosaques de 1er corps ne puissent y intervenir. Ils furent condamnés et tous fusillés.

Le procès ne parvint à Trotsky que sous la forme d'une trahison du « Cosaque » passé à l'ennemi ! Mensonge facile à faire avaler tant la cosaquerie était politiquement fluente et objet de méfiance de Trotsky. Mais un pareil montage, impliquant tant de gens, ne pouvait être le fait du seul Boudionny et devait être couvert en haut lieu. La bande de Tsaritsyne et son chef masqué y avaient été nécessaires. Et la méthode Staline fut signée par le complément du premier crime par un second, pire encore par le nombre de morts.

Le commandement du 1er corps passa à son second, Jloba, ancien mineur du Donetz et vieux membre du Parti bolchevik, dont les relations avec Doubenko avaient toujours été excellentes. Au printemps, il participa à la fin de l'écrasement de Denikine, fut envoyé en Ukraine, puis revint en juin vers le Sud pour arrêter la progression de Wrangel, bientôt avec des forces diminuées par le prélèvement pour le front polonais. Il reçut alors l'ordre très précis d'une percée éclair du front avec sa cavalerie, avec repli tournant qui devait être couvert par un assaut d'infanterie allant à sa rencontre. La percée réussit, mais nulle infanterie ne bougea. Ils furent encerclés et ne réussirent à rompre cet encerclement qu'en deux jours et en perdant la moitié du corps, soit plusieurs milliers de cavaliers. Et c'est Jloba, devenu à son tour rival de Boudionny, qui fut jugé responsable du désastre et écarté de ce front. Le corps reformé en armée passa sous le commandement d'un second de Boudionny, qui se signala par nombre de fautes, d'échecs et de pertes dans la poursuite de la campagne sur le front Sud-Ouest dirigé par Egorov et Staline.

Pilsudski avait préjugé de ses forces et de celles de son allié Petlioura. Le chaos ukrainien n'empêcha pas la contre-offensive de l'Armée rouge, commandée par Toukhatchevski, qui reprit Kiev le 12 juin, débarrassant enfin l'Ukraine de Petlioura (avec son bilan de 100 000 juifs massacrés), et poursuivit son avance, libérant en juillet toute la Biélorussie, prenant Minsk, Wilno puis Grodno à la frontière polonaise.

À Moscou, où était réuni le 2e Congrès de la IIIe Internationale, un grand désaccord opposa au Bureau politique Trotsky, soutenu par le seul Rykov qui n'en était pas, à Lénine et au reste des membres qui, se fondant sur ces victoires et l'enthousiasme de Toukhatchevski, étaient partisans de transformer la guerre défensive en guerre d'offensive révolutionnaire. La discussion reprenait celle de 1918, mais à front renversé. Lénine comptait sur le soulèvement du prolétariat polonais et espérait que, la frontière allemande atteinte, enfin la révolution mondiale reprendrait là avec la base arrière de l'immense Russie soviétique. Trotsky, au contraire, considérait qu'après l'élan

formidable de l'Armée rouge, elle était épuisée, et d'autre part Marchlewski, compagnon polonais de Rosa Luxembourg, alors à Moscou, était plus que réservé sur l'attitude à attendre des ouvriers qui avaient connu leur terreur blanche, et surtout des paysans polonais pour qui la Russie restait l'ancien empire oppresseur. Il était donc partisan d'accepter les discussions de paix que Pilsudski demandait maintenant. De plus, affolé, Lloyd George, Premier ministre britannique, menaçait la Russie d'attaques de la flotte anglaise si elle entrait en Pologne. Trotsky fut battu en son absence au Bureau politique.

L'offensive commença. Les masses polonaises ne bougèrent pas, les ouvriers attendant sans doute un net succès militaire pour ne pas risquer un nouvel écrasement et, comme le pensait Trotsky, n'étant pas psychologiquement prêts à un soulèvement général. Malgré cela, n'était-il pas possible de prendre Varsovie ?

Au nord de l'Ukraine, l'armée du front Sud-Ouest, la 14e, était commandée par Vorochilov, avec son fidèle second Boudionny, et par Staline au titre politique. Elle se battait, à l'ouest de Kiev vers Lvov et la frontière polonaise. Mais lorsque l'armée de Toukhatchevski se trouva quasi aux portes de Varsovie, ce fut devant des forces concentrées considérables, guidées par des conseillers français dirigés par le général Weygand. L'ordre fut en conséquence donné à l'armée du Sud-Ouest de se détourner de son objectif initial pour soutenir l'offensive en se dirigeant vers Lublin. Staline fit refuser l'ordre. Toukhatchevski ne venait-il pas de déclarer que la route de l'incendie mondial passait sur le cadavre de la Pologne ? Comptant donc sur sa victoire et par là même celle de Smilga, membre du comité central, Staline voulut avoir la sienne propre en prenant Lvov. Cette véritable trahison entraîna leur défaite commune.

Nous disposons sur cette campagne de la 14e Armée d'un document unique en son genre pour toutes ces années de guerre de l'Armée rouge : le journal que tint l'étrange correspondant de guerre cavalier rouge, intellectuel juif de vingt-six ans, qui n'était jamais monté à cheval auparavant, Isaac Babel. Ce journal inachevé, perdu en Ukraine, retrouvé en 1955, donc et fort heureusement après la mort de Staline, fut remis à sa veuve, décrypté par elle, mais ne fut publié et traduit qu'en 1990. C'est de mémoire que Babel s'en était servi pour écrire son beau roman *Cavalerie Rouge*. Il s'agit d'une version idéalisée, gommée des côtés noirs de son expérience militaire. Pas assez cependant pour les Boudionny et les Vorochilov, qu'il y avait pourtant (trop) bien traités, et qui dénoncèrent le livre comme contre-révolutionnaire. En 1925, cela se borna aux insultes. Bien que ses écrits ultérieurs aient délaissé les sujets dangereux, Staline ne l'oublia pas : arrêté en 1939 pour « sympathie trotskyste, terrorisme, antisoviétisme et espionnage pour le compte de la France et de l'Autriche », il fut fusillé en 1940.

Le journal ignore tout de la tactique et de la stratégie de l'armée. C'est la vie quotidienne des soldats mêlés à la population de Galicie au milieu du chaos des mouvements de troupes, sans plus comprendre les avancées et reculs que le Fabrice Del Dongo de Stendhal au milieu de

la bataille de Waterloo. Mais, à la différence du personnage, jeune dilettante idéaliste, Babel est un observateur sensible et lucide dont le témoignage est terrible. Il a commencé à écrire le 3 juin 1920, jour de son arrivée à Jitomir sur le front où l'on se bat sans répit depuis le 27 mai. Trois jours plus tard, il est très en avant, à Rovno. Lvov est à leur ouest, mais plus au sud. Le 11 juillet, Rovno était perdu, et Babel, retenant la fatigue incroyable des unités que reconnaissait Boudionny, note : « Si on ne lui donne pas un répit, l'armée ne sera plus apte au combat. » Babel avait constaté le 28 juillet qu'il y avait là les forces nécessaires pour manœuvrer, encercler les Polonais, alors que c'étaient eux qui perçaient. Mais pour lui, ce qui manquait était la poigne. Il ignorait le mot de Trotsky à Lénine : « Ligne Staline, Vorochilov et C° signifie ruine de toute l'affaire », et encore à Lénine : « Vorochilov est capable de diriger un régiment pas une armée de 50 000 hommes. »

Cette armée-là apparaît bien différente de celles que l'on a vu se battre sous la direction directe de Trotsky, formées de prolétaires et de marins révolutionnaires, encadrées de communistes soumis à une stricte discipline sous peine de sanctions immédiates. La cavalerie est là composée essentiellement de Cosaques, beaux guerriers sur de beaux chevaux qui en font des centaures, mais Babel les décrit : « Un feuilleté : vantardise, bravoure, professionnalisme, esprit révolutionnaire, cruauté animale. Nous sommes l'avant-garde, mais de quoi ? La population attend des libérateurs, les Juifs sont libres et ils voient arriver les cosaques du Kouban. » Ils restent antisémites, et si, eux, ne font pas de pogromes comme les Polonais, il est difficile de contenir sa nature. Ainsi : « les Juifs sont ruinés, la perplexité, ils attendaient le pouvoir des soviets comme des libérateurs, et tout à coup des cris, des cravaches, sales youpins ». Et puis ils manquent de femmes. Protéger celles-ci du viol sera une tâche permanente des officiers russes. Celles qui suivent la cavalerie : « toutes des p… mais des camarades, et p… justement parce que camarades, c'est ça qui est important, elles sont au service de tout le monde avec les moyens dont elles disposent, ce sont des héroïnes, et en même temps elles sont l'objet de mépris, elles font boire les chevaux, transportent le foin, réparent les harnachements, volent dans les églises, dans les maisons ». Babel évoque ici *La femme et le socialisme*, de Bebel, alors bible du féminisme marxiste.

« Ordre du front Sud-Ouest de bien traiter la population lorsque nous passerons en Galicie. C'est la première fois que les troupes soviétiques franchiront la frontière. Nous n'allons pas dans un pays conquis, il appartient aux ouvriers et aux paysans galiciens et à eux seuls, nous allons les aider à instaurer le pouvoir des soviets. Un ordre important et raisonnable, seulement sera-t-il accepté par les pillards ? Non. » Et d'autant que le ravitaillement ne suit pas : « à chaque fois ce sont de nouvelles exigences, quarante chariots de foin, dix cochons, les agents du comité de ravitaillement réclament du pain… ». C'est une armée de barbares qui entre dans cette Galicie polonaise, entre vieilles villes soignées, certaines entièrement juives, propres et d'un modernisme encore inconnu en Russie, une paysannerie riche, en

partie juive aussi, d'où pillages ! Certes les Polonais ont fait pire, torturé horriblement, brûlé toutes les synagogues. Eux mettent à sac les églises, volent leurs richesses, mais bientôt les synagogues aussi.

L'ordre de l'Armée rouge est de ménager les prisonniers qu'il faut tenter de retourner. Les Cosaques les sabrent. À la date du 18 août, un massacre : « Nous supplions pour qu'on ne sabre pas les prisonniers, Apanasenko s'en lave les mains. Cheko a lâché le mot – sabrez-les, et les conséquences sont terribles. J'ai évité de regarder les visages, ils piquaient, abattaient à coups de fusil, des montagnes de cadavres […] C'est l'enfer. La façon dont nous portons la liberté, c'est horrible. […] Apanasenko – ne gaspille pas tes cartouches, tue à l'arme blanche. Apanasenko dit toujours – égorgez l'infirmière, égorgez les Polonais. » Et Babel : « La vie me dégoûte, bande d'assassins, c'est insupportable. » Et quasi tous les soldats ont la syphilis.

Et le commandement ? Nous venons de voir Apanasenko. « Son visage borné, effrayant. » […] Il a « presque fait fusiller la 14e division qui a battu en retraite ». Avec sa suite, il rend visite à Boudionny et à Vorochilov attablés dans un domaine noble. Il rend compte, au garde-à-vous, d'un désastre : un mouvement de cavalerie vers Lvov, mais les Polonais, à cent pas, avec une mitrailleuse ont blessé la moitié du régiment et attrapé les chevaux. Timochenko : Le commissaire de la 1re brigade a eu peur du feu. Il tire sur le commissaire ; « il a entrepris de battre tous les commandants à coups de fouet. […] avec lui lorsqu'on va en première ligne, ou on se fait tuer par les Polonais, ou c'est lui qui vous tue ». Babel les juge et voit loin : « Les commandants boudionnovistes [de la cavalerie rouge] : des condottieri ou de futurs usurpateurs ? Ils sont sortis du milieu cosaque, voilà l'essentiel – décrire la provenance de ces détachements, tous ces Timochenko, ces Boudionny ont formé eux-mêmes leurs détachements, surtout parmi leurs voisins de villages, et à présent ces détachements ont été organisés par le pouvoir des soviets. […] Tcherkachine, Tarassov – pillards, flagorneurs, goinfres, paresseux, l'héritage du passé, ils ne connaissent que leur maître. » Apanasenko à nouveau : « avide de gloire, la voilà la nouvelle classe. […] À propos des atamans, il y en a eu beaucoup là-bas, ils se procuraient des mitrailleuses, ils se sont battus contre Chkouro et Mamontov, se sont fondus dans l'Armée rouge, c'est une épopée héroïque. Ce n'est pas une révolution marxiste, c'est une révolte cosaque, qui veut tout gagner et ne rien perdre. La haine d'Apanasenko pour les riches, les intellectuels, une haine inextinguible. […] Renseignements sur la défense de Lvov – des professeurs, des femmes, des adolescents. Apanasenko les massacrera – il déteste l'intelligentsia, c'est un sentiment profond, il voudrait un État aristocratique à sa manière, un État paysan cosaque ».

Telle était l'armée de la bande de Tsaritsyne. Et Staline ? Il est absent du livre. Dissimulé à l'arrière du front. Telle était sa méthode avant les succès qu'il pouvait s'attribuer et sa montée au pouvoir.

Et comment cette armée se battait-elle ? On peut saisir ce que Trotsky lui reprochait : des pratiques de coups de boutoir de cavalerie. Plusieurs fois, ils encerclent les Polonais qui leur échappent et se

battent avec les armes et les méthodes de la guerre moderne et les tiennent en respect avec des forces moindres, effectuent des reculs tactiques. On ne distingue pas de front. Des villes prises. On s'arrête pour piller. 28 août, chez une violée : « L'effroi, la terreur de la population. Le pire, c'est que les nôtres passent, indifférents, et pillent où ils peuvent, dépouillent les morts. La haine est la même, les cosaques sont les mêmes de part et d'autre, avec la même cruauté, des armées différentes quelle bêtise ! Les shtetls. Aucun salut. Tout le monde les tue. »

Selon Babel, c'est le 21 août que serait venu l'ordre donné à toute la cavalerie rouge de se mettre à la disposition du front Ouest, c'est-à-dire vers Varsovie, en prenant les forces polonaises à revers. Cette date est un mensonge évident fait aux troupes, puisque c'est le 16 août qu'a commencé la contre-offensive polonaise qui va entraîner en quelques jours la défaite de l'armée de Toukhatchevski. Le mensonge transparaît dans le contexte de la même page du Journal : Le 20, le mouvement vers Lvov, objectif de Staline, a échoué. Babel écrit : « On relève donc l'armée qui se trouve à 4 verstes d'une ville qu'on avait cherché à prendre depuis si longtemps […] Folie ou impossibilité de prendre la ville par les forces de cavalerie ? » Et c'est avec retard que commence alors le mouvement vers le Nord.

Avances, reculs. Babel note que les Polonais se battent de mieux en mieux. Et le 1er septembre : « Ordre de l'armée – retraite, nous sommes encerclés. […] C'est le commencement de la fin de l'armée de cavalerie. » Trotsky avait fini par lancer le mot d'ordre « Prolétaires à cheval » quand il avait compris l'importance de la cavalerie contre des adversaires qui progressaient eux-mêmes à cheval, telles les bandes ukrainiennes, puis les troupes de Denikine. Mais elles étaient incapables de l'emporter contre des infanteries équipées en armements modernes. Victor Serge a remarqué que les cavaliers kirghiz, que Trotsky avait fait venir pour effrayer l'adversaire dans la défense de Pétrograd contre Ioudenitch, n'avaient servi à rien et même ajouté au désordre. Les Vorochilov et les Boudionny étaient incapables de comprendre cela, ne connaissaient pas d'autre manière de se battre. Il y avait bien une infanterie que Babel décrit : « Les garçons volhyniens pieds nus, à moitié idiots - c'est la campagne russe et ils se battent réellement contre les Polonais, contre les nobles qui les ont opprimés. Pas de fusils, les cartouches ne sont pas les bonnes, ces garçons errent dans les tranchées inondées de chaleur, on les déplace d'une lisière à l'autre. » Le 2 septembre : « Ordre de l'armée – contenir l'ennemi […] Des poussées, mais nous ne consolidons aucun succès. Les rumeurs concernant l'affaiblissement de l'armée vont croissant. Désertions. […] La plaie principale de la division – l'absence d'un commandement, tous les commandants sont sortis du rang. Apanasenko déteste les démocrates, ils ne comprennent rien, il n'y a personne pour mener les régiments à l'attaque. Des chefs d'escadrons commandent des régiments […] C'est dur de vivre, dans l'ambiance d'une armée qui se lézarde. » Les 3, 4, 5 septembre : « Trois rapports émanant des brigades, ils se sont donné le mot : si on ne leur accorde pas de repos, la division ne pourra

survivre, plus de tonus, les chevaux n'avancent plus, les hommes sont apathiques, la 3e brigade a passé deux jours dans les champs, le froid, la pluie. […] Combats. Les nôtres tentent de passer à l'offensive […] Échec complet. Une étrange impuissance. Les Polonais nous repoussent lentement, mais sûrement. » Le 6 : « le médecin est indigné d'entendre – mort aux youpins, sauvons la Russie. […] Le chef du ravitaillement a été battu à coups de cravache, l'infirmerie est jetée dehors, on réquisitionne, on prend les cochons sans compter, alors qu'ici l'ordre règne, on voit arriver chez Cheko toutes sortes mandataires porteurs de plaintes. Voilà ce que c'est, l'armée de Boudionny ». Et le recul se poursuit dans le chaos. Babel est passé du cheval au chariot, puis enfin un train : « La crasse, la faim. Tout le monde est amaigri, couvert de poux, a le teint jaune. » À l'arrière, à Kovel : « La zone de cantonnement de la 12e armée. Luxueux bâtiment – clubs, gramophones, soldats éduqués, c'est joyeux, la vie bouillonne. » Le lendemain : « les Polonais sont dans la ville. Fuite lamentable ». Deux jours plus tard, le journal s'arrête, la fuite a dû reprendre, Babel s'enfuit en le perdant.

Qu'avait-il fait dans ce chaos ? Vite démoralisé et souvent malade, il avait accompli de son mieux sa fonction de propagandiste à défaut de pouvoir faire autre chose, expliquant aux populations, entre ruines et pillages, le bel avenir qui allait sortir de tout ce fumier. Tout en y croyant de moins en moins au fil des jours. Ainsi du 10 août : « On a réussi à mettre fin au pillage. » Huit jours plus tard, il reste impuissant devant le massacre au sabre. « Je fais route sur ma charrette, je réfléchis, je m'angoisse au sujet de l'avenir de la révolution. » Il retrouvera bientôt son vrai visage, mais ce qu'il a perçu en cet automne de 1920, alors qu'il ne connaissait rien du commandement de cette armée, que Trotsky avait dû concéder à un Lénine qui n'avait pas encore découvert ce qu'était Staline, lui avait fait pressentir les racines du désastre futur.

S'ajoutant aux causes vues plus haut, l'insuffisance numérique des forces de Toukhatchevski et leur épuisement que Trotsky avait si bien jugé causèrent l'effondrement de son armée. Terrible fut son coût en morts et en prisonniers. L'Armée rouge recula de quatre cents kilomètres. Trotsky, rappelé du front de Wrangel, trouva une direction du parti presque unanime dans la décision d'envoyer des forces fraîches et de reprendre l'offensive, ce à quoi il était opposé. Il se rendit parmi les troupes et revint persuader Lénine. Le désastre ne fut limité que par le propre épuisement de l'adversaire qui, d'ailleurs plus soucieux de sa Grande Pologne que du constant désir des impérialistes d'en finir avec la Révolution, accepta un armistice dès le 12 octobre. Cette défaite – la première de l'Armée rouge – coûta cher à la République soviétique, puisque le traité de paix de Riga, le 18 mars 1921, lui enlevait une moitié de la Biélorussie et l'Ukraine occidentale. Ce fut le prix de la paix.

L'Ukraine, dernier front

À l'intérieur, celle-ci n'était cependant pas encore acquise. Pendant la campagne de Pologne, Trotsky, après la défaite de Denikine, s'était

porté sur le front Sud, contre Wrangel. Il fallut sept mois pour le repousser dans la Crimée dont il était parti et où il fut finalement écrasé en décembre. Comme toujours, Trotsky avait abandonné ce front dès que la victoire s'était dessinée pour rejoindre le Nord où le péril apparaissait. Mais en Ukraine orientale, l'Armée rouge avait retrouvé Makhno, et à nouveau il lui fut proposé d'y unir ses forces. Celui-ci l'accepta, mais selon sa même tactique qu'en 1919, à savoir, dans la perspective inévitable d'un affrontement. Wrangel ennemi n° 1, les bolcheviks, ennemi n° 2. À côté de combats communs, pénétrer les troupes rouges avec le dessein de les désintégrer. Trotsky n'accordait aucune confiance à Makhno, mais ce fut d'abord Vorochilov qui traita avec lui comme en 1919.

Voline a repris textuellement, dans sa *Révolution inconnue*, la plupart des pages du livre d'Archinov, lequel rapporte qu'après avoir abandonné Ékaterinoslav et reculé jusqu'entre les villes de Mélitopol, Nicopol et Aleksandrov, c'est « dans cette dernière ville que l'état-major makhnoviste fut rejoint par le haut commandement de plusieurs divisions de l'Armée rouge descendues sur les traces de Denikine », et que la « rencontre fut en tout point semblable à plusieurs autres qui la précédèrent, amicale – et même cordiale – en apparence ; elle devait réserver toutefois – et on s'y attendait – des surprises et des orages. Sans aucun doute, les bolcheviks se souvenaient avec amertume et rancune du coup que certains régiments makhnovistes leur avaient porté récemment, en quittant les rangs de leur armée et en emmenant plusieurs régiments rouges. Sans le moindre doute, également, ils ne pourraient tolérer longtemps la présence à leurs côtés d'une armée libre, ni le voisinage d'un mouvement indépendant, de toute une région qui ne reconnaissait pas leur autorité. Tôt ou tard, des conflits seraient inévitables. Et, à la première occasion, les bolcheviks n'hésiteraient pas à attaquer. […] Cependant, les soldats des deux armées se saluèrent amicalement, fraternellement. […] Huit jours après, l'orage éclata ».

En guise de preuve de la décision d'une volonté bolchevique d'anéantissement des troupes paysannes, Archinov et son copiste Voline se trahissent en postdatant de la fin de 1919 un prétendu ordre de la 14e armée de « diriger l'Armée insurrectionnelle sur le front polonais », qui n'exista que près d'un an plus tard. Les deux textes sont suivis de développements différents, mais le refus d'accepter cet ordre se termine semblablement chez les deux auteurs : « Cette réponse était accompagnée d'un appel aux soldats de l'Armée rouge les engageant à ne pas être dupes des manœuvres provocatrices de leurs chefs. Ceci fait, les makhnovistes levèrent le camp et se mirent en marche vers Goulaï-Polé. Ils y arrivèrent sans encombre et sans incidents en route. Les soldats de l'Armée rouge ne manifestaient aucun désir de faire opposition à ce mouvement. […] Vers la mi-janvier 1920, les bolcheviks déclarèrent Makhno et les combattants de son armée hors la loi pour leur refus de se rendre sur le front polonais. » Cette falsification grossière des événements est suivie de pages confuses d'accusations, non seulement invérifiables mais souvent absurdes, telle celle selon laquelle l'arrivée des soldats de

l'Armée rouge dans un village ukrainien « signifiait l'arrestation immédiate de nombreux paysans qui étaient ensuite emprisonnés et, pour la plupart, fusillés, soit comme insurgés makhnovistes, soit comme otages », soit l'attitude exactement contraire à celle pratiquée à l'égard de toutes les populations délivrées. Suit : « Une lutte acharnée fut engagée entre les makhnovistes et les autorités communistes. » Archinov conclut : « Nous ne croyons pas devoir insister sur toutes les péripéties de cette lutte qui dura neuf mois. »

La simple vérité est que Makhno accepta l'alliance avec l'Armée rouge à chaque fois qu'il se trouvait en face d'un ennemi supérieur en force. Ainsi en alla-t-il en 1920 contre Wrangel, comme en 1919 contre Denikine (se donnant dans les deux situations tout le mérite de la défaite de l'un et de l'autre), mais en aucun cas il ne voulait s'intégrer à la société soviétique, alors que l'Ukraine ouvrière était tout entière pour les Soviets, tandis que si Makhno était entré en lutte contre les grands propriétaires fonciers, il représentait autant les koulaks que les petits paysans, et cela dans la zone limitée dont il est caractéristique que le centre était son village de Goulaï-Polé. Cependant, une fois Wrangel liquidé, Frounzé devenu commandant du front Sud réussit à conclure un accord politique et militaire avec l'Armée insurrectionnelle. L'article 3 de l'accord politique signé par Yakovlev pour la République socialiste soviétique de l'Ukraine et par les plénipotentiaires du Conseil et du commandement de l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine, Kourilenko et Popoff, était fort clair : « Libre participation aux élections aux soviets ; le droit pour les makhnovistes et les anarchistes d'y être élus. Libre participation à l'organisation du prochain cinquième Congrès pan-ukrainien des Soviets, qui doit avoir lieu en décembre prochain. » Mais les makhnovistes en voulaient davantage et proposèrent un 4e article, inacceptable par le pouvoir soviétique, en ce qu'il ajoutait : « dans la région où opérera l'armée makhnoviste, la population ouvrière et paysanne créera ses institutions libres pour l'auto-administration économique et politique ; ces institutions seront autonomes et liées fédérativement – par pactes – avec les organes gouvernementaux des Républiques soviétiques ». Voline lui-même reconnaît dans son commentaire que les articles 3 et 4 étaient incompatibles. Et les livres des deux anarchistes, Voline citant Archinov comme s'il s'agissait de documents, donnent sur la reprise des hostilités des explications embrouillées, dont il ressort, malgré tout, quelques vérités. D'une part, que les makhnovistes agirent selon l'article 4, refusé par les représentants soviétiques, d'autre part, que les anarchistes de toute la Russie se précipitèrent vers cette « zone autonome ».

Que se passa-t-il ensuite ? Après la défaite de Wrangel, l'Armée insurrectionnelle n'avait plus de raison d'être et il semble bien que c'est le refus de la dissoudre, les anarchistes considérant cela comme une opération soviétique visant à les détruire, qui entraîna les nouveaux affrontements. D'abord, les 15 et 16 novembre en Crimée, puis à partir du 23, date de l'ordre de Frounzé et Smilga de dissolution de l'Armée insurrectionnelle et d'incorporation de ses détachements

dans l'Armée rouge, et l'arrestation à Goulaï-Polé de prétendus espions bolcheviques envoyés pour préparer l'arrestation de Makhno. Comment les choses se passèrent-elles ? Les contradictions entre les témoignages et l'absence de documents interdisent de trancher sur des affrontements qui étaient moins de guerre entre armées que des mêlées confuses de guerre civile. Une seule chose est sûre, c'est que l'on ne peut croire les invraisemblables accusations de félonie portées par Voline contre Rakovski, qui avait repris à Kharkov la présidence de l'Ukraine soviétique, connaissant par toute sa vie la droiture et l'intégrité de ce communiste héroïque.

Ce que l'on sait, en revanche, c'est ce qu'était l'anarchie de Makhno, « le petit père », chef tout-puissant, décidant seul des confiscations, réquisitions, arrestations et exécutions. Il était à la fois un utopiste fort peu lettré et un aventurier, sous l'égide duquel se regroupaient toutes les sortes d'anarchistes, des plus simplistes utopistes venus de Russie aux paysans qui ne voyaient pas plus loin que le bout de leur champ, mais souvent antisémites, et jusqu'aux pires « individualistes » pillards et aux simples bandits. Leur exigence de créer une sorte d'État autonome sans État, mais avec une armée de plusieurs milliers d'hommes dans « deux ou trois départements de l'Ukraine », alors qu'ils dénonçaient le pouvoir soviétique comme un régime d'oppression, ne pouvait être autre chose qu'un centre d'une nouvelle lutte pour le pouvoir en Ukraine, et cela à la frontière encore brûlante de l'Ouest. Trotsky toléra mal les dirigeants rouges qui avaient traité avec Makhno. Tous, finalement, payèrent leurs concessions en devant lui livrer une guerre à outrance. Makhno la mena comme il l'avait fait avec Denikine, d'accrochages et coups de main, avec replis rapides, mouvements continus, vivant sur l'habitant, dans une sorte de guérilla dont il était devenu un maître, et qui ne se termina qu'en août 1921. Makhno, blessé, passa la frontière polonaise avec le peu de forces qui lui restaient. L'Ukraine sortit enfin du pire et du plus sanglant chaos de cette guerre.

Cette prolongation – en fait véritable « guerre civile » dans la grande guerre de la Révolution contre l'impérialisme mondial – ne fut pas la seule, car le chaos de l'immense empire connut aussi de véritables petites armées de simples bandits, regroupés sous le nom de « Verts », que Boris Pilniak, dans son roman *l'Année nue*, nous a montrés comme les pires ennemis dans un village reculé du pays, et qu'il fallut du temps pour exterminer.

La victoire et l'Internationale

C'est à juste titre que l'année 1920 a été considérée par l'histoire comme celle de la victoire. Pour la première fois une révolution prolétarienne sortait victorieuse des forces mondiales de la contre-révolution coalisées contre elle.

Mais le prix de cette victoire avait été énorme, effroyable : six millions de morts, et parmi ceux-ci une grande partie de l'élite du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le pays avait aussi perdu un million d'habitants, et pas seulement quasi toute la bourgeoisie et les couches réactionnaires de la société, mais aussi une grande partie de

l'intelligentsia intellectuelle et technique. La terre était ravagée, la guerre ayant eu lieu partout, un nombre immense de villes détruites. L'industrie, qui avait été monopolisée pour la guerre, était à reconstruire.

Malgré cela, et comme en écho à cette formidable épopée, avait pu se tenir, en plein milieu de la terrible dernière année de guerre, un 2e Congrès mondial de la nouvelle Internationale. Si la victoire de la guerre révolutionnaire appartenait sans conteste à Trotsky, le succès ce 2e Congrès était tout entier l'œuvre de Lénine. Y furent présents 167 délégués avec voix délibérative et 51 avec voix consultative, appartenant à 31 nations dont les républiques soviétiques d'Ukraine et d'Asie. Certes, nombre d'entre eux ne représentaient que de toutes petites organisations, et ceux d'Allemagne, de Hongrie et de Pologne des partis de révolutions vaincues, mais celui d'Italie était né en octobre 1919 et celui de France était sur le point de naître. Les délégués qui avaient voix délibérative étaient tous représentants de forces déjà organisées ou potentielles, proches de leur naissance ou renaissance, comme cela allait bientôt se vérifier. Des 69 qui signèrent l'Appel du Congrès, nombre étaient déjà des révolutionnaires connus, ou qui allaient bientôt l'être. Pour la Russie, c'étaient Lénine, Trotsky, Zinoviev et Boukharine ; pour la France, le zimmerwaldien Rosmer précédait maintenant Sadoul et Guilbeaux ; l'importance maintenue de l'Allemagne était marquée par quatre délégués, avec en tête Paul Levi ; on remarquait Silvya Pankhurst dans la délégation anglaise et John Reed dans celle des États-Unis ; Serrati et Bordiga pour l'Italie, Van Overstraeten pour la Belgique, Humbert-Droz pour la Suisse, Rakozy et Varga pour la Hongrie, Milkitch pour la Yougoslavie, Maring pour les Indes-Néerlandaises et Laou-Siou-Tchéou pour la Chine. Bien que, de ces délégations, outre l'URSS, vingt et une fussent européennes, huit seulement pour l'Asie, et une seule pour l'Amérique, c'est bien de ce congrès qu'allait naître une véritable Internationale, sur un programme commun, un type d'organisation commun, une direction unifiée, une stratégie commune. Et cela n'était en rien le résultat de directives imposées d'en haut (comme cela allait être le cas, d'abord sous Zinoviev au 5e Congrès, puis sous Staline), mais au contraire le résultat de débats sur les textes, présentés.

La plupart étaient l'œuvre de Lénine qui avait tenu les relations les plus serrées avec les leaders des groupes communistes déjà liés à l'Internationale. Il avait préparé ce congrès encore plus soigneusement que le premier. C'était lui qui avait écrit les thèses essentielles, à savoir « Sur les tâches fondamentales », « Sur les questions nationale et coloniale » et « Sur les conditions d'admission ». Mais alors que la « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » commençait par ces trois phrases : « Le prolétariat mondial est à la veille d'une lutte décisive. L'époque que nous vivons est une époque d'action directe contre la bourgeoisie. L'heure décisive approche », n'avait-il pas écrit deux mois plus tôt dans sa *Maladie infantile du communisme* ? Nulle contradiction pourtant. Il ne pouvait qu'être suivi dans sa critique de la crise du système capitaliste, exprimée en particulier par les conséquences inévitables du Traité de

Versailles, et dans les grands espoirs qu'il gardait d'un nouveau sursaut révolutionnaire européen, mais il lui fut plus difficile de faire comprendre, par l'exemple désastreux de la révolution hongroise, à quelles erreurs d'impatience ultragauches pouvait conduire l'exemple spécifique de la révolution russe. Des militants nourris de sa critique féroce de la politique de la IIe Internationale, dans la *Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, à laquelle Trotsky venait de donner un implacable complément, avec son *Terrorisme et communisme* (titre repris à Kautsky lui-même), ne comprenaient pas que leur diffusion ne suffisait pas à créer une situation révolutionnaire. Cela manifestait la faiblesse théorique de l'encadrement communiste de l'Internationale qui s'augmentait avec son nombre. D'où le rôle d'équilibrage de la *Maladie infantile*…

En octobre 1919, Lénine avait recommandé aux communistes italiens de ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires avant d'avoir conquis une assise de masse. En avril 1919, il avait déjà, dans un texte écrit probablement pour le premier congrès de l'Internationale, *La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire*, expliqué « Comment a-t-il pu se faire que le premier pays qui ait réalisé la dictature du prolétariat et fondé la République des Soviets ait été l'un des pays les plus arriérés de l'Europe ? » Le premier chapitre de la M*aladie infantile* était titré « Dans quel sens peut-on parler de la portée internationale de la révolution russe ? » L'ensemble du livre traite précisément des conditions très différentes que les communistes vont rencontrer dans les pays plus avancés d'Europe, et démontre les erreurs que les communistes « de gauche » commettent en se refusant à la participation éventuelle à des syndicats « réactionnaires » tant que les masses n'ont pas pris conscience de la trahison de leurs bureaucraties, ainsi qu'aux élections et institutions parlementaires – reprenant là la leçon que Marx avait donnée à Jules Guesde sur la bonne utilisation du suffrage universel et des tribunes – dont l'utilisation doit viser à leur destruction. Tout cela fut discuté démocratiquement et longuement par le Congrès, et si l'adoption de toute l'élaboration de Lénine passa dans les thèses, et certes à une très large majorité, ce fut par sa puissance de conviction. Ce caractère démocratique de la discussion sur la nécessité éventuelle d'une participation parlementaire est démontré par l'opposition de l'Italien Bordiga (qui n'en démordit jamais), celle de quelques délégués anglais, et celle des membres du KAPD allemand, qui sortirent du Congrès malgré les efforts pour les garder. Quant au problème des syndicats, souvent délicat, tels celui du Labour Party anglais, à la fois parti et syndicat, Lénine montra comment on pouvait le prendre à son propre jeu.

Ce Congrès aborda des questions qui jusque-là n'avaient jamais été traitées d'un point de vue international, et étaient parfois inconnues par les organisations ouvrières, telles la question des colonies et des révolutions coloniales, la question noire aux États-Unis, et celle de la pénétration de cet impérialisme en Amérique latine, les questions des petites nationalités dominées, celle des rapports avec la paysannerie, enfin la question du sionisme. Ce furent des découvertes pour beaucoup de délégués, heurtant parfois des préjugés bien enracinés.

La grande supériorité de Lénine était de les avoir toutes abordées. Un immense terrain théorique s'ouvrait là, dont tous les aspects n'allaient pas être maîtrisés dans le temps révolutionnaire de l'Internationale.

Le haut niveau d'ensemble des documents de ce Congrès – dont bien des éléments restent d'actualité – était contrebalancé par les défauts de l'organisation de l'Internationale, un point faible qui tenait à la disproportion des forces entre le Parti bolchevik et l'ensemble de toutes les autres organisations. Malgré les efforts pour fixer à Moscou les meilleurs cadres internationaux, tels Rosmer, Clara Zedkin et Humbert-Droz, cela se heurtait au problème de la privation que ce serait pour leurs sections nationales. La plupart de ces cadres « tournèrent », ce qui accroissait le rapport d'influence avec les Russes qui restaient en place, et par ailleurs pouvait donner un pouvoir arbitraire à des exilés dont les bases nationales étaient plus ou moins détruites. Bien que certains délégués, et surtout Paul Levi, aient senti le danger d'une trop grande autorité du centre international par rapport aux directions nationales des partis, le tout était noyé dans la confiance en l'intégrité et l'internationalisme de tous ces cadres, et au-dessus d'eux : Lénine ! Celui-ci mort, ce fut là, comme nous le verrons, l'origine de la bureaucratisation de l'Internationale, et d'autant plus que son secrétaire général et président désigné fut Zinoviev. Il aurait pu en être tout autrement si Trotsky avait occupé ce poste. Mais il avait à ce moment la guerre à terminer et, au-delà, bien autre chose en tête : la situation critique de l'immense pays.

Bibliographie

Anarchistes russes et les soviets (les), Textes de Rocker ; Archinov, Valevsky, Yartchouk, Makhno ; traduits et préfacés par A. Skirda, éd. Spartakus, 1973.

Anonyme (Clara Zedkin *et al.), Dix années de terreur blanche,* Bureau d'éditions (sans date).

Archinov (Piotr), *L'Histoire du mouvement makhnoviste - 1918-1921, 1924,* rééd Ressouvenances, Cœuvres-et-Valsery, 2000.

Babel (Isaac), *Cavalerie rouge*, introduction, traduction et notes de Maurice Parijadine, Gallimard 1929. *Journal de 1920*, préface de Zsuzsa Hetényi, traduction de Wladimir Berelowitch, Éditions Balland, 1991.

Badia (Gilbert), *Les Spartakistes. 1918 : L'Allemagne en révolution.* Coll. Archives, René Julliard, 1966.

Barmine (Alexandre), *Vingt ans au service de l'URSS - Souvenirs d'un diplomate soviétique*. Albin Michel éditeur, 1939.

Bolcheviks et la révolution d'octobre (les), procès-verbaux du comité central du parti bolchevik – août 1917-février 1918, présentation et notes de Giuseppe Boffa, éd. François Maspero, 1962.

Desanti (Dominique), *L'Internationale communiste*, Payot, 1970.

Deutscher (Isaac), *Staline,* NRF, 1953.

Fouchère (Berthe), *La vie héroïque de Rosa Luxembourg*. Cahiers mensuels Spartakus, mars 1948.

Frank (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste – 1919-1943*, éd. La Brèche, 1979.
Lénine, *Œuvres,* t. 26 à 32 et 42. Éditions sociales, 1958 à 1963, et 1969.
Liebman (Marcel) Le léninisme sous Lénine. 2 – *L'épreuve du pouvoir,* 1972.
Luxemburg (Rosa), *Œuvres* II (écrits politiques 1917-1918), présentation et traduction nouvelle de Claudie Weill. FM/petite collection Maspero, 1971.
Makhno (Nestor), *La Révolution russe en Ukraine (mars 1917-avril 1918)*, La Brochure mensuelle, Paris 1927.
Marty (André), *La révolte de la mer Noire*, Bureau d'éditions de diffusion et de publicité. Paris, 2 vol., 1927 ; nouvelle édition entièrement remaniée, Bureau d'éditions, 1 vol., 1932. (Si Marty ne cite que peu de noms propres dans la première édition de son ouvrage, celui de Trotsky disparaît dans la seconde édition, où apparaît encore celui de Rakovski, supprimé aussi dans les suivantes.)
Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste – 1919-1923, « Bibliothèque communiste », Librairie du Travail, 1934. Réimpression en fac-similé, François Maspero, 1969.
Rosenberg (Arthur), Histoire du bolchevisme, éd. B. Grasset, 1936.
Sadoul (Jacques), Note*s sur la révolution bolchevique*, éd. de la Sirène, 1920. Rééd. François Maspero, coll. « bibliothèque socialiste », 1971.
Serge (Victor), *L'an I de la révolution russe,* rééd. intégrale et augmentée, 3 vol., éd. François Maspero, 1971. *Vie et mort de Léon Trotsky*, 2 vol., éd. François Maspero, 1973.
Socialistes-Révolutionnaires de gauche dans la Révolution Russe (les), une lutte méconnue, 1918, éd. Spartakus, 1983.
Trotsky (Léon), *Écrits militaires, I – Comment la Révolution s'est armée,* L'Herne, 1967. *Ma vie*, NRF Gallimard, 1953, *Staline,* éd. Bernard Grasset, 1948.
Voline, *La Révolution inconnue*, Les Amis de Voline, Paris, 1947.

IV

LA REVOLUTION ISOLEE ET LA POLITIQUE DE TRANSITION

Un pays ruiné, une population affamée, un prolétariat épuisé

La victoire militaire finale de la Révolution allait-elle être le berceau de son échec social entraînant la défaite ?

Si l'on a le droit de se méfier des témoignages issus des témoins anticommunistes, celui du révolutionnaire Victor Serge, en ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, suffit à dire toute l'horreur de la situation. Citons-le dans le désordre : « La faim débilitait les masses, la faim atteignait la vie cérébrale du pays entier. Cette révolution socialiste montait du plus profond de la vieille Russie barbare. La campagne pillait systématiquement la ville, en exigeant un objet – même inutile – pour chaque poignée de farine apportée clandestinement à la ville par les moujiks. » L'origine de la situation désastreuse tenait en effet à la situation de la paysannerie. Presque pas un seul coin de l'immense empire n'avait été épargné par la guerre. Et pour nourrir la ville et les armées, c'est sur les paysans qu'avait pesé le plus lourd du « communisme de guerre », par l'addition de la mobilisation générale et des prélèvements de récoltes, d'autant plus que ceux-ci avaient souvent dépassé les normes exigées par le pouvoir soviétique. Et comme la conscience révolutionnaire paysanne n'allait le plus souvent pas plus loin que la reprise de la terre aux propriétaires fonciers – exception faite pour la paysannerie des régions des fronts où se jouait précisément le retour des maîtres de la terre –, une majorité de la population paysanne, jetée dans une misère pire que celle du temps du tsarisme, devenait hostile au pouvoir des bolcheviks. De ce fait, les soviets paysans, bases de l'État, glissaient inexorablement vers l'opposition, et les communistes, pour les conserver, les gonflaient bureaucratiquement de délégués d'ouvriers et de soldats. Méthode qui inaugurait ce qui allait mener à leur fin.

De son premier constat, Victor Serge déduisait qu'il « fallait maintenant tenir avec le régime révolutionnaire, par crainte d'une contre-révolution rurale qui ne serait plus qu'un déchaînement de sauvagerie. […] Les intellectuels anti-bolcheviks, qui étaient de beaucoup les plus nombreux […] considéraient le bolchevisme comme fini, épuisé par la famine et la terreur, ayant tout le pays paysan contre lui, toute l'intelligentsia contre lui, la grande majorité de la classe ouvrière contre lui ». Mais il ajoutait que tous ceux qui tenaient ce langage, ressassant les vieux griefs accumulés depuis mars 1917, avaient en même temps peur du lendemain. : « Parmi eux, les juifs vivaient dans l'angoisse des prochains pogromes. Tous s'attendaient à un chaos plein de massacres. […] Si l'antibolchevisme

l'emportait, serait-il plus clément ? Que faisaient donc les Blancs quand ils remportaient des victoires ? […] Je les voyais désarmés, pris entre deux feux. »

Et que déduisaient de la situation, pour leur part, les opposants révolutionnaires ? Victor Serge rencontra les mencheviks qui s'étaient séparés des dirigeants et militants passés à la contre-révolution, et s'étaient vus à nouveau légalisés comme parti en mars 1919. Il les trouva « admirablement intelligents, probes, dévoués au socialisme, mais complètement dépassés par les événements. Ils représentaient un principe juste, celui de la démocratie ouvrière, mais dans une situation si pleine de périls mortels, l'état de siège ne permettait pas le fonctionnement d'institutions démocratiques. Et leur amertume de parti brutalement vaincu déformait quelquefois leur pensée. S'attendant à une catastrophe, quelques-uns ne se ralliaient que du bout des lèvres ». Ancien anarchiste, Serge trouva ceux de Russie bloqués dans leurs habituelles contradictions : « Un groupement anarchiste préconisait la fédération des communes libres ; d'autres ne voyaient d'issue que dans de nouvelles insurrections, tout en reconnaissant que la famine rendait impossible les progrès de la révolution. » Et, informé des opérations contre-révolutionnaires des « gardes noires », en 1918, il se ralliait sans réserves au bolchevisme.

Le débat syndical et le début du bureaucratisme

Ni Lénine ni Trotsky ne méconnaissaient les pires aspects de la situation et leurs risques. En septembre 1920, Lénine commença à se persuader de la nécessité de se dégager du « communisme de guerre » et, dans un projet de résolution pour les syndicats, il écrivit : « Il convient à l'heure actuelle […] d'entreprendre, progressivement mais inflexiblement, le passage des procédés d'urgence à la normalisation. » Et il citait en particulier le cas de la Centrale des Transports, dont les effectifs de militants syndicaux avaient été majorés pour les nécessités de la guerre comme d'une priorité qui devait être transférée à l'industrie, et dont les fabrications allaient d'ailleurs devoir se transformer profondément elles aussi, cessant de fabriquer des armes pour des machines civiles de la ville, et surtout de la campagne. Une telle mutation allait se heurter à la réduction de l'avant-garde ouvrière dans les usines. Lénine ne préconisait pas encore de mesures de transition. Dès 1919, Trotsky s'était de son côté inquiété du prix que la guerre coûtait en militants ouvriers. « À chaque grand danger, les citadelles les plus avancées du prolétariat envoient par milliers des communistes pour le premier rang du front, les meilleurs. Et ils meurent. Cette décimation répétée épuise la classe ouvrière. » C'étaient de ce fait les moins conscients qui devaient travailler plus durement que jamais, sous une direction quasi militaire, en continuant de souffrir de la faim, et qui s'en défendaient par l'absentéisme et le ralentissement, voire le mauvais travail, avec un moral désastreux. C'était pour eux, d'abord et avant tout, qu'il fallait lever le fardeau du « communisme de guerre ». Trotsky s'en était persuadé au moment où il avait fallu constater que 60 % des locomotives étaient en mauvais état. Si l'on tombait à 25 % d'entre

elles en activité, ce serait la fin de la guerre, la mort ! Pendant l'hiver 1919-1920, alors qu'il était dans l'Oural, Lénine lui avait demandé de prendre la direction des Transports et de résoudre le problème. Il avait accepté et compris « que les méthodes du communisme de guerre, qui nous avaient été imposées par toutes les circonstances de la guerre civile, s'étaient épuisées d'elles-mêmes et que, pour le relèvement de l'économie, il était indispensable de réintroduire, à tout prix, l'élément de l'intérêt individuel, c'est-à-dire de rétablir à tel ou tel degré le marché intérieur. Je présentai au comité central un projet d'après lequel on devait substituer à la répartition forcée du ravitaillement, un impôt sur les céréales et la faculté des échanges commerciaux ». Dans un rapport au Comité central, il avait expliqué : « La politique actuelle de réquisition égalisatrice d'après les normes d'approvisionnement, de responsabilité mutuelle à la livraison et de répartition égalisatrice des produits de l'industrie mène à une réduction de l'agriculture, à une pulvérisation du prolétariat industriel, et menace de briser définitivement la vie économique du pays. » D'où que, selon lui, il fallait « une plus exacte correspondance entre les produits industriels fournis aux paysans et la quantité de céréales versée par eux ». Cette résolution avait été rejetée, et ce fut un an plus tard la base du désaccord qui surgit entre lui et Lénine sur la fonction des syndicats. Logique avec la politique qu'il avait combattue et qu'il devait observer, il réussit à redresser l'industrie des transports avec la même discipline militaire que celle de l'armée sur le front tant que la guerre dura. Dès qu'elle fut achevée, ses craintes d'une catastrophe économique le ramenèrent aux moyens de ranimer la conscience prolétarienne, en particulier par le biais des syndicats, en redonnant par eux ce qu'il appela « une atmosphère de production », via une « démocratie de production ». Lénine s'en prit à ces formules imprécises où il voyait une remise en cause de la place des syndicats dans la structure globale de la dictature du prolétariat. Nouveau débat à front renversé, où c'est Lénine qui n'envisage qu'un tournant en douceur, sans doute par crainte de dérives incontrôlables, et où c'est Trotsky qui, contrairement à une légende d'origine stalinienne coriace, veut sortir les syndicats de la discipline du communisme de guerre et leur donner les conditions de démocratie qui les rendent responsables devant les exigences de la situation. Le problème est : comment ?

Alors que leur préoccupation est la même : lever sur la classe ouvrière le poids du communisme de guerre, ranimer l'esprit de classe et le fortifier par des mesures d'intérêt matériel, ils vont s'opposer sur les mesures à prendre, avec, en tierce partie, l'Opposition ouvrière représentée par Chliapnikov, qui préconise une véritable autonomie syndicale, à laquelle Lénine et Trotsky s'opposent. Lié au problème syndical, celui des dangers de la bureaucratisation et de la manière de lutter contre elle va jouer un rôle déterminant dans les positions opposées et va envenimer la discussion.

La lecture des textes de Lénine qui nous restent comme pièces essentielles de ce débat laisse une grande impression de malaise, du fait de leur violence. La polémique y apparaît malsaine, les grands

mots de « fractionnisme » et de « politique antiparti », de « rupture avec le communisme », d'« abandon de la dialectique marxiste » ne sont-ils pas disproportionnés sur une telle question ? Pour nous qui connaissons la suite de l'histoire, nous savons quel usage Staline fera de telles formules pour détruire ses adversaires ! Sur le moment, où ils ne sont utilisés que dans les débats du Comité central, doivent-ils leur utilisation à la gravité de la situation ? À coup sûr ! Mais Lénine aurait dû s'en dispenser étant donné le poids qu'avait son autorité, et alors même qu'il soulignait les dangers qui pesaient sur le Parti et sur la révolution elle-même.

Dans son discours du 24 septembre précédent, il avait noté : « La situation incroyablement difficile de la République soviétique dans les premières années de son existence, l'extrême état de ruine et le très grand danger de guerre ont rendu inévitable de faire passer au premier plan certaines administrations et groupes de responsables "de choc" (et donc en fait de les privilégier). C'était inévitable, car il n'était pas possible de sauver le pays ruiné sans concentrer les forces et les moyens sur ces administrations et ces groupes de responsables. » Alors, les bureaucrates qu'il visait étaient ces « spécialistes », honnis par les cadres communistes. Le pire était ailleurs ?

Un débat adventice avait surgi sur la nature de l'État soviétique. Lénine ayant parlé, le 30 décembre, d'un État ouvrier-paysan, Boukharine l'en avait repris en le renvoyant aux thèses de l'Internationale. Le 19 janvier, Lénine se rectifia : « Je vois que j'avais tort et que le camarade Boukharine avait raison. J'aurais dû lui dire : Un État ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un État ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un État ouvrier avec une déformation bureaucratique. »

Cela éclaire l'ensemble de la conception de Lénine : Tout pour qu'un choc de n'importe quelle partie de la structure sociale et politique n'entraîne pas une catastrophe en dominos. D'où la volonté d'un tournant en douceur, sans attaque frontale du cancer bureaucratique, et conduit par un parti sans conflits internes, agissant dans une parfaite unité. De là que toute divergence est prise par lui comme fraction (à l'inverse de ce qu'il recommande aux sections étrangères), et l'Opposition ouvrière comme une scission syndicaliste en cours. Lui qui agite fortement la nécessité de la pensée dialectique contre Boukharine et Trotsky, ne voyait pas que, dans une situation où il n'existait plus d'opposition politique à l'extérieur du Parti, supprimer le droit de tendance à l'intérieur, comme cela va être fait par le 10e Congrès, et confirmé par le 11e, c'était marcher vers un monolithisme sans contradiction qui allait briser le Parti, puis l'Internationale, en tombant aux mains des pires bureaucrates, et vers la formation d'une fraction secrète au sein de la direction.

Trotsky considérait à la fois que les syndicats ne devaient pas s'opposer, en tant que représentants de la classe ouvrière, à l'État prolétarien, comme ils s'opposaient hier et ailleurs aux États bourgeois, mais que leur fonction nouvelle était d'être les organismes

économiques de la production industrielle, et en même temps qu'ils devaient prendre conscience de la responsabilité politique que cela leur conférait, et qu'ils en exercent les droits démocratiques (donc contre leurs bureaucrates). Lénine, lui, tenait à les maintenir entre les masses et le Parti, comme école politico-sociale du communisme, tout en leur reconnaissant leur droit de grève, en somme comme sonnette d'avertissement envers le pouvoir. « L'erreur [de Trotsky] est de ne pas comprendre que les syndicats sont une école de direction administrative et technique de la production », écrit-il dans sa brochure du 25 janvier 1921. Et d'autre part il y rappelle dans sa conclusion qu'en décembre, « la lutte contre la bureaucratie [a été] posée au 8e Congrès des Soviets. Donc tout le Parti et toute la République ouvrière et paysanne ont reconnu la nécessité de mettre à l'ordre du jour la question de la bureaucratie et de la lutte contre cette dernière ».

On voit qu'il ne s'agit pas de la même façon d'engager le combat contre la bureaucratie, puisque, sans le dire explicitement, c'est la base que Trotsky tendait à mettre en action contre la bureaucratie, sachant fort bien que celle-ci était déjà dans le Parti. Par ailleurs, Lénine repoussait la proposition de Trotsky d'égalisation immédiate dans la consommation, et y opposait « le passage progressif, mais constant, vers l'égalisation, quant à la position des différents groupes d'ouvriers et de leurs syndicats respectifs ». Comme il s'agissait là d'un texte public, il adoucissait ainsi la dénonciation des « erreurs du camarade Trotsky » : « La lutte idéologique dans le Parti ne signifie pas se repousser les uns les autres, mais agir les uns sur les autres […] Il va de soi que le Parti appliquera également ce juste raisonnement au camarade Trotsky. »

Cette discussion sur les syndicats avait fait tomber Trotsky dans un piège. Il était celui qui avait mené la terrible guerre de trois ans à la victoire, restant comme en 1917 le second, à côté de Lénine. Et soudain il se trouvait opposé à celui-ci dans un débat où il entrait sans préparation, soutenu d'abord par le seul Rykov, et à demi par Boukharine qui se voulait « tampon », devant un bloc de suivistes hostiles, d'autant plus haineux de sa supériorité que leur bilan n'était guère brillant.

Ces échanges n'apparaissent pas comme une discussion. Lénine parlait de pratiques, d'expériences à suivre, sur la base de chiffres, et opposait à Trotsky ce qu'il l'avait obligé à faire pour relever les transports. De son côté, Trotsky posait des problèmes de principes, évoquait des dangers en termes généraux, mais nets, sur le problème du bureaucratisme dont Lénine ne semblait pas voir le danger immédiat à l'intérieur du Parti, parlait de la nécessité des bureaucrates dans la situation d'inculture générale de la classe ouvrière et de la perte d'une énorme partie de l'intelligentsia technique et administrative. Trotsky ne pouvait dire clairement que ce n'était pas ceux-ci qu'il visait, mais les apparatchiks communistes, iceberg dont le sommet se dressait en face de lui.

En trois ans, le Parti bolchevik s'était complètement transformé. Celui du retour de Lénine le 3 avril 1917 comprenait un minuscule noyau de

révolutionnaires professionnels revenant d'exil (quelques dizaines tout au plus), qui retrouvait, au maximum sans doute moins d'une centaine d'échappés à la déportation. Et combien de militants dispersés dans l'immense pays ? Depuis la terrible chute de 100 000 à 10 000 en 1910, Lénine n'en savait plus rien en 1917. Probablement quelques milliers, complètement coupés de la direction, et souvent sans liens les uns avec les autres. Mais c'étaient des braises sous une immense étendue de cendre chaude. Dès février, des milliers d'hommes et de femmes de ceux qui avaient été atteints par la propagande social-démocrate, joints aux anciens de 1905, se dressaient. Chaque militant caché la veille devenait le centre d'un groupe, lui-même noyau d'un soviet. Les oppositions entre SR, mencheviks et bolcheviks s'éprouvaient. Nous avons vu que moins d'un mois après les Thèses d'avril de Lénine, il y avait 79 000 bolcheviks représentés à une conférence nationale du Parti, et qu'en sept mois s'effectua la cristallisation du parti potentiel, et qu'au congrès du 26 juillet, après la fusion avec les Interrayons de Trotsky, il y avait 176 750 membres représentés. C'est ce Parti qui avait pris le pouvoir.

Ces bolcheviks-là étaient des révolutionnaires radicaux, mais dont seul le noyau dirigeant était marxiste au sens théorique du mot – et d'un marxisme encore souvent fort superficiel –, tandis que l'immense base n'en connaissait que les rudiments par des tracts, des brochures et des discours, et surtout ce que cela imposait dans l'action.

Dès la prise du pouvoir, les adhésions devinrent massives, et composites. Certes les ouvriers, soldats et marins qui s'engouffrèrent en masse dans les rangs bolcheviks étaient de durs et purs communistes, ce qui fait qu'à partir de ce temps on allait tenir communistes et marxistes comme des synonymes, soit par ignorance, soit par confusion volontaire. Et l'on a vu comment Trotsky, dans la guerre, forgeait leur morale en même temps que leur héroïsme. Ce sont les meilleurs de ceux-là qui, arrachés aux entreprises, avaient été décimés dans les combats.

C'est donc un Parti considérablement modifié qui, en mars 1921, atteignit 730 000 membres. Énorme multiplication par les ralliés à la victoire, où les opportunistes étaient innombrables ! Une quantité appartenait aux couches moyennes : fonctionnaires, employés, techniciens, dont la compétence était indispensable. Mais les habitudes bureaucratiques spécifiques de la société tsariste (célébrée d'abondance par la littérature classique russe) passaient sans transition dans les structures soviétiques, et l'on sait combien ce pouvoir des bureaux peut être odieux, jusqu'à l'insupportable, pour le peuple. Les bureaucrates revêtus de la forme, et souvent de l'uniforme « communiste » faisaient face à la misère russe qui ne voyait plus le Parti que sous cet aspect de l'organisation de la disette et des privilèges.

Le mal était plus profond encore : il atteignait les arrières du vieux Parti par ce que Lénine flétrit avec le néologisme de com-suffisance. La distance d'ancienneté et d'une « culture bolchevique » – d'ailleurs très vite devenue un marxisme dogmatisé – créait un fossé avec la masse militante ouvrière. Inversement, la vieille violence populaire

russe, qui terrifia Babel, tendait à s'identifier avec le communisme lui-même. La nécessité d'épurer le bolchevisme allait apparaître au sommet. Dès cette époque, le rigoureux témoin Victor Serge vit bien qu'il y avait là une nouvelle aristocratie dominant une base suiviste. Pourtant, rien n'était encore joué. La résistance au bureaucratisme existait puissamment à l'intérieur même du Parti.

Sous le débat, la fatigue, le trouble, les révoltes

Trotsky fut battu dans tous les votes sur la question syndicale. Mais Victor Serge raconte dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* que, prenant part à une discussion qui donna peu de chose, mais avec passion, dans un rayon de Pétrograd, il fut « effrayé de voir la "majorité" de Lénine et Zinoviev truquer les votes. Cela n'arrangerait rien. Il n'était question, chaque jour, à Smolny, que d'incidents dans les usines, de grèves, d'agitateurs hués ». La stratégie de Lénine était déjà remise en question par la rue et dans les usines. En pleine discussion sur les syndicats, les grèves s'étaient multipliées dans les villes, et des jacqueries apparurent dans les campagnes. À Pétrograd même, les ouvriers étaient exaspérés par une réduction massive des rations alimentaires, et par la fermeture d'un grand nombre de fabriques par manque de matières premières ou de combustible, d'où extension du chômage.

Les réunions de protestation se multipliaient. Interdites, le 23 février, les grèves commencèrent contre leur interdiction. Elles s'étendirent, furent suivies de manifestations de rue. Çà et là, il y eut quelques affrontements armés. Ce même 23 février, les ouvriers de l'usine métallurgique Troubochny, après une assemblée générale, avaient tenté d'entraîner les soldats du régiment de Finlande dans une manifestation pour l'augmentation des rations et pour des vêtements chauds et des chaussures. Les soldats ne bougèrent pas, mais les grévistes entraînèrent les étudiants de l'École des Mines. La dispersion de la manifestation augmenta l'agitation dans les autres usines de la ville. Le 24, Zinoviev décréta l'état de siège dans la capitale, créa un Comité de défense et, le 26, avec le Soviet de Pétrograd, fit condamner le mouvement gréviste. C'était une réaction exactement contraire à ce que Lénine expliquait dans ses textes et discours des mêmes jours. Ce n'est que le 28 qu'entre menaces et promesses les ouvriers de Poutilov reprirent le travail.

Déjà, la vieille opposition politique impuissante que nous a montrée Victor Serge trouvait un terrain pour reprendre ses actions contre-révolutionnaires en donnant un contenu politique à la colère des masses populaires. Les groupes semi-clandestins de militants mencheviks, socialistes-révolutionnaires et anarchistes se mirent à diffuser des tracts et des appels, et envoyèrent des orateurs prendre la parole dans les assemblées d'usines. Aux revendications économiques des grévistes, telles celles de vêtements d'hiver et de distribution plus équitables des rations, mais certes aussi du droit aux meetings d'entreprises, et de se consulter afin de chercher en commun une solution à leurs problèmes, vont se substituer celles des « élections libres aux soviets vers une relève de la dictature par un pouvoir

démocratique », comme l'écrit Dan avant son arrestation le 25 février. Un appel du 27 développait : « Un changement fondamental dans la politique du gouvernement est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les prescriptions des bolcheviks : ils veulent décider eux-mêmes de leur destin. […] Exigez, d'une manière organisée et décidée : la libération de tous les socialistes et des ouvriers sans parti emprisonnés ; l'abolition de l'état de siège ; la liberté de parole, de presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent ; la réélection libre des comités de fabrique, des instances syndicales et des soviets. » Ces discours, qui atteignaient à coup sûr l'indéniable bureaucratisme bolchevique qui s'était développé pendant ces trois années terribles, n'expliquaient pas comment ces mesures politiques ajouteraient un pain ou un seau de charbon dans chaque foyer ouvrier, préoccupation centrale de Lénine comme de Trotsky, et du plus grand nombre des membres du Comité central.

Le 24 février, à Moscou, Lénine fit un discours à l'assemblée des militants du parti où il montra toute la détérioration de la situation : « La paix avec la Pologne n'est pas encore conclue ; à l'intérieur le banditisme et les soulèvements de koulaks vont croissant. La situation en matière de ravitaillement et de combustible s'est considérablement aggravée. Au cours du premier semestre de l'année dernière, nous avons utilisé dans les 15 millions de pounds (moins de 460 g) de blé, et, au cours du second, dans les 8 millions. Pour le premier semestre de cette année nous avons réparti 25 millions de pounds, nous devons maintenant réduire les rations, et nous ne sommes pas sûrs de pouvoir les assurer régulièrement. Nous avons commis une faute évidente en réalisant une mauvaise répartition du blé au cours du premier semestre ; nous n'aurions pas dû porter la consommation à 25 millions de pounds pour ce premier semestre. Maintenant que les koulaks insurgés ont coupé la ligne de chemin de fer, nous ne recevons rien de Sibérie. Nos camarades sibériens nous avaient parlé d'un soulèvement koulak possible, mais il était difficile d'en prévoir l'ampleur. Ce n'est pas une guerre dans laquelle on peut compter ses forces. La paysannerie sibérienne n'est pas encore habituée aux privations bien qu'elle en ait moins à supporter que celle de Russie d'Europe, et les communications avec la Sibérie sont coupées, l'acheminement est interrompu. Du 1er mars au 10 mars environ, il n'y aura pas d'amélioration du ravitaillement. Nous n'avons pas gardé de réserves. Maintenant tous nos efforts doivent viser à tenir, à supporter la condition actuelle avec la plus grande endurance. Les transports en provenance du Caucase se sont quelque peu améliorés, mais il y a aussi des risques d'aggravation. Apparemment le soulèvement d'Arménie [déclenché le 13 février par les dachnaks, nationalistes petits-bourgeois] s'apaisera, mais nous ne pouvons absolument pas compenser par les livraisons du Caucase le déficit de la Sibérie, bien que nous insistions davantage auprès du chemin de fer du Sud-est pour le combler. Ce sont de tristes nouvelles. Mais on n'y peut rien. Dans le banditisme se fait sentir l'influence des socialistes-révolutionnaires. Leurs forces principales sont à l'étranger ; ils rêvent

à chaque printemps de renverser le pouvoir des soviets. Récemment, Tchernov a écrit un article à ce sujet dans un journal russe à l'étranger. Les socialistes-révolutionnaires sont liés aux incendiaires des campagnes. Ce lien est également révélé par le fait que les soulèvements ont justement lieu dans les régions d'où nous tirons le blé. La réquisition a rencontré d'incroyables difficultés. En Sibérie aussi on effectue des prélèvements obligatoires, mais il y a encore des réserves des années précédentes. La détérioration de la situation s'est étendue au combustible. Nous n'avons pas de chiffres exacts, on ne peut pas tirer de conclusion claire et on ne peut pas davantage déterminer les causes de la crise du combustible. Nous en sommes venus à la conclusion que le mécontentement a pris un caractère général. Il faut saisir ce mécontentement à la base ; si on ne peut le faire rapidement par l'appareil des Soviets, il faut le faire directement par celui du parti. »

Le foyer central qu'était Pétrograd, en force comme symboliquement, était devenu le plus tendu du fait que la situation y était pire que nulle part ailleurs, la ville n'étant plus ravitaillée en vivres comme en combustible depuis des semaines. Or Zinoviev en était le dirigeant politique et du Soviet. Son soutien à la temporisation de Lénine avait été lié à son aversion pour Trotsky. Celui-ci ne prenait-il pas la place de second de Lénine, alors qu'il se sentait en droit, de par son long compagnonnage avec lui, d'être ce second et son héritier politique potentiel ? Ne voyait-il pas dans ce fossé ouvert entre Trotsky et Lénine un équivalent de celui de son opposition à la prise du pouvoir ? Comme dirigeant de Pétrograd, sa pratique fut très différente de celle de Lénine qu'il soutenait au Bureau politique.

Dans ces dernières semaines, il avait joué avec le feu. D'après Pierre Broué, sa campagne pour la « démocratie ouvrière » avait jeté beaucoup de trouble à Cronstadt comme dans la flotte bloquée dans les glaces. L'administration politique de la flotte, le Poubalt, émanation de l'administration politique de l'Armée rouge – donc de Trotsky –, avait été de longue date l'objet de toutes sortes d'attaques. Zinoviev et ses hommes avaient fait leur possible pour inciter les cellules communistes de la flotte à revendiquer le régime commun du Parti, donc à secouer la tutelle du Poubalt. Le conflit avait été manifeste et à moitié public dès mars 1920. En novembre, le comité de Pétrograd avait revendiqué pour lui la direction politique des cellules de la flotte de la Baltique. Le 15 février 1921, Zinoviev recueillit le fruit de ses efforts : une conférence des organisations communistes de la flotte dénonça l'autoritarisme et les insuffisances du Poubalt et demanda le rattachement des cellules de marins au comité de Pétrograd. Pierre Broué ajoute : « On connaît l'existence d'un rapport au comité central signé de F.F. Raskolnikov, commissaire politique de la flotte et d'E.I. Betis, responsable du Poubalt, qui met en cause Zinoviev, l'accusant d'avoir organisé dans les rangs de la flotte rouge une campagne qui le présente comme un champion de la démocratie et fait de Trotsky l'homme de la coercition et du commandement bureaucratique. Les deux hauts responsables se plaignent de l'atteinte ainsi portée au prestige des commissaires, miné

par des critiques continuelles. Il semble bien pourtant que la principale victime soit le parti lui-même, déserté en cette période par des milliers de marins. »

Jeu dangereux sur tous les tableaux ! Une loi martiale proclamée avec la formation de comités de défense aggrava la situation. Le 28, l'usine Poutilov se mit en mouvement. Zinoviev manœuvra, entre menues mesures et promesse d'une part, et en arrestations de milliers de mencheviks et de « meneurs ». Trop tard ! Le soulèvement de Cronstadt commença dans la nuit du 28 au 29 février.

L'insurrection de Cronstadt

Aucune histoire n'a été aussi mystifiée que celle de la révolte de Cronstadt dont le mythe subsiste encore de nos jours. D'abord ce fut le fait des anarchistes, dont – en dehors du grand nombre qui fut gagné par le bolchevisme – l'arc s'étendit, tout au long de la révolution, des bavards utopistes qui ne comprenaient rien à la réalité de cette révolution-là aux contre-révolutionnaires actifs, sans parler des « individualistes » qui n'étaient que de simples bandits, mais qui tous brandissaient l'étendard de la pure révolution contre le bolchevisme marxiste. Très tôt, Cronstadt devint et resta pour toute la réaction mondiale la preuve qu'une révolution marxiste était une utopie criminelle, pire pour le peuple que les bonnes démocraties bourgeoises. Et les pires criminels étaient évidemment les dictateurs Lénine et Trotsky. Staline apporta plus tard sa participation au mythe en désignant Trotsky comme le responsable principal, voire unique de la catastrophe, à la satisfaction de ce que l'on appelle maintenant « l'opinion mondiale ». Qu'en fut-il vraiment ?

Qu'est-ce que c'était que Cronstadt ? La citadelle de l'île Kotline, à l'entrée du golfe de Finlande. C'était la couverture de Pétrograd, et donc la porte de la Russie. Si Cronstadt était tombée entre les mains des impérialistes, c'était le cœur de la révolution, donc la révolution même, qui était en danger. En 1921, les navires de la flotte, alors et depuis longtemps sans fonction possible, y étaient concentrés et bloqués par les glaces.

Les marins de Cronstadt de 1917, en majorité d'origine prolétarienne, avaient été le fer de lance et les enfants chéris d'Octobre. Trotsky les avait célébrés et ils l'avaient fidèlement servi et honoré. Ils étaient partis par milliers au front et sur les différentes flottilles, à commencer par celles de la Volga. Trotsky lui-même a expliqué : « Déjà, pendant les journées de l'insurrection d'Octobre, des détachements de marins de Cronstadt furent envoyés à l'aide de Moscou. De nouveaux détachements furent ensuite dirigés sur le Don, en Ukraine, pour réquisitionner le pain et organiser le pouvoir local. Les premiers temps, il semblait que Cronstadt fût inépuisable. Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements "sûrs", formés d'ouvriers de Pétrograd et de marins de la Baltique. Mais en 1918 et, en tout cas pas plus tard qu'en 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux contingents en provenance de Cronstadt étaient mauvais, exigeants, indisciplinés, peu sûrs dans le combat, en somme plus

nuisibles qu'utiles. Après la liquidation de Ioudenitch (hiver 1919), la flotte de la Baltique et Cronstadt étaient totalement dépourvus de forces révolutionnaires. Tout ce qui avait quelque valeur avait été jeté dans le sud, contre Denikine. » Nombre de marins de 1917 étaient entrés dans le Parti bolchevik, y étaient devenus commissaires, tchékistes, dirigeants du Parti ou des comités dans des régions libérées. En 1921, ce n'étaient plus les mêmes. Les jeunes recrues, en majorité d'origine rurale, avaient pris la place des anciens, n'avaient ni la même conscience ni le même enthousiasme révolutionnaire que leurs prédécesseurs.

Paul Avrich, un historien américain libéral, hostile au bolchevisme, publia aux États-Unis, en 1970, un *Cronstadt 1921*, qui parut en français en 1975 sous le titre de *La Tragédie de Cronstadt - 1921*. Ce livre reprenait la thèse « classique » de l'insurrection révolutionnaire contre le totalitarisme soviétique. Mais il se trouva qu'à l'encontre de ses prédécesseurs, Avrich était un historien honnête, et que découvrant dans les Archives nationales américaines et dans les bibliothèques des grandes Universités, jusque-là inexplorées, des documents qui pulvérisaient le mythe de la réaction et de l'ultragauche réunies, il ne les dissimula pas mais les publia, s'efforçant seulement de leur enlever leur cohérence et de disjoindre leurs rapports directs avec ce que fut l'insurrection. Ces documents furent en partie publiés, dès 1976, par Pierre Frank dans son *Lénine, Trotsky, Cronstadt*, et Pierre Broué les mentionna en 1988, dans son *Trotsky*, mais ni l'un ni l'autre ne s'étaient avisés de les étudier dans leur désordre, et ils acceptèrent la conclusion qu'Avrich en avait tirée. De ce fait, rien ne changea sur la scène médiatique. L'examen de leur apport apporte l'explication de tout ce qui échappa aux témoins directs.

Le principal de ces documents était un document inconnu jusqu'à ses recherches, le *Mémorandum sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt « ultrasecret »,* daté de 1921. On y lisait : « Les informations qui nous proviennent de Cronstadt permettent d'affirmer que, dans le courant du printemps prochain, un soulèvement s'y produira. Pour peu que sa préparation reçoive des concours extérieurs, on peut être entièrement assuré du succès du soulèvement, auquel les circonstances suivantes pourraient contribuer. En ce moment même, tous les navires de la flotte de la Baltique, qui ont conservé leur importance militaire, sont rassemblés dans le port de Cronstadt. Dans ces conditions, les matelots constituent la principale force de Cronstadt, que ce soit les matelots embarqués ou ceux qui sont affectés à terre, dans la forteresse de Cronstadt. Tout le pouvoir est concentré entre les mains d'un petit nombre de marins communistes (soviet local, Tchéka, tribunal révolutionnaire, commissaires et collectifs du Parti à bord des navires, etc.). Le reste de la garnison et les travailleurs de Cronstadt ne jouent guère de rôle. Or, on peut observer chez les matelots des signes nombreux et sans équivoque de mécontentement à l'égard de l'ordre existant. Les matelots se rangeront tous aux côtés des insurgés, dès qu'un petit groupe aura su, par une action rapide et déterminée, s'emparer du pouvoir à Cronstadt. Un tel groupe existe déjà parmi les marins,

capable d'entreprendre et de mener à bien les actions les plus énergiques. Le gouvernement soviétique est bien renseigné sur l'attitude hostile des matelots. C'est la raison pour laquelle il a veillé à ce que les entrepôts de Cronstadt ne contiennent jamais plus de vivres que les besoins d'une semaine, alors que dans le passé ils étaient approvisionnés pour un mois. La méfiance des autorités à l'encontre des matelots est si aiguë qu'un régiment de l'Armée rouge s'est vu affecté à la garde des routes qui mènent à Cronstadt par la glace qui emprisonne actuellement le golfe de Finlande. Mais sans l'éventualité d'un soulèvement, ce régiment ne sera pas en mesure de s'opposer sérieusement aux matelots, car si l'affaire est convenablement organisée, il sera pris par surprise. En s'emparant du contrôle de la flotte et des fortifications de Cronstadt même, on s'assurera de l'avantage sur l'ensemble des forts qui ne sont pas situés au voisinage immédiat de l'île de Kotline. Leur artillerie a un angle de tir qui ne leur permet pas d'atteindre Cronstadt, alors que les batteries de Cronstadt peuvent diriger leur tir contre les forts. La seule résistance militaire concevable sitôt après l'éclatement du soulèvement viendrait des batteries de Krasnaia Gorka (fort situé sur le continent, au sud du golfe de Finlande). Mais l'artillerie de Krasnaia Gorka est absolument impuissante devant celle des forts et des navires de Cronstadt. Les bâtiments de guerre de Cronstadt comptent au moins 32 pièces de 300 et 8 de 250 (sans compter les canons de calibre inférieur, sur l'état de fonctionnement desquels on ne dispose pas de renseignements sûrs). Krasnaia Gorka ne possède que 8 pièces de 300 et 4 de 200 ; le reste de son artillerie est d'un calibre insuffisant pour pouvoir menacer Cronstadt. En outre la totalité des obus destinés à l'artillerie de Cronstadt, de Krasnaia et de la flotte de la Baltique est entreposée dans les magasins de Cronstadt et se trouvera donc aux mains des rebelles. C'est pourquoi les bolcheviks ne pourront compter réduire le soulèvement en utilisant l'artillerie de Krasnaia Gorka. On doit au contraire supposer qu'en cas de duel d'artillerie entre Cronstadt et Cronstadt, les provisions de vivres ne permettront de tenir que quelques jours après le soulèvement. Si Cronstadt n'est pas ravitaillée immédiatement après le soulèvement, puis ensuite, régulièrement, la famine inévitable la forcera à retomber aux mains des bolcheviks. Les organisations antibolcheviques russes ne sont pas de taille à résoudre un problème de ravitaillement, et par conséquent devront solliciter l'aide du gouvernement français. Pour éviter tout retard quand le moment viendra, aussitôt après le soulèvement, de ravitailler Cronstadt, il est nécessaire que les quantités de vivres appropriées soient embarquées à bord de navires qui iront relâcher dans des ports de la Baltique en attendant l'ordre de gagner Cronstadt. ces unités. En outre, si l'on suppose que les opérations militaires destinées à renverser le pouvoir soviétique en Russie même partiront de Cronstadt, c'est une raison de plus pour que les troupes russes du général Wrangel y soient envoyées. À cet égard, il convient de signaler que Cronstadt serait une base invulnérable pour le lancement de telles opérations – voire de leur simple menace. L'objectif le plus proche de Cronstadt serait Pétrograd ; or, la prise de cette ville sans

défense signifierait que la moitié de la bataille contre les bolcheviks est déjà gagnée. Si, toutefois, le lancement d'une campagne contre la Russie soviétique à partir de Cronstadt ne semblait plus souhaitable dans l'immédiat, pour une raison ou pour une autre, le simple fait que Cronstadt aurait reçu le renfort de troupes russes antibolcheviques, agissant de concert avec le commandement français, ne manquerait pas d'avoir des conséquences considérables sur le développement général de la situation militaire et politique de l'Europe, au cours du printemps prochain. »

La suite du document envisageait la possibilité de l'échec, en particulier du fait de l'insuffisance de l'aide du gouvernement français, averti que dans ce cas le prestige de l'autorité soviétique en serait augmenté.

Si ce texte resta secret, les Blancs de Paris bavardèrent. Ces bavardages parvinrent à Lénine qui chercha, mais en vain, quels pouvaient être les contre-révolutionnaires de Cronstadt.

Un autre document, celui-là postérieur à l'insurrection, nous donne la preuve que ce qui se passa dans l'île fut exactement la réalisation du *Mémorandum.*

D'abord, en ce qui concerne l'effectif des marins de Cronstadt, Paul Avrich écrit : « Et nous tenons de Pétritchenko lui-même [qui comme nous allons le voir fut le principal dirigeant de l'insurrection, écrivant au général Wrangel le 31 mai 1921, donc peu de temps après sa défaite], que les trois quarts de la garnison de Cronstadt se composaient d'Ukrainiens dont certains avaient servi dans les troupes antibolcheviques du Sud avant de s'engager dans la marine », donc d'anciens makhnovistes retournés qui avaient choisi la marine pour échapper à la guerre. Ajoutons que d'autres sources évoquent la présence de « marins lettons et estoniens volontaires qui attendaient de pouvoir rentrer dans leurs patries revenues au régime bourgeois ».

Paul Avrich ajoute ici une précision du plus haut intérêt : Sur les quinze membres du Comité révolutionnaire provisoire, état-major de l'insurrection, trois étaient des Ukrainiens (Pétritchenko lui-même, le président, Iakovenko, le vice-président, et Romanenko, le secrétaire), et deux, Valk et Kilgast, dont les noms germaniques donnent à penser qu'ils sont probablement des Baltes. Par ailleurs, tous ces marins étaient d'origine paysanne. Mais il est vrai que, bien qu'ayant échappé aux fronts, ils tiraient parti de la légende des anciens. L'anarchiste Alexandre Berkman, dans son *Journal d'un témoin*, ne cesse de nourrir cette confusion, tandis que Voline parle d'eux simplement comme s'ils étaient toujours ceux de 1917.

Et d'où sortait ce Pétritchenko, cet « écrivain de bord » du cuirassé *Petropavlovsk,* dont on ignorait le passé avant que Paul Avrich nous en révèle des fragments d'après l'intéressé lui-même ? Rien sur lui avant août 1919, où il adhère au Parti bolchevik pendant la « Semaine du Parti », « où tout critère d'admissibilité avait été aboli pour permettre un recrutement massif. Il avait quitté le Parti lors de la période suivante de réinscription ». Donc un de ces membres gagnés par les succès de la guerre, et de forte courte durée, mais une participation qui put lui être utile pour devenir marin à Cronstadt,

surtout s'il l'avait été d'abord en mer Noire. En avril 1920, il regagna son village natal et y resta jusqu'en septembre ou octobre. « Il devait déclarer plus tard à un journaliste américain qu'il avait été arrêté plus d'une fois parce qu'on le soupçonnait d'activités contre-révolutionnaires. Il avait même essayé de rejoindre les rangs des Blancs, pour se voir rejeté en tant qu'ancien bolchevik. » Cette dernière précision de sa part est un mensonge flagrant ! Il est en effet évident qu'avoir été cette sorte de membre du Parti était au contraire une excellente couverture pour un agent recruté. Il faut surtout examiner ses propos alors qu'il s'agit d'une interview au *New York Times*, faite le 31 mars 1921, où l'essentiel était alors pour lui d'assurer que son Comité révolutionnaire provisoire n'avait entretenu aucune attache avec quelque groupe politique que ce fut, et que « notre révolte était un mouvement naturel dirigé contre l'oppression bolchevique ; une fois débarrassée d'elle, la volonté du peuple se serait manifestée ». Curieusement, Avrich prend ces propos pour argent comptant alors qu'il est l'éditeur du *Mémorandum*, et que cela ne coïncide pas avec les autres documents de ses propres sources. Il y a cinq mois entre octobre 1920 et février 1921, cinq mois au terme desquels nous trouvons Pétritchenko écrivain de bord sur le *Petropavlovsk.* Et quand il rejoignit les Blancs du Centre national russe en exil, il leur expliqua par écrit que ce n'était que « momentanément » qu'il avait refusé leur aide pendant l'insurrection. Puis, toujours écrivant le 31 mai 1921 au général Wrangel, soit deux mois après son interview, il lui expliquait l'utilité qu'il y avait eue pour lui à conserver le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis », comme « manœuvre commode » jusqu'à la chute du régime communiste.

Un autre document dit clairement qu'« un petit groupe […] existe déjà parmi les marins, capable d'entreprendre et de mener à bien les actions les plus énergiques ». À l'inverse des conclusions de Paul Avrich, tous ces textes s'ajustent avec ce que nous connaissons et les expliquent.

Cronstadt connaissait une agitation semblable à celle de Pétrograd qui en était l'origine, et qui découlait de la misère du moment. Mais Paul Avrich, rapportant les événements d'après les écrits ultérieurs de Pétritchenko, nous révèle que ce sont les équipages du *Petropavlovsk* et du *Sébastopol* qui, le 28 février allaient, sur rapport d'une délégation qui revenait « indignée » de Pétrograd, faire voter une résolution « qui allait devenir la charte politique de la révolte de Cronstadt », et qui était signée : « Pétritchenko, président de l'assemblée d'escadre ; Perepelkine, secrétaire ». C'est sur la base de cette résolution que ces équipages convoquèrent pour le lendemain, 1er mars, une assemblée des marins, soldats et ouvriers de l'île.

Le président de la République Kalinine et le Commissaire de la flotte de la Baltique y vinrent en personne et y expliquèrent calmement la situation de la République et de Pétrograd, mais ils condamnèrent de ce fait les grèves, et déclarèrent contre-révolutionnaire la résolution de l'équipage du cuirassé *Petropavlovsk*. Cette intervention fut fréquemment interrompue, mais surtout par des protestations

indignées pour les méthodes de Zinoviev contre les travailleurs. Selon l'anarchiste Berkman, « les marins mirent l'accent sur leur loyauté au système soviétique mais condamnèrent la bureaucratie bolchevique ». Ils n'en votèrent pas moins la résolution qui prévoyait la réélection immédiate du soviet de la ville. Le 3 mars, le n° 1 des *Izvestia de Cronstadt* que venait de créer Pétritchenko, lequel en restera le rédacteur en chef, spécifiait qu'elle reposait « sur des bases plus justes, afin que ceux qui travaillent soient réellement représentés, et que le soviet devienne un organe enfin actif et énergique ».

Cela montre bien qu'à ce jour la troupe et les matelots n'étaient pas encore prêts à la révolte, et abaissaient de plusieurs crans la résolution qu'ils avaient adoptée en bloc par acclamation, alors que Kalinine la condamnait à juste titre, puisqu'elle contenait des décisions de politique générale que Paul Avrich définit lui-même comme « dirigées contre les fondements mêmes de la dictature bolchevique ». Il s'agissait en particulier de l'exigence de réélection immédiate de tous les soviets, de remise en liberté de tous les prisonniers politiques, de la suppression des « départements politiques » et des détachements communistes de choc dans toutes les sections militaires, avec retour à leur élection, et autres mesures qui étaient effectivement de dislocation de la dictature du prolétariat dans l'île. Enfin la résolution exigeait également l'égalité du rationnement alimentaire (sans aucune notion de l'état des ressources) et l'appel à toutes les sections et écoles militaires de se solidariser avec Cronstadt.

Le matin même de cette assemblée, le Comité révolutionnaire provisoire de la ville, lui aussi présidé par Pétritchenko, s'était formé, et c'était en soi un pouvoir autonome. À peine Kalinine avait-il quitté la ville que toutes les institutions et les services de liaison étaient occupés par les gardes de ce Comité. Le 3 mars, il interdisait à quiconque d'abandonner la ville. Le couvre-feu était établi à 11 heures.

Qu'en était-il des communistes de Cronstadt ? Le n° 2 du 4 mars des *Izvestia* comportait une proclamation de ralliement au Comité révolutionnaire provisoire du Bureau provisoire de la cellule communiste de Cronstadt. Mais, ce même 2 mars, Kouzmine, le dirigeant de cette cellule de la ville, avait été arrêté alors qu'il venait de proclamer son refus de se laisser chasser du pouvoir. Peu après, c'était à son tour le communiste Vassiliev, président du soviet, qui présidait l'assemblée de la veille. Tous les numéros suivants vont annoncer des arrestations et le désarmement de communistes. Et c'est Voline lui-même qui nous apprend ce qu'étaient les communistes cronstadiens : « Sur les quelque 2 000 communistes inscrits à Cronstadt, la grande majorité n'étaient que des "communistes de registre", venus au parti pour des raisons personnelles, non par conviction. Dès le début des événements, cette "masse communiste" abandonna ses chefs et vint rejoindre le mouvement général. » L'aveu se complète de l'insulte de ceux qui, « aveuglément dévoués au parti », se trouvant minoritaires, suivirent leurs chefs et tentèrent de quitter Cronstadt. Après le mythe des marins de 17, celui des

communistes gagnés à l'insurrection s'effondre par la voix même des contre-révolutionnaires.

Les revendications que les cronstadiens avaient élevées pendant les événements de février avaient été identiques à celles des grévistes de Pétrograd, mais l'isolement de l'île avait fait apparaître quasi immédiatement les revendications politiques de réélection à bulletins secrets des soviets et de « soviets libres ». Sous ces formules, il s'agissait évidemment d'unir toutes les oppositions contre les bolcheviks, ce qui s'exprimait en clair par « des soviets sans bolcheviks », comme le témoin qu'était Rosmer le vit se propager à Pétrograd sans qu'on en sût l'origine. L'île, en peu de semaines, était devenue le refuge d'anarchistes, de socialistes-révolutionnaires, de toutes sortes d'éléments douteux. S'y adjoignit un de ces généraux tsaristes dont Trotsky avait fait des spécialistes militaires, le général Kozlovski, qui, revenant à son étable, se proposa comme conseiller des marins, et finalement fut chargé de diriger les services techniques de l'artillerie. D'autres Blancs ? On n'en distinguait pas. Mais la lecture des *Izvestia de Cronstadt* montre que le seul petit groupe de Pétritchenko a pu suffire à manipuler le type de marins dont nous avons vu l'origine sociale et politique, avec l'aide des socialistes-révolutionnaires et autres éléments étrangers accourus là.

Le 3, des délégués de Cronstadt essayèrent, mais en vain, de gagner à leur cause la garnison d'Oranienbaum (ce qui est conforme à l'objectif du *Mémorandum* de Paris) et la 5e escadrille aérienne. Rien ne manifeste mieux la volonté, à partir de Cronstadt, d'étendre la contre-révolution à la région de Pétrograd et de Pétrograd même.

Le 5 mars, les *Izvestia*, donc Pétritchenko, levaient les derniers masques : « Voici trois jours que Cronstadt s'est débarrassée du funeste pouvoir communiste, comme elle avait brisé, il y a quatre ans, l'autorité des tsars et de ses généraux. Voici trois jours que les citoyens de Cronstadt respirent librement, délivrés de la dictature du Parti. Les "chefs" communistes de Cronstadt ont pris honteusement la fuite… Ils ont eu peur pour leur peau […] Le Comité Révolutionnaire Provisoire n'exerce ni vengeance, ni représailles. Tous les communistes de Cronstadt sont en liberté, et nul ne les menace. Seuls, les fuyards capturés par nos patrouilles ont été emprisonnés. Même ceux-là sont en sécurité. Nous les avons sauvés de la colère du peuple, qui n'a pas oublié la "terreur rouge". » Plus loin, on lit encore : « Le chef de la direction politique de la Flotte de la Baltique qui tentait de passer au fort Totleben a été arrêté avec d'autres communistes par une patrouille, et ramené à Cronstadt. » Enfin, dans le même numéro, un télégramme reçu de Revel (Tallin), donc d'Estonie blanche : « Salut à la glorieuse garnison de Cronstadt révolutionnaire qui a jeté à bas le pouvoir des usurpateurs. » Le *Mémorandum* du Comité national prévoyait ce type de soutien.

Rien ne fut donc plus justifié que l'ultimatum du pouvoir soviétique : « Le Gouvernement des Travailleurs et des Paysans a décrété que Cronstadt et les bateaux insubordonnés doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique. C'est pourquoi j'ordonne à tous ceux qui ont levé la main contre la patrie

socialiste de déposer immédiatement les armes. Les obstinés seront désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et autres représentants du Gouvernement arrêtés seront immédiatement libérés. Seuls ceux qui se rendront sans condition pourront compter sur la clémence de la République Soviétique. En même temps, je publie des ordres pour réprimer la mutinerie et soumettre les mutins par la force des armes. La responsabilité pour le mal dont pourrait souffrir la population pacifique retombera entièrement sur les mutins contre-révolutionnaires. C'est l'ultime avertissement. Trotsky, Président du Soviet militaire révolutionnaire de la République, Kamenev, Commandant en chef. »

Notons que cet ultimatum, qui ne pouvait être signé que par le plus haut responsable militaire du pouvoir, a été la seule intervention faite par lui contre l'insurrection. La mention d'un autre texte de menace qui se serait terminé par un : « Je vous abattrai comme des perdreaux » (en gras dans Berkman), mais « comme des lapins », dans une autre version, reprise par Victor Serge, si peu dans le style de Trotsky, ne serait apparu que dans un tract anonyme. Si un tel propos avait existé, on l'aurait à coup sûr trouvé dans les *Izvestia de Cronstadt,* qui ne publièrent l'ultimatum, avec quelques coupures, que dans leur n° 5 du 7 mars. Il était annoncé par un éditorial d'insultes contre « le sanguinaire Trotsky, le chef de l'Okhrana communiste, c'est lui qui fait couler des torrents de sang pour maintenir le pouvoir absolu du parti, lui qui étouffe toute liberté d'esprit, c'est lui qui ose tenir ce langage à ceux de Cronstadt qui tiennent haut et ferme le drapeau rouge de la révolution. […] On ne nous trompera plus ! Communistes, vos espoirs sont vains, et vos menaces ridicules. La nouvelle vague de la révolution de travailleurs s'est levée. Elle balayera les ignobles menteurs qui souillent la Russie soviétique. Quant à votre clémence, monsieur Trotsky, nous n'en voudrons jamais ». Ainsi était reçu un ultimatum qui non seulement laissait la porte ouverte à un recul des insurgés, mais avait été suivi le 6 mars d'un deuxième appel à la reddition, signé du Comité de défense de Pétrograd, et d'un troisième, « Aux ouvriers, soldats rouges et marins de Cronstadt », signé du Soviet de Pétrograd, députés ouvriers, paysans et soldats rouges. Enfin, le 6, ce Soviet de Pétrograd avait demandé au « Comité révolutionnaire provisoire » s'il pouvait envoyer à Cronstadt « quelques membres du Soviet, communistes et sans-parti, pour juger de la situation véritable ». La réponse dilatoire fut que Cronstadt puisse envoyer des délégués devant lesquels seraient élus des sans-parti des usines, unités rouges et marins, et 15 % de communistes. Pour la direction des insurgés, il n'était pas question d'accepter la moindre tentative de dialogue.

À la lumière de la documentation Avrich, les *Izvestia de Cronstadt* font apparaître une grande habileté tactique pour refermer l'insurrection sur elle-même. N'ayant pu réaliser le plan de débarquement à Oranienbaum, il fallait aux meneurs tenir jusqu'à la fonte des glaces en attendant l'aide que les Blancs préparaient en Finlande et en Estonie, comme Paul Avrich nous l'apprend, tout en assurant que cela se faisait sans aucun accord avec les insurgés.

En attendant, les *Izvestia de Cronstadt* accumulaient les rumeurs d'agitation et de manifestations en faveur de l'insurrection, équilibrées par la dénonciation de prétendus mensonges bolcheviques. D'autre part, sachant qu'on avait appris à Moscou que l'insurrection avait été annoncée en France par *Le Matin* et *l'Écho de Paris*, et quinze jours à l'avance, et que l'émigration blanche y applaudissait, les *Izvestia* reproduisirent ces informations comme autant d'opérations des agents bolcheviks pour discréditer Cronstadt !

Presque jusqu'à la fin, Lénine, dont on sait que l'immense popularité échappait en partie aux critiques contre le pouvoir soviétique, fut épargné par les insultes des *Izvestia* qui portaient toute la dénonciation des responsabilités et les insultes contre Trotsky et Zinoviev, tous deux juifs. Ici, Paul Avrich nous apprend un détail, absent de tous les autres ouvrages sur l'insurrection : la réapparition en force du vieil antisémitisme du paysan russe et de la réaction tsariste. Dans sa petite anthologie des mémoires d'un marin, on trouve : le pouvoir soviétique « première république juive », les Juifs « nouvelle classe privilégiée », « princes des soviets », et « l'ultimatum du Juif Trotsky » à Cronstadt ! Dans les *Izvestia*, ce sont, le 7 mars, « L'assassin Trotsky » ; le 8 et le 11, « Le maréchal Trotsky » ; et alors qu'ils savent et publient que c'est Toukhatchevski qui est le « commandant de l'armée qui opère contre Cronstadt », ils écrivent : « Le 7 mars, sur l'ordre de Trotsky, bourreau de la Russie ouvrière et paysanne, le feu fut ouvert à partir de Sestrorezk et de Lily Nos sur la libre Cronstadt. » Il s'agissait à cette date de coups de semonce, dont Trotsky expliqua dans une interview aux représentants de la presse étrangère, publiée dans la *Pravda* du 16 mars, que ni les canons de Cronstadt ne pouvaient atteindre la terre ferme, ni l'inverse. Mais la légende de Trotsky liquidateur de l'insurrection a trouvé là sa source. Ce ne fut que dans le numéro du 15 mars, que les *Izvestia* cronstadiennes étendirent la dénonciation à « La Maison de commerce Lénine, Trotsky et Cie [dont] la politique criminelle […] a conduit la Russie dans un abîme de misère et de ruine », c'est-à-dire la condamnation de la révolution et de sa guerre défensive.

Le 8 mars, le 10e Congrès du Parti communiste de Russie avait commencé, et Lénine, dès son rapport d'activité qui l'ouvrait, situa l'insurrection dans le cadre des terribles difficultés de l'heure, et l'aveu des erreurs que le parti avait commises, liées « au passage de la guerre à la paix ». Mais, d'emblée, il en souligna les périls : « Cette contre-révolution petite-bourgeoise est sans nul doute plus dangereuse que Denikine, Ioudénitch et Koltchak réunis, parce que nous avons affaire à un pays où le prolétariat est en minorité, nous avons affaire à un pays où la ruine a atteint la propriété paysanne, et où, par surcroît, nous avons une chose comme la démobilisation de l'armée qui fournit une quantité invraisemblable d'éléments insurrectionnels. » Puis il souligna l'opération politique du glissement du programme des insurgés sur le Pouvoir des soviets, et dans sa conclusion, le 9, il précisa : « Si j'ai souligné le danger de Cronstadt, c'est qu'on n'y revendique semble-t-il, qu'un tout petit décalage : "Que les bolcheviks partent", "nous amenderons légèrement le pouvoir" ; voilà ce qu'on

veut à Cronstadt. Le résultat, c'est que Savinkov est arrivé à Revel, que les journaux parisiens ont parlé de l'événement deux semaines à l'avance et qu'un général blanc a fait son apparition. Voilà ce qui est arrivé. » Mais dès son avant-projet de résolution, il avait montré comment « Les socialistes-révolutionnaires et, de façon générale, la contre-révolution bourgeoise, ont utilisé à Cronstadt les mots d'ordre d'insurrection, soi-disant au nom du pouvoir des Soviets, contre le gouvernement soviétique de Russie. De tels faits prouvent pleinement que les gardes blancs veulent et savent se camoufler en communistes, et même en communistes d'extrême gauche, à seule fin d'affaiblir et de renverser le rempart de la révolution prolétarienne en Russie. » Enfin, dans son discours de clôture du 16 mars, il donna une anthologie de l'encadrement en fausses nouvelles de l'insurrection de Cronstadt, allant de l'annonce, le 2 mars, d'un télégramme publié par tous les journaux anglais, annonçant des insurrections à Pétrograd et Moscou, avec Lénine et Trotsky enfuis en Crimée, jusqu'à la révolte des Cosaques du Kouban et du Don, annoncée par *Le Matin* de Paris, en passant, dans le même journal du 7 par « Pétrograd aux mains du Comité révolutionnaire, avec le drapeau blanc flottant sur le Kremlin ». Visiblement, Pétritchenko et les siens croyaient vraiment à leur victoire ! Et ce qui parvenait ainsi à Lénine, filtré par la presse, c'était le cheminement du plan du Comité national russe.

Quant aux fausses nouvelles, elles brodaient sur une situation réellement critique. Victor Serge rappelle « qu'il y avait dans la seule Russie d'Europe une cinquantaine de foyers d'insurrections paysannes. Au sud de Moscou, l'instituteur socialiste-révolutionnaire de droite, Antonov, qui proclamait l'abolition du régime soviétique et le rétablissement de la Constituante, disposait dans la région de Tambov d'une armée parfaitement organisée de plusieurs dizaines de milliers de paysans. Il avait négocié avec les Blancs. (Toukhatchevski réduisit cette Vendée vers le milieu de l'année 1921) ». Et ce Victor Serge, qui avait été un partisan, avec ses vieux amis anarchistes Emma Goldman et Alexandre Berkman, de l'impossible négociation, et par ailleurs, sévère avec les fautes bolcheviques qui avaient causé la révolte, n'en concluait pas moins : « Avec bien des hésitations et une angoisse inexprimable, mes amis communistes et moi, nous nous prononcions finalement pour le parti. »

Le Bureau politique avait longuement discuté. Curieusement, c'est Staline qui fut longtemps partisan de laisser les Cronstadiens céder par la faim. Rosmer, qui suivait l'affaire en tant que dirigeant de l'Internationale, a écrit que le « gouvernement engagea l'action devenue inévitable à contrecœur ». Mais c'est unanimement que le 10e Congrès vota la reprise de Cronstadt, y compris les délégués de l'Opposition ouvrière, et celle dite des « Décistes » (Centralistes démocratiques). Trois cents délégués furent volontaires pour participer à l'assaut (quinze ou dix-sept y périrent). Il fallait agir avant la fonte prochaine des glaces qui aurait isolé l'île de la terre et ainsi aurait permis, pour le moins, la poursuite et l'extension contre-révolutionnaires, mais aussi, éventuellement, l'arrivée de forces blanches et la saisie de la flotte, libre alors de bombarder Pétrograd.

Même sur la glace de plusieurs kilomètres, l'entreprise était dangereuse. Le Comité national russe ne l'avait pas crue possible. Il fallut sélectionner des troupes d'élite. Le 8 mars, 35 000 hommes échouèrent à prendre la forteresse d'assaut. Les *Izvestia de Cronstadt* du jour triomphèrent : « Notre artillerie a bombardé les côtes nord et sud du golfe. L'ennemi a subi de lourdes pertes. À part quelques éclats de vitres, le bombardement ennemi n'a causé aucun dégât aux édifices de la ville. Au cours d'un affrontement avec nos postes avancés, l'ex-commissaire de Cronstadt, Gronoff, a été tué. » Puis, sous le titre « Ils tuent nos enfants », le billet se cantonne à « Un enfant de treize ans a été blessé – par chance – légèrement. » Et l'éditorial poursuit : « Les premiers tirs de l'ennemi ont mis davantage en relief toute la fermeté et la décision de notre garnison révolutionnaire qui cherche le combat et rend coup sur coup avec précision. […] La population ouvrière et la garnison ont décidé de combattre jusqu'au bout. Tous n'ont qu'une pensée : détruire jusqu'au dernier vestige du joug communiste. Personne ne parle de reculer. » Selon Paul Avrich, le 9, un nouvel assaut échoua également, de même le 11, puis le 13 et le 14. À chaque fois les assaillants subirent des pertes importantes. Le moral des assiégés demeurait au plus haut.

Le 16, ce sont 50 000 hommes, dont des volontaires, des tchékistes, des élèves officiers (que les cronstadiens appellent « cadets », du nom de ceux du tsar) conduits par des chefs éprouvés de l'Armée rouge, tel l'ancien marin Dybenko, qui s'élancent sur la glace, vêtus de blanc, pilonnés par l'artillerie du fort et des navires qui brisent la glace où des bataillons entiers se noient. Citons encore Paul Avrich : « Au cours de la bataille, plus de la moitié des hommes de la 79e brigade d'infanterie avaient été tués ou blessés pendant le combat, et, parmi eux, plusieurs délégués au 10e Congrès du Parti. À l'extrémité de la ville, la tournure des événements était plus favorable aux assaillants. […] Les attaquants avaient déjà subi des pertes sévères, mais une fois à l'intérieur des murs, pour reprendre les termes de l'un d'entre eux, « ce fut un véritable enfer ». […] La glace et la neige des trottoirs furent bientôt maculées de sang. Les morts et les blessés ne se comptaient plus des deux côtés, tandis que la bataille faisait rage, de rue en rue, de maison en maison. […] À seize heures, les insurgés lancèrent une contre-attaque soudaine qui fit reculer les bolcheviks, menaçant de les rejeter sur la glace. Mais c'est à ce moment critique que le 27e régiment de cavalerie et un détachement de volontaires du Parti de Pétrograd survinrent pour faire la décision. Un peu avant la tombée de la nuit, des pièces d'artillerie arrivèrent d'Oranienbaum dans la ville et furent mises en batterie au plus grand dam des rebelles. La bataille continua de faire rage et, de part et d'autre, les hommes ne tombaient plus seulement de leurs blessures mais d'épuisement. […] Vers minuit, les combats commençaient à s'éteindre. L'un après l'autre les derniers forts tombaient. »

Et Paul Avrich enchaîne : « On se souviendra que, le 5 mars, avant que le sang n'ait coulé, le Comité de défense de Pétrograd avait averti les insurgés que leurs meneurs, "les Kozlovski, les Pétritchenko", les abandonneraient à leur sort et s'enfuiraient en Finlande. Cette

prédiction allait maintenant se réaliser. Au soir du 17, quand tout semblait perdu, 11 membres du Comité révolutionnaire provisoire (parmi lesquels Pétritchenko) s'enfuirent à travers la glace jusqu'à Terijoki. Valk et Perepelkine avaient été faits prisonniers pendant la bataille, et Verchinine lors du premier assaut, le 8 mars. Kozlovski, Solovianov et d'autres "spécialistes militaires", qui avaient collaboré avec les rebelles, s'enfuirent aussi. Un peu avant minuit, 800 réfugiés, parmi lesquels le gros des dirigeants de la rébellion, atteignaient les côtes de Finlande. […] Au cours des vingt-quatre heures qui suivirent, un flot continu de réfugiés, marins pour la plupart, franchit la frontière de Finlande. En tout, ils furent quelque 8 000 à s'échapper, plus de la moitié des effectifs des rebelles. […] Dans la nuit du 17 mars, le commandant du *Petropavlosk* et celui du *Sébastopol* donnèrent à leur équipage l'ordre de saborder les navires. Apprenant que leurs chefs étaient en fuite, les hommes refusèrent de se plier aux ordres. Ils arrêtèrent leurs officiers et firent savoir au commandement soviétique qu'ils étaient prêts à se rendre. »

Notons que les 8 000 furent internés en camp par les Finlandais, mais non les 800, et que, comme nous l'avons vu, dès la fin de ce mois, Pétritchenko correspondait avec Wrangel. Peu après, il ne pouvait plus servir en rien aux Blancs, il vécut vingt-quatre ans en Finlande d'où, on ne sait pourquoi, il fut en 1945 expulsé en URSS où on l'arrêta. Staline, qui aimait cette sorte d'hommes, fit de lui un agent du Guépéou, puis l'envoya mourir en camp de concentration.

Selon Paul Avrich, de même que selon le consul américain à Vyborg, les Soviétiques auraient perdu 10 000 hommes, soit le cinquième de l'effectif, et 4 000 blessés, dont 527 moururent. Ces pertes importantes peuvent expliquer la violence finale des vainqueurs. Inversement, si les cronstadiens et leurs avocats jusqu'à nos jours parlent de dizaines de milliers de morts de leur côté, à partir de Ciliga, qui écrit 10 000, Trotsky doutait que toute la flotte de la Baltique en ait compté autant. Avrich, tout en parlant de « véritable orgie de sang », la limite à 600 tués, plus de 1 000 blessés et 2 500 prisonniers ! Il y eut certes, ensuite, la répression de la Tchéka. Toujours selon Avrich, plusieurs centaines de prisonniers furent fusillés sur place, tandis qu'à Pétrograd, pendant plusieurs mois, des centaines de rebelles furent exécutés par petits groupes. Mais de très nombreux autres furent envoyés dans les camps des îles Solovski, et notons qu'à cette époque c'était pour des peines au bout desquelles on était libéré ou relégué. Tous ces chiffres sont d'ailleurs sujets à caution et exigeraient des recherches sérieuses et non intéressées.

On en était là de nos informations lorsqu'en 2007, un autre grand universitaire américain, Alexandre Rabinovitch, d'origine russe, lui aussi anticommuniste, et tout comme Paul Avrich chercheur de la plus grande intégrité, s'est saisi du problème. Pour sa part, c'est en Russie qu'il est allé chercher, profitant de l'ouverture (encore limitée) des archives du gouvernement de l'URSS et du PC(b), des documents lui permettant de comprendre comment l'on était passé de ce qu'il reconnaissait comme une révolution, sous Lénine et Trotsky, au régime de terreur stalinien. Parmi ses découvertes, faites d'un œil

critique sourcilleux (et parfois discutable), il tomba nécessairement sur l'affaire de Cronstadt, à laquelle il a consacré tout un livre, *Cronstadt 1921*, mine d'informations qui confirment celles d'Avrich, mais y ajoutent beaucoup d'autres éléments allant dans le même sens. Il a découvert qu'à l'intérieur de l'île, il y avait eu des affrontements « entre les vieux matelots révolutionnaires et les nouvelles recrues qui venaient de la paysannerie et de la petite bourgeoisie », et que les équipages de certains navires avaient déclaré leur neutralité, dont, semble-t-il, ceux des dragueurs de mines *Oural*, *Ofei* et *Pobeditel*, refusant d'obéir à leurs officiers passés à la rébellion. Enfin que, lors de la dernière attaque de la citadelle, « les ouvriers déplacés par les rebelles libérèrent la ville avant même que les principales forces de l'Armée rouge y soient arrivées ».

Un dernier témoignage confirme tout ce qui précède. Celui d'André Morizet, qui arriva en juin 1921, en tant que délégué du Parti communiste français au 3e Congrès de l'Internationale. Dans son livre *Chez Lénine et Trotsky, Moscou 1921*, paru à Paris en 1922, il rapporte qu'on lui expliqua d'abord que les *Izvestia* avaient publié l'annonce par la presse bourgeoise de France des troubles de Cronstadt quinze jours à l'avance et qu'on en avait conclu que la révolte était préparée de Paris. Mais il ajoute ensuite que beaucoup en doutaient et pensaient que la cause de la révolte tenait à ce que les marins étaient des fils de paysans : « Depuis qu'on a séparé de nous les provinces baltiques, les marins se recrutent principalement sur les côtes de la mer Noire, c'est-à-dire en Ukraine. Le mécontentement qu'ils traduisent, c'est celui du paysan lui-même. » Les doutes venaient de l'invisibilité des meneurs qui avaient su transformer des revendications tenant à la situation impitoyable de la fin de la guerre civile en mouvement contre-révolutionnaire.

Et Trotsky, l'éternel principal accusé dans tout cela ? Après son vote au Congrès, il ne quitta pas Moscou. Jamais il ne récusa sa responsabilité politique dans cette tragédie qui fut pour lui, comme il l'écrivit dans son *Staline,* une « tragique nécessité ». Et dans un texte signé du 6 juillet 1937 à Coyoacan, il explique la raison de son retrait après son ultimatum : « La vérité dans cette affaire, c'est que je n'ai pas pris personnellement la moindre part à l'écrasement de la rébellion de Cronstadt, ni aux répressions qui l'ont suivi. À mes yeux, ce fait même n'a aucune importance politique. J'étais membre du gouvernement, je considérais nécessaire d'étouffer la rébellion et je porte donc la responsabilité de la pacification. C'est seulement dans cette limite que j'ai répondu aux critiques jusqu'à maintenant. Mais quand des moralistes viennent personnellement m'accuser de cruauté excessive, non exigée par les circonstances, je considère que j'ai le droit de dire : "Messieurs les moralistes, vous mentez un peu." La rébellion a éclaté pendant mon séjour dans l'Oural. De l'Oural, je suis venu directement à Moscou pour le 10e Congrès du Parti. La décision d'écraser militairement la rébellion, si on ne pouvait amener la forteresse à reddition, d'abord par des négociations de paix, puis par un ultimatum, cette décision générale fut adoptée avec ma participation directe. Mais une fois la décision prise, j'ai continué à

demeurer à Moscou et n'ai pas pris part directement ou indirectement aux opérations militaires. Quant aux répressions qui ont suivi, elles ont été l'affaire exclusive de la Tchéka. Comment se fait-il que je ne sois pas allé personnellement à Cronstadt ? La raison en était politique. La rébellion a éclaté pendant la discussion de ce qu'on a appelé "la question des syndicats". Le travail politique à Cronstadt était entièrement aux mains du comité de Pétrograd, dirigé par Zinoviev. Le même Zinoviev était, au cours de la discussion, mon principal contradicteur, le plus infatigable et le plus passionné. Avant mon départ pour l'Oural, j'étais allé à Pétrograd et avais pris la parole lors d'un meeting de marins communistes. L'esprit général du meeting m'avait fait une impression très défavorable. Les marins habillés en dandy et bien nourris donnaient l'impression de parasites aux côtés des ouvriers et des hommes de l'Armée rouge de l'époque. De la part du comité de Pétrograd, la campagne fut menée de façon extrêmement démagogique. Le commandement de la flotte était isolé et terrorisé. La résolution de Zinoviev reçut probablement 90 % des voix. Je me rappelle avoir dit à Zinoviev à cette occasion : "Chez vous, tout va bien, jusqu'à ce que cela aille très mal." À la suite de cela, Zinoviev vint avec moi dans l'Oural où il reçut un message urgent disant qu'à Cronstadt les choses allaient très mal. L'écrasante majorité des marins "communistes" qui avaient soutenu la résolution de Zinoviev prenaient part à la rébellion. J'ai considéré, et le Bureau politique ne fit aucune objection, que les négociations avec les marins, et en cas de nécessité leur pacification, devaient être assumées par les dirigeants qui jouissaient hier encore de la confiance politique de ces marins. Autrement, les cronstadiens auraient considéré qu'il s'agissait d'une revanche de ma part pour leur vote contre moi au cours de la discussion dans le Parti. Correctes ou non, ce sont de toute façon ces considérations qui ont dicté mon attitude. Je suis resté complètement et ostensiblement en dehors de cette affaire. Quant aux répressions, pour autant que je m'en souvienne, Dzerjinski en eut la responsabilité personnelle, et Dzerjinski ne tolérait aucune ingérence dans ses fonctions (et ce à juste titre). S'il y eut des victimes inutiles, je n'en sais rien. Sur ce point, je fais davantage confiance à Dzerjinski qu'à ses tardifs détracteurs. »

Après les révélations qu'a apportées Paul Avrich en dépit même de son antibolchevisme, qui confirment ce que Lénine avait soupçonné, toutes les thèses antibolcheviques n'ont plus de raison de subsister. Mais s'il aura fallu ce livre pour renverser le mythe du caractère révolutionnaire de l'insurrection de Cronstadt, c'est qu'il convient autant à la réaction mondiale qu'aux anarchistes et à tous les enfants et petits-enfants de Staline (pour les raisons que nous avons vues).

Une dernière question demeure : le complot aurait-il pu réussir ? Oui et non ! La rébellion déclenchée un peu plus tard, la fonte des glaces permettant une intervention des Blancs, l'attaque de Pétrograd soutenue par les forces contre-révolutionnaires intérieures aurait sans doute pu ajouter aux périls du début de cette terrible année. Mais la réaction de Pétrograd à l'insurrection montre bien que le prolétariat soviétique ne confondait pas ses revendications et ses critiques de la

bureaucratisation avec la révolution, et que l'apparition d'un Wrangel et de forces blanches l'aurait dressé comme un seul homme. D'où la question : alors pourquoi l'insurrection a-t-elle commencé si tôt ? Comme il arrive souvent dans ces sortes de complots, on est rarement maître de toutes les circonstances de la réalisation des plans, et il est clair à l'examen des faits que Pétritchenko n'a pu retarder la réaction à l'intervention de Kalinine et des communistes de Cronstadt. Il fallait se saisir de l'île sans tarder, et compter avec ses terribles défenses. Mais de toute façon l'insurrection n'aurait pas pu aller plus loin que l'attaque de Pétrograd. Les Blancs étaient maintenant isolés alors qu'ils avaient compté sur l'aide des impérialistes et de leurs alliés, et à ce moment ni la Finlande, ni la Pologne n'étaient en situation de rompre leur paix avec la Russie, tandis que l'Angleterre commençait à nouer des relations économiques avec le pouvoir soviétique. La seule France avait fait avancer des navires de guerre en mer Baltique, mais il aurait fallu que la contre-révolution en URSS même se développe pour une intervention qui ne faisait guère l'unanimité de son gouvernement, et nous savons qu'une telle contre-révolution ne pouvait plus avoir lieu.

Sous Cronstadt, la Géorgie

La guerre achevée en Ukraine, en Crimée et dans le Caucase, il avait fallu fermer la voie à la poursuite d'une offensive impérialiste par la Géorgie. En 1918, les mencheviks avaient réussi ce que Kerenski avait manqué en Russie en 1917, par le moyen d'une « Garde populaire » qui avait désarmé les soldats bolcheviks, puis soumis les soviets au comité central menchevik. Puis ils leur substituèrent le parlementariste bourgeois. Pour y obtenir une forte majorité, ils en avaient exclu les Russes et Arméniens, très nombreux parmi les citadins, et fait voter les seuls citoyens inscrits sur les listes électorales de 1914. Noyant dans le sang les paysans des minorités nationales, Ossètes et Abkhasiens, leur répression s'était ensuite abattue sur les bolcheviks. La Géorgie avait d'abord été un satellite de l'Allemagne. Les forces anglaises avaient pris la place de celle-ci en 1918. Malgré cela, un accord de reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie fut signé en 1920 par la Russie soviétique. Comme cela n'empêcha pas le pouvoir menchevik de réprimer les communistes géorgiens, le 11 février 1921 une insurrection ouvrière, partie des rangs du prolétariat russe, éclata à Borchalla. Qu'elle ait été préparée depuis la Russie est plus que probable, mais hors de la direction du Parti et du Commissariat à la Défense, donc de Trotsky – tous étant alors en pleine discussion syndicale –, mais bien de Staline, via son vieux complice géorgien, Ordjonikidzé, chef du Bureau caucasien du Parti. Le 12, Lénine dénonçait le fait que ni lui ni Staline (sic) ne pouvaient joindre Ordjonikidzé. Mais le 14, Staline parvenait à lui communiquer que le Comité central était enclin à permettre à la 11e armée de soutenir le soulèvement et de marcher sur Tiflis. Mais un tel accord définitif restait subordonné à l'envoi de télégrammes indiquant l'accord des principaux responsables et leur opinion quant aux chances de succès d'une telle opération. Sans attendre cet accord, le

16, la 11e armée passait la frontière géorgienne comme un éclair, entrait à Tiflis, et proclamait la République soviétique de Géorgie. S.S. Kamenev, commandant en chef de l'Armée rouge, informait Skliansky, membre du Comité militaire révolutionnaire, que l'attaque de la 11e armée avait placé les dirigeants devant le fait accompli de l'invasion de la Géorgie, Le 21, Trotsky demandait au même Skliansky une note sur les opérations militaires en Géorgie, quand elles avaient commencé, sur l'ordre de qui, etc. Lénine avec réticence, et Trotsky avec hostilité, durent s'incliner devant le fait accompli. Le pire, pour ce dernier, fut que par discipline de Parti il dut défendre publiquement cette intervention et cette invasion, et même la justifier, en en portant ainsi la responsabilité devant le mouvement ouvrier mondial et l'histoire.

Le 10e Congrès – Adoption de la Nouvelle politique économique (NEP) : un programme de transition

Sans l'insurrection de Cronstadt, le 10e Congrès du Parti communiste de Russie aurait sans doute été différent de ce qu'il a été. Le tournant, dont la nécessité en même temps que les difficultés étaient au fond des débats crispés de février, dut être pris dans l'accélération. C'est au seul Lénine que l'on doit la manière dont il fut engagé, et dont il s'efforça de rétablir l'unité du Parti.

Certes, pendant les trois années terribles dominées par la guerre civile et les interventions étrangères, dans le chaos et la disette, où chaque mois semble un quitte ou double avec la mort, le flux des adhésions qui donnent un parti de 250 000 militants au 8e Congrès, en mars 1919, semble de bonne qualité, du moins à considérer la statistique sur l'origine sociale de ses membres : 52 % d'ouvriers, 15 % de paysans, 18 % d'employés, 14 % d'intellectuels. Les autres statistiques précisent encore ce qu'est alors le Parti : 5 % de ces membres ont reçu une instruction supérieure, et 8 % une instruction secondaire, ce qui correspond à peu près aux 11 % d'intellectuels ! D'autre part, 27 % sont alors dans l'Armée rouge au combat, 8 % sont des permanents du parti et des syndicats, 53 % travaillent à des échelons divers de l'État soviétique ; 11 % sont encore dans les usines. La moitié a moins de trente ans, 10 % plus de quarante. 8 % seulement étaient militants avant Février, 20 % avant Octobre. Tous ces chiffres sont à garder en mémoire pour comprendre ce qui va suivre.

La composition de ces énormes flux d'adhésions n'est pas homogène. Au ralliement de dizaines de milliers de révolutionnaires de toutes tendances, sincères, enthousiastes, venus des rangs mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, et de la fleur de la jeunesse qui ne va pas cesser d'affluer, se mêlent, aussi, sinon plus nombreux, « non seulement des travailleurs peu conscients, mais encore certains éléments nettement étrangers à son esprit : fonctionnaires, carriéristes et politiciens », opportunistes politiques et sociaux. À cette époque, employés et fonctionnaires n'étaient pas prolétarisés comme ils le furent plus tard et, *a fortiori*, les techniciens et ingénieurs. Un fossé de

formation et de rétributions les sépare des ouvriers et de la révolte qui a conduit ceux-ci à la révolution.

Les structures d'un État moderne ont une complexité qui exige des spécialistes, et, de ce fait, bientôt ces messieurs et demoiselles, que les militants ouvriers ne sont guère en capacité de remplacer, vont s'apprivoiser et voleront au secours de la victoire et aux avantages que vaut l'appartenance au parti qui dirige. « En un an, du premier semestre 1918 au premier semestre 1919, les effectifs du seul syndicat des fonctionnaires soviétiques avaient quadruplé, passant de 114 539 à 529 841 personnes. La disette obligeait d'une part à recenser les consommateurs, de l'autre à recenser les produits disponibles. Quelles méthodes appliquer, quel personnel employer ? Il fallait tout improviser avec un personnel souvent malhonnête, nullement préparé en tout cas, par ses origines sociales, à l'intelligence des principes socialistes et des nécessités implacables de la lutte de classes. »

Les ralliés vont être puissamment aidés par une partie appréciable des vainqueurs, dont certains même des vétérans. Car la corruption par le pouvoir est un mal terriblement contagieux. Il se peut même que le passage rapide de longues années de vie dure, voire de misère, de souffrances et de tensions, au sentiment de détente du succès agisse comme un brusque changement climatique du froid au chaud et détende certains ressorts moraux, dans la semi-bonne conscience des droits de la revanche et de la récompense due.

Les interventions de Lénine au 10e Congrès avaient toutes tendu – afin de renforcer le Parti pour ses nouvelles tâches, d'une difficulté elle aussi toute nouvelle – à le consolider par deux voies contradictoires : fermer quelques plaies, et donner un coup d'arrêt brutal aux possibles dissidences. Dès son discours d'ouverture, après avoir souligné les grands progrès de l'Internationale communiste, gage d'avenir, il consacra l'essentiel de cette intervention au « luxe » qu'avaient constitué les débats et discussions, et conclut : « Il faut aussi qu'il ne reste plus la moindre trace d'esprit fractionnel, quels que soient le lieu et la forme dans lesquels il s'est manifesté jusqu'à présent ; il faut qu'en aucun cas ces traces ne subsistent. Ce n'est qu'à cette condition que nous nous acquitterons des tâches énormes qui nous incombent. Et j'ai la certitude d'exprimer les intentions et la ferme résolution de tous en disant : nous devons, en tout état de cause, sortir de ce congrès, armés d'une unité plus solide, plus unanime et plus sincère. »

Son rapport d'activité du Comité central qui avait suivi soulignait les erreurs du passage de la guerre à la paix. Sans nommer personne, ce rapport rendait plusieurs hommages à Trotsky et, en insistant plus particulièrement sur les erreurs faites dans la guerre avec la Pologne, lui rendait raison sur le sujet. Son ton avait aussi changé sur l'Opposition ouvrière et sa lutte contre la bureaucratie. Mais tout en reconnaissant la plaie que celle-ci constituait et la nécessité de la combattre avec l'aide du prolétariat utilisant l'Inspection ouvrière et paysanne, et en annonçant l'épuration du Parti, il continuait à souligner les dangers de l'autre tranchant du nouveau cours : son utilisation par l'opposition petite-bourgeoise et ses mots d'ordre antisoviétiques, tels que Cronstadt l'avait manifesté. Cela n'empêcha

pas, en conclusion, la décision de dissolution immédiate « de tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme », sous peine de sanctions, y compris l'exclusion. Cela devait être compensé par l'examen « avec le plus grand soin, et soumises à l'épreuve dans le travail pratique » de toutes « les propositions constructives, quelles qu'elles soient ».

Le dialecticien qu'était Lénine avait bien vu le danger, pire que celui de la guerre qui s'achevait, du lancement de la Nouvelle politique économique (la NEP), laquelle allait exiger d'énormes concessions, aussi bien intérieures qu'extérieures. Mais il le fallait. Et résister à la logique sociale du déferlement du capital, fût-il d'abord petit, exigeait la main de fer de la dictature du prolétariat. C'est là qu'en revanche le dialecticien fut en défaut. Certes, il put deviner que les soviets seraient débordés, voire conquis, par les koulaks et les nouveaux riches que seront les nepmen. Il savait ce qu'il en avait été dans la Révolution française avec les accapareurs de biens publics devenus nouveaux propriétaires fonciers au-dessus des paysans. Mais il ne comprit pas que ses mesures de durcissement du Parti en forteresse, épuré de 180 000 à 200 000 membres, et concentrant toute la dictature du prolétariat, non seulement seraient inopérantes, mais qu'au contraire le musellement de l'opposition intérieure – seule opposition dialectique politique – allait contribuer à son délitement. Et cela d'autant plus que l'Inspection ouvrière et paysanne (Rabkrin), chargée de contrôler, avec des pouvoirs supérieurs, tout le travail des autres commissariats, et dont Trotsky avait bien vu les dangers bureaucratiques, fut confiée à Staline. Lénine continuait à voir seulement en lui un homme à poigne, et fidèle comme un chien qu'il croyait tenir bien en laisse. Cependant, c'est contre sa volonté que Zinoviev présenta la candidature de ce Staline au poste de secrétaire général du Parti, ce que le congrès vota – après l'opposition du seul Préobrajensky –, la croyant une décision de tout le Comité central, et d'ailleurs ne voyant là qu'une fonction administrative.

Cronstadt obligea à réaliser précipitamment ce que Lénine voulait réaliser patiemment, après avoir refusé le projet de Trotsky de l'engager dès l'année précédente, c'est-à-dire abandonner d'un seul coup le communisme de guerre et remplacer les réquisitions qui, pendant trois ans, avaient été nécessaires au « tout pour vaincre », par l'impôt en nature. Le tournant allait entraîner d'abord le rétablissement du petit commerce. La visée était celle que Trotsky définira bientôt comme « fermeture des ciseaux », à savoir donner à manger aux ouvriers en incitant la production paysanne, afin que les usines puissent donner aux paysans tous leurs moyens de production et de circulation des marchandises. En même temps accorder des concessions (en particulier pétrolières) à des capitaux étrangers.

Un tel tournant fut accueilli par tous les antisoviétiques, de la droite à l'ultragauche (et se trouve toujours dans l'histoire bourgeoise), comme la preuve d'un échec de l'utopie communiste par l'inversion de ses objectifs. C'est ne rien comprendre à ce qui oppose la conception marxiste du passage du capitalisme au communisme et les rêveries anarchistes. Marx, ennemi des utopies socialistes, s'était bien

gardé de décrire l'instauration d'une société sans classes, et en particulier de sa « construction » par un « État libre » issu d'élections. Ridiculisant une telle conception implicite dans le *Programme de Gotha*, il avait précisé dans ses gloses sur ce programme : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première à la seconde. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » Seule la terrible guerre qu'avait dû mener la Révolution contre les impérialistes coalisés avait interdit l'organisation d'une transition patiente à partir de la victoire de 1917. Ni Lénine ni Trotsky n'ignoraient ce texte de Marx, exhumé de la clandestinité par Engels en 1891, et tombé alors comme un pavé dans la mare du parlementarisme.

Dès le 7e Congrès du PCR, en février-mars 1918, Lénine avait expliqué : « L'histoire ne nous a pas accordé la paix que nous concevions théoriquement pour un certain temps, la paix que nous eussions désirée et qui nous eût permis de franchir rapidement les étapes de la transition […] Nous n'avons fait que les premiers gestes pour secouer le capitalisme et commencer la transition au socialisme. Combien y aura-t-il encore d'étapes transitoires vers le socialisme ? Nous ne le savons pas, nous ne pouvons pas le savoir. Cela dépendra du moment où commencera vraiment la révolution socialiste européenne et de la façon lente ou prompte dont elle viendra à bout de ses ennemis pour entrer dans la voie du développement social. Nous n'en savons rien. »

Et deux ans après, Trotsky, dans son *Terrorisme et communisme*, polémique contre Kautsky, avait précisé ce que ne devraient pas être et ce que devraient être les étapes de la transition : « Nous serions d'aveugles sceptiques et d'avares petits-bourgeois si nous nous imaginions que le relèvement économique peut être une transition progressive de l'état actuel de complète désorganisation économique à l'état de choses qui l'a précédé. […] La désorganisation, qui détruisait et brisait des richesses innombrables, extirpait en même temps de l'économie bien des routines, bien des inepties, bien des usages surannés. […] Si le capitalisme russe s'est développé sans passer de degré en degré, mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste. Dès que nous aurons vaincu notre âpre misère, accumulé quelques réserves de matières premières et de denrées, amélioré les transports, nous aurons, n'étant plus liés par les chaînes de la propriété privée, la possibilité de franchir d'un bond plusieurs degrés et de subordonner toutes les entreprises et toutes les ressources économiques au plan gouvernemental unique. » C'était annoncer le moyen de la transition, à laquelle la NEP allait devoir s'atteler.

Reflux en Europe et crise dans l'Internationale communiste

En 1921, toutes les révolutions européennes avaient été vaincues. Le mouvement communiste s'étendait, mais dans une période de reflux

des luttes. En mars, le gouvernement social-démocrate allemand avait profité de troubles en Saxe prussienne pour organiser une provocation contre le district minier de Mansfeld Eisleben où le Parti communiste était particulièrement fort. La direction du parti, dominée par les éléments gauchistes, avec à leur tête comme délégué de l'I.C. Bela Kun (qui avait déjà à son bilan la défaite de la révolution hongroise), partisan de chocs d'entraînement, tomba dans le panneau en appelant à la grève générale et à l'action armée, aveugle à l'état des forces entre les classes. Il ne fut pas suivi par une partie de l'organisation, et eut contre sa majorité une minorité comprenant Paul Levi et Clara Zedkin. Alors que ces appels recevaient peu d'écho, le gouvernement fit bombarder les grandes usines chimiques de la Leuna, et déclencha une répression où les morts furent nombreux et où les arrestations qui suivirent totalisèrent 7 000 condamnations à de nombreuses peines de prison, dont celle du président du KPD, Brandler, à cinq années de réclusion, et quelques-unes à la peine de mort. Au-delà, il y eut des licenciements par dizaines de milliers, et l'interdiction de journaux. Ce nouveau désastre pour le mouvement ouvrier allemand en fut un aussi pour le Parti communiste qui perdit de nombreux membres et vit s'ouvrir une crise de sa direction. Elle fut d'autant plus grave que Paul Levi dénonça publiquement le « putschisme » de celle-ci, et la responsabilité des délégués de l'Internationale. Exclu du Parti, il refusa d'en appeler à l'I.C. (ce que souhaitait Lénine), et commença là une dérive qui allait l'emmener loin du bolchevisme. Cette tragédie manifestait combien l'Internationale communiste avait peu d'homogénéité politique, et combien le programme avec les 21 conditions du 2e Congrès était mal compris. Delà le peu de capacité de ses partis à faire face aux tournants de situations.

Cela était aussi apparu dans la formation du Parti communiste italien. Face aux grands mouvements de grève et d'occupations d'usine, le bond en avant de l'I.C. avait amené nombre de vieux sociaux-démocrates, enracinés dans le parlementarisme et l'opportunisme, à accepter d'entrer dans le nouveau parti sans rien changer à leurs habitudes politiques.

En France, où il n'y avait pas eu de dépassement révolutionnaire des luttes sociales, du fait des causes vues plus haut, la répression n'avait, par là même, pas connu de conséquences dramatiques. C'étaient des syndicalistes-révolutionnaires qui étaient devenus les premiers communistes, avec des ouvriers d'avant-garde et avaient fondé un Comité de la IIIe Internationale. Mais la pression des ouvriers radicaux du Parti socialiste poussa une partie de ses vieux dirigeants « va-t-en-guerre », avec à leur tête Marcel Cachin et Frossard, à demander l'adhésion à l'I.C. Ni Lénine, ni Trotsky qui était chargé de « suivre » la France, n'étaient disposés à accepter ces « héros de la Ligue des droits de l'homme, francs-maçons, parlementaires, carriéristes et bavards ». Mais pour conserver leur base révolutionnaire et leurs mandats, ceux-ci avalèrent les 21 conditions du 2e Congrès mondial qui condamnaient tout ce qu'ils étaient et avaient été. Ainsi, dans les derniers jours de décembre 1920, c'est une majorité de 130 000 militants contre 30 000 qui transforma le Parti socialiste en Parti

communiste français (SFIC) et conserva *l'Humanité* de Jaurès. Les anciens du Comité pour la IIIe devenaient ainsi minoritaires. Rosmer, devenu membre du « petit bureau » de l'Internationale, resta en contact étroit avec Trotsky, mais il devait perdre peu à peu ses postes de direction dans le parti français, dont il allait être exclu en 1924. Le succès français de l'I.C. ne valait guère mieux que les crises d'Allemagne et d'Italie.

Le front extérieur était donc aussi tendu que celui de l'intérieur. C'est dès le printemps 1920 que Lénine avait dû écrire sa *Maladie infantile du communisme* contre les ultra-révolutionnaires gauchistes d'Allemagne et d'Angleterre, qui pour éviter l'ornière du parlementarisme, du syndicalisme et du réformisme, sautaient dans l'ornière inverse de la pure révolution « des masses » et de la constitution de « conseils » (traduction de « soviet »). Lénine leur administrait là une leçon de dialectique politique (qui semble bien avoir été la moins comprise de ses œuvres). Mais à peine sa brochure était-elle parue qu'il devait y ajouter une annexe, pour balancer sa dénonciation du gauchisme dans les partis de l'I.C. par celle, inverse, des éléments socialistes petits-bourgeois.

La présidence de l'Internationale avait été donnée à Zinoviev. Non seulement celui-ci n'allait pas résoudre ces difficultés, mais il allait au contraire leur apporter la pire solution : la bureaucratisation !

Angelica Balabanoff, qui elle avait été désignée comme secrétaire de l'I.C., d'ailleurs à son corps défendant, entra presque immédiatement en conflit avec Zinoviev. Très rapidement elle s'aperçut que les débats des réunions du Comité exécutif n'avaient aucunes suites réelles, et que toutes les décisions étaient prises par un comité secret. Elle écrivit vingt ans plus tard dans ses Mémoires, *Ma vie de rebelle* : « À cette époque et tout au long de l'année suivante [en 1920], je fus effrayée de découvrir le nombre de nos agents et de nos représentants qui depuis longtemps s'étaient discrédités dans les organisations étrangères. On les avait recrutés sur le simple fait qu'ils n'avaient rien de commun avec le mouvement ouvrier et qu'ils étaient par conséquent capables d'obéir aux ordres les plus contradictoires et les plus révoltants d'une manière totalement machinale et sans aucun sens des responsabilités. Aventuriers, opportunistes, jusqu'à d'anciens chasseurs de Rouges, tout était bon pour Zinoviev. Ils partaient en missions secrètes, munis de sommes énormes, et comme émissaires de Moscou auprès des travailleurs étrangers, ils incarnaient la glorieuse image de la Révolution d'Octobre. Si le prestige de leur mission impressionnait des milliers de fidèles partisans, le pouvoir et l'argent qui émanaient d'eux faisaient surgir à chaque pas de nouveaux opportunistes. Sans les facilités et les ressources que seule peut procurer la tutelle d'un appareil gouvernemental, il n'aurait jamais été possible de créer arbitrairement, de 1919 à 1920 (et surtout après la fondation de l'Internationale syndicale rouge), autant de partis et de mouvements ouvriers. Du jour au lendemain, on fonda de luxueuses agences dotées d'un personnel nombreux. Un vrai mouvement communiste n'était pas encore né que l'Internationale était devenue une machine bureaucratique. »

Angelica Balabanoff s'aperçut que Zinoviev se servait de son nom pour signer des documents et des appels qu'elle n'avait pas lus, et qu'il avait fait signer par Lénine. Elle protesta. À partir de ce moment, Zinoviev chercha un moyen de l'éloigner et réussit à l'envoyer créer un bureau de l'Internationale en Ukraine, alors encore en pleine guerre. Après le recul en Ukraine dû à la guerre de Pologne, ce fut une tentative de l'envoyer au Turkestan. Refusant des ordres du Comité central, elle tenta d'user de ses droits de secrétaire de l'Internationale. Zinoviev réussit à lui faire enlever ce titre, et elle refusa d'y être rappelée. Progressivement, elle était ramenée au simple statut de militante pour des fonctions qu'elle refusait en ce qu'on l'éloignait des problèmes des sections européennes et, surtout, de sa section italienne d'origine. Il est vrai que celle-ci n'avait pas de véritable direction communiste, renâclait devant les « 21 conditions », et se montra incapable de conduire les grands mouvements de grèves et d'occupation d'usines qui durèrent trois années. Par ailleurs, Angelica Balabanoff était aveuglée par l'amitié qu'elle portait à Serrati, le principal dirigeant du parti italien. La discussion avec elle aurait à coup sûr mieux valu que son éloignement. Lénine, qui traita la question italienne au 3e Congrès de l'IC, l'aurait-il convaincue de ses erreurs ? Sans doute pas ! Car le bolchevisme d'Angelica souffrait de cette sensibilité qui avait fait d'elle une dupe du « pauvre révolté socialiste de gauche », Mussolini. Les conseils de Lénine l'auraient peut-être aidée à mieux comprendre à la fois ce qui laissa le communisme italien désarmé devant la montée du fascisme, et ce qui différenciait la rigueur et les nécessaires violences bolcheviques des noirceurs bureaucratiques.

Angelica partagea avec John Reed, qui allait mourir bientôt, les désillusions de la bureaucratisation de tout l'appareil. Son jugement de Zinoviev fut terrible : « Après Mussolini, Zinoviev est l'être le plus abject que j'ai jamais rencontré. »

C'est malgré les manifestations d'amitié de Lénine qu'elle avait décidé de quitter la Russie pour reprendre la lutte en Italie. Il lui avait donné un papier où il avait écrit : « La camarade Angelica Balabanoff est membre du parti depuis de nombreuses années. C'est une des plus importantes militantes du Communisme international. » Et il lui demanda : « Qu'est-ce qui vous oblige à partir ? » Elle répondit : « Vous le savez très bien. La Russie ne semble pas avoir besoin de gens comme moi. » Et Lénine : « Mais nous, si. Nous sommes si peu. »

Angelica eut l'impression que Lénine « pressentait ce qui allait arriver à la Révolution ». Elle voyait qu'il n'ignorait rien des travers et vices de caractères de ses collaborateurs et qu'il en tirait parti, mais elle comprenait aussi qu'il sous-estimait les terribles risques qu'il prenait en leur accordant des pouvoirs dont il ne s'était pas encore aperçu qu'il ne pouvait plus les contrôler. En quittant la Russie, à la fin de 1921, pour n'y plus revenir, elle ignorait que Staline, qui s'était à ce moment fait invisible, représentait pour la Révolution un danger pire encore que Zinoviev. Lénine était entièrement retenu par la situation tragique de l'intérieur et par la NEP, auxquelles il accordait la quasi-

totalité de ses écrits et de ses discours de la fin de 1921, jusqu'à ce qu'il doive se retirer à Gorki pour « un congé de maladie ». À ce moment, il ne suivait déjà plus que de loin, et seulement au niveau des débats politiques, les conflits de l'Internationale, et la manière dont Zinoviev les réglait. Il n'était pas si bon connaisseur d'hommes qu'il le croyait. Mais il est vrai que les pires sont souvent les plus capables de dissimuler leur être profond.

Le 3e Congrès de l'Internationale communiste

Le tournant de la situation avait exigé un nouveau congrès international qui se tint moins d'un an après le deuxième. Ses 602 délégués, avec seulement 291 avec voix délibératives et 311 consultatives, manifestaient à la fois les progrès de l'Internationale et une meilleure représentativité. Les méthodes dénoncées par Angelica Balabanoff ne pouvaient guère porter que sur quelques petites formations et sur ces bureaux soviétiques qui se situaient à côté des partis. Ce n'est que plus tard que ces hommes « à tout faire » allaient jouer un rôle destructeur. À l'inverse, les représentants de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud étaient d'authentiques révolutionnaires qui allaient construire des partis importants, avant d'être éliminés. La présence de partis opposés pour l'Allemagne et l'Italie, et celle d'organisations sympathisantes et de syndicalistes français, montraient à quel point l'Internationale était reconnue comme l'arbitre de l'authenticité révolutionnaire.

Il est caractéristique que ce n'est pas Zinoviev qui fit le long rapport introductif, mais Trotsky. Ce fut un remarquable bilan politique et économique de la situation mondiale, pays par pays, et de leurs rapports dans une véritable transformation du monde entier, où il souligna la montée en puissance des États-Unis face à l'Europe, puis une leçon de marxisme sur les effets dialectiques de la lutte des classes dans ses situations de ralentissements et de fléchissements, impliquant un nouveau cours de l'action communiste, dont Radek développa la tactique. Un tel exposé, qui selon son habitude ne dissimulait aucune des noirceurs et des difficultés dues aux effondrements de la guerre et aux échecs, mais développait les rapports complexes entre la crise générale du capitalisme, les crises cycliques et les réactions du prolétariat, releva le moral d'un congrès assombri par les défaites révolutionnaires et la crise des principaux partis, dont le règlement fit l'objet de longs débats. Ce discours qui devait être la base des « Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste » fit taire les ultragauchistes partisans de « l'offensive révolutionnaire », majoritaires d'entrée de jeu. Cependant, ils allaient devenir de farouches opposants à l'I.C. dès le lendemain.

Pour la première fois, la question coloniale avait été introduite par l'Indien Roy, comme élément de la lutte révolutionnaire mondiale dans un congrès international, en cette année où allait commencer au Maroc, sous la direction d'Abdel Krim, la première guerre de libération nationale, que toutes les sections de l'Internationale allaient soutenir politiquement et par des manifestations. De même

l'Internationale syndicale rouge était fondée pour s'opposer à l'Intersyndicale jaune d'Amsterdam, qui rivait les travailleurs aux partis dégénérescents de la IIe Internationale. Un Mouvement de la Jeunesse communiste, était aussi créé, tandis que plusieurs résolutions traitaient du travail parmi les femmes.

Une majorité forte se dessina finalement sur la ligne du tournant, dont Lénine donna une leçon finale de patience et de manœuvres, à partir de l'histoire de la lutte bolcheviste du printemps et de l'été 1917 (discours enlevé de ses *Œuvres* par Staline, et qui ne reparut qu'après la mort de celui-ci dans un tome 42).

Sa conclusion résumait la stratégie et le but : « 1/ Nous dirons unanimement dans toute l'Europe que nous appliquons une tactique nouvelle et de cette façon nous gagnerons les masses. 2/ Coordination de l'offensive dans les partis les plus importants : Allemagne, Tchécoslovaquie, Italie. Il faut pour cela une préparation, une interaction constante. L'Europe est grosse de la révolution, mais il est impossible de fixer d'avance le calendrier de la révolution. Nous, en Russie, nous tiendrons non seulement 5 ans, mais même plus longtemps. La seule stratégie juste est celle que nous avons adoptée. Je suis sûr que nous conquerrons pour la révolution des positions auxquelles l'Entente ne pourra rien opposer, et ce sera le commencement de la victoire à l'échelle mondiale. »

On sait qu'il en alla tout autrement. Les problèmes allemands et italiens n'avaient pas été résolus, laissant face à face des organisations opposées, base de la très proche défaite en Italie, où Mussolini prit de court un PC sans base de masses, et un PS dont l'adhésion à l'Internationale n'empêchait pas son centrisme impuissant.

Si le congrès se termina, ainsi que l'a écrit Pierre Frank, « comme il avait commencé, c'est-à-dire sans l'enthousiasme, sans l'euphorie qui avaient dominé le précédent congrès, mais avec une cohésion plus grande qu'au début », celle-ci était celle de militants dont l'influence dans leurs partis ou la capacité à les conduire ne correspondaient pas à leur bonne volonté et à leur courage.

Réalisation de la NEP

La conscience qu'on entrait dans une période d'attente durable s'imposa à tous. La nouvelle étape de transition obligeait à un recul certain, difficile et douloureux, mais c'était pour le bolchevisme dans l'espoir de mieux sauter.

Le début de la nouvelle politique s'effectua à partir des conditions de chaos et d'effroyable misère de ce début de 1921. Dès le printemps s'y ajouta un fléau naturel dans toutes les provinces du Sud et du Sud-Est : une sécheresse entraînant de telles tempêtes de sable suivies d'une invasion de sauterelles qu'elle fit s'enfuir et errer sans but une multitude de paysans. La région agricole de la Volga connut la famine. En juillet, on craignait qu'elle n'atteignît dix millions de paysans. À la fin de l'année, on les estima à trente-six millions. On parla de l'apparition de cannibalisme.

Il ne fallut pourtant qu'une année pour que soit atteint le premier objectif, grâce il est vrai à de bonnes conditions saisonnières ; les

récoltes de 1922 atteignirent les trois quarts de celles d'avant-guerre, et l'impôt en nature n'empêcha pas d'abondants surplus sur les marchés. Cependant les « ciseaux » n'étaient pas refermés, la production industrielle de la même année n'était que le quart de celle de l'avant-guerre, et 500 000 chômeurs attendaient encore les moyens de travailler devant des usines en ruines, des machines et locomotives épuisées, des matières premières absentes.

Une telle situation n'avait rien eu de fatal. Trotsky l'avait pressentie dès l'été de 1921, dénonçant, malgré l'existence d'un Gosplan qui ne réalisa aucun plan, une « Commission du Plan [qui] est plus ou moins une négation planifiée du besoin d'un plan économique pratique à court terme », alors que « de façon générale, c'est la Commission du Plan qui doit élaborer et assurer le plan économique dans le cours de son travail quotidien sous l'angle de la grosse industrie nationalisée comme facteur économique prépondérant ». Et il fustigeait la passivité des dirigeants de l'économie, la confusion, la lenteur de l'application de la NEP.

Son accord avec Lénine sur la NEP était total, ce qui allait de soi puisque, comme nous l'avons vu, Trotsky l'avait proposé avec une année d'avance. Mais Lénine ne le soutint pas dans cette critique de son exécution que, de son côté il suivait pas à pas par de nombreuses interventions personnelles : lettres, rapports, discours, plans consacrés à tous les aspects de la NEP : concessions dont il explique patiemment les avantages que la Révolution peut en tirer, impôts en nature dont il enjoint le bon usage, organisation du ravitaillement, de l'électrification, de la statistique, de l'éducation politique… Explications partout reprises, et couronnées par le discours fleuve du 29 octobre à la 7e conférence du Parti de la province de Moscou, le tout formant plus de deux cents pages (auxquelles il faut ajouter vingt pages de thèses pour le 3e Congrès mondial et quelques courts discours) pour la période d'avril 1921 au 6 décembre, où un premier accident cérébral l'obligea à prendre un congé de repos à Gorki.

Ce surmenage et le stress qui l'accompagna contribuèrent certainement au mal qui allait le terrasser, et peuvent expliquer sa négligence à l'égard des mises en garde de Trotsky quant à l'exécution des directives, et son refus de le suivre dans la critique de l'Inspection ouvrière et paysanne. Toutefois, il renouvela la détermination des tâches de celle-ci, leur interprétation et leur exécution, le 27 septembre. Cela ne pouvait remédier en rien à la réalité constatée par Trotsky, soit un « puissant facteur de confusion et d'anarchie, [refuge] d'hommes coupés de toute activité réelle, créatrice, constructive ». Là encore, il semble bien que Lénine, qui ne voyait rien du travail secret de Staline, bien qu'il commençât déjà à se méfier de ce « cuisinier [qui] ne préparera que des plats épicés », craignit que l'opposition de Trotsky à l'Inspection ne visât que Staline. Et son obsession demeurait que la moindre rupture dans cette « couche très mince que l'on peut appeler la vieille garde du Parti » n'entraîne la scission et par elle la défaite générale.

Il revint à Moscou pour le 9e Congrès des soviets de Russie, qui se tint du 23 au 28 décembre, et où il fit un très long rapport sur la politique

extérieure et intérieure de la République, mais il n'y resta semble-t-il que pour cette intervention, puisque du 25 au 27 c'est par écrit qu'il donna une « Instruction sur les questions du travail économique » qui fut adoptée le 28. Le 30, il revint encore sur « le Rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique », mais il ne put l'achever et, venu au Bureau politique le 31, il lui fut « accordé » un congé de six semaines qu'il alla passer dans le village de Kostino, près de Moscou.

Ce ne fut pas un repos total. Il ne pouvait perdre de vue l'évolution d'une situation si fluctuante et dont les évolutions souterraines faisaient sans cesse apparaître des périls inattendus. Avant même la fin février, il écrivit sa brillante *Note d'un publiciste*, et le 6 mars il revenait prononcer un de ses longs et percutants discours sur *La situation internationale et intérieure de la République des Soviets,* devant la fraction communiste du congrès des métallurgistes de Russie. Le 12, il mettait fin à *La portée du matérialisme militant*, question négligée en temps de guerre, et qui devenait d'actualité avec la lutte contre les idéologies réactionnaires, montrant le rapport indispensable de la pensée matérialiste avec les sciences. Cela constituait un véritable plan d'édition des libérateurs de la pensée du XVIIIe siècle et de leur dépassement par Marx et la dialectique, pour finir par la législation sociale et le saut en avant de celle de la révolution quant à la défense des droits de la femme et de l'enfant. Là encore on perçoit la préoccupation de jeter des bases pour le temps où il ne sera plus.

Le 27 mars, il est à nouveau debout au 11e congrès du Parti pour un rapport kilométrique (39 pages du tome 33 de ses *Œuvres*), bilan global de la situation, explication de la NEP comme retraite organisée, mais montrant à la fois la solidité de l'État soviétique et les défauts du Parti devant les nouvelles tâches. Sa conclusion, avec la demande de suppression de trop nombreuses commissions, et la mise des communistes à leur place, apparaît bien là comme un écho aux dénonciations de Trotsky, de même que sa brève conclusion du 2 avril où, après avoir noté que « seule une faible portion d'une partie de l'opposition du congrès précédent s'est placée hors du Parti », il précise qu'« en ce qui concerne les syndicats et la nouvelle politique économique, il n'y a pas eu de divergences dans notre Parti, ou bien elles sont insignifiantes ». Cela suivait l'affirmation d'« une cohésion plus grande, une plus grande unanimité, une plus grande unité organique », qui pour lui-même était peut-être encore seulement une exigence. On peut penser que cet effort fut épuisant pour lui, car de tout le mois d'avril, et jusqu'au 20 mai, ses interventions sont peu nombreuses et brèves. Plusieurs sont des protestations pleines de colère contre des erreurs diverses. Il s'insurgea contre des concessions faites par les délégués bolcheviks à la Conférence de Gênes, qu'il avait chargé de plaider à charge contre les représentants de la IIe Internationale, et de l'Internationale centriste, dite 2 ½, et qui osaient demander que la peine de mort soit exclue contre les SR terroristes qui avaient assassiné Volodarsky, Ouritsky et blessé Lénine, et voulaient assister à leur procès, ce qui était mettre en doute la justice soviétique,

alors qu'ils n'avaient jamais eu l'idée d'exiger la présence de bolcheviks aux procès faits aux communistes en Europe de l'Ouest. Il s'indigna de la proposition de subordination de la justice aux organismes du pouvoir politique, c'est-à-dire contre une manifestation de bureaucratisme. Il commença une lutte acharnée contre la proposition d'affaiblissement du monopole du commerce extérieur, obtenant son abandon, ce qui allait être remis en cause pendant son absence prochaine.

Le mouvement de la bureaucratisation

La disette avait été un facteur de corruption de la société qui n'avait pas épargné le Parti, par le biais des privilèges dans la distribution des biens disponibles.

La NEP, en levant l'étau de l'atroce misère des années de guerre, en même temps donna libre cours aux privilèges de l'argent, fruit des trafics libérés. Elle accentua encore le champ de la corruption. Désormais, on soufflait. Le relâchement succédait à la tension exigée et imposée. La volonté de repos des cadres, liée au sentiment de n'avoir pas reçu du monde, et surtout de l'Europe, le soutien qu'ils étaient en droit d'espérer, fut un des facteurs qui allaient jouer bientôt dans le choix du Parti de la ligne de « socialisme dans un seul pays » contre la perspective de la « révolution permanente ».

La corruption « simple » transformait une grande masse des cadres en privilégiés sociaux qui, d'instinct, stabilisaient cette situation par la consolidation de leurs privilèges politiques hiérarchisés. Trotsky indiquera dans sa *Révolution trahie*, que « la démobilisation d'une Armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie soviétique un rôle considérable. Les gradés victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation active au pouvoir ». Cela se couronnait par une « volonté de puissance », toujours signe de médiocrité, de tous ces cadres dont Lénine dénonçait l'inculture, terrible force en ce que ceux qui en sont possédés y consacrent, dans l'obsession, toute leur énergie. On avait tous les éléments de constitution d'une sorte de « caste ». Il ne lui manquait plus que d'être organisée, ce qui allait être le rôle de Staline.

Pour illustrer cet aspect psychologique de la vie politique, Trotsky raconte : « L'état d'esprit était celui d'une tranquillisation morale, de la satisfaction de soi-même, d'un contentement trivial. […] et il est à propos de dire que les bavardages malveillants prenaient là leur large place. […] Aller en visite les uns chez les autres, être assidu à des représentations de ballets, assister à des beuveries collectives dans lesquelles on médisait des absents, cela ne me séduisait pas du tout. La nouvelle sphère supérieure sentait que ce genre de vie ne me convenait pas. Elle ne tâchait même pas de m'y engager. C'est pour cette même raison que bien des causeries de groupes cessaient dès que j'apparaissais, et que les causeurs se séparaient, un peu confus pour

eux-mêmes, avec une certaine hostilité à mon égard. Et cela marqua, si l'on veut, que je commençais à perdre le pouvoir. »

Lors du 10e Congrès, le rapport de Boukharine sur la démocratie ouvrière (adopté à l'unanimité) condamnait le système des « nominations » auxquelles devait succéder l'élection à tous les postes. Cela, en principe, équilibrait l'interdiction des fractions. Mais le déséquilibre entre le niveau des cadres et celui de la masse militante, ajouté aux pouvoirs acquis et à l'effet de suivisme des positions majoritaires, en donnant une base au travail de maillage de Staline, allait enlever toute réalité à ce principe. Par ailleurs, le pouvoir (provisoire) d'exclusion attribué au Comité central, allait être le moyen de destruction du centralisme démocratique. Bien loin de redresser le Parti, ces mesures allaient au contraire favoriser la cristallisation de la bureaucratie qui, dans l'ombre, avait déjà trouvé son chef.

L'épuration du Parti fut pour Lénine la préoccupation constante de la fin de sa vie. Dans un article de la *Pravda* du 21 septembre 1921, il commençait par estimer que cela avait commencé de façon sérieuse, « sur les indications des ouvriers sans-parti, en s'inspirant de leurs suggestions ». Cela ressemble assez à sa méthode d'affirmer pour proposer. Car il poursuit immédiatement : « Si nous pouvions réellement épurer ainsi le Parti du sommet à la base, "sans égard aux personnes", ce serait là une conquête vraiment considérable de la Révolution. » Il insiste ainsi sur le fait que le Parti du front économique ne peut ressembler à celui du front militaire : « Pour réaliser cette amélioration, il faut débarrasser le Parti des éléments qui perdent le contact avec la masse (sans parler, bien entendu, des éléments qui déshonorent le Parti aux yeux de la masse). Il est évident que nous n'obéirons pas à toutes les suggestions de la masse, car elle aussi se laisse parfois influencer, surtout aux années de fatigue extrême, de surmenage, de privations et de souffrances excessives, par des idées qui sont rien moins qu'avancées. Mais éminemment précieuses sont les indications de la masse prolétarienne sans-parti, et en mainte occasion celles de la masse paysanne sans-parti, pour juger les hommes, répudier les "intrus", les "grands seigneurs", les "bureaucratisés". » Le 19 décembre, il demande par une note des prolongations de la durée de stage pour devenir membre du Parti, de un an et demi pour les ouvriers en activité ou d'anciens ouvriers qui l'ont été au moins dix ans, et de deux et trois ans pour tous les autres. Il y reviendra le 26 mars 1922, alors que Zinoviev proposait six mois de stage pour les ouvriers et un an pour les autres. Lénine protesta, n'acceptant les six mois que pour les seuls ouvriers « qui ont travaillé effectivement dans de grandes entreprises industrielles pendant dix ans au moins. Fixer le stage à un an et demi pour les autres ouvriers, à deux ans pour les paysans et les soldats rouges et à trois ans pour tous les autres ». Il fustigeait l'acceptation de candidats petits-bourgeois déguisés en ouvriers : « Étant donné la négligence et le manque d'esprit systématique qui règnent chez nous dans le travail, la brièveté du stage peut signifier pratiquement l'absence la plus complète de toute vérification sérieuse pour savoir si les candidats sont réellement

des communistes tant soit peu éprouvés. Si nous avons 300 000 à 400 000 membres du Parti, ce chiffre lui-même est excessif, car tout porte à croire que le niveau de préparation des membres actuels du Parti est insuffisant. »

La purge eut lieu. Elle fut sévère : 150 000 membres furent exclus sur 650 000, soit 24 %. Elle frappa plus les intellectuels que les ouvriers et les paysans dont la proportion passa de 47 à 53 % dans les provinces industrielles et de 31 à 48 % dans les provinces agricoles. Toutefois, si l'épuration fut certaine, les chiffres peuvent cacher de grandes différences de formation des membres ouvriers et paysans.

Trotsky nota en 1923 : « Par une épuration rigoureuse de ses propres rangs, le Parti s'est débarrassé d'eux [les arrivistes]. Son effectif diminua, mais sa conscience augmenta. » Le phénomène ne fut pas durable. N'y avait-il pas, parmi les épurateurs, déjà des militants et cadres bureaucratisés ? Plus tard, il devait encore écrire : « Le gros afflux des anciens mencheviks dans le parti ne commença qu'après l'insurrection d'Octobre : se joignant non point au soulèvement prolétarien, mais au pouvoir qui en était sorti, les mencheviks manifestaient le trait essentiel de l'opportunisme : l'obséquiosité devant le pouvoir du jour. Lénine, qui se tenait extrêmement en garde au sujet de la composition du parti, réclama bientôt l'exclusion de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des mencheviks qui y étaient entrés après l'insurrection d'Octobre. Il fut loin de parvenir à ce résultat. Par la suite, les portes furent largement ouvertes aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, et les anciens conciliateurs devinrent un des soutiens du régime stalinien dans le parti. »

L'inculture politique était énorme. Iarovslavsky avait écrit en 1921 que, « parmi les camarades du parti, il est extrêmement difficile de trouver des camarades qui aient lu, ne fût-ce que *le Capital* de Marx ou quelque autre ouvrage de base de la théorie marxiste ». Cette situation crée un type de militants qui va se généraliser dans le monde entier : les « communistes non-marxistes », tout au plus nourris d'une vulgate qui, sous le stalinisme, va pouvoir se manipuler au gré des lignes tactiques successives et contradictoires. Mais au terme de ce premier temps, elle aboutit à un simple suivisme de l'aristocratie des cadres omniscients. Le phénomène est bien net dans la biographie des cadres staliniens, en particulier dans celle de Khrouchtchev : c'est la fidélité aveugle, et d'ailleurs, au départ, souvent « innocente », au cadre sous lequel on se forme et qui assure la montée dans l'appareil par un processus de répétition à chaque nouveau niveau.

Les derniers combats de Lénine

Le 26 mai 1922, Lénine était frappé à nouveau, mais cette fois d'une attaque qui le paralysa du côté droit, main et jambe. Il ne put plus ni parler ni écrire. Boukharine en fut paniqué et manifesta à Trotsky que s'il disparaissait lui aussi, la révolution était perdue, en une véritable prémonition de sa future balle dans la nuque. La paralysie dura jusqu'en juillet, pour un lent rétablissement à partir de septembre.

Mais le 10 août, malgré les espoirs d'un début de rétablissement, et alors qu'il n'avait pu encore reprendre le travail et restait à l'écart du

pouvoir, le Bureau politique décida la constitution d'une commission chargée de donner forme à l'unité des républiques soviétiques qui s'étaient constituées successivement depuis 1918, soit l'Ukraine, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie, toutes liées par des traités bilatéraux à la République soviétique fédérative socialiste de Russie (RSFSR). Le but était en principe de manifester leur unité dans l'égalité en droit (dont Lénine avait spécifié : jusqu'à celui d'autodétermination). Mais le projet que prépara Staline, qui présidait cette commission en tant que commissaire aux Nationalités, et où il avait placé Ordjonikidzé, les représentants des deux républiques contrôlées par celui-ci et plusieurs de ceux qui étaient déjà ses proches, dont Molotov, tenait à la pure et simple intégration fédérale de toutes ces républiques, devenant simplement « autonomes », et non indépendantes, et le tout dominé par le seul Comité exécutif central de la Fédération russe, fondant tous leurs organes institutionnels (soit ce qu'il réalisera sous sa dictature, sans changer le nom de l'Union).

Or les communistes géorgiens, qui avaient pris le pouvoir dans les conditions que nous avons vues plus haut, s'étaient d'emblée opposés à cette intégration au nom du principe léniniste d'indépendance, et parce qu'ils étaient soucieux du nationalisme ombrageux des Géorgiens, parmi lesquels ils n'étaient majoritaires que dans les grandes villes industrielles, ainsi qu'au projet d'unification des trois républiques caucasiennes. Cela faisant, ils étaient entrés en conflit avec Ordjonikidzé, véritable proconsul installé de sa propre autorité. En septembre 1921, Lénine avait jugé prématuré le projet d'intégration et proposé une patiente préparation du terrain auprès de la population. Cette opposition s'envenima vite et dura toute l'année 1922. Ordjonikidzé, soutenu par Staline, ne tint aucun compte des Géorgiens, et même pas de la résolution du congrès des soviets de leur république pour l'inviolabilité de leur indépendance nationale. S'appuyant sur les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à sa botte, il proclama le projet de constitution de la Fédération avec un gouvernement fédéral.

Staline fit adopter ce projet par la commission les 24 et 25 septembre, à la seule abstention de Mdivani, représentant de la Géorgie. Toutefois, la question du gouvernement fédéral russe trouva l'opposition du même Mdivani, malgré tout soucieux de la réaction de ses compatriotes, et l'abstention de Petrovsky délégué de l'Ukraine. Sous cette apparente quasi-unanimité se cachait la crainte de s'opposer à ce qui leur semblait la décision unanime du Bureau politique. Mais, soucieux aussi des risques qu'ils prenaient vis-à-vis de leurs républiques, les plus frileux des délégués se cachèrent derrière le dos de Petrovsky, dont le comité central ukrainien rejeta en effet le projet, décidant de conserver son indépendance, et le lien contractuel de toutes avec la RSFSR.

Lénine, qui se remettait lentement, eut vent du débat et en exigea le dossier qu'il n'obtint que le 25 septembre. Il réagit rapidement, mais avec calme, continuant à croire Staline sur parole quant au « nationalisme » des Géorgiens. Mais il n'en reprit pas moins sa critique de la précipitation, demandant une réflexion approfondie, et

dès le 26 il écrivit à Kamenev qu'il avait fait accepter à Staline des concessions sur le rejet de l'« adhésion » des républiques à la RSFSR, remplacée par la proposition d'une « union formelle avec la RSFSR, dans le cadre d'une Union des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie ». Et il précise : « J'espère que le sens de cette concession est clair : nous nous reconnaissons égaux en droit avec la RSS d'Ukraine, etc. et entrons avec elle sur un pied d'égalité dans une nouvelle Union, une nouvelle Fédération, l'Union des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. » Et il poursuit sur les conséquences de ce renversement de sens du projet, précisant que le gouvernement russe ne sera pas celui de l'Union, mais qu'il devra y avoir un Comité exécutif de l'Union des Républiques soviétiques, ainsi que d'un Sovnarkom fédéral, organe nouveau, englobant tous les gouvernements, entre autres le gouvernement de la Russie. Sa lettre à Kamenev se termine sans ambiguïté : « Staline a donné son accord pour retarder le dépôt de la résolution au Bureau politique du Comité central jusqu'à mon arrivée. J'arriverai le lundi 2 octobre. […] Cela constitue mon projet de départ. J'y apporterai des additions et modifications sur la base de mes discussions avec Mdivani et les autres camarades. Je vous prie instamment de faire de même et de me répondre. »

Après la si longue patience haineuse qu'il avait dû supporter jusque-là à l'égard de Lénine, Staline n'en pouvait plus. Le croyant fini, il avait rompu un peu trop tôt avec sa prudence et allait engager le combat avec lui. « Je pense qu'il faut montrer de la fermeté contre Lénine », dit-il à Kamenev.

Le 27, il accompagne l'envoi du texte de Lénine aux membres du Bureau politique d'une lettre où il l'accuse de « libéralisme national », dont il est à peine douteux qu'il servira les séparatistes. Et il se prononce contre un Comité exécutif central de la Fédération, et retourne à Lénine l'accusation d'être trop pressé. Cependant, comme il savait qu'en présence de Lénine il serait mis en minorité au Comité central, il modifia son projet, selon son absence de tous principes, dans le sens des concessions qu'il lui avait accordées, et l'envoya sous cette forme aux membres du CC sans signaler les modifications.

La santé de Lénine ne lui permit pas d'assister au Comité central, mais il y envoya ce billet le 6 : « Camarade Kamenev ! Je déclare la guerre, non pas une petite guerre mais une guerre à la vie et à la mort, au chauvinisme grand-russien. Dès que je me serai débarrassé de ma maudite dent, je le dévorerai de toutes mes dents saines. Il faut absolument insister pour que le CEC fédéral soit présidé à tour de rôle par un Russe, un Ukrainien, un Géorgien, etc. Absolument ! Votre Lénine. » (Chacun des derniers membres de phrase, ici séparés par une barre, passe à la ligne). Il semble bien que, lors du Comité central, cette note ne fut pas lue par Kamenev. Elle figure dans les *Œuvres,* au tome 33 de 1963, sans l'adresse à Kamenev, amputée de « non pas une petite guerre, mais une guerre à la vie à la mort », et accompagnée d'une note où la présidence d'un « unique État fédéré » n'est plus alternative mais commune.

Après que le projet modifié eut été adopté, mais pour qu'une nouvelle commission reprenne son élaboration, Staline imposa, contre Mdivani, l'intégration de la Géorgie dans sa Fédération Transcaucasienne, projet qui avait échappé à l'attention de Lénine.

Les Géorgiens allaient continuer à protester contre cette décision. Staline tenta de leur fermer la bouche en leur assurant que c'était une décision unanime du Comité central. Ordjonikidzé réussit à faire plier le comité central géorgien. Les opposants, avec à leur tête Makharadzé, vieux bolchevik et ferme internationaliste, tentèrent d'atteindre Lénine, via des lettres à Kamenev et Boukharine qui, gagnés tous deux à la majorité, renvoyèrent ces opposants à la discipline. Toutefois, Boukharine transmit une de ces plaintes, visiblement bien choisie. Car Lénine, dupé par les manipulations du Comité central, étonné de cette méthode d'approche (n'imaginant pas qu'il n'y en avait pas d'autres) et choqué de la violence de ton de la note, leur répondit que « toutes les divergences étaient épuisées par les résolutions du Comité central, avec ma participation indirecte et la participation directe de Mdivani ». Il condamna les invectives adressées à Ordjonikidzé, et les renvoya pour règlement de leur conflit au secrétariat du CC du PCR, auquel il transmettait leur déclaration par communication téléphonique. C'était les renvoyer à Ordjonikidzé et à Staline.

À bout de patience, neuf membres sur onze du comité central géorgien démissionnèrent. La direction bolchevique allait-elle s'en émouvoir ? Elle accepta les démissions, et Ordjonikidzé nomma un nouveau comité central ! Le chaos géorgien ne fit que s'envenimer. Les partisans de Mdivani eux-mêmes ne lui étant pas assez soumis, Ordjonikidzé alla un jour (de novembre, semble-t-il) jusqu'à frapper l'un d'eux. Mais cela se passa en présence de Rykov, membre du Bureau politique et adjoint de Lénine. Et cette fois, une plainte et une demande d'ouverture d'enquête, signée par Makharadzé, puis une lettre d'Okudjava, un des démissionnaires, accusant Ordjonikidzé d'avoir proféré des menaces contre les communistes de Géorgie, parvinrent à Lénine qui s'alarma des invectives adressées à Ordjonikidzé et les renvoya pour règlement de leur conflit au secrétariat du CC du PCR, auquel il transmettait leur déclaration par communication téléphonique. C'était encore les renvoyer à Ordjonikidzé et à Staline.

Le Bureau politique décida toutefois d'une commission d'enquête. Elle fut composée de Dzerjinski, Lozovsky et Kapsukas-Mitskevitchius. C'étaient les candidats proposés par Staline, ce que Lénine ignorait. Il se méfia pourtant, mais s'abstint sur ces noms et chargea Rykov de suivre l'affaire pour son propre compte.

Celui-ci ne revint de Géorgie qu'au début décembre. Lénine, depuis le 2, demandait tous les jours la date de son retour. Le 4, il précisa que, s'il devait partir à la campagne – ce qu'il fit le 7 et jusqu'au 12 –, il faudrait le mettre en contact avec lui par téléphone. Le 8, il écrivit une lettre sévère à Staline sur une décision prise sans communication préalable des documents au Comité central, c'est-à-dire derrière son dos, et pour remplacer, dans les fonctions de l'Internationale, les

Russes par des représentants de sections étrangères. Ce n'est que le 9 que Rykov revint et lui fit un rapport dont on ne sait rien. Mais le 10 est le premier jour où Lénine n'alla pas à son bureau, n'y téléphonant que le soir, où il demanda la communication avec Staline. Le 11, celui-ci ne téléphona pas. Le 12, Dzerjinski, revenu à son tour, vint lui donner un rapport qui blanchissait Ordjonikidzé, et donnait tort aux « déviationnistes ». Lénine devina les mensonges de cette thèse officielle et, Dzerjinski ne pouvant tout lui cacher, il en fut accablé, à tel point que le 13, de retour à Moscou, il eut successivement deux attaques.

Les 30 et 31, les notes que dicte Lénine sont consacrées à la question des nationalités ou de l'autonomie. Là encore, il s'agit d'une position radicale sur un sujet crucial où il a compris qu'on a voulu agir dans son dos. Il ouvre ainsi ces notes : « Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes et soviétiques. » Il s'en excuse sur sa maladie, et dénonce avec violence : « On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où émanaient ces affirmations ? N'est-ce pas de ce même appareil de Russie que, comme je l'ai dit dans un numéro précédent de mon journal, nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ? » Suit une condamnation de l'appareil qui « représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des autres pays et alors que prédominaient les préoccupations militaires et la lutte contre la famine ». Puis il passe à la dénonciation du « Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique ». Et la suite va indirectement atteindre Staline de plein fouet : « Avons-nous pris avec assez de soin des mesures pour défendre réellement les allogènes contre le typique argousin russe ? Je pense que nous n'avons pas pris ces mesures, encore que nous eussions pu et dû le faire. » La dernière note va donner les noms : « Il faut infliger une punition exemplaire au camarade Ordjonikidzé (je dis cela avec d'autant plus de regret que je compte personnellement parmi ses amis et que j'ai milité avec lui à l'étranger, dans l'immigration) et aussi achever l'enquête ou procéder à une enquête nouvelle sur tous les documents de la commission Dzerjinski, afin de redresser l'énorme quantité d'irrégularités et de jugements partiaux qui s'y trouvent indubitablement. Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe. »

Le 6 octobre, il avait aussi appris que les propositions de Sokolnikov de faire d'importantes dérogations au monopole étatique du commerce extérieur étaient adoptées par le Comité central. Coup terrible pour un convalescent. Mais ce convalescent était Lénine. Il reprit la bataille, en appela à Trotsky et finit par faire plier Staline qui n'avait cessé de s'opposer à lui sur cette question. Celui-ci s'était trop pressé de croire

le Vieux hors jeu et d'abandonner son rôle de disciple obéissant. Et la méfiance de Lénine à son égard n'allait cesser de croître. Inversement, son rapprochement avec Trotsky se noua. Aux propositions qu'il lui fit de prendre de nouvelles responsabilités, Trotsky lui objecta que l'« appareil » le gênait de plus en plus dans son travail, même au Commissariat de la Guerre, et non seulement le bureaucratisme de l'État, mais celui du Parti, et que « le fond de toutes les difficultés était dans la combinaison des deux appareils et dans la complicité mutuelle des groupes influents qui se formaient autour d'une hiérarchie de secrétaires du Parti ». Lénine lui répondit par une question nette : « Ainsi vous proposez d'ouvrir la lutte non seulement contre le bureaucratisme de l'État, mais contre le bureau d'organisation du Comité central ? » C'était sortir de la manière dont il avait limité jusque-là les zones du bureaucratisme : le Bureau d'organisation était le centre même de l'appareil de Staline. Cela fit rire Trotsky. Lénine lui proposa de faire un bloc avec lui, « contre le bureaucratisme en général, contre le bureau d'organisation en particulier », et préconisa la création d'une commission pour la lutte contre la bureaucratie. Il était bien tard et cela ne put être réalisé.

Il allait trouver encore le moyen d'écrire à Trotsky un billet au reçu d'une lettre de Krestinski se prononçant pour le maintien du monopole du commerce extérieur : « Camarade Trotsky, je vous adresse la lettre de Krestinski. Écrivez-moi au plus vite si vous êtes d'accord ; je vais guerroyer en faveur du monopole à la session plénière [du Comité central]. Et vous ? Votre Lénine. » Trotsky répondit immédiatement. Et Lénine dicta ensuite par téléphone cette lettre décisive quant à leur alliance : « J'ai reçu votre réaction à la lettre de Krestinski et aux plans d'Avanessov. Il m'apparaît qu'il y a un maximum d'accord entre vous et moi, et je pense que la question du Gosplan, dans la conjoncture actuelle, exclut (ou ajourne) le débat sur le point de savoir si le Gosplan doit avoir le droit de prendre des décisions administratives. En tout cas, je serais très désireux que vous vous chargiez à la prochaine session plénière de la défense de notre point de vue commun sur la nécessité impérieuse de conserver et de consolider le monopole du commerce extérieur. Comme la session précédente a pris à cet égard une décision qui va tout à fait à l'encontre du monopole du commerce extérieur, et comme c'est une question sur laquelle il ne faut pas céder, je pense, comme je le dis dans ma lettre à Froumkine et Stomoniakov, que si nous subissons une défaite sur ce point, nous devrons porter la question devant le congrès du Parti. Pour cela, il faudra un bref exposé de nos divergences devant la fraction du parti du prochain congrès des Soviets. Si j'en ai le temps, je l'écrirai, et je serai heureux que vous agissiez de même. Les flottements sur cette question nous portent un préjudice inouï, et les arguments contre se réduisent entièrement à des accusations concernant les imperfections de l'appareil. Mais notre appareil se distingue par son imperfection dans tous les domaines, et renoncer au monopole à cause de l'imperfection, ce serait jeter l'enfant avec l'eau de la baignoire. »

Sur le même thème, également par dictée, et certainement dans le même temps, il écrit à Staline, dont il sait bien qu'il est pour l'ouverture du monopole, mais qui s'est bien gardé d'écrire quoi que ce soit, une critique de Boukharine qui lui s'est exprimé par une lettre. C'est un rappel à l'ordre implicite : « L'ouverture partielle des frontières comporte les dangers les plus graves pour les devises, car elle nous placerait pratiquement dans la situation de l'Allemagne [où la monnaie est en train de s'effondrer] ; elle comporte les dangers les plus graves quant à la pénétration en Russie, sans la moindre possibilité de contrôle pour nous, de la petite bourgeoisie et des agents de toute sorte des émigrés russes. »

Les manifestations d'accord de Lénine avec Trotsky, exprimées par celui-ci au Comité central, n'expliquent pas ce qui semble son absence constante au Bureau politique. Était-ce le fait qu'il était déjà minoritaire, ou de son propre état de santé, coïncidant malencontreusement avec celui de Lénine ? Aucun document ne nous l'explique, y compris le *Ma Vie* de l'intéressé.

Les médecins de Lénine, constatant le déclin de ses forces physiques, exigèrent l'arrêt de son activité. Il était dans un tel état qu'il ne pouvait quitter sa petite chambre du Kremlin pour regagner Gorki. Depuis le mois de novembre, parallèlement à ses préoccupations centrales, il continua à suivre en dirigeant tous les aspects de la politique du Parti et de l'Internationale. Il participa à trois réunions du Bureau politique ; et le 13 il présenta le rapport au 4e Congrès de l'Internationale. Rosmer, qui y était, écrivit : « Dès qu'il fut installé à la tribune, il commença son rapport par ces mots : "Camarades, j'ai été désigné comme principal orateur sur la liste, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne sois pas en mesure de faire un long rapport…" Ceux qui le voyaient pour la première fois, dirent : C'est toujours Lénine. Aux autres, l'illusion n'était pas permise. Au lieu du Lénine alerte qu'ils avaient connu, l'homme qu'ils virent devant eux restait durement marqué par la paralysie ; ses traits demeuraient figés, son allure était celle d'un automate : sa parole habituelle, simple, rapide, sûre d'elle, était remplacée par un débit hésitant, heurté ; parfois des mots lui manquaient : le camarade qu'on lui avait adjoint l'aidait mal, Radek l'écarta et le remplaça. Cependant, la pensée restait ferme, les idées directrices étaient exposées avec maîtrise. Il était contraint, avait-il dit, de se borner à une introduction aux questions les plus importantes, et la plus importante était la NEP. Elle avait dix-huit mois d'existence ; on pouvait la juger à ses résultats. »

Dans la soirée du 20 novembre, enfin, il avait prononcé son dernier discours public devant l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou. Bien que commencé par le rappel de sa maladie, il s'agit d'une magnifique intervention très construite qui, partait de l'achèvement définitif de la guerre, avec la reprise de Vladivostok sur la mission anglo-franco-japonaise, délivrant l'Orient russe des dernières entreprises militaires impérialistes, il établissait le bilan de la victoire remportée au prix de pertes immenses en « richesses de toutes sortes, et la richesse principale – la vie humaine – dans des proportions

incroyablement élevées ». Et de là, c'est encore la NEP et ses tâches difficiles qui sont son objet principal, et pour lesquelles il en appelle à la refonte de l'appareil étatique. Ce dernier thème l'obsédera jusqu'à sa dernière étincelle de vie.

À partir du 21 novembre et jusqu'à sa mort, ses secrétaires, et principalement l'ancienne et fidèle militante Lidia Alexandrovna Fotiéva, ont tenu un *Cahier* de service. Il fascine par l'activité qu'il révèle de ce grand malade, à la fois par sa poursuite de tant de problèmes (du journal français *Clarté* à la nécessité d'attaquer violemment Mussolini) et de son acharnement à contrôler ce qui est pour lui l'essentiel.

Ne semblant tenir aucun compte des exigences de ses médecins, il ne cesse, le 14, de téléphoner et de dicter. Fotiéva note : « Apparemment le moral est bon, il plaisante et rit. » Mais le 15, « il a dit qu'il se sentait plus mal, il n'a pas dormi de la nuit ». Dès le matin il écrit à Trotsky : « Camarade Trotsky, j'estime que nous nous sommes mis pleinement d'accord. Je vous prie de faire état de notre solidarité à la session plénière. J'espère que notre solution prévaudra, car une partie de ceux qui ont voté contre en octobre passent maintenant partiellement ou totalement de notre côté. Si, contre toute attente, notre solution n'est pas adoptée, nous nous adresserons à la fraction du congrès des Soviets et nous déclarerons porter la question devant le congrès du Parti. Avisez-moi dans ce cas, et j'enverrai ma déclaration. Votre Lénine. P.-S. Si cette question se trouvait retirée de l'ordre du jour de la présente session (ce à quoi je ne m'attends pas et contre quoi vous devez naturellement vous élever de toutes vos forces en notre nom à tous les deux), je pense qu'il faut quand même faire appel à la fraction du congrès des Soviets et exiger que la question soit portée devant le congrès du Parti, car il est absolument inadmissible de continuer à faire preuve de flottements. Tous les documents que je vous ai envoyés peuvent rester chez vous jusqu'après la session. » Et il demande à Fotiéva d'en garder une copie sous enveloppe fermée dans les archives confidentielles. Elle précise dans le *Cahier* qu'il a beaucoup de mal à écrire, qu'il lui a dit de détruire l'original, mais qu'elle l'a joint à la copie dans les archives confidentielles, ce qui indique bien sa crainte qu'une telle lettre pourrait être plus tard contestée sans l'original de sa main.

Le soir, ayant sans doute réfléchi qu'il fallait qu'il dise lui-même à tous les dirigeants son accord avec Trotsky, il dicte à Fotiéva, d'abord au téléphone, puis chez lui, une lettre à Staline pour les membres du Comité central : « J'ai maintenant terminé la liquidation de mes affaires et je peux partir tranquille. J'ai achevé également de me mettre d'accord avec Trotsky pour la défense de mon point de vue sur le monopole du commerce extérieur. Il ne reste plus qu'une chose qui me tourmente énormément ; c'est l'impossibilité d'intervenir au congrès des Soviets. Mardi, j'aurai les médecins chez moi et nous verrons s'il y a au moins une faible chance de faire cette intervention. Devoir y renoncer m'apparaîtrait très gênant, pour ne pas dire plus. J'ai déjà rédigé il y a plusieurs jours le canevas de mon discours. C'est pourquoi je propose, sans interrompre les préparatifs pour

l'intervention de quelqu'un d'autre que moi, de conserver jusqu'à mercredi l'éventualité que j'intervienne moi-même, en prononçant peut-être un discours beaucoup plus court qu'à l'accoutumée, de trois quarts d'heure par exemple. Ce discours ne gênera en rien celui de mon remplaçant (quel que soit celui que vous aurez désigné à cet effet), mais je pense qu'il sera utile à la fois politiquement et sur un plan personnel, en supprimant un motif de forte émotion. Je vous prie d'y songer et, si l'ouverture du Congrès est encore retardée, de m'en informer en temps utile par ma secrétaire. »

Peu après, trouvant encore ces précautions insuffisantes, il dicte un supplément : « Je suis catégoriquement opposé à l'ajournement de la question du monopole du commerce extérieur. Si des considérations quelconques (y compris celle de ma participation souhaitable à l'examen de cette question) conduisaient à l'idée de l'ajourner jusqu'à la prochaine session plénière, je m'y opposerais de la manière énergique, car je suis convaincu que Trotsky défendra mon point de vue tout aussi bien que moi-même. Voilà un premier point. En second lieu, votre déclaration, celle de Zinoviev et aussi, à ce qu'on dit, de Kamenev, confirment qu'une partie des membres du Comité central ont déjà modifié leur opinion antérieure. Troisième point, le plus important : continuer à montrer des hésitations sur cette question essentielle est absolument inadmissible et met en péril toute possibilité de travailler. » Les derniers membres de phrases montrent combien il se méfiait des ralliements du trio.

Cette lettre fait partie des documents qui disparurent après la mort de Lénine. Dans la publication de ses *Œuvres*, elle figurait amputée de ce qui concernait Trotsky, et ne fut rétablie en sa totalité que sous Khrouchtchev. Ce soir-là, du même élan, une nouvelle lettre à Trotsky pour accompagner la copie de la précédente, et qui lui fournissait un argument touchant sa personne : « Si l'on appréhende que cette question me tourmente et puisse même influer sur mon état de santé, je pense que c'est absolument faux, car je suis dix mille fois plus tourmenté par les atermoiements qui rendent complètement instable notre politique sur une des questions les plus fondamentales. » Et il poursuit en indiquant à nouveau la suite à donner en cas d'échec.

Dans la nuit du 15 au 16, une nouvelle attaque le paralysa de la jambe et du bras droits, qui reprirent lentement du mouvement jusqu'au matin. On ne sait ce que dirent les deux médecins qui le virent en fin de matinée, mais il refusa de partir à Gorki sous le prétexte que le voyage en traîneau à hélice était trop fatigant, et qu'il était impossible d'y aller en automobile. Par télégramme, son neurologue n'en prescrivit pas moins qu'avant d'intervenir au congrès, un repos complet de sept jours au moins était nécessaire. Le soir, il fit téléphoner à Staline qu'il n'interviendrait pas au congrès, mais aussi demanda qu'on téléphone confidentiellement à Iaroslavski en le chargeant de noter les discours de Boukharine et de Piatakov, et si possible d'autres orateurs intervenant au plénum sur le problème du commerce extérieur. Enfin, il dicta une lettre aux vice-présidents du Conseil des commissaires du peuple et du Conseil du Travail et de la

défense, où en premier point il demandait que le Gosplan soit donné à Rykov, ce qui était donner raison aux critiques de Trotsky.

On ne sait par quelle subtile manipulation de Staline le Comité central, en son plénum du 18, le choisit pour veiller à ce que le régime du malade fût scrupuleusement respecté. C'était lui donner le moyen de surveiller les tentatives d'intervention et de communications qu'il pouvait tenter de réaliser et il se pourvut à cet effet d'informateurs auprès de Lénine.

Jusqu'au 21 décembre, son état ne lui permit aucune activité, mais ce jour-là, il dicta à Nadejda Kroupskaïa le billet suivant, adressé à Trotsky : « À ce qu'il me semble, nous avons réussi à enlever la position sans tirer un seul coup de feu, par un simple mouvement tactique. Je propose de ne pas s'en tenir là, de poursuivre l'offensive et, à cette fin, de faire adopter la proposition de poser devant le congrès du parti la question de la consolidation du commerce extérieur et des mesures propres à en améliorer la réalisation. Rendre cela public devant la fraction du congrès des Soviets. J'espère que vous n'aurez pas d'objections et que vous ne refuserez pas de présenter le rapport devant la fraction. »

Staline apprit cette dictée. S'il ne sut pas à qui le message était adressé, il le devina et ne put contenir sa terrible peur de cette alliance qui menaçait tout son travail fractionnel. Le lendemain, il appela Kroupskaïa au téléphone, l'injuria et la menaça de la poursuivre devant la Commission centrale de contrôle du Parti pour son infraction aux prescriptions du régime du malade. Elle réagit en écrivant à Kamenev le 23 : « Lev Borisovitch, Staline s'est permis hier une algarade des plus grossières contre moi, à propos d'un petit mot qui m'a été dicté par Lénine avec l'autorisation des médecins. Ce n'est pas d'hier que je suis au Parti. Au cours de tous ces trente ans je n'ai jamais entendu un seul mot grossier d'un camarade. Les intérêts du Parti et d'Ilitch ne me sont pas moins chers qu'à Staline. J'ai besoin en ce moment de toute ma maîtrise de moi. Je sais mieux que tous les médecins de quoi l'on peut et de quoi l'on ne peut pas parler à Ilitch, car je sais ce qui le trouble ou ne le trouble pas, et en tout cas je le sais mieux que Staline. »

Kroupskaïa ne dit certainement rien à Lénine de ces insultes, puisque celui-ci n'allait y réagir que le 5 mars 1923, ce que l'on comprend puisque à nouveau la même attaque de paralysie du côté droit l'avait frappé la nuit du 22 au 23, et se maintint dans la matinée. Contre la mort dont il était conscient de l'approche et des périls de la Révolution, sa défense est héroïque : il exige contre les médecins et le Comité central le droit de dicter cinq minutes par jour et assure que sinon il refusera de se soigner. Les médecins acceptent, le Bureau politique cède, avec la significative précision que ce ne seront pas des lettres appelant réponses. Et ce qu'il dicte jusqu'au 31 décembre, c'est un ensemble de notes pour une Lettre au Congrès, sur l'unique sujet de la nécessité d'un profond changement de la direction, dont il est clair que le but est de contrecarrer la bureaucratisation.

Celles des 24 et 25 décembre passeront à l'histoire sous le nom de Testament. Lénine y manifeste d'abord sa crainte de la scission du

Parti qui, pour lui, entraînerait la défaite de la Révolution. Et il en voit la possibilité à partir de l'opposition entre Trotsky et Staline. Il écrit : « Le camarade Staline, devenu secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de circonspection. D'autre part, le camarade Trotsky, comme l'a montré sa lutte contre le Comité central dans la question du Commissariat du peuple des voies et communications, ne se fait pas remarquer seulement par des capacités éminentes. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel Comité central, mais il pèche par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses. »

Ce paragraphe est surprenant, en pleine alliance avec Trotsky. Certes la « balance », dont on voit la volonté de modération dans un texte destiné à tout le Comité central, n'est pas égale entre les deux hommes, mais les réserves opposées à l'éloge pour Trotsky, outre que la première concerne un incident mineur par rapport à son rôle dans la Révolution, et que la seconde est fausse, tandis que la mise en garde contre Staline semble ne concerner qu'une simple possibilité d'abus de pouvoir, permettront, quand ce texte, isolé des suivants, ne pourra plus être caché, d'en renverser le sens voulu par Lénine.

Comment expliquer une telle erreur tactique dans une situation si dramatique, et alors qu'il s'agit d'un texte dont il a recommandé l'absolue confidentialité à sa secrétaire, et qu'il soit conservé dans un endroit « catégoriquement secret » ? D'une part il connaît la popularité de Trotsky, et inversement désire sans doute un déplacement en douceur de Staline. Sans doute aussi ne veut-il pas heurter trop brutalement les autres, qu'il examine ensuite : Zinoviev et Kamenev dont il rappelle « que l'épisode d'octobre […] n'était assurément pas accidentel ». Mais là encore en minimisant cette faute grave pour la balancer avec le « non-bolchevisme de Trotsky », antérieur à la Révolution ! Visiblement, il s'agit d'amadouer Zinoviev et Kamenev, peut-être pour leur permettre de prendre leurs distances avec Staline.

Les deux derniers dirigeants évoqués sont aussi traités de façon très contradictoire : Boukharine à la fois est « un théoricien des plus marquants et de très haute valeur » et « ses vues théoriques ne peuvent qu'avec la plus grande réserve être tenues pour parfaitement marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je le présume, n'a jamais compris entièrement la dialectique) ». Étonnant pavé de l'ours ! Quant à Piatakov, ses capacités éminentes en font un administrateur à qui on ne peut s'en remettre quand il s'agit d'une question politique. Et ce sont ces seuls six-là qu'il considère comme les dirigeants du sommet de la direction ! Cela est d'un grand pessimisme.

Avec la même volonté de trouver des moyens de faire obstacle à la scission, il s'attache avec force à l'idée d'augmenter considérablement le nombre des membres du Comité central. Jusqu'à cent ! Et d'y faire entrer des ouvriers ! Trotsky verra bien qu'au contraire, dans l'état présent du Parti, on obtiendrait là un organisme bureaucratiquement manipulable. Et ses adversaires, l'ayant aussi bien compris que lui,

vont faire de son opposition à un tel projet une démonstration de son antiléninisme !

Du 27 au 29 décembre, Lénine consacre ses notes aux fonctions législatives à attribuer au Gosplan, ouvertes par ces mots : « Cette idée a été lancée depuis longtemps, je crois, par le camarade Trotsky. Je m'étais prononcé contre. […] Mais après un examen attentif je constate que, dans le fond, il y a une idée juste… » Le 29, également, il revient sur l'accroissement de l'effectif du Comité central, comme moyen de remplacer l'Inspection ouvrière et paysanne, ce qui est encore une façon de se ranger à la critique de Trotsky sur cet organisme.

Entre ses dictées, Lénine lit. Il se fait apporter la liste des livres nouveaux et choisit les plus politiques, tel les *Souvenirs sur la révolution* de Soukhanov. Et *L'Instruction en Russie* qui fait l'objet de sa longue note du 2 janvier 1923, où il relève le taux effrayant de l'illettrisme en 1920, malgré un progrès, surtout pour les femmes, depuis 1897, soit 409 alphabétisés pour mille pour les hommes contre 318, et 244 pour mille contre 131 pour les femmes, ce qu'il oppose aux dissertations sur la culture prolétarienne et son rapport à la culture bourgeoise, et il en tire un programme d'instruction publique au prix de sacrifices sur ce qu'il appelle des passe-temps aristocratiques. On retrouve là l'impatience qu'il avait eue devant la publication de certains textes d'avant-garde alors que le papier manquait.

Les 4 et 6 janvier, sous le titre *De la Coopération*, ses notes donnent une leçon de pratique de la NEP, qu'il définit comme capitalisme d'État, en montrant comment équilibrer la grande industrie nationalisée par les coopératives paysannes (qui perdent leur caractère chimérique en régime socialiste) en leur accordant « une série de privilèges d'ordre économique, financier, bancaire ». Organiser toute l'immense paysannerie en coopératives, cela « est impossible sans une véritable révolution culturelle ». Or, à l'inverse de la révolution bourgeoise, la révolution russe a commencé par la révolution politique et sociale, et il conclut : « Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes illettrés), aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle). » Nous verrons que Staline ne retiendra rien d'une telle leçon et agira à son rebours.

Lénine étant éloigné de ses secrétaires, nous ne savons rien de son état dans les jours suivants où il n'a rien dicté. Mais à partir du 17, sans doute sur accord médical, il va faire venir ses secrétaires auprès de lui, et leur *Cahier* va nous donner témoignage des derniers jours de sa lutte contre sa maladie mortelle. Ce 17 janvier, c'est à Volodicheva qu'il dicte des corrections à ses réflexions sur les *Mémoires* de Soukhanov, dont elle ne dit pas s'il les avait écrites lui-même grâce à un nouveau support qui lui permettait de lire, voire d'écrire, dans son lit. À un certain moment, il s'est arrêté puis s'est écrié en plaisantant :

« Quelle mémoire ! J'ai complètement oublié ce que je voulais dire ! Diable ! Un manque de mémoire prodigieux ! » Et elle remarque qu'il lui était désagréable d'être interrompu au milieu d'une phrase, car à ce moment-là, il perdait le fil de ses idées. Mais pourtant, dans ce dernier texte de polémique théorique sur la révolution, il n'a rien perdu de son mordant et même va y montrer une mémoire stupéfiante sur une date précise : « Tous ils se disent marxistes, mais ils entendent le marxisme de façon pédantesque au possible. Ils n'ont pas du tout compris ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme, à savoir : sa dialectique révolutionnaire. Ils n'ont absolument pas compris même les indications expresses de Marx, disant que dans les moments de révolution il faut un maximum de souplesse ; ils n'ont pas même remarqué, par exemple, les indications de Marx, dans sa correspondance se rapportant, il m'en souvient, à 1856 [lettre à Engels du 16 avril 1856], où il formulait l'espoir de voir se réaliser, en Allemagne, l'union de la guerre paysanne, capable de créer une situation révolutionnaire, avec le mouvement ouvrier. […] Par toute leur conduite, ils se révèlent des réformistes pusillanimes, qui craignent de s'écarter de la bourgeoisie et, à plus forte raison, de rompre avec elle ; en même temps, ils couvrent leur poltronnerie d'une phraséologie et d'une vantardise effrénées. Même au point de vue purement théorique, ce qui saute aux yeux, c'est leur incapacité totale, à eux tous, de comprendre l'idée suivante du marxisme : ils ont observé que, jusqu'ici, le développement du capitalisme et de la démocratie bourgeoise a suivi une voie déterminée dans l'Europe occidentale. Ils ne peuvent concevoir que cette voie ne puisse être considérée comme modèle que *mutatis mutandis*, à la condition de certains changements (tout à fait insignifiants du point de vue du mouvement général de l'histoire universelle). » Et ces changements, telles la guerre mondiale et la nature de la Russie, il les examine comme une sorte d'introduction à ce qui va être La Révolution permanente de Trotsky.

Le 19 et le 20, il dicte *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ?* Il n'a cessé de penser qu'un tel organisme est nécessaire, mais sous ce titre il en préconise une profonde réorganisation par un élargissement de 75 à 100 ouvriers et paysans militants, et inversement par la réduction des employés ramenés à 300 ou 400, et sélectionnés pour leur connaissance de l'organisation scientifique du travail, tous sous vérification permanente par la Commission centrale de contrôle, y compris de l'actuel commissaire du peuple (Staline), maintenu à sa direction. Mais, de même que pour ses propositions d'élargissement du Comité central sur lequel il revient, il ne sait pas que le secrétaire général Staline a déjà pris toutes les mesures de contrôle des cadres susceptibles de lui permettre de maîtriser de telles mesures. Revu et corrigé le 22, Boukharine ne le publia pas dans la *Pravda* du 23 comme Lénine l'avait demandé. Kroupskaïa téléphona à Trotsky pour lui demander son intervention. Celui-ci obtint la convocation immédiate du Bureau politique sur la question. Il fut d'abord seul à se prononcer pour la publication, tous les autres se prononçant contre ce plan de mesures. Kouibychev alla jusqu'à

proposer de tirer un numéro unique du journal avec l'article pour le montrer à Lénine. L'arrivée en retard de Kamenev qui soutint Trotsky obligea les autres à céder, et l'article parut le 25.

D'après le *Cahier*, il semble que Lénine ait repris confiance en une amélioration de son état, puisqu'il prépare ses interventions pour le congrès du Parti le 30 mars, et demandera le 30 au médecin s'il pourra y intervenir. Celui-ci lui répondra négativement. Il lui restait un gros problème à régler : l'affaire géorgienne ! Dès le 24, il réclame le dossier à Dzerjinski et à Staline qui font traîner l'affaire, puis la règlent à leur manière le 25, au Bureau politique, en validant le rapport de la commission. Puis Staline, le 29, lui fera dire qu'il ne peut le lui donner sans l'accord du Bureau politique, et il accusera Fotiéva de lui fournir des informations qu'il ne devrait pas connaître, et que trahit ce qu'il écrit. Inversement, se sentant privé d'informations, Lénine se met à injustement douter de la fidélité des siens.

Le dossier géorgien lui est enfin remis le 1er février et il dicte à Fotiéva les précisions qu'elle doit rechercher, en 7 points qui manifestent qu'il met en doute la totalité de son contenu, de la condamnation de déviation de l'ancien CC du PC de Géorgie à la politique du CC du PC(b)R, en particulier en son absence, en passant par le rôle du Comité de territoire de Transcaucasie dans l'affaire, puis par la manière dont a travaillé la commission, et enfin par la situation actuelle, de la campagne électorale, des mencheviks, de la répression et la mésentente entre nationalités. Il y avait là les éléments de la bombe qu'il préparait avec cette affaire pour le congrès. Ce ne fut que le 3 février qu'il arracha à Fotiéva, à qui l'on avait interdit de l'informer des « affaires courantes », que le Bureau politique avait ratifié le rapport de la commission. Il lui dit : « Bon ! je pense que d'ici trois semaines vous aurez établi l'analyse du dossier, et alors j'enverrai une lettre. » Et elle note qu'il avait l'air gai et dispos. Son médecin allemand Förster, reprenant confiance, lui conseilla le 4 de faire de la gymnastique et lui permit d'augmenter son nombre d'heures de travail. Mais le soir son visage était pâle, et il était visiblement fatigué. Jusqu'au 12 février, il travaillera chaque jour, passant de l'un à l'autre de ses « trois sujets habituels », mais dictant plus lentement, s'arrêtant souvent, puis cherchant ses mots, mais parfois riant, donnant l'impression d'une amélioration, même à ses médecins. Puis, le 12, il eut un violent mal de tête, et comme Förster lui interdit à la fois la lecture des journaux, les visites et les informations politiques, il se fâcha, disant qu'il avait l'impression que ce n'étaient pas les médecins qui donnaient des indications au Comité central, mais que c'était le Comité central qui donnait des instructions aux médecins. Le 14, il rappela Fotiéva. Il lui dit qu'il n'avait plus mal à la tête, se sentait tout à fait bien, lui expliqua que, sa maladie étant d'origine nerveuse, parfois il se sentait en parfaite santé, que sa tête était tout à fait claire, alors que d'autres fois il se sentait plus mal. Il ajouta : « C'est pourquoi il faut se hâter de terminer ce dont je vous ai chargée [l'étude du dossier géorgien], car il faut absolument mettre quelque chose au point pour le congrès et j'espère le faire. Mais si

vous traînez et que vous faites tout rater, j'en serai très mécontent. » Interrompu par l'arrivée des médecins, le soir il avait du mal à s'exprimer et semblait fatigué, mais il n'en dicta pas moins des « indications » pour Soltz, membre du présidium de la Commission centrale de contrôle, lui disant que sur la question géorgienne il se rangeait du côté de celui qui était offensé, demandant si Staline savait ce qui s'était passé et pourquoi il n'avait pas réagi, et soulignant que les accusations portées contre les Géorgiens relevaient du chauvinisme de grande puissance.

Du lendemain 15 février jusqu'au 5 mars, le Cahier des secrétaires ne porte plus un mot. Mais nous savons que pendant ce temps les secrétaires étaient parvenues à la fin de leur travail sur l'affaire géorgienne, et que Lénine en avait tiré des conclusions radicales. Il écrivit le 4 un complément à sa Lettre au Congrès : « Staline est trop brutal, et ce défaut parfaitement tolérable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. Ces traits peuvent sembler n'être qu'un infime détail. Mais, à mon sens, pour nous préserver de la scission et en tenant compte de ce que j'ai écrit plus haut sur les rapports de Staline et de Trotsky, ce n'est pas un détail, ou bien c'en est un qui peut prendre une importance décisive. Lénine. » Ce complément au « Testament » en changeait le sens, brisait l'équilibre entre Staline et Trotsky au profit du second.

Les secrétaires servirent d'intermédiaire entre Lénine et Trotsky qui, par malheur, se trouvait lui-même cloué au lit par un lumbago dans une aile opposée du Kremlin. Elles l'informèrent que Lénine était « inquiet au plus haut degré des préparatifs que fait Staline pour le prochain congrès du Parti, et surtout en raison des machinations fractionnelles auxquelles il se livre en Géorgie », et Fotiéva lui dit : « Vladimir Ilitch prépare une vraie bombe contre Staline pour le congrès. » Trotsky précise que le mot de bombe était de Lénine et non pas d'elle. Le 5 mars, Lénine dicta à ses secrétaires son dernier billet à Trotsky, en précisant qu'il s'agissait d'un message rigoureusement secret et personnel : « Cher Camarade Trotsky, Je serais très désireux que vous vous chargiez de la défense de l'affaire géorgienne devant le Comité central du Parti. Cette affaire est actuellement l'objet des "poursuites" de Staline et de Dzerjinski, et je ne peux pas compter sur leur impartialité. C'est même tout le contraire. Si vous consentiez à vous charger de la défense, je pourrais être tranquille. Si, pour une raison quelconque, vous n'êtes pas d'accord, renvoyez-moi tout le dossier. J'interpréterai cela comme le signe de votre refus. Meilleures salutations fraternelles, Lénine. » Jamais Lénine n'avait encore employé de tels termes amicaux avec Trotsky. Celui-ci répondit positivement dès le lendemain par téléphone. Le front de Lénine s'éclaira. Il demanda à la secrétaire de lui remettre tous les manuscrits

qui devaient entrer dans la fabrication de la bombe pour le 12e Congrès, et déclara : « Eh bien, maintenant c'est une affaire faite. »

Aussitôt après la note à Trotsky, il en avait dicté une pour Staline, avec copies pour Kamenev et Zinoviev (qui prouvent que Kroupskaïa lui avait enfin révélé les insultes qu'elle avait reçues du secrétaire général) : « Camarade Staline, Vous avez eu la grossièreté d'appeler ma femme au téléphone et de l'insulter. Bien qu'elle vous ait déclaré son accord pour oublier ce qui a été dit, l'incident a néanmoins été porté par elle-même à la connaissance de Zinoviev et de Kamenev. Je n'ai pas l'intention d'oublier si facilement ce qui a été fait contre moi, et il est inutile de dire que je considère comme fait contre moi ce qui est fait contre ma femme. C'est pourquoi je vous demande de me dire, après réflexion, si vous êtes d'accord pour retirer ce que vous avez dit et vous excuser, ou si vous préférez que les relations soient rompues entre nous. Avec mes respects. Lénine. »

Il hésita un jour pour l'envoyer ne se sentant pas en forme. Le lendemain, après relecture, il demanda de la remettre personnellement à Staline et de se faire remettre directement la réponse, puis il dicta ce qui devait être son dernier écrit, un billet « rigoureusement secret » aux Géorgiens Mdivani, Makharadzé, etc., avec copie à Trotsky et Kamenev : « Chers Camarades, Je suis votre affaire de tout cœur. Je suis indigné de la grossièreté d'Ordjonikidzé et de la connivence de Staline et de Dzerjinski. Je prépare à votre intention des notes et un discours. Avec mes respects. Lénine. » Kroupskaïa, sans doute inquiète de la portée de la lettre à Staline, demanda d'abord à la secrétaire Volodicheva de ne pas l'envoyer. Celle-ci obéit, mais se ravisa le 7, disant qu'elle devait exécuter les ordres de Lénine. Elle remit personnellement la lettre aux trois destinataires, et Staline, sans doute la rage au cœur, lui dicta immédiatement une lettre d'excuse. Lénine ne la lut pas. Ce jour-là, il eut une forte attaque de sa maladie dont on peut penser que la tension de ces derniers jours y joua un rôle, voire en fut la cause. Son état s'aggrava les jours suivants. Le 10, la moitié de son corps était paralysé. Il ne retrouva plus la parole.

Le 2 février, il avait commencé à écrire son dernier article *Mieux vaut moins, mais mieux*. Il l'avait travaillé jusqu'au 2 mars dont il est daté. Il parut dans la *Pravda* du 4 mars. Article poignant, non pas parce qu'il est mal construit, répétitif et semé de « etc. », mais en ce que le mot d'ordre qui constitue son titre tient à sa conscience aiguë des risques de la situation dont il ne rappelle d'ailleurs les éléments que dans la dernière partie, d'une part « l'état de délabrement du pays » et le risque intérieur lié à la NEP, d'autre part le souci des moyens de pouvoir tenir « pour empêcher les États contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser ». C'est encore ce que lui avait révélé Trotsky des gâchis dans la réalisation de la NEP qui explique la mise en garde de cet article : « Il est temps de devenir raisonnable. Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré envers toute espèce de vantardise, etc. […] le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. » Il pointait ensuite toutes les faiblesses. « Les choses vont si mal avec notre appareil d'État, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la

façon de combattre ses défauts. […] Le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. Le plus nuisible serait de croire que le peu que nous savons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc. Non, cet appareil, nous ne l'avons pour ainsi dire pas, et même nous possédons ridiculement peu d'éléments qui permettent de le créer. Et nous ne devons pas oublier que pour le mettre en place il ne faut pas ménager son temps, et que cela prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années. Quels éléments possédons-nous pour créer cet appareil ? Deux seulement. En premier lieu, les ouvriers exaltés par la lutte pour le socialisme. Ils ne sont pas suffisamment instruits. Ils voudraient bien nous donner un appareil meilleur. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne peuvent pas le faire. Ils ne sont pas assez formés. Ils n'ont pas le niveau de culture requis. Or, pour ce faire, il faut justement avoir de la culture. Ici, l'on ne peut s'en tirer par un coup d'audace ou un assaut, avec de l'énergie ou du cran, ou, en général, par une des meilleures qualités humaines, quelle qu'elle soit. En second lieu, nous possédons des éléments de connaissance, d'instruction, d'enseignement, mais ridiculement peu par rapport à tous les autres pays. Et il ne faut pas oublier que nous sommes encore trop enclins à vouloir suppléer à ce savoir (ou à nous imaginer que l'on peut y suppléer) par le zèle, la précipitation, etc. Pour rénover notre appareil d'État, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire, deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours. Ensuite, avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte. » Puis il précise, et répète la règle : « Mieux vaut moins mais mieux » et ajoute : « Je sais qu'il sera difficile d'observer cette règle et de l'appliquer dans notre situation. Je sais que la règle contraire se frayera un chemin par mille tours et détours. Je sais qu'il faudra opposer une résistance formidable, qu'il s'agira de faire preuve d'une persévérance prodigieuse ; que ce travail, dans les premières années du moins, sera diablement ingrat. Et cependant je suis persuadé que c'est seulement ainsi que nous parviendrons à notre but et saurons, une fois ce but atteint, fonder une république réellement digne du nom de République socialiste, soviétique, etc., etc., etc. »

L'ensemble de ces derniers écrits dessinait un grand tournant à prendre dans la politique du Parti bolchevik.

Nous verrons que la politique de Staline alla à l'envers absolu de ces recommandations.

1923 : l'année de l'histoire suspendue

Lénine se remettrait-il ? Espoir pour tout le peuple russe, et pour Trotsky ; crainte pour le triumvirat de Staline, Zinoviev, Kamenev déjà constitué, et tous ceux qu'ils avaient déjà gagnés à leur nouvelle politique. Le Bureau politique, qu'ils dominaient, tenta de s'opposer à la publication de la critique de l'Inspection ouvrière écrite par Lénine. Trotsky l'imposa et proposa une réorganisation du Comité central qui souleva contre lui une première campagne en son sein, à laquelle il dut

réagir vivement, le 23 février, par une lettre où il mentionnait les lettres de Lénine que le BP refusait de publier, et manifestant son droit de les porter à la connaissance du Parti tout entier.

Au début de mars, il reçut les derniers billets de Lénine, dont celui adressé aux Géorgiens, mais en même temps la communication de celui-ci à Kamenev, qui en fut fort troublé, y voyant bien que c'était Staline qui était visé au travers de cette question, trouble qui s'aggrava en recevant de Kroupskaïa la copie de la lettre de menace de Lénine de rupture avec Staline. Bien que, selon Pierre Broué, Kamenev, au congrès de Tiflis, y ait défendu la tendance Mdivani-Makharadzé, c'est la position grand-russe de Staline qui fut adoptée à une écrasante majorité. Trotsky pensa-t-il, comme le croit Deutscher, qu'avec cet ébranlement de Kamenev, il avait défait la troïka, ou qu'avec ses menaces il l'avait ébranlée et fait reculer ? En fait, il n'avait qu'amené Staline à agir avec ruse.

À l'encontre des exhortations que lui adressait Lénine de ne montrer ni hésitations ni faiblesse, Trotsky commit l'erreur initiale – et qui allait entraîner les autres – de ne pas communiquer immédiatement la note « géorgienne » de Lénine au Bureau politique. Fotiéva, intervenant ouvertement auprès de Kamenev pour la diffusion de cette note, provoqua innocemment la mise en difficulté de Trotsky : pourquoi avait-il gardé cette note par-devers lui ? D'accusateur, il devenait accusé. Staline eut beau jeu de le dénoncer d'avoir dissimulé à la direction un texte de cette importance, se dit partisan de sa publication, puis, par une pirouette, déclara cela impossible étant donné que Lénine n'avait pu revoir ses notes. Trotsky s'était ainsi mis en position d'avoir à se défendre, ce qu'il fit en menaçant d'en appeler à la Commission de contrôle du Comité central. Staline recula. Mais la décision était prise de ne pas diffuser la note. On ne pouvait y revenir.

Le 12e Congrès s'ouvrit dans ce climat de crise. Rien n'était encore tranché, bien que Staline eût déjà réussi à obtenir une partie des délégués par ses nominations de secrétaire général. Ce qui le prouve fut son ouverture triomphale pour Trotsky. Les messages d'hommages envoyés des cellules, des syndicats, des groupes d'ouvriers et d'étudiants unissaient quasi tous son nom à celui de Lénine, ce qui ne put qu'effrayer les triumvirs. Ce congrès aurait donc pu être celui du tournant radical du Parti avec l'éviction de Staline du secrétariat général et d'un renversement du cours. Il n'en fut rien. Toute l'attitude de Trotsky montre qu'il avait renoncé à lancer la bombe de Lénine qu'il avait dans sa poche. C'est très probablement pour le duper sur sa soumission, qu'au Bureau politique Staline l'avait proposé comme rapporteur politique, en l'absence de Lénine, et comme le dirigeant le plus populaire. Trotsky refusa. N'était-ce pas au secrétaire général que cela revenait ? Ce fut Zinoviev qui fit ce rapport central.

Pour respecter l'accord conclu au sein du Bureau politique, Trotsky fut muet ou absent des séances traitant des questions qui l'avaient opposé à la troïka. Ainsi, Staline, chargé du rapport de la question nationale, s'en tira en parlant comme s'il avait été un observateur neutre au-dessus du débat, se fit le dénonciateur de l'oppression des nationalités non russes, et conclut en se défaussant sur le vote

« démocratique » du congrès géorgien qui avait condamné la tendance Mdivani. Celui-ci, présent au congrès, protesta, invoqua la position de Lénine, tandis que Rakovsky soutenait les Géorgiens et, au nom du gouvernement ukrainien, dénonçait le chauvinisme de grande nation, mais il est vrai, lui aussi, en général, et sans attaque directe de la direction. Zinoviev se cuirassait triplement, en inventant le culte de Lénine dont les triumvirs devenaient les purs représentants, « bolcheviks historiques », martelant le thème de l'unité du Parti et dénonçant toute opposition comme menchevisme. C'est l'Opposition ouvrière qui mena le combat abandonné par Trotsky, et attaqua avec la plus grande violence la « clique » du triumvirat, son « infaillibilité papale », demandant sa dissolution, voire son exclusion du Comité central. Plus particulièrement, le vieux bolchevik Kossior dénonça le secrétaire général Staline, ses déplacements et persécutions de dirigeants, de Pétrograd à l'Oural, l'imposture de ses discours sur la direction collective, et demanda la formation de groupes à l'intérieur du Parti, c'est-à-dire le retour au droit de tendance. Enfin Boukharine, qui s'était rapproché du triumvirat dans la dernière période, par un retournement propre à son caractère, prit la défense des petites nationalités et dénonça l'hypocrisie de Staline, et même des délégués qui applaudissaient toutes les attaques contre « le nationalisme » géorgien et restaient indifférents, voire accueillaient avec ironie les attaques contre le chauvinisme grand-russe. L'hostilité de la majorité du congrès à ces interventions montre à quel point l'élection des délégués avait été largement bureaucratique.

Par son silence qui était, dans cette situation, une grave concession à ses adversaires, Trotsky abandonnait ses alliés réels et potentiels. Il était resté en marge des séances du congrès pendant que la troïka travaillait les congressistes sur le danger « bonapartiste » de sa popularité, et cela avec succès puisque les comptes rendus notent l'hostilité qui accueillit ensuite plusieurs de ses interventions, et l'applaudimètre qui favorisa celles de Zinoviev et de Staline. Il s'était réservé le rapport sur l'économie, et non sans raison, le succès ou non de la NEP étant pour lui la condition de vie de la révolution. Il développa, sur la base de la reprise économique commencée et de l'élévation des salaires qu'elle avait permise, les idées qu'il avait en commun avec Lénine sur la NEP, sous le nom de « Cours nouveau ». Mais, comme il s'attaqua à la bureaucratie (sans en désigner clairement le foyer), à son désordre et aux pillages inhérents, pour plaider pour une planification rigoureuse contre trop d'abandon aux lois du marché, une partie du congrès se sentit atteinte, et sans soutien de Staline et de Zinoviev pour un rapport en principe accepté par eux au Bureau politique, son rapport n'obtint pas l'unanimité. Il sortit donc vaincu du congrès. Staline demeurait le secrétaire général et la nouvelle Commission de contrôle était présidée par Kouibychev, un de ses affidés.

Comment comprendre l'attitude de Trotsky qui nous apparaît comme défaitiste et la plus négative de sa vie ? Des générations de militants et tous les historiens se sont posé la question : Pourquoi ne lança-t-il pas la bombe préparée par Lénine ? Nombre d'entre eux ont tenté d'y

apporter leur réponse. Lui-même l'a fait dans sa biographie : « Si j'avais agi à la veille du 12e Congrès dans l'esprit du "bloc" Lénine-Trotsky contre le bureaucratisme stalinien, je ne doute pas que j'aurais remporté la victoire, même sans l'assistance de Lénine dans la lutte. » Alors pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? La phrase précédente se continue ainsi : « Dans quelle mesure cette victoire aurait-elle été durable ? » Et il poursuit en examinant les conditions objectives qui étaient en train de modifier le pays, la classe ouvrière et le Parti lui-même. Treize ans plus tard, dans *la Révolution trahie*, il écrira : « La bureaucratie est socialement requise toutes les fois que d'âpres antagonismes sont en présence et qu'il faut les "atténuer", les "accommoder", les "régler" (toujours dans l'intérêt des privilégiés et des possédants, et toujours à l'avantage de la bureaucratie elle-même). » De toute sa haute capacité marxiste de totalisation, l'idée profonde de la fatalité de la bureaucratisation pesait sur sa recherche d'une stratégie politique, et d'autant plus dans un pays arriéré comme la Russie. Contre un courant aussi fort, la lutte ouverte où son opposition risquait d'apparaître comme une lutte pour la succession de Lénine, entraînerait une scission, entraînant elle-même un combat où c'était le sort même de la révolution qui serait en jeu.

Cela avait été aussi la hantise de Lénine. Mais si celui-ci, dès sa tardive découverte de la vraie nature de Staline, avait vu en lui d'un seul coup le plus terrible danger, il avait choisi le risque de ne pas exiger son rejet de la direction. C'est qu'il pensait pouvoir encore le maîtriser, de toute son immense autorité, et d'autant plus qu'elle était jointe à celle de Trotsky. Mais celui-ci qui, à l'inverse, connaissait de longue date Staline comme un apparatchik sans scrupule ni morale prolétarienne, continuait à le considérer comme un médiocre, incapable de s'imposer à la direction d'une organisation révolutionnaire telle que le Parti bolchevik, avec sa légion de purs et héroïques communistes. Quant à Zinoviev et Kamenev, malgré tous leurs défauts, ils restaient pour lui des communistes avec qui il était possible de traiter pour un redressement. Il voyait la bureaucratisation comme un phénomène objectif, à combattre politiquement, ignorant le maillage que Staline avait déjà organisé par une chaîne de nominations de haut en bas de l'appareil. Son mépris pour lui fut une grave faute.

Sur le moment, il pensa sans doute que c'était ailleurs qu'en un tel congrès que pourrait se trancher l'opposition, voire il espérait encore un nouveau rétablissement de Lénine, tandis que, comme Isaac Deutscher l'a parfaitement montré, ses adversaires le jouaient en feignant de faire des pas en arrière, de se rallier aux dernières positions de Lénine, en particulier sur la question des nationalités. Par ailleurs, sans Lénine, Trotsky se sentait faible tactiquement. Enfin, ne s'opposait-il pas à sa proposition d'élargissement des organismes de directions à des prolétaires déjà cadres inférieurs ? Staline fit du refus de Trotsky une manifestation de ses oppositions « ordinaires » à Lénine.

Un dernier élément peut contribuer à comprendre les fautes de Trotsky : son état physique. De même que Lénine était un homme d'à peine plus de cinquante ans qui était en train de vivre une longue agonie après des efforts physiques et intellectuels sans mesure, les mêmes tensions de la vie de Trotsky depuis six ans, et les nouveaux efforts, si différents, qu'exigeait la lutte contre la bureaucratisation, commencèrent dans le même temps à ruiner sa santé. Sa femme, Natalia Sedova, dans sa participation au livre de Victor Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky,* raconte : « La capacité de travail de Léon Davidovitch fut toujours très grande, on pourrait même dire exceptionnelle. Il vivait littéralement sous pression, suivant à la fois vingt affaires, se documentant, étudiant, traitant de littérature, d'économie, de politique intérieure et internationale. Sa santé commence cependant à fléchir bizarrement, il souffre de fièvres malignes qui l'affaiblissent, l'obligent assez souvent à garder le lit ou à se réfugier dans les maisons de repos du Caucase. Les médecins et notamment notre ami le docteur Guétier diagnostiquaient une variété de paludisme, mais ne dissimulaient pas la difficulté de former un diagnostic plus complet. Il semble bien que le tempérament nerveux, la sensibilité très vive de Léon Davidovitch se manifestaient – contre sa forte volonté – par ces malaises, pendant les périodes d'hypertension intellectuelle. Il avait auparavant souffert de troubles gastriques, souvent à la veille d'intervenir dans les assemblées. Il ne devait jamais guérir des fièvres qui l'abattaient par moments au cours des luttes du Bureau politique, du Parti et plus tard de l'exil. » L'homme de fer contre l'ennemi de classe en une guerre au grand jour n'était pas fait pour ces conflits avec des étrangleurs de sérail. Ce que nous connaissons maintenant comme le stress favorisait ses maux physiques, et le remède qu'il tenta d'y apporter par des séjours à la campagne et des parties de chasse allait au contraire le jeter dans un nouveau mal qui le mettrait hors jeu à deux moments décisifs.

La suite des événements de 1923 allait montrer la gravité de son compromis avec la troïka. Cela l'avait placé comme sur une toile d'araignée. Tout mouvement d'opposition lui était interdit au moment même où la réaction du Parti se manifestait spontanément, en même temps que la classe ouvrière se soulevait à nouveau, multipliait les grèves, ne comprenant pas comment il se faisait qu'elle était la victime de la NEP. La situation industrielle offrait un chaos pire que celui dénoncé par Trotsky dans son rapport au congrès. Et ses données sur l'élévation des salaires ouvriers étaient fausses. Ceux-ci étaient même souvent non payés.

La seconde révolution allemande

Quasiment dans le même temps, Trotsky avait trouvé un autre sujet de heurts avec les triumvirs. Dès le début de l'année, la situation de l'Allemagne avait connu une aggravation effarante avec une inflation galopante qui avait effrayé Lénine. Le 4 janvier, il fallait 8 000 marks pour un dollar ; le 15, 56 000 ; le 6 mai, il en fallait 96 000 ; le 28 juillet, un million ; le 7 septembre, 60 millions, et le 20 : 325 millions, pour être stabilisé le 22 à 100 millions ! C'est dire que la

monnaie allemande ne valait plus rien et que la situation de la classe ouvrière devenait atroce. Ce fut, dès janvier, l'occasion pour la France, en compensation du non-paiement des indemnités de guerre de l'Allemagne, d'occuper la Ruhr, sa grande région industrielle et minière, ce qui ne pouvait qu'accentuer la ruine économique du pays.

La radicalisation ouvrière fut générale. Mais si elle poussa en masse les travailleurs dans les rangs du Parti communiste (le KPD), celui-ci, qui avait appliqué la ligne de front unique, et avait pénétré les syndicats, était maintenant désarmé, aussi bien politiquement que financièrement. Par ailleurs, le caractère d'oppression nationale donné par l'intervention française servait aussi une polarisation populaire en direction d'un « front uni des organisations nationalistes », dont le directeur politique était un leader qui jaillissait de l'ombre : Adolf Hitler. Les communistes comprirent vite que les succès que ses nationaux-socialistes (nazis) obtenaient dans la classe ouvrière tenaient à l'introduction dans leur propagande de thèmes d'une démagogie antigouvernementale. Par des interventions dans leurs assemblées, ils arrachaient des adhérents aux communistes, si bien que quand la montée révolutionnaire fit progresser ceux-ci, Hitler fit interdire à ses militants de discuter avec eux.

La direction du KPD, loin d'être prête à l'éventualité de la révolution, en était encore, lors de son congrès de la fin de février, à un conflit aigu entre la droite de Brandler et la gauche de Ruth Fischer qui se termina par un état de scission. Et du côté du Parti bolchevik, Zinoviev, président de l'Internationale, était alors plus occupé par la lutte interne du Parti que par les affaires allemandes.

Trotsky, au contraire, vit dans cette situation une chance nouvelle pour le prolétariat allemand. Le 22 avril, Zinoviev convoqua enfin à Moscou, à la fois la direction du KPD, qui s'en tenait à la ligne de front unique du 4e Congrès mondial, et à des éléments de son opposition, partisans de la préparation de la prise du pouvoir, soit deux positions diamétralement opposées. Ce ne fut qu'une unité formelle que Zinoviev, proche de la gauche, obtint d'eux en mai, et l'engagement révolutionnaire unanimement accepté, avec un KPD toujours dirigé par la droite.

Dans les mois suivants, la situation révolutionnaire de l'Allemagne se précipita. À la fin mars, en Saxe, un gouvernement social-démocrate s'était constitué sous la présidence d'Erich Zeigner, un magistrat de ce parti favorable aux communistes qui allaient le soutenir, puis y participer. Des centuries prolétariennes s'étaient constituées. Le 1er mai, 25 000 hommes de ces troupes défilèrent à Berlin. Toutefois, et encore une fois, toute l'Allemagne ne marchait pas au même pas. À la fin de ce même mois de mai, dans la Ruhr, un comité central de grève s'était formé à l'initiative du KPD, mais il ne fallut que trois jours pour qu'il accepte les propositions patronales et que les ouvriers reprennent le travail, tandis que les autorités allemandes proposaient au général français Denvignes, commandant les forces d'occupation, une collaboration pour le « maintien de l'ordre », c'est-à-dire pour la répression. Partout ailleurs les usines bouillaient devant l'inflation qui faisait s'effondrer les salaires et créait la famine. Le tirage de la *Rote*

Fahne communiste passa de 25 000 à 60 000 exemplaires, dépassant le *Vorwärts* social-démocrate.

Le 12 juillet, le KPD se sentit enfin assez fort pour décider une manifestation de rue et une « journée antifasciste » pour le 29. Ce nouveau phénomène avait été étudié à Moscou dans un exécutif élargi. Le 23 juillet, à Francfort, une manifestation ouvrière ayant donné lieu à de violents heurts avec la police, toutes les manifestations furent interdites, et celle de Berlin, le 24, par le ministre de l'Intérieur de Prusse, Carl Severing. Assistait-on à une répétition du calendrier de la révolution russe ? Les Allemands consultèrent Moscou. Zinoviev et Boukharine étaient partisans de maintenir la manifestation, Staline qu'il fallait retenir les Allemands. Trotsky refusa de se prononcer alors qu'il n'avait pas tous les éléments en main. Radek, qui avait été chargé de suivre les événements sur place, pensa sans doute au juillet 1917, pencha pour la suspension du mouvement. Le KPD prit la décision de remplacer la manifestation par une série des meetings. Solution juste, puisque les grèves qui éclataient et s'étendaient firent tomber le gouvernement. La révolution allemande avait commencé.

La situation était cependant bien différente de celle de la Russie de 1917. Ici, il n'y eut pas une création générale de soviets, mais seulement des comités divers inégalement répartis. Et il y avait des syndicats qui s'opposèrent à la grève, tandis que l'assemblée générale des comités d'usine appelait à trois jours de grève générale. Un gouvernement Cuno ne tint que trois jours. Il fut remplacé par un gouvernement Stresemann de « grande coalition », avec quatre ministres social-démocrates, dont Hilferding aux Finances. Cette fois, Paul Levi réussit à entraîner quarante-trois députés sociaux-démocrates contre ce gouvernement, et pour la lutte contre la bourgeoisie.

Le Bureau politique du PCUS appela l'Exécutif de l'Internationale à préparer l'insurrection allemande. Élargi en août pour la question allemande à Piatakov, proche de Trotsky, et à Radek et Kuusinen pour l'Internationale, ce fut une unité qui brisait sur ce point la troïka : Zinoviev, comme Trotsky, Radek et Piatakov, était pour la préparation de l'insurrection et la prise du pouvoir, Staline contre. Un plan précis fut tracé, Trotsky, qui croyait aux effets symboliques, proposa même une date : le 7 novembre. Mais la direction du KPD était-elle capable de l'exécuter ? Brandler avoua ne pas se sentir à la hauteur d'une telle tâche.

Peu auparavant, Zinoviev, qui se croyait déjà le sommet du triangle de direction, avait eu l'idée d'affaiblir un peu plus Trotsky par la modification de la composition du Comité révolutionnaire militaire qu'il présidait, en y introduisant soit Staline soit Vorochilov et Lachévitch. La réaction de Trotsky avait été de proposer sa démission de tous ses postes militaires comme politiques, et d'être envoyé en Allemagne pour aider le KPD à préparer la révolution. Par cette proposition, il voyait là un moyen de sortir de la toile d'araignée en même temps que de saisir une fonction à sa mesure. Et elle rejoignit la demande de Brandler qui souhaitait qu'il vînt en Allemagne.

Qu'un de plus hauts dirigeants d'un des plus grands pays du monde se change en agent secret d'une révolution à peine commencée, n'était-ce pas une folie ? Pas pour Trotsky pour qui seule la révolution comptait, et pour qui celle d'Allemagne pouvait faire basculer l'histoire du monde, comme, avec Lénine, il n'avait cessé de le penser depuis 1917. Les triumvirs pensaient autrement. Comme l'a écrit Deutscher : « Les triumvirs ne pouvaient le laisser partir. En Allemagne, Trotsky pouvait devenir doublement dangereux. S'il partait, réussissait et revenait triomphant, alors, eux, les triumvirs, paraîtraient bien petits auprès du chef incontesté de deux révolutions, la russe et l'allemande. Mais s'il lui arrivait quelque chose de fâcheux, s'il tombait entre les mains de ses ennemis de classe, ou s'il mourait au combat, le parti n'irait-il pas penser que les triumvirs l'avaient envoyé accomplir une mission désespérée pour se débarrasser de lui ? […] Ils sortirent de la difficulté en transformant le drame en farce. Zinoviev répondit que lui, président de l'Internationale communiste, irait en Allemagne à la place de Trotsky comme "soldat de la révolution". Alors Staline intervint, et plein de bonhomie et de bon sens, dit que le Politburo ne pouvait se passer des services de l'un ou de l'autre de ses deux membres les plus éminents et les plus aimés. Il ne pouvait pas davantage accepter que Trotsky démissionne du Commissariat à la Guerre et du Comité central, ce qui aurait causé un scandale de première grandeur. Quant à lui, Staline, il se contenterait de rester hors du Comité révolutionnaire militaire, si cela pouvait rétablir l'harmonie. Le Politburo accepta la solution de Staline, et Trotsky, sentant le grotesque de la situation, quitta la salle au milieu de la réunion. »

Sans sa direction, la révolution allemande n'allait-elle pas à l'échec ? Il ne cessa pas d'espérer la possibilité de sa victoire, tant la situation objective lui semblait favorable, aussi bien du fait du rapport de forces entre l'armée, même unie aux milices fascistes d'une part, et celles du prolétariat d'autre part, que des difficultés actuelles des impérialismes anglais et français d'y envoyer des forces, alors que les Britanniques, au contraire, allaient demander à la France de retirer ses troupes d'occupation de la Ruhr, afin d'aider le gouvernement allemand.

Quant à la bourgeoisie allemande, apeurée, elle allait d'abord se diviser. Bien que le gouvernement Stresemann de grande coalition se durcît de jour en jour contre le prolétariat, il vit s'élever en Bavière un pouvoir profasciste. Le 26 septembre, unissant toutes les forces réactionnaires de la province, un Von Kahr se fit nommer, par le président du Conseil des ministres Von Knilling, Haut Commissaire de l'État, avec des pouvoirs dictatoriaux. Son programme était de « frapper le bolchevisme grandissant à Berlin ». Dans le même temps, la bourgeoisie de la Ruhr, soutenue par la France, entrait en lutte pour la création d'une République rhénane qui aurait ainsi démembré l'Allemagne.

Toute la situation se développa d'abord de la manière prévue. La répression ouvrière s'étendit contre les émeutes de la faim. Les centuries prolétariennes se multiplièrent, elles étaient de 8 000 hommes à Dresde. Le 11 septembre, le gouvernement social-

démocrate de Thuringe avait démissionné, renversé par une majorité socialiste-communiste. Le 27, le gouvernement allemand, réagissant à l'ultimatum de Kahr, proclamait l'état de siège et donnait tous pouvoirs à la Reichswehr. En Saxe, le général Müller, comme un Kornilov, expliqua que le pouvoir, c'était lui, et renforça l'état de siège. Mais, le 10 octobre, trois ministres communistes entraient dans le gouvernement socialiste de gauche de Zeigner, et le 13, également trois communistes dans celui de Frölich en Thuringe. Zinoviev avait décidé de telles entrées, mais à condition d'armer en même temps des milliers d'ouvriers. Trotsky était également partisan de prendre ce risque, mais en forçant les étapes, car le pouvoir concentrait ses forces contre la Saxe rouge où il faisait entrer 50 000 hommes de la Reichswehr. Le 16, le général Müller somma la police saxonne de se mettre à ses ordres. Le communiste Böttcher répliqua en appelant à l'armement prolétarien. Le 17, Zeigner fut sommé par le général de désavouer Böttcher. C'était l'heure de déclencher l'insurrection.

La décision fut prise le 20, à Dresde, par le Revkom. La conférence de Chemitz devait appeler à la grève générale le 21. Mais comme dans tous les moments révolutionnaires décisifs depuis 1917, les sociaux-démocrates de gauche de Saxe reculèrent au dernier moment. Il est évident que Trotsky présent, le KPD aurait pris la décision seul. Sa direction n'osa pas. Piatakov et Radek s'inclinèrent, ne comprenant pas qu'il ne fallait pas donner le temps à l'offensive bourgeoise, unifiée contre la Saxe, de succès qui compromettraient tout, et que les émeutes de la faim devenues générales ne pouvaient durer longtemps. Il leur fallait immédiatement vaincre ou mourir. Des courriers décommandèrent la grève, sauf à Hambourg où la retraite réussit ensuite à se faire en bon ordre. Victor Serge, qui était en Allemagne depuis janvier pour la *Correspondance de presse internationale* (*Inprekorr*) du Komintern, a assisté au désastre, mais a pensé lui aussi que la retraite était justifiée, et n'était pas une défaite, la situation restant révolutionnaire. Il se trompait. La révolution allemande était vaincue sans combattre, et il n'y en eut plus d'autres. La chasse aux communistes et aux ouvriers révolutionnaires commença, les grèves isolées, comme celle des imprimeurs de Berlin, furent brisées. « On ne peut plus faire, en lisant le journal, le compte des assassinés du jour », écrira Serge le 1er février 1924. Et Hitler, qui avait choisi le 7 novembre pour son coup d'État à Munich, sombra misérablement. Kahr, n'ayant plus besoin de cet allié, s'était retourné contre lui. Le 11, il était dans la prison où il écrivit son *Mein Kampf.*

De la rupture du compromis à la naissance de l'Opposition de gauche

Cette défaite misérable en était aussi une pour l'Internationale communiste. Brandler et Thalheimer se retournèrent contre elle : elle avait eu « une estimation erronée des forces en présence ». La gauche de Ruth Fischer accusa au contraire, avec raison, la majorité du KPD. Mais, à Moscou, ce fut pour Zinoviev l'occasion de rendre Trotsky responsable de la défaite, puisqu'il avait fait confiance à Brandler, et que Piatakov et Radek étaient de ses proches. La brève unité pour la

révolution allemande était brisée. Mais, en attaquant Trotsky, Zinoviev prenait l'initiative de la rupture de leur compromis.

La première opposition ne vint pas de groupes politiques, encore réduits au silence, même pas de l'Opposition ouvrière qui observait la discipline qu'on lui avait imposée, elle vint de la base, en particulier d'un « Groupe des ouvriers » dirigé par trois vieux membres du Parti (en somme ceux que Lénine aurait voulu voir élevés au Comité central), dont le seul groupe de Moscou comptait 200 membres. L'un d'eux, Myasnikov, fut arrêté en mai. Il devait être l'un des auteurs d'un tract dont le titre traduisait NEP en « Nouvelle Exploitation du Prolétariat ». Le Guépéou, qui avait succédé à la Tchéka, en arrêta vingt. Un autre groupe s'appelait « Vérité des ouvriers ».

En septembre, le Bureau politique décida leur répression, dont Dzerjinski fut chargé. S'apercevant que de nombreux membres du Parti regardaient les protestataires comme des camarades et refusaient de témoigner contre eux, il demanda qu'on exigeât des membres du Parti de dénoncer au Guépéou ceux qui menaient campagne contre les dirigeants officiels. Trotsky s'indigna, réprouva la manière dont les triumvirs et Dzerjinski se préparaient à réprimer cette agitation, et signifia que la résolution Dzerjinski était un symptôme extrêmement grave, « parmi d'autres qui ne sont pas plus rassurants ». Il insista ensuite sur le fossé qui séparait maintenant les dirigeants et la base, fossé qui s'était tout particulièrement élargi depuis le 12e Congrès, et que le système de parrainage institué par Staline n'avait fait qu'approfondir. Il dénonçait la hiérarchie des secrétaires qui « créait l'opinion du Parti », décourageait les militants d'exprimer leur opinion et même d'en avoir une, car elle ne s'adressait à eux que pour commander et exiger. Max Eastman a écrit : « Rien d'étonnant à ce que le mécontentement, qui ne pouvait se dissiper par un libre échange d'opinions aux réunions du Parti et par l'influence de la grande masse des membres sur l'organisation du Parti… s'accumulât en secret et provoquât des tensions et des troubles. » Le 8 octobre, Trotsky adressa une longue lettre aux membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti qui était un bilan et une critique générale implacables de la politique de la majorité de Bureau politique en même temps qu'un plan de redressement constituant une sorte de plateforme oppositionnelle, tout en se référant aux décisions du 12e congrès. D'emblée, il avait écrit qu'« aux pires moments du communisme de guerre, le processus de nomination n'atteignait pas le dixième de ce qu'il est à présent. La nomination des secrétaires généraux est aujourd'hui la règle. Le secrétaire devient indépendant des organisations locales du parti. En cas d'opposition, de critique ou de mécontentement, le secrétaire a recours au transfert avec l'aide du centre. […] L'appareil de secrétaires en train de se constituer du sommet à la base prend un poids toujours plus grand et s'empare de tous les fils ». S'il ignorait que c'était là le résultat du travail méthodique de Staline, en tant que secrétaire général, il le devinait. Dans sa conclusion, il précisait qu'il ne communiquait ce texte à personne d'autre qu'à ces deux organismes, pour réfuter par avance toute accusation de liens « fractionnels » avec les

manifestations d'anti-bureaucratisme venues de dirigeants extérieurs aux deux organes suprêmes, mais il ne terminait pas moins en écrivant que « compte tenu de la situation qui se développe, j'estime non seulement de mon droit, mais de mon devoir d'exposer ce qui se passe à chaque membre du parti qui me paraît assez préparé, perspicace, solide, et qui est par conséquent capable d'aider le parti à sortir de l'impasse, sans secousses ni convulsions fractionnelles ». C'était sortir du confinement du Bureau politique où il était resté jusqu'alors.

Les mesures économiques qu'il avait proposées au congrès étaient restées lettre morte. Il ne pouvait donc que comprendre les réactions ouvrières, mais c'était à la direction d'y répondre. Au lieu de cela, la Commission de contrôle examina sa lettre et, sans l'entendre, la définit comme une « plateforme pour la création d'une fraction » ; mais décida qu'elle devait être discutée au sein du Comité central. Une partie du Bureau politique préféra essayer de préparer une solution des problèmes en son sein. Trotsky accepta encore, mais prévint que déjà elle était connue de militants non membres du CC et exigea qu'on lui en rende toutes les copies pour parer à l'accusation de plateforme. Le Bureau politique prétendit ensuite que la lettre avait eu une diffusion massive. Trotsky protesta par une lettre secrète, le 19 octobre, démontant le fait que c'était le BP lui-même qui était responsable d'une diffusion pour prouver son caractère de plateforme de fraction.

On en était là quand, le 15 octobre, fut envoyée au Bureau politique pour le Comité central, une déclaration de quarante-six « vieux bolcheviks » critiquant la politique de la direction en des termes encore plus radicaux que ceux que Trotsky avait développés dans sa lettre du 8 : désastre économique dû à ce que la majorité du Politburo n'a pas de politique et ne voit pas la nécessité d'une direction précise et d'une planification de l'industrie ; contre la tyrannie de la hiérarchie des secrétaires, contre l'étouffement de toute discussion, affirmation que les assemblées et les congrès réguliers du Parti, encombrés de candidats officiels, ont cessé d'être représentatifs. Au-delà des positions de Trotsky, ils demandaient l'abolition, ou au moins l'assouplissement, de l'interdiction des fractions, et que le Comité central convoque une assemblée extraordinaire pour examiner la situation. Et ces 46 comptaient Antonov-Ovseenko, le héros d'Octobre, devenu le principal commissaire de l'Armée rouge ; Préobrajensky, l'ancien secrétaire du Comité central ; Sosnovsky, un des principaux collaborateurs de la *Pravda* ; Smirnov, le vainqueur de Kolchak ; Youri Piatakov, un des meilleurs administrateurs de l'industrie ; Mouralov, le commandant de la garnison de Moscou, et Smirnov, Sapronov, Kossior, Boubnov, entre autres… Radek envoya, de son côté, une lettre dans le même sens.

Ils avaient demandé que leur document soit communiqué à tout le Parti. Les triumvirs le refusèrent. L'interdiction des fractions fonctionnait comme un cercle vicieux, puisque en demander l'abolition était un acte fractionnel. Et, bien que les 46 aient regroupé des militants qui ne constituaient pas une unité politique, ce que manifestaient bien douze adjonctions de précisions, réserves, voire de

désaccords sur certains points, la proximité de cette lettre avec celle de Trotsky du 8, le fit accuser par la troïka d'être à son origine. Sa négation n'y fit rien. Encore une fois, elle réagit par un double jeu. Zinoviev proclama la nécessité d'une discussion dans le Parti, Staline qu'il ne fallait toutefois pas que cela le change en club de discussion, et le tout en refusant la publication de la lettre des 46.

Trotsky refusa leur condamnation comme preuve, exigée par le Bureau politique de sa non-collusion avec eux. Et à une lettre inconnue de ses membres, il répondit le 23 en pointant leur refus de « la possibilité et de la nécessité de changer sérieusement la politique actuelle du parti et la politique économique », et leur rejet de « l'idée de la création de conditions normales d'un travail collectif sain dans les institutions dirigeantes du parti. Et c'est très inquiétant ». Et il reprenait toutes les divergences les unes après les autres. Le 26, il put assister au plénum unifié du Comité central du Parti, où il fit un discours assez bref, et de pure défense contre les multiples attaques dont il avait été l'objet de la part de la troïka, du moins par ce qu'en on connaît, car elle ne fut pas diffusée. La reconstitution qu'en fit sur ses notes le secrétaire de Staline, Bajanov, dormit dans les archives du Comité central jusqu'à l'époque de Gorbatchev, ce qui prouve que, même à son niveau, il parlait dans le vide contre des accusations qui, elles, voguaient dans le public.

La publication de son *Cours nouveau*, avait été retardée. Mais dès le 7 novembre, Zinoviev avait publié dans *la Pravda* un article qui, tout en reconnaissant la nécessité d'élargir la démocratie dans le Parti, développait avec morgue que, jusqu'au moment où les masses seraient suffisamment éduquées, et se seraient élevées au niveau culturel et politique de leurs chefs, la pratique selon laquelle les décisions les plus importantes étaient prises dans le cercle étroit du groupe dirigeant devait être maintenue. C'était là son interprétation de la dénonciation par Lénine de l'inculture générale qui concernait le groupe dirigeant lui-même. Mais cette sorte d'insulte faite au Parti entraîna la riposte de plus d'une centaine d'articles et de lettres à la *Pravda*, venant essentiellement de communistes de base, qui tous dénonçaient la bureaucratie du sommet, l'absence de toute possibilité de discussion et de critique, et la répression de celle-ci comme « déviation », le tout ayant comme résultat la passivité et la déception dans le Parti. Certains allaient plus loin, l'un pointant « la formation d'une couche séparée d'apparatchiks détenant tout le pouvoir non seulement dans le PCR (b) mais aussi dans le pays, et promouvant un régime politique interne plus susceptible de protéger leur domination sans contrôle » (29 novembre) ; un autre précisait : « Grâce au système de nomination et, dans bien des cas, de népotisme dans le parti est apparue la bureaucratie qui remplace les agitateurs ouvriers, les révolutionnaires, les communistes » (1er décembre).

Aleksei Goussev, le jeune chercheur qui retrouva ces numéros de la *Pravda* sous Gorbatchev, conclut : « Ainsi, tout de suite après l'ouverture de la discussion, il apparut clairement que la masse des communistes militants de base soutenait Trotsky et les 46. […] Il y eut des exemples de communistes chassant les bureaucrates de leurs

réunions (*Pravda* 8 décembre). Kamenev devait plus tard se plaindre de ce qu'à beaucoup de ces réunions on "crachait" sur l'appareil. » (*Pravda* du 13 décembre).

Le Bureau politique s'inquiéta et, le 5 décembre, forma une sous-commission composée de Trotsky, Staline et Kamenev pour parvenir à une résolution annonçant un « cours nouveau ». Les « groupes » n'y furent pas condamnés, mais contradictoirement, la résolution du 10e Congrès qui interdisait groupes et fractions était rappelée. Une dernière fois, Trotsky avait-il cédé aux difficultés de la situation ?

Le 8 décembre, il envoya une lettre ouverte au rayon de Krassnia-Pressnia, où il donnait sa version de la résolution, sautant par-dessus ses ambiguïtés, disant nettement que le Parti devait « se subordonner son propre appareil », et allant jusqu'à rappeler qu'à la veille de la guerre mondiale : « le formidable appareil de la social-démocratie, couvert de l'autorité de l'ancienne génération, était devenu le frein le plus puissant à la progression révolutionnaire ». Il l'envoya à la *Pravda*. Selon Max Eastman, elle fut retenue quatre jours par le Bureau politique avant sa publication. Et le 9, dans une lettre au Comité central, il rappela qu'il avait exprimé ses réserves sur la résolution des « trois », et dans ses conclusions, il précisait : « Étant donné que dans la sous-commission, les camarades Kamenev et Staline ont parlé avec insistance de la décision du Politburo de garantir la réalisation effective du cours nouveau, j'ai décidé de voter pour la résolution, avec l'intention de faciliter de tout mon possible, pour le Comité central, un tournant sérieux et profond – sans secousses d'organisations ni convulsions politiques. »

Ayant voulu, encore une fois, jouer Trotsky par cette unanimité pour un « tournant » indéfini, c'est lui qui les mettait au pied du mur. Le succès de la lettre fut immense par l'espoir qu'elle souleva, et tout au profit de Trotsky. Allaient-ils céder ? Ouvrir un grand débat dans le Parti impliquant la discussion du bureaucratisme ? Il n'en était pas question pour eux.

Après quelques jours d'hésitation et des discours contradictoires, ils prirent la lettre comme une déclaration de guerre ouverte à toute la bureaucratie, et d'abord à la troïka elle-même

Elle réagit avec violence. Ce fut la rupture définitive et brutale. Sans le convoquer lors de la discussion de ses lettres, leur réponse fut d'attaques personnelles et publiques. Avec sa ruse ordinaire, Staline continua à se tenir un peu en retrait. Ce fut d'abord Boukharine, maintenant rallié aux triumvirs, qui signa un éditorial de la *Pravda* intitulé « Notre parti et l'opportunisme ». Puis, les 20-21 décembre, dans le même journal, Zinoviev développa tout ce qui allait devenir le « trotskysme », « courant bien défini du mouvement ouvrier », caractérisé par son menchevisme profond, ses comportements anti-parti, son opportunisme, sa duplicité, sa basse démagogie… On en passe, qui ne cessera de pilonner et de compléter les accusations de départ en guerre de Trotsky contre le Comité central, de ses tentatives de dresser la jeunesse contre la « Vieille garde », de fractionnisme. Cela sans souci, bien souvent et selon les besoins, des contradictions. Par exemple quand Boukharine, se joignant à la meute, l'attaqua pour

ses tendances de gauche, alors que les autres le taxaient de menchevisme. Guerre féroce qui faisait fi de toute véritable discussion, et ne visait qu'à déconsidérer, à tuer moralement.

Ce n'était pas là un terrain pour Trotsky. Cela s'adressait aux couches les plus arriérées du Parti, voire du peuple. Inversement cela bouleversa l'élite du Parti, et conforta l'Opposition de gauche, qui désormais existait et remportait des succès dans les assemblées de base. D'abord dans la *Pravda*, puis en brochure, était enfin paru le *Cours Nouveau*, premier grand ensemble de textes antibureaucratiques, qui traitait de l'ensemble des problèmes alors posés, avec la plus grande hauteur politique, c'est-à-dire au niveau théorique et d'analyse des problèmes sociaux, économiques et organisationnels du moment. Le Bureau politique n'allait pas tarder à en bloquer la diffusion. Max Eastman a écrit : « La suppression de l'ouvrage de Trotsky fut effective. Impossible de se le procurer. »

Entre exaltation et apathie, l'état de Trotsky s'aggrava. Ses médecins le pressaient de quitter l'hiver de Moscou, particulièrement froid cette année-là, et l'atmosphère morale pire encore de la capitale. Il résistait. La 13e Conférence de Parti allait se tenir le 16 janvier 1924. Il resta, mais ne put s'y rendre. Elle fut presque entièrement consacrée au débat sur une résolution du Bureau politique dénonçant violemment la déviation petite-bourgeoise, déviationniste, anarcho-menchevik, anti-léniniste de Trotsky et des « 46 ». L'élection des délégués, faite à plusieurs degrés, avait permis, par des manipulations d'appareil cyniques, de réduire les représentants de l'Opposition. Ainsi, à Moscou, où elle avait été majoritaire dans la majorité des cellules, elle n'avait plus que 36 % des voix au niveau du district et 18 % au niveau de la province. Un tiers des cellules de l'Armée avait voté pour elle avant que l'on n'arrête le vote. Et elle était majoritaire dans les cellules étudiantes et dans les facultés ouvrières. À la conférence, elle n'avait plus que quatre représentants : Préobrajensky, Radek, Piatakov et V. Smirnov. Le vote de la résolution de condamnation de Trotsky, grossièrement truquée, inversant les accusations, couvrant les mensonges du nom de Lénine, célébrant l'unité du Parti retrouvée, déclarait la discussion close, en renouvelant l'interdiction des fractions sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion. Il n'y eut que trois voix contre. Jamais un tel niveau de manipulation bureaucratique, aussi ouvertement cynique, ne s'était vu dans ce parti. Les voiles de la dictature de la troïka tombaient.

Le 18, Trotsky, sans attendre ce résultat, s'était résigné à partir pour le soleil du Caucase. Trois jours plus tard, il arrivait en gare de Tiflis pour y recevoir un message codé de Staline : Lénine venait de mourir.

En juillet, une amélioration de son état lui avait permis de marcher et d'écrire de la main gauche. Vers le 10 août, il pouvait lire, entre autres publications, la *Pravda* et les *Izvestia*. Mais c'est Kroupskaïa qui lui lisait surtout les passages qu'il lui indiquait du doigt. En octobre, il obtint on ne sait comment de quitter Gorki pour aller en voiture au Kremlin, parcourir les rues, visiter les terrains de l'exposition agricole, et revenir à son cabinet du Kremlin, prendre des livres dans sa bibliothèque et retourner à Gorki. Du 24 septembre au 16 octobre,

il avait reçu des visites, dont celles de Boukharine, Préobrajensky, Krestinski et Pianitski, qu'il avait écoutés attentivement, mais semble-t-il sans rien manifester. Nouvelles sorties les premiers jours de 1924, dont le 19 janvier, en traîneau en forêt. Trotsky avait recommencé à croire à sa guérison, et peut-être, en effet, était-elle possible, au moins pour une nouvelle rémission. Mais du 17 au 20 janvier, l'écoute du compte rendu de la 13e conférence du Parti le tua. Il en avait interrompu par gestes certains passages, avec une irritation que Kroupskaïa s'était efforcée de calmer. Son bouleversement entraîna sa crise finale. Il avait compris que la révolution était perdue. Le 21 janvier 1924, à 18 h 30, il était mort.

Une année de plus de vie active de Lénine (qui n'avait alors que 53 ans) en alliance avec Trotsky, et l'histoire de l'URSS, et par là même du monde, en aurait sans doute été complètement changée, y compris s'ils avaient été finalement vaincus.

La révolution culturelle

Nous ne pouvons quitter ces trois années sans rappeler ce qu'elles eurent de meilleur : l'explosion vitale de la révolution culturelle soviétique, dont nul n'a pu nier l'importance.

Certes, c'est dès le début du siècle que la modernité des lettres et des arts avait fait son entrée fulgurante en Russie, le coup d'envoi venant d'Occident, particulièrement de France et d'Italie : le premier groupe de Maïakovski ne se nomma-t-il pas cubo-futurisme ? Mais l'originalité des courants russes fut d'emblée incontestable. Du fait de la nature de la société tsariste, qui faisait peser son contrôle policier sur toute pensée, ses poètes et artistes devaient masquer leur hardiesse de ruse et d'ésotérisme.

La révolution sociale allait d'une part provoquer une émigration culturelle, où se retrouveront la plupart des artistes et écrivains considérés comme majeurs dans la période précédente, et d'autre part donner un formidable coup d'accélérateur et un infléchissement net aux œuvres des jeunes marginaux d'hier, qui vont s'imposer et auxquels va se joindre une nouvelle génération, et leur ouvrir un immense public, ainsi qu'un écho non moindre hors des frontières de l'État soviétique.

Cette révolution culturelle ne dut rien aux dirigeants bolcheviks qui n'étaient guère proches des avant-gardes poétiques et artistiques. Leur préoccupation culturelle principale était la nécessité de l'élévation de la culture des masses, en commençant par la liquidation de l'analphabétisme. Pour Lénine, le papier, si rare pendant les années de guerre, devait d'abord servir à cette fin. Tous étaient d'ailleurs de formation classique et occidentale. On sait que Lénine, ami de Gorki, mettait Tolstoï au plus haut de la littérature russe, bien qu'en montrant les déterminations qui le limitaient. Même les plus attentifs, voire sensibles, au nouveau surgissant, tels Boukharine ou Lounatcharsky, le commissaire du peuple à l'Instruction publique, et de ce fait quasi en charge de toute l'activité culturelle, l'abordaient à la lumière d'une critique qui venait de Lafargue et de Plekhanov, plus tournée vers le passé qu'en avant. Bien que Lounatcharsky ait eu une véritable amitié

pour Maïakovski, c'est aux classiques russes, de Pouchkine et Gogol à Dostoïevski et Tchékhov, qu'il allait consacrer ses dernières études. Trotsky lui-même était de culture classique, mais il lisait dans son train les contemporains français, et était plus sensible qu'aucun autre au surgissement du nouveau dans la littérature. Il n'allait intervenir dans les débats sur les lettres qu'avec un livre qu'il ne termina qu'en 1924, mais qu'il avait écrit, d'abord comme introduction à la première édition de ses *Œuvres complètes* en 1921, puis, paradoxalement, et pour l'essentiel, en ses moments de détente des terribles périodes de 1923 et du début de 1924.

Si le choc de la Révolution avait ouvert tout le champ de la liberté culturelle entre tous ceux qui accueillaient la Révolution comme prometteuse d'une ère nouvelle, de nombreuses attitudes littéraires et artistiques allaient s'opposer et jusqu'à tracer des lignes au couteau entre les différents courants nouveaux.

Dans l'art, le futurisme bouscula le triste réalisme académique, dont le « réalisme socialiste » allait plus tard prendre une relève plus misérable encore. Mais, alors que le futurisme italien allait sombrer dans le fascisme (comme Gramsci l'apprenait à Trotsky, dans une lettre du 8 septembre 1922, intégrée par ce dernier dans son *Littérature et Révolution*), le nouveau futurisme russe, révolutionnaire, assura sa domination et sa richesse grâce à une impulsion qui connut autant d'expressions que d'artistes. Malevitch avait créé le suprématisme en 1916, et pendant la Révolution partit d'un primitivisme qui se voulait rapprochement et exaltation de l'art populaire russe, qu'il opposa à celui de Larionov, pour aller ensuite jusqu'au bout de l'abstraction avec ses carrés monochromes, point de départ où il ne s'enterra pas comme le firent ses épigones, nos contemporains. Mais, à côté de lui, toutes les formes de dépassement du réalisme apparurent pour exprimer le nouveau, de très différentes abstractions, des géométriques de Klyun, Olga Rosanova, Lyuba Popova, à celle d'Archipenko, combinée au cubisme. Cubiste aussi sont les costumes de théâtre d'Alexandra Exter et ceux d'Alexandr Vesnin. Chagall lui-même inclina certaines de ses œuvres vers un cubo-futurisme, par exemple avec son *Mouvement d'un prolétaire*. Parmi les sculpteurs, Tatlin créera les premiers reliefs métalliques, dont le plus connu est son immense *Tour de la IIIe Internationale*, jamais élevée.

Dans un immense pays majoritairement illettré, le langage de l'art fut un outil précieux de la Révolution. Cet art abstrait, qui semblait si loin de la compréhension des masses, devint, par la force de magnifiques affiches, où les mots essentiels étaient portés par la force des couleurs et des symboles hautement abstractisés, le cri même de la Révolution. Maïakovski, en particulier, saura lier formes et messages, mettant le plus grand art au service de la propagande communiste.

Mais c'est dans la poésie que la Révolution allait apporter le plus de nouveau. Cette poésie, qui se disait plus qu'elle ne se lisait ! Et d'abord les radicaux futuristes, qui ont derrière eux la lutte pour la destruction de la culture et de l'art bourgeois, vont former les successifs Lef (Front gauche de l'art) dont l'optimisme, souvent

exalté, et l'utopisme séduisirent la jeunesse. Le mouvement atteindra 400 000 membres. Maïakovski, le cri même de la Révolution, jusque dans ses outrances vers l'assaut du ciel, est le seul, mais au plus haut niveau, qui restera d'entre tous les membres de ce mouvement tumultueux, qui sera brisé avant d'avoir vécu dix ans. Mais la poésie de la révolution est multiple, un Blok, qui appartient à l'ancienne littérature, devient révolutionnaire tout en restant chrétien avec ses *Douze* et ses *Scythes*. Un vieux bolchevik du temps de l'Iskra, Pridvorov, sous le pseudonyme de Bedny, devint célèbre même auprès des illettrés, tandis que surgit du peuple un grand poète lyrique, à la fois paysan et hooligan, Essenine, qui fonde le groupe des « Imaginistes », à sa manière aussi fortement représentant de la révolution que Maïakovski, en cela qu'il traduit le mouvement du passé vers le présent chargé d'avenir, et qui devint l'idole de la jeunesse, et sera récité jusque dans les camps du Goulag.

À côté, et en opposition totale à ces courants modernistes, qui donnent une version plus explicitement révolutionnaire que ceux qui se développent en même temps en Occident, naît un courant qui se veut « littérature prolétarienne », et se donne le nom de proletkult. Certes, il naît comme mutation du grand réalisme russe dont Gorki était la dernière incarnation, mais même avec le soutien de ce dernier, de Lounatcharsky, et de son théoricien Bogdanov, et quoique son activité participe à l'élévation culturelle du prolétariat, il ne parviendra pas à faire surgir des écrivains prolétaires, et sera d'une stérilité littéraire et artistique totale. Trotsky en donnera la raison : l'impossibilité d'une culture prolétarienne surgissant toute armée du front de la Révolution. Et d'ailleurs, ce qui doit procéder de celle-ci, dont le but est la destruction des classes, ne sera pas une culture prolétarienne, mais socialiste, et cela demandera beaucoup de temps, comme il en est allé de la naissance de toutes les cultures.

Dans ces années 20, l'opposition entre ces courants opposés suscita une lutte violente. Leur problématique était la même : Que doivent être l'art et la littérature dans la Révolution pour contribuer à son mouvement ? Que la révolution prolétarienne devait enfanter une culture et un art totalement nouveaux, au fond, tous étaient d'accord. Mais lesquels et comment ?

Par un paradoxe historique, c'est l'ouvrage d'un acteur et auteur contemporain de cette vie culturelle, *Les Années 20* de Varlam Chalamov, qui ne parut en France qu'en 1997, qui est venu confirmer les jugements de Trotsky, à savoir que « tout était alors remis en question, de la science à la vie quotidienne ». Paradoxe du fait que l'auteur, qui les vécut comme jeune sans-parti, fut déporté une première fois de 1929 à 1931, et n'écrivit ce livre que dans les années 60, après dix-sept ans dans l'effroyable univers concentrationnaire de Kolyma, qu'il nous a rendu par ses chefs-d'œuvre.

Notons que la violence critique ne vint pas alors de la direction du Parti, si elle vint parfois de sa base, éberluée par ce qu'elle ne comprenait pas, comme cela advint aux plaisanteries des Imaginistes. Quand le ton s'éleva à ce sujet, Lénine n'intervint que pour calmer le jeu. Et c'est à la fois contre les fronts opposés du proletkult et du

futurisme qu'il dénonça, d'un côté comme de l'autre, l'idée de la nécessité d'une coupure radicale avec le passé, recommandant à tous de « prendre toute la culture laissée par le capitalisme et bâtir avec elle le socialisme. […] prendre toute la science, la technique, toutes les connaissances, tout l'art [et] nous mettre à l'école de nos ennemis ».

De son côté, Trotsky écrira alors : « L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander » et « Le marxisme offre diverses possibilités : évaluer le développement de l'art nouveau, en suivre toutes les variations, encourager les courants progressistes au moyen de la critique ; on ne peut guère lui demander davantage. » Et c'est ce qu'il fait avec son *Littérature et Révolution*. Sur la base d'une analyse de classe marxiste, plus fine et plus dialectique que celle de ses prédécesseurs, il examine toute la production de ces premières années. Si ses jugements peuvent nous sembler aujourd'hui souvent sévères, ils n'excèdent en rien la critique littéraire, et l'on remarquera que ceux de ces poètes et écrivains qu'il distingue, souvent équilibrant critiques et éloges, sont bien ceux qui sont restés comme les meilleurs. D'ailleurs, certaines des plus grandes œuvres du temps n'étaient pas encore écrites, surtout celles des romanciers et dramaturges qui, eux, allaient vraiment constituer la littérature révolutionnaire. Il semble que Trotsky n'avait pas encore lu Mandelstam. Ni Pilniak, ni Zamiatine, ni Boulgakov n'avaient encore écrit leurs œuvres maîtresses, et surtout Babel n'avait pas encore surgi avec sa *Cavalerie rouge*.

Pourtant, ce sont ceux-là qui sont les plus caractéristiques, avec Maïakovski, de ce que Trotsky comprendra comme « la coupure d'Octobre », que d'autres verront comme coupure de la Première Guerre mondiale, mais dont la Révolution d'Octobre est bien le sommet comme coupure de l'histoire et saisie culturelle des temps modernes. Cela est aisé de vérifier en voyant combien d'auteurs importants d'avant cette coupure, dans le monde entier, ont été incapables de la franchir en leurs œuvres, tandis que les grands de la suite du siècle allaient en surgir.

Anticipant sur les chapitres suivants, il faut remarquer qu'un groupe « Octobre » prit en 1924 la relève du Proletkult moribond, exigeant l'immixtion du Parti communiste dans les affaires littéraires et sa condamnation de tout ce qui n'était pas « littérature prolétarienne », en particulier les « Compagnons de route », tous accusés d'être des réactionnaires, voire des contre-révolutionnaires. Essenine était la principale cible de ce groupe.

La violence d'une telle attaque, à laquelle s'opposa l'éminent critique Voronsky, depuis 1921 directeur de *Nouveauté rouge*, entraîna l'intervention demandée, en une réunion d'un type jamais vu, le 9 mai 1924, à la Maison du Comité central. Avec les représentants de la rédaction de *Au poste*, revue du groupe Octobre, et de celle de *Nouveauté rouge* se trouvèrent de nombreux dirigeants du Bureau politique et de l'Internationale, parmi lesquels se trouvaient Trotsky, Radek, Riazanov, Lounatcharsky et Boukharine. Cela explique la défaite du groupe sectaire dont les dirigeants durent démissionner. Mais la Résolution du parti dans le domaine des belles-lettres, qui fut ensuite adoptée, ne manquait pas d'ambiguïté (bien loin de la netteté

du discours de Trotsky). La direction de la nouvelle organisation, l'Association des Écrivains prolétariens (Vapp), allait reprendre la lutte, et toujours contre Essenine et son groupe, que la résolution avait rétablis dans la popularité des masses. C'est cette Vapp qui, en 1928, va devenir la source du « réalisme socialiste » stalinien.

Bibliographie
Générale

Anweiler (Oskar), *Les Soviets en Russie*, 1905-1921, Gallimard, Paris, 1972.
Body (Marcel), Les *Groupes communistes français de Russie* – 1918-1921, Éd. Allia, Paris, 1988.
Broué (Pierre), *Le Parti bolchevique – Histoire du P.C. de l'URSS,* Éd. de Minuit, Paris, 1963-1971 ; *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)* – Éd. de Minuit, Paris, 1967 ; *Trotsky*, Librairie Arthème Fayard, Paris 1988.
Balabanoff (Angelica), *Ma vie de rebelle*. éd. Balland, Paris, 1981.
Cahiers Léon Trotsky, "*Trotsky 1923 – Naissance de l'Opposition de gauche*", n° 54, décembre 1994.
Deutscher (Isaac), *Trotsky, t. 3 Le Prophète désarmé* – 1921-1929, coll. 10/18, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1979.
Frank (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste*, 1919-1943, 2 vol., éd. La Brèche, Paris, 1979.
Eastman (Max), *Depuis la mort de Lénine*, traduit de l'anglais, NRF, Librairie Gallimard, Paris 1925.
Goussev (Aleksei), "*Naissance de l'Opposition de gauche",* in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54, décembre 1994.
Hallett Carr (Edward), *La Révolution bolchevique – 1. La formation de l'URSS*, trad. Pierre Broué, coll. « Arguments », Éd. de Minuit, Paris 1969.
Kollontaï (Alexandra), *L'Opposition ouvrière*, trad. Pierre Pascal, précédé de *L'opposition ouvrière ou le Guetteur mélancolique* par Jean-Pierre Gélinet, suivi d'une *Biographie de A. Kollontaï*, par Anne Valh, Éd. du Seuil, Paris, 1974.
Lénine, *Œuvres*, t. 32, 33, 35, 36, 42, 45, Éditions sociales, Paris, 1962-1970.
Lewin (Moshé), *Le Dernier Combat de Lénine*, coll. « Arguments » – Éd. de Minuit, Paris, 1978. *Le Siècle soviétique*, Librairie Arthème Fayard Le Monde diplomatique, Paris, 2003.
Morizet (André), *Chez Lénine et Trotsky – Moscou 1921*, La Renaissance du livre, Paris, 1922.
Parti Bolchevik restera Bolchevik (Le), *La Discussion dans le Parti Communiste Russe (décembre 1923-janvier 1924),* Librairie de l'Humanité, Paris, 1924.
Préobrajensky (Eugène), *La Nouvelle économique*, préf. de Pierre Naville, présentation Ernest Mandel, E D I, Paris, 1966.
Rosmer (Alfred) *Moscou sous Lénine*, éd. Pierre Horay – Flore, Paris, 1953.

Serge (Victor), *Vie et mort de Léon Trotsky*, Le livre contemporain, Amiot Dumont, Paris 1951, rééd. La Découverte, Paris 2003 ; *Notes d'Allemagne (1923*), préface et annotations de Pierre Broué, La Brèche, Paris 1990.
Trotsky (Léon), *Staline,* trad. J. van Heijenoort, éd. Bernard Grasset, Paris, 1948 ; *Ma vie*, trad. Maurice Parijanine, Introd. et appendice d'Alfred Rosmer, NRF Gallimard, Paris, 1953 ; *Cours nouveau (1923*), in *De la révolution*, préf. Alfred Rosmer, Éd. de Minuit, Paris, 1963.

Sur Cronstadt

Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt*, éd. du Seuil, Paris, 1975.
Pierre Broué, *Trotsky,* éd. Fayard, Paris 1988, *Le Parti bolchevique*, Éd. de Minuit, Paris, 1963-1971.
La Commune de Cronstadt, Recueil de documents comprenant la traduction intégrale des *Izvestia de Cronstadt,* éd. Bélibaste, Paris, 1969.
Pierre Frank, *Introduction* à *Trotsky et Lénine sur Cronstadt*, Cahier Rouge n° 7, éd. de la Taupe, Paris 1976.
Lénine, *Œuvres*, t. 32, décembre 1920-août 1921. Éditions sociales, Paris – Éditions en langues étrangères, Moscou, 1962.
Ida Mett, *La Commune de Cronstadt, crépuscule sanglant des Soviets*, Spartakus, Paris, 1949.
Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, préface d'Albert Camus, éd. Pierre Horay, Paris 1953.
Alexandre Skirda, *Cronstadt 1921, Prolétariat contre bolchevisme*, éd. de la Tête de feuilles, Paris 1971.
Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits*, 1908-1947, coll. Bouquins, éd. Robert Laffont, Paris 2001.
Voline, *La Révolution inconnue – 1917-1921*, Les Amis de Voline, Paris, 1947.

Arts et lettres

A. Bogdanov, *La Science, l'Art et la classe ouvrière*, trad. Blanche Grinbaum, présentations de Henri Deluy et Dominique Lecourt, éd. François Maspero, 1977.
V. Chalamov, *Les Années 20,* trad. Christiane Loré, avec la coll. de Nathalie Pighetti-Harrison, éd. Verdier, 1997.
F. Champarnaud, *Révolution et contre-révolution culturelles en URSS,* éd. Anthropos, 1975.
B. Goriély, *Les Poètes dans la Révolution russe,* éd. Gallimard, 1934.
A. Lounatcharsky, *Les Destinées de la littérature russe*, Éditeurs français réunis et Éditions du Progrès, Moscou, 1979.
Manifestes futuristes russes, choisis, traduits, commentés par Léon Robel, Éditeurs français réunis, 1971.
A. Sola, *Le Futurisme russe*, P.U.F., 1989.
S. Trétiakhov, *Dans le front gauche de l'art*, éd. François Maspero, 1977.
L. Trotsky, *Littérature et Révolution*, trad. P. Frank et Claude Ligny, préface de Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, Julliard, 1964.

V

LE THERMIDOR SOVIETIQUE ET LA DEGENERESCENCE DU PARTI ET DE L'ÉTAT

Qu'est-ce qu'un Thermidor ?

Ce n'est qu'avec le recul de l'exil que Trotsky put définir comme « thermidorien » le glissement du pouvoir révolutionnaire à un pouvoir bureaucratique de la Révolution, entraînant la dégénérescence de l'État ouvrier.

Il ne fut pas le seul à donner ce nom au phénomène : Joffé, dans la lettre qu'il adressa à Trotsky le 10 novembre 1927, avant de se tirer une balle dans la tête, lui dit son espoir que « le petit événement » de son suicide contribue à arrêter le Parti sur la voie de Thermidor, qu'il voyait encore comme inachevé.

Comme tous les marxistes du temps, Trotsky avait une connaissance profonde de l'évolution de la Révolution française et des raisons de la rupture brutale de son plus haut point de radicalité de 1793 en le reflux politique et social qui suivit immédiatement la chute de Robespierre et de Saint-Just, le 9 Thermidor an II de la République française (24 juillet 1794). De Louis Blanc, Michelet, Jean Jaurès à Mathiez et Lefebvre, les historiens travaillant à partir des plus diverses approches ont donné ce Thermidor comme la fin de la Révolution française, et donné le nom de « thermidoriens » aux hommes et gouvernements qui précédèrent le 18 Brumaire de Bonaparte. Le 9 Thermidor en lui-même ne fut pas une contre-révolution sociale, mais un coup d'État politique d'un type particulier qui, abattant les dirigeants bourgeois radicaux qui tentaient de poursuivre la Révolution en se maintenant en équilibre entre toutes les réactions et les revendications du peuple, vit accéder au pouvoir les représentants d'une couche différente de la bourgeoisie, qui pour défendre ses seuls intérêts, se vit entraînée à une violente contre-révolution sociale contre la révolution du peuple.

Trotsky écrivit en 1936, dans sa *Révolution trahie* : « On sait suffisamment que toutes les révolutions ont jusqu'ici suscité après elles des réactions et même des contre-révolutions qui, il est vrai, n'ont jamais réussi à ramener la nation jusqu'à son point de départ, tout en lui ravissant toujours la part du lion de ses conquêtes. En règle générale, les pionniers, les initiateurs, les meneurs qui s'étaient trouvés à la tête des masses dans la première période sont les victimes de la première vague de la réaction, tandis qu'on voit apparaître au premier plan des hommes du second plan unis aux ennemis d'hier de la révolution. Les duels dramatiques des grands premiers rôles sur la scène politique masquent des glissements dans les rapports entre les

classes et, ce qui n'est pas moins important, de profonds changements dans la psychologie des masses, révolutionnaires la veille encore… »

Ce schéma théorique montre bien l'identité du phénomène français et du russe, et les parallélismes peuvent aisément être poursuivis sur toutes leurs étapes, comme nous le montrerons, des premiers thermidoriens rejetés à une seconde étape de cette réaction, de la difficulté à s'imposer contre les masses toujours révolutionnaires, et jusqu'à ses désastres qui obligèrent au recours à une dictature. Néanmoins, ce sont les différences dans les deux révolutions qui sont les plus importantes, et Trotsky, qui montra dans son *Staline* l'étendue de leurs similitudes, ne l'ignorait pas.

La Révolution française avait été une révolution bourgeoise, mais qui n'aurait pu vaincre sans le soulèvement du peuple des villes et des campagnes qui la porta de 1789 à 1793. Son Thermidor mit fin à une unité révolutionnaire des classes, dont les antagonismes avaient jusque-là été maîtrisés, étape par étape. Cette unité, que Robespierre, à la tête de la dictature jacobine, avait semblé porter le plus loin, avait en réalité déjà été mise à mal par la répression de tous les courants radicaux, et finalement de ceux qui furent flétris du nom d'« exagérés », puis par l'écart pris à l'égard de la sans-culotterie, ce qui priva finalement les Jacobins d'une base populaire contre leurs adversaires. Et ceux-ci, les thermidoriens, dirigeants politiques nettement hostiles à ce qui était les conquêtes démocratiques populaires, égalitaristes, et qui allaient former le Directoire, se mirent au service d'une bourgeoisie férocement anti-ouvrière, commençant là son accumulation primitive du capital. Puis, dans son incapacité à gouverner, elle trouva le dictateur militaire, Napoléon Bonaparte, qui mit de l'ordre à son activité économique et la servit jusque dans ses guerres.

La Révolution soviétique, au contraire, avait obtenu la victoire contre la bourgeoisie, par l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, dont les intérêts étaient parallèles et non antithétiques. S'ils s'opposèrent, ce fut du fait des ravages de la guerre et de la ruine économique. Cette paysannerie, classe archaïque, ne possédait en elle-même ni perspective ni capacité de fonder une nouvelle société, et de son propre mouvement tendit, à partir de la possession de la terre, à revenir aux rapports bourgeois primitifs dans la crise de 1921, par la liberté que lui en accorda la NEP. Ainsi, à l'inverse de la France où la totalité du peuple ouvrier et de la petite paysannerie tendait à pousser la révolution plus loin que ne le voulait la bourgeoisie, la paysannerie russe pesa à contresens de la poursuite de la révolution dans son mouvement de stagnation.

Le Thermidor soviétique, comme celui de France, fut une sorte de coup d'État à l'intérieur du parti au pouvoir qui, dans les deux cas, ne laissa pas apparaître immédiatement son soubassement social, mais sembla seulement un conflit politique.

En France, c'est ce contenu politique du 9 Thermidor qui apparut publiquement, presque instantanément, du fait de la violence sanglante qui dressa contre les dirigeants de la Terreur révolutionnaire tous les députés qui voulaient y mettre fin, « terroristes » criminels

menacés d'y succomber, corrompus et modérés mêlés, nombre d'entre eux ignorant totalement qu'ils n'allaient pas continuer la révolution.

Le Thermidor russe n'eut pas de jour, et c'est dans l'obscurité de l'appareil du Parti qu'on le distingua à peine comme une simple lutte pour le pouvoir, dans une situation, certes grave, mais où les solutions à y apporter ne semblaient pas présenter de divergences considérables. Et il est certain que les thermidoriens russes, plus que les français, méconnaissaient les forces sociales qui allaient permettre le succès de leur coup d'État.

À l'inverse du Thermidor français, le russe ne pouvait pas se faire pour assurer et développer le pouvoir de la classe victorieuse, mais contre elle, par sa mise en tutelle et son exploitation au profit d'une immense caste parasitaire alors seulement en formation. Trotsky, parce que théoricien marxiste de cette révolution, comprit que ces purs apparatchiks, pour assurer leur pouvoir alors qu'ils ne disposaient d'aucune base sociale naturelle, ne pourraient y parvenir sans être entraînés à subir toutes les forces rétrogrades que suscitait l'isolement d'une révolution prolétarienne dans un seul pays arriéré. Il pensa sur le moment que la société soviétique retomberait bientôt dans le capitalisme. Il ne pouvait prévoir, à la veille de son assassinat, que le type de système totalitaire sans précédent qui jugulait alors par la terreur les contradictions sociales créées par le Thermidor de 1924-1927, allait réussir à tenir cinquante ans grâce à la destruction totale des bases du grand capital par la révolution, et à la concentration nationale de toutes les grandes forces productives. C'est l'impossibilité de comprendre cet imprévisible qui fit longtemps hésiter Trotsky quant à fixer le moment de réalisation du Thermidor soviétique.

Naissance d'une idéologie religieuse : le « léninisme »

Sous le choc de l'annonce de la mort de Lénine, Trotsky, qui espérait toujours sa guérison, fut profondément bouleversé, comme cela apparaît bien dans les deux pages émouvantes qu'il écrivit le lendemain à la demande des militants de Tiflis. Sur-le-champ, sa réaction fut de revenir immédiatement. Ce qu'il écrivit par note chiffrée au Kremlin : « J'estime nécessaire de rentrer à Moscou. Quand auront lieu les funérailles ? » La réponse lui arriva une heure plus tard : « Les funérailles auront lieu samedi. Vous ne pourriez revenir à temps. Le Bureau politique estime qu'à cause de l'état de votre santé, vous devez poursuivre votre voyage à Soukhoum. Staline. » Ce n'est qu'à son retour, et tremblant de fièvre sous les couvertures, qu'il découvrit qu'il avait été joué, empêché d'assister aux funérailles qui eurent lieu le lundi, et où son absence apparut comme incompréhensible à tout le monde.

C'est une preuve de plus de sa fixation de douleur et d'inquiétude sur cet abîme qu'ouvrait cette mort, qu'il n'ait pas mis en doute l'information communiquée par un Staline, dont il va se demander s'il n'a pas empoisonné Lénine. Staline avait dû bien s'amuser en trouvant le moyen de l'exclure d'un deuil auquel participèrent pendant trois jours des milliers et des milliers de personnes, tout un peuple, des

vieillards aux enfants, venant parfois des lointaines provinces, attendant des heures les pieds dans la neige boueuse pour défiler devant le cercueil ouvert, et veillé le premier jour par la garde d'honneur de Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, Tomsky et Staline, personnifiant le pur léninisme.

Ces funérailles furent la première manifestation d'un culte. L'oraison funèbre avait été prononcée par Staline sous la forme d'une litanie, scandant les enseignements de Lénine selon la forme de celles de l'Église. L'ancien séminariste comprenait qu'il fallait jouer sur les profondeurs de la religiosité slave, pour qui le tsar avait été pendant des siècles le représentant de Dieu sur la terre. Il allait séculariser un tel culte. Il organisa cela dès les jours suivants. Contre Kroupskaïa, contre ses complices de la troïka même, il imposa la momification de Lénine et son exposition dans un mausolée. C'était, comme dans *Ma vie* l'écrivit Trotsky, qui avait protesté contre son édification, « indigne et offensant pour la conscience révolutionnaire », cesser de le considérer « comme un leader révolutionnaire pour ne plus voir en lui que le chef d'une hiérarchie ecclésiastique. […] À l'aide du cadavre embaumé, on combattit le vivant Lénine et on combattit Trotsky ». Le 21 janvier devenait jour de deuil national, Pétrograd devint Leningrad. Quand on se souvient que Pierre le Grand avait nommé sa ville Saint-Pétersbourg, russifiée seulement en 1914 en Pétrograd, le changement en Leningrad y transportait son contenu de sanctification.

Au plan supérieur, le « léninisme » allait être une dogmatisation de l'œuvre. Comme l'écrit encore Trotsky : « Les livres officiels publiés sur Lénine devinrent autant de mausolées. Sa pensée fut découpée en citations destinées à la prédication du mensonge. » L'œuvre fut réduite à des extraits, à des phrases choisies et adaptées selon les besoins, et dont seuls les disciples fidèles étaient détenteurs du sens, dans le cadre d'une histoire de saint, sans cheminement ni évolution, et opposé à son contraire absolu, son diable, Trotsky, devenant l'erreur incarnée.

Faire passer tout cela à la vieille garde allait être difficile. Au sommet, Kroupskaïa s'indigna. Dans la *Pravda* du 30 janvier, elle s'opposa à « toutes les formes de révérence externe » : cérémonies, baptêmes de villes et monuments, affirmant que la seule façon d'honorer sa mémoire était de construire « des crèches, des jardins d'enfants, des maisons, des écoles, des bibliothèques, des centres médicaux, des hôpitaux, des hospices » et de mettre ses principes en pratique. Lettre morte ! Elle n'avait aucune fonction de direction. Il fallait la museler.

Alexandre Barmine, l'ex-petit soldat rouge d'Ukraine et de Pologne, alors devenu consul en Perse, nous a laissé un exemple assez typique de la manière dont sa génération reçut la nouvelle de la mort de Lénine : « J'avais sous les yeux un portrait officiel de Lénine, il me semblait que je ne l'avais encore jamais vu. Et, longtemps, dans la nuit tombée, j'arpentais seul les chambres vides. Je n'avais jamais éprouvé pareille émotion, pareille angoisse qu'au bord des fosses communes où l'on ensevelit, en tas, les soldats compagnons de la veille, hier encore tout pleins de vie… Qu'allons nous devenir

maintenant ? Qui tiendra le gouvernail de ce grand bateau parti vers l'avenir, avec ses voies d'eau insuffisamment aveuglées, son équipage inexpérimenté, sa machinerie usée, ses jeunes ingénieurs audacieux ? Quelques hommes nous restaient : Trotsky, Dzerjinski, Piatakov, Rykov, Boukharine, Radek… Je ne pensais guère à Staline, car, peu connu, il ne semblait pas, en 1924, capable de tenir un rôle de premier plan. Zinoviev et Kamenev disputeraient certainement à Trotsky la succession morale de Vladimir Ilitch ; mais, aux yeux de ma génération, ils n'y avaient point droit. » Ce droit, ils allaient le prendre. Mais il leur fallut pour cela joindre la ruse à la violence.

Pour fermer la voie de la succession de Lénine, dont le titre était de Président du Conseil des commissaires du peuple, on y glissa Rykov, son vice-président, titre plus honorifique que fonction, celle, réelle, qu'il occupait alors étant la présidence du Conseil supérieur de l'Économie nationale. Comme Trotsky avait refusé cette vice-présidence, précisément parce que ce n'était alors qu'un titre, les triumvirs ne pouvaient que se réjouir de régler aussi facilement le problème sur le plan formel.

Mais il fallait l'éloigner encore plus du pouvoir en le délogeant de son Commissariat à la Guerre. Ils lui envoyèrent à Soukhoum une délégation du Comité central, composée de Tomsk, Frounzé, Piatakov et Goussev, pour discuter avec lui d'une décision déjà prise : celle de la mutation de son vice-commissaire et fidèle Skliansky, de ce poste qu'il occupait depuis le début de la guerre, à une fonction mineure dans le secteur économique, et son remplacement par Frounzé, vieux bolchevik et éminent chef militaire, qui alors commandait les troupes d'Ukraine. Les qualités de celui-ci, bien que ne préjugeant en rien de celles d'administrateur requises pour ce nouveau poste, ne permirent pas à Trotsky de s'y opposer. Mais le but de l'opération était clair pour lui, sachant Frounzé proche de Zinoviev, l'isoler et l'entraver au sommet de sa direction.

Nous avons vu que Lénine voulait une réduction du Parti à un maximum de 400 000 membres, mais prolétarisé par l'entrée d'ouvriers triés sur volet. Trotsky avait repris l'urgence de cette prolétarisation. Le Comité central décida d'y répondre à sa façon par une « levée léniniste » massive. Ce fut la « Promotion Lénine » de 250 000 ouvriers et jeunes, sans formation, ni expérience, ni indépendance d'esprit, bonne matière mentale docile aux autorités, dans un Parti qui augmentait d'un seul coup de 50 %, jusqu'à 750 000 membres, dont 57 % d'illettrés !

Au printemps, Trotsky se trouva rétabli et rentra à Moscou. Le 13e Congrès du Parti allait avoir lieu à la fin mai. Pour le préparer, une réunion du Comité central, élargie aux chefs de délégations du congrès eut lieu, et il y participa. Elle avait été nécessaire, Kroupskaïa ayant communiqué à Kamenev tous les documents du « Testament » de Lénine, y compris le dernier exigeant l'expulsion de Staline du secrétariat général. Sans communication au Parti, Kroupskaïa aurait été maîtresse de le rendre public. Les participants à cette réunion furent abasourdis à sa lecture, dont on exigea qu'on n'en prît pas de notes. Malgré son sang-froid ordinaire, Staline, qui ignorait le dernier

texte, ne put cacher l'effet du coup. Il offrit de démissionner. Zinoviev et Kamenev sauvèrent leur futur bourreau en expliquant que, si la parole de Lénine était « sacrée », lui-même aurait tenu compte des efforts accomplis depuis par Staline pour s'amender, ce dont ils étaient les témoins. Zinoviev, non seulement ne pouvait accepter de voir la troïka rompue sans qu'aussitôt ce ne fût un succès pour Trotsky. Mais, comme Deutscher l'a suggéré, l'abaissement moral porté à Staline par ce texte de Lénine assurait à Zinoviev sa prééminence parmi les triumvirs. Malgré l'indignation de Kroupskaïa, celui-ci proposa qu'un vote décide qu'il ne serait pas tenu compte de ces documents et que Staline conserverait ses fonctions. Cela impliquait la non-communication des derniers textes de Lénine au Congrès et au Parti.

Trotsky n'intervint pas, et à nouveau tous ses critiques ont vu là une attitude suicidaire. C'est vrai, mais c'est encore juger le passé par l'inimaginable qui suivit. Il avait donné une explication de son attitude à Radek, dès la lecture des textes. Ce dernier, assis à ses côtés, lui avait glissé : « Maintenant, ils n'oseront pas aller contre vous. » Et il lui avait répondu : « Au contraire. Il leur faudra aller jusqu'au bout, et même le plus vite possible. » Si Kroupskaïa réagissait de toute son indignation, Trotsky savait que nulle intervention ne changerait la docilité de ce Comité central élu au 12e Congrès, aux décisions d'un Bureau politique que la troïka tenait en main. Il laissa la comédie indigne suivre son cours.

Et le 13e Congrès confirma son pronostic. Son thème principal, préparé par une conférence en janvier, fut la condamnation de l'Opposition et de Trotsky. Plus sélectionné encore que le précédent, le congrès se déchaîna contre lui. Zinoviev, n'ayant même plus à feindre la volonté de démocratisation, prononça ce qu'allait être désormais le parti qui ne l'avait pas exclu quand il s'était exprimé publiquement contre la prise du pouvoir : « Un parti monolithique est aujourd'hui mille fois plus nécessaire que jamais. » Et, conséquent, il exigea ce qui précédera désormais toute exclusion : que Trotsky, devant le congrès, abjure ses erreurs, et « qu'il ne saurait y avoir de paix dans le Parti tant que Trotsky n'aurait pas abjuré ». Il était toutefois allé trop loin, trop tôt. Même ce congrès-là en fut choqué et la masse des délégués se leva et fit une ovation à Kroupskaïa qui, sans soutenir Trotsky, protesta avec indignation contre une telle exigence « psychologiquement impossible ». Zinoviev aurait voulu l'exclusion immédiate. Staline, d'avance, s'y était opposé : il tenait à garder un tel adversaire, complètement isolé, dans le cadre de l'appareil.

Trotsky ne parla qu'une fois, avec calme et mesure, quoique, selon Max Eastman présent dans la salle, son visage fût crispé et marqué de « signes de souffrances jamais vus ». Il refusa de retirer aucune de ses critiques et d'ailleurs rappela l'accord de tout le Bureau politique sur le *Cours nouveau* et défia ses membres de trouver dans tout ce qu'il avait écrit jusque-là une contradiction avec ce qui avait été décidé en commun le 5 décembre. Il se distingua des 46 et renouvela son accord avec l'interdiction des fractions, dont il admettait la non-différence avec les « groupes ».

Krylenko, le 11 décembre, lors de la conférence des militants de Moscou, avait, lui, parfaitement fait la différence entre fractions et groupes, disant : « Le droit de s'unir sur des plates-formes déterminées est pour la démocratie à l'intérieur du parti un droit intangible sans lequel elle n'est plus qu'une phrase vide. » Mais, pour une raison opposée à celle de Staline, Trotsky ne voulait pas donner à la direction thermidorienne un fondement formel à son exclusion. C'est pourquoi il ne revint pas sur cette interdiction qui avait été établie sous Lénine, mais en refusant le formalisme où on le poussait d'affirmer qu'il « avait raison contre le Parti », il se contenta de répondre à l'exigence de reconnaître ses erreurs : « Je ne peux pas le dire, camarades, parce que je ne le pense pas. » Ces simples mots rendirent furieux ses vainqueurs. Puis il se retira et, devant une assemblée de pionniers rassemblés sur la Place Rouge, il prononça un discours (qui fut annexé aux actes du congrès) où il salua en eux la « nouvelle équipe » qui viendrait un jour dans l'atelier de la révolution pour remplacer ceux qui avaient vieilli, qui s'étaient usés et corrompus.

Préobrajensky, lui l'ouvrier qui avait eu la position juste contre Kamenev et Staline en mars 1917, fut plus violent que Trotsky, dénonçant les perversions bureaucratiques. Il avait demandé au congrès de reconsidérer la résolution de la 13e Conférence qui avait taxé l'Opposition de « déviation petite-bourgeoise ». Il n'en fut naturellement rien et, au contraire, *le Bolchevik* du 5 juin la qualifia de « demi-menchevisme intérieur, quart de menchevisme, mille fois plus dangereux que le menchevisme cent pour cent », ce qui allait être désormais la définition du « trotskysme ».

La « bolchevisation » de l'Internationale

Lors du 3e Congrès de l'Internationale, Lénine avait nettement condamné les « Thèses sur les structures, les méthodes et l'action des partis communistes », car pour lui elles ne proposaient qu'une imitation mécaniste du système bolchevique qui, imposées en bloc par une décision centrale sans traditions correspondantes, risquait d'entraver leur développement au lieu de les favoriser.

C'est pourtant ce que fut la bolchevisation.

Pour toute l'Internationale, Trotsky et Lénine étaient ses deux grands fondateurs et dirigeants. Lors de ses quatre premiers congrès, c'est la voix de Trotsky qui montrait l'état de la révolution dans le monde, ses perspectives et le chemin à suivre. Lors du 4e Congrès de l'Internationale, il avait prévu qu'un reflux, pour lui momentané, de la vague révolutionnaire conduirait à une stabilisation relative de la société bourgeoise sous le signe de l'idéologie démocratico-pacifiste, et qu'on aurait en France un gouvernement de « bloc des gauches », en Angleterre un gouvernement travailliste, et un retour du « wilsonisme » aux États-Unis, et qu'il fallait en profiter pour préparer des partis communistes solides pour la période suivante, pratiquant la politique de front unique sur toutes les luttes possibles. Non seulement cette perspective se confirma, mais les gouvernements anglais et

français allaient établir des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS.

Sous la direction de Zinoviev, contre la politique de Trotsky taxée de droitière, un gauchisme entraîna l'isolement des partis communistes et des aventures.

Cela avait commencé en Bulgarie. En juin 1923, le puissant Parti communiste dirigé par Kolarov, Kabaktchiev et Dimitrov était resté neutre devant la destruction, par un professeur Tsankov, appuyé sur une ligue militaire, du parti paysan petit-bourgeois de Stanbouliski, alors au pouvoir sous le tsar Boris III. Et quand, en septembre, le parti reconnut son erreur et déclencha, avec l'accord du Comité exécutif, l'insurrection contre la dictature de Tsankov, resté isolé, il fut à son tour écrasé. Ce qui lui coûta de 5 000 à 15 000 morts.

Nous avons vu comment Zinoviev avait brisé la direction du parti allemand après la défaite de la révolution de 1923, au profit de la gauche dure de Ruth Fisher. Il ne tira aucune leçon de la crise du parti italien qui avait facilité la prise de pouvoir par Mussolini en octobre 1922 (d'ailleurs comprise comme ne pouvant durer), et où le Parti communiste, ayant exclu la gauche de Bordiga – que Zinoviev tenait pour trotskyste –, ce parti réduit et sans grande implantation se garda du front unique après l'assassinat, le 10 juin 1924, du député socialiste Matteotti par les Chemises noires. Ce crime avait soulevé une profonde indignation dans les masses. De simples appels du Parti communiste à la démission du gouvernement et au désarmement des milices restèrent sans écho. Son jeune dirigeant Gramsci crut finalement trouver une voie moyenne par l'appel à un « front unique à la base » (concept qui a eu de l'avenir) et à la grève générale. Cela laissa aussi quasi immobile un prolétariat qui attendait bien autre chose, et permit à Mussolini de contre-attaquer et de consolider son pouvoir.

Ce fut pire encore en Estonie. Tout simplement un soulèvement armé, parfaitement blanquiste, déclenché le 1er décembre 1924, fut brisé en quatre heures et coûta 500 morts, civils et militaires prolétariens, et autant d'emprisonnés.

Lors du 5e Congrès qui s'était tenu du 17 juin au 8 juillet 1924, Zinoviev avait annoncé que la période de stabilisation des États bourgeois d'Occident n'allait pas durer, et qu'il y aurait avant longtemps une nouvelle offensive de contre-révolution bourgeoise, où l'URSS se retrouverait en situation d'état de siège. D'où la nécessité du durcissement des partis de l'Internationale. Il fallait en finir avec la politique du « front unique » ! Après que Staline eut donné la social-démocratie et le fascisme comme des frères jumeaux, c'est Zinoviev qui tira de la défaite de la révolution allemande (d'ailleurs non reconnue comme telle) la leçon que la social-démocratie était devenue en Allemagne une aile du fascisme. Il n'en déclara pas moins : « Les perspectives politiques générales demeurent essentiellement celles d'autrefois. La situation porte en elle-même la révolution. De nouvelles batailles de classes sont déjà de nouveau en cours, une lutte géante se déroule. »

En décembre 1923, au cours d'une assemblée générale des militants de Moscou, Radek avait mentionné que les directions des partis français, allemand et polonais avaient manifesté leur sympathie non seulement pour Trotsky mais pour les 46. La direction polonaise fut particulièrement nette et précise dans ses mises en garde développées, et dont un texte, en ce début de décembre, précisait : « Le nom du camarade Trotsky est pour notre parti, pour toute l'Internationale, pour l'ensemble du prolétariat révolutionnaire mondial, indissolublement lié à la révolution d'Octobre. Nous ne pouvons admettre la possibilité que le camarade Trotsky puisse se trouver hors des rangs de la direction du Parti communiste russe et de l'Internationale. Nous sommes cependant inquiets à l'idée que les discussions puissent dépasser le cadre des problèmes concrets en discussion, et de quelques déclarations publiques de dirigeants responsables du parti qui justifient les pires inquiétudes. » Au présidium de l'I.C. de janvier, son dirigeant Edward Prochniak, à propos des responsabilités non établies de l'Exécutif dans la défaite de la révolution allemande, avertissait : « Depuis que Lénine, le dirigeant le plus important du prolétariat révolutionnaire mondial ne prend plus part à la direction de l'Internationale, et depuis que l'autorité de Trotsky, dirigeant reconnu du prolétariat révolutionnaire mondial, a été mise en question par le parti communiste russe, il existe le danger que l'autorité de la direction de l'Internationale communiste soit ébranlée. » Et il dénonçait les accusations d'opportunisme portées contre Radek.

La violence de la réaction des thermidoriens fut à la mesure de leur terreur de voir se former une opposition internationale. Dès le début du 5e Congrès, une commission polonaise voit Staline, jusqu'alors caché derrière Zinoviev, révoquer toute la direction de ce parti au nom de leur refus de condamner Trotsky et l'Opposition. Cela était sans précédent.

Nous avons vu que le problème de la direction allemande avait été réglé d'avance. Sa nouvelle dirigeante, Ruth Fisher, se chargea du procès de Brandler et de Radek. Avant même la défaite du parti italien du fait de la victoire du fascisme, Zinoviev avait sélectionné, pour rester à Moscou, les éléments les plus faibles de la délégation du 2e Congrès. Son rôle dans la scission de ce parti est resté obscur. En 1924, sous la pire répression, Mussolini fut l'invité de l'ambassade soviétique. Angelica Balabanoff, elle la Grande-Russe « italienne », en exil en Autriche, apprenait par un numéro de la *Pravda* qu'elle était expulsée du Parti bolchevik en raison de ses idées mencheviques et de sa collaboration avec un journal social-fasciste… Elle précisa : « Je n'avais jamais appartenu à aucune organisation menchevique et "le journal social-fasciste" en question n'était autre que *l'Avanti*, dont le siège venait d'être attaqué et brûlé pour la troisième fois par les Chemises noires ! […] J'étais le premier exemple d'une révolutionnaire, internationalement connue, chassée de cette manière. Il était par conséquent nécessaire de promulguer un décret qui coupât court à toute discussion. Ce décret établissait que mon adhésion avait

été un malentendu, une erreur depuis le début, et une honte pour le Parti. »

Des partis européens les plus importants de l'Internationale, seul le parti français, premier formé, n'avait pas connu de situation révolutionnaire. Le 2 février 1923, Zinoviev écrivait à Humbert-Droz, le délégué de la section suisse qu'on appellera « l'œil de Moscou » : « La section française, on peut le dire sans exagération, est maintenant notre section la plus importante. Elle tient, jusqu'à un certain point, le sort de l'Internationale communiste entre ses mains. » Il va procéder à sa bolchevisation d'une main de maître.

Sa facile constitution, par la scission du Parti socialiste au Congrès de Tours de 1920, lui avait fait hériter à la fois de quelques-uns de ses dirigeants social-patriotes de la veille, leur « conversion » leur permettant de garder leurs postes, grâce à la confiance de leur base. D'autre part, comme dans la plupart des partis européens de l'Internationale, les militants, s'ils étaient des révolutionnaires violemment hostiles aux directions réformistes qui les avaient dupés, étaient loin d'être communistes au sens léniniste du mot. Ainsi, en janvier 1922, leur majorité avait voté le refus de la politique de front unique décidée par l'Internationale. Pendant deux ans, l'Internationale, avec patience, et surtout par la voix de Trotsky, s'efforça de conseiller, puis de critiquer, et de plus en plus vivement, mais en vain, les erreurs de cette direction. Ce fut en particulier le cas pour la passivité du parti devant la grande grève de cent dix jours des dockers du Havre, qui se termina le 28 août 1922 par l'intervention de l'armée, avec quatre morts et de nombreux blessés. Pour la direction droitière, c'était là une question économique qui ne concernait que les syndicats. Plus caractéristique encore fut le refus de la politique « coloniale » de l'Internationale par la section de Sidi-bel-Abbès, composée de Français. Selon eux, une victoire révolutionnaire des indigènes ne pourrait que les ramener à la féodalité.

Dès la mi-année, la perte de 30 000 membres par le parti français aboutit à l'apparition de trois fractions. À la majorité de droite s'opposait une gauche, dont les membres élus avaient démissionné du comité directeur au congrès de Marseille de décembre 1921, en soutien à la non-élection de Souvarine, récemment revenu de Moscou. Enfin, un centre de sociaux-démocrates prudents, dont Cachin était le type, mais où restait aussi Frossard, adversaire du front unique. Pour éviter une scission du type italien, le Comité exécutif s'efforça d'établir un bloc du centre et de la gauche pour désarçonner la droite, hostile aux conditions d'adhésion de l'Internationale. En octobre 1922, le Centre réussit à faire élire un Comité directeur composé de ses seuls membres. C'était défier l'Internationale. Cachin fut sommé de participer au 4e Congrès mondial, auquel Lénine participa au sein de la commission française, avec Trotsky, Zinoviev, Manouilski et Humbert-Droz. La résolution qui en était sortie avait exigé l'exclusion des membres qui ne respectaient pas les 21 conditions d'adhésion, et en particulier restaient membre de la franc-maçonnerie, cette agence de la bourgeoisie. Le Parti fut délivré de sa droite, et en même temps de Frossard, qui démissionna. Sur leurs

talons, Monatte, le vieux syndicaliste révolutionnaire, ami de Rosmer, était entré dans le parti, ainsi que l'écrivain Barbusse. Il était temps que l'aile gauche prenne le pouvoir, d'autant que les pertes de la scission avaient été minimes.

Il était vraiment temps, car le parti français allait se trouver devant sa première grande épreuve, l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, ce qui avait des caractères de reprise de la guerre mondiale, avec, du côté allemand, une totale incapacité à résister militairement, et alors que la révolution se préparait. Ce fut la première fois dans l'histoire que les révolutionnaires de deux pays en conflit allaient combattre conjointement et solidairement, chacun contre son État bourgeois, en même temps que les Français, d'un côté se battaient contre l'agression de leur propre État, et en face, les Allemands, en défense critique de leur territoire. Le 7 janvier 1923, avant même l'entrée des troupes françaises dans la Ruhr, les délégués des partis allemand, français, belge, hollandais, italien et tchèque s'étaient réunis à Essen. C'était là la démonstration pratique de l'internationalisme du Komintern (celui qui aurait dû jouer en 1914). Le Parti français apparut à la hauteur de son communisme. *L'Humanité* publia un manifeste titré « Contre la piraterie capitaliste ». Dans une telle occurrence, c'est le comportement des militants plus que celui des dirigeants qui est décisif, et ce furent en effet les militants des Jeunesses communistes qui, sur le terrain, à la fois dans le travail auprès des soldats français et des civils allemands, menèrent un travail remarquable. Il y eut des fraternisations, des refus d'obéissance, entraînant l'arrestation de 15 soldats et de 130 civils allemands qui totalisèrent 130 années de prison, dont 10 pour Lozeray dirigeant des Jeunesses communistes, tandis que des soldats allemands étaient fusillés, ainsi que le jeune fasciste Schlageter, dont les nazis allaient faire leur idole. En France même, les deux dirigeants des Jeunesses communistes, Laporte et Péri, furent arrêtés, ainsi que Cachin et Treint pour le PCF, Sémard et Monmousseau pour le CGTU, ces quatre derniers, déférés au Sénat siégeant en Haute Cour, sous l'inculpation de complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État.

L'action internationale se gâta avec la publicité faite en France des tentatives du Parti communiste allemand de gagner les militants nazis. L'admiration de leur courage dans la lutte avait impressionné jusqu'à Radek, et c'est ce qui fut assimilé à une unité d'action.

Une semaine de protestation internationale, du 15 au 22 avril, décidée à Francfort, tomba à plat en France après une préparation insuffisante. Les adultes du parti n'avaient pas été au niveau de ses jeunesses, et la classe ouvrière restait encore largement anti-allemande. C'est sans doute en mesurant cet échec du PCF, qui en revanche se renforçait de la répression, que le gouvernement de Poincaré se donna le luxe de libérer Cachin en juin, et Marty après ses quatre années et trois mois de prison, suivies de son amnistie. La période de recul pointée par Trotsky se vérifiait. La défaite de la révolution allemande y mit le point final.

Mais nous savons que ce n'était pas le point de vue de Zinoviev. Il avait attendu la mort de Lénine pour lancer son opération de bolchevisation des partis de l'Internationale. Il en avait déjà constitué l'encadrement, avec l'appointement de nombreux permanents que Marguerite Rosmer décrivait ainsi à Humbert-Droz : « des fonctionnaires sortent de tous côtés, qui sont pour la majorité incapables, dépourvus de sens politique, et qui se rangent toujours du côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage ». Mais d'où sortent-ils ? Il faut ici se souvenir de la découverte par Angelica Balabanoff de ces agents « sans rien de commun avec le mouvement ouvrier [qui] partaient en missions secrètes, munis de sommes énormes ». Maurice Laporte en avait rencontré à son grand scandale.

Ce Maurice Laporte a été rayé de l'histoire du fait que, comme Doriot, mais avant lui, sa rupture sur la gauche avec le PCF et l'Internationale au cours de la bolchevisation, se retourna rapidement, sous le coup des insultes et calomnies, en anticommunisme et, plus tard, jusqu'à la collaboration avec l'occupant nazi. Cela a masqué sa biographie de 1917 à 1925, et l'apport de son livre au mauvais titre de *Mystères du Kremlin*, paru en 1928. Il commençait par l'affirmation que « la Révolution Russe […] est morte avec l'apparition du Nepman et du Koulak », et que « Staline est le fossoyeur du communisme ». Pour finir, il opposait Panaït Istrati à Barbusse, et annonçait un autre livre titré *Thermidor* ! Ce fut *Espions rouges* ! En un an, il était passé de la dénonciation des thermidoriens à celle de tout le communisme. Dans le premier, mêlés à des révélations éclairantes sur la rapidité de la bureaucratisation du PCF, on voit les germes d'une dérive dont la source était sa médiocre formation marxiste, combinée à des traits spécifiques de la vieille culture socialiste française, ce qui caractérisait nombre de premiers communistes français. En effet, cet ouvrier tourneur, dès 1914 en contact avec des ouvriers socialistes, l'était devenu lui-même en 1916 et se battit contre les heures supplémentaires de guerre en 1917. Déjà membre des Jeunesses ouvrières en 1919, il le fut à la fin de l'année des Jeunesses socialistes de Puteaux, et il sera en janvier 1920 un des animateurs du comité pour leur adhésion à la IIIe Internationale, et en avril pour l'adhésion immédiate à l'Internationale communiste des jeunes, sans attendre la décision du Parti socialiste, au congrès du 31 octobre. Laporte était devenu membre du Comité national de la Fédération nationale des Jeunesses socialistes-communistes, puis l'un des délégués au congrès de Tours, enfin secrétaire général, et permanent des Jeunesses communistes. En février 1921, gérant du *Conscrit*, il fut arrêté pour provocation de militaires à la désobéissance. En liberté provisoire en avril, en mai il assista au 3e Congrès de l'Internationale. Le même mois, il avait été désigné pour siéger, pour les JC, au Comité directeur du Parti, avec droit de vote. Il fut de la gauche, adversaire décidé de Frossard et pour l'exclusion de la droite, il fut nommé membre de la commission financière. En 1923, il assista au 4e Congrès de l'Internationale et au 3e Congrès de l'Internationale communiste des Jeunes. Enfin, en 1923, il participa à la conférence d'Essen qui préparait la lutte dans la Ruhr. Mais il fut arrêté de nouveau, pour le

même délit qu'en 1921, dans la même fournée que les principaux dirigeants du parti. Puis ce fut le tournant. Peu après, il abandonnait sa direction des Jeunesses et ne fut chargé par le Parti que d'une tâche régionale. Que s'était-il passé ?

Ses *Mystères du Kremlin* nous l'apprennent. C'est l'affaire de la Ruhr qui, liée bientôt à l'apparition de l'Opposition de Gauche en URSS, l'entraîna lui-même dans une opposition où se mêlait un moralisme petit-bourgeois à un internationalisme déficient. Il faut pourtant prêter attention au reproche de peu de sérieux dont il accuse les militants français et internationaux, et surtout les appels à la désertion de soldats français qui pouvaient les conduire à la mort. Cela, ajouté à tous les efforts du Komintern pour créer un appareil secret d'espionnage, lui apparut comme une transformation de l'Internationale en une machine au service des intérêts généraux d'un nouvel empire russe. De même, il est intéressant qu'il reconnaisse que les sommes considérables qui arrivaient au PCF, de 1920 à 1923, par la voie de messagers au comportement d'aventuriers plus que de militants, et souvent peu soucieux de l'exactitude des sommes, allaient à des destinations militantes précises (dont le financement de journaux peu vendus, et de remplacement des cotisations peu payées, y compris à sa JC), et que les représentants du Komintern étaient là pour surveiller leur usage. Mais après 1923, d'après lui, il n'y eut plus ni reçus ni précisions sur l'utilisation de ces fonds (au scandale, dit-il, de A. Zalewski, « œil de Moscou » comme Humbert-Droz), et les salaires des permanents commencèrent à s'élever considérablement, alors que les cotisations reçues étaient infimes. Si l'aide internationale à un jeune parti était légitime, les thermidoriens, et d'abord Zinoviev, en firent un instrument de sélection et de maniement des cadres.

Il semble bien que Laporte quitta le PCF à la fin de 1924 ou en 1925, soit après les exclusions des cadres de gauche du parti français. Son cas est typique des effets désastreux de la bureaucratisation organisée par des thermidoriens bolcheviks, et par Zinoviev au premier chef.

La bolchevisation du PCF avait commencé par l'élimination de Souvarine, qui avait publié une traduction du *Cours nouveau*, et avait défendu Trotsky et l'Opposition au 13e Congrès du PC russe. Il fut exclu sur décision du 5e Congrès du Komintern. Puis ce fut le tour du grand Rosmer, et de son ami Monatte, pour avoir dénoncé la bolchevisation. L'isolement où de tels cadres allaient se trouver, au-delà de l'insuffisance de l'information dont ils disposaient pour mener la lutte contre un cours alors gauchiste, et les textes de Trotsky ne leur étant pas parvenus, s'explique aussi par le bas niveau de la formation marxiste des militants, dont la confusion intellectuelle d'un dirigeant de premier plan comme Laporte est une des manifestations. Et une évolution telle que la sienne va se répéter à d'innombrables cas, à chaque étape, et jusqu'à l'effondrement de l'URSS.

Pour diriger à l'aise l'Internationale, on voyait maintenant des cadres de partis vaincus être chargés du contrôle des partis récalcitrants. Le cas le plus typique est celui de Bela Kun devenu, par le mérite de la défaite de la révolution hongroise et de son parti exterminé, haut cadre à la fois docile et tout-puissant du Comité exécutif de l'Internationale.

Sur le vide des cadres communistes de la première heure, Zinoviev avait préparé une relève. Rosmer en expliqua la méthode : « Au moyen d'émissaires qu'il dépêchait dans toutes les sections, il supprimait toute opposition dès avant les congrès. Partout où des résistances se manifestaient, les moyens les plus variés étaient employés pour les réduire : c'était une guerre d'usure où les ouvriers étaient battus d'avance par les fonctionnaires qui, ayant tout loisir, imposaient d'interminables débats. De guerre lasse, tous ceux qui s'étaient permis une critique et qu'on accablait du poids de l'Internationale cédaient provisoirement ou s'en allaient. »

En France, le secrétaire devint Albert Treint, par la grâce de Manouilski, secrétaire du Comité exécutif de l'Internationale, alors chargé des pays latins. Treint avait été l'adversaire acharné de Souvarine. Humbert-Droz le dépeint en ces termes : « Ancien instituteur et ancien officier, Treint avait tous les défauts d'un pion et d'un adjudant. Toute discussion avec lui était impossible. Il avait toujours le dernier mot parce que son interlocuteur se lassait de ses pédantes démonstrations. Il était le type du bureaucrate borné et imbu de lui-même qui voulait faire sentir son pouvoir en donnant des ordres. » En novembre 1924, il fixa ce que devait être et que fut désormais le parti français : « Idéologie homogène, politique homogène, structure homogène, direction homogène, nous constituerons notre parti en un bloc d'acier que rien ne puisse entamer. C'est seulement l'unité monolithique du parti qui lui permet de manœuvrer avec le maximum de souplesse au milieu de toutes les difficultés. » Deux ans plus tard, l'unité monolithique allait l'éliminer. Pour l'heure lui fut adjoint la secrétaire de la fédération de la Seine, Suzanne Girault, peinte par A. Dunois dans une lettre à Humbert-Droz comme « une Catherine II de bas étage, brutale, grossière, férocement ambitieuse ». Au début de 1925, Humbert-Droz fut rappelé à Moscou.

En même temps, l'équivalent français de la « Promotion Lénine » fut une prolétarisation rapide de la direction. Dès 1923, le métallo (mais en réalité chômeur professionnel et ignare) Jacques Doriot, formé à Moscou, devint le dirigeant des Jeunesses communistes, et fut député en 1924 ; l'année où le mineur (très rapidement devenu militant professionnel, lui aussi ignare) Maurice Thorez, devient à la fois membre du comité central et dirigeant du Bureau d'organisation.

Le Parti communiste français devenait le premier et le modèle de ce qu'allaient être les partis staliniens.

En 1922, ce parti avait 60 000 membres ; en 1925, 83 000 ; il n'en aura plus que 40 000 en 1928, 35 000 en 1929.

Socialisme dans un seul pays contre révolution permanente

En 1922, dans la postface à son ouvrage *La Guerre et la Révolution*, où il a rassemblé ses écrits de 1914 à son arrivée en Russie en mai 1917, Trotsky avait écrit : « Nous avons répété plusieurs fois que la révolution prolétarienne ne peut s'épanouir victorieusement dans les cadres nationaux. Cette affirmation pourrait sembler à quelques lecteurs niée par l'expérience de près de cinq ans de notre République Soviétique. Mais cette conclusion n'est pas fondée. Le fait que le

Pouvoir ouvrier ait pu se maintenir contre le monde entier, et dans un seul pays, d'ailleurs arriéré, témoigne des capacités colossales du prolétariat qui, dans des pays plus avancés, plus civilisés, accomplirait des miracles. Mais, dans le sens politique et militaire, en tant que gouvernement, nous ne sommes pas arrivés à la formation d'un État socialiste, et même nous ne nous en sommes pas approchés. La lutte pour la conservation du Pouvoir révolutionnaire a provoqué un abaissement extraordinaire des forces productrices ; or le socialisme n'est imaginable que par leur accroissement et leur épanouissement. Les négociations douanières avec les États bourgeois, les concessions, la Conférence de Genève, sont un témoignage éclatant de l'impossibilité d'une édification isolée du socialisme dans les cadres nationaux. […] L'élan grandiose de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principales nations européennes. » Comme nous l'avons vu tout au long des chapitres précédents, Lénine ne pensait pas autrement.

La lutte contre le « trotskysme », nom donné à toute l'Opposition, avait commencé comme dénonciation d'un menchevisme annonciateur d'une période de recul auquel la pseudo-gauche du triumvirat opposait la prochaine offensive révolutionnaire générale. Cet apparent radicalisme avait jeté la confusion dans la discussion internationale. Mais la défaite allemande et de la « bataille de la Ruhr » ne confirmait guère son optimisme révolutionnaire.

Staline fut sans doute celui qui comprit que la victoire contre l'Opposition ne pouvait être remportée qu'en abattant Trotsky lui-même, et que le « trotskysme » se devait d'être édifié comme unité d'une histoire personnelle et d'un système théorique, comportant tous deux une opposition globale à Lénine, et n'offrant donc que le choix entre léninisme ou trotskysme. Cette imposture, qui allait devenir historique et qui subsiste encore, fut bien digne du type de génie de Staline.

L'idée lui en vint sans doute en lisant *les Leçons d'Octobre*, rééditée en introduction au tome III des *Œuvres complètes* de Trotsky, paru à l'automne de 1924. Le texte était un véritable raccourci de ce qui deviendra les deux gros volumes de son *Histoire de la Révolution russe*, de Février à Octobre. Les textes du volume suffisaient à rappeler impitoyablement toutes les oppositions des vieux bolcheviks à Lénine avant comme après son retour en Russie, et ses thèses d'avril, ainsi que celles d'Octobre. Inversement, sans évoquer la théorie de la « révolution permanente », il montrait à la fois son unité de vues avec Lénine pour le dépassement en révolution prolétarienne d'une impossible révolution bourgeoise, et sans qu'entre les deux il y ait place pour une révolution « démocratique du prolétariat et de la paysannerie », ce qui avait été la perspective de Lénine avant la révolution, et que Trotsky n'avait combattu que dans les interprétations qu'en faisaient les courants droitiers. Lénine l'avait abandonnée sans phrase, mais c'est cette théorie qui expliquait l'hostilité à la prise du pouvoir de Zinoviev et Kamenev.

Staline vola à leur secours et, pour trouver des fautes de Trotsky plus graves que les leurs, alla les chercher dans les textes polémiques qui

l'avaient opposé à Lénine, de 1904 jusqu'en 1914. De ces périodes, toutes importantes qu'elles pouvaient être pour préparer l'avenir, aucune n'impliquait des questions de victoires ou de défaites en des luttes qui n'avaient pas encore eu lieu. Malheureusement, en ce temps, l'usage dans la polémique des formules outrées, et des injures entre dirigeants de petites formations sans guère de troupes, était de mise, et surtout du côté de Lénine. Dès que la Révolution mit les théories en face des réalités, et les combattants face à l'action, elles furent oubliées.

Mais pour accuser Trotsky de menchevisme, un Staline et un Kamenev étaient mal placés, eux qui avaient eu, avant l'arrivée de Lénine en avril 1917, des positions quasi semblables à celles des mencheviks. Staline était même allé jusqu'aux prémices d'une fusion des deux partis, et Zinoviev, rentrant avec Lénine, avait tardé à le suivre dans le radicalisme de son retour. Il fallait pour cela que ces hommes aient perdu toute notion de morale communiste et soient devenus des bureaucrates cyniques, parfaitement sûrs de leur capacité de censure de leur passé !

Pour parfaire leur démonstration de l'« anti-léninisme » de Trotsky, ils ajoutèrent aux rappels polémiques injurieux égrenés sur plus de dix ans d'exil en des pays différents, et bien entendu sans examen du fond de ces débats, mais où Lénine était censé avoir toujours eu raison, ils ajoutèrent deux désaccords récents entre les deux hommes, séparés par trois ans d'accords sans nuages. D'abord les désaccords sur Brest-Litovsk, où pourtant, devant l'ultimatum allemand, Lénine avait, comme nous l'avons vu, fini par accepter le pari du « ni paix ni guerre » de Trotsky, avant que celui-ci ne se rallie à son acceptation immédiate, position de Lénine dès le début des négociations. Enfin le récent débat sur la place des syndicats dans le pouvoir. Pour tout embrouiller, Zinoviev, dans un discours à Leningrad, le 15 décembre, démontrait le risque mortel des fractions par l'opposition des communistes de gauche à la paix de Brest-Litovsk. Alors, Boukharine, qui dirigeait cette opposition, lui aurait appris que les socialistes-révolutionnaires de gauche lui avaient alors proposé de s'unir à eux pour renverser le Conseil des commissaires du peuple présidé par Lénine, ce que lui, Zinoviev, avait rejeté sans hésitation. Bien que, d'une telle histoire, on pouvait tirer la conclusion inverse à celle suggérée par Zinoviev, celle que « désaccord profond » ne signifiait pas passage à l'ennemi, ce discours fut publié jusqu'en France dans un volume de discussion.

En 1924, comme il était encore difficile d'empêcher l'édition de ce qu'écrivait Trotsky, on noyait ses textes sous un flot répétitif de dénonciations de fractionnisme, de rapports bourrés de chiffres prouvant que tout allait bien sous la direction du Bureau politique et du Comité central. Cependant, Souvarine écrivait à Rosmer le 24 novembre : « Après le congrès, la popularité de Trotsky allait croissant ; ses grands discours devant diverses assemblées faisaient le régal de tous ; on disait de lui couramment que lui seul avait des idées nouvelles ou renouvelées, que de lui seul on apprenait quelque chose, et cet accueil contrastait d'une manière frappante avec l'indifférence,

pour ne pas dire le mépris, manifestés envers les interminables délayages de banalités et de platitude dont la *Pravda* nous gratifie généreusement ; les discours sur la situation internationale et le rôle prépondérant des États-Unis, l'analyse de la situation en Angleterre et des événements d'Octobre 1923 en Allemagne avaient particulièrement frappé les lecteurs consciencieux dans les cercles de discussion du Parti ; on n'avait que cet aliment et l'on s'en nourrissait. »

Souvarine fait ici allusion à un discours de 1924, *Europe et Amérique*, et à une étude de 1925, *Où va l'Angleterre* de Trotsky, qui furent réunis en 1926 en un volume. Il s'agit encore d'analyses qui seront dites prophétiques, en ce qu'elles témoignent de la plus grande lucidité politique. Trotsky fut le premier à prévoir le mouvement décisif des États-Unis vers la domination mondiale, avec la conséquence du déclin de l'Angleterre, et l'impossibilité pour le monde bourgeois, de retrouver jamais aucune stabilité, ce qui apparaît bien aujourd'hui comme le caractère fondamental de notre époque. Mais alors, ces perspectives furent accueillies par les thermidoriens comme une nouvelle preuve de défaitisme révolutionnaire.

En ces deux années qui suivent la mort de Lénine, c'est Zinoviev qui apparaît comme la tête de la troïka, comme le successeur de Lénine et l'adversaire majeur de Trotsky. Staline reste dans l'ombre, mais il se prépare comme un animal à l'affût. Et c'est lui qui va inventer l'opposition théorique décisive entre le léninisme et le trotskysme, en osant prêter à Lénine la théorie de la possibilité du « socialisme dans un seul pays » contre la « révolution permanente », dont Trotsky n'utilisait plus la formule, et dont la grande masse, y compris militante, ignorait le sens, mais que Staline traduisit comme « la révolution sans tenir compte des petits cultivateurs comme forces révolutionnaires » (*Pravda*, 26 novembre 1924). À cela s'ajoutèrent les grossièretés les plus vulgaires : volonté de détruire le Parti bolchevik au bénéfice de la coexistence, en son sein, des révolutionnaires et des opportunistes ; volonté de discréditer les dirigeants bolcheviques, y compris Lénine, etc. Substituer de tels arguments à la pauvre tentative de discussion de Kamenev, c'était trancher toute possibilité de débat avec l'Opposition. C'était surtout faire comprendre aux communistes cultivés le mépris qu'il avait pour eux, et qu'il allait les écraser avec un discours qui, par-dessus leur tête, était taillé à la mesure de l'arriération intellectuelle de la base du parti transformé, et du pays. Opposant à cette « révolution permanente », censée entraîner le peuple dans des guerres infinies, avec leur accompagnement de misères, le « socialisme dans un seul pays » était promis par les premiers succès de la NEP, offrant ainsi le choix du bien contre le mal. C'était aussi donner à choisir entre cette lutte internationale « pour les autres, ces étrangers qui ne nous ont pas soutenus », et le « tout pour notre grand pays » ; entre l'URSS, « Bastion de la révolution mondiale » ou « Patrie du socialisme », l'exemple et le modèle à aider et à défendre. Ce sera le masque de la reconstitution de l'empire.

Dans une nouvelle lettre à Rosmer, du 8 décembre 1924, Souvarine écrit : « Le pays est inondé littéralement de “littérature” (sic) anti-trotskyste. Les mêmes textes sont imprimés et réimprimés dans toutes sortes de journaux […] Toutes les formes d’édition rivalisent de servilité. On sort une série de volumes et d’opuscules spécialement consacrés à l’anti-trotskysme : une dizaine sont déjà en cours d’impression. Et c’est une émulation générale chez tous les “flagorneurs” et les “arrivistes” ; chaque jour c’est une nouvelle ignominie. » Il explique que c’est maintenant un parti où personne n’ose voter contre la direction par peur de l’exclusion, ou d’une mutation vers la Sibérie ou le Turkestan.

Le procès fait à Trotsky était tel qu’il était impossible de ne pas en tirer la conclusion qu’il fallait priver un tel homme de tous ses postes de direction et l’exclure du Parti. Zinoviev et Kamenev en étaient partisans. Staline fut encore contre. Il voyait le risque, en lui enlevant ses chaînes de membre de la direction, voire du Parti, de le tirer de son silence qui muselait en même temps toute l’Opposition. Car Trotsky, épuisé, malade, maintenant n’écrivait et ne parlait plus publiquement. S’adressant à Kamenev, puis au Comité central où il s’excusa sur sa maladie de ne pouvoir y assister, il proposait encore un arrêt du débat pour apaiser le trouble dans le Parti.

Zinoviev et Kamenev auraient voulu non seulement son exclusion du Parti, mais son emprisonnement. Ils se limitèrent à proposer de demander au Comité central son exclusion du Bureau politique. Staline refusa encore. Il voyait plus loin, s’acharnait à le garder sous la férule et, lors de la séance du 14 janvier 1925 du Comité central, saisit l’occasion que Trotsky lui offrit lui-même de sa démission de Président du Conseil révolutionnaire de l’armée. Ses positions condamnées solennellement comme « trotskystes », sa situation de membre du Comité central fut renvoyée au Congrès. Trotsky restait encore au Bureau politique, mais comme otage parfaitement ligoté. Boukharine, Rykov, Tomsky, ainsi que les suppléants Kalinine, Dzerjinski et Molotov faisaient maintenant bloc avec la troïka contre lui. Le coup d’État des thermidoriens soviétiques était achevé.

Du Thermidor russe vers le bonapartisme

Comment expliquer une situation politique aussi paradoxale ? À cette étape, on retrouve la ressemblance avec l’histoire de la Révolution française où, de 1794 à 1799, la droite thermidorienne ne put se débarrasser complètement de certains dirigeants jacobins radicaux, puis des babouvistes, du fait que le peuple n’était pas encore totalement vaincu, ce qui fut fait en 1796. Mais il fallut encore trois années de chaos économique, social et politique, avec retour en force de la terreur blanche, pour que « l’ordre » contre-révolutionnaire soit obtenu par la dictature de Bonaparte.

Il allait falloir ces mêmes trois ans en Russie pour que le triumvirat thermidorien se brise, et que le quasi inconnu Staline puisse réaliser son « Brumaire », coup d’État dans le coup d’État. Mais alors qu’il ne fallut que quatre ans à Bonaparte pour devenir Napoléon, il en fallut

huit au Secrétaire général pour devenir le nouveau tsar aux pouvoirs absolus.

Les ressemblances appartiennent encore à la dialectique du rapport des coups d'État aux crises économiques, sociales et politiques des deux révolutions, tandis que les différences tiennent à leur nature de classes. Bonaparte imposa immédiatement l'ordre, et la dictature napoléonienne, au-delà de son échec final, assura en définitive l'essor de la bourgeoisie. Le « consulat » de Staline s'installa dans le désordre, l'accrut, ne remédia à l'un que pour en créer un pire, et devint « le grand organisateur des défaites » du prolétariat européen de 1930 à 1939.

En ce début de 1925, l'Opposition bolchevique n'était vaincue qu'au sein de la bureaucratie. Sa base exprimait les revendications prolétariennes du moment, et celles de la jeunesse étudiante. Et alors que Staline n'était connu que du sérail, Trotsky jouissait toujours d'un grand prestige dans les masses. Mais il n'avait nulle « tendance » au sommet de la direction, où l'appareil s'était refermé sur lui. Homme d'amitiés solides, très nombreux étaient les cadres qui l'admiraient et avaient en lui une totale confiance, en particulier tous ceux qu'il avait eus sous ses ordres pendant la guerre. Il ne fit rien alors pour les rassembler et refusa même à Antonov-Ovseenko de mêler les cellules militaires à la controverse.

Plus tard, nombre de ses partisans lui reprochèrent de n'avoir pas pris le risque d'un coup d'État, alors qu'il était le chef incontesté de l'Armée rouge. Il répondit que s'il avait pris le pouvoir en s'appuyant sur l'armée, il aurait dû en payer le prix en concessions à cette force, elle-même devenant bureaucratie. Cette réponse (qui fait justice de toutes les théories selon lesquelles, vainqueur, il n'aurait pas été différent de Staline) est faible, puisqu'il aurait pu immédiatement reconstituer un pouvoir bolchevik intègre autour de lui avant toute possibilité de bureaucratisation de l'armée, et une telle dictature n'aurait pu ressembler en rien à ce qu'allait être le stalinisme. Mais un tel jugement est de ceux qui ne peuvent être faits qu'après coup, alors qu'on était dans une situation historique sans précédent, dont nul ne pouvait deviner le développement, même pas ses acteurs directs, et que Trotsky n'était pas un joueur, mais un révolutionnaire marxiste.

Il faut d'ailleurs rappeler que, l'année précédente, il avait eu à s'opposer à la direction de cette armée, en particulier à Frounzé – qui venait de le remplacer –, soutenu par Toukhatchevski, à propos d'une « doctrine militaire unique », science prolétarienne de la guerre révolutionnaire. Pour Trotsky, la manière de mener une guerre ne pouvait avoir la rigueur d'une science, marxiste ou non. Parmi les facteurs nombreux et changeants dont toute guerre dépendait, même une guerre révolutionnaire, il montrait celui de la conscience des combattants (en général complètement absente chez les plus illustres théoriciens de la guerre). Enfin, Victor Serge a révélé qu'en privé, il avait dit que la révolution socialiste ne pouvait pas s'accommoder de coups de force militaires et policiers, et qu'il lui appartenait d'innover d'autres méthodes de redressement intérieur, par la persuasion, l'appel aux masses, l'appel à la conscience des militants. Naïveté d'un

homme qui pouvait pourtant juger ceux de la troïka, à leur manière de mener la guerre contre lui ? Pas tout à fait, puisque la troïka allait précisément s'autodétruire !

Mais ce qu'il sous-estimait, c'était les effets de la bureaucratisation dans le parti et le pays et, l'efficacité des opérations secrètes de transformation de l'encadrement du parti par Staline.

À peine l'avait-on relégué aux fonctions de Président du Comité des concessions, de directeur du Bureau d'électrotechnique et de président du Bureau scientifique et technique de l'Industrie, qu'il fut surpris par la confusion qui se manifesta dans la troïka.

En fait, les conflits y avaient régné dès l'origine. Staline n'avait jamais cessé de prendre, derrière le dos de ses deux complices, des coups de force, des décisions et nominations de cadres, que les deux autres ne pouvaient ensuite annuler. Et cela jusqu'au sein de l'Internationale, agissant à la place de son président, et jusqu'à la modification du comité de rédaction de la *Pravda*. Jean-Jacques Marie, dans son *Staline*, a donné des analyses significatives des jalons que ces coups de force constituaient sur son parcours secret.

Zinoviev, furieux d'un tel comportement, pensa qu'il fallait diminuer ses pouvoirs, et tenta d'encadrer ses énormes fonctions. Trop tard ! Déjà le secrétaire général se savait intouchable.

Il était loin le temps où Riazanov se moquait de lui, où Radek le ridiculisait, parlant dans d'une « société socialiste dans une pissotière ». Désormais son « socialisme en un seul pays » était partout martelé comme une réalité en cours de réalisation. Zinoviev et Kamenev gardant pour eux leurs réserves. Seul il avait osé, et avant même la mort de Lénine, donner son propre nom de Joseph Staline à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient.

L'opposition de Staline à l'éviction de Trotsky du Bureau politique avait irrité ses co-triumvirs qui s'étaient mis à craindre un renversement d'alliance de sa part. Et en effet, il fit une offre de rapprochement à Trotsky, qui la rejeta avec mépris. Que cherchait cet esprit tortueux ? Probablement faire retomber sur Zinoviev et Kamenev, devant le Parti profondément troublé, toute la responsabilité du dénigrement de Trotsky avant le 14e Congrès du Parti de décembre 1925. Cela allait lui permettre de rompre avec ses complices au moment où ils se décidaient à se débarrasser de lui.

L'absence de maîtrise de la NEP avait eu les conséquences prévues par Trotsky. Celui-ci, aux postes économiques où on l'avait placé, avait pu établir un bilan accablant de la situation industrielle du pays, où la productivité du travail n'atteignait qu'un dixième de celle du travail américain, du fait du sous-développement national. Par exemple, le réseau ferroviaire du gigantesque territoire ne couvrait que 69 000 kilomètres contre les 405 000 du non moins gigantesque territoire américain, et la consommation d'électricité par habitant était de 20 kilowatts en URSS contre 500 aux États-Unis. Et tout était à l'avenant des coûts de production des produits et de la formation des travailleurs. En même temps, la situation sociale s'était aggravée. Le marché devenu libre, les paysans stockaient leur production pour

augmenter leurs prix alors que les salaires ouvriers n'augmentaient pas. La famine apparut à nouveau dans certaines provinces.

Dans le journal qu'il tenait depuis son arrivée en Russie en 1916, Pierre Pascal donna par ses notes et extraits de lettres de 1921 à 1927, des tableaux effarants de ce que devenait l'URSS de la NEP. D'un côté, de même que sous le Directoire français, la ruée à la richesse facile et à la jouissance qu'elle permet. Ainsi : « C'est à qui se découvrira des connaissances utiles : un directeur de trust, un tchékiste, un haut fonctionnaire, la femme d'un commissaire du peuple. De bons ouvriers devenus directeurs d'usine se corrompent. Danser chez un gros nepman en compagnie de jolies femmes portant de jolies toilettes les rehausse à leurs propres yeux. Les pots-de-vin reprennent de plus belle. On jouit de la vie avec avidité. Les grands du régime renvoient leur épouse des temps héroïques pour en prendre de plus présentables. […] Les saouleries ne cessent pas. Le langage se modifie. On ne parle plus de misère, mais d'amant et de maîtresse, d'impôts, de gains, de courses de chevaux. […] Les intellectuels n'envoient plus leurs enfants à l'école. Il se forme beaucoup de groupes d'enfants, avec gouvernante à la tête quand ce sont des tout-petits, et des professeurs quand ce sont des grands. »

Et d'autre part les tableaux de la misère ouvrière et paysanne, de mars à mai 1925 : « Le village où vit B. près de Moscou : toute la population s'enivre. La femme chez qui elle loge fait commerce de larykovka, la vodka du monopole d'État, supprimée par Nicolas II et rétablie par les Soviets, Rykov étant président du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR. Elle achète cette vodka pour la revendre plus cher. […] 6 mars – À l'usine Dynamo, le salaire moyen d'un ouvrier qualifié est de 150 roubles et certains arrivent à 180 ; celui d'un manœuvre est de 36 r. […] Comment vivent les ouvriers de l'usine textile Danilov à Moscou. Les salaires : entre 15 et 110 r. par mois. Le plus souvent 30-60 r. "Notre fabrique est un tombeau… sombre, ventilation très faible ou inexistante… Saleté, ordures par pleins tombereaux… Les ouvrières travaillent pieds nus, d'où des rhumatismes. On est fouillé à la sortie… Logements en casernes : une chambre pour 15, ce qui donne à chacun 6 archines carrées [4,25 m]. Même les familles sont parfois à dix dans une chambre. Chez les hommes, ni vasistas, ni ventilation, couches malpropres, on dort sans literie sur des planches nues. Sur les murs, en guise d'icône, des batteries de bouteille." : *Le Travail* [*Troud*, journal syndical]. Dans toute l'industrie : salaire moyen pour le premier tiers de 1924-1925 : 40 r. en baisse de 2 % sur septembre 1924. Production : en augmentation de 13 %, et en janvier 1925 de 19 % sur septembre, le nombre des ouvriers ayant augmenté seulement de 4 %. Résultat acquis grâce au relèvement des normes de 12-14 % (8 mars – *Troud)*. Au 1er janvier 1925, la République de Russie a 658 000 sans-travail enregistrés, dont 29 % d'ouvriers, 23 % de manœuvres. L'enregistrement n'est plus obligatoire. 22 % de ces sans-travail reçoivent une allocation des Caisses d'assurances ; beaucoup moins des syndicats. Aux travaux publics, il a été assigné un crédit de 4 millions qui permettra d'occuper pendant 2 mois 60 000 sans-

travail, 50 000 sont occupés dans les artels où ils gagnent en moyenne 32 r. par mois. »

Il y en a ainsi pendant dix pages, mais où l'on peut lire aussi, à la date du 7 avril : « Smirnov définit la politique à suivre dans les campagnes : encourager le paysan aisé en augmentant son capital et en facilitant la vente de ses produits. C'est là pour longtemps la base d'une augmentation de la production (surtout des machines industrielles), de l'exportation, de l'élargissement du marché de l'industrie. » Trois jours plus tard, on apprend que le salaire mensuel moyen dans les mines est de 25 r. ; dans les sovkhoz de 24 r., d'un employé d'usine 47 r. et que le salaire ouvrier atteint 64 % de celui de 1913.

Tel était l'état du pays au moment où Staline prophétisait l'avènement du socialisme !

Comment en sortir ? Trotsky en revenait à sa théorie des ciseaux : tout pour l'industrie qui seule peut fournir les moyens de sortie du retard, d'où la nécessité de la régulation autoritaire de la NEP. La paysannerie y trouvera son compte en définitive, mais il faut passer par ce que son disciple Préobrajensky ose appeler : une accumulation socialiste primitive. Cela provoquera les hurlements sur un retour aux méthodes du communisme de guerre, et sur la sous-estimation de la paysannerie de Trotsky (ce qui deviendra une légende historique que l'on rencontre encore). C'est Boukharine, de gauchiste devenu droitier, et maintenant allié de Staline, qui s'oppose diamétralement à Trotsky et qui lance dans la *Pravda* du 24 avril 1925 son appel aux paysans : « Enrichissez-vous, développez vos fermes et n'ayez pas crainte d'une contrainte sur vous. » Sur la protestation de Kroupskaïa, le Bureau politique condamne la formule. Elle était d'autant plus absurde que déjà, faute de produits manufacturés, les paysans les plus riches thésaurisaient, ou rachetaient la terre des plus pauvres : le koulak, hier combattu, voire détruit politiquement, renaissait.

Dans les mois qui précédèrent le congrès, la discussion des deux positions fit rage jusque dans la presse. Zinoviev trouva un argument fort dans le livre d'un émigré blanc devenu partisan de la NEP, Oustrialov, qui prédisait à travers elle le retour pacifique graduel de la Russie au capitalisme, saluait la montée, derrière le nepman, du gros paysan « en train de devenir le seul maître de la terre soviétique », et applaudissait la formule de Boukharine. Staline obtint la suppression de la référence à Boukharine pour la publication de cet article dans la *Pravda*. Zinoviev y revint dans son livre *Le Léninisme*, ainsi que sur l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, étayée de nombreuses citations de Lénine. La guerre était ouverte et publique entre les triumvirs.

Cette discussion n'aura pas lieu au 14e Congrès. C'est dans le désert, écrit Victor Serge, que Kamenev dénoncera la renaissance des forces du petit capitalisme, et suggérera, pour améliorer le sort des ouvriers, une participation aux bénéfices des entreprises (lesquelles étaient alors en général déficitaires). Le congrès tourna vite et se consacra au combat pour le pouvoir. Pour la première fois, ce fut Staline qui parla comme rapporteur du Comité central. Zinoviev demanda à parler

ensuite comme co-rapporteur. On le siffla, et son intervention fut accueillie dans l'hostilité générale.

Staline avait parfaitement réussi à ce que quasi tous les délégués soient contrôlés par ses hommes, sauf ceux de Leningrad, fief de Zinoviev, qui allait ainsi devenir une opposition, bientôt battue « démocratiquement ». Kamenev engagea le combat en déclarant : « Nous sommes contre la création d'une théorie du chef […] Nous ne voulons pas que le secrétariat soit […] au-dessus de l'organisation politique […] Nous entendons […] subordonner le secrétariat au Bureau politique […] Le camarade Staline n'est pas en mesure de faire l'unité de l'état-major du bolchevisme. » Le Congrès hurla « Staline ! Staline ! », tandis que la seule minorité de Leningrad, parmi laquelle se trouvait Kroupskaïa, criait « Vive le Comité central ! » Trotsky se taisait. Staline, en parfait tartufe, intervint d'abord en conciliateur, mais reprochant à Zinoviev d'avoir voulu commencer une politique d'« amputations » et de « saignées » dans le Parti en proposant l'exclusion de Trotsky. Puis, tout à coup, il se déchaîna, criant que ses deux adversaires voulaient « le sang de Boukharine ». De tels mots étaient sans précédents dans le Parti. Victor Serge y vit l'inconscient de Staline s'extérioriser pour la première fois.

La période proprement thermidorienne de la Révolution était terminée. Mais l'Opposition de gauche n'était pas encore brisée. Son « Prairial » russe, c'est-à-dire la défaite historique de la gauche marxiste-révolutionnaire qui avait dirigé la Révolution, était encore à venir.

Comment Staline avait-il obtenu cette victoire ?

Comment fut-il possible que, en si peu de temps, ce fut « la plus grande médiocrité du Parti » qui en devînt le maître absolu ?

Trotsky, qui était sans doute celui qui avait compris le premier ses capacités de nuisances, n'avait toutefois pas cru qu'elles pouvaient aller jusqu'à l'emporter contre Zinoviev, qui lui était supérieur en culture et en position dans le Parti. Celui-ci avait lui-même été persuadé de pouvoir dominer Staline de par sa place de dirigeant de l'Internationale et, avec l'appui de son vieil ami Kamenev, de se servir de lui pour s'installer au pouvoir comme l'héritier légitime de Lénine, dont il avait été le fidèle second pendant leur commun long exil. De plus, le débat chaotique précédant le 14e Congrès ne montrait-il pas l'absurdité des thèses avancées par Staline ? C'est sans doute ce qui explique le silence glacé de Trotsky devant le drame shakespearien de ce congrès.

Au marxiste qu'il était, et qui savait que l'histoire fournissait toujours les hommes nécessaires à ses cours, il lui était évident que l'homme Staline était la personnification parfaite du flux puissant de la bureaucratisation. Mais ce qu'il ne pouvait deviner, c'est ce qu'il adviendrait de cette bureaucratisation avec un tel homme à sa tête : des échecs très graves pensait-il. Certainement ! Mais qui devraient lui faire perdre le pouvoir comme il l'avait pris. C'est que son mépris pour le grossier et inculte bureaucrate lui cachait le monstre, et que la

victoire en ce congrès de celui-ci n'avait rien d'un épisode. Le comment de cette victoire lui échappait. De ce fait, encore en 1936, dans son *Staline*, à l'heure des procès de Moscou où tout était joué, n'écrivit-il pas que « Staline ne pouvait prévoir en 1924 que la logique de sa méthode le conduirait à une absurdité aussi monstrueuse ». Staline, en effet, ne le prévoyait sûrement pas, mais il n'aurait pas reculé devant sa perspective pour parvenir à ses fins. L'excuse de cette erreur psychologique de Trotsky est que le monstre était aussi un tartufe aux deux visages, qui avait jusque-là réussi à tromper tout le monde. Sauf son secrétaire.

C'est en août 1923 que le jeune intellectuel ukrainien Boris Bajanov était devenu secrétaire du Bureau politique, par défaut, après élimination des incapables que Staline avait voulu imposer à la place de Maria Glasser, fidèle ancienne secrétaire de Lénine. Bajanov appartenait à cette génération entrée en communisme en pleine guerre civile, alors qu'étaient très minoritaires, au milieu des ouvriers et des soldats d'avant-garde, la jeunesse cultivée de la petite-bourgeoisie. Du fait du grand besoin qu'en avait la révolution en ce pays d'illettrés et de peu lettrés, de telles recrues devenaient vite des secrétaires de cellules et montaient rapidement dans l'appareil du Parti et de l'État.

Particulièrement brillant, Bajanov se trouva repéré par un autre inculte, Kaganovitch, auquel il rendit le service d'écrire l'article sur l'édification soviétique qu'était incapable de faire ce responsable de la section d'organisation du Comité central ! Il se permit même d'écrire plus tard un projet de nouveaux statuts du Parti (pour remplacer les anciens écrits par Lénine), qui devint la base de travail de la Commission chargée de sa mise au point. Sans être sténographe, il était aussi capable de prendre des notes assez rapidement pour reproduire les discours improvisés. Il conquit ensuite Molotov qui en fit le secrétaire de rédaction de la revue *Izvestia* du Comité central. Sans se compromettre, il monta ainsi dans l'appareil, et comprit très bien comment fonctionnait l'ultra-centralisation du pouvoir. Devenu secrétaire de Staline, le secrétariat du Bureau politique tombait sous ses ordres, et il eut l'adresse de l'organiser sans froisser personne.

En décembre 1923 avait eu lieu le déménagement du Comité central et du Secrétariat dans un vaste immeuble moderne que Staline avait fait construire à un kilomètre du Kremlin, afin que la direction travaille plus facilement que dans les vieux locaux tsaristes. On y disposait en particulier de dizaines de téléphones, dont une ligne spécialement réservée aux hauts dignitaires. C'était là qu'allait travailler Bajanov, au cinquième étage réservé aux secrétaires du Comité central, aux bureaux de plusieurs membres, et en particulier à celui de Staline derrière ceux de ses adjoints. Deux seules personnes pouvaient entrer sans se faire annoncer dans ce saint des saints : l'âme damnée du chef, Mekhlis, et Bajanov qui apportait les documents à traiter, dont Staline, en général, n'avait aucun souci, s'en remettant à ce secrétaire, sur les propositions que celui-ci lui soumettait.

Et c'est ainsi que Bajanov, y entrant un jour, trouva Staline au téléphone. Il attendit, et remarqua que les quatre récepteurs étaient décrochés, et qu'un cinquième, que le secrétaire général avait à

l'oreille, sortait de son tiroir, et qu'il écoutait sans prononcer le moindre mot. Bajanov connaissait toutes les lignes, et il comprit aussitôt que Staline en avait une autre, inconnue de tous, qui lui permettait, et à lui seul, d'écouter les lignes directes de tous les membres de la direction. Staline avait aussitôt saisi que Bajanov avait compris. Déduisant que Mekhlis ne pouvait pas ne pas être au courant, il le lui dit, et apprit qu'une troisième personne connaissait le secret, Kanner, l'organisateur du système, et aussi qu'il y en avait eu une quatrième, le technicien tchèque qui avait fait l'installation, mais que, sur ordre de Staline retransmis à Iagoda par Kanner, il avait été fusillé comme espion. Bajanov venait ainsi de comprendre un second secret : c'est que seul son silence le gardait d'un accident ou d'une dénonciation comme agent de l'impérialisme, avec documents du Guépéou à l'appui. Il était ainsi désormais lié à Staline comme son ombre. En ses *Mémoires*, il a tenté de justifier le comportement qu'il eut alors : « Mes six mois passés à l'Orgburo m'ont déjà enlevé pas mal d'illusions ; je vois déjà bien qu'il s'agit d'une lutte pour le pouvoir, et d'une lutte assez dépourvue de principes. Je n'éprouve de sympathie particulière pour aucun des concurrents. Et, enfin, si Staline espionne Zinoviev, peut-être que ce dernier en fait autant avec Staline. Qui le sait ? Je décide : attendons et voyons venir. »

Il vit venir, se trouva complice de Staline, pour le moins comme témoin et comme un collaborateur parfait. Il ne douta pas que Frounzé avait été assassiné sur son lit d'hôpital, et pas davantage que c'était un meurtre que la noyade de Skliansky, l'adjoint fidèle de Trotsky de toute la guerre, et que Staline haïssait. Trotsky avait cru à l'accident, mais Bajanov, lui, demanda à Kanner : « Gricha, c'est toi qui as noyé Skliansky ? » Ce à quoi l'autre répondit : « Il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas savoir, même pour un secrétaire du Politburo. »

Il assure être alors devenu anticommuniste, que plus il approfondissait le marxisme, plus ce galimatias lui donnait la nausée, cachant un simple lutte pour le pouvoir par n'importe quels moyens, et que Lénine et Trotsky n'avaient que l'avantage sur les autres dirigeants d'être des fanatiques du dogme communiste ; enfin que si Lénine avait vécu, il « aurait été accusé de toutes les déviations et de toutes les erreurs, et le léninisme serait devenu une hérésie au même titre que le trotskysme ».

Avec une telle compréhension de ce qu'il vivait, il ne fit aucun doute pour lui qu'à un moment quelconque, pour une raison ou pour une autre, il pourrait devenir dangereux aux yeux de Staline et être liquidé. Il prépara soigneusement sa fuite, qu'il eut la chance rare de réussir, en se faisant donner un poste au Turkestan, d'où la fuite par cette zone de désert n'avait pas encore été imaginée par le Guépéou pour les candidats à l'évasion. Il passa la frontière de la Perse le 1er janvier 1928. Kanner fut fusillé en 1937. Mekhlis, lui, deviendra membre du Comité central, mais juif, seule la mort de Staline le sauvera de sa dernière terreur antisémite. Bajanov l'aurait sûrement été bien avant s'il était resté un serviteur parfait de Staline.

Il échappa également en France à la traque ordinaire des agents du Guépéou, ce qui ne fit qu'ajouter à son anticommunisme, qui le

conduisit jusqu'à des opérations militaires contre l'URSS depuis la Finlande pendant la guerre mondiale, et à une tentative de faire comprendre à Hitler qu'il fallait mener son offensive de 1941 au nom d'un gouvernement russe anticommuniste s'il voulait l'emporter. Une telle dérive, elle aussi effet assez ordinaire du stalinisme, n'empêche pas que l'ouvrage de Bajanov révèle la personne secrète de Staline, son inculture générale se manifestant par son silence initial dans tous les débats politiques, sa paresse, sa grossièreté soigneusement dissimulée devant ceux qu'ils voulaient gagner ou séduire, ses capacités infinies de ruse et de rancune. Le chapitre qu'il lui consacre révèle bien autre chose que « la plus grande médiocrité du Parti » : un aventurier totalement étranger au prolétariat et au communisme ; un corps étranger dans le bolchevisme. Au-delà son livre est aussi une mine d'informations sur l'époque qu'il vécut au sommet de l'appareil bolchevik, et qui est précisément celle du thermidor soviétique, confirmant et complétant ce que nous savions par les témoins extérieurs, et en particulier par Trotsky.

Bajanov lui-même ne savait pas tout. D'abord qu'avant d'être à son service, de son poste de secrétaire général, Staline avait édifié, du haut en bas, par nominations progressives, une pyramide de bureaucrates qui lui devaient tout, vaste toile d'araignée étendue sur toute l'Union soviétique, et qui lui avaient fourni plus des sept huitièmes des délégués du 14e Congrès, d'après Victor Serge.

C'est cette activité secrète, complètement étrangère aux mœurs politiques marxistes et communistes, qui avait permis à Staline, véritable parasite de la Révolution, de l'emporter sur des dirigeants le dépassant de nombreuses coudées, et en particulier de ceux qui avaient pu croire se servir de ses capacités d'organisateur et de ses vices. Il avait réussi à truquer et à dissimuler toute son histoire, qui ne trouva des historiens démystificateurs que longtemps après sa mort, entre autres le *Staline* de Jean-Jacques Marie.

L'Opposition unifiée de 1925

Le silence de Trotsky au cours du 14e Congrès tenait à son incertitude quant aux rapports sociaux qui se dissimulaient sous les heurts des dirigeants. De l'opposition de Leningrad, fief de Zinoviev, il ne doutait pas qu'elle fût aussi bureaucratique que celle de la majorité du congrès. Aurait-il dû, sur un coup de tête, s'engager au congrès avec ceux qui demandaient la veille son exclusion ? Cela aurait pu le compromettre auprès de tous ses partisans qui voyaient en Zinoviev et Kamenev des bureaucrates de même eau que Staline. Mais dès le lendemain de ce congrès, le 28 décembre, au Comité central, il s'opposait, avec Rakovski et Piatakov, au changement bureaucratique de direction de la *Leningradskaia Pravda* et, le 5 janvier 1926, aux mesures que Staline proposait contre l'opposition de Leningrad.

Staline précipita les choses en envoyant à Leningrad Molotov, Vorochilov et Kalinine, accompagnés d'inconnus qui allaient maintenant être ses lieutenants : Kirov et Andreïev. Tous les moyens allaient être employés par eux pour briser l'opposition, qui n'était que le bastion bureaucratique de Zinoviev : utilisation des adversaires de

celui-ci, et de l'opportunisme de responsables locaux qui avaient compris que le pouvoir changeait de mains. Ce furent des promesses de fonctionnement démocratique, et des menaces contre l'anti-partisme, enfin le suivisme de la majorité du Comité central, dont 96,3 % des membres du parti condamnèrent l'opposition. Zinoviev perdit son siège de président du Soviet de Leningrad, où s'installa Kirov tout juste sorti de l'Azerbaïdjan : haut poste qui, dans onze ans, allait le mener à la mort.

Les anciens de l'opposition de 1923 étaient divisés sur les enjeux de l'éclatement de la troïka. Certains, comme Radek et Antonov-Ovseenko, étaient partisans d'une alliance avec la majorité du Comité central. Boukharine ne tentait-il pas un rapprochement avec Trotsky ? Il lui avait écrit, affirmant son opposition constante aux accusations de menchevisme lancées à son encontre. Mais Trotsky lui montra que Staline et les siens, non seulement poursuivaient leur campagne contre lui, mais qu'il y apparaissait maintenant une tonalité antisémite.

C'est que Staline se sentait désormais assez assuré de sa victoire pour n'avoir plus besoin d'une utilisation de Trotsky contre ses adversaires. Aussi d'autres opposants, notamment Sérébriakov, toujours aussi clairvoyant, désiraient-ils une alliance immédiate avec Zinoviev et Kamenev, tandis que Mratchkovsky était contre tout bloc et prophétisa : « Staline nous trahira et Zinoviev nous lâchera. »

Pour Trotsky, les deux mois qui suivirent le congrès lui suffirent pour comprendre que tout était tranché. Il prit d'abord contact avec Kamenev, son beau-frère en tant que mari de sa jeune sœur Olga, et dont il savait que c'était sa faiblesse de caractère qui l'avait lié à Zinoviev. Brusquement, les deux ex-triumvirs se trouvaient plus isolés que Trotsky ne l'avait jamais été, et ils ne virent plus d'issue que par lui. Kamenev l'exprima naïvement en disant à Trotsky : « Il suffit que vous vous montriez avec Zinoviev sur une même tribune : le parti trouvera aussitôt son nouveau comité central. » C'était ne pas comprendre l'état de transformation du Parti. Trotsky écrira que « l'immense majorité du million de membres du Parti n'avait qu'une vague conception de ce que le Parti avait été dans la première période de la révolution, sans parler de la clandestinité révolutionnaire. Il suffira de dire qu'alors les trois quarts au moins du Parti se composaient de membres qui l'avaient rejoint seulement après 1923. Le nombre de membres du Parti adhérents d'avant la Révolution – c'est-à-dire les révolutionnaires de la période illégale – était inférieur à un pour cent ».

Toutefois l'espoir reparut dans l'opposition. Sans qu'on connaisse bien ce que furent les discussions qui durèrent quelques mois, la clarté politique fut atteinte dans la réunion du Comité central de juillet, où Zinoviev admit ses erreurs contre l'Opposition de 1923, reconnaissant qu'elle avait « correctement mis en garde contre les déviations de la ligne prolétarienne et la croissance menaçante du régime d'appareil », et que : « Oui, sur la question de l'oppression bureaucratique de l'appareil, Trotsky avait raison contre nous ».

Dans les discussions de cette époque, Zinoviev et Kamenev révélèrent à Trotsky la connaissance profonde qu'ils avaient prise de Staline

pendant la durée de la troïka, et la peur dont ils avaient fini par en être saisis.

Pendant son exil, Trotsky en rapporta les termes : « Vous pensez, disait Kamenev, que Staline réfléchit maintenant à la façon de répondre à vos critiques. Vous vous trompez. Il se demande comment vous détruire […] d'abord moralement, ensuite physiquement si c'est possible. Vous calomnier, monter une provocation, fabriquer un complot militaire, organiser un attentat. Croyez-moi, ce n'est pas une hypothèse ; il nous arriva au triumvirat de parler en toute franchise, bien que les relations personnelles fussent parfois tendues à se rompre. Staline combat sur un autre plan que nous. […] Rappelez-vous l'arrestation de Sultan-Galiev, […] Staline en prit l'initiative. Par malheur nous y avons consenti, Zinoviev et moi. Staline parut dès lors avoir senti le goût du sang. Sitôt que nous eûmes rompu avec lui, nous rédigeâmes une sorte de testament contenant cet "avertissement" : "en cas de mort accidentelle, considérez Staline comme le responsable". Ce document est déposé en lieu sûr. Je vous conseille d'en faire autant. » Et Zinoviev, de son côté : « Vous croyez que Staline n'a pas réfléchi à votre suppression physique ? Il y a pensé maintes fois. Il n'a été arrêté que par cette considération que les jeunes eussent rendu le triumvirat responsable, l'eussent peut-être accusé lui-même, eussent pu recourir à des attentats. Il tenait pour nécessaire de détruire d'abord les cadres de la jeunesse d'opposition. On verrait ensuite. La haine qu'il nous porte, surtout à Kamenev, s'explique du fait que nous savons trop de choses sur lui. »

Et ce sont ces hommes, qui avaient percé à jour Staline, et savaient qu'il voulait désormais leur mort, qui allaient capituler bientôt devant lui avant de tendre la nuque à la balle de ses exécuteurs !

Mais, en 1926, ils avaient tout de même retrouvé le moral et la voie du bolchevisme dans la formation d'une Opposition unifiée qui allait, il est vrai non sans mal, rassembler toutes les oppositions antérieures, des anciens de l'Opposition ouvrière, avec Chliapnikov et Medvedev, aux « décistes » (tendance « centraliste démocratique ») qui avaient Smirnov et Sapronov à leur direction. À eux se joignirent les opposants géorgiens que nous avons vus aux prises avec Staline et Ordjonikidzé, tels Mdivani et Kavtaradzé.

S'il y a eu des tensions entre ces diverses oppositions, et presque toutes avec les positions de Trotsky alors qu'il était encore membre du Bureau politique, inversement les membres de l'Opposition de 1923 n'oubliaient pas la condamnation des *Leçons d'Octobre*, votée à 99,95 % à Leningrad. C'est pourquoi les « trotskystes » de ce pôle de la révolution envoyèrent Victor Serge expliquer à Trotsky les réserves qu'ils avaient à cette unité. Celui-ci les convainquit de la nécessité d'unir les forces oppositionnelles, seule chance de vaincre et donc de sauver la révolution.

La fusion se réalisa dans cette conscience et, toujours selon Victor Serge, le petit noyau d'une quarantaine des fidèles de Trotsky en regroupa bientôt 400 dans une Opposition de 600, tous militants chevronnés, presque tous anciens de la lutte clandestine, les principaux dirigeants de la révolution, de l'Armée rouge, et

Kroupskaïa, la compagne de Lénine. Beaucoup occupaient encore des postes importants et Zinoviev était encore président de l'Internationale.

Pour la réunion du Comité central de juillet, cinq de ses membres : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Piatakov et Evdokimov ; deux suppléants : Lachévitch et Adejev ; et six membres de la Commission centrale de contrôle : Kroupskaïa, Soloviev, Mouralov, Bakaiev, Lizdine et Peterson, soit : les Treize, signèrent un texte qui était une véritable base de tendance, de dénonciation de la bureaucratisation de la direction comme cause de la crise du Parti, de démonstration des échecs de sa politique (baisse de fait des salaires, freinage de l'industrialisation et effets négatifs des concessions faites aux paysans riches), enfin analyse de ce que les déformations bureaucratiques de l'appareil d'État privaient les travailleurs et la jeunesse de tous moyens de défense, y compris syndicale (reprise des arguments de l'Opposition ouvrière), ce qui était montrer que la dictature n'était plus celle du prolétariat.

En riposte au constant rappel de l'interdiction des fractions, cette Déclaration retournait l'accusation : c'est dans le pouvoir qu'est la fraction qui confisque le Parti de tous ses droits. Cette activité fractionniste se manifestait en particulier par les exclusions de militants (des centaines d'ouvriers à Leningrad !).

La conclusion cependant est très en retrait sur l'ampleur de la dénonciation : danger des influences mencheviques et S.R. ; nécessité de rétablir l'unité du Parti sur la base d'un régime sain et démocratique ! On sent là encore un refus d'une opposition révolutionnaire luttant pour le pouvoir, et d'encore un espoir d'une solution au sein du sommet de l'appareil, par un remplacement de Staline et de Boukharine par des « modérés » de la fraction.

Ce caractère nécessaire de l'opposition révolutionnaire, c'est Staline qui va l'imposer. Déjà, interdits d'action publique, les opposants ont été obligés d'agir selon les méthodes de l'illégalité d'hier : réunions dans des appartements privés, dans des forêts. Victor Serge en a rappelé le caractère et le sens dans sa *Vie et mort de Léon Trotsky* : « Je ne l'ai jamais connu plus grand, et jamais il ne me sera plus cher que dans les indigentes chambrettes d'ouvriers de Leningrad et de Moscou, où je le vis plusieurs fois, après avoir été l'un des deux chefs incontestés de la révolution victorieuse, parler des heures pour convaincre quelques hommes de l'usine et de la rue. Encore membre du bureau politique, il était en train de perdre le pouvoir et assez probablement la vie. (Nous le savions tous comme lui, qui m'en parla.) Il tenait le moment venu de conquérir les consciences des prolétaires une à une – comme autrefois, dans l'illégalité de l'ancien régime – pour sauver ou créer une démocratie révolutionnaire. Trente ou quarante visages de pauvres gens l'écoutaient, quelque ouvrière assise à ses pieds sur le plancher le questionnait et pesait ses réponses… (1927). Nous savions que nous avions plus de chances d'être vaincus que de vaincre ; mais cela aussi serait utile. Sans notre courageuse défaite, la révolution serait deux fois plus vaincue. »

Zinoviev de son côté utilisait le réseau international qu'il avait créé pour porter le débat dans les sections de l'Internationale. Mais là aussi le terrain était miné par la bureaucratisation des directions qu'il avait portées au pouvoir. En France, c'est Jacques Doriot qui dénonce à Staline des collaborateurs internationaux de Zinoviev. La traque des dirigeants dans leurs activités clandestines, et par des amalgames de déclarations des uns aux autres, est destinée par Staline à les expulser de leurs postes, et d'abord du Bureau politique, ce à quoi les opposants membres du Comité central réagissent en dénonçant personnellement Staline et en l'accusant d'opérer une division, aux fins de constituer une direction totalement « stalinienne » (mot pour la première fois utilisé) ce qui constitue une ultime tentative de diviser sa majorité, qui s'avère vaine.

L'Opposition internationale

L'Opposition internationale fut très étendue, mais chaotique. Partout, l'incompréhension du renversement de position de Zinoviev troubla d'un côté son réseau fractionnel, et de l'autre ceux qu'il avait éliminés des directions, voire fait exclure. La majorité de ces corrompus passèrent à Staline, tandis que ceux qui avaient été des convaincus politiquement se partageaient.

En France, comme nous l'avons vu, les dirigeants historiques zimmerwaldiens étaient déjà exclus. Souvarine l'a été au 5e Congrès mondial. Aucune unité ne pourra se faire entre ces dirigeants, et encore moins avec les zinoviévistes Treint et Suzanne Girault, écartés de la direction du parti en 1926, mais qui en resteront membres jusqu'en 1928. Rosmer et Monatte se sont repliés vers des positions syndicalistes-révolutionnaires dans leur revue *la Révolution prolétarienne*, et Trotsky ne peut admettre ce retour en arrière de ses amis. Souvarine n'accepte pas l'alliance avec Zinoviev. Ayant repris la publication du *Bulletin communiste* hors du parti français, son opposition l'éloignera de Trotsky, avec lequel il rompra en 1929. Ce seront finalement de jeunes inconnus, sans liens profonds avec la classe ouvrière et la base communiste, qui formeront une Opposition de gauche qui ne prendra consistance qu'après l'exil de Trotsky.

En Allemagne, la direction de gauche de Ruth Fisher et Maslow, imposée par Zinoviev, avait été ensuite combattue par lui au plénum de l'IC en mars 1926, puis exclue du KPD, sur décision de Staline. Ces dirigeants passèrent à l'Opposition, mais pleins de réserves à l'égard d'un Trotsky combattu la veille.

Partout ailleurs, la haute qualité des membres de l'Opposition, tels le Catalan Andrès Nin, les Belges War van Ovestraeten et Léon Lesoil, l'Italien Amedeo Bordiga, le Grec Pantelis Pouliopoulos, ou plus tard le Chinois Chen Duxiu, n'empêchera pas, soit leur élimination par exclusion, soit leur marginalisation du fait qu'ils sont des exilés, ou de la faiblesse de leurs organisations. Force diffuse, l'avenir de ses membres va dépendre des bouleversements de la situation mondiale.

L'Angleterre en grève générale

La bataille théorique va trouver son épreuve pratique dans ces événements mondiaux.

Ce sera d'abord la grève générale du prolétariat anglais qui commença en mai 1926, déclenchée par les mineurs, et dès le début soutenue par les cheminots, les ouvriers du bâtiment, les dockers, imprimeurs, ouvriers de l'acier, de la chimie, et bien d'autres. C'était la réplique d'un prolétariat excédé des incessantes et insupportables attaques incessantes à leurs salaires et à leur temps de travail de la part d'industriels soutenus par le gouvernement conservateur. Le Parti communiste britannique n'avait pas réussi à se développer, mais nombre de ses militants étaient devenus des dirigeants de syndicats. Sur l'orientation soviétique d'unité syndicale internationale, en septembre 1925 s'était formé un Comité syndical anglo-russe où des communistes se trouvaient côte à côte avec de militants de la gauche travailliste et des syndicalistes réformistes dans le Trade Union Congress (TUC), la Centrale syndicale.

Celle-ci se précipita pour obtenir des négociations afin d'arrêter la grève, ce qu'elle réussit sur de vagues promesses, et la démoralisation d'une partie des grévistes. Mais, encouragé par cette capitulation imposée, le gouvernement, dès juillet, reprit son offensive anti-ouvrière et l'étendit même au Parti travailliste. Les mineurs, seuls, reprirent le combat en une grève héroïque de sept mois qui se termina en désastre. Si les militants communistes furent à leurs postes dans cette terrible lutte contre un adversaire impitoyable et le payèrent d'une part dans la répression, les syndicats soviétiques ne rompirent pas le Comité anglo-russe.

Trotsky dénonça cette véritable attitude de trahison du prolétariat anglais, et l'Opposition la fustigea par une résolution de ses membres du Comité central. Mais pour Staline, allié avec Boukharine sur sa politique de NEP droitière, le maintien de ce comité, non seulement restait un instrument de liaison entre les deux prolétariats, mais était lié aux accords conclus avec le gouvernement anglais, facteurs de paix en Europe. Les discussions avaient atteint un tel niveau de violence qu'au plénum du Comité central de juillet, Dzerjinski, devenu président du Conseil de l'Économie et membre du Bureau politique, et le seul estimé de ses adversaires, mourut d'une crise cardiaque après une riposte d'une violence furieuse à son collaborateur oppositionnel, Piatakov, qui lui opposait la nécessité de l'industrialisation contre la politique de Boukharine.

Le Parti communiste britannique, qui était passé de 3 000 membres en 1924 à 10 700 en octobre 1926, retomba à 5 500 en 1928, et ce sont les syndicats anglais qui dénoncèrent le Comité anglo-russe.

L'« Octobre noir » de l'Opposition unifiée

Pendant toute l'année 1926, une Opposition unifiée de 8 000 membres sur les 750 000 que comptait maintenant le Parti allait s'efforcer de s'incruster dans sa masse, d'y créer des cercles oppositionnels, introduire la discussion dans les cellules, tenter d'y gagner la majorité pour en changer la direction. Mais ils ne réussirent guère, selon

Deutscher, qu'à animer environ 20 000 des militants forgés d'avant la « promotion Lénine ».

Les membres du Comité central avaient le droit de s'exprimer dans toutes les assemblées du Parti. Ils s'en servirent, mais seulement à partir de la fin de 1926. La première grande sortie de l'Opposition eut lieu le 30 septembre, dans la cellule du chemin de fer Riazan-Ouralsk. Trotsky, Smilga, Sapronov y parlèrent et réussirent à faire voter une résolution sur les positions oppositionnelles. Le lendemain, ils tentèrent la même opération à l'usine d'aviation Aviopribor du district de Krassnaia Pressna. Cette fois, Trotsky était avec Radek et Zinoviev. Tout commençait bien. Trotsky fut acclamé par la salle debout. Mais surgirent les nouveaux secrétaires Ouglanov et Rioutine à la tête d'une meute de « gros bras ». Ce ne furent plus que hurlements, huées, sifflets, bousculades… Ouglanov s'imposa à la tribune et proposa le vote d'une motion qui se terminait par : « À bas la discussion imposée ! Pour l'unité léniniste du parti ! Vive le comité central léniniste ! ». On votait alors, explique Souvarine d'après Boukharine, à main levée, sur la proposition : « Qui est contre ? ». Ce jour-là, 27 mains osèrent se lever sur 105. Et Souvarine explique : « En effet, il faut de l'héroïsme pour lever la main quand on sait risquer le renvoi, le chômage, la perte de son pain, du pain de sa femme et de ses pauvres gosses et quelquefois pire. » De son côté, Pierre Pascal, neutre dans le conflit, note dans son journal à la date du 8 octobre : « La décision a été prise de faire boxer les orateurs de l'opposition dans les cellules : il est interdit de se servir du revolver, mais pas du poing tant qu'on voudra, "sans reculer devant la possibilité d'un accident". Les leaders doivent être sortis sur la brouette et jetés au tas d'ordures. Voilà une solution originale ; reste à savoir si elle sera appliquée. Est-ce le signal de pogroms ? »

Cela se généralisa, et en même temps une campagne de presse d'une exceptionnelle violence contre « les scissionnistes ». Les cheminots de la cellule de Riazan-Ouralsk furent convoqués devant la Commission de contrôle et durent se renier, voter un texte qu'on leur présenta. Les exclusions se multipliaient, et jusqu'à celle de Smirnov, qu'on avait appelé « la conscience du Parti » et le « Lénine de Silésie ». Kamenev refusa d'être envoyé comme ambassadeur au Japon, comme Rakovski l'était à Paris.

La bataille pour le redressement du Parti s'avérait impossible. La démoralisation atteignit toute l'Opposition. Les « décistes » et nombre de militants – voire Radek – tirèrent la conclusion que le Parti bolchevik, devenu le parti de la bureaucratie, n'était plus redressable, et qu'il fallait s'engager dans la voie d'un nouveau parti. Mais Zinoviev et Kamenev tenaient cette solution comme la pire faute à commettre, en ce qu'elle laisserait les militants sans moyens d'action. Trotsky tenta de sauver l'unité en proposant une retraite pour gagner un temps, qui permettrait d'atteindre le noyau ouvrier du Parti. Les six membres oppositionnels du Comité central proposèrent à la direction la liquidation du conflit et la recherche de base d'un travail commun.

Cette proposition ne fit que renforcer la direction. Celle-ci publia le 14 octobre dans la *Pravda* son bilan des discussions. Pour le seul

Leningrad, 159 réunions avaient réuni 34 180 membres du Parti : 1 580 avaient pris la parole, dont 153 pour l'Opposition qui n'avait obtenu que 325 voix, soit 0,9 % des votants ; chiffres encore inférieurs pour Moscou : 0,3 % ! De tous les pays des résolutions affluaient vers le Comité central et la Commission de contrôle, condamnant l'activité fractionnelle de l'Opposition et nombre d'entre elles exigeant l'exclusion de ses dirigeants. Mais, le 11 octobre, Pascal note : « À Poutilov, par exemple, ce n'est pas sur 1 300 membres de la cellule que l'opposition a remporté 27 voix, mais sur une bien moindre quantité de présents, et avec quelques centaines d'abstentions. L'opposition reflète le sentiment ouvrier. Quand elle veut rompre le Comité anglo-russe : on crache sur nous, et nous restons assis. […] S'il y avait des votes sincères, l'opposition n'aurait pas la majorité dans le Parti, mais 40 à 50 % des voix. Actuellement elle a fait de grosses concessions, parce qu'elle veut avant tout le bien du Parti et de la révolution, et aussi parce qu'elle croit que le triomphe de sa politique est affaire de temps. La Société des vieux bolcheviks travaille aussi pour la conciliation. À noter que dans l'armée l'autorité de Trotsky est sans partage. »

Les négociations furent vaines et les violences ne cessèrent à aucun moment. Les exigences de la Commission de contrôle pour accepter une « trêve » étaient celles d'un désaveu politique total. Comme pour Trotsky au 13e Congrès, il n'en était pas question, mais seulement de reconnaître l'indiscipline, y compris son caractère fractionnel. Sur ce plan, elle alla même trop loin et, pour éviter l'exclusion, désavoua ses partisans étrangers, en particulier l'opposition allemande de Ruth Fischer/Maslow, et approuva les condamnations prononcées par Lénine contre Chliapnikov et Medvedev, dont les positions sortaient des limites des statuts. Cela ne pouvait que démoraliser les meilleurs et les plus sûrs opposants en URSS comme dans l'Internationale.

Bien qu'ils aient expliqué cette retraite par la volonté commune de ne donner aucune base politique justifiant une exclusion qui les aurait laissés sans moyens d'expression, Trotsky se laissa là déborder par Zinoviev, Kamenev et leurs proches (comme il l'expliqua en 1928 dans une de ses lettres de déportation). En vain associèrent-ils à cette reculade une opération de publication internationale du « Testament » de Lénine (mais Pascal signalait le 29 septembre qu'il circulait déjà largement). Staline en profita pour dénoncer l'accord signé et obtenir du Comité central, le 23 octobre, l'expulsion de Trotsky et de Kamenev du Bureau politique, et que Zinoviev soit « relevé » de ses fonctions internationales, ce qui signifiait qu'il n'était plus le représentant du parti russe dans l'Internationale, qui l'avait élu son président. Lors de la 15e Conférence du Parti qui eut lieu du 26 octobre au 3 novembre, c'est encore Staline qui fit le rapport « spécial » sur l'Opposition. À un moment, Trotsky n'y tint plus, il explosa : « Fossoyeur de la Révolution ! » Le coup porta : Staline se leva, hésita et quitta la salle en claquant la porte. C'était là la manifestation qu'il ne pouvait encore obtenir de ses complices de faire exclure ceux qui étaient la veille les premiers dirigeants du Parti.

Les membres oppositionnels du Comité central avaient réussi à se mettre d'accord pour n'intervenir qu'à la fin de la Conférence. Kamenev et Trotsky parlèrent, ce dernier longuement, obtenant même des assistants des prolongations de son temps de parole. Il démonta la théorie du socialisme dans un seul pays, non seulement théoriquement mais par l'état du pays et par sa situation dans l'état de l'Europe. Ce n'est qu'en sa conclusion qu'il réaffirma toutes les positions de l'Opposition et sa volonté de les intégrer dans le travail commun du Parti. Il avait parlé à des sourds volontaires. Staline conclut que « le petit-bourgeois philistin » Trotsky était tout proche de Bauer (le secrétaire d'État social-démocrate d'Autriche) et que le Parti ne pouvait pas supporter et ne supporterait pas l'indiscipline, la démagogie, le défaitisme. La défaite était totale. Ils n'étaient pas exclus mais restaient désarmés dans le Parti, où il y eut à la fois encore quelques exclusions mais aussi des réintégrations. L'Opposition unifiée disparut en tant que telle. Ses membres ne communiquèrent plus que dans leurs rencontres organisationnelles ou personnelles. Chliapnikov, Nadejda Kroupskaïa et un certain nombre d'anciens se retirèrent du combat.

Le comportement politique de Trotsky, qui semble alors si contradictoire, trouve son explication dans un Mémorandum, « notes en forme de thèses » dit Broué, longtemps resté inconnu, et dont on ne sait à qui il fut alors communiqué, s'il le fut. Son regard se fait là historien, aidé de l'expérience de la Révolution française. Il ne sait pas encore si l'on peut considérer que le Thermidor a déjà eu lieu, ni si la contre-révolution va venir d'une rupture entre prolétariat et paysannerie. Mais il pense qu'il faudra des années pour que les processus économiques trouvent leur expression politique. Il a pu constater sur les hommes de la génération de 1917 qui ne sont pas des « carriéristes », qu'ils sont nerveusement fatigués, épuisés par des années de guerre. Et ce qu'il n'écrit pas, c'est qu'il sait que ses deux alliés principaux, Zinoviev et Kamenev, sont plus épuisés encore que ceux du rang. Pour l'instant, il faut former les cadres des forces prolétariennes jeunes que l'on réussira à dresser demain. C'est à partir d'une telle analyse qu'il juge impossible la construction d'un nouveau parti. Il faut durer ! Car, là encore, sa perspective est celle de l'impossibilité que la direction d'un Staline ne mène pas à un échec qui permette le redressement, grâce à un sursaut de la nouvelle génération. Le problème est qu'il ne restera plus personne pour l'instruire et l'orienter quand les désastres auront atteint les proportions les plus effrayantes.

En cette fin de 1926, il lui reste encore des moyens de s'exprimer. Il n'a pas été possible de l'empêcher d'intervenir, de même que Zinoviev et Kamenev, au 7e Exécutif élargi de l'Internationale. Pierre Pascal, dans son journal, à la date du 6 novembre, rapporte que la *Pravda* de la veille a donné les discours de Staline et de Kamenev : « Le premier donne des citations de Lénine affirmant que le socialisme est possible en un seul pays ; le second en produit montrant que Lénine ne croyait pas le socialisme réalisable dans un seul pays, et cela à la même époque. Querelles à coups de textes ; d'autres preuves

ne sont pas admises. Kamenev, accusé de défaitisme, se défend, malin, en citant une phrase écrite par Boukharine en février 1918 : “Peut-être serait-il avantageux pour la classe ouvrière de liquider le système des soviets, qui n’est plus qu’une forme vide.” Un camarade qui a assisté au discours de Trotsky dit qu’il a si bien maîtrisé son auditoire qu’on lui a prolongé deux fois son temps de parole : Rykov et une partie du bureau ne voulaient pas, la majorité des assistants l’exigea. Après, quand Rykov décrocha le microphone, le temps une fois écoulé, la salle réclama. Le voisin de ce camarade lui disait (un militaire) : “les mains me démangent”. Lui-même était entièrement d’accord. Mais personne n’applaudit. Et le témoin en question a recommandé : “Si vous racontez cela, ne dites pas de qui vous le tenez”. »

Ce raccourci est révélateur. D’une part, des dirigeants historiques devenus oppositionnels devaient apprendre à des dirigeants de l’Internationale, à la fois un problème marxiste élémentaire, et des débats anciens qu’ils ignoraient complètement. D’autre part, ces mêmes dirigeants pouvaient encore exiger entendre Trotsky contre la nouvelle direction, mais ils n’osaient déjà pas l’applaudir, peut-être en enrageant, de même que l’assistant qui parla à Pascal, sachant que celui-ci était lui aussi devenu un opposant, muet et de droite.

Dans un silence imposé, l’Opposition devint invisible pendant l’hiver, et les retraits pour la plupart furent des capitulations, y compris celles de la pauvre Kroupskaïa. Cette trêve de fait a peut-être tenu pour une part à un « différend » au sein du Bureau politique, que le seul Pierre Pascal évoque dans son journal à la date du 3 décembre, et qui opposerait déjà, sans qu’il en connaisse les raisons, d’un côté Boukharine, Rykov, Kalinine et Tomsky, soit les « anciens », et de l’autre Staline, Molotov et deux autres, entrés récemment, dont il ne savait même pas les noms, et qui étaient Kouibychev et Roudzoutak.

La révolution chinoise

Alors que l’Europe ouvrière cuvait ses défaites, commençaient un peu partout, dans ce qu’on n’appelait pas encore le Tiers-Monde, des révolutions anticoloniales et nationalistes. Là où il existait un prolétariat, les organisations communistes auraient dû les orienter, de la même façon qu’en Russie, en un dépassement socialiste.

Cette pratique de dépassement nécessaire de la révolution, au stade impérialiste du capitalisme, n’était guère comprise théoriquement par les bolcheviks. Certes, Trotsky se gardait bien de rappeler son nom de « révolution permanente », et son origine chez Marx. Mais Lénine avait pratiqué ce dépassement avec lui. Dans l’Opposition unifiée, Zinoviev s’opposa à son évocation, afin d’éviter des débats de sourds. Trotsky accepta d’en oblitérer le nom, utilisé contre lui à contresens. Mais le problème allait s’imposer devant l’essor de la révolution chinoise.

Car c’est en Chine que commença la seconde grande révolution du siècle. Certes, ce pays-continent, s’il ressemblait à la Russie par la taille, se trouvait dans une situation sociale et politique très différente, et pire. S’il était soumis à un néocolonialisme féroce de la part de tous

les grands impérialismes installés sur ses côtes, la pénétration de ceux-ci, à partir des grands ports, sur leurs actes de communication, avait toujours laissé l'immensité de l'arrière-pays hors de leur portée. D'où l'impossibilité d'en finir avec l'empire et, malgré le dépècement des entours (Corée, Mandchourie, Formose…), le pays s'était modernisé lentement, du fait même de l'entrée du capitalisme qui transformait profondément son économie. À la fin de 1916, il y avait près d'un million d'ouvriers en Chine. Au début des années 20, elle en comptait presque deux millions, dont 120 000 cheminots, 420 000 ouvriers d'industrie, 300 000 ouvriers du textile, 200 000 métallurgistes, dans des centres tels que Shanghai, Hangkéou et les mines du Hainan. Cela était allé avec l'européanisation de la jeune intelligentsia de ces zones modernes, et il en alla de même avec l'envoi, pour la guerre mondiale, de 200 000 ouvriers chinois qui étaient allés s'instruire en Europe, non seulement techniquement, mais à la lutte de classes.

Dès 1898, un parti réformateur avait initié une politique d'équipement d'une armée moderne et l'ouverture d'écoles et d'universités. Stoppée par la vieille impératrice réactionnaire T'seu-hi, cette politique fut reprise par elle-même après l'écrasement de la révolte des boxers qu'elle avait soutenue. Alors l'armée fut réorganisée à l'européenne, et 30 000 écoles d'État furent ouvertes de 1901 à 1910. Il suffit qu'en 1908 l'empereur et l'impératrice meurent à quelques jours de distance, laissant pour héritier du trône un enfant de trois ans, P'ou-yi (au destin de fantoche entre les mains des Japonais jusqu'à une fin de jardinier en République populaire), pour qu'un édit oriente l'empire vers une monarchie constitutionnelle, à laquelle s'opposa un régent.

Mais du Sud, jamais pénétré, jaillit le 10 octobre 1911 la révolution nationaliste et démocrate du Guomindang, fondé par Sun Yat-sen en 1900. Quatorze des dix-huit provinces chinoises réclamèrent une république. Une Assemblée nationale la proclama à Nankin le 30 décembre, et en nomma Sun Yat-sen président. À Pékin, l'empereur enfant dut abdiquer et, le 12 février, la république y fut proclamée à son tour, et pour tout le pays, mais avec un autre président, le ministre réformateur Yuan Che-k'ai. La République s'écroula, et Sun Yat-sen perdit le pouvoir.

La Mandchourie, où le capitalisme japonais s'était déjà insinué dans une industrie concentrée, tomba bientôt entre les mains de généraux-seigneurs de guerre. Cette division de la Chine en deux allait durer jusqu'en 1928. Pendant trente-huit ans, la Chine n'allait plus sortir de sursauts de révolutions et de contre-révolutions, scandées des attaques colonialistes japonaises.

On allait avoir là la vérification de l'impossibilité d'instaurer une démocratie bourgeoise dans un pays de plus de paysannerie que la Russie de 1917. Et celle-ci, plus durement exploitée par des propriétaires fonciers féroces, ne disposait que d'un matériel rudimentaire. Certes la bourgeoisie chinoise détenait 60 % de l'industrie houillère, 20 % de l'industrie métallurgique, 67 % du textile, 58 % des chemins de fer, 26 % des transports fluviaux et maritimes, 25 % de l'industrie sucrière et 70 % de la fabrication des allumettes, mais tout cela imbriqué dans le capital occidental, et sous

sa tutelle, en particulier par les banques et les douanes, d'où l'anti-impérialisme de cette bourgeoisie.

Manœuvrant entre les seigneurs de guerre, Sun Yat-sen avait réussi à s'installer dans la région de Canton où, en 1917, il avait formé un gouvernement de son Guomindang, doté d'une armée dont le chef fut le jeune général Chiang Kai-shek. La politique colonialiste de l'Occident étant maintenue après la guerre mondiale, Sun Yat-sen ne pouvait réaliser son programme de « révolution démocratique ». Il se tourna vers l'URSS quand, en 1921, le délégué de l'IC, le Hollandais Sneevliet (sous son pseudonyme de Maring), lui offrit l'aide la plus large.

Le Parti communiste chinois s'était constitué le 1er juillet, par l'union des groupes de Pékin et de Shanghai : 13 personnes qui se donnèrent pour secrétaire général un professeur de l'Université de Pékin, rédacteur en chef de *La Jeunesse*, Chen Duxiu, qui avait déjà un passé politique, ayant participé à la révolution de 1911, et qui devait, ainsi qu'un autre professeur, Li Dazho, être des rares ayant déjà une formation marxiste. Ensemble, les deux groupes ne comptaient qu'une soixantaine de membres. Le parti n'en eut que 350 à son 3e congrès en 1923, et 1 000 environ à son 4e congrès en janvier 1924. Cette double faiblesse politique et quantitative explique que, malgré la lucidité qu'allaient manifester ses dirigeants, ils allaient se soumettre aux directives de Moscou.

Le 12 janvier 1923, l'Exécutif de l'IC avait conclu que « tant que la classe ouvrière n'est pas suffisamment différenciée en une force absolument indépendante, le Comité exécutif de l'IC considère qu'il est nécessaire de coordonner les activités du Guomindang et du Parti communiste chinois ». Décision prudente, quoique manifestant une méconnaissance des turbulences annonciatrices du jeune prolétariat chinois, et le fait que sa concentration allait faire de Canton et de Shanghai de véritables Pétrograd, derrière lesquels l'immense paysannerie n'attendait qu'une étincelle pour que le feu prenne à toute son étendue.

Le 26, Joffé signait avec Sun Yat-sen un accord affirmant imprudemment que « le système communiste, et même celui des soviets ne peuvent être introduits en Chine, où n'existe aucune condition favorable à leur application ». Sur cette base, le gouvernement soviétique, à l'inverse des impérialismes qui n'avaient rien cédé de leurs pratiques coloniales, renonçait aux traités du tsarisme imposant des droits et privilèges sur le territoire chinois. Et le 2e Congrès de l'Internationale avait inclus la Chine parmi les pays que les communistes aideraient dans leur lutte pour la libération nationale. Mais comment ?

Une délégation dirigée par le général Chiang Kai-shek vint en juillet s'instruire à Moscou. Il y resta six mois, ce qui allait lui permettre, avec l'aide de Borodine (Mikhail Gruzenberg, un ancien bundiste), de réorganiser le Guomindang selon le mode du Parti bolchevik, ainsi que son armée. Ce sont aussi des envoyés de l'IC qui créèrent l'Académie militaire de Whampoa, dirigée par le même Chiang Kai-shek, avec, pour conseiller politique, le jeune communiste Chou En-

lai. C'était là la conséquence, sur décision de représentants de l'IC, de l'entrée dans le Guomindang, des membres du parti communiste, il est vrai minuscule, et à titre individuel, et cela en opposition à la décision du 4e congrès du jeune Parti chinois en janvier 1924.

Cette entrée permit, certes, qu'à Whampoa se forment Chen Yi, Ni Rongzheng et Lin Biao, soit les chefs militaires de la future Armée de Route de Mao Zedong, mais c'était l'amorce de l'entrée généralisée dans le Guomindang.

Le 30 mai 1925, commença la seconde révolution chinoise quand, à Shanghai, lors de la manifestation pour le meurtre d'un ouvrier, douze étudiants furent tués par la police britannique, entraînant grèves et création du Mouvement du 30 mai. Moins d'un mois après, ce fut à Canton que la répression fit 57 morts et plus de 200 blessés. Les grèves allaient paralyser le grand ensemble Canton-Hongkong, et les comités prirent l'aspect de soviets. Le mouvement était encore nationaliste, anti-impérialiste, mais c'était désormais le prolétariat qui le prenait en charge et y introduisait ses revendications propres. À son lendemain, le parti communiste compta 10 000 membres, 30 000 en 1926 et 58 000 en avril 1927.

C'est probablement en ce début de 1925 que Trotsky et Zinoviev, alors tenus à distance des problèmes chinois par la lutte que l'Opposition devait mener contre sa répression, furent informés par Radek de la situation chinoise qu'il suivait à l'Université Sun Yat-sen de Moscou, et qui avait envoyé sur place un jeune oppositionnel, Sergéi Daline. Trotsky, comprenant immédiatement le péril, exigea que les communistes sortent du Guomindang. Mais, à Moscou on ne vit toujours là rien de particulier. Sun Yat-sen était mort le 12 mars 1925. Chiang Kai-shek devint immédiatement le seul maître du Guomindang. Le 6e plénum de l'IC en février-mars 1926 admit cette formation comme organisation sympathisante, ce qui indigna Trotsky. Le 12 de ce dernier mois, Chiang Kai-shek, qui lui ne se trompait pas sur la portée des événements de l'année précédente, fit arrêter la direction du Comité de grève de Canton-Hongkong, et des milliers de militants, dont plusieurs dizaines de communistes, en particulier les commissaires politiques attachés aux diverses unités de l'armée. Il proclama sa dictature militaire, immobilisa dans ses « rangs » communistes et « communisants » de la « gauche » du Guomindang. Soumis au respect strict des « trois principes de Sun Yat-sen » (de limite bourgeoise de la révolution), ils devaient remettre au Guomindang la liste complète des communistes membres des deux partis et soumettre les directives de l'IC et de leur PC à un comité mixte des deux partis ; l'accession aux postes de direction leur était interdite, et leur place dans l'appareil d'État ne pas dépasser un tiers ; ils ne devaient ni se grouper ni s'organiser à l'intérieur du Guomindang, il leur était aussi interdit de recruter des membres parmi ceux du Guomindang, et ceux-ci ne devaient pas davantage passer au PC sans autorisation.

Le silence persista à Moscou devant cette énormité. Le 18 mai, Staline définit le Guomindang comme le « parti unique des ouvriers et des paysans ». Il était clair pour lui que les arguments de l'Opposition

unifiée masquaient cette politique de révolution permanente qu'il avait condamnée. Le même 18 mai, Chiang Kai-shek fixait les limites les plus étroites à l'activité des communistes dans ses rangs, précaution alors qu'il préparait l'attaque du Nord, afin d'unifier la Chine sous son égide. Le 29 juillet, la loi martiale immobilisa toute activité politique. Dans le silence du PC, la classe ouvrière, bien que favorable à l'unité chinoise, continuait sa lutte pour ses revendications de hausse de salaire et de diminution du temps de travail, alors de 11 à 15 heures par jour, contre un patronat répondant aux grèves par les interventions de milices féroces. Le 6 août, l'armée sudiste tenta en vain le désarmement des ouvriers.

La campagne commença, et Chiang Kai-shek marcha de victoire en victoire dans la région du Yang-Tseu-Kiang. En parallèle, et ne pouvant obtenir le désarmement des milices ouvrières, le gouvernement passa à une loi d'arbitrage obligatoire dans les conflits capital/travail, limitant le droit de grève et interdisant les piquets. Le patronat, de son côté, organisa une confédération de syndicats jaunes, composés de « lumpen » comme les Chemises noires de Mussolini.

Chen Duxiu, effrayé de cette situation, partit à Moscou pour demander que le parti chinois soit autorisé à sortir du Guomindang tout en conservant un front unique avec lui, mais en encourageant le mouvement prolétarien et paysan. L'Exécutif de l'Internationale refusa toutes ses propositions, Boukharine les taxant d'ultra-gauchisme. Dans son discours, Staline définit la révolution chinoise comme « une révolution bourgeoise-démocratique », « une révolution de libération nationale, dont la pointe est dirigée contre la domination de l'impérialisme étranger en Chine ». Et, tout à l'admiration de Chiang Kai-shek et de son Armée révolutionnaire, il assurait : « Le fait est que la question de l'armée est passée sous silence ou n'est pas estimée à sa juste valeur dans les thèses. […] L'avance des troupes de Canton vers le Nord est considérée d'habitude non pas comme un développement de la révolution chinoise, mais comme une lutte des généraux de Canton contre Wu Pei-fu et Sun Chuan pour la suprématie. C'est une profonde erreur. Les troupes révolutionnaires chinoises sont un facteur des plus importants de la lutte des ouvriers et paysans pour leur émancipation. » Le 21 février 1927, le 7e Exécutif élargi de l'IC définissait pour les paysans, sur cette ligne de révolution bourgeoise, un programme de réformes, du type « réduction maximum des fermages, régularisation et réduction maximum des impôts qui frappent les paysans, et remplacement de ces taxes par un impôt agricole progressif unique. Enfin, soutien maximum du gouvernement aux organisations paysannes, y compris les unions paysannes… ».

Daline rentra de Chine dès le début de 1927. Il y avait rencontré l'opposant Peng Shuzhi, qui voyait clair dans les projets contre-révolutionnaires de Chiang Kai-shek. Trotsky, alerté le 3 mars, décida de mettre la question chinoise au centre de l'activité de l'Opposition unifiée. Le 18, Radek, à l'Académie communiste, expliqua que Chiang Kai-shek allait détruire le Parti communiste et les syndicats. Pour Trotsky, il était le Pilsudski de la Chine. Zinoviev présenta au bureau politique, le 14 avril, des thèses qui, sans l'évoquer, revenaient

au principe fondamental de la révolution permanente, « l'histoire de la révolution a démontré que toute révolution démocratique bourgeoise, si elle ne se transforme pas en révolution socialiste, s'engage inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise ». Il montrait le double jeu de Chiang Kai-shek. Mais, à l'heure où il parlait, la contre-révolution avait eu lieu et était victorieuse.

Trompé sur la nature de Chiang Kai-shek par le soutien de l'IC dont une délégation suivait l'armée, en respectant scrupuleusement la ligne de freinage des luttes paysannes et ouvrières, le prolétariat de Shanghai se souleva pour ouvrir la voie à ces « libérateurs » en chassant leur seigneur de guerre, le général Pi-Chou-Tcheng. Le 21 mars, ils s'étaient soulevés en une opération bien préparée, la grève générale fut immédiate et l'insurrection commença. Pi-Chou-Tcheng bombarda les quartiers ouvriers. Mais le 22, il était vaincu et la ville était aux mains du prolétariat. Le 24, des troupes sudistes entraient dans la ville, et le 26 Chiang Kai-shek y arrivait.

Le 12 avril, c'était le massacre organisé du prolétariat par une organisation de type fasciste aux chemises bleues, dont Chiang avait donné le commandement à un voyou, du nom de Huang le Grêlé. Cela commença par les dirigeants syndicaux, puis par les militants dans leurs divers locaux et le quartier général des milices. Il y eut une centaine de morts. Il se trouva qu'une délégation de dirigeants communistes étrangers se trouvait là, comprenant entre autres l'Indien Roy, le Français Doriot et l'Américain Earl Browder. Ils se contentèrent de télégraphier à Chiang de ne pas prendre d'initiative unilatérale, comme si les tueurs n'étaient pas ses hommes, et informèrent Moscou. La riposte ouvrière se contenta de manifestations pacifiques. Celle du 13 compta 100 000 participants qui furent accueillis à la mitrailleuse, d'où une nouvelle centaine de morts. Cela ne s'arrêta plus, et recommença à Canton. Des milliers de communistes et de syndicalistes furent exterminés. À Pékin, c'est un autre bandit, Zhang Suolin, auquel les diplomates occidentaux permirent de saisir dans la légation soviétique les communistes chinois qui s'y étaient réfugiés, dont le membre fondateur du PCC, Li Dazhao. Ils furent tous étranglés dans leur cellule le 28.

C'est à cette date que Staline « reconnut » que Chiang Kai-shek avait trahi la révolution, mais sans reconnaître l'erreur fondamentale de sa politique. Il reporta sa confiance sur Wang Jingwei, leader de la gauche du Guomindang, qui avait fait entrer deux ministres communistes, pour le Travail et l'Agriculture, dans son gouvernement du Wuhan, afin qu'ils veillent à la paix sociale dans les campagnes et la ville. Trotsky, à l'inverse avait prévenu : « Nous ne voulons pas prendre sur nous un seul atome de responsabilité pour la politique du gouvernement de Wuhan et la direction du Guomindang, et nous conseillons énergiquement à l'IC de refuser cette responsabilité. Nous disons énergiquement aux paysans chinois : les chefs du Guomindang de gauche de l'espèce de Wan Tin-Wei [Wang Jingwei] vous tromperont irrémédiablement si vous obéissez à la direction de Wuhan au lieu de créer vos propres conseils indépendants. »

Cet adversaire de Chiang Kai-shek attendit mai pour passer à son tour à l'action. Enfin une armée paysanne se leva pour lui résister, le délégué de l'IC, Borodine, à leur tête, avec les ministres communistes. Une armée sous la direction du général chrétien Feng Yuxiang, qui avait été formé par les conseillers soviétiques, les tailla en pièces à la mitrailleuse et pendit les survivants. On compta en tout 547 000 morts. La Révolution chinoise était décapitée et écrasée.

Cependant, le Comité central du PCUS, le 14 juillet, tout en reconnaissant que le gouvernement du Wuhan était devenu à son tour une force contre-révolutionnaire, n'en continuait pas moins à exiger des communistes chinois qu'ils restent dans la Guomindang et se préparent à agir dans son congrès. Mais il fallait trouver des responsables de la défaite. Ce fut, avec un cynisme où se distingua Boukharine, dans son compte rendu à l'Exécutif de l'IC du 4 juin, la direction du parti chinois qui dut l'endosser, dont le secrétaire général, Chen Duxiu – qui avait suivi les directives de l'IC contre ses propres convictions comme nous l'avons vu – fut obligé de démissionner.

En décembre, la nouvelle direction, sous le contrôle des envoyés de Staline, Lominadzé et Heinz Neumann, qui ignoraient tout de la Chine, fit organiser à Canton, par Zhang Tailei, disciple de Borodine (rappelé à Moscou), une commune destinée à dédouaner l'IC de ses erreurs. Elle fut écrasée dans la plus féroce des répressions, au cours de laquelle des communistes furent brûlés dans les chaudières des locomotives. Pour sa part, Zhang Yailéi fut fusillé.

C'était la première révolution que Staline avait fait avorter.

Le moins connu des dirigeants chinois, Mao Zedong, d'origine paysanne, rejoignit Zhu De, un de ces chefs militaires formés à Whampoa, et devenu communiste, qui avait pris le maquis dès la mi-1927 avec quelques milliers d'hommes. Ensemble et recrutant jusqu'à des forces dirigées par des bandits, ils finirent par regrouper 10 000 hommes, dont seulement 2 000 avaient des fusils. Ce fut la Quatrième Armée rouge. En 1928, après avoir réussi à constituer une solide base au Hunan, ils y soutinrent plusieurs offensives de Chiang Kai-shek avant que celui-ci ne parvienne à les en déloger. Ils durent commencer une terrible lutte en retraite combattante qui reçut plus tard le nom de « Longue Marche » : long cheminement misérable d'où devait sortir vingt ans plus tard la révolution victorieuse.

La fin de l'Opposition unifiée

La révolution chinoise avait « électrisé » (Victor Serge) l'Opposition unifiée. Une nouvelle révolution ne pouvait-elle pas permettre de changer la donne en URSS ? Pour Staline, au contraire, cette révolution pouvait gêner l'installation du socialisme en un seul pays et toute sa politique fut commandée par l'orientation d'une révolution passant par l'étape démocratique, certes appelée « ouvrière et paysanne », mais dans le sens de celle du menchevisme et du « marxisme » académique.

Pour la majorité de l'Opposition elle-même, ce ne pouvait être qu'une « révolution ouvrière et paysanne », mais sous direction ouvrière, telle

que Lénine l'avait théorisée pendant son exil de la guerre mondiale. Trotsky lui-même avait hésité quant à une telle possibilité dans ce cas. Comme nous l'avons vu, il n'hésita plus dès 1923 sur la nécessité de sortie du PCC du Guomindang ; en 1926, il avait gagné toute l'Opposition à son point de vue.

Le massacre d'avril 1927 secoua profondément le Parti, et l'Opposition, toujours dans l'illégalité, releva la tête. Mais, là encore, Trotsky voyait plus loin que les autres. Il écrivit dans *Ma vie* : « Un bon nombre de jeunes camarades croyaient qu'une faillite si évidente de la politique de Staline devait rapprocher la victoire de l'Opposition. Dans les premières journées qui suivirent le coup d'État de Tchang Kaï-chek, je versai plus d'un seau d'eau froide sur les têtes de mes jeunes amis, et non pas seulement sur ces jeunes têtes. Je démontrais que l'Opposition ne pouvait nullement remonter grâce à la défaite de la révolution chinoise. Que nos prévisions se soient justifiées, cela nous attirerait un millier, cinq ou dix milliers de nouveaux adhérents. Pour des millions d'hommes, ce qui a une signification décisive, ce n'est pas la prévision, c'est le fait même de l'écrasement du prolétariat révolutionnaire. Après l'écrasement de la révolution allemande en 1923, après l'échec de la grève générale anglaise en 1926, la nouvelle défaite en Chine ne peut que renforcer le découragement des masses à l'égard de la révolution internationale. Or, c'est ce découragement même qui est la source psychologique essentielle de la politique de Staline, faite d'un nationalo-réformisme. »

Ce qui ne pouvait passer que pour un paradoxe, le renforcement soudain du noyau de vieux révolutionnaires d'Octobre par l'afflux de milliers de jeunes de la nouvelle génération qui se mettaient à penser par eux-mêmes, et non plus à travers un mythique Comité central, allait précipiter leur écrasement par l'allié russe de Chiang Kai-shek, Staline. Définitivement compromis, il n'avait plus qu'à compléter l'écrasement des ouvriers de Shanghai par l'écrasement organisationnel de l'Opposition.

Pendant toute l'année 1927, les dirigeants les plus importants de l'Opposition furent envoyés dans les ambassades de tous les coins du monde. Rakovski était à l'ambassade de Paris. On lui envoya le « renfort » de Piatakov, Préobrajensky et Kossior. On fit à Kamenev l'insulte de l'envoyer à l'ambassade de l'Italie mussolinienne. Ceux du second degré furent mutés dans les provinces les plus lointaines. À la base, c'étaient les arrestations, emprisonnements et déportations. En juin, l'envoi de Smilga en poste sur la frontière mandchoue avait donné lieu à une manifestation de milliers d'oppositionnels lors de son départ. Trotsky et Zinoviev y parlèrent, mais quoique ce fût avec prudence, ils n'en furent pas moins accusés d'avoir voulu porter le débat intérieur du parti sur la scène publique, et les militants qui furent reconnus pour avoir participé à cette manifestation furent exclus. La violence et les persécutions étaient quotidiennes. Leur excès provoqua des réactions dans le parti. L'exigence d'entendre l'Opposition se développait. Mais elle ne pouvait le faire que clandestinement. Toutefois, tout au long de 1927, Victor Serge enverra en France des articles sur toutes les étapes de la révolution chinoise, d'une parfaite

lucidité politique, mais en se gardant de critiquer les positions du Komintern, articles que publieront *Clarté* et le premier numéro de *Lutte de classes* de février-mars 1928, organes communistes indépendants, pas encore oppositionnels.

Trotsky savait maintenant qu'il n'y avait plus à chercher à convaincre. Il fallait frapper fort sur ces crânes durs. C'est alors qu'il parla ouvertement de Thermidor en cours. En juin, au Comité central, il n'hésita pas à dire que Staline avait manifestement décidé la liquidation physique de l'Opposition. Staline s'en indigna, tout en la préparant.

Il allait cependant rencontrer une résistance inattendue de la Commission de contrôle, en particulier d'Ordjonikidzé, qui, en fin juillet, chargée d'instruire l'exclusion de Zinoviev et Trotsky du Comité central, trouva devant elle un Trotsky qui lui fit l'histoire du Thermidor français et du thermidorisme, en un parallèle saisissant de chaque étape du renversement du cours révolutionnaire avec celui qu'ils vivaient. La Commission de contrôle finit par demander qu'on supprime la question des exclusions de l'ordre du jour. À la stupéfaction de ses membres, ils trouvèrent l'exclusion votée au Comité central en leur absence. Ils s'acharnèrent, et Staline, mis en minorité, fut obligé de reculer. Pas pour longtemps ! Il lui fallait l'exclusion avant le 15e congrès du Parti.

Il avait trouvé un nouvel argument pour interdire toute discussion : le péril de la guerre imminente, devant laquelle le Parti devait présenter un front sans faille, toute division devenant trahison et contre-révolution. Trotsky lui opposa le droit de critique, même en temps de guerre, et évoqua l'exemple de la critique que Clemenceau fit en France en plein milieu de la guerre mondiale, aux fins de prendre la direction du gouvernement pour mieux mener la guerre. Il retourna l'accusation et déclara qu'« en cas de guerre [l'Opposition] chercherait à remplacer les fractions au pouvoir précisément pour mener les opérations militaires avec la dernière énergie et la dernière clairvoyance, ce qu'on ne pouvait attendre des gens qui dirigeaient actuellement le parti ».

Le 1er août, l'exclusion fut recherchée à nouveau par un plénum de la Commission de contrôle et du Comité central. Cette fois, c'est un tonneau de calomnies sur toute son histoire que dut réfuter Trotsky. Et encore une fois, il retourna l'attaque qui se portait aussi sur sa politique militaire, et ouvrit le procès de la révolution chinoise sabotée, ajoutant au procès de Staline celui de Vorochilov, commissaire à la Défense et membre du Bureau politique. Il écrasa ses accusateurs sur tous les points soulevés, et à nouveau la Commission de contrôle ne put prononcer le verdict exigé par Staline, et se contenta d'un blâme. L'Opposition allait-elle pouvoir participer au Congrès ? Il fut ajourné.

Le 3 septembre, Trotsky remit au Bureau politique une Plate-forme de l'Opposition signée des treize membres du Comité central et de la Commission de contrôle, destinée à la discussion pour le 15e Congrès. Comme la direction refusa sa publication, l'Opposition réussit à l'imprimer clandestinement et à en sauver l'édition sous le nez des

agents du Guépéou qui avaient fini par découvrir la chambre où elle était en train d'être imprimée, et qui opérèrent l'arrestation des présents. Puis, elle fit, avec un de ses agents, un montage d'accusation selon laquelle c'est un officier de Wrangel qui aurait fourni le matériel d'impression, ce dont la presse aux ordres fit ses choux gras et réussit à jeter le trouble dans la masse. L'Opposition fit son enquête et découvrit qu'en effet un ancien officier de Wrangel s'était introduit parmi eux, mais c'était un agent du Guépéou. Démasqué, Staline alla jusqu'à justifier l'utilisation du retournement d'un tel agent. Jusque-là, il n'avait pas manifesté ouvertement cette ampleur de son cynisme. Sérébriakov et Préobrajensky avaient immédiatement pris la responsabilité de l'édition. Ils furent exclus du Parti. Fichelev, vieux militant, directeur d'une imprimerie d'État, qui avait réussi de son côté à faire imprimer secrètement des milliers d'exemplaires de la Plate-forme, fut arrêté. La diffusion allait donner un dernier élan à l'Opposition.

Surmené et hypertendu, souffrant de malaises physiques, de fièvre et d'insomnie, Trotsky était parti prendre quelque repos dans le Caucase pendant que cela se passait. Il revint brusquement en apprenant que le Présidium de l'Internationale allait se réunir et aurait à son ordre du jour son exclusion de l'Exécutif, ainsi que celles de Rakovski, et de Vouyovitch, représentant du parti yougoslave, qui avait le tort d'appartenir à l'Opposition internationale. La réunion se tint le 27 septembre. C'est Trotsky qui parla deux heures en accusateur de ceux qui prétendaient le juger pour indiscipline, impression clandestine et autres délits aussi minables, les accusant à son tour d'avoir violé les statuts en ne réunissant pas de congrès mondial depuis quatre ans, d'avoir accueilli le Guomindang en leur sein comme organisation sympathisante, et de n'être que des exécutants de la politique fractionniste de Staline. Puis il sortit, les laissant à leur sale besogne de bureaucrates. L'Internationale communiste n'existait plus que comme un théâtre d'ombres propre à tromper des millions de militants.

L'Opposition avait demandé des augmentations de salaire pour les ouvriers les plus mal payés et le respect de la journée de huit heures. La réponse indignée fut que cela aurait risqué d'épuiser les ressources économiques du pays. Mais, devant la difficulté de discréditer Trotsky, malgré les torrents de boue déversés contre lui, Staline, de son propre chef, n'hésita pas à annoncer la diminution de la semaine de travail à 35 heures, en 5 jours de 7 heures, sans diminution de salaire, et cela pour le prochain dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Dans l'état de démembrement de l'industrie, dont nous avons vu Pascal nous donner une idée, c'était d'une telle folle démagogie, que même ses plus fidèles bronchèrent. Mais il tempêta et fit plier le Comité central.

Trotsky montra que la journée de travail de huit heures n'était même pas appliquée dans l'industrie d'État, et que le projet de Premier Plan quinquennal, qui venait tout juste d'être achevé, prévoyait une journée de travail plus longue. « Toute la réforme, concluait-il, n'avait qu'un but : aider le groupe au pouvoir à écraser l'Opposition. »

Le 15 octobre, une grande manifestation fut organisée à Leningrad pour fêter cette réforme, et de grandes tribunes furent élevées pour que les officiels assistent à un défilé militaire suivi par une foule immense. Au bout des grandes tribunes, sur une plus petite, installée sur un camion, avaient été placés Zinoviev et Trotsky. Victor Serge, entre autres témoins qui racontent l'événement, écrit : « [Dès que le] cortège arrivait à la hauteur des hommes légendaires qui n'étaient plus rien dans l'État […] les gens piétinaient sur place en silence et des mains se tendaient par milliers, agitant des mouchoirs ou des casquettes. C'était une acclamation muette, vaincue, bouleversante. »

Les deux leaders jugèrent différemment cet hommage. Trotsky l'expliqua dans *Ma vie* : « Zinoviev, immédiatement, se trouva tout plein d'optimisme et espéra de la manifestation les plus grandes conséquences. Je ne me rattachais pas à son appréciation impulsive. La masse ouvrière de Pétrograd montrait qu'elle était mécontente sous la forme de sympathies platoniques à l'adresse des leaders de l'Opposition, mais elle n'était pas encore capable d'empêcher l'appareil de nous régler notre compte. À cet égard, je ne me faisais aucune illusion. D'autre part, la manifestation devait suggérer à la fraction dirigeante d'en finir le plus vite possible avec l'Opposition pour mettre la masse devant le fait accompli. »

Trotsky voyait juste : il ne fallut qu'un seul mois pour que soit achevé ce que les opposants vécurent comme leur Thermidor, et que nous pouvons considérer plutôt, par rapport au parallélisme des péripéties de la Révolution française, comme un 18 Brumaire, dont Staline devenait une sorte de Premier Consul, n'ayant plus à son niveau formel qu'un second consul en Boukharine.

Une semaine après la manifestation, du 21 au 23 octobre, eut lieu un nouveau plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, au terme duquel Trotsky et Zinoviev furent exclus du Comité central. Trotsky, épuisé, malade, fit face de toute sa grandeur dans son dernier discours de dirigeant du PCUS, face à une curée haineuse menée par des bureaucrates voyous dont les noms se sont perdus dans les poubelles de l'histoire. La publication intégrale de ce moment du plénum fut donnée par la *Pravda* en un véritable acte terroriste, qui se retourne aujourd'hui en dénonciation implacable.

Trotsky avait commencé en disant : « Tout d'abord, deux mots sur ce qu'on appelle le "trotskysme". Par ce terme, tout opportuniste cherche à couvrir sa nudité. Pour fabriquer le "trotskysme", une usine de falsification travaille à fond avec trois équipes de rechange. À ce propos, j'ai écrit récemment, à l'Institut historique du Parti, une lettre qui renferme une cinquantaine de citations et de documents, et qui prend l'école théorique et historique qui prédomine en ce moment en flagrant délit de tripotage, de déformation, de dissimulation de documents et de faits, de défiguration de la pensée de Lénine – le tout dans le but de combattre ledit "trotskysme". J'ai demandé qu'on envoyât cette lettre aux membres du Plénum réuni. Cela n'a pas été fait. Cependant, la lettre ne renferme, pour ainsi dire, que des documents et des citations. J'enverrai cette lettre à la Feuille de discussion. Je crois que, là aussi, on la cachera au Parti, car les faits et

les documents que j'y produis sont trop accablants pour l'école stalinienne. »

Tout son historique de l'affaire de « l'officier de Wrangel » est ensuite coupé d'interruptions. Elles vont se faire de plus en plus violentes quand il dénoncera les phases de la transformation de la direction léniniste du parti par son remplacement par la direction stalinienne, qu'il croit encore provisoire : car plus le groupe dirigeant remporte de « victoires », plus il s'affaiblit. D'où la tâche primordiale de l'Opposition : « Faire en sorte que les conséquences de la politique néfaste des dirigeants actuels soient le moins nuisibles au parti et à sa liaison avec les masses. Vous voulez nous exclure du Comité central. Nous reconnaissons que cette mesure découle du cours de la direction dans la phase actuelle de son développement, pour dire plus exactement : de son écroulement. La fraction dirigeante qui exclut du parti des centaines et des centaines des meilleurs membres du parti, des ouvriers bolcheviks inébranlables ; la fraction de l'appareil qui ose exclure des bolcheviks tels que Mratchkovsky, Sérébriakov, Préobrajensky, Charov, Sarkis, Vouyovitch, c'est-à-dire des camarades qui, à eux seuls, auraient été capables de former le secrétariat du parti, ayant beaucoup plus d'autorité, incomparablement plus de préparation, étant incomparablement plus léninistes. […] La fraction de Staline-Boukharine, qui jette dans la prison préventive du Guépéou de parfaits militants, tels que Netchaev, Chtykgold, Vassiliev, Schmidt, Fichelev et beaucoup d'autres ; la fraction de l'appareil qui s'impose au Parti par des moyens violents, en étouffant la pensée du Parti, par la désorganisation de l'avant-garde du prolétariat, non seulement dans l'URSS, mais aussi dans le monde entier ; la fraction entièrement opportuniste derrière laquelle se traînaient et se traînent au cours de la dernière année les Chang Kaï-chek, les Feng You Sian, les Wan Tin Veï, les Purcell, les Highs, les Ben Tillett, les Koussinen, les Smeral (Bruit), les Pepper, les Heinz-Neuman, les Rafes, les Martynov, les Kondraticz et les Oustrialov… »

Les insultes pleuvent, terminées, par Skrypnik : « À quoi bon l'écouter, ce n'est qu'une insulte continuelle au C.C. ! »

Et en effet, toute la suite de son discours va être faite sous les insultes, qu'il annonce : « La brutalité et la déloyauté dont parlait Lénine ne sont plus des défauts personnels : elles sont devenues les défauts de la fraction dirigeante, de sa politique, de son régime. Il ne s'agit pas des moyens en eux-mêmes. Le trait caractéristique du cours actuel est qu'il croit en la toute-puissance de la violence – même à l'égard de son propre Parti. […] Certes, Staline, en tant que Secrétaire général, a causé à Lénine de vives inquiétudes dès le début ! "Ce cuisinier ne préparera que des mets poivrés" disait Lénine entre amis, lors du 10e Congrès. […] Lénine, envisageant sa retraite, donna au Parti son conseil suprême : "Écartez Staline, qui peut mener le Parti à la scission et à sa perte."

Les exclamations se suivent : "Menchevik ! Assez ! Ah ! Quel bavard, quel hâbleur ! Quelle honte ! Jusqu'où il est tombé ! Quelle infamie ! C'est un mensonge ! Vous êtes un méprisable menchevik ! Petit bourgeois, radical ! Martov ! C'est du *Messager Socialiste*. À bas !

Quelle infamie ! Menchevik ! Traître ! Il ne faut pas l'écouter ! Quelle calomnie contre le Comité central !"

Trotsky continue au milieu des cris : "Le militant ouvrier a peur de dire dans sa propre cellule ce qu'il pense, il a peur de voter selon sa conscience. La dictature de l'appareil terrorise le parti qui doit être l'expression suprême de la dictature du prolétariat. En terrorisant le parti, la fraction dirigeante…". Les hurlements injurieux tentent de couvrir sa voix.

Rien n'arrête Trotsky. La meute devra entendre tout le procès de la politique des dernières années. Par instants on n'entendra plus sa voix. Mais le procès-verbal donnera les dernières et les pires interruptions :

"Une messe pour le repos de l'âme de Trotsky ! Marche funèbre ! Il ne peut pas y avoir plus d'aventurisme que chez toi. Menchevik, va-t'en du parti ! La tribune du C. C. n'est pas faite pour ces abominations ! Fossoyeur de la Révolution ! Honte ! À bas ! À bas, canaille ! À bas le renégat ! Ça suffit ! Honte !" C'était là le Comité central !

Coups de sifflets. Le bruit va croissant. Tumulte. On n'entend plus rien. Le président sonne. Coups de sifflets. Des voix crient : "À bas de la tribune !" Le président annonce une suspension de séance. Le camarade Trotsky continue à lire, mais on ne peut pas distinguer un seul mot. Les membres du Plénum quittent leur place et commencent à se disperser. »

Trotsky aura tout de même le dernier mot : « Le stalinisme a trouvé son expression effrénée en se laissant aller à de véritables actes de voyous. Ces méthodes fascistes ne sont que l'accomplissement aveugle, inconscient d'un ordre social émanant des autres classes. Le but : amputer l'Opposition du Parti et l'anéantir physiquement. Déjà, des voix se font entendre : "Nous en exclurons un millier, nous en fusillerons une centaine, et tout deviendra calme dans le Parti." Ainsi parlent de malheureux aveugles, apeurés et déchaînés en même temps. C'est la voix de Thermidor. Les bureaucrates les plus mauvais, corrompus par le pouvoir, aveuglés de haine, le préparent de toutes leurs forces. Il leur faut, pour cela, deux partis. Mais la violence se brisera contre une ligne politique juste qui a, pour la servir, le courage révolutionnaire des cadres d'opposants. Staline ne créera pas deux partis. Nous disons ouvertement au Parti : la dictature du prolétariat est en danger. Et nous croyons fermement que le Parti – son noyau prolétarien – entendra, comprendra, rectifiera. Le Parti est déjà profondément remué, demain il sera remué jusque dans son tréfonds. Derrière les quelques milliers d'opposants appartenant aux cadres du Parti, suit une double, une triple couche d'adhérents à l'Opposition, puis une couche encore plus large d'ouvriers membres du Parti qui ont déjà commencé à prêter une oreille attentive à l'Opposition et à se rapprocher d'elle. Ce processus est inévitable. L'ouvrier sans parti ne s'est pas laissé prendre aux attaques et aux calomnies dirigées contre nous. Son mécontentement légitime devant le développement du bureaucratisme et du régime du bâillon, la classe ouvrière de Leningrad l'a exprimé dans l'éclatante démonstration du 17 octobre. Inébranlablement, le prolétariat est pour le pouvoir des Soviets, mais

il veut une autre politique. Tous ces processus sont inévitables. L'appareil est impuissant à les combattre. Plus les répressions seront violentes, plus elles affermiront l'autorité des cadres d'opposants aux yeux des communistes du rang et de la classe ouvrière dans son ensemble. Pour chaque centaine d'opposants exclus du Parti, il y aura un nouveau millier d'opposants dans le Parti. L'opposant exclu se sent membre du Parti et le restera. On peut, par la violence, arracher la carte du Parti au véritable bolchevik léniniste, on peut, momentanément, lui retirer ses droits de membre du Parti, il n'abandonnera jamais ses obligations de membre du Parti. »

Hélas, il se trompait.

C'est une traduction tronquée de la *Pravda*, dont toute la fin de l'intervention de Trotsky, qui parut dans l*'Humanité* du 2 novembre 1927. Mais un mois exactement plus tard, la version intégrale fut publiée en France par la revue d'opposition *Contre le courant*.

Zinoviev avait dû quitter la tribune sous les huées en disant : « Ou vous vous résignerez à nous laisser parler au parti, ou il faudra que vous nous emprisonniez tous. » C'est ce qui allait arriver.

Dans les huit jours qui les séparaient du 7 novembre, Trotsky et ses proches continuèrent à courir d'un logement ouvrier à un autre, expliquant inlassablement, répondant à toutes questions, traqués par les agents du Guépéou et même par des membres de la Commission de contrôle. Pascal comme Victor Serge assistèrent à de telles réunions rappelant les temps anciens du tsarisme, et tous deux remarquèrent que les cheveux de Trotsky blanchissaient, que ses traits manifestaient l'épuisement, et que malgré cela sa force de conviction restait la même. Les votes pour le Congrès parvinrent : partout l'Opposition est donnée comme ayant obtenu quelques dizaines de voix sur des milliers.

Le 26, aux assemblées de compte rendu du Plénum, seul Smirnov, encore Commissaire du peuple au PTT, parvint à parler. Tous les autres ne purent parvenir à la tribune ou en furent chassés.

L'Opposition avait décidé de participer sur ses mots d'ordre à la manifestation du dixième anniversaire de la Révolution. Mais cette fois la direction avait pris ses mesures pour l'en empêcher. Les deux témoins qu'étaient Pascal et Victor Serge nous ont laissé chacun un long compte rendu de cette journée d'inversion de la Révolution. Une opération éclair permit d'encercler le groupe de l'Opposition, de le refouler jusqu'à l'immeuble de l'état-major où ils furent bouclés. Ils réussirent pourtant à en sortir, mais furent alors chargés par la police montée. Des gros bras étaient dispersés dans la foule pour empêcher les prises de parole de militants qui les écoutaient avec sympathie. La milice intervint contre les groupes. Pascal conclut dans sa lettre à Souvarine : « À Leningrad comme à Moscou, on a échangé des horions et des injures, mais à Leningrad la manifestation a été plus importante et la répression plus violente ; plusieurs camarades ont été assommés et c'est tout juste si on a évité l'effusion de sang. » À Moscou, le caractère contre-révolutionnaire de la répression alla plus loin. Trotsky avait été gardé à vue dans son appartement du Kremlin.

Réussissant à sortir et partant en voiture avec Kamenev et Mouralov, ils essuyèrent des coups de feu, puis un individu sauta sur leur marchepied et brisa une de leurs vitres. Smilga, puis Préobrajensky, étaient attaqués dans leur appartement. Smilga, qui avait placé des portraits à sa fenêtre, vit ses portes brisées ainsi que ses meubles, puis fut violemment battu ; Natalia, compagne de Trotsky, fut aussi frappée, les portraits, dont celui de Lénine, déchirés. Un groupe de 140 étudiants qui avait réussi à s'introduire dans le cortège fut isolé par la police et gardé jusqu'à la fin de la manifestation. Le plus significatif est que deux groupes trompèrent la direction : celui du Club des ouvriers allemands et celui des étudiants chinois. Ils ne déplièrent leurs banderoles et ne crièrent leurs mots d'ordre contre Staline que devant la tribune.

Mais les masses n'avaient pas bougé. C'est la leçon que tira Trotsky, à la réunion des chefs de l'Opposition, le soir, dans l'appartement ravagé de Smilga. Tous furent cependant d'accord pour tenir, y compris les zinoviévistes. Mais dès le lendemain, Zinoviev commença à flancher. Le 9, Trotsky fit signer par tous une lettre au Bureau politique et au présidium de la Commission de contrôle dénonçant les brutalités et les actions pogromistes commises le 7, en donnant le détail et le nom de plusieurs des chefs de commandos, dont, chez Smilga, le commandant de l'école militaire de l'Exécutif central.

Le 10, Staline présenta deux rapports au Comité central selon lesquels l'Opposition avait préparé un coup d'État pour s'emparer du pouvoir le 7, que le plan avait été déjoué par les mesures défensives qui avaient conduit Trotsky à le retarder. Avec une telle intervention, typique de la méthode qui va être celle de tout le reste de la vie de Staline, les vieux dirigeants qui renâclaient encore aux mesures extrêmes contre la direction de l'Opposition cédèrent. Menjinsky n'avait-il pas assuré que la garnison de Leningrad n'était pas sûre ? Le 14, une nouvelle réunion du Comité central et de la Commission centrale de contrôle prononça l'exclusion de Zinoviev et de Trotsky du parti bolchevik, pour l'organisation des « manifestations contre-révolutionnaires » du 7 novembre. La contre-révolution politique réelle était achevée, et le 15e Congrès allait pouvoir se tenir sans opposants et désigner une direction purement stalinienne.

Dès le 7 au soir, Trotsky avait pris la décision de quitter le Kremlin. Zinoviev, Kamenev et Radek en furent expulsés peu après.

Le 16, Adolf Joffé, ancien de 1903, ami de Trotsky et en 1917 membre de son organisation Interrayons, opposant inactif de par la maladie, et à qui on venait de refuser d'aller se faire soigner à Vienne, se tira une balle dans la tête en apprenant les deux exclusions.

Pour faire de son suicide un acte politique, il avait laissé une lettre à Trotsky que le Guépéou s'empressa de saisir. Trotsky protesta et on lui en donna une copie, peut-être incomplète. Elle restera comme un document de foi matérialiste remarquable et un témoignage irréfutable. On peut en effet y lire : « Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905 et Lénine aussi l'a reconnu : en 1905, c'était vous, pas lui, qui aviez raison. À l'heure de la mort, on ne ment pas, et je vous le répète aujourd'hui. Mais vous vous êtes souvent départi de

la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimez la valeur. Je le répète : en politique, vous avez toujours eu raison, et maintenant vous avez plus que jamais raison. Un jour le parti le comprendra, et l'histoire sera forcée de le reconnaître. »

Son enterrement, le 19, rassembla une foule de plusieurs milliers de personnes, parmi lesquels, avec Victor Serge, deux jeunes opposants Français : Pierre Naville et Gérard Rosenthal. Le plus complet des reportages de ce grand événement fut d'un « bolchevik-léniniste », alors étudiant d'une des universités d'enseignement supérieur de Moscou, qui resta anonyme jusque dans les Mémoires qu'il laissa en samizdat, à sa sortie du Goulag, plus de trente ans plus tard.

Staline ne pouvait laisser ce cortège funèbre devenir une manifestation de l'Opposition. La milice à cheval attendait la foule à la porte du cimetière du monastère de Novo-Diévitchy, avec l'ordre de ne laisser passer que les parents et proches du défunt. Les milliers de présents étaient des militants, ils entrèrent en force. Sur les murs, les membres armés du Guépéou n'attendaient qu'une occasion pour que le sang coulât. Les officiels s'imposèrent d'abord. Tchitcherine parla le premier au nom du gouvernement. Puis ce fut le tour de Rioutine, apparatchik, alors stalinien de choc, qui alla jusqu'à accuser là toute l'Opposition, et Trotsky en personne, de la responsabilité du suicide de Joffé ! Il ne put achever son discours, fut chassé par les cris des assistants. Et les grands compagnons parlèrent : Rakovski (qui avait été chassé de son ambassade de France, où il était devenu *persona non grata*), Smirnov, Sapronov… et Trotsky, les yeux fixés sur la tombe. Il sut faire de l'éloge funèbre de l'ami et du lutteur révolutionnaire une leçon de combat : « Personne n'a le droit de suivre l'exemple de sa mort. Il faut suivre l'exemple de sa vie. » Et suivit un discours politique de dénonciation du cours stalinien trahissant la cause de Lénine, déclarant selon *le Bolchevik-léniniste* : « La direction du parti [a] laissé passer une situation révolutionnaire en Europe, en Inde, en Chine et [a] rejeté loin en arrière la révolution mondiale pour plusieurs dizaines d'années. [C'est] une trahison de l'internationalisme. » Il fut acclamé. Zinoviev et Kamenev parlèrent les derniers. Mais c'est à Trotsky que les assistants demandaient de parler encore. Craignant la provocation, il les appela à repartir sans manifester. Ce fut la dernière manifestation de l'Opposition unifiée et le dernier discours public de Trotsky en Russie.

Le 15e Congrès pouvait s'ouvrir, le 2 décembre, sans un seul délégué opposant sur les 1 679 représentant un parti de 1 210 000 membres ! Pour maintenir les forces de l'Opposition, face à Zinoviev et Kamenev qui menaçaient de capituler, Trotsky avait accepté de signer, mais pour éviter la scission et la formation d'un second parti, une déclaration commune à ce Congrès, de 121 oppositionnels demandant la réintégration de tous les oppositionnels exclus ou emprisonnés, sans renoncement à leurs positions Il s'agissait d'une dernière épreuve dont l'issue ne pouvait faire de doute. Rakovski vint défendre la déclaration au congrès. Il ne put se faire entendre et fut chassé de la tribune au milieu des vociférations. Staline, avec sa ruse habituelle, avait fait donner la parole à un Kamenev qui vint supplier, en vieillard épuisé,

qu'on ne leur demande pas autre chose que de s'incliner en hommes disciplinés. La Commission spéciale du congrès fut d'une totale intransigeance : ils devaient renier toutes leurs positions et le « trotskysme », dénoncer les fautes qu'ils avaient commises, et dénoncer les cellules qui étaient en accord avec eux afin qu'elles soient dissoutes, etc.

Zinoviev et Kamenev mirent quinze jours à céder, tentant de marchander les limites de leur capitulation, pour enfin revenir devant le congrès le 18, pour annoncer qu'ils condamnaient les idées de l'Opposition comme « erronées et anti-léninistes ». Malgré cela, leurs vainqueurs remirent leur réintégration à un stage de six mois. Leur humiliation atteignait son comble. Ils furent pourtant suivis par plusieurs des leurs, totalement démoralisés et épuisés, tels Evdokimov et Bakaev, puis Patiakov, Antonov-Ovseenko, Krestinski… Le 27 janvier 1928, la *Pravda* publia une lettre signée par Zinoviev et Kamenev contre « l'activité fractionnelle de Trotsky ». Déporté, Sérébrikov allait bientôt capituler à son tour.

La démoralisation gagna l'Opposition qui se divisa en trois. Les capitulards, qui ne voyaient aucune autre voie que le Parti, avec l'espoir d'y pouvoir créer un courant centriste de gauche contre le centrisme de droite, et la mort politique hors de lui, voire le renforcement des forces de destruction du socialisme. À l'inverse, le groupe de Sapronov et de Smirnov estimait le Parti perdu, que l'État policier était en voie de création, et qu'il fallait dès maintenant travailler à la création d'un nouveau parti. Trotsky, pour sa part et autour de lui le groupe alors solide de Rakovski, Smilga, Radek et Mouralov, craignaient qu'un nouveau parti ne devienne un refuge de toutes les oppositions, jusqu'aux pires droitières, et s'en tenaient au maintien de l'Opposition en constante bataille pour rentrer dans le Parti, dont ils gardaient la perspective que les événements mondiaux révéleraient les erreurs. Il fallait rallier tous ceux qui avaient tenu bon, sur une ligne politique nette et de rupture avec les capitulards, s'organiser dans une stricte clandestinité et créer leurs réseaux intérieurs et extérieurs. C'était une nouvelle période de lutte qui s'ouvrait.

Divisions, déportations et faillite de la politique de droite

Une telle lutte oppositionnelle allait s'avérer de la plus grande difficulté du fait du type de répression qu'imagina Staline. Il proposa d'abord aux oppositionnels, y compris à Trotsky, des postes dans tous les coins du pays. Il n'était pas encore assez assuré de sa bonne cause devant le pays pour le spectacle ouvert de leur déportation massive. Mais les discussions cessèrent sur cette solution quand Trotsky exigea que ces affectations fussent prises en accord et en tenant compte des conditions de santé et de sécurité des lieux d'affectation pour les intéressés et leurs familles.

La déportation commença donc, et d'abord celle de Trotsky qui refusa de se rendre à une convocation du Guépéou, puis fut informé qu'il était condamné pour activités contre-révolutionnaires, à être déporté à Alma-Ata, sur la frontière chinoise. Il se prépara, et l'Opposition

organisa une manifestation de l'ordre de 10 000 personnes à l'heure prévue pour le départ, le 16 janvier 1928, autour de la gare de Kazan. Elle eut lieu autour d'un train chargé de ses bagages, qui partit pour revenir plus tard. L'enlèvement n'eut lieu que le 17, sans aucune annonce. Trotsky opposa à son arrestation une résistance passive totale dans un quartier bouclé, puis dans une gare vide, cernée de soldats. Il partait avec sa femme, Natalia Sedova, qui était malade, et son fils Liova (Léon Sédov). Le plus jeune de ses fils, Sieva, les quitta au changement de train pour aller reprendre ses études scientifiques à Moscou (choix qui fut celui de la mort). Cette déportation allait durer un an. À partir de là, l'intervention de Trotsky dans la vie politique soviétique n'allait plus pouvoir s'exercer que par ses écrits. En cette déportation, il ne pouvait plus être publié.

La déportation de Trotsky fut suivie d'abord de celles des opposants de premier plan, dispersés sur tout l'immense espace russe : Rakovski fut envoyé en Astrakhan, Radek emprisonné à Tobolsk en Sibérie, Préobrajensky le fut à Ouralsk, Smilga à Naryn au Kirghizstan, Smirnov en Arménie, Mratchkovsky à Voronej, Sérébriakov en Asie centrale… Pour le punir d'avoir hébergé Trotsky et les siens à leur départ du Kremlin, Belodorodov avait été envoyé dans le Grand Nord, dans la République Komi.

La liaison entre ces déportés commença par une correspondance, certes ouverte par le Guépéou, retardée, mais, à cette époque, presque toujours acheminée. Ils furent entre 1 000 et 2 000 en cette année, les « irréductibles », dirigeants et anciens bolcheviks, les « hommes de fer ». Leurs conditions de vie vont être très difficiles, car les allocations de déportés sont infimes et peu trouvent du travail. Pourtant, leur activité politique va être prodigieuse. Les correspondances se croiseront, les textes reproduits se diffuseront, des débats s'institueront, les noyaux d'exilés les plus importants informant les plus petits. Rakovski s'occupera des colonies de Russie d'Europe, Mrachkovsky de celles du Nord, Sonovsky de celles de Sibérie et d'Asie. Ainsi une activité politique intense s'établira, dont Trotsky sera le guide. Il réussit même, selon Deutscher, à organiser une correspondance secrète entre Alma-Ata et Moscou, où un centre clandestin était dirigé par le vieux bolchevik ouralien Boris Eltsine qui, par une chaîne, faisait partir les messages loin de la capitale, et qui centralisait l'activité clandestine de la partie encore libre des oppositionnels, présents dans toutes les grandes villes, et toujours intensément actifs. Ce début de déportation, et pour de tels déportés, dont beaucoup l'avaient connue entre dix et dix-huit ans plutôt, fonctionna donc à la façon de celle du tsarisme, ce qui leur permit une centralisation perfectionnée de leurs contacts. Staline allait bientôt corriger cela.

Mais, cette année-là, les discussions illégales atteignirent un niveau politique probablement sans exemple dans l'histoire. Ne s'agissait-il pas de comprendre ce qu'allait être l'évolution de la situation ? Jamais Trotsky n'était resté si incertain sur le devenir, ce qui peut se comprendre puisque jamais révolution prolétarienne ne s'était trouvée en face d'une telle menace de défaite. La conception droitière de la

NEP lui faisait craindre un passage du pouvoir aux mains d'une gauche bourgeoise, dont un Oustrialov montrait la voie. Mais en même temps il constatait les zigzags à gauche de Staline, tel celui qui avait provoqué le désastre de Canton. Très vite, les déportés eurent connaissance des premiers affrontements entre Staline et Boukharine, et des premières mesures prises contre les koulaks. Beaucoup en conçurent des espoirs démesurés. Trotsky commença au contraire à penser que le Thermidor pouvait déboucher sur un « bonapartisme », Staline prenant la place de Rykov par une dénonciation de sa politique droitière. Mais, à ce stade, il ne développa pas le parallélisme avec les étapes d'un tel cheminement vers ce qui ne fut qu'une contre-révolution politique en France. Tout pour lui restait suspendu, comme il l'avait écrit dans son texte *Nouvelle Étape* de décembre 1927 : « Les difficultés économiques s'approchent et menacent avec une force inexorable. »

Dans cet exil, il constata sur le vif la situation désastreuse du pays qu'il avait dénoncée, et que l'hiver allait aggraver, faisant apparaître à nouveau la famine dans plusieurs régions. À la fin de l'année, il y avait 1 700 000 chômeurs (alors que dans le même temps il y avait un demi-million d'employés dans la seule comptabilité de l'industrie de l'État). La disette réapparut dans les villes, les queues aux boulangeries. Les cartes de rationnement avaient été rétablies dans les centres ouvriers de Leningrad. Pourtant, la surface ensemencée n'avait jamais été aussi grande depuis la guerre. Les récoltes des trois dernières années furent les meilleures que la Russie avait jamais connues. Mais les livraisons de 1927 aux villes furent de la moitié de celles de 1926. Les koulaks s'étaient bien enrichis, mais n'ayant pas de machines à acheter, ils stockaient leur blé. Ils prenaient aussi contact avec les spéculateurs de la ville qui, le payant cher, le revendaient encore plus cher au marché noir. Les petits paysans, eux, demandaient l'augmentation du prix de leur propre blé, et c'étaient eux qui se heurtaient violemment aux collecteurs.

Au Bureau politique, les mesures à prendre opposèrent Staline et Boukharine. Celui-ci maintenait sa conception de la NEP, de libéralisation de la paysannerie, tout en proclamant que l'industrie devait fournir d'urgence aux paysans les moyens matériels de l'agriculture moderne. Mais comment ? D'abord donner du pain aux ouvriers ! Cercle vicieux ! Toujours dans son texte *Nouvelle Étape*, Trotsky écrivait : « Il n'est pas possible d'obtenir les moyens réels d'industrialiser plus vite le pays autrement qu'en ayant recours à une sérieuse révision de la répartition des revenus nationaux, révision effectuée au bénéfice des éléments socialistes de notre économie. […] À la base de la crise aiguë qui se manifeste actuellement dans la situation économique, il y a, comme racine, la disproportion entre l'économie industrielle et l'économie paysanne. Il n'est possible de faire disparaître cette disproportion que de deux manières : soit par les méthodes de régulation du plan et par une politique appropriée des impôts, des prix, des crédits, etc. ; soit par les moyens élémentaires du marché, non seulement du marché intérieur qui, pour cela, est certainement insuffisant, mais aussi par les moyens du marché

extérieur. La première voie, c'est la voie de la plus juste répartition des revenus nationaux. La seconde, c'est celle qui consiste à supprimer aussi le monopole du commerce extérieur. » (Nous nous souvenons du débat violent qui opposa Lénine à Staline sur ce dernier point). Trotsky oubliait une solution qu'allait inventer Staline : l'ultra-gauchisme terroriste.

Pour faire cesser la rétention du blé, Boukharine proposa de nouvelles concessions aux paysans, et allait lancer l'idée de la collectivisation. Mais cela aussi demandait du temps et des moyens. Staline allait reprendre l'idée à son compte. Il avait rapidement compris que tout montrait que l'Opposition avait eu raison, et qu'il fallait donc un tournant à gauche, mais tout en continuant la répression de l'Opposition. Et il considéra la répression comme d'urgence. Boukharine l'accepta, mais modérée.

Le péril qu'avait annoncé Trotsky fut admis par la direction dans l'éditorial de la *Pravda* du 15 février, mais en même temps le fait que « la ligne de notre parti au village a été déformée, c'est prouvé, dans un grand nombre de régions. […] Dans nos organisations, dans le parti et ailleurs, sont apparus certains éléments étrangers au parti, au cours de la dernière période, qui ne voient pas de classes au village et essaient de faire le travail de façon à n'offenser personne, à vivre en paix avec le koulak, et en général de rester populaires dans "toutes les couches" du village ». C'était découvrir comment, à la base, la bureaucratisation, d'une part entraînait la corruption, d'autre part créait des « fonctionnaires » dont les intérêts se liaient à leurs riches assujettis.

En avril, le Comité central décréta qu'une crise grave menaçait le pays et qu'elle était due au « pouvoir économique » qu'avaient pris les koulaks. Les organisations du Parti furent sommées de prendre des mesures sévères à l'égard des paysans qui retenaient du blé, de réquisitionner le pain sans augmentation de son prix. Ce fut un échec. Les koulaks ne s'en laissaient pas imposer. Le Comité central, avec cynisme, tança les organisations du Parti de leur lenteur à les mettre au pas. Était-ce un retour au « communisme de guerre » ? Le même éditorial avait spécifié qu'il n'était pas question d'abandonner la NEP.

L'amorce du tournant de Staline

Pour retirer son épingle du jeu du désastre, Staline se lança dans une nouvelle lutte interne qui allait en même temps lui permettre de se débarrasser de celui qui apparaissait comme la dernière grande figure historique d'Octobre, Boukharine, et de jeter le trouble dans l'Opposition.

Mais pris au dépourvu, ce renversement d'une politique où il s'était totalement impliqué avec sa théorie de « la révolution socialiste dans un seul pays », et qui avait entraîné la totalité de la direction, n'allait pas aller sans grandes résistances. Bien que, par son contrôle de l'appareil, il se fût assuré d'une majorité au Comité central, il s'agissait d'apparatchiks, alors que les « boukhariniens » étaient pour la plupart des militants de haute formation, compétents pour les tâches délicates qu'exigeait la situation. De plus, Rykov, placé au sommet de

l'État comme potiche, s'y comportait en dirigeant suprême et indépendant, et devenait dans ce conflit un solide soutien de Boukharine. Ne pouvant les attaquer de front, Staline commença par chasser leurs partisans dans les organismes inférieurs. Il allait lui falloir deux ans pour l'emporter. Il passera pour cela par l'Internationale, dont le 6e Congrès aura lieu en juillet.

Les premières nouvelles du conflit de la direction réjouirent les déportés. Le tournant qui s'esquissait ne leur donnait-il pas raison ? Pour certains, c'était l'espoir d'un redressement de la situation qui s'ouvrait. S'était-on trompé sur Staline ? Nombre de déportés ne connaissaient pas Staline comme Trotsky, qui savait comme il fallait être prudent avec lui. Mais le tournant le trouvait en situation de faiblesse, ses perspectives ayant été d'un développement inverse. Il avait mal apprécié l'orientation de Staline. Il l'avait cru profondément attaché à la politique droitière, alors qu'il ne s'agissait principalement pour lui que de la seule voie pour abattre l'Opposition. Une fois informé, son réalisme myope lui avait fait comprendre qu'ils roulaient vers l'abîme. Et tout en laissant entendre sur sa droite que sa politique anti-koulak était momentanée, il se pressa de prendre des contacts avec des oppositionnels. En juin, trente-huit exclus du Parti étaient réintégrés, dont Zinoviev et Kamenev, qui dès mars avaient été rejoints par les démoralisés, Piatakov et Antonov-Ovseenko. Radek lui-même commença à flancher.

Le tournant à gauche ainsi amorcé, loin de servir l'Opposition, et surtout venant du sommet, allait au contraire la décomposer. À la question que se posaient les déportés : S'agit-il d'une manœuvre bureaucratique ou d'un véritable tournant à gauche ? Trotsky répondit le 23 mai qu'il s'agissait à la fois de l'une et l'autre : une manœuvre bureaucratique certaine, mais qui ne pouvait régler une situation aussi désastreuse, d'où la nécessité du tournant réel. Mais le pourront-ils ? Et jusqu'où ? Il acceptait la proposition de Rakovski ; wait and see ! Trois jours plus tard, il répétait en direction des impatients : Apprendre et savoir attendre. Il ne revenait pas sur ce qu'il avait écrit le 9 comme projet de déclaration au 6e Congrès : « Sommes-nous prêts à soutenir le mouvement officiel actuel ? Absolument. De toutes nos forces et par tous les moyens. Considérons-nous que ce mouvement augmente les chances d'assainissement du parti, sans heurts trop grands ? Oui, nous le pensons. Sommes-nous prêts à coopérer précisément dans cette voie ? Entièrement et sans réserves. » Mais cela, bien entendu, sans démarches intempestives, et surtout sans autocritique des positions justes de l'Opposition pour hâter un ralliement. Le 24, il montrait le caractère empirique du tournant, par les coups sur les doigts d'un naïf qui s'était laissé prendre à l'appel à l'« autocritique de la direction », et par le refus fait à Safarov et à son groupe d'être réintégrés dans le Parti, pour insuffisance de leur propre autocritique d'opposants. À cela allait s'ajouter la publication du projet de programme du 6e Congrès de l'Internationale. Le tournant restait encore dans les brumes.

Dès le début de l'été, il sembla même condamné. L'échec de la réquisition forcée du blé provoqua des explosions de colère des

paysans en même temps que le retour de la disette. Le Comité central fit un retour en arrière, annula toutes les mesures anti-koulaks et augmenta le prix du pain de 20 %. Rykov et Boukharine l'emportaient. Staline courba le dos.

L'Opposition dispersée

Trotsky, dans ses lettres, minimisa les conditions pénibles de l'exil à Alma-Ata, sachant combien ses compagnons pouvaient en subir de pire. Mais les hivers y étaient rigoureux et longs (jusqu'en mai) et les étés torrides. La malaria y sévissait en permanence (dont Natalia Sedova souffrit plus durement que lui), leurs habitats étaient misérables. Quand ils y eurent l'électricité, elle était intermittente. On y manquait souvent de pain, et le prix au marché libre de la farine était passé en un mois de 10 à 25 roubles. Toutefois, libéré de l'enfer moral de Moscou, Trotsky commença à se reposer à sa façon, coupant d'un peu de promenades et de chasse et pêche un travail acharné. D'abord celui qui lui était nécessaire pour vivre, en traduisant le *Herr Vogt* de Marx pour l'Institut Marx et Engels que dirigeait Riazanov, puis celui de la liaison vitale pour l'Opposition, enfin en commençant de grandes études d'économie et sur les questions asiatiques (de l'Inde à la mise au net des problèmes de la révolution chinoise). C'est dès ce moment aussi qu'à la suggestion de Preobrajenska il commença à écrire ses Mémoires, qui deviendront *Ma Vie*. Malgré les grands retards de la correspondance, les contacts entre déportés étaient établis, et il devait s'efforcer de maintenir le moral des siens, voire de parer à des risques de dérives théoriques, ce qui fut le cas avec Préobrajensky, en les armant par des textes solides. En revanche, ses relations avec les sections de l'Internationale étaient rompues.

Le contrôle de Moscou sur les partis communistes était impuissant à empêcher l'expression de l'Opposition de Gauche internationale. Mais celle-ci souffrait à la fois de sa faiblesse numérique, qui tenait à son peu d'accès à un mouvement ouvrier déboussolé, et à sa division. Trotsky, qui n'en ignorait rien, s'était efforcé de faire comprendre à tous que, de même qu'en URSS, les oppositionnels devaient s'efforcer de rester dans les partis communistes, lesquels continuaient à organiser les masses ouvrières, mais en se maintenant sur les positions de l'Opposition de gauche, et que les exclus devaient se garder de s'organiser en partis, mais en groupes se réclamant de l'Internationale et l'exprimant publiquement.

En Allemagne, où l'Opposition était la plus forte, le Leninbund était déjà une sorte de deuxième parti qui, du fait du passé zinoviéviste de plusieurs de ses dirigeants, se divisa, tandis que son ultragauche demeurait sous-jacente. En France, l'Opposition était totalement morcelée. Les premiers exclus, Rosmer, quoique pur bolchevik, et Monatte, restaient dans leur bastion « syndicaliste-communiste », *la Révolution prolétarienne.* Les zinoviévistes de choc, maintenant exclus à leur tour, fondèrent *Contre le courant* avec Fernand Loriot et Maurice Paz, et d'un seul coup se donnèrent comme seuls représentants de l'Opposition unifiée. Pourtant ce groupe éclata avec la capitulation de Zinoviev en URSS : Suzanne Girault rentra au

bercail stalinien ; Treint à son tour se trouva isolé du fait de ses comportements bureaucratiques si récents. Cette explosion fut comme le reflet en mineur de celui qui se passait en URSS, avec la particularité de la faiblesse de formation marxiste que manifestaient tous ces dirigeants, venus si récemment au communisme, et qui, de plus, n'avaient pas été forgés au feu de la révolution. Enfin se trouvaient les jeunes de *Clarté*, dirigés par Pierre Naville, venu du surréalisme, et qui avait publié des textes de Trotsky et les articles de Victor Serge sur la Révolution chinoise. La revue devint bientôt *Lutte de classes*, rejetant les girouettes ex-zinoviévistes. En Italie au contraire, du fait du durcissement du fascisme, l'Opposition unifiée n'eut aucune expression, car l'opposant Bordiga, encore membre du comité central du parti italien, fut rapidement arrêté. Gramsci, devenu principal dirigeant du PCI, le fut peu après. Qu'ils fussent les premiers arrêtés introduisit plus tard un doute sur ce choix de la police de Mussolini. Gramsci ayant été un partisan du front unique avec la social-démocratie contre le fascisme, se crut plus proche de la ligne Boukharine-Staline en URSS que de celle de l'Opposition. Toutefois, il envoya à l'IC, au nom du BP du PCI, son espoir qu'il n'y ait pas de mesures « excessives » contre elle, écrivant : « Les camarades Zinoviev, Trotsky et Kamenev ont puissamment contribué à notre éducation révolutionnaire ; ils nous ont parfois corrigés avec beaucoup de rigueur et de sévérité », et il s'adressait particulièrement à eux, les croyant responsables du conflit, ignorant qu'ils avaient par deux fois accepté de respecter la discipline majoritaire sous la condition de leur droit à conserver leurs positions. Togliatti (qui n'apparaît dans toute cette période que sous le pseudonyme d'Ercoli) ne transmit pas cette lettre qui se terminait par les mots : « Les conséquences d'une erreur commise par le parti sont aisément surmontables ; les conséquences d'une scission ou d'une situation entretenant une scission latente peuvent être irréparables et mortelles. » Il se trouva, à la veille de son arrestation, et alors que la politique de front unique était abandonnée, suspect pour Ercoli, et ce n'est qu'en prison qu'il allait découvrir la monstruosité de Staline, et devenir un traître pour ses codétenus du PCI. Trotsky ignora complètement cette évolution, et c'est dans l'exil que ses proches devinrent membres de l'Opposition de gauche.

Hors d'URSS, aucun parti communiste n'avait alors de cadres du niveau des proches de Trotsky. Néanmoins, ce n'est pas seulement en France qu'allaient surgir dans l'Internationale des cadres militants qui ne se laissèrent pas staliniser, tel J. P. Cannon aux États-Unis, Ta Thu Thau en Cochinchine, le Catalan Nin qui, de Moscou, allait orienter nombre de cadres latino-américains, bien d'autres. Mais tous subirent la plus violente répression des PC et des agences staliniennes. Cela alla des dénonciations politiques calomnieuses jusqu'à un premier assassinat, celui de Julio Antonio Mella à Cuba.

Le 6e Congrès mondial et sa critique par Trotsky

Le 17 juillet commença le 6e Congrès de l'Internationale communiste. 532 délégués, soit à peine plus que les deux précédents, moins que le 3e, et qui représentaient 57 partis communistes, soit 4 de moins que

le 4e. Mais il dura plus longtemps que tous les autres : six semaines. Ce que l'on comprend puisqu'il s'agissait d'effectuer un tournant à 180° sur la base d'un nouveau programme, qui considérait qu'il y avait péril de guerre imminent dans une situation potentiellement révolutionnaire ! La seconde bolchevisation, celle dont Staline avait conduit l'appareil international, lui avait permis de sélectionner un grand nombre de ces délégués, qui lui donnaient une large majorité, et où se retrouvaient très peu des plus importants des précédents congrès. Les dirigeants des partis d'Allemagne, de France, de Belgique et d'Italie, donc les plus importants, avaient été changés par exclusion ou mis en minorité bureaucratique. Les deux tiers étaient des nouveaux venus, en particulier venant des très jeunes et très petits partis d'Amérique latine et des pays coloniaux.

Ce Congrès offrit une situation paradoxale. Staline n'y fit qu'une courte apparition, le premier jour, pour une brève et menaçante intervention contre le trotskysme. Puis c'est Boukharine, président impromptu de l'Internationale, qui dirigea le congrès sur la base de textes adoptés à l'unanimité par un Comité exécutif dont avaient été exclus, sans que cela fasse question, son président Zinoviev, élu au congrès précédent, et ses membres : Trotsky, Kamenev, Ruth Fischer, Maslow, Bordiga, Treint, Rosemberg, Vouyovitch et autres.

D'autre part, la plupart de ces délégués qui savaient devoir leur mandat à Staline, n'ignoraient rien de sa lutte sourde avec Boukharine. D'où un climat lourd qui fut signalé par plusieurs délégués, dont Maurice Thorez et Togliatti, qui échangèrent leurs doutes, voire quelques désaccords, mais avouèrent entre eux ne pouvoir oser élever la voix.

La position de Boukharine était de ce fait ambiguë, puisque droitier en politique intérieure, c'est lui qui sonna la charge ultragauche contre le social-fascisme, et inventa la « Troisième Période », qui allait être la première de Staline. Pour lancer le cours gauche stalinien, il lui fallait dénoncer l'Opposition absente comme un cours de droite. Mais comme étaient présents des délégués d'Allemagne, d'Italie et des États-Unis qui s'étaient impliqués dans des cours de droite, souvent combinés d'aventurisme, et ils devaient se débattre pour tourner en douceur. Ils furent durement attaqués comme « conciliateurs » par les nouveaux venus ultragauches. Ce fut la seule lutte dure du congrès. Les uns réussirent à s'aligner, tel Togliatti qui n'avait pas d'adversaire de gauche. Ceux d'Allemagne et des États-Unis, eux, étaient promis à un proche remplacement. Quant au programme de l'Internationale, il fut adopté à l'unanimité quasi sans discussion.

C'est qu'il en était parvenu illégalement un autre au congrès, grâce à des prodiges de l'appareil clandestin de l'Opposition, et qui, ne pouvant être éliminé, eut une diffusion censurée, établie par le secrétariat du Congrès, et qui ne fut remise qu'à quelques délégués avec consigne de le rendre avant leur départ. Même ainsi, il resta une bombe : la *Critique du projet de programme de l'IC.*

Que Trotsky ait réussi, dans les conditions pénibles de son exil auquel venait de s'ajouter le coup frappé en plein cœur de la mort de sa fille Nina, et en seulement quinze jours, à écrire ce qui est peut-être son

chef-d'œuvre théorique, est la manifestation la plus stupéfiante de son génie. Que ce travail soit peu connu tient à ce que ses éditions n'eurent que le peu d'écho de l'Opposition de Gauche. Ainsi l'exilé ne put le faire publier en français qu'en 1930. Sa deuxième édition, sous sa forme définitive, et sous le titre *L'Internationale communiste après Lénine,* ne parut qu'en 1969, et le manuscrit de 1928 qu'en 1988, dans le tome I de la série de 1928 à 1929 des *Œuvres*.

Bien loin de se limiter à une simple critique d'un rapport révisionniste médiocre, tendant à fonder la théorie du « socialisme dans un seul pays », l'ouvrage va l'aborder du plus haut niveau, par une analyse de la situation générale dans son développement inégal, partant du constat de l'époque « qui est celle de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie et de la politique mondiales dirigées par le capital financier », et, reprenant son analyse de la prépondérance du capitalisme américain sur le monde, il y précise que cela oblige les États-Unis « à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des peuples coloniaux, toutes les guerres et toutes les révolutions. D'un côté, cela fait du capitalisme de l'Amérique du Nord, au cours de l'époque nouvelle, la force fondamentale de la contre-révolution, de plus en plus intéressée au maintien de "l'ordre" dans tous les coins du globe terrestre ». Certes, il poursuit ainsi ce passage (qui semble écrit de nos jours) : « d'un autre côté c'est par là que se prépare l'immense explosion révolutionnaire de cette puissance impérialiste mondiale déjà dominante et toujours grandissante. La logique des rapports mondiaux indique que cette déflagration ne pourrait tarder bien longtemps après le déclenchement de la révolution prolétarienne en Europe ». Dira-t-on qu'il se trompait sur cette conséquence ? Non, car il va traiter plus loin les conditions pour que les crises qui allaient effectivement se produire (en Allemagne, en Espagne et en France) se traduisent en révolutions, et ce qui se passera si elles se terminent en défaites, comme cela sera le cas. Et, de ces conditions, la principale est pour lui une Internationale communiste, telle qu'elle a été en ces quatre premiers congrès, car : « Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas en ce qu'elle permet de faire la révolution (c'est-à-dire de s'emparer du pouvoir) à chaque instant. Il est constitué par des oscillations brusques et amples : on passe d'une situation directement révolutionnaire, celle où le parti communiste peut s'emparer du pouvoir, à la victoire d'une contre-révolution fasciste ou semi-fasciste, de cette dernière à un régime provisoire de juste milieu […], pour que de nouveau les contradictions deviennent tranchantes comme un rasoir et que se pose à nouveau la question du pouvoir. » Et, plus loin : « À présent, toute nouvelle variation brusque de la situation politique vers la gauche remet la décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse échapper le moment critique où la situation change, elle se transforme en son contraire. Dans de telles conditions, le rôle de la direction prend une exceptionnelle importance. L'affirmation de Lénine que deux ou trois jours peuvent décider du sort de la révolution internationale n'aurait pas été

comprise à l'époque de la IIe Internationale. À notre époque, au contraire, elle n'a que trop été confirmée négativement, à l'exception d'Octobre. C'est l'ensemble de ces conditions qui explique la place tout à fait exceptionnelle que l'IC et sa direction occupent dans le mécanisme général de l'époque historique actuelle. » Enfin : « Le rôle du facteur subjectif peut rester parfaitement secondaire dans une période de lente évolution organique. [Mais quand] les prémisses objectives sont mûres, alors la clé de tout le processus historique passe au facteur subjectif, à savoir le parti. »

Comme Trotsky savait que ce facteur subjectif de l'IC était en train d'être transformé en organisation de défense de l'URSS, destinée à réaliser le socialisme dans un seul pays, il lui fallait faire la démonstration, d'une part que cette réalisation était non seulement impossible sur la base misérable de la situation économique de l'URSS, mais qu'elle l'aurait même été dans un pays capitaliste avancé isolé, au temps de l'interdépendance dialectique des secteurs de l'économie mondiale, et que, pour l'IC, son objectif devenait ainsi contre-révolutionnaire. Il rappelait là, au contraire, l'objectif d'États-Unis soviétiques d'Europe, unique forme concevable de la « dictature du prolétariat européen », tandis que, comme Lénine, il « rejetait la possibilité que soient réalisés les États-Unis de l'Europe capitaliste », précisant qu'une telle « union économique par en haut, faisant suite à une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. En cela, les choses ne peuvent aller plus loin que des compromis partiels et des demi-mesures » (comme nous le voyons vérifié un siècle plus tard).

Son réexamen minutieux de la politique internationale de l'IC des six dernières années était accablant : toutes les révolutions, conduites contre les leçons d'Octobre, avaient été défaites. Il y opposa une leçon magistrale de stratégie et de tactique révolutionnaire, et accorda cent pages à l'analyse minutieuse, et à coup sûr la meilleure jamais écrite, du désastre de la révolution chinoise du fait de la direction « menchevique » de l'IC, opposant, contre l'illusion d'une nouvelle montée prochaine d'un prolétariat épuisé, d'un parti détruit par les exécutions et politiquement affaibli, l'assurance d'une troisième révolution chinoise. « Par où commencera le nouveau flux des masses ? Quelles sont les circonstances qui donneront à l'avant-garde prolétarienne placée à la tête de millions de prolétaires, l'élan révolutionnaire nécessaire ? On ne peut le prédire. C'est l'avenir qui montrera si les processus internes y suffisent ou si c'est un choc venu de l'extérieur qui y aidera. »

L'ensemble constituait à la fois une leçon de marxisme révolutionnaire et l'histoire économique et politique de toute la période écoulée depuis la fin de la guerre mondiale. Enfin, bien loin de considérer le monde capitaliste comme un colosse aux pieds d'argile, son analyse en montrait à la fois la puissance et les antagonismes : « Du fait de l'universalité, de la mobilité, du rythme accéléré de la diffusion du capital financier, du fait de sa propre force vive […] l'impérialisme relie en un tout unifié les divers ensembles nationaux et continentaux, les plaçant dans une interdépendance étroite et vitale les uns par rapport aux autres et rapprochant leurs

méthodes économiques, leurs formes sociales et leur niveau de développement. En même temps l'impérialisme poursuit ce "but" qui est le sien par des procédés tellement antagonistes, en faisant de tels bonds, en se livrant à de telles razzias sur les pays et régions retardataires, que l'unification et le nivellement de l'économie mondiale qu'il réalise s'accomplissent avec plus de violence et de convulsions qu'au cours des périodes précédentes. »

Dès le 4e Congrès de l'I.C., il avait posé l'hypothèse : « Si l'on admet en effet l'hypothèse que le capitalisme durera encore en Europe un siècle ou un demi-siècle, et que la Russie soviétique, dans sa politique économique, devra s'y adapter, alors la question se résout d'elle-même, nous supposons a priori que la révolution prolétarienne en Europe échouera et qu'une nouvelle époque de renaissance capitaliste commencera. » Mais il continuait : « À notre point de vue, si la bourgeoisie européenne s'assurait le pouvoir pour plusieurs décennies dans les conditions actuelles du monde, cela aboutirait non à une nouvelle floraison du capitalisme, mais à la décomposition économique et à la désagrégation culturelle de l'Europe. De façon générale, il est indéniable qu'un tel processus pourrait également entraîner dans l'abîme la Russie soviétique. Passerait-elle par le stade de la "démocratie" ou sa décomposition prendrait-elle d'autres formes ? »

Trotsky ne croyait pas à une telle éventualité (qui a fini par se réaliser sous nos yeux) parce qu'il croyait encore à la faillite du cours ouvert par le 6e Congrès et au redressement du PCUS et de l'Internationale. Ses « conditions actuelles du monde » allaient être bouleversées, comme nous allons le voir, entraînant la victoire de la contre-révolution dans le monde entier, pour le siècle évoqué plus haut.

Mais comment un tel document n'a-t-il pas ouvert les yeux de tous les délégués du 6e Congrès ? Corrompus, ralliés à la révolution de la dernière heure, incultes, fonctionnaires serviles ou terrorisés formaient une majorité. Deux seulement, l'Américain J.P. Cannon et le Canadien M. Spector, s'ils se turent comme les autres, ce fut comme le plus sûr moyen de pouvoir emporter clandestinement le texte censuré qu'ils publièrent. Exclus, ils créèrent l'Opposition de gauche dans leurs pays. Un autre exemplaire parvint en Chine à Chen Duxiu, qui y trouvait la justification des positions qu'il avait eues et qui avaient été condamnées. En septembre, il va être révoqué de son poste de secrétaire général du parti chinois. Lui aussi va devenir membre de l'Opposition de gauche avec plusieurs de ses proches.

Au coup de canon de ce texte, Trotsky ajouta pendant les cinq mois d'août à décembre d'autres lettres et documents (formant les 400 pages du tome II des *Œuvres*) dont le *Et maintenant ?* – qui ne parvint pas au Congrès, et ne fut publié que hors d'URSS. Bien qu'il continuât à penser que les contradictions qui s'aggravaient entre les deux tendances de la direction manifestaient une impasse qui devait conduire à leur effondrement commun, et donc un retour en force possible du courant « bolchevik-léniniste » (première apparition de ce qui va être le vrai nom du « trotskysme »), ses écrits d'août à décembre constituaient un arsenal théorique, politique et stratégique,

étayé sur l'histoire, destiné à armer l'Opposition dans le cas où une accentuation de la répression à son égard lui fermerait la bouche. Ses analyses du 6e Congrès, ses notes biographiques impitoyables sur l'ensemble des nouveaux dirigeants de l'Internationale (ramassis de ralliés plus ou moins récents, de vaincus des révolutions des dix dernières années et de fonctionnaires sans passé révolutionnaire), 70 nouvelles pages, stupéfiantes de lucidité, sur l'au-delà de la révolution chinoise vaincue, les perspectives de la bourgeoisie victorieuse et les voies d'une troisième révolution, auraient pu armer toute l'Internationale communiste pour la durée du siècle. Put-il faire parvenir ces textes aux déportés ? Si ce fut le cas, ils disparurent avec eux. Il les emporta, mais ils ne furent publiés qu'après l'ouverture de ses archives.

Le Brumaire de Staline

Staline, lui, en avait lu assez pour paniquer. L'abîme ouvert devant lui que révélaient ces écrits lui montrait l'urgence d'en finir avec le bloc Boukharine-Rykov. Il n'ignorait pas que, le 9 juillet, Boukharine avait rencontré Kamenev, devant lequel il avait traité Staline de Gengis Khan, puis, après le Congrès, qu'il avait renouvelé ses rencontres avec Kamenev et vu aussi Piatakov, la veille opposant déporté, et manifesté auprès d'eux les vieilles craintes de Staline qu'il avait confiées à Trotsky, et qu'il voyait maintenant aggravées par rapport au passé. Avant qu'une nouvelle union se fasse au sommet contre lui, Staline comprit qu'il lui fallait d'abord se débarrasser de Trotsky.

Il n'avait plus une majorité absolue dans tous les centres de la direction, et Boukharine était le Président de l'Internationale. Malgré sa tenue de la quasi-totalité de l'appareil, il se trouvait obligé de temporiser, pratiquant une politique de zigzags. Ainsi, avant et pendant même le congrès, avait-il modifié la rédaction de la *Pravda* et du *Bolchevik*, pour y mettre Boukharine en minorité. Dès son lendemain, il pratiqua le remplacement d'Ouglanov, boukharinien de la direction du comité de Moscou, par Molotov. En même temps, il provoquait de violentes discussions à l'intérieur du Bureau politique, qui se terminaient au Comité central par une unanimité de façade.

À la fin août, le vieux bolchevik Pianitsky, qui avait été placé dans le Secrétariat de l'Exécutif de l'Internationale, reçut de Staline l'ordre de considérer Molotov comme l'homme qui allait y centraliser les décisions de l'IC. En octobre, on considérait que sa prise de présidence de l'IC à la place de Boukharine était probable. En septembre avait éclaté un scandale dans le KPD : Thälmann, dont Staline avait fait le dirigeant au congrès, se trouva impliqué dans une affaire de vol et de corruption. Il avait avoué et été suspendu de toutes ses fonctions par son bureau politique, puis par son comité central. Mais à Moscou on ne trouva pas sa faute grave, et cinq jours plus tard le BP du KPD renversa sa position : trente membres du comité central demandèrent le changement de leur vote, et le Comité exécutif de l'IC vota une résolution blanchissant Thälmann, et condamnant ses accusateurs. Cette affaire montre à quel point, et en si peu de temps,

les partis de l'Internationale communiste se transformaient en simples agences du gouvernement russe.

En même temps, Staline poursuivait ses tentatives de ralliements d'oppositionnels déportés en laissant entendre qu'un rapprochement avec Trotsky était envisageable. Celui-ci, incertain sur le proche devenir, retenait ses amis dans leurs espoirs, leur expliquant comment Staline passerait de gauche à droite et de droite à gauche selon les meilleures occurrences pour liquider ses adversaires. Sans négliger la puissance de l'appareil tenu par Staline, il craignait encore le danger de droite comme le plus grand, du fait de la montée en puissance des propriétaires dans le pays. Mais, inversement, il les savait atomisés, et la droite boukharinienne freinée par son passé pour en prendre la direction à partir du gouvernement qu'elle dominait. En octobre, il en était arrivé à entrevoir l'avenir. Il écrivait : « Il nous est arrivé plusieurs fois d'attirer l'attention sur le fait que la contre-révolution bourgeoise victorieuse doit revêtir la forme du fascisme ou du bonapartisme, mais nullement celle de la démocratie bourgeoise dont rêvent les étourneaux mencheviques. […] Thermidor n'est qu'une étape sur la voie du bonapartisme. Cette étape ne doit nullement se réaliser obligatoirement jusqu'au bout. La contre-révolution peut très bien sauter par-dessus un échelon ou un autre. » Et plus loin : « Une victoire sans effusion de sang de l'appareil centriste du parti sur la droite ne ferait pas disparaître la perspective thermidorienne bonapartiste, elle ne ferait que la modifier et la retarder. »

Certes, ces hypothèses où se dessine ce qui va se réaliser lui semblaient ne pouvoir aboutir qu'à une restauration capitaliste qui n'aura lieu que soixante ans plus tard. Elles n'en sont pas moins une nouvelle preuve de son génie. Elles lui servaient alors à armer ses camarades contre la tentation d'aller au-devant d'une union avec les « centristes » staliniens qui n'acceptaient les transfuges que pour détruire l'Opposition qu'ils craignaient plus que la droite.

Le 16 décembre, Volynsky, représentant du Collège du GPU, vint en personne à Alma-Ata présenter verbalement un ultimatum à Trotsky, que celui-ci résuma ainsi : « L'activité de vos camarades d'idées a pris dans le pays, au cours de ces derniers temps, un caractère nettement contre-révolutionnaire. Les conditions dans lesquelles vous êtes placé à Alma-Ata vous laissent parfaitement en mesure de diriger cette besogne ; c'est pour cette raison que le collège du GPU a décidé d'exiger de vous la promesse catégorique de cesser votre activité ; sinon, le Collège se verra dans l'obligation de changer les conditions de votre existence en vous isolant complètement de la vie politique ; cela posera en même temps la question de votre lieu de résidence. »

Refusant une réponse verbale susceptible de déformation, il prit le temps d'écrire une longue lettre au Comité central, à la Commission centrale de contrôle et au Comité exécutif des Soviets, démontrant l'exigence de mort politique que l'on réclamait de lui, y opposant un résumé du bilan de désastre politique de la direction, et décrivant comme dénonciation ce qu'il n'avait pas écrit comme plainte : la situation misérable dans laquelle il se trouvait, et y ajoutant un rappel de la répression ignoble dont les siens et ses proches étaient victimes :

« Deux de mes collaborateurs les plus intimes, depuis l'époque de la guerre civile, les camarades Sermouks et Poznansky, qui avaient décidé de m'accompagner volontairement jusqu'à mon lieu d'exil, furent, dès leur arrivée, immédiatement arrêtés, enfermés dans une cave, avec des détenus de droit commun, et ensuite déportés dans des coins éloignés du Nord. Une lettre provenant de ma fille, malade dans un état désespéré – exclue par vous du parti et privée de son travail –, mit soixante-treize jours pour venir jusqu'à moi de l'hôpital de Moscou, de sorte que ma réponse arriva après sa mort. Une autre lettre, parlant d'une maladie grave de ma seconde fille, également exclue par vous du parti et chassée de son emploi, me parvint il y a un mois, quarante-trois jours après l'expédition de cette lettre de Moscou. Des questions relatives à l'état de santé, envoyées par télégraphe, n'arrivent presque jamais à destination. Des milliers de bolcheviks-léninistes irréprochables se trouvent dans la même situation, parfois pire encore. Ils ont pourtant infiniment plus de mérite envers la révolution d'Octobre et le prolétariat mondial que ceux qui les ont emprisonnés. » Il y avait pire, ce qui s'annonçait comme « préparant de nouvelles persécutions plus cruelles encore contre l'Opposition », la méthode des faux procès qui se mettait déjà en place par le moyen du GPU. Déjà Georgi Boutov, ancien secrétaire du Conseil militaire révolutionnaire de la République pendant toute la guerre civile, arrêté et détenu dans des « conditions inouïes », avait résisté par une grève de la faim héroïque de presque cinquante jours à l'aveu d'accusations truquées, et était mort en septembre.

Changer les conditions de son existence, ce ne pouvait être que la prison ! Trotsky qui, depuis des mois, souffrait de violents maux de tête et d'une recrudescence de la malaria, son courrier bloqué, attendit le verdict de Staline en écrivant encore quelques textes d'armement des siens, et le plus important pour rappeler ceux où Marx fondait la théorie de la révolution permanente, en opposition à la chaîne de théoriciens socialistes qui ne l'avaient pas comprise jusqu'à la veille de l'arrivée de Lénine en avril 1917. Et, dix jours avant son expulsion d'URSS, il répondait encore une fois aux conciliateurs, leur montrant l'impasse où ils s'engageaient.

Le 20 janvier 1929, Volynsky qui était resté à Alma-Ata, fit cerner la maison de Trotsky avec une garde armée du Guépéou, et lui présenta un procès-verbal de cet organisme. On y lisait : « Après avoir entendu la cause du citoyen Trotsky, Lev Davidovitch, conformément à l'article 58/10 du Code criminel, sur accusation d'activité contre-révolutionnaire, s'étant manifesté dans l'organisation d'un parti antisoviétique illégal, dont l'activité en ces derniers temps vise à provoquer des manifestations antisoviétiques et à préparer une lutte armée contre le pouvoir soviétique : Il a été résolu : le citoyen Trotsky, Lev Davidovitch, sera expulsé des frontières de l'URSS. » À la demande de le signer, Trotsky écrivit : « Criminelle pour le fond et illégale pour la forme, cette décision du Guépéou m'a été communiquée le 20 janvier 1929. Trotsky. »

Sans que personne ne s'en aperçût alors, c'était une page de l'histoire qui se tournait. Deux jours après le départ de Trotsky et des siens, le

22 janvier, pour une destination inconnue, la *Pravda* annonçait l'arrestation de 150 nouveaux oppositionnels. Trotsky n'avait pas encore quitté le territoire soviétique qu'au Bureau politique une résolution condamnait Boukharine, Rykov et Tomsky. Boukharine menaça de démissionner. Comme il l'avait fait pour Trotsky, Staline fait refuser cette démission. Ce n'est pas encore l'heure de son élimination.

Bibliographie

Bajanov (Boris), *Bajanov révèle Staline (souvenirs d'un ancien secrétaire de Staline),* trad. Catherine Maillat, revue par l'auteur, Gallimard, Paris, 1979.

Balabanoff (Angelica), *Ma vie de rebelle*, éditions Balland, Paris 1981.

Broué (Pierre) *Le Parti bolchevique, Histoire du PC de l'URSS,* Éd. de Minuit, Paris 1963-1971 ; *Trotsky,* Librairie Arthème Fayard, Paris 1988 ; *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943),* Librairie Arthème Fayard, Paris 1997.

Cahiers Léon Trotsky, n° 6 – Numéro spécial – "Les trotskystes en Union soviétique", Paris 1980.

Deutscher (Isaac), *Staline*, NRF Gallimard, Paris 1953 ; *Trotsky*, t. 3 et 4 *le Prophète désarmé (1921-1929),* Christian Bourgois Éditeur, Paris 1959.

Eastman (Max), *Depuis la mort de Lénine*, trad. de l'anglais, Librairie Gallimard, Paris 1925.

Frank (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste*, Éd. La Brèche, 2 vol., Paris 1979.

Isaacs (Harold), *La Tragédie de la Révolution chinoise – 1925-1927*, NRF Gallimard, Paris 1967.

Jederman, *La Bolchevisation du PCF (1923-1928)*, éd. François Maspero, Paris 1971.

Laporte (Maurice), *Les Mystères du Kremlin,* La Renaissance moderne, Paris 1928.

Parti bolchevik restera bolchevik (Le), *La discussion dans le Parti communiste russe (décembre 1923-janvier 1924),* Librairie de l'Humanité, Paris, 1924.

Marie (Jean-Jacques), *Staline*, Librairie Arthème Fayard, Paris 2001.

Mémoires d'un bolchevik/léniniste, coll. Livres rouges, éd. François Maspero, Paris 1970.

Pascal (Pierre) *Mon état d'âme - mon journal de Russie*, t. 3, *1922-1926*, L'âge d'homme, Lausanne, 1982.

Question chinoise dans l'Internationale communiste (La) 1926-1927, textes de Staline, Trotsky, Martyov, Zinoviev, Boukharine, Mandalian, Chen Du-xiu, Préobrajensky, thèses de l'Internationale communiste, rapport secret de délégués de l'IC, rassemblés et présentés par Pierre Broué, EDI Paris, 1965.

Serge (Victor), *Portrait de Staline*, éditions Bernard Grasset, Paris 1949 ; *Vie et mort de Léon Trotsky*, 2 vol., Éditions François Maspero, Paris 1973, rééd. préfacée par Richard Greeman, La Découverte,

poche t. 3 et 4 « essais », Paris 2003 ; *La Révolution chinoise*, introd. de Pierre Naville, Éd. Savelli, Paris 1977 ; *Mémoires d'un révolutionnaire*, avec *Autres écrits politiques 1906-1947*, coll. Bouquins, Éd. Robert Laffont, Paris 2001.
Souvarine (Boris), *Staline*, Éd. Champ Libre, Paris, 1977.
Trotsky (Léon), *Staline*, Éd. Bernard Grasset, Paris, 1948 ; *Ma vie*, NRF Gallimard, Paris 1953 ; *Le Mouvement communiste en France (1919-1939),* Textes choisis, Éd. de Minuit, 1967 ; *L'Internationale communiste après Lénine ou Le grand organisateur des défaites*, notes de Pierre Frank, 2 vol., P.U.F., Paris 1969 ; *Europe et Amérique – Où va l'Angleterre ?* Réimpression anastatique de l'édition de la librairie de l'Humanité de 1926, Préface de Pierre Naville, éd. Anthropos, Paris 1971 ; *Œuvres,* t. 12 (déc.1936-févr.1937), Publications de l'Institut Léon Trotsky, EDI, Paris 1982 ; *Œuvres*, 2e série (janvier 1928-mai 1929), 3 vol. Même éditeur, Paris 1988-1989.

VI

LA « TROISIEME PERIODE » (D'ERREURS)
DICTATURE BONAPARTISTE DE STALINE
(1929-1934)

Le dilemme du tournant stalinien

Trotsky hors d'URSS, Staline devait d'urgence opérer le grand tournant qui mènerait à son « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire, comme Trotsky le fit remarquer, à un socialisme national.

L'urgence était incontestable. La NEP, conduite selon la politique de Boukharine, et à laquelle toute la direction thermidorienne s'était ralliée, avait élargi l'écart initial entre la campagne et la ville.

L'essentiel de la masse des 25 millions d'exploitations paysannes restait individuel et minuscule. Un tiers de ces paysans n'avaient même pas un cheval, beaucoup labouraient encore à l'araire en bois. En revanche les koulaks n'avaient cessé de s'enrichir, embauchaient des ouvriers agricoles, augmentaient leurs exploitations, les modernisaient. Ce sont eux qui produisaient les belles récoltes en progrès et qui cachaient leur grain jusqu'à la hausse de son prix. Ce que le Comité central venait encore d'accepter en juillet 1928 ! Entre eux, le paysan moyen était celui sur lequel la direction comptait pour se sortir d'affaire. Le petit capital grandissait aussi à la ville, et de façon spéculative, et se faisait arrogant, violant, autant qu'il le pouvait, tous les principes soviétiques.

Pendant ce temps, l'ouvrier était toujours dans la misère dont Pascal nous a donné le tableau. Le Conseil supérieur de l'Économie nationale venait d'annoncer (ce qui était en fait un décret du Bureau politique stalinien) qu'à quelques exceptions près, se chiffrant à presque 35 millions de roubles (sur un budget prévu de près de 8 milliards), il ne devait y avoir en 1929 aucune augmentation mécanique (« mot remarquable ! », note Trotsky) des salaires. Or, comme Trotsky l'avait écrit à la mi-novembre 1928 en notant ces chiffres : « Un progrès socialiste cesse d'être tel s'il n'améliore pas sans interruption, nettement et sensiblement, la situation matérielle de la classe ouvrière dans sa vie quotidienne. Le prolétariat est la force productive de base de la construction du socialisme. De tous les investissements, ce sont ceux qui sont placés dans le prolétariat qui sont les plus "rentables". Considérer l'augmentation des salaires comme une prime à l'accroissement de l'intensité du travail, c'est se laisser guider par les méthodes et les critères de la période de l'accumulation primitive du capital. […] Si l'on veut parler sérieusement d'une construction socialiste indépendante, en prenant comme point de départ la misérable base économique dont nous avons hérité, il faut d'abord

nous pénétrer pleinement et entièrement de l'idée que, de tous les investissements économiques, le plus indiscutable, le plus conforme au but et le plus rentable, est celui qui est fait dans le prolétariat en augmentant systématiquement et au bon moment les salaires réels. »

Les « ciseaux » que, dès le début de la NEP, Trotsky proposait de fermer, et avec patience (selon l'avertissement de Lénine), entre production industrielle et production agricole, s'étaient au contraire ouverts au point de briser leur pivot.

Staline voyait bien le désastre poindre. Au plénum du Comité et de la Commission de contrôle de Moscou du 19 octobre 1928, il était allé jusqu'à dire : « Il est incontestable qu'une victoire de la déviation de droite dans notre parti [celle de Boukharine, Rykov, Tomsky] signifierait un énorme renforcement des éléments capitalistes dans notre pays. Et que signifie le renforcement des éléments capitalistes de notre pays ? Il signifie l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et l'augmentation des chances de la restauration du capitalisme dans notre pays. » Mais ces mots, qui répétaient les démonstrations de l'Opposition, étaient suivis de la critique de celle-ci, qui « ne veut pas voir qu'il est possible de construire le socialisme par les seules forces de notre pays ; elle ouvre la voie au désespoir et est obligée de se consoler en bavardant sur les dangers des tendances de Thermidor dans notre pays ». Sur quoi le capitulard Kamenev renchérit : « Le koulak grandit dans le pays, le koulak ne donne pas de pain à l'État ouvrier, le koulak tire sur les correspondants au village, sur les fonctionnaires et les tue. Le groupe Boukharine, avec sa ligne, cultive le koulak ; donc pas de soutien à Boukharine. Aujourd'hui, nous soutenons la politique de Staline. »

Trotsky, à la mi-novembre, dans un des derniers documents de sa déportation, « La crise du bloc centre-droite », rappelait que, dès septembre 1926, il avait écrit : « Le but de toutes ces discussions et mesures d'organisation est la destruction du noyau qui, récemment encore, était appelé la Vieille Garde léniniste, et son remplacement par la direction d'un seul, Staline, s'appuyant sur un groupe de camarades qui sont toujours d'accord avec lui. […] Exclure l'Opposition actuelle signifierait, en fait, transformer inévitablement en une opposition le vieux groupe dans le Comité central. Une nouvelle discussion viendrait à l'ordre du jour, au cours de laquelle Kaganovitch démasquerait Rykov, Ouglanov en ferait autant de Tomsky, tandis que Slepkov, Sten et compagnie déboulonneraient Boukharine. Seul un imbécile sans espoir pourrait ne pas voir le caractère inéluctable de cette perspective. » Les intéressés avaient été les imbéciles en question. À peine plus de deux ans après (à la réserve des noms de Slepkov et Sten qui, anti-boukhariniens, allaient devenir de courageux antistaliniens), cette perspective était réalisée. Staline était seul au pouvoir.

Trotsky allait dépasser la crainte majeure qu'il avait eue jusque-là de voir la droite évoluer vers une restauration capitaliste, pour comprendre la réalisation d'un « principe monarchiste-bonapartiste ». C'est en exil, dès le 25 février 1929, dans son article *Peut-on penser que la démocratie parlementaire remplacera les soviets ?* qu'il en

démontre l'impossibilité, et que la seule forme que peut prendre la fin de la dictature du prolétariat « serait une dictature militaire [elle sera policière], une variété contemporaine de bonapartisme ».

Le bonapartisme stalinien

La « Troisième période » proclamée par Staline fut en fait la seconde période de la contre-révolution politique, et le début de la contre-révolution sociale.

En reprenant à Marx le concept de bonapartisme, Trotsky ne poursuit pas le parallélisme qu'il avait pris pour Thermidor, et pourtant il l'aurait pu, puisque Marx s'en est servi jusqu'à l'utiliser à titre rétrospectif, par exemple pour la monarchie « absolue » française, en cela que sa définition est celle de tout pouvoir se dressant en équilibre instable entre deux classes antagonistes. Ainsi, le premier Napoléon avait gardé le soutien du peuple en semblant continuer la révolution, mais en réalité assurant l'essor de la bourgeoisie, dont sa camarilla profita en s'y intégrant. En URSS, où la classe bourgeoise avait été liquidée, Trotsky concevait le bonapartisme qu'il prévoyait comme devant réaliser l'équilibre instable entre un prolétariat maîtrisé et le développement bourgeois issu de la NEP. Théoriquement, il ne pouvait en concevoir une autre, étant donné qu'à l'époque il n'avait pas encore renvoyé le Thermidor soviétique à 1924 et le situait toujours en fonction d'une restauration capitaliste.

Ce fut par la violence et la terreur que Staline imposa son bonapartisme au prolétariat. Si les mesures qu'il allait prendre semblèrent continuer la dictature du prolétariat – mais d'un prolétariat courbé sous un joug qui se fera bientôt très lourd –, il appuya sa dictature personnelle à la fois sur l'appareil qu'il avait patiemment construit, et sur le magma social de tous les privilégiés de la bureaucratisation, de la NEP, et de la réintégration progressive dans la société d'une couche de contre-révolutionnaires de la veille. Un tel bonapartisme était beaucoup plus fragile que tous les précédents historiques, ce pourquoi il ne dura que cinq ans, et à haut prix, et dont le bonaparte Staline ne put échapper au désastre personnel que par une contre-révolution. La force armée avait toujours été l'outil nécessaire des bonapartismes. Celui du stalinisme sera une gigantesque police, le Guépéou (Direction politique de l'État chargée de la Sécurité intérieure).

L'expulsion de Trotsky avait été la première mesure de Staline pour assurer son bonapartisme du côté du prolétariat, pensant, et avec quelque raison, que c'était décapiter l'Opposition, dont aucun autre chef ne pourrait assurer la cohésion. Étant parvenu à le bloquer en Turquie, dans une « planète sans visa », à défaut de meilleur moyen de le bâillonner dans l'état présent de ses forces politiques, il allait pouvoir reprendre son programme à sa façon. Plus question de fermer patiemment les ciseaux. À la 16e Conférence du Parti, réunie du 23 au 29 avril, il fit adopter un premier Plan Quinquennal, dont le début fut fixé rétrospectivement au 1er octobre 1928, et qui devait être réalisé… en quatre ans.

Comment pouvaient être atteints ses objectifs démesurés ?

En même temps il annonça la nécessité de la collectivisation totale de la terre, qui devrait ainsi fournir l'alimentation de l'industrialisation. Mais les trois leaders de la droite occupaient encore des postes de direction, et il lui fallait s'assurer d'un pouvoir absolu pour agir. Pendant toute l'année 1929, il louvoya donc, ne révélant à personne les moyens qu'il allait employer pour réaliser son grand tournant.

En cinq mois il s'empara d'abord de la direction de l'Internationale : le 1er mars, il se fit désigner comme orateur à la réunion du Comité Exécutif, consacrée au dixième anniversaire de l'Internationale. Le 7 juin, il fut élu à son présidium. En juillet, Boukharine en fut exclu ainsi que son partisan américain Lovestone (lequel sera chassé de la direction de son parti).

Le tour était joué ! En mai, Tomsky fut expulsé de la direction des syndicats, remplacé par un certain Chernik, « flanqué, écrit Jean-Jacques Marie, de Kaganovitch, fermement décidé, lui, à réduire les salaires des ouvriers ». Enfin, en novembre, le Comité central exclut Boukharine du Bureau politique et, pour l'anniversaire du 7, Staline proclama « le Grand Tournant » dans la *Pravda*.

Il était maintenant seul, entouré de fidèles qui, pour la plupart, n'existaient que par lui. Dès septembre 1928, dans un de ses derniers textes de déportation, « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? », Trotsky avait donné les caractéristiques biographiques peu reluisantes de tous ces promus. Trônant au-dessus des figures mineures qui n'ont laissé nulle trace dans l'histoire, il y avait Kuusinen, « un de ceux qui ont tué la révolution finlandaise en 1918 » ; Petrovsky, « un bundiste-menchevik » rallié à la révolution après la victoire ; Rafès, ancien ministre de Petlioura en Ukraine et, plus récemment, conseiller en Chine de la politique pro-Guomindang ; Martynov, menchevik devenu bolchevik en 1923, et que Lénine considérait comme un imbécile… Il y en a vingt pages. La sélection des nouveaux dirigeants des partis communistes était de même ordre, comme nous l'avons vu pour Thälmann. Babel remarqua : « Staline n'aime pas les biographies sans tache. » Boukharine, de son côté, avait raconté que Staline tenait « dans ses mains les membres du soi-disant bureau politique à l'aide de dossiers accumulés contre eux par le Guépéou ». Il tenait ainsi tout son appareil, du plus haut au plus bas, en toute soumission, et pouvait se défaire aisément de n'importe lequel de ses fidèles.

Le Comité central n'allait plus être réuni pendant dix-huit mois. La NEP fut déclarée terminée, et la collectivisation proclamée. Le 27 décembre, sans discussion préalable des organismes de direction, Staline annonça publiquement son premier objectif : « Nous sommes passés ces derniers temps de la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks à la politique de liquidation des koulaks en tant que classe. » Ce que signifient ces mots sinistres, le pays va le savoir sans tarder.

Trompés par toutes les déclarations de tournant à gauche, et dupés par des avances de Staline, les plus faibles des opposants, Radek, Préobrajensky et Smilga – que Trotsky avait pourtant mis en garde en 1928 –, capitulent, alors que, dans cette année, les déportés ont été

regroupés dans des « isolateurs ». Ainsi, les contacts par réseaux clandestins organisés par l'Opposition vont devenir très difficiles, se raréfier progressivement, et bientôt disparaître.

Dans le même temps ont été fondés les terribles « camps de travail et de rééducation », dont la gestion passe du Commissariat à la Justice à celle du Guépéou, sous la direction de l'adjoint à son chef Menjinski, du nom de Iagoda, qui va vite devenir célèbre. Tous les détenus des prisons, politiques comme droits communs, condamnés à des peines de plus de trois ans (pour commencer) vont être transportés dans des régions isolées et inhospitalières pour les coloniser et exploiter leurs richesses naturelles, tracer des routes et ouvrir des voies de chemin de fer. C'est l'ouverture de l'univers concentrationnaire, pointe extrême de la militarisation du travail qui va être celle de la collectivisation forcée dans les kolkhozes et sovkhozes. Le socialisme dans un seul pays va être un socialisme de caserne accompagné d'un véritable rétablissement du servage. En même temps va commencer le tournant ultra-gauche de la politique internationale, classe contre classe, qui va entraîner un recul de tous les PC et une remontée de la social-démocratie, dans toute l'Europe.

La dékoulakisation

Nous avons vu plus haut les koulaks accusés de cacher leurs grains pour en faire monter les prix au lieu de les livrer à la consommation où il était d'ailleurs souvent payé en dessous du prix de production. Mais surtout, enrichis, ils emblavaient moins, passaient à des cultures industrielles et à l'élevage. D'après Moshe Lewin, ils ne représentaient pas, avec ceux qui étaient simplement « aisés », plus de 10 à 15 % de la paysannerie, 20 % possédant 40 % des terres, selon Roy Medvedev. Les petits paysans, sur leurs parcelles cultivées avec les moyens les plus archaïques, consommaient pour la plupart leur production. En fait, ce sont surtout les paysans moyens qui cachaient une grande partie de leur production en attendant la hausse des prix sur le marché libre, et allaient ainsi bientôt passer dans la classe des koulaks. Certes, un début de collectivisation avait été entrepris pendant la NEP, mais trop tardivement et de façon trop limitée ; ces kolkhozes étaient d'ailleurs pauvres, retardataires, et avaient le plus grand mal à faire survivre leurs milliers de paysans regroupés. En 1928, des milliers de paysans pauvres avaient répondu à la propagande collectiviste officielle… sans rien trouver pour s'installer.

La production de céréales était passée de 76,6 millions de tonnes en 1926-1927, à 73,3 en 1927-1928, et à 71,7 en 1928-1929. Pour l'année 1929, les kolkhozes n'avaient fourni que 27 millions de quintaux de céréales sur un total de 717, soit moins de 4 % de la production agricole commune. Une première mesure avait alors été prise : forcer les paysans à entrer dans les kolkhozes en écrasant d'impôts les fermes individuelles, toutes dites de koulaks. Les plus riches y échappèrent en vendant leurs fermes. Encore une fois, c'était l'échec.

Le plan quinquennal n'avait prévu, et pour 1932, que la collectivisation de 15 % des terres arables. En novembre, c'est la

collectivisation forcée et totale, et non seulement des terres, mais aussi de l'outillage, du bétail, de la volaille, des isbas qui est annoncée ! Les kolkhozes devaient se créer pour fournir de super-récoltes. À la fin de 1929, il y en eut 674 000, mais ne représentant que 7,6 % des ménages paysans pour 3,6 % des surfaces cultivées, et qui produisirent 4,9 % des produits agricoles mis en vente.

Contre les modérés du Comité central, Staline décida à la fin de 1929 que la collectivisation devait être achevée dans les principales régions productrices de céréales à l'automne 1931. Puis, le 5 janvier, il modifia son propre décret : il fallait finir avant le printemps ! Tout le parti fut mobilisé. Staline lança 27 000 militants de choc, organisés en détachements supplétifs des troupes spéciales du Guépéou, à l'assaut des « paysans riches », avec l'aide de paysans pauvres auxquels on promit une part des biens saisis. L'effet va être effroyable !

Tout d'abord, autorités locales comme activistes ne trouvèrent pas l'abondance d'exploitations koulaks annoncées et durent étendre l'objectif jusqu'à des fermes très moyennes pour répondre aux exigences du pouvoir. La résistance paysanne répondit à la violence des activistes qui, dans les cas de résistance, purent aller en Sibérie jusqu'à jeter les paysans nus dans la neige, à violer leurs femmes et à voler pour leur propre compte. Certes, ceux-là furent condamnés, mais ce fut lorsque les soulèvements paysans se développèrent. Ainsi en février 1930, dans le district de Riazan, où le bruit ayant couru que Staline avait décidé la socialisation des femmes, les paysans, armés de faux et de haches, avaient attaqué les locaux de l'administration. En 1929, le Guépéou avait déjà dénombré 1 300 émeutes paysannes ; en 1930, il y en eut 2 200 au seul premier trimestre, auxquels 800 000 paysans auraient pris part ; 20 000 émeutiers furent condamnés à mort. 356 500 familles, soit environ 1 800 000 personnes furent déportées en Sibérie et dans le Grand Nord. (Notons que le terme de famille cache souvent leur dissociation ; femmes et hommes furent séparés dans des camps différents, quant aux enfants, beaucoup rejoignirent les groupes d'errants des villes, d'autres connurent des camps spéciaux où ils finirent souvent par perdre toute notion de leurs familles, voire de leurs noms.)

Fin février 1930, 56 % des propriétés paysannes avaient été collectivisées. Mais par la force ! Privés de leurs vaches et de leurs chevaux rassemblés en troupeau dans les enceintes collectivisées, ceux qui le pouvaient abattaient leur bétail et le vendaient ou s'en nourrissaient avant d'aller s'installer dans les kolkhozes. « L'abattage du bétail, écrit Moshe Lewin, provoqua d'abord une abondance transitoire de viande, qui devait bientôt laisser place à une grave pénurie de productions animales, aggravant une situation alimentaire déjà tendue. » Il fallut arrêter momentanément la collectivisation et laisser les paysans qui restaient dans les kolkhozes maîtres de conserver une vache par famille et un lopin de culture privée. Au 1er juillet 1930, les kolkhozes comptaient un nombre inférieur à six millions de ménages paysans, soit moins du quart de l'ensemble de la petite et moyenne paysannerie. Dans nombre de provinces, les kolkhozes furent dissous en quasi-totalité.

Dans les villes en expansion, le rationnement du pain s'étendit à toutes les denrées alimentaires. Car une partie importante de ces céréales était exportée afin d'obtenir des fonds pour l'industrialisation : 4,8 millions de tonnes en 1930 et 5,2 millions en 1931.

Malgré ce chaos, une saison 1930 particulièrement favorable avait permis une bonne récolte céréalière, mais la résistance des paysans aux livraisons exigées continuait, en Ukraine en particulier. Le contrôle des multiples petites exploitations s'avérant difficile, c'est sur les kolkhozes que la pression des autorités fut la plus forte, les accablant d'amendes, de suppléments d'impôts, de perquisitions, le tout suivi d'arrestations en masse et de poursuites contre les fraudeurs. Les paysans se mirent à les déserter. Le système était mal parti.

C'est sur la base de cette récolte de 1930 que, selon la méthode stalinienne de planification, fut fixée pour chaque village, chaque exploitation, chaque kolkhoze, une livraison avant la moisson, pouvant aller du quart au tiers de la récolte pour les régions céréalières, les kolkhozes ne pouvant vendre d'excédent à d'autre acheteur que l'État. Pour l'année suivante, Staline décida que ce serait sur pied, avant la moisson, que seraient fixés les quotas.

À la fin de 1931, la collecte de céréales recommença à diminuer, malgré 50 000 nouveaux agents envoyés pour aider les fonctionnaires à obtenir les objectifs fixés. Les contingents fixés ne correspondaient pas aux capacités réelles des collectivités et des kolkhozes. De plus, ils ne recevaient rien des produits industriels promis qui leur auraient permis d'améliorer leur production. Les tracteurs qui devaient remplacer les chevaux n'arrivèrent qu'en petit nombre, que leur mauvaise fabrication rendait en grande partie inutilisables ou en constante réparation. 32 % de la récolte fut prélevée. À nombre de kolkhozes surimposés, on prit tout ce qu'ils avaient récolté, d'où un manque de semences pour la saison suivante. La famine apparut. De nouveaux mouvements surgirent en Ukraine, dans le Caucase du Nord, au Kazakhstan. Une nouvelle vague massive d'arrestations et de déportations eut lieu. Dans certaines régions, 20 % des paysans furent déportés. Et, en même temps, d'autres par millions étaient à nouveau poussés vers les kolkhozes et vers les sovkhozes qui venaient d'être créés, et dans lesquels ils devenaient des salariés.

Si rien des conséquences de cette « dékoulakisation » n'ébranlait Staline, qui au contraire condamnait les cadres pour l'insuffisance de leurs résultats, c'est parmi ses fidèles si bien sélectionnés qu'apparut l'inquiétude. En octobre 1930, ce furent Lominadzé, alors premier secrétaire du Comité de Transcaucasie, et Syrtsov, président du Conseil des commissaires du peuple de Russie et membre suppléant du Bureau politique, qui prévirent, dans un futur proche, un krach économique et une « grande crise », des troubles paysans, des grèves et des manifestations ouvrières.

Par un texte qui dormit longtemps dans les archives du Kremlin, Syrtsov nous apprend qu'au printemps Staline avait connu une panique. Il y dit : « Quand se produira la crise économique, quand la catastrophe approchera, les classes s'exprimeront et aucun appareil ne

tiendra le coup, or Staline repose sur l'appareil. » Et Lominadzé lui répond : « Staline perdra la tête et l'appareil cessera automatiquement d'agir. » Ils avaient constitué un « bloc » et rédigé une plateforme. C'était sous-estimer l'appareil policier de Staline. Ils furent dénoncés par un infiltré, Resnikov, et la *Pravda* du 2 décembre 1930 annonça la découverte d'un groupe d'opposants « droite-gauchiste Syrtsov-Lominadzé », hostiles à la collectivisation et à l'industrialisation planifiée. Ils furent limogés, et trois cadres du parti de leur groupe arrêtés. Mais Staline banalisa l'affaire : de simples critiques ! Elles ne devaient pas susciter un débat, ni simplement exister. Kroupskaïa seule, qu'il était encore impossible de chasser du Comité central, dénonça les monstruosités de cette dékoulakisation au nom de Lénine. On lui ferma la bouche. À la veille du treizième anniversaire de la Révolution, le 5 novembre, un décret dissout les commissariats à l'Intérieur, dont tous les pouvoirs passent au Guépéou.

Et la folie continua. À la fin de 1931, Mikoïan fixa l'objectif de 29,3 millions de tonnes de céréales pour la campagne de 1932. Vers son début, il lui fallut le réduire à 18 millions. Pour y parvenir, il fallut livrer bataille aux « saboteurs ». Pris entre deux feux, des collecteurs s'efforcèrent de laisser assez de grain à manger aux paysans, contre la circulaire du Commissariat de la Justice qui assimilait « la consommation de denrées alimentaires et de fourrage en sus des normes établies au pillage et à la dilapidation des biens de la nation ». La production baissa à la mesure de la capacité de travail d'un peuple affamé.

La riposte fut une nouvelle vague terroriste qui atteignit les agences et les autorités locales qui répugnaient « par un libéralisme pourri » à se livrer à de nouveaux excès. La répression des paysans battit alors de nouveaux records. En masse, ils furent arrêtés, privés de leurs biens et déportés. Quant aux nombreux membres du Parti qui furent reconnus coupables d'avoir « défendu les koulaks », ils furent aussi arrêtés, victimes de purges massives ou révoqués. Moshe Lewin écrit : « Kaganovitch, Molotov et d'autres dignitaires descendirent sur le terrain et enlevèrent aux villages récalcitrants tous les grains sur lesquels ils purent mettre la main, y compris sur les grains que les paysans avaient légitimement gagnés. […] À la suite de ces événements, les régions productrices de céréales se trouvèrent, au cours de l'hiver et du printemps 1932-1933, plongées dans les affres d'une terrible famine. »

Sous le contrôle de Kaganovitch, seize villages entiers du Caucase du Nord furent déportés dans l'Extrême Nord. Puis, avec Molotov, ils dirigèrent des répressions massives en Biélorussie et en Ukraine, où 103 districts furent ravagés par la famine, selon des données du Guépéou communiquées à Staline par Kossior. Se nourrissant de n'importe quoi, ils agonisaient dans d'horribles souffrances. Des cas de cannibalisme et de nécrophagie se multipliaient. Des mères tuèrent leurs enfants. Des dizaines de milliers de paysans moururent de faim. Roy Medvedev cite les mémoires inédits de A. E Kostérine : « Il était effrayant de traverser les villages en 1933-1934 […] Des maisons aux fenêtres barrées de planches, le matériel abandonné dans les champs.

Et une mortalité terrifiante, notamment des enfants. » Des millions tentèrent de se réfugier dans les villes, mais Staline l'interdit. Il traita de « fables » les rapports sur la famine. Le Guépéou dressa des barrages sur les routes. Leur bilan : des 219 460 fuyards arrêtés en mars 1933, 186 588 ont été renvoyés chez eux, les 32 872 restants, jugés (?), ont été envoyés en prison ou en déportation.

Parmi les mises en garde adressées à Staline, on ne note que celle de Cholokhov qui obtint de lui l'envoi de 200 tonnes de seigle au seul secteur où il avait constaté les tortures atroces employées par les activistes pour extirper aux paysans jusqu'à leur dernier grain de blé. Ensuite de quoi Staline lui joua la comédie de la répression des « excès » des responsables régionaux. Cette famine tua quatre millions de paysans ukrainiens.

Si les déportations semblent avoir cessé dans le cours de 1934, d'autres pressions furent faites sur les cinq millions de paysans qui demeuraient « privés », afin qu'ils rejoignent kolkhozes et sovkhozes. Il y en eut de fiscales, mais, les paysans n'ayant pas d'argent, ce fut pour l'essentiel des augmentations de leurs contingents à livrer, et jusqu'à 50 % de leur récolte.

Afin de parer à la catastrophe alimentaire, à la fin de 1932, les kolkhoziens avaient été autorisés, en un petit retour de NEP, à vendre leurs excédents obtenus sur leurs lopins personnels. Cela fut limité l'année suivante à l'après-livraison des contingents obligatoires. Nouvel aveuglement ! Ceux qui ne quittaient pas la terre pour la ville entrèrent si nombreux dans les kolkhozes et sovkhozes, et souvent après s'être débarrassés de leur cheptel, qu'ils s'y trouvèrent en surnombre sur les capacités d'accueil et l'insuffisance de matériel agricole de ces fermes collectives. La collectivisation s'achevait, mais à quel prix ?

Le bilan est lourd ! D'une récolte de 77 millions de tonnes de céréales en 1930, elle tomba à 62,4 millions en 1935, tandis que les collectes de l'État passaient de 22,1 millions de tonnes à 28,3 millions, soit, de 26,5 % à 37,8 % (la part des kolkhozes dans ces prélèvements passant de 27,5 % à 39,1 %). Et il en alla de même de la production animale qui, de l'indice 100 pour 1930, tomba à l'indice 72 en 1934, et ne commença à remonter qu'en 1935 à l'indice 86, mais ne remontant en 1940 qu'à l'indice de 114 alors qu'il était à 137 en 1928. Sur le plan humain, la famine et le typhus avaient touché trente millions de paysans. Sept millions en étaient morts, dont quatre millions en Ukraine et un million au Caucase du Nord.

L'industrialisation

On a souvent dit et écrit que l'industrialisation du premier Plan Quinquennal reprenait l'exigence de planification défendue par Trotsky. Cela fut d'ailleurs tout d'abord l'argument de ralliement au pouvoir des capitulards de l'Opposition.

L'industrialisation stalinienne s'en distingua cependant autant que la dékoulakisation se distingua de la « fermeture des ciseaux », telle qu'exprimée en 1923 dans *Cours nouveau* : « Ce que le paysan nous demande [c'est] de lui fournir des clous, de la ficelle et des allumettes

à bon marché. […] l'adaptation de l'industrie au marché paysan nous impose en premier lieu la tâche d'abaisser le plus possible le prix de revient des produits industriels. Cependant, le prix de revient dépend non seulement de l'organisation du travail dans une usine donnée, mais aussi de l'organisation de l'industrie étatique tout entière, des transports, des finances, de tout l'appareil commercial de l'État. »

C'était de l'industrialisation que devait partir tout le processus de la marche en avant coordonnée qu'imposait la NEP. Dans son admirable bilan écrit pour le douzième anniversaire de la Révolution d'Octobre, Trotsky rappelait : « Il y a six ans que l'Opposition réclamait l'élaboration d'un plan quinquennal. Cette revendication fut alors accueillie tout à fait dans l'esprit d'un petit patron qui redoute d'envisager de grands problèmes et de larges perspectives. C'est ce que nous appelions du MENCHEVISME EN ECONOMIE. En avril 1927, Staline affirmait par exemple que le Dniéprostroï était aussi peu nécessaire au pays qu'un phonographe à un moujik et, en même temps, il niait absolument que le rythme de notre révolution économique dépendait de l'évolution mondiale. Le plan quinquennal est venu avec un retard de cinq ans. Les erreurs, les transformations et les corrections des dernières années se sont faites sans aucun plan général, et c'est pour cette seule raison qu'elles n'ont pas appris grand-chose à la direction. On ne saurait omettre ici de dire que la première esquisse du plan quinquennal, faite en 1927, était tout entière pénétrée de l'esprit le plus mesquin du minimalisme, d'une grande timidité économique. Ce projet fut impitoyablement critiqué dans la plate-forme de l'Opposition. C'est seulement sous l'action de notre critique, qui répondait aux plus vifs besoins du développement économique, que le plan quinquennal fut refait d'un bout à l'autre dans le courant de l'année. […] Si le nouveau plan a été élaboré sous les coups de bâton, il n'est pas difficile de se représenter quelle résistance il rencontrera quand il s'agira de l'appliquer. »

L'application de l'industrialisation fut menée à marche forcée, en parallèle à celle de la collectivisation totale. Pour l'opérer, il s'agissait de la commencer partout à la fois, sur des plans géants, en regroupant des masses ouvrières. De 1928 à 1932, le prolétariat passa de 6 millions à 12 millions. Ce doublement fut obtenu par une véritable mobilisation des paysans chassés des campagnes et des femmes, au nom d'une égalité des sexes, réalisée dans une féroce exploitation.

Ces nouveaux prolétaires étaient sans qualifications professionnelles, alors que les bâtiments allaient être gigantesques et qu'on allait construire des usines équipées de machines modernes. L'échelle des salaires ouvriers avait été réduite dès le début de la révolution, tendant à l'égalité des fonctions, et avec un « maximum » très peu supérieur à la moyenne. Staline stigmatisa cet « égalitarisme ». L'échelle ne cessa de s'élargir, les inférieurs laissant à peine de quoi vivre. Puis le travail aux pièces, qui avait été supprimé, fut rétabli, alors que pour certains travaux il s'avéra dénué de sens. Ces masses ouvrières immenses se trouvèrent en général regroupées sans que rien n'ait été préparé pour les recevoir. Le financement de chaque chantier ne laissait guère de moyens pour la vie des travailleurs, sinon des baraquements collectifs

peu différents de ceux des camps, souvent privés d'électricité, d'eau courante, de systèmes sanitaires et de tous services. De telles mesures qui durèrent pendant tout le temps de l'industrialisation ne pouvaient qu'entraîner un travail de mauvaise qualité qui détermina des désastres dans les constructions et les fabrications.

L'encadrement technique était de bien meilleure qualité. Les ingénieurs et techniciens de l'ancien régime, en très grand nombre, n'avaient pas fui la révolution et furent requis. Beaucoup avaient participé au gros effort d'enseignement de la révolution. Toutefois, là encore, les plus jeunes techniciens avaient eu une formation accélérée, souvent insuffisante. Enfin, dirigeant un prolétariat de qualification médiocre, ou pire, ils avaient au-dessus d'eux une double hiérarchie administrative, bureaucratique, et les agents du Guépéou.

Staline avait initié sa méthode volontariste dès 1925, à l'occasion d'une décision du Conseil supérieur de l'économie nationale de construire en son honneur une usine de tracteurs à Stalingrad. Cela aurait été la première. La construction des bâtiments sur un terrain vague commença en 1926. En juillet 1927, l'objectif fut d'y construire le tracteur « l'Internationale ». En avril 1928, ce fut l'obligation d'y produire 10 000 tracteurs par an, corrigée en juillet à 20 000. Mais les ingénieurs n'en avaient jamais fabriqué et se précipitèrent aux États-Unis pour s'y instruire (ce qui leur coûtera la vie dix ans plus tard). En décembre, c'est un autre type de tracteurs que celui préalablement prévu qui devra être construit. 7 000 jeunes communistes furent envoyés à Stalingrad pour achever la construction. Il faudra se procurer des machines à haut prix à l'étranger pour que Staline puisse présenter son unique premier tracteur au 16e congrès du Parti, le 26 juin 1930. De telles mesures vont se reproduire pendant toute la durée de l'industrialisation.

C'est 1 500 grandes entreprises dont la construction fut engagée pour le seul Premier Plan, dont celles de Dneproguès, les complexes métallurgiques de Magnitogorsk et de Kouznetsk, l'usine de machines de l'Oural, l'usine de machines agricoles de Rostov, celles de tracteurs de Tcheliabinsk et de Kharkov, d'automobiles à Moscou et Sormovo, chimiques en Oural, de machinerie lourde à Kramator, de machines-outils, d'avions, turbines et générateurs, aciers spéciaux, alliages ferreux, caoutchouc synthétique, fibres artificielles, azote… la plupart n'ayant jamais existé jusqu'alors en Russie. Et entre elles des milliers de kilomètres de nouvelles lignes de chemins de fer et de canaux. L'Orient devint le second centre industriel du pays pour la métallurgie et l'extraction du pétrole. En janvier 1931 sortit le premier lot de caoutchouc synthétique. Immédiatement fut décidée la construction de deux usines pour en produire. Staline décida que ce serait dix grandes usines au cours du Premier Plan en cours ! En 1932-1933, on commença la construction de trois. Des centaines de villes nouvelles et de centres d'implantation de travailleurs furent créés.

Les camps de déportés assumèrent des exploits, tel le creusement du canal mer Blanche-Baltique : le Biélomorkanal qui devait être construit en deux ans (on y ajouta six mois) par 250 000 détenus travaillant à mains nues, aux pics, pelles, pioches, brouettes et

explosifs. 30 000 « rééduqués » y laissèrent leur peau de faim, de froid, de blessures et de maladies. En novembre 1931, le Guépéou ouvrit le plus terrible de tous les camps du Goulag, le Dalstroï, à Kolyma, au nord-est polaire de la Sibérie, où l'on ne parvenait que par mer. C'était un centre minier, essentiellement d'or, un enfer de froid qui connut un record de mortalité. Aux conditions épouvantables de travail s'ajoutaient des réductions sur le minimum officiel de rations alimentaires. Varlam Chalamov, qui réussit à y survivre, nous en a laissé la chronique effrayante dans ses *Récits de Kolyma*.

Cela commença mal sur tous les plans. Pour un pays qui devait assurer seul son passage au socialisme, son Plan n'en supposait pas moins des crédits capitalistes pour les équipements et l'assistance technique, lesquels ne dépassèrent pas ceux de la NEP. La crise agricole empêcha les exportations de blé, et celles de matières premières furent d'un rendement financier réduit par la baisse des prix mondiaux, effet de la grande crise économique de 1929. La production de la fonte et de l'acier était passée de 600 à 800 millions de tonnes en 1929. En 1931, le Plan prévoyait une production de 7,9 millions de tonnes, il n'y en eut que 4,9 millions ; et pour l'acier 4 millions au lieu de 8,8. À cette date, il n'était sorti que 1 300 tracteurs. Aucun des objectifs fixés pour la première année ne fut atteint. Les productions de l'industrie alimentaire surtout ne s'accroissaient que lentement, et les chemins de fer, clefs de toute l'industrialisation, fonctionnaient mal.

Le Conseil des Commissaires suggéra une baisse des objectifs. Staline secondé de Molotov y vint en personne exiger leur doublement. Ainsi : passage de 10 millions de tonnes de fonte à 17 millions pour la dernière année du Plan ! Il n'y en eut que 6,6 en 1932, et 6 millions de tonnes d'acier au lieu des 10,4 exigées. La production de cuivre de 1930 était de 47 000 tonnes, de 48 000 en 1931, soit le tiers des prévisions du Plan. Abaissées à 90 000 tonnes pour 1932, elles n'en étaient que de 30 000 en huit mois. « Aucun commentaire n'est nécessaire, écrivit Trotsky, pour expliquer ce que cela signifie pour la construction des machines en général et pour la technique électrique en particulier. » Il en alla en effet de même pour la production d'électricité, elle aussi clef de tout le Plan : 13,5 millions de kilowatts heures au lieu de 22 millions.

Nombre de ces chiffres étant publiés, Trotsky les connut et remarqua que ce n'étaient que des statistiques formelles et que, par exemple, « si l'on réalise la construction d'une nouvelle usine dans la proportion de 90 %, et qu'en outre le travail est paralysé par le manque réel de matières premières, du point de vue des statistiques formelles, on peut dire que le plan est réalisé à 90 %, mais que du point de vue économique, les dépenses réalisées doivent tout simplement être inscrites dans la colonne des pertes ». Il voyait clair, mais ce qu'il ne pouvait pas voir, c'étaient les bâtiments qui s'effondraient parce que mal construits, les machines dont les ouvriers ne savaient pas se servir, les pièces mal faites parce que faites trop vite par des ouvriers exténués… En octobre 1932, on avait donné aux kolkhozes 100 000 tracteurs, mais à la station de machines de Poltava – l'une des nouvelles –, sur les 27 tracteurs nouvellement reçus, 19

avaient déjà de graves avaries ; en Ukraine, dans une station qui possédait 52 tracteurs, 2 ne fonctionnaient pas, 14 étaient en réparations capitales, et on n'utilisait que la moitié des 36 restants pour l'ensemencement, ceux-là mêmes étant souvent immobilisés.

Staline en avait indiqué la cause à ses agents du Guépéou : les saboteurs ! La chasse aux spécialistes bourgeois, directeurs, ingénieurs et techniciens « ennemis du peuple » fit rage ! Le 25 septembre 1930, Le Guépéou annonça que 48 de ces saboteurs (imaginaires) avaient été fusillés.

Si les travailleurs se taisaient, ils n'étaient pas dupes. Leurs salaires réels bloqués étaient rongés par l'inflation. En 1930, leur pouvoir d'achat était inférieur à celui de 1928. Les prix du marché libre flambaient. Après 1931, les indices des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés ne furent plus publiés. Dans ces conditions, la colère prolétarienne ne manqua pas de s'exprimer. Ainsi, en septembre 1930, 273 ouvriers de diverses usines de Podolsk et de Moscou osèrent secouer la peur et écrivirent à ceux qui étaient pour eux le sommet de l'État, Kalinine, Rykov et Vorochilov, leur dénonçant Staline pour avoir « après deux années de pouvoir absolu incontrôlé, amené l'État à une situation pire qu'en 1919, [avoir] réduit à néant par son activité criminelle tout ce que Lénine avait obtenu en deux ans [et exigeant que] Staline soit immédiatement écarté de la direction des affaires du pays, et déféré devant un tribunal d'État pour répondre de ses crimes innombrables contre les masses prolétariennes ».

Bien entendu, ils furent tous arrêtés et déportés. D'une part, l'Opposition n'était plus en état d'organiser et d'unifier ce réveil de la conscience, d'autre part, la grande majorité prolétarienne était maintenant formée d'hommes et de femmes qui étaient enfants en 1917, élevés et vivant dans le culte des luttes et sacrifices révolutionnaires, c'est avec foi qu'ils s'engagèrent en masse dans le mythe du socialisme à édifier de leurs propres mains, et il en alla de même des techniciens et ingénieurs formés dans les écoles soviétiques et qui sentaient que c'était sur eux que reposait le salut de la patrie soviétique. D'innombrables documents en témoignent. Staline joua de ce dévouement aveugle, le cultiva de mythes et de flatteries entrecoupés de faux procès de saboteurs, en même temps couvrant les échecs et entretenant la terreur. Quant à la jeunesse, pour qui la Révolution était déjà passée à l'état de légende, il la pervertit par une éducation monstrueuse, poussant les enfants contre les parents qui s'opposaient aux diktats du pouvoir.

Si Trotsky ne vit pas cela, en revanche il ne douta jamais de la solidité d'une économie collectivisée et de ses capacités potentielles. Elles permirent en effet l'industrialisation grâce à la foi communiste des techniciens et des ouvriers. Et si les conditions de leurs productions les laissèrent longtemps grossières et médiocres, leur masse assura le démarrage de la modernité de l'URSS. Enfin, quand la menace de guerre obligea Staline à l'abandonner aux spécialistes, ceux-ci obtinrent des succès, dont le plus grand fut celui de l'armement militaire qui conduisit à la victoire contre l'Allemagne.

La première Terreur derrière la façade

La seule réussite parfaite de la collectivisation et de l'industrialisation fut le secret dont elles furent entourées. Presque rien ne perça de ses pires monstruosités jusqu'à la déstalinisation limitée de Khrouchtchev en 1956. Trotsky lui-même n'en eut qu'un très faible écho par la presse officielle. Il découvrait ainsi que « le prix d'un quintal de lait oscille selon les kolkhozes entre 43 et 200 roubles », et que la différence entre les prix gouvernementaux et les prix du marché légalisé était encore plus grande ; enfin que les prix des produits industriels n'étaient pas moins différents selon le canal par lequel ils parvenaient aux paysans ; et aussi que ceux d'entre eux qui recevaient une énorme quantité de billets de leur production pour des prix industriels à des prix gouvernementaux fixes ne trouvaient pas ces produits. La *Pravda* du 26 septembre elle-même lui apprenait, par exemple, que « de nombreux kolkhozes s'opposent au stockage du blé et le cachent ». L'effroyable misère augmentée par l'inflation, la mortalité monstrueuse ainsi que la masse énorme de la déportation paysanne n'apparaissait pas dans la presse.

L'URSS fut parfaitement fermée par son système policier, mais avec vitrine pour les visiteurs. L'ingénieur Kravchenko lui-même, arrivant à Moscou, découvrait avec stupéfaction une « terre d'abondance », une belle et riche ville, propre, aux immeubles neufs, où circulaient des passants bien vêtus, où tout respirait l'optimisme et l'activité, où les queues étaient courtes, et les boutiques pas trop dégarnies, et où les théâtres, hôtels et belles boutiques s'étalaient. Staline avait porté à un niveau himalayen le procédé des « villages Potemkine », inventé par ce favori de Catherine II pour lui faire traverser son empire, du Nord au Sud, au milieu de façades cachant les taudis de ses moujiks. Les visites des « Amis de l'URSS » et des intellectuels et artistes de gauche étaient conduites sous stricte surveillance d'interprètes sélectionnés, dans des usines et kolkhozes modèles, entre spectacles de ballets grandioses, réceptions somptueuses et rencontres de ténors du régime. En août 1933, le grand ministre français radical-socialiste, Édouard Herriot, rencontra en Ukraine de magnifiques ouvriers qui lui firent s'écrier avec ironie : « Regardez-moi ces affamés », et il reviendra convaincu que les histoires de famine n'étaient que fables.

Rares furent ceux qui se méfièrent et réussirent à soulever un coin du voile. Plus rares encore ceux qui dénoncèrent la supercherie. Georges Simenon, qui traversa le sud en 1933, donna dans son roman *Les Gens d'en face*, une image de Batoum : un univers de morts vivants, où des foules de miséreux couchaient sous les porches, où des familles de huit ou dix personnes vivaient dans une seule pièce, où une secrétaire gagnait 400 roubles et où une paire de chaussures en coûtait 350, où les coopératives étaient vides la plupart du temps, et où une partie des queues pour un produit devait se disperser sans être servie, le tout silencieux, bloqué par la peur du Guépéou omniprésent, qui sur dénonciation exécutait sans jugement. Mais n'était-il pas un romancier ? Trois ans plus tard, André Gide, qui dominait le monde intellectuel français, mais que son humanisme avait conduit à devenir le dénonciateur du colonialisme français, et un sympathisant déclaré

de la révolution russe, n'allait-il pas être beaucoup plus difficile à traiter de contre-révolutionnaire quand il revint du pays de la liberté les yeux dessillés, avec son *Retour de l'URSS* ? Il n'échappa pas à un assaut des plus sordides insultes. Si le livre fit grand bruit, sa voix passa par-dessus la tête, non seulement du monde ouvrier, mais des jeunes intellectuels de gauche. Et il recula quelque peu avec son *Retouches à mon Retour de l'URSS*, admettant que sa critique avait porté sur beaucoup de détails.

Entre ces deux écrivains, le cas de Panaït Istrati aurait dû avoir une bien plus grande portée. C'était un écrivain roumain de langue française, plébéien anti-fasciste, bombardé président d'honneur des Amis de l'URSS. Il partit en 1927 *Vers l'autre flamme* (titre du livre écrit à son retour) dans un groupe d'écrivains tous plus ou moins stipendiés du Parti communiste, dont Henri Barbusse, tous invités pour le dixième anniversaire de la Révolution, mais aussi avec Christian Rakovski expulsé de France, et qui, prudent, ne lui dit pas un mot de critique de l'URSS ni de l'Opposition.

Son enthousiasme était sans faille, mais il fut vite douché. Il n'était pas homme à se satisfaire des visites guidées coupées de banquets aux discours vides interminables. Il y échappa avec le prétexte qu'il était là pour rester. Luxe et dépenses de prestige dans ce pays miséreux le choquèrent. Il rencontra naturellement Victor Serge à Leningrad, lui aussi d'abord prudent. Il vit le 7 novembre sur la Place Rouge, où la répression de l'Opposition l'indigna, se demandant : « Que pouvait bien être, après tout, cette Opposition ? Que voulait-elle ? Et pourquoi ne lui permettait-on pas de s'exprimer ni à la tribune ni dans un journal ? » Peu après, on leur donna une feuille en trois langues qui « nous parla bien plus longuement de l'Opposition "trotskyste" et de Trotsky, mais avec une telle haine, que nous en fûmes stupéfaits. Pour la première fois, nous lisions les qualificatifs de "traîtres", de "Blancs", de "mencheviks", etc. ». Il alla dire son indignation à son « commandant » d'équipe. « Quelle saleté ! » Mais il ajoute : « À ce moment-là, cette saleté, nous ne l'entrevoyions que dans ces incidents et mœurs révolutionnaires russes […] Le peu d'opposants qui me fréquentaient alors ne m'en entretenaient que bien prudemment, car on me voyait "marcher" avec une confiance entière. »

Puis il traversa le pays, jusqu'à l'Ukraine et la Géorgie, et retour à Moscou, avec son groupe d'intellectuels et en compagnie de l'écrivain grec Nikos Kazantzakis. C'était la fin de la NEP, il avait vu un pays paisible où les premières réalisations industrielles, bien que désordonnées, offraient une image d'efforts estimables. Homme du peuple, il savait communiquer avec les gens du peuple. Ses droits d'auteur sur ses livres, qui se vendaient par milliers de volumes, et d'un film sur sa *Kyra Kiralina* lui donnaient toute liberté d'échapper au groupe, et non comme Barbusse, « qui ne peut vivre à Moscou que traînant une poupée ébouriffée avec lui, ni loger à moins de 35 roubles par jour (aux frais de la princesse bolcheviste) […] qui ne peut supporter la non-publication d'un article impossible sans demander 100 dollars de dommages-intérêts ». Ceux qu'il rencontra alors ne

mentaient pas sur tout ce qui allait mal, mais partageaient comme lui l'espoir que cela aille bientôt mieux.

Il quitta l'hiver russe, que sa santé fragile rendait insupportable, pour un court séjour en Grèce où, criant sa colère contre le sort indigne infligé aux prisonniers communistes, il fut inculpé et, menacé de prison. Prenant les devants d'une expulsion, il rentra en URSS en février 1928. Cette fois, c'était avec sa compagne, pour un séjour d'une année, la première de la « Troisième Période ». Nouvelle exploration d'Odessa (où il découvrit la bureaucratisation en la personne d'un directeur communiste d'entreprise, vivant dans le plus grand confort petit-bourgeois avec sa maîtresse), puis la Crimée, avec l'incurie d'un studio de cinéma qui lui avait saboté sa *Kyra,* et des maisons de repos qui « ne sont pas toujours remplies par ceux qui en ont le plus besoin ». Enfin l'Ukraine, et Kiev : « Beaucoup de nepmans et de prostituées. Celles-ci, parfois, sont des fillettes de quatorze ou quinze ans. »

De retour à Moscou : Où est Rakovski ? En exil à Astrakhan ! Trotsky ? À Alma-Ata. Puis, le coup le plus dur : Victor Serge ? Arrêté à Leningrad depuis un mois : « Ah, ça, par exemple, je ne l'avalerai pas sans riposter. » Il va se battre, se rend au Guépéou. Il réussit : huit jours après, on libère Serge. Tranquille, il reprend sa visite de tous les coins de l'URSS avec le permis de parcours sans limite qu'on lui a accordé en juillet. Il ira rencontrer Rakovski à Astrakhan, à l'embouchure de la Volga, « Ville puante, myriades de moustiques. Peste, malaria, choléra. » Il trouve l'ami de Trotsky dans une seule toute petite chambre, où un paravent cache le lit et le lavabo. Il le trouve gros, enflé, mou, avec la malaria et une autre maladie qu'il ne peut soigner là, travaillant pour subsister à une *Vie de Saint-Simon*. « Mais il n'a pas le cafard. Toujours prêt à se battre et plus que jamais convaincu de… De quoi ? Je ne saurais le dire. » Istrati n'est pas communiste au sens marxiste du terme. Il ne comprendra jamais les causes profondes de la rupture entre « bolcheviks ». Pour lui, il n'y a que des purs et propres d'un côté, et des salopards de l'autre. Au retour, il verra Gorki, mais aussi son homme d'affaires qui « ne nous parle jamais par trente ou cinquante mille roubles, mais par cent mille et en dollars ». Saturé de saletés, il refuse de continuer son enquête jusqu'en Sibérie.

À nouveau à Moscou, c'est pour le coup de grâce. On avait relâché Serge, mais pour mieux l'abattre. Ce sera l'Affaire Roussakov, l'expulsion *manu militari* du logement de la famille d'un vieux militant ouvrier, beau-père de Serge, avec laquelle il vit. Ils se défendent, et cela devient une affaire politique d'agressions de contre-révolutionnaires contre une fonctionnaire (qui fera la gaffe au tribunal d'expliquer qu'elle avait été placée là pour surveiller Serge). Le vieux Roussakov est radié de son syndicat, expulsé de son travail par une assemblée des travailleurs (ce qui signifie misère). Istrati va se battre comme un lion : réponse à la *Pravda de Leningrad*, lettre au Guépéou, rencontre de Kalinine, enquête jusqu'auprès des ouvriers de l'usine du vieux. Mais il devra rentrer en France en février 1929. Victor Serge poursuivra la lutte. Après huit mois de procédures, le 15 avril, le

tribunal du rayon acquitte les accusés. Mais ce ne sera pas fini. À la fin du mois, le Tribunal régional casse le jugement. Roussakov sera condamné à trois mois de prison, sa femme à deux mois et Liouba, femme de Victor Serge qui, elle, a été violemment battue, à un mois, qu'ils devront faire comme travaux obligatoires à la prison. Serge sera bientôt déporté avec son fils.

Istrati est rentré toutes illusions perdues, mais gêné aux entournures : condamner le régime de l'URSS ? Toutefois, il se sent obligé de parler. Il écrit des articles et publie *Vers l'autre flamme*, auquel il ajoutera, sous son nom, un volume de Victor Serge et un de Boris Souvarine. Ce sera pour une autre et mortelle épreuve. Tous ceux qui étaient pour lui des amis, des camarades de combat, vont le renier, le calomnier. Et le plus aimé, ce Romain Rolland qui l'a aidé à devenir écrivain, et qui sera ignoble avec lui : justifiant le stalinisme selon le principe que toutes les révolutions sont sanglantes, c'est comme ça, à prendre ou à laisser, je les accepte du haut de mon sommet intellectuel. Barbusse fut le pire dans l'ignominie, allant avec des faux jusqu'à faire d'Istrati un agent de la Sigouranza, la police politique du fascisme roumain. Et Istrati devra aussi se défendre de faux amis qui surgirent pour tenter de l'entraîner dans la croisade anticommuniste. Il devra se défendre : « Je ne suis pas brouillé avec le bolchevisme, mais avec les bolcheviks et leur incompréhensible sabotage, conscient et inconscient de la Révolution. » Il est pour Trotsky, mais pas pour l'Opposition. Il finira seul !

Le cas Istrati est significatif. Le matraquage mystificateur jouissait de moyens financiers sans bornes pour la propagande et la corruption, unissant leaders et intellectuels « de gauche » avec la masse qui ne comprenait rien aux débats théoriques et historiques, et à la fois vivait dans la fausse continuité communiste du Parti. Un des moyens les plus efficaces de cette propagande fut le cinéma, par de nombreux films maintenant disparus, où le « paradis soviétique » n'était d'un côté que souriantes blondes kolkhoziennes chantant dans les aussi blondes moissons que coupaient des moissonneuses toutes neuves, et de l'autre des créations industrielles géantes construites par de beaux gars bien musclés. Sans oublier que ce monde idéal avait dans son ombre les saboteurs trotskystes qui, heureusement, étaient toujours finalement démasqués. Dans un de ces films, un tracteur tombait en panne, et un trotskyste en ricanait. Mais Staline, qui se trouvait là par hasard, soulevait le capot et, en deux minutes, le tracteur repartait de plus belle. Un Poudovkine même, y alla d'un *Déserteur*, histoire d'un ouvrier allemand qui, faisant partie d'une délégation venue voir la vie en pays socialiste, d'enthousiasme s'y faisait embaucher dans une usine, y devenait ouvrier modèle, puis, se sentant « déserteur », rentrait en Allemagne pour porter la bonne parole. Nikolaï Ekk, seul, sauva du ridicule et de la platitude son *Chemin de la vie*, faisant jouer de vrais enfants des rues, délinquants, sauvés par un moniteur qui, dans une colonie, les transformait en bons ouvriers (eux aussi d'ailleurs, menacés par des pervertisseurs contre-révolutionnaires). Personne ne se demanda quel pourcentage d'enfants errants connaissait ce sort, ni même si le film n'était pas une simple fiction.

Dans le domaine des lettres, l'inculte Staline n'était pas intervenu dans l'essor ouvert par la NEP. Il attendit de s'être débarrassé de l'élite bolchevique pour le faire, et d'abord indirectement, de loin, mais avec efficacité. Ainsi, la *Cavalerie rouge* de Babel, paru en 1923, n'avait pas eu l'heur de plaire aux Cosaques Vorochilov et Boudionny. Les attaques dont ce livre et ses écrits suivants firent l'objet conduisirent Babel, en 1930, à la décision de ne plus écrire. C'était l'année du suicide de Maïakovski, le poète géant, bolchevique de la Révolution, satiriste féroce de la vie soviétique dans son théâtre. Un amour malheureux s'était combiné avec la brisure de l'élan politique qui le portait. Babel, au contraire, se tint à l'écart, et comme il fallait vivre, se remit à écrire des nouvelles, des scénarios qui ne furent pas tournés. La chute de son moral est dite dans une lettre du 2 mai 1933 : « J'ai écrit un travail "colossal" : une pièce. Mais comme elle ne suit évidemment pas la "ligne générale", il faut espérer que son destin sera difficile. » Tout ce qu'il écrira après 1934 disparaîtra sans laisser de trace, comme lui-même, après son arrestation en 1939. À côté de Maïakovski, le poète le plus populaire de Russie était Mandelstam. Tout en lui et en son œuvre devait révulser Staline. L'inverse était vrai. Il alla jusqu'à écrire : « Le montagnard du Kremlin / Aux doigts gros comme des larves. » Arrêté le 13 mai 1933, déporté en 1934, revenu malade à Moscou au début de 1937. Sans permis de séjour, ce fut l'asile à Leningrad, puis le sanatorium. Le 1er mai il fut de nouveau arrêté. Il mourra probablement en 1938. En 1931, Zamiatine, bolchevik de la première heure, mais qui a écrit *Nous autres*, noire anticipation d'un univers bureaucratique, a demandé à Staline l'autorisation de quitter l'URSS pour la France, il aura la chance que ce soit accepté.

Staline n'en était pas encore à frapper sur ces cibles minces. Ce sera un simple refus d'exil pour Boulgakov, qui en fit la demande en 1932. Ses pièces avaient été jouées, puis interdites. Il avait finalement écrit une lettre à Staline, qui lui répondit par téléphone : il fut engagé au Théâtre d'Art, comme assistant metteur en scène et conseiller littéraire. Il écrira toute son œuvre pour le tiroir (heureusement pour la postérité). Cela lui a valu de ne pas connaître la mort en déportation. Ce ne fut pas le cas pour un autre grand, Boris Pilniak. Mais lui avait, en 1926, commis un grand crime : son *Conte de la Lune non éteinte*, dont l'intrigue ressemblait beaucoup trop à la mort de Frounzé sur une table d'opération. Peu auparavant, Staline avait fait succéder Frounzé à Trotsky comme commissaire du peuple à la Guerre. Pilniak eut beau se défendre d'avoir pensé à Frounzé, le climat politique était tel qu'on voyait désormais le crime derrière toute mort suspecte. Condamner le petit roman aurait augmenté les soupçons. Pilniak disparut en 1935.

C'est qu'à partir de 1928, comme l'écrivit en 1934 le critique Benjamin Goriély, dans ses *Poètes dans la Révolution russe*, « le Plan quinquennal ne signifiait pas seulement l'industrialisation rapide du pays ; il était la tension de toutes les forces du pays vers la construction d'une société sans classes ». Mais : « Les écrivains prolétariens postrévolutionnaires correspondaient à l'époque où la nouvelle société se cherchait ; ils ne purent en faire la synthèse et

restèrent tributaires du passé. Ensuite, ils furent dépassés par le rythme inouï du plan quinquennal et c'est l'émulation produite par la construction socialiste qui élabora les rudiments de l'homme nouveau, que naquit le rabcor [correspondant ouvrier]. Cette première manifestation culturelle de la société collectiviste la trahit plutôt qu'elle ne l'exprime. » Il n'y avait plus qu'à créer le « réalisme socialiste ».

La différence qu'il y a eue pour l'art, où tous les courants modernes, futurisme, abstraction, cubisme… avaient trouvé une liberté qui leur avait assuré un essor plus grand que dans le monde capitaliste, c'est que la révolution qu'ils avaient apportée n'avait pas la portée explicite de la poésie et de la littérature. De ce fait, nombre des plus importants, tels Kandinsky, Chagall, Annenkov… purent s'expatrier à temps. Malevitch, le plus vieux, qui était passé avec maîtrise par tous ces courants, du futurisme au géométrisme, et du cubisme synthétique à son suprématisme, était devenu en 1922 le directeur de l'Institut de la culture de Pétrograd/Leningrad, et avait orienté son abstraction dans l'architecture. En 1927, l'institut fut fermé. Il tenta de réintroduire la figure dans l'abstraction. Il eut la chance de mourir en 1935. Il ne resta plus au grand nombre de leurs disciples qu'à s'arrêter de créer ou à s'abaisser au misérable réalisme socialiste.

Malgré ses succès affichés, intérieurs et extérieurs, Staline avait peur, y compris des membres de la direction, pourtant maintenant presque totalement stalinienne. Il concentra tout le pouvoir dans un groupe restreint, donc formellement illégal, de membres du Bureau politique qui se réunit et dirigea seul. Il était composé de Molotov, Kaganovitch, Mikoïan et Ordjonikidzé. L'ensemble du Bureau politique, ainsi que le Comité central et le Congrès verront leurs réunions de plus en plus espacées. Deux seulement des six membres du BP, exclus ainsi du pouvoir réel, n'étaient pas de sa camarilla : Rykov et Kalinine. Dès la fin de 1930, pour préparer leur élimination, il fit arrêter par le Guépéou trois économistes : Kondratiev, Iourovski et Tchaianov, ainsi que l'agronome Doiarenko, qui devinrent par ses soins les dirigeants d'un Parti paysan du Travail, dont neuf groupes clandestins à Moscou, et des nombreux en province, totalisant de 100 000 à 200 000 membres, auraient organisé des sabotages dans l'administration des coopératives agricoles, dans des organismes de crédit agricole, dans les commissariats à l'Agriculture et aux Finances, dans les instituts de recherche agronomique et l'Académie d'agriculture. Ce prétendu Parti paysan s'étendit en province en liaison avec d'anciens koulaks et des socialistes-révolutionnaires. Son but était de tenter de renverser le régime, en liaison avec des organisations monarchistes émigrées, des services de renseignements étrangers et… Rykov et Kalinine. Staline laissera trembler plus d'un mois les deux « soupçonnés ». Les enquêteurs y ajoutèrent le soutien de Boukharine dans leur projet d'attentat contre Staline. Celui-ci se débattit comme un beau diable, écrivit à « Koba », lui reprochant de l'avoir anéanti physiquement comme politiquement. Staline lui fera payer sa grâce provisoire par son association à la condamnation qu'il

lui arracha du groupe Syrtsov-Lominadzé, dont nous avons vu le mode d'élimination. Le procès et les condamnations eurent lieu à huis clos, sans qu'il fût plus question de Boukharine, de Rykov et de Kalinine.

Un autre procès de sabotage dans le circuit de l'alimentation, permettant ainsi d'expliquer les manques de l'approvisionnement, la mauvaise qualité de la nourriture, la hausse de prix, voire les disettes, visa à l'automne d'anciens nobles, des mencheviks, et même des ex-cadets qui étaient parvenus au Conseil supérieur de l'Économie nationale et au Commissariat du Commerce, ainsi qu'à l'Office de la viande, du poisson, des légumes et des fruits. Jugés à huis clos, les quarante-sept ou quarante-huit furent condamnés à mort et immédiatement fusillés.

Dès janvier, c'étaient des « médecins-assassins » d'Ukraine qui avaient payé de leur vie l'invention de « passe-passe médicaux » destinés au meurtre de dirigeants communistes. En octobre, le Guépéou « découvrit » un autre complot, militaire celui-là : tout un groupe d'officiers supérieurs de l'Académie militaire fut arrêté. Les deux principaux accusés « avouèrent » avoir « intrigué » avec… Toukhatchevski. Encore un qui était invité à se tenir tranquille. Parallèlement au Parti paysan, un Parti industriel avait également été « découvert » et accusé d'actes de sabotage et de préparer la prise du pouvoir, appuyé par la France. Le président Poincaré aurait lui-même été impliqué dans le complot (ce à quoi il réagit, en montrant que tout cela n'était que sottises). Ce Parti d'un millier de membres aurait formé un « Centre unifié » avec le Parti paysan et le Bureau central des mencheviks (composé d'anciens mencheviks ralliés au pouvoir). Au procès public du Parti industriel, en décembre 1930, les accusés avouèrent tout ce qu'on leur avait dicté, y compris des invraisemblances criantes. Ils furent condamnés à mort, puis graciés, et leurs sentences commuées en peines de prison. Que devenaient les quatorze anciens mencheviks occupant de hauts postes dans l'État, professeurs et écrivains, inculpés en cette affaire ? En mars 1931, le procès public de leur « Bureau fédéral » découvrait leur activité de sabotage du Plan, réduisant ses objectifs, ralentissant le développement de l'industrie et de l'agriculture, aux fins de liaisons criminelles pour la prise du pouvoir du Parti industriel. Eux aussi avouèrent tout ce que l'on voulait, y compris contre les démentis du véritable Parti menchevik de l'extérieur, comme leurs liaisons avec les Opposants de droite et les trotskystes. Une mention spéciale dénonçait aussi le vieux Riazanov, directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine, qui travaillait à l'édition de l'œuvre complète de Marx. Il fut épargné pour l'instant. Les autres s'en tirèrent avec des peines de prison de cinq à dix ans. C'étaient là les premières amorces des procès de Moscou.

Par sa création d'un Parti communiste de masse géant, d'un million de membres en 1927, Staline avait noyé toute possibilité que l'Opposition puisse s'y développer autour des plus vieux militants. L'Opposition démantelée, il procéda, de 1929 à 1931, à une opération inverse mais complémentaire : l'exclusion de 250 000 militants, pour

trotskysme ou déviation de droite. (Il en retrouvera à trois millions en 1933). Puis il supprima la dualité Parti-État en faisant exclure Rykov du Bureau politique par le Comité central, ce qui entraîna son remplacement à la Présidence du Conseil des Commissaires du peuple par Molotov : grand pas de plus vers le pouvoir absolu.

Dans le même temps, craignant aussi les républiques non russes et leur autonomie, bien que déjà limitée, il commença à opérer leur russification, que Lénine avait dénoncée comme chauvinisme de brutaux « argousins grands-russes ». Dès 1928, il avait fait arrêter et fusiller tout le gouvernement de la République autonome de Crimée, en majorité des Tatars. En 1930, ce fut le tour de la République de Biélorussie, dont la direction communiste fut accusée par le Guépéou d'avoir créé une Union de libération, pour changer le pouvoir soviétique en une république bourgeoise. Celle de la République d'Ukraine fut épurée, accusée de nationalisme bourgeois, jusqu'à pousser à la mort le premier secrétaire du parti communiste ukrainien, Skripnik, pourtant jusque-là stalinien non suspect d'opposition.

Staline ira plus loin encore. En 1931, il avait fait la connaissance en Géorgie de celui qui va devenir son double jusqu'à la veille de sa mort, Lavrenti Beria, alors chef du Guépéou de Géorgie et de Transcaucasie, et qui semble l'avoir séduit immédiatement. Il en fait la même année le premier secrétaire du PC de Géorgie et, l'année suivante, de celui de Transcaucasie et du comité de Tiflis.

Pire encore : en 1933, en Azerbaïdjan, il placera à la tête du parti communiste Baguirov, ex-exclu de la Tchéka en 1921 pour corruption et violences contre des détenus, et qui, réintégré peu après, était devenu président du Guépéou d'Azerbaïdjan, et avait en 1929 à nouveau commis des abus de pouvoir sanctionnés par la Commission centrale de contrôle. C'était un pas de plus dans la promotion d'individus lui devant tout, parce qu'éjectables à tout moment, et celle de membres du Guépéou à la direction du Parti. De ce Guépéou dont l'effectif ne cessait d'augmenter : de 816 000 membres à la fin de 1931, il atteindra 1 300 000 au début de 1934. Ce sera la base du pouvoir.

Toutefois, dès la fin de 1931, Staline s'était aperçu, au vu des mauvais résultats de l'industrialisation, qu'il était allé trop loin dans la répression « exemplaire » des spécialistes, en particulier dans la métallurgie et les houillères, et il y fit relâcher ingénieurs et techniciens, la veille saboteurs avérés, et leva le contrôle du Guépéou sur les directeurs d'entreprises. Ce furent ces techniciens de valeur qui allaient finalement faire progresser la qualité des produits industriels.

Mais, comme nous avons vu que la trique ne s'était pas abaissée dans les campagnes, l'année 1932 fut la pire de toutes. Pour parer aux vols des affamés, dont ceux qui, chassés de la terre, s'étaient réfugiés dans les villes, et aux saisies accompagnant les manifestations multiples de protestations, une loi du 7 août sur « la protection de la propriété socialiste » prévit la mort et la confiscation des biens des familles, pour quiconque serait convaincu de pillage de la propriété kolkhozienne ou coopérative. Il y aura 103 000 condamnations (dont 77,6 % des paysans) en 1932. Cependant les juges hésitaient à

condamner à mort pour des vols d'épis de blé ou de quelques pommes de terre. 2 210 acquittés sur 54 645 condamnations pour la seule République de Russie, 1 000 « seulement » furent exécutées. Cette modération exaspéra Staline.

Au début de l'année 1933, il calma l'inquiétude des siens qui grandissait, en promettant que, pour le 2e Plan Quinquennal, on pourrait « cesser de cravacher le pays [et] diminuer les rythmes insupportables de développement industriel ». L'année n'en commença pas moins par la déportation de 270 000 personnes. Mais, brusquement, ce fut le holà ! Staline accusa la base du Guépéou et des milices d'avoir commis des excès et de n'avoir pas compris les directives, alors que « trois années de lutte ont mené à la destruction des forces de nos ennemis de classe à la campagne ». Avec toujours le même arbitraire, des quotas d'arrestations furent fixés : 12 000 déportations de contre-révolutionnaires actifs ; 400 000 emprisonnés maximum. Résultat obtenu en juillet 1934 : 397 284 personnes seulement restent incarcérées.

Entre-temps, il s'est passé un cataclysme : le fascisme est au pouvoir en Allemagne !

L'Opposition de gauche internationale

Tous les gouvernements européens avaient une telle peur de voir Trotsky sur leur sol (et de leur point de vue, avec raison), que le droit d'asile (et pas même pour des séjours médicaux) n'exista pas pour lui et qu'il se trouva bloqué contre son gré dans cette Turquie où foisonnaient les Russes blancs et, pire encore, les hommes de main staliniens. Il avait craint un accord entre les deux gouvernements pour le laisser sans protection à la merci des tueurs, qui se préparaient effectivement à le liquider dans un attentat.

Mais il se trompait. Mustafa Kemal Atatürk eut la reconnaissance de l'aide qu'il lui avait donnée dans les années 20, du sein du pouvoir soviétique. Pour ne pas gâter ses relations avec l'URSS, c'est discrètement qu'Atatürk fit assurer la protection de Trotsky. Celui-ci en profita pour échapper au mutisme auquel Staline avait cru le vouer, par une liberté de parole retrouvée qui allait atteindre le monde entier. La presse internationale se rua jusqu'à lui avant même ses amis. Il savait le risque qu'il courait en l'utilisant, mais il sut s'en servir en prenant toutes les garanties du respect strict de ce qu'il écrivait, démasquant le cours stalinien comme trahison de la révolution et du prolétariat, et en affirmant la rigueur de son bolchevisme-léninisme, contre toute tentative d'arrondissement de ses angles. Cela n'empêcha pas la calomnie stalinienne de se déchaîner, mais n'avait-il pas de grands ancêtres dans l'utilisation de la presse ennemie, à commencer par Marx et Engels ?

Malgré l'inconfort premier au consulat de l'URSS, puis en un hôtel, il ne perdit pas une journée. Sa tâche primordiale était désormais d'organiser l'Opposition internationale pour tenter d'agir sur les sections de l'IC, et directement sur le prolétariat, en même temps que de trouver le moyen de poursuivre clandestinement la liaison avec l'Opposition russe, l'illégale et celle de la déportation. Le problème

premier était de continuer à les armer tous contre les tendances à la démoralisation et aux dérives politiques que cela ne pouvait qu'entraîner. Il allait réussir à faire publier, là où ses partisans en avaient la force, d'abord ses textes fondamentaux de déportation, rassemblés sous le titre *l'Internationale communiste après Lénine*, puis, jour après jour, des compléments et développements, tous d'aussi haut niveau d'analyse. En même temps, il reprenait contact avec ses partisans internationaux.

Les premiers à prendre contact avec lui avaient été ses vieux amis Rosmer. Le repli d'Alfred sur *la Révolution prolétarienne* avait inquiété Trotsky. Mais il put constater qu'il était resté un bolchevik, très critique à l'égard de ses vieux compagnons, tels que Monatte et Luzon, eux revenus au syndicalisme révolutionnaire, et bientôt devenus anticommunistes. Le premier Français à venir fut Maurice Paz, l'animateur de Contre le courant, qui jouait le rôle de pôle de l'Opposition en France. C'était mal commencer : la rencontre ne dura que quatre jours. Trotsky vit immédiatement que cet avocat n'était en rien un communiste, au sens bolchevik du terme. Son refus de réaliser au plus vite l'unité de tous les oppositionnels était inacceptable. Il ne fut pas étonné d'avoir à renoncer à Treint, discrédité par ses méthodes de direction et son zinoviévisme, et dont Marguerite Rosmer écrivait : « Il appartient à ces catégories d'hommes ne se résignant jamais à ne pas être "chef", sans avoir cependant aucune des vertus requises pour cette destination. » L'évolution de Souvarine fut plus inattendue : d'abord tenté d'aller voir Trotsky, il se détourna progressivement du groupe de jeunes Français dont Rosmer allait être le guide, et où il ne pouvait trouver sa place, puis évolua progressivement d'une dénonciation ultragauche de l'URSS, jusqu'à la dénonciation de Trotsky, du communisme et finalement du marxisme. Comme son vieil ennemi Treint, il appartenait à cette génération usée dont la démoralisation se changeait en révisionnisme. Trotsky connaissait bien le phénomène.

Autre chose fut l'arrivée à Constantinople d'Henri et de Raymond Molinier, de la compagne de ce dernier, Jeanne Martin des Pallières, et d'un ami, David Barozine. C'étaient là des militants, jeunes et actifs, récemment exclus du PC, mais sur qui pesait le doute sur la régularité de leur activité d'hommes d'affaires. Les deux frères, que l'on a souvent mis dans le même sac, étaient tous deux des communistes sincères et des hommes d'action (ils le furent toute leur vie, quoique de façons très différentes), et au bagage théorique léger. Raymond était un pur aventurier, ce qu'Henri n'était pas, ce qui lui valut de garder la confiance de Trotsky, quand Raymond la perdit. Sur le moment, Trotsky fut saisi d'admiration par la manière dont Raymond le tira en un temps ultra-court de son hôtel d'Istanbul (que Trotsky appela toujours Constantinople), en lui trouvant dans l'île de Prinkipo la villa d'un ex-Pacha, où il put enfin travailler avec les siens dans de bonnes conditions.

En Allemagne et en Autriche, de cruelles déceptions l'attendaient. Les vaincus de la révolution allemande de 1923, Brandler et Thalheimer, glissaient à droite dans leur refus de la politique du Komintern et

tournaient le dos aux questions internationales qui fondaient la stratégie révolutionnaire de Trotsky, laquelle partait de la critique des positions prises par l'IC dans la révolution chinoise et la grève générale en Angleterre, points essentiels des textes de base de l'Opposition de gauche. Du côté de l'ancienne aile gauche du KPD, Ruth Fisher et Maslow s'étaient retirés de la lutte. Il ne restait plus à la tête de leur Leninsbund, important groupe d'opposition au KPD stalinien, qu'un Hugo Urbahns, sans consistance politique, qui le dirigeait en autocrate, face à quatre tendances, allant des ultragauches aux zinoviévistes attardés. Seuls des individus isolés s'y révélèrent récupérables. En Autriche, la formation d'opposition la plus importante avait aussi un autocrate, Frey, vieux communiste au passé héroïque, mais usé et aigri. En revanche, un jeune de vingt-six ans, Kurt Landau, rassembla un groupe plus petit, qui devint le centre des liaisons avec les isolés allemands, sans rupture ouverte avec le Leninsbund, et fut le maître d'œuvre de la revue de langue allemande de l'Opposition. Celle-ci fut réalisée à Paris, en parallèle avec celle de langue française, à laquelle collabora Edward van Overstraeten, ancien secrétaire général du Parti communiste belge, dont la majorité du comité central avait été exclue.

Ce groupe belge de Bruxelles allait voir naître un gros noyau de mineurs et d'ouvriers d'industrie de Charleroi, dirigé par Léon Lesoil, bolchevik depuis 1918, qui s'était trouvé soldat d'un contingent belge envoyé en Russie en 1916. Malheureusement, loin de provoquer un renforcement, les deux groupes vont rapidement s'opposer. Si l'on peut y lire un reflet de l'opposition des deux Belgique, Charleroi étant plus tourné vers Paris, ce fut surtout un conflit politique qui provoqua la rupture du groupe de van Overstraeten.

Intervint un événement qui allait mettre en lumière la divergence théorique qui allait opposer certains des plus fidèles à sa politique. Il s'agissait de la nature de l'URSS. Pour Trotsky, elle restait un « État ouvrier », qu'il fallait défendre tant que l'économie restait collectivisée, tandis qu'il fallait combattre le pouvoir bureaucratique stalinien, en tant qu'il n'était plus marxiste révolutionnaire. Dès 1928, cette position avait été refusée par tous les courants communistes qui, se saisissant de l'analogie avec Thermidor, considéraient la contre-révolution comme achevée, et l'URSS comme devenue un nouvel État impérialiste. Or, toutes ces théories allaient montrer, tôt ou tard, qu'elles aboutissaient à des positions contre-révolutionnaires.

L'événement nouveau était le conflit qui opposait l'URSS, possesseur du chemin de fer chinois, à la Chine de la contre-révolution active. Pour Trotsky, l'Opposition devait soutenir le droit de l'URSS, sur un outil révolutionnaire, bien qu'« héritage » du tsarisme, contre un État en chaos contre-révolutionnaire, alors que tous ses adversaires, sur cette question, ne mettaient pas de différence de classe entre les deux États, et en revenaient au droit bourgeois, impliquant restitution du chemin de fer à la Chine.

Le débat entraînait des conséquences pour tous les rapports avec l'Internationale communiste et ses partis nationaux, et posait le problème de la nécessité de création ou non de nouveaux partis

communistes, voire d'une nouvelle Internationale. Quant à la question du Thermidor soviétique non dépassé, Trotsky se trompait, et il allait reconnaître peu après son erreur, mais en constatant que l'analogie devait elle-même être rectifiée, puisque le modèle français de Thermidor n'avait pas fait se succéder deux classes différentes, mais avait seulement constitué le passage du pouvoir de la gauche à la droite d'une même classe. Au-delà de cette question théorique restait une double question politique, où l'expérience de Trotsky lui donnait raison et qui tenait à la conscience ouvrière de la situation. Si la masse des militants communistes restait dans les partis stalinisés, et si les travailleurs les suivaient encore en grand nombre, c'est parce qu'ils ne comprenaient pas ce qui se passait en URSS, et l'implication de ce conflit sur leur sort. De ce fait, il était faux de dénoncer leurs partis comme contre-révolutionnaires (ce que les staliniens faisaient pour l'Opposition), mais il fallait les convaincre des erreurs d'orientation de leurs dirigeants et leur montrer la voie juste. Van Overstraeten prit position contre le maintien de la propriété soviétique du chemin de fer chinois, de la même façon qu'un Louzon, et rompit en 1930, se retira de la politique, le reste de son groupe évoluant vers l'ultragauche, tandis que le groupe ouvrier de Charleroi accepta sans difficulté la position de Trotsky.

La même opposition allait avoir lieu avec bien d'autres militants. En dehors de ce groupe belge – qui allait affronter les décennies –, la France et des États-Unis, il n'y eut donc d'abord aucune autre formation oppositionnelle active et ferme derrière Trotsky.

S'il ne pouvait faire un pas sur cette « planète sans visa », les visites se succédaient. Après les vieux amis, ce furent des militants parmi lesquels certains vont plus ou moins longtemps devenir ses secrétaires (remplaçant ses fidèles russes Sermouks et Poznansky, dont Staline avait refusé qu'ils l'accompagnent et qui disparurent en Sibérie sans laisser de trace). Parmi ses visiteurs, il y eut aussi, se présentant comme opposants, quelques agents staliniens qui ne furent pas tous démasqués à temps, et purent ainsi faire beaucoup de mal. Les pires agirent en Allemagne : se présentant sous les noms de Roman Well et d'Adolph Sénine, ces frères Ruvin et Abram Sobolevicius réussirent à détruire presque complètement l'Opposition allemande et autrichienne en envenimant savamment les désaccords entre groupes et militants, en liant les oppositions germaniques et les françaises, et en désinformant Trotsky au point de réussir à lui faire perdre confiance en Landau qui en fut détruit. Le mal était fait quand, sans doute sur ordre du NKVD, les deux agents se démasquèrent en un retournement politique d'attaque de Trotsky. Et cela alors que s'annonçait la tragédie allemande. Pire à ce moment que le meurtre, cette méthode de Staline allait se poursuivre, puis servir parallèlement à assassiner un certain nombre des meilleurs cadres de l'Opposition, enfin son fils Léon Sédov, et finalement Trotsky lui-même.

Tout se gâta aussi en France en deux ans. À la fin du séjour à Prinkipo, Raymond Molinier avait laissé là sa compagne, ce qu'on peut suspecter d'une intention louche en cela qu'elle devint très vite celle de Léon Sédov, lequel soutint les Molinier contre les mises en

garde de plus en plus fortes des Rosmer, dans la lutte où ils entrèrent avec le groupe de Lutte de classes que dirigeaient Pierre Naville et Gérard Rosenthal. Ceux-là étaient encore un autre type de communistes : des intellectuels, jusque-là étrangers à l'action ouvrière directe. Naville, issu de la grande bourgeoisie, venait tout droit du surréalisme, et Rosenthal était avocat (comme Paz). C'est toutefois sur eux que Rosmer se fonda, en vérifiant qu'ils ne rechignaient pas aux modestes tâches militantes les moins reluisantes et qu'ils étaient la cheville ouvrière de *la Vérité,* dont le n° 1 (une feuille volante) parut le 21 août 1929.

Le début fut prometteur. Mais les oppositions entre les deux groupes ne cessèrent de se développer, bien que dépourvues de bases politiques. Ce fut une grande erreur de Trotsky de ne pas faire une totale confiance à Rosmer dans l'appréciation des éléments de ce conflit, ce qui aurait pu empêcher la rupture, alors que son retrait en 1931, que ce manque de confiance provoqua, eut les conséquences les plus néfastes pour le trotskysme en France, jusqu'au milieu de la guerre mondiale. De telles erreurs de personne de Trotsky, favorisées par l'éloignement et nourries par les manœuvres des agents staliniens, contribuèrent à saper l'influence de l'Opposition internationale, alors que les plus graves événements rendaient son intervention de la plus grande nécessité.

Catastrophe en Allemagne

La crise économique mondiale de 1929 avait bien eu ses plus graves conséquences en Europe, ainsi que l'avait prédit Trotsky, et les pires de l'Europe en Allemagne, du fait de son étranglement par le diktat de la « paix de Versailles » et de la défaite de ses deux grandes révolutions. Ses gouvernements de collaboration de classes dans lesquels la social-démocratie s'était engagée (en 1929, le chef du gouvernement était le socialiste Müller) paralysaient la classe ouvrière, et le fascisme ne cessait de se développer. En janvier 1929, l'Allemagne comptait déjà 2,8 millions de chômeurs, elle en eut 3,2 millions en janvier 1930 et 5,6 millions à la fin décembre 1931. Une nouvelle situation révolutionnaire couvait. Le 1er mai 1929, une manifestation interdite du parti communiste avait fait 31 morts et 300 blessés. Son organe central, la *Rote Fahne*, et ses autres journaux avaient été interdits à titre provisoire. La lutte contre le PSD (le Parti social-démocrate), y compris son aile gauche, dénoncé comme social-fascisme, fut réaffirmée en juillet par le Comité exécutif du Komintern et en même temps par le KPD, qui l'accompagnait du principe du « front unique à la base » (dont nous avons vu les effets en Italie).

Le KPD restait le plus grand parti communiste du monde après celui de l'URSS, avec 135 808 membres en 1930, 3 727 groupes locaux, 3 486 cellules de quartiers et 1 521 cellules d'entreprises. Malgré le chômage, un tiers de ses membres travaillaient encore en entreprises. Puissance politique et sociale énorme qui montrait son relèvement rapide sept ans après la défaite de 1923.

Le gouvernement Müller tomba en mars. Un gouvernement Brüning de centre droit lui succéda, sans ministres SPD, mais soutenu par lui.

Le Reichstag fut dissous dans la foulée par le président Hindenburg. Aux élections de septembre 1930, Le KPD obtint 4,6 millions de voix, gagnant 1,3 million de voix sur 1828, mais après une grande augmentation du nombre des électeurs, et le SPD en obtenait encore 8,5 millions, tandis que les nazis passaient dans le même temps de 800 000 voix à 6,4 millions.

Une telle situation était grosse d'une nouvelle révolution. La *Rote Fahne* en tira la conclusion que c'était « le commencement de la fin pour les nazis ». Et le même mois, il prophétisait que le fascisme venant trop tard, il était condamné à une défaite inévitable et rapide. Comment comprendre un tel aveuglement ? Trotsky écrivait en revanche dans sa puissante analyse *Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne* : « La sous-estimation du fascisme par la direction actuelle du PC peut amener un écroulement plus terrible de la révolution pour une longue suite d'années. » Mais il ne cessait en même temps de montrer que la grande bourgeoisie n'avait pas encore choisi le fascisme, ce système politique qu'elle savait coûteux et risqué, et qu'il était encore temps pour le prolétariat de vaincre le fascisme par le front unique de classe, mais seulement par cette voie. Ce fut en vain.

En février 1931, le nombre des chômeurs s'éleva à 4,9 millions. Le PC avait gagné plus de 50 000 membres, dont un quart seulement était en entreprises. En juillet, l'Allemagne connut un nouveau krach bancaire. Les Casques d'acier (organisation d'extrême droite d'anciens combattants), soutenus par le parti nazi et le Parti national populaire allemand et, profitant d'une loi permettant la réalisation d'un référendum hors du gouvernement, en organisèrent un pour obtenir la dissolution du Landtag de Prusse, tenu par la social-démocratie. Ce fut le « Plébiscite Brun ». Le PC, après avoir proposé à la direction SPD, pour sa non-participation à ce référendum, un front unique contre le fascisme, sur leur refus, suivi d'une décision du Comité exécutif de l'IC, y participa en front unique avec les nazis, en le baptisant « Plébiscite Rouge ». Il n'obtint que 37 % des 10 millions d'électeurs, soit un terrible déni de la part de la grande masse des travailleurs. Immédiatement, Trotsky montra que c'était l'exemple de ce qu'on ne doit pas faire en matière de stratégie révolutionnaire : « Sortir dans la rue avec le mot d'ordre : "À bas le gouvernement Brüning-Braun !" quand, d'après le rapport des forces, ce gouvernement ne peut être remplacé que par un gouvernement Hitler-Hugenberg est de l'aventurisme pur. » Et il précise que ce mot d'ordre n'aurait pu être valable que comme introduction à la lutte immédiate du prolétariat lui-même pour le pouvoir. Mais il n'en était rien, car « malgré la croissance importante du communisme pendant ces derniers temps, le Parti [était] encore trop faible pour vouloir forcer le dénouement révolutionnaire. Ce sont, au contraire, les fascistes qui tendent vers ce but. Tous les partis bourgeois, ainsi que la social-démocratie, sont prêts à l'y aider, parce qu'ils craignent tous beaucoup plus les communistes que les fascistes. À l'aide du plébiscite prussien, les nationaux-socialistes voulaient provoquer l'écroulement de l'équilibre étatique archi-instable, pour forcer les couches hésitantes

de la bourgeoisie à les appuyer dans leur œuvre de destruction sanglante du prolétariat. Aider en cela les fascistes serait de notre part une ineptie monstrueuse ». Et de fustiger l'IC dont la *Pravda* du 12 août jugeait que « les résultats du vote signifient… le plus grand coup que la classe ouvrière ait jamais porté à la social-démocratie ».

C'est de l'intérieur de cette dernière que la crainte de la politique de la direction nationale suscita la scission d'un courant gauche qui forma le SAP (Parti socialiste ouvrier), que le KPD, d'emblée, étiqueta comme « parti social-fasciste », au moment où Hindenburg tentait de réaliser une union de la droite classique avec le fascisme en faisant entrer des nazis au gouvernement. Hitler refusa. Il préférait attendre son heure qu'il sentait prochaine. L'inquiétude de Trotsky en augmentait de jour en jour. En novembre, il écrivit une analyse succincte de la situation mondiale sous le titre prophétique : *La clef de la situation internationale est en Allemagne*, où l'un de ses derniers sous-titres était « La victoire du fascisme déterminerait inévitablement une guerre contre l'URSS. » Mais il espérait encore en la possibilité d'une lutte impitoyable en front unique d'un prolétariat qui restait une masse combative énorme. Le SPD ne venait-il pas de rassembler en décembre un « Front de fer », groupant autour de lui ses organisations syndicales et jusqu'à celles de sport ? Cette force ne fut qu'une démonstration inactive. Le nombre des chômeurs s'éleva à 5,6 millions et les faillites atteignirent un record historique : la situation devenait prérévolutionnaire.

Cependant, lors des élections présidentielles de 1932, le SPD ne présenta pas de candidat, mais appela à voter pour le renouvellement du mandat de Hindenburg. Le KPD lança le mot d'ordre : « Qui vote pour Hindenburg vote pour Hitler, qui vote pour Hitler vote pour la guerre. » C'était juste ! Mais présentant Thälmann, l'élection d'Hindenburg était assurée. Celui-ci obtint 18,7 millions des voix contre 5 pour Thälmann, qui, au second tour, tomba à 3,7 millions, tandis qu'Hindenburg était élu avec 19,4 millions, et qu'Hitler, qui avait pu s'y présenter, en obtenait 13,4 millions. Ce désastre de la politique du social-fascisme sonnait le glas électoral. Et, malgré un décret interdisant les SA et les SS, des mois de petite guerre civile allaient être le sort de toute l'Allemagne : désormais, groupes armés nazis et groupes communistes s'affrontèrent presque quotidiennement. En général, les interventions de la police se soldaient de plus en plus par la condamnation des seuls communistes.

Le *Et maintenant ?* de Trotsky, dans son dernier chapitre : « La situation est-elle désespérée ? », insistait toujours sur les forces objectives de la classe ouvrière allemande. Il espérait encore, devant le danger, un tournant brusque de la direction stalinienne, tel qu'elle savait en faire. Il ne lui avait pas échappé qu'une partie considérable de la « masse innombrable et informe » des chômeurs était « jetée dans le camp hitlérien », mais il pensait qu'un véritable front unique pourrait inverser leur mouvement. Ce nouveau grand texte majeur arriva au lendemain de l'événement. Il n'aurait de toute façon pas convaincu un Thälmann qui, en mai, exclut de la direction Neumann qui venait de réunir un groupe contre sa direction, et, en septembre, dit

du front unique préconisé par Trotsky que « c'est la théorie d'un fasciste et d'un contre-révolutionnaire en pleine faillite ». Celui-ci venait d'écrire le 22 mai à un correspondant social-démocrate : « Oui, si les organisations les plus importantes de la classe ouvrière allemande poursuivent leur politique actuelle, je crois que la victoire du fascisme sera assurée presque automatiquement, et cela dans un laps de temps relativement court. »

Le gouvernement Brüning démissionna à la fin du mois et, le 1er septembre, Hindenburg faisait un coup d'État contre la social-démocratie qui l'avait élu, en appelant au gouvernement un Von Papen, représentant direct du grand capital, et qui n'avait aucune majorité au Reichstag. Il n'avait plus qu'à dissoudre celui-ci, ce qu'il fit en juin, puis à lever l'interdiction des SA et des SS, ce qui conduisit Hitler à « tolérer » son gouvernement. La direction du SPD n'en continua pas moins à interdire tout « front unique à la base » et toutes négociations, à l'échelon local, entre sociaux-démocrates et les communistes qui avaient appelé à une « Action antifasciste », puis proposèrent, enfin, une grève générale à leurs organisations. Devant le naufrage, ils faisaient tout pour se noyer ensemble.

La nouvelle élection au Reichstag, le 3 juin, donna 13,7 millions de voix aux nazis (ce qui leur accordait 37,8 % des mandats) tandis que le SPD reculait avec 7,9 millions, représentant presque le gain du KPD qui en obtenait 5,2 millions. Les nazis allaient-ils entrer dans le gouvernement ? Pas encore ! Plus Hitler progressait, plus il visait haut.

Trotsky data de la mi-septembre son dernier grand opuscule avant la catastrophe : *La Seule Voie* ! À partir de l'analyse de l'instabilité du gouvernement Von Papen (que démontra sa dissolution du Reichstag le 12 septembre) et de la perspective de l'arrivée légale de Hitler au pouvoir, il démontrait qu'avant le coup d'État qu'il devrait réaliser il y aurait encore la possibilité d'une action révolutionnaire du prolétariat. L'immense vague de grèves qui secoua l'Allemagne pendant tout le dernier trimestre contre les décrets d'exception de Von Papen, et qui furent toutes victorieuses, montrait bien les potentialités de la puissance prolétarienne. Mais ces travailleurs perdaient confiance en les deux directions qui les trahissaient. Cela apparut bien dans le transfert de voix des élections de novembre. Le SPD perdait 700 000 voix qui passaient quasi exactement au KPD, pendant que les nazis en perdaient 2 millions. C'était là un échec personnel pour Hitler, entraînant une crise au sein de son parti, et la rupture d'avec lui du général Schleicher (qui visait sans doute à une dictature militaire classique), lequel illico devint chancelier après la démission de Von Papen. Ce gouvernement dura moins de deux mois. Hitler comprit qu'il devait forcer la situation. Il utilisa ce temps à discuter d'un gouvernement de coalition avec Von Papen, et avec les autorités du Capital auxquels il donna toutes garanties.

Il y avait maintenant 8 millions de chômeurs. Le KPD organisa en janvier des manifestations de masse dans les grandes villes. Schleicher démissionna le 28 janvier 1933. Le 30, Hindenburg appela Hitler à la

chancellerie du Reich, lequel forma un gouvernement avec Hugenberg et Papen, c'est-à-dire avec deux ombres.

Immédiatement, le KPD appela à la grève générale et proposa un appel commun à la direction du SPD (la veille « social-fasciste »). Tournant trop tardif. Direction et fraction socialistes au Reichstag repoussèrent cette proposition, prenant à leur tour la première place dans la division du prolétariat.

Hitler ne donna pas à ses adversaires, pour se reprendre, ce temps sur lequel Trotsky avait compté. Intronisé le 30 janvier, le Reichstag était dissous le 1er février. Le 2, la Maison de Liebknecht, siège symbolique du KPD, fut occupée par la police politique, et fermée le 23. Le 4, un décret d'exception interdit de critiquer le gouvernement. Le KPD était dans l'illégalité. Le 27, l'incendie criminel du Reichstag (œuvre des nazis eux-mêmes) justifia l'interdiction de la presse communiste et social-démocrate, et une vague d'arrestations, principalement de fonctionnaires communistes. Le lendemain, les principaux droits fondamentaux étaient supprimés par décret d'exception. La république de Weimar avait vécu. Thälmann fut arrêté le 3 mars. Le 5, alors qu'avaient lieu les élections au Reichstag, l'appel du KPD à renverser la dictature fasciste se révéla tristement dérisoire. Pourtant les nazis, bien qu'en coalition avec des forces de droite, n'obtenaient que 17,2 millions de voix, alors que le SPD en recueillait encore 7,1 millions et le KPD 4,8 millions. Hitler se devait de frapper fort et vite. Le 9, les mandats communistes furent annulés. Le 14, le CC du KPD renouvela sa proposition de front unique au SPD. Mais en même temps il allait lamentablement appeler ses syndicats à participer à la manifestation du 1er mai organisée par les nazis. Bien que, le 2, ses syndicats aient été dissous, la fraction parlementaire du KPD vota le 17 la déclaration de politique extérieure de Hitler. Celui-ci l'avait exposée, ce même 2 février, aux cadres de l'armée : extirpation du marxisme et lutte contre le traité de Versailles, conditions de la conquête d'un espace vital à l'Est ! Le 22 juin, le SPD était interdit.

Quasi au jour le jour, Trotsky avait suivi et envoyé en Allemagne l'analyse de chaque étape, de chaque progrès du fascisme. Il était bien aidé par Léon Sédov qui avait réussi à s'installer en Allemagne. Il nota bien comme décisif l'accord final survenu entre Hitler et la finance allemande, mais s'accrochait pourtant aux derniers espoirs d'un mouvement spontané des masses entraînant leurs chefs. Le 14 mars, son bref « La Tragédie du prolétariat allemand (la classe ouvrière allemande se relèvera, le stalinisme, jamais) » marquait une nouvelle frontière historique. Cette défaite était celle du « prolétariat le plus puissant d'Europe par sa place dans la production, son poids social, la force de ses organisations ». Avec amertume, il constatait qu'aux dernières élections « cinq millions de communistes ont réussi encore à s'approcher un par un des urnes. Mais dans les entreprises et dans la rue, il n'y en a pas. Ils sont déconcertés, dispersés, démoralisés. Sous le joug de l'appareil, ils ont perdu l'habitude de l'indépendance. La terreur bureaucratique du stalinisme a paralysé leur volonté avant que soit venu le tour de la terreur des bandits fascistes ». Par comparaison avec la trahison social-démocrate de

1914, il ajoutait : « Il faut le dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août. Dès aujourd'hui les ouvriers avancés de ce pays ne parleront de la période de domination de la bureaucratie stalinienne qu'avec un âpre sentiment de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédiction. Le Parti communiste officiel allemand est condamné. Dès maintenant, il ne fera que se décomposer, s'effriter et tomber à néant. Aucun moyen artificiel ne le sauvera. Le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction. »

Il ne baissait pas les bras : « Si la position centrale a cédé, il faut se fortifier dans les approches ; il faut préparer des points d'appui pour la future offensive. […] Il faut entourer l'Allemagne fasciste d'un cercle puissant de fortifications prolétariennes. Sans cesser un instant les tentatives pour arrêter la retraite désordonnée des ouvriers allemands, il faut maintenant créer les positions fortifiées prolétariennes autour des frontières de l'Allemagne pour la lutte contre le fascisme. Au premier plan vient l'Autriche, immédiatement menacée par le cataclysme fasciste. On peut dire avec certitude que si le prolétariat autrichien s'emparait maintenant du pouvoir et transformait son pays en place d'armes révolutionnaire, l'Autriche deviendrait pour la révolution du prolétariat allemand ce que le Piémont fut pour la révolution de la bourgeoisie italienne. »

Sa parole tonnait dans le vide. Dans les mêmes pages, il montrait l'Exécutif de l'IC faire un tournant à 180°, passer de l'ornière du « social-fascisme » à l'ornière inverse d'une unité antifasciste, avec congrès, discours des personnalités, manifestations, toutes activités plus impuissantes les unes que les autres. En une égale peur des masses, le stalinisme va devenir pour quelques années le soutien des démocraties bourgeoises contre-révolutionnaires, va conduire toutes les luttes ouvrières à la défaite pendant que ses « alliés » céderont pas à pas à Hitler la conquête dudit « espace vital ».

En juin, dans sa brochure *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* Trotsky devait constater que le pire était devenu certain. « Plus le régime policier des nazis est impuissant dans le domaine de l'économie, plus il est obligé de porter ses efforts dans le domaine de la politique extérieure […] Le soudain changement d'attitude des chefs nazis qui font maintenant des déclarations pacifistes peut étonner seulement les nigauds complets. » Hitler appliquait maintenant « avec une logique de fer » cette partie de son programme, « déjà indiquée ouvertement avant l'arrivée des nazis au pouvoir ». Trotsky terminait par cette prévision remarquable : « Le délai qui nous sépare d'une nouvelle catastrophe européenne est déterminé par le temps nécessaire au réarmement de l'Allemagne. Il ne s'agit pas de mois : mais il ne s'agit pas non plus de dizaines d'années. Quelques années suffisent pour que l'Europe se trouve de nouveau précipitée dans la guerre, si Hitler n'est pas arrêté à temps par les forces internes de l'Allemagne elle-même. »

La conséquence de cette analyse fut pour Trotsky la nécessité d'un nouveau parti communiste allemand. Aux yeux du prolétariat allemand trahi, une politique de réforme du KPD ne pouvait plus

qu'engendrer le mépris. Ce changement d'attitude ne fut pas compris de ceux des membres de l'Opposition qui réclamaient la formation d'un tel nouveau parti la veille, et qui n'avaient maintenant d'yeux que pour la répression qui frappait l'ancien. Encore une fois, les disciples se montraient incapables de comprendre le maître qui regardait toujours la classe et les mouvements de sa conscience avant les moyens de son organisation. Sur le moment, il hésita devant le problème de l'internationalisation d'un tel changement d'orientation. En mars, devinant que le désastre allemand allait jeter le trouble jusque dans les sommets de la bureaucratie stalinienne, au sein de laquelle Staline ne pouvait plus rejeter sa responsabilité sur d'autres, il avait tenté une dernière fois, par une lettre secrète unique au Bureau politique du CC du PCUS, d'offrir une totale coopération de l'Opposition de gauche « pour ramener le parti sur la voie de son existence normale [dans] la collaboration honnête et franche des deux fractions qui ont des racines historiques, avec l'objectif de devenir des tendances à l'intérieur du parti, et à terme, de se dissoudre dans son sein ». Il ne put s'étonner de n'obtenir aucune réponse, et la lettre fut publiée en mai dans le *Bulletin de l'Opposition*.

Ce n'est qu'après six mois de longs débats avec ses proches et de pénibles réflexions menées dans la souffrance du suicide de sa fille Zina (qui, après avoir réussi à le rejoindre à Prinkipo avec son jeune fils, avait dû aller à Berlin pour se soigner, mais y sombra dans une sorte de démence), qu'il comprit les inévitables effets « boule de neige » internationales qu'entraînerait le désastre et que, en juillet, il tira la conclusion de sa comparaison du 30 janvier 1933 avec le 4 août 1914 : faillite égale du Komintern stalinien et de la IIe Internationale social-démocrate : pour la révolution prolétarienne aussi une période historique se fermait. « L'Opposition de gauche cesse définitivement de se considérer comme une opposition et d'agir comme telle. Elle devient une organisation indépendante qui se fraie sa voie par elle-même. » Maintenant, « il faut construire de nouveau des partis communistes et une nouvelle Internationale ».

Aucune illusion chez lui sur la faiblesse de ses forces, que la nouvelle grande défaite allait aggraver par l'effet d'un surcroît de démoralisations. Mais il n'était pas de ceux qui croient que l'on peut forcer la marche de l'histoire, et encore moins la ruser. De 1906 à 1917, n'avait-il pas mené sa marche vers la révolution presque seul, comme Marx et Engels de 1849 à 1864, qui comptaient la dizaine d'hommes de leur parti ? L'important était d'armer théoriquement et politiquement la relève. En juillet, il obtint enfin un visa pour la France. Ses amis s'étaient démenés, au nom du droit d'asile, auprès du nouveau gouvernement d'Édouard Daladier, chef du Parti radical-socialiste, partisan d'une entente avec l'URSS. Mais il se peut que la lutte de Trotsky pour l'unité d'action avec la social-démocratie en Allemagne ait joué pour l'accord d'un permis de séjour, à des conditions d'ailleurs draconiennes, de stricte clandestinité sous rigoureuse surveillance policière et d'interdiction de s'éloigner d'une résidence dans le sud de la France. Mais, pour lui, c'était malgré tout s'approcher d'un grand centre de la vie politique, d'accès plus aisé

pour ses partisans et amis. Il quitta Prinkipo, et arriva en France le 24 juillet.

Staline ébranlé

Trotsky ne s'était pas trompé quant au choc en écho de la catastrophe allemande sur les sommets de la bureaucratie soviétique et de l'Internationale.

Dès 1930, toute opposition politique légale étant désormais impossible, c'est clandestinement que l'apparatchik Martemian Rioutine, peu auparavant chasseur droitier de trotskystes, avait rassemblé d'anciens oppositionnels, non seulement boukhariniens, mais zinoviévistes et trotskystes, qui appelèrent au renversement de Staline par une *Adresse aux membres du Parti* d'une extrême violence, dénonçant un « système de la menace, de la terreur et de la tromperie », d'une direction devenue « le système d'hommes de main […] de politicards sans principe, froussards et menteurs […] des carriéristes, des flagorneurs, des laquais ». Cela ne pouvait échapper au Guépéou. Tout le groupe fut arrêté avant que l'*Adresse* semble avoir été largement diffusée, car elle ne fut connue qu'après la déstalinisation. Ses membres disparurent. Rioutine fut d'abord déporté puis exécuté en 1937.

Mais c'est publiquement, au plénum de l'Exécutif de l'IC, en septembre 1932, que le Polonais Lenski, secrétaire général du Bureau politique de PCUS, et membre du présidium de l'Exécutif, s'appuya sur un texte de Staline pour expliquer que la situation allemande était « le nœud, la question décisive dans la montée inégale de la révolution prolétarienne ». Vivement applaudi, il demanda de faire un rapport sur la question, ce qui lui fut refusé (il sera liquidé en 1938). Autre membre de la direction de l'IC, Clément Gottwald osa justifier le front unique, y compris avec la direction social-démocrate allemande. Et le Français André Ferrat d'avancer que : « Par certains aspects » la tactique « classe contre classe » isolait les partis des larges masses. Autre ruse, mais celle-là peut-être téléguidée, de Pianisky, qui fit une critique radicale de la politique du KPD, mais en l'attribuant à Neumann, alors que celui-ci avait été déchargé en avril de toutes ses tâches dans le parti, soit une inversion qui allait précisément devenir le verdict de Staline (et conduire Neumann à la mort en 1937).

La prise de pouvoir de Hitler plongea les directions staliniennes allemandes et russes dans le désarroi le plus profond. Pour Staline, le coup était d'autant plus grave que, comme nous l'avons vu, la collectivisation des campagnes avait conduit à l'hiver de mauvaise récolte et de famine. Ce fut d'abord un refus des faits : le 15 mars, le Comité central du KPD assura que les élections qui venaient d'avoir lieu n'étaient pas une victoire du fascisme. Le vétéran Heckert fit à Moscou, le 1er avril, le rapport de l'activité de son parti, où il dit : « Dès 1924, le chef du prolétariat international, le camarade Staline, donna une évaluation sans égale d'exactitude et de perspicacité sur l'évolution de la social-démocratie vers le fascisme. […] Tout ce qui est arrivé en Allemagne a entièrement confirmé la justesse du diagnostic du camarade Staline : Hitler ne rejette pas le soutien de la

social-démocratie. » Et le présidium du Comité Exécutif de l'IC confirma : « La ligne politique et la politique d'organisation suivies par le comité central du KPD avec à sa tête le camarade Thälmann, jusqu'au coup d'État de Hitler, et quand il s'est produit, ont été parfaitement justes. » Toute la responsabilité de la défaite retombait sur les ouvriers sociaux-démocrates obéissant au refus du front unique par leurs chefs. Ainsi : « Les conditions d'une insurrection victorieuse n'avaient pas encore eu le temps de mûrir et n'existaient qu'en germe. L'avant-garde du prolétariat, le KPD, ne désirant pas se lancer dans une aventure, ne pouvait évidemment compenser seule par son action ce facteur qui manquait. »

Cette dernière phrase visait Trotsky, à la fois amalgamé à la social-démocratie, donc fasciste, et, sans souci de contradiction, dénoncé comme provocateur ultragauche. Mais cela trahissait la peur de sa critique, à laquelle Staline réagit en frappant ceux qui s'étaient opposés à lui, et en minimisant l'importance de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Le 4 mars, on pouvait lire dans les *Izvestia* que l'URSS était le seul pays au monde à ne pas éprouver d'hostilité à l'égard de l'Allemagne, « et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich ». Staline fit engager des ouvertures avec Hitler, par l'intermédiaire des ambassadeurs des deux pays. Il est difficile de comprendre cette pensée retorse. Ne peut-on même se demander si son sabotage d'une possible troisième révolution allemande, qu'il n'aurait pu contrôler, ne fut pas volontaire et ne s'accompagna pas de sa sous-estimation du danger de ce type de régime, qui n'était pour lui qu'un nouvel État autoritaire prussien, avec lequel une alliance était possible, ou si, au contraire, ces démarches furent seulement une parade panique quant à la menace de guerre, prédite par Trotsky ? Quoi qu'il en soit, dans le même temps, il réagit à l'intérieur par des mesures contradictoires, capables d'affoler toutes les têtes. Il accentua la lutte anti-trotskyste : un procès truqué contre de prétendus terroristes-trotskystes eut lieu en Ukraine. Rakovski perdit toute possibilité de communication depuis son lieu de déportation, ou d'un autre où il aurait été transféré, comme Victor Serge qui passa de celle de l'Astrakhan à la terrible région des Yakoutes. Inversement, à la fin de l'année, il fit réintégrer Zinoviev et Kamenev dans le parti, tandis qu'il frappait ceux qui étaient considérés comme les boukhariniens, bien que Boukharine n'eût jamais constitué de fraction. On ne peut interpréter tout cela que comme des signaux, aussi bien à l'égard des siens, au premier rang desquels se trouvait Ordjonikidzé, le plus critique à l'égard de la collectivisation, qu'en direction des dirigeants de l'Internationale, invités ainsi à se tenir cois, en attente de directives nouvelles.

1934, l'année des dupes

Hitler facilita le tournant de 1934 en arrêtant Dimitrov, membre de l'Exécutif de l'IC, en poste clandestin en Allemagne, deux autres bulgares communistes, et Ernst Torgler, chef du groupe parlementaire du KPD, comme les auteurs de l'incendie du Reichstag. Le procès qui eut lieu, en présence de toute la presse mondiale, du 21 au

23 décembre 1933, fut un échec pour les nazis, du fait d'une admirable défense fortement argumentée de Dimitrov, qui jeta bas toute l'accusation et la retourna contre les accusateurs. Ils furent donc acquittés, mais restèrent en prison, déchus de leur nationalité par le gouvernement bulgare pronazi, jusqu'à ce que, nationalisés citoyens soviétiques, ils rentrent à Moscou le 27 février 1934.

Staline tira immédiatement parti de leur victoire pour promouvoir Dimitrov, naguère inconnu internationalement, comme l'outil du tournant qu'il préparait : un antifascisme qui, au-delà du front commun de combat entre travailleurs communistes et sociaux-démocrates, allait tendre la main à la gauche bourgeoise des pays occidentaux. C'est manifestement téléguidé que Dimitrov, devenu membre de la direction de l'Exécutif de l'IC, « suggéra » cette orientation que Staline accepta « avec mesure ».

Quand Maurice Thorez vint à Moscou, en avril 1934, ce fut pour se plaindre de Doriot qui, opposé au social-fascisme, venait de rompre de fait avec Moscou en engageant une politique de front unique à partir de son fief de Saint-Denis et de Saint-Ouen. Le pauvre Thorez venait en janvier de répéter que le parti et la direction socialiste étaient des ennemis. Le 14 février, les ligues fascistes, autour des Croix-de-feu, avaient organisé une manifestation de marche contre le Parlement pour renverser le régime des « pourris » présidé par Daladier, lequel venait de renvoyer le préfet de police, Chiappe, proche de l'extrême droite. Le Parti communiste, sous le couvert de sa propre organisation d'anciens combattants, l'ARAC, avait manifesté en parallèle avec les fascistes. Il y avait eu douze morts sur la place et le pont de la Concorde. Le 7, *l'Humanité* avait traité Daladier de fusilleur et, le 9, la CGTU et le PC appelèrent à une grève active, où ils manifestèrent seuls, et qui se solda par cinq nouveaux morts. Et c'est au contraire un appel séparé des deux organisations syndicales à une grève générale, avec manifestations pacifiques, qui avait dénoué la situation. Spontanément, les deux cortèges se rejoignirent place de la Nation, et fusionnèrent. Malgré cela, Thorez regimba encore, certes, à poursuivre la lutte contre Doriot, mais en reprenant sa politique et en la poussant plus à droite encore. Il tergiversa encore deux mois, puis, Doriot exclu du PC en juin, il signa le 27 juillet un pacte d'unité d'action entre le PC et la SFIO. En novembre, c'est Thorez lui-même qui proposa à Édouard Herriot la création d'un Front populaire, c'est-à-dire étendu au Parti radical socialiste, de l'ex-fusilleur Daladier.

Il s'était bien sorti du jeu de dupes. Dans toute l'Internationale, à partir du parti allemand, ce sont ceux qui avaient osé critiquer la ligne sectaire officielle qui en devinrent les responsables, et les sectaires qui transformèrent la politique de front unique en front de collaboration de classe. (Orwell se souviendra, dans son *1984*, d'un tel renversement cynique, quand, dans un discours, l'orateur, au reçu d'un billet, change l'ennemi en allié et l'allié en ennemi.)

À Moscou, le tournant se préparait dans l'ombre et le silence de Staline, entre le 13e Plénum de l'IC, du 28 novembre au 13 décembre 1933, et les réunions de préparation du 7e Congrès mondial au milieu de 1934.

Le Plénum avait été encore « Troisième période », de fascisation de la social-démocratie et de la démocratie en général, et de la prochaine montée révolutionnaire en Allemagne, le KPD gagnant ce que la social-démocratie avait perdu. Cela alors que les partis communistes avaient reculé dans le monde entier, là où ils existaient encore, et que les dirigeants de ceux qui avaient été détruits, exilés, se trouvaient en masse à Moscou. À l'envers de la politique officielle, Togliatti, en juillet 1934, posa tout à coup la question de la défense nationale dans les pays menacés par l'agression fasciste. Thorez ayant fait de même, peut-on imaginer une telle hardiesse qui n'ait pas été suggérée par le Maître ?

Au 17e Congrès du PCUS, du 26 janvier au 19 février 1934, congrès des « vainqueurs » (sic), il ne fut question que du succès du Plan quinquennal et de la collectivisation. La bonne récolte de la dernière année couvrait les désastres des précédentes. Personne ne broncha. Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, Tomsky, Radek, entre autres, étaient présents et faisaient acte de contrition sur un texte écrit par Staline. Cela allait entraîner de nouvelles capitulations de déportés, dont celle de Rakovski, enfin brisé. La détente semblait certaine. Piatakov allait être chargé de la direction de l'Industrie lourde ; et Boukharine, la veille traîné dans la boue à la suite d'une provocation savamment organisée, accusé par Kamenev devant le congrès d'avoir formé un « bloc » imaginaire, saluait Staline comme « feld-maréchal des forces prolétariennes », et retrouvait la direction des *Izvestia* (il est vrai secondé par un homme sûr). La direction purement stalinienne était pleine d'espoir d'une détente. Anna Larina Boukharina en a rappelé l'atmosphère : « Les privations et les excès étaient derrière, l'avenir radieux à portée de la main – voilà ce qu'ils croyaient. Et cette société allait être une société de liberté, d'égalité, d'abondance où régneraient de nouvelles forces productives, des rapports de production différents et l'homme nouveau, socialiste. Tout ce qui avait nourri les songes, tout ce à quoi on avait rêvé dans les prisons tsaristes, au bagne, en émigration, dans la ruine qui avait suivi la Révolution, sous les balles au cours de la guerre civile, commençait pour eux à devenir réalité. » Constat d'une apparence. Anna Larina ne nous dit pas que Boukharine ne partageait pas cette illusion : il connaissait trop bien Staline. Ses plus proches savaient aussi ce qu'étaient la situation réelle et la responsabilité des désastres intérieurs des dernières années comme de la politique étrangère.

D'après de vieux bolcheviks délégués, il semble qu'il y ait eu des conciliabules, dans les coulisses du congrès, sans que les noms soient assurés, tant certains semblent étranges, tels ceux de Kaganovich et de Iejov, voire une coalition secrète rassemblant à la fois des cadres éminents du Parti, et jusqu'au niveau des républiques non russes (donc ceux qui avaient eu à subir les désastres de la collectivisation et de l'industrialisation), lesquels auraient tous voulu proposer Kirov au poste de secrétaire général à la place de Staline. Avant même le congrès, des dirigeants, dont Ordjonikidzé à Mikoyan, se seraient entretenus avec Kirov pour se débarrasser de Staline. Kirov aurait alors refusé, et même avec indignation (flairant sans doute une

manipulation), et en aurait averti Staline, lequel l'aurait remercié. Une autre version, plus probable, serait que Staline aurait eu vent de l'un ou l'autre de ces complots, voire de leur fusion.

La liste des candidats au Comité central comportait autant de noms que de membres à élire. Nombre d'anciens membres qui déplaisaient à Staline avaient été remplacés par des membres du NKVD, lesquels furent donc élus, parmi lesquels Balitski et Evdokimov, ainsi qu'Iejov et Iagoda qui, de suppléants, devenaient membres à part entière. Pire : Mekhlis, l'homme à tout faire de Staline, entrait lui aussi, et directement, au Comité central. Le candidat qui reçut le moins de voix fut Staline, qui fut rayé deux cent soixante-dix fois, alors que Kirov ne l'était que de trois fois.

Ainsi, celui qui avait été promu par Staline comme des plus fidèles, Kirov, commençait à devenir le plus inquiétant. Propulsé par le Maître à Leningrad, l'ex-ville de Zinoviev, pour en réprimer l'opposition, il avait réussi, mais voulait maintenant arrêter le mouvement d'épuration, et il était en cela soutenu par Roudzoutak, qui dirigeait les syndicats, et par le vieux Kalinine. Sa popularité s'était accrue quand, pour se préparer à la guerre, il se fit le partisan d'une réconciliation avec l'opinion publique soviétique par la fin de la terreur dans le pays et dans le parti. Après le congrès, où il aurait été plus applaudi que Staline, fait sans précédent, il fut non seulement réélu en tant que membre du Bureau politique, mais en plus comme l'un des secrétaires du Comité central, ce qui aurait dû entraîner sa venue à Moscou, qui n'eut pas lieu.

Les premières réactions de Staline au lendemain de ce congrès furent des manifestations de modestie : blâmes à la rédaction de la *Pravda* et des *Izvesti*a pour avoir célébré le dixième anniversaire de la parution de ses *Fondements du léninisme*, annulation de la décision de créer un Institut Staline à Tiflis, enfin refus de toute célébration de son cinquantième anniversaire.

L'Occident avait été attentif à tous les signes d'une évolution pacifique d'un régime qui en avait fini avec le bolchevisme par l'expulsion de Trotsky. Les États-Unis avaient reconnu l'URSS en novembre 1933. En juillet, la transformation du terrifiant Guépéou en NKVD laisse croire à une transformation pacifique de la police et de la justice soviétiques. En août, l'URSS est admise à la Société des Nations (qui n'est donc plus une Caverne de brigands), alors que l'Allemagne de Hitler s'en est retirée.

Ainsi, tous unis face à l'ennemi commun, le nazisme, maintenant allié au fascisme romain, l'année 1934 va donc s'endormir dans un rêve d'apaisement et de sécurité pacifique.

Mais brusquement, un événement, qui n'est sans doute qu'un phénomène purement russe, a lieu le 1er décembre : Kirov est assassiné à Leningrad.

Bibliographie

Boukharina (Anna Larina), *Boukharine, ma passion*, présenté par Véronique Garros, traduit par Véronique Garros et Denis Paillard, postface de Mikhaïl Guefter. NRF Gallimard, Paris 1990.

Broué (Pierre) *Le Parti bolchevique, Histoire de PC de l'URSS*, Éd. de Minuit, Paris 1963-1971 ; *Trotsky*, Librairie Arthème Fayard, Paris 1988, *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943*), Librairie Arthème Fayard, Paris 1997.

Deutscher (Isaac), *Staline*, NRF Gallimard, Paris 1953 ; *Trotsky*, t. 5 *le Prophète hors la loi (1929-1940)*, Christian Bourgois Éditeur, Paris 1959.

Frank (Pierre*), Histoire de l'Internationale communiste*, éd. La Brèche, 2e vol., Paris 1979.

Istrati (Panaït), *Vers l'autre flamme – après seize mois dans l'URSS – 1927-1928 (Confession pour vaincus),* Introd. Marcel Mermoz, Fondation Panaït Istrati ; 10/18, Paris 1980 ; *Correspondance Panaït Istrati-Romain Rolland (1919-1935),* Cahiers Panaït Istrati, Numéro spécial, Paris, 1987.

Marie (Jean-Jacques), *Staline*, Librairie Arthème Fayard, Paris 2001.

Kravchenko (V.-A.), *J'ai choisi la Liberté (La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique),* Éditions Self, Paris 1947.

Medvedev (Roy), *Le Stalinisme - origine, histoire et conséquences,* « Combats », Éd. du Seuil, Paris, 1972.

Pascal (Pierre), *Mon journal de Russie,* t. 3 *Mon état d'âme 1922-1926*, et t. 4 *Russie 1927*, coll. Slavica – Histoires et Témoignages, dirigée par Georges Nivat, Jacques Cotteau et Vladimir Dimitrijevic, L'Âge d'homme, Lausanne, 1982.

Rosmer (Alfred et Marguerite) et Léon Trotsky, *Correspondance 1929-1939*, Présentée et annotée par Pierre Broué, coll. Témoins, Gallimard, Paris, 1982.

Serge (Victor), *Portrait de Staline*, éd. Bernard Grasset, Paris 1949 ; *Vie et mort de Léon Trotsky*, 2 vol., Éd. François Maspero, Paris 1973, rééd. préfacée par Richard Greeman, La Découverte, poche t. 3 et 4 « Essais », Paris 2003 ; *Mémoires d'un révolutionnaire*, avec « *Autres écrits politiques 1906-1947* », coll. Bouquins, Éd. Robert Laffont, Paris 2001.

Souvarine (Boris), *Staline*, Éd. Champ Libre, Paris, 1977.

Trotsky (Léon), *Staline*, Éd. Bernard Grasset, Paris, 1948 ; *Ma vie,* NRF Gallimard, Paris 1953 ; *Écrits 1928-1940,* tome I, Librairie Marcel Rivière, Paris, 1955, tome III, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1959 ; *Le Mouvement communiste en France (1919-1939*), Textes choisis, Éd. de Minuit, 1967 ; *L'Internationale communiste après Lénine ou Le grand organisateur des défaites*, notes de Pierre Frank, 2 vol., P.U.F., Paris 1969 ; *Comment vaincre le fascisme*, trad. Jean Renaud, Éd. Buchet/Chastel, Paris 1973 ; *La Lutte antibureaucratique en URSS*, t. 1, *Les Réformes possibles, 1923-1933*, Présentation J.-L. Dallemagne, 10/18, Union générale d'éditions, Paris 1975 ; *Œuvres,* t. 12 (déc. 1936-févr. 1937), Publications de l'Institut Léon Trotsky, EDI, Paris 1982 ; *Œuvres*, t. 1, 2, 3 et 4 (janvier 1928 – décembre 1934), EDI, Paris 1978-1999.

VII

LA CONTRE-REVOLUTION
(1935-1940)

L'affaire Kirov

La nouvelle de l'assassinat de Kirov, tué d'une balle dans le dos à Leningrad, en plein Smolny, surprit toute l'opinion mondiale, en en suscitant les plus invraisemblables causes, du geste d'un fou, d'un illuminé, à une vengeance personnelle. Russes blancs et nazis s'approchèrent de la vérité en supposant un acte du Guépéou. Trotsky, lui, n'hésita pas à y voir un attentat politique, mais il tendit d'abord à penser qu'en frappant un chef du Parti communiste de cette importance, membre du cercle intime de Staline, le meurtrier avait voulu frapper le parti au pouvoir, sa politique, ses chefs. Les suites qui allaient être données à l'affaire allaient lui faire comprendre que, quel qu'ait été le meurtrier, le meurtre était devenu l'occasion de la politique de répression qui suivit.

Lorsqu'il apparut que des agents du NKVD avaient été informés du projet d'un Nikolaïev, membre du parti, peut-être même ancien membre du Guépéou, sans lui donner suite, Trotsky n'alla pas jusqu'à en déduire la vérité celle de l'organisation par Staline lui-même, que seul certains soupçonnèrent au long des décennies. Il fallut le court moment de déstalinisation khrouchtchévienne pour engager Roy Medvedev à commencer une histoire du stalinisme – qu'il ne put terminer que comme monument du samizdat, ces écrits clandestins qui furent la seule grande littérature soviétique. Ce fut dans ce *Stalinisme* que nous fut donnée toute la vérité sur l'assassinat de Kirov, dont des contemporains vivaient encore.

L'arrestation de Leonid Nikolaïev fut immédiate. Staline se précipita de Moscou à Leningrad en compagnie de Molotov, Vorochilov, Iejov, Iagoda, Jdanov, Kosarev, Agranov et Zakovski dans la nuit du 1er au 2 décembre. Étonnante absence : Ordjonikidzé ! Il était l'ami de Kirov. Staline a craint l'épreuve pour la fragilité de son cœur. Accueilli par Medved, directeur du NKVD de la ville, Staline le frappa au visage, puis prit la direction de l'enquête. On leur amena un Nikolaïev fort mal en point des coups reçus par les tchékistes qui le soutenaient. Staline lui demanda pourquoi il avait tué Kirov. Nikolaïev tomba à genoux et cria, en montrant les tchékistes qui étaient derrière le groupe des dirigeants : « Mais, ils m'ont forcé à le faire ! » Aussitôt, il fut criblé par eux de coups de crosse de pistolet. En sang, sans connaissance, il fut emmené à l'hôpital de la prison pour réanimation. Il est quasi certain qu'il ne fut plus interrogé par cet

éminent aréopage. Par ses seuls premiers mots, il avait jeté par terre la mise en scène organisée par Staline.

Borissov, chef de la garde du NKVD chargé de la protection de Kirov, et qui avait arrêté Nikolaïev, devait être interrogé après l'assassin. Ce Borissov avait déjà arrêté deux fois Nikolaïev, à chaque fois en possession d'un revolver chargé et d'un itinéraire des promenades de Kirov, mais par deux fois, Zaporojetz, second de Medved, après interrogatoire et consultation de Moscou à Iagoda (qui l'admit lors de son procès en 1938), l'avait fait relâcher et, la seconde fois, dit à Borissov de ne pas s'occuper de cette affaire. Toutefois, ce dernier en avait averti Kirov. Amené en camion fermé pour être interrogé, Borissov fut tué à coups de barre de fer par ses gardes, et son assassinat déguisé en accident de la route. Quant à Medved et Zaporojetz, ils furent démis ensuite de leur poste pour « négligence criminelle », tous deux envoyés travailler en Extrême-Orient (ils seront fusillés en 1937, en même temps que les agents du NKVD qui avaient « escorté » Borissov). Un proche de Kirov révéla plus tard qu'au cours de 1934 il y avait eu plusieurs attentats contre lui, dont l'un, lors d'un voyage au Kazakhstan, pendant l'été. Malgré le ménage fait des trop proches témoins (par exemple, la femme de Borissov, internée dans un asile de fous, puis empoisonnée), leurs amis, leurs compagnes n'eurent aucune illusion : c'était Staline qui était le maître d'œuvre.

Quelques heures après l'attentat, Énoukidzé, secrétaire de l'exécutif des Soviets, signait un décret privant les accusés pour crimes de terrorisme des droits ordinaires de la défense. Le 4 décembre, la *Pravda* annonça la condamnation à mort, conformément à la procédure nouvelle, et l'exécution de trente-sept « Blancs » à Leningrad, et de vingt-neuf à Moscou. D'autres suivirent, notamment neuf à Minsk et trente-huit à Kiev. Une directive, approuvée rétroactivement par le Bureau politique, prescrivit l'accélération des procédures, la suppression des appels ou recours ; l'exécution immédiate des sentences de mort. Des décrets allaient modifier les codes criminels : celui du 30 mars 1935 fixait à cinq ans de prison le port ou la détention d'un couteau ou d'une arme blanche ; celui du 8 avril, la peine de mort pour les délits de droit commun, élargie aux enfants à partir de douze ans ; celui du 9 juin, la peine de mort pour espionnage ou passage à l'étranger, et l'établissement d'une responsabilité familiale collective : un proche parent d'un criminel, même s'il pouvait prouver qu'il ignorait la préparation du crime, était passible de cinq ans de déportation. L'arsenal judiciaire était prêt pour la Grande Terreur qui allait s'abattre sur l'URSS jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

La rapidité et l'ampleur de cette réaction à l'acte d'un individu isolé manifestent que Staline n'avait pas été surpris par l'événement. Mais pourquoi une telle précipitation, et un attentat si mal ficelé ? Certes, il montre qu'il était difficile de tuer un dirigeant dans le système policier en place, ce qui explique sans doute le peu de suite que donna Kirov à l'avis de Borissov, et le choix de Nikolaïev, un isolé manipulable, auquel on pouvait ainsi accrocher toutes les liaisons politiques

désirables, comme cela allait avoir lieu. Mais ce n'est encore pas suffisant pour expliquer ce manque de sang-froid de Staline, d'ordinaire si habile à brouiller les pistes de ses crimes.

Les incidents du 17e Congrès se vérifiaient en somme par la peur de Staline de son renversement. Que son fidèle Ordjonikidzé, entre autres, ait songé à son remplacement montre à quel point il avait perdu la confiance des siens. C'était la faillite de dix ans d'élimination des principaux dirigeants du Parti. À partir de là, « ne pouvoir se fier à personne » nous donne une première clef de la terreur et de l'hécatombe qui va suivre.

Le 22, l'enquête sur le meurtre était terminée avec un rapport établissant que Nikolaïev appartenait à une organisation terroriste clandestine, créée par des membres de l'ancienne opposition zinoviéviste, et qu'il avait tué Kirov sur l'ordre d'un « Centre de l'opposition de Leningrad », dont les noms suivaient, tous anciens zinoviévistes. L'acte d'accusation était signé : Vichinsky, dont le nom allait devenir célèbre comme celui du procureur de tous les « procès de Moscou ». Dans ce premier acte, le temps manqua pour faire avouer tous les accusés : aucun des zinoviévistes n'avoua une conspiration quelconque avec Nikolaïev. Seul celui-ci (à qui l'on avait promis la vie sauve) et deux comparses avouèrent tout ce que voulait Staline, à savoir que le complot visait à l'abattre, ainsi que d'autres dirigeants du parti, et que le meurtre avait été payé cinq mille roubles par un consul étranger, qui avait mis les conspirateurs en relations avec Trotsky. Comme il fallait trouver ce consul, le choix tomba sur celui de Lettonie – pays qui en mai 1934 avait connu un coup d'État fasciste –, lequel nia formellement, mais n'en fut pas moins expulsé. L'affaire fut ensuite jugée à huis clos les 28 et 29, et sans défense. Tous les accusés furent immédiatement fusillés.

Un coup d'État masqué

La machine contre-révolutionnaire était en place. Quelques jours à peine après l'assassinat, Zinoviev, Kamenev, Evdokimov et seize autres ex-dirigeants zinoviévistes de Leningrad avaient été arrêtés. En janvier, tandis que dans tout le pays des assemblées, réunies sur ordre, hurlaient à la mort, ils furent jugés pour avoir créé le « Centre moscovite ». Comme on ne pouvait pas encore torturer d'ex-dirigeants de si haut niveau, on se contenta de leur faire « avouer » leur « responsabilité morale » et ils furent condamnés : Zinoviev à dix ans de prison, Kamenev à cinq ans ; 137 années pour tout le groupe.

On ne peut expliquer les mesures que prit Staline, autrement que par la peur panique qui le possédait. Ce fut d'abord au plus près de lui, puis elles vont s'étendre sur toute la première moitié de 1935. Iejov, dès la nuit du 20 janvier, va mener une enquête sur le personnel du Kremlin. Cela commence par des femmes de ménage dont on apprend qu'elles bavardent, critiquent le mode de vie de Staline comparé au leur, répètent des commérages « antisoviétiques », puis cela s'étend en février aux bibliothécaires, dont l'une, ancienne femme du cadet de Kamenev, aurait dit qu'il fallait tuer Staline. Vrai, exagéré ou faux, tout ce monde est arrêté, et devient en mars membres des « groupes de

contre-révolutionnaires » prêts à organiser des attentats contre les dirigeants du pouvoir et du Parti, et surtout de Staline. Le 14 février, le commandant de la garde du Kremlin, Peterson (mais qui a été celui de la garde de Trotsky), est limogé. Le Comité exécutif central des Soviets était logé au Kremlin. Il en est expulsé, et son secrétaire, Énoukidzé, ami de jeunesse de Staline, l'homme des décrets juridiques de la terreur, accusé à la fois pour ses mœurs et pour avoir protégé les groupes terroristes du personnel, est limogé à son tour. Il sera exclu du Bureau politique et du Comité central en juin, en même temps que l'on apprendra que le Comité exécutif recélait cinq groupes terroristes préparant un attentat contre Staline, avec un chef de la direction des services de renseignements de l'Armée rouge, qui avouera s'être allié aux trotskystes pour organiser la contre-révolution. Pour faire bonne mesure, on arrête Sergei Sédov, fils de Trotsky, resté en URSS dans l'assurance de son apolitisme de jeune savant.

Ces mesures touchant l'assise même du pouvoir soviétique (il est vrai déjà devenu purement théorique) et donnant un premier signe que l'Armée rouge sera bientôt dans l'objectif, sont un des éléments du coup d'État exécuté dans l'ombre du sérail.

Il est complété au niveau de la direction du parti, censé être l'exécutif de la dictature du prolétariat, par la suppression pratique du Bureau politique. Alors que, depuis 1930, ses réunions ne cessaient de se raréfier, il n'en aura que vingt en 1935, et Staline dirigera désormais seul en son nom, faisant signer ses décisions par ceux des membres qui lui conviennent, formant les commissions dont il a besoin pour les études nécessaires, choisissant parmi les dirigeants formels ceux qu'il charge de rédiger tel ou tel rapport, et les articles de ce qui va être sa Constitution « la plus démocratique du monde ». La contre-révolution commençant ainsi du sommet va s'étendre de haut en bas, et par cercles concentriques, quasi invisible de l'extérieur en tant que telle. En mai fut dissoute la Société des vieux bolcheviks.

C'est souterrainement que la terreur de la « vague Kirov » se poursuit en 1935 dans tout le pays. Staline décide d'une nouvelle purge du Parti, visant à le débarrasser des « trotskystes, zinoviévistes, gardes blancs, filous et autres vermines », soit tous ceux qui croient encore pouvoir discuter, avoir une opinion, poser des questions. Les 300 000 exclus (entre 15 et 20 % de l'effectif) perdent emploi et logement. Sur étude de leurs dossiers, le NKVD découvre en masse policiers et espions immédiatement arrêtés.

La masse du peuple est étrangère à de telles mesures, ces dernières n'ayant même rien de négatif pour elles. D'autant que cette année 1935 est celle de la grande amélioration de la situation économique qu'avait permise la fin de la collectivisation forcée et de la pression policière sur les ingénieurs et les ouvriers.

Ces résultats seront mis par les staliniens du temps et jusqu'à ceux de nos jours comme un succès de la politique de Staline, considérant les horreurs des années 1930 à 1933 comme un simple remède de cheval qu'il fallait avaler. La réalité est évidemment inverse ! Ces résultats ont été obtenus malgré les monstruosités de la politique stalinienne, et grâce à un retour discret au marché (que la fin de la NEP avait aboli)

joint aux avantages du collectivisme. De plus, pour l'énorme nouveau prolétariat, disparate socialement et sans culture politique ni connaissance du reste du monde, mais créé par la révolution, l'Union soviétique était leur chose, leur bien. Toute disette avait disparu. Le rationnement avait pu prendre fin. Les kolkhozes pouvaient vendre librement des céréales sur le marché, ce qui poussait les fermiers à augmenter la production ; les prix commençaient à baisser ; le niveau de vie s'élevait de manière appréciable à la ville comme à la campagne. La gaieté russe réapparut, s'exprima en littérature.

Cela n'allait pas durer. En septembre 1935 fut inventé le stakhanovisme, du nom d'un mineur qui avait, en un jour, réussi à extraire cent deux tonnes de minerai, soit quatorze fois plus que la production ordinaire d'un ouvrier. Des mines à toute l'industrie, la pression pour des normes prodigieuses allait jeter le prolétariat et ses cadres techniques dans un enfer permanent, sous la férule du NKVD.

Staline avait profité de l'embellie pour porter son culte au haut niveau qu'il allait garder jusqu'à sa mort. Roy Medvedev écrit : « Les journaux et les revues publiaient des photos de Staline, des articles sur lui, des manifestations de sympathie et des discours qui lui étaient adressés. C'était à qui ferait l'éloge le plus dithyrambique des mérites du "grand chef", à qui ferait le premier l'aveu de l'amour et de la dévotion qu'il lui portait. » L'Opposition brisée, l'avant-garde communiste de base se trouva isolée, réduite au mutisme devant un peuple encore largement inculte, y compris celui de l'industrie, prêt à avaler tout ce qu'on allait lui faire ingurgiter dans les années suivantes, tandis que l'élite révolutionnaire et l'intelligentsia allaient sombrer dans la pire des terreurs que le monde ait jamais connue.

Le 7e Congrès de l'Internationale communiste

Staline était possédé par une autre peur que celle de son renversement : celle de la guerre qui se préparait. L'Allemagne se réarmait et rétablissait le service militaire obligatoire (interdit par le traité de Versailles), avait récupéré la Sarre par un plébiscite et organisait l'agitation des Allemands des Sudètes de Tchécoslovaquie. Les Alliés de la Première Guerre se réarmaient également, et passaient des accords « de paix » entre eux.

Tout en s'engageant dans sa politique extérieure de fronts populaires, Staline vendait le chemin de fer chinois au Mandchoukuo, et concluait en avril un accord commercial germano-soviétique, gardant sans interruption des relations avec le régime de Hitler et avec la Reichswehr. En même temps, il signait un accord diplomatique avec la Grande-Bretagne et, en mai, un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. À son lendemain, le ministre français, Pierre Laval, en visite à Moscou, déclarait : « M. Staline approuve la politique de défense nationale de la France. » Dans une note de février de son *Journal d'exil*, Trotsky avait relevé que le correspondant à Moscou du *Temps* (journal quasi officiel de la droite française) soulignait que « Zinoviev, de même que tous les hommes d'opposition actuellement poursuivis, sont à gauche du gouvernement, et que par conséquent il n'a pas de raison de s'alarmer », et que désormais ce n'étaient plus la

social-démocratie et le fascisme qui étaient jumeaux, mais « la social-démocratie et le stalinisme, Blum et Cachin. Ils font tout ce qu'il faut pour assurer la victoire du fascisme ».

Le 7e et dernier congrès de la IIIe Internationale assura le tournant. Il s'ouvrit sans que personne se préoccupât de l'élimination de son secrétaire général Boukharine, pas plus que le 6e ne l'avait été de la disparition de Zinoviev. Y étaient présents 65 partis, soit 8 de plus qu'au congrès précédent, mais la plupart d'Amérique du Sud et d'Asie (donc petits et fort loin des chaos de l'URSS), et 26 légaux seulement de l'ensemble. L'insistance mise sur les trois qui avaient fait des progrès, grâce aux fronts populaires, soit la France, l'Espagne et la Pologne, en disait long sur l'état des autres. Une telle composition explique déjà son étrange déroulement. Il se passa sans autre critique de la ligne du social-fascisme qu'en en rendant responsables les sectaires qui n'avaient pas compris que cela n'excluait pas le front unique. Maintenant, ce front unique se diluait dans les fronts populaires, qui étaient donnés comme sa simple extension. Deux axes étaient fixés pour l'activité future : l'union de classe contre le fascisme et les tâches de l'IC devant la préparation de la guerre impérialiste. Sur ce thème, la puissance de l'Union soviétique, manifestée par son socialisme victorieux et ses progrès économiques, provoquait les explosions de délire du culte de Staline (absent du congrès) qui préparait là son extension internationale, associée en mineur à celui de Dimitrov, lequel entrait dans la place vide de secrétaire général. Nulle discussion des rapports politiques de la part des délégués : une simple suite de rapports d'activité. Ils recevaient la nouvelle ligne en tant que simples exécutants.

C'est Ercoli (Togliatti) qui eut la tâche de faire passer la pilule du tournant à 180° : justifier l'entrée dans la Société des Nations où la sortie du Japon et de l'Allemagne ne laissait plus que des « impérialismes pacifiques » avec lesquels l'alliance était justifiée dans la guerre avec le fascisme à venir. Pour les gosiers les plus rétifs, Ercoli renvoyait la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile au lendemain de la victoire sur le fascisme. Trotsky montra combien cela ressemblait aux discours des sociaux-patriotes de 1914. Ce fut à Thorez de justifier la conséquence de la ligne internationale par l'exemple français : l'union des partis communistes avec des partis bourgeois, qualifiés de « petits-bourgeois ». Déchéance de ce qui avait été l'Internationale de la révolution ! Elle fut en quelque sorte signifiée par l'élection d'un Comité exécutif qui ne se réunit plus après avoir élu son présidium, dont Bela Kun était exclu, et où entraient les guépéoutistes Trilisser et Iejov.

La Grande Terreur et la politique contre-révolutionnaire

1936

Le 30 janvier, 10 000 « trotskystes », exclus du Parti et emprisonnés furent déportés. Selon Trotsky, il y en aurait eu 20 000 au moins de tenus pour tels dans les derniers mois. Mais ce qu'il ignorait, et qu'on ne saura que beaucoup plus tard, c'est qu'en ce mois Staline avait

ouvert une enquête diligentée par Iejov. Trois cents anciens oppositionnels, dont Zinoviev, Kamenev et Smirnov, étaient tirés de leurs prisons ou camps et rassemblés à Moscou. C'est parmi eux qu'il fallait trouver ceux qui avoueraient les crimes qu'on leur révélerait. On commença par les plus faibles, mêlés à des comparses qui les dénonçaient. On exécuta pour l'exemple ceux qui résistaient. En chaîne, on devait obtenir les aveux accablants des accusés de premier plan. Ils résistèrent pendant des mois.

De 1936 à 1938, les procès vont se succéder en un étagement dont le sens n'a pu être compris qu'à sa fin, quand on s'aperçut que chaque procès avait contenu les noms des suivants, et que leur ensemble avait abouti à l'élimination de tous les hommes qui auraient pu éventuellement écarter ou éliminer Staline du pouvoir ou devenir les chefs d'une opposition dans le parti.

Le premier moteur de la Terreur fut la propre terreur de Staline d'être assassiné ou renversé. Ce fut donc d'abord la liquidation physique de tous les survivants de la direction de la Révolution d'Octobre (à l'exception de Staline et de Molotov, ces deux hommes qui n'y avaient joué aucun rôle de premier plan). En même temps, le principal, Trotsky, qu'il avait exilé, n'ayant pas encore la possibilité de le tuer en 1929, restait potentiellement le plus dangereux alors qu'à son immense prestige encore profondément vivant venait s'ajouter le tournant « menchevique », soit ce dont on venait de l'accuser lui-même calomnieusement. Il fallait donc détruire en même temps que ce prestige, et physiquement, tous les militants qui avaient appartenu à son Opposition de gauche, y compris ceux qui avaient capitulé. Ensuite, et de même, les zinoviévistes qui avaient participé à l'Opposition unifiée. Cela exigeait l'épuration du Parti, en tant que chasse aux « trotskystes », que devenaient tous ceux qui ne se pliaient pas devant les bureaucrates et le contrôle exacerbé du NKVD.

Le séjour de Trotsky en France dura deux ans, dans une clandestinité forcée, ainsi qu'en des passages d'un séjour à l'autre du fait d'un gouvernement finalement encombré de cet exilé et sujet aux pressions adverses. Malgré ces difficultés, il poursuivit ses efforts de regroupements pour la IVe Internationale, lesquels après quelques succès connurent toute une série d'échecs, tant ses militants et groupes d'Europe de l'Ouest et d'Amérique étaient de faible formation marxiste, sans maturité ni expérience. Après les accords franco-soviétiques négociés par Laval, il fut question de se débarrasser de lui en l'envoyant à Madagascar. La victoire électorale du Parti travailliste norvégien, en mars 1935, fit croire à Trotsky, ainsi qu'à ses amis, que ce serait là un abri plus sûr. Il en obtiendra un visa en juin, et ce sera en effet d'abord une nouvelle année de travail et de visites d'amis et de militants, malgré les menaces et les exactions nazies et des pressions staliniennes sur le gouvernement. Tout allait être bouleversé par le premier procès de terreur d'août 1936.

Le processus et les méthodes de cette Terreur allaient entraîner une chaîne de conséquences quasi infinies, lesquelles ne faisaient probablement pas partie du plan initial de Staline, mais s'imposèrent à lui par leur logique infernale. Ainsi, comme nous l'avons vu, les

désastres de la collectivisation et de l'industrialisation à marche forcée ayant, du fait de l'impossibilité d'oppositions ouvertes, suscité des groupes et fractions secrètes, elles furent également réprimées comme terroristes-trotskystes. Par un effet boule de neige, la répression s'étendit aux proches des condamnés, femmes, enfants, parents, collaborateurs, amis… Nul de ceux qui savaient les procès mensongers ne devait survivre. De là, finalement, l'épuration même des pires épurateurs. En effet, la sélection de milliers d'instructeurs, pourvus d'actes d'accusations que les accusés devaient valider par leurs aveux, avait d'abord été faite parmi des militants qui, même s'ils étaient issus de la Tchéka, n'étaient pas tous destinés à devenir des tortionnaires moraux. Ils furent alors assistés, pour tout refus d'aveux, par de purs tortionnaires. Il fallut supprimer beaucoup de ces premiers qui savaient trop bien que leurs victimes étaient innocentes des crimes qu'ils devaient leur faire avouer, et dont certains finissaient par céder devant leurs souffrances. La sélection de sadiques demanda du temps et l'institution d'une terreur interne parmi ces bourreaux, avec la menace, au-dessus de leur tête, de sanctions aussi imprévisibles que celles d'une divinité. À la fin, il fallut un nettoyage général de cette écurie d'Augias.

Dans le même temps, le tournant à droite du 7e congrès conduisait les organisations communistes d'Espagne à former un bloc électoral, avec le parti socialiste et la gauche républicaine, auquel se rallia le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). Trotsky ressentit cela comme une trahison. Comment un Nin avait-il pu oublier les leçons positives de la révolution russe, et négatives de la révolution chinoise ? Cette grave erreur politique, provoquée par une incompréhension de la politique stalinienne, allait avoir de terribles conséquences dans l'évolution de la révolution, et finalement fatales pour le POUM lui-même. En février, ce bloc, devenu Frente Popular, emportait les élections.

Du fait de son retard économique historique, le prolétariat espagnol était majoritairement organisé par les anarchistes de la CNT-FAI, double organisation à la fois syndicaliste et politique. Hostiles à la participation aux organes de la démocratie bourgeoise, ils n'avaient pas présenté de candidats, et laissèrent élire ceux qui allaient être leurs ennemis, en particulier les députés d'un Parti communiste qui n'avait que 3 000 membres. De ce fait, ce furent les deux partis ouvriers, minoritaires dans la classe, qui obtinrent une majorité parlementaire, laquelle laissa le gouvernement aux mains des partis bourgeois, et dirigé par Azaña, peu auparavant massacreur des paysans preneurs de terres. Mais des manifestations populaires exigeaient la libération des prisonniers politiques. Le gouvernement dut céder et voter l'amnistie : 30 000 environ furent libérés, puis les travailleurs licenciés pour causes politiques furent réintégrés dans leur emploi.

Les grèves pour les salaires commencèrent et, au refus des patrons, certaines entreprises se mirent en autogestion. Dans de nombreuses provinces, les paysans sans terres s'emparèrent des grandes propriétés. La révolution était en marche, et le dirigeant socialiste Largo

Caballero se disait partisan de la dictature du prolétariat. Pour sa part, le gouvernement prononça la dissolution de la phalange fasciste de José Antonio Primo de Rivera. Les Cortès déposèrent le président de la République, Zamora, mais ce ne fut que le bourgeois Azaña qui prit sa place un mois plus tard. De son côté, le PC préparait ses batteries : il fit fusionner ses JC avec les JS de Santiago Carrillo en une JSU de centaines de milliers de membres, dont celui-ci devint le dirigeant, bientôt gagné au stalinisme, dont il allait devenir la tête principale. Au gouvernement, le PC demanda la dissolution des milices ouvrières, pendant que les généraux de droite, dont Francisco Franco, s'efforçaient d'épurer les sommets de l'armée de ses officiers de gauche ou neutres.

Le 3 mai, les élections législatives virent en France la victoire d'un Front populaire où les radicaux de gauche perdaient des voix, mais où la SFIO passait de 97 à 146 élus et le PCF de 10 à 72, portés qu'ils étaient par la puissante montée de luttes ouvrières et de grèves en chaîne. Le Front avait la majorité, mais Léon Blum laissa traîner les négociations avec le précédent gouvernement. Il attendra les grèves pour prendre sa place de président du Conseil d'un gouvernement auquel le PC a eu la « sagesse » de refuser de participer. En un mois, ces grèves avec occupation des usines paralysèrent la France et terrorisèrent la bourgeoisie qui se sentait incapable de résister par la force à un tel mouvement jamais vu. Toutes les corporations débrayaient, et pour la première fois les vendeuses des grands magasins, des employés d'assurances et de commerce, et jusqu'aux garçons de café. Dans les manifestations se mêlaient jupes et pantalons, chapeaux et casquettes.

La droite fit confiance à Léon Blum. En vitesse il réunit, nouvelle grande première, représentants de la CGT réunifiée (mais qui est débordée par l'ampleur du mouvement) et ceux du grand patronat. Il s'agit d'un côté d'accorder le moins possible pour faire évacuer les usines et obtenir la reprise du travail, de l'autre d'obtenir assez pour que les grévistes acceptent. Un premier « accord Matignon », fondant le principe de conventions collectives et d'augmentations des salaires, sera refusé par les usines en pointe, mais fait refluer le mouvement. Il fallut un second accord, et l'intervention conjuguée du gouvernement accordant à la hâte des revendications plus larges, dont les 40 heures et les congés payés, et du PCF qui, par ses forces dans la métallurgie, réussit à arrêter le mouvement, avec le fameux mot de Maurice Thorez : « Il faut savoir arrêter une grève. » En juillet, le ministre de l'Intérieur, le socialiste Roger Salengro, annonce l'interdiction des occupations d'usine. La ligne stalinienne avait sauvé la bourgeoisie française, le prolétariat avait été dupé par des avantages éphémères, rognés puis supprimés ensuite en deux ans.

Ce fut dans presque toute l'Europe que 1936 fut marquée par une nouvelle remontée des luttes sociales et de grèves. Celles de Belgique, menées en parallèle avec celles de France, furent terminées avec des accords semblables. En Grèce, elles accompagnèrent un front populaire dans lequel le PC se dit prêt à gouverner avec les libéraux et l'armée quand le roi eut nommé le général Metaxas Premier ministre,

lequel se fit dictateur cinq mois après. En Pologne et en Serbie, c'est à coups de fusil que les grèves et les manifestations de chômeurs furent réglées. L'Internationale communiste avait disparu !

C'est en juillet que 1936 fut coupé en deux par le déclenchement, le 17, au Maroc espagnol, de la contre-révolution, par le soulèvement militaire dirigé par les généraux Sanjurjo et Franco, entraînant des troupes marocaines dupées. L'aviation italienne assura leur surgissement qui ne rencontra presque aucune résistance, tant le gouvernement du Front populaire sous-estima l'opération et alla jusqu'à tenter une conciliation. L'enjeu de cette terrible guerre civile qui allait durer à peine deux ans et demi sera compromis, dès son début, par la diversité des réactions ouvrières et paysannes, selon que celles-ci, en leur premier temps désarmées, se laissèrent duper ou non par les agents civils et militaires du pouvoir républicain. Là où il y aura hésitation, militaires de carrière, phalangistes, policiers, voire prêtres, se livreront à la plus féroce terreur blanche. Ainsi à Séville, où le général Queipo de Llano fit assassiner 30 000 ouvriers au couteau et à la grenade, ou à Saragosse, où, trompés par un général républicain et franc-maçon, les travailleurs furent écrasés en une semaine. À l'inverse, partout où les travailleurs agirent spontanément, sans se préoccuper du pouvoir légal, ils l'emportèrent sur les rebelles, de Malaga à Oviedo et de Gijon à Santander. À Madrid, les milices, aidées bientôt par les colonnes de mineurs des Asturies, n'attendirent pas le soulèvement de l'armée et furent maîtresses de la capitale, il est vrai avec de lourdes pertes. Le général insurgé se rendit. Mais c'est surtout à Barcelone, bastion de la CNT-FAI et du POUM, que la riposte fut immédiate, et que le prolétariat, quasi désarmé, avec des explosifs et du pétrole, et réussissant à gagner des unités entières de la Garde civile et de l'aviation, s'empara de la ville en deux jours, puis la province. Il en alla de même à Valence et de tout l'Aragon, des Asturies et de Malaga. Partout où le peuple se dressait spontanément, il créait à la fois ses comités et ses milices en face d'un gouvernement suspendu en l'air. En Catalogue, le Comité central des milices devint un vrai pouvoir face à la Généralité de Catalogne.

En ces premiers jours, le coup d'État pouvait ainsi sembler manqué. Même en Andalousie, les fascistes ne tenaient qu'une étroite bande allant de Cadix à Cordoue. Et c'est dans le nord-ouest, de la Galice à la Navarre, tout autour de la vieille Castille, que la population leur avait permis de s'implanter, à l'exception d'une mince bande de territoire – les Asturies et le Pays Basque – qui allait leur résister jusqu'en mars 1937.

Mais à l'immense inégalité en armement allaient s'ajouter la passivité du pouvoir du Front populaire, ainsi que la réaction de peur des bourgeoisies européennes devant la révolution qu'elles voyaient naître. Dès le second jour, les marins de Santander et de Saint-Sébastien, qui s'étaient débarrassés de leurs officiers, s'étaient vus refuser du combustible pour leurs bateaux par la marine anglaise. Ce sont d'ailleurs les conservateurs britanniques qui pousseront Léon Blum à proposer, dès le 1er août, la « non-intervention », à laquelle le gouvernement de Sa Majesté n'aura plus qu'à se rallier le 8, suivi

deux jours après par celui de l'URSS, et le 21 par l'Italie, dont l'aviation appuya le 6 la première grande offensive fasciste. Le gouvernement allemand s'y était rallié le 17. Alors qu'à la frontière portugaise, Badajoz était tombée le 14, avec massacre d'ouvriers dans ses arènes, le Portugal s'y joindra en septembre, après une mutinerie des équipages de trois de ses navires de guerre qui avait été écrasée au canon. En quelques jours tombaient Irun et Saint-Sébastien, puis Tolède ! Les grandes démocraties montraient d'emblée que la révolution prolétarienne et paysanne était pour elles un ennemi plus dangereux qu'un soulèvement militaire, fut-il le fasciste.

Ainsi cernée, l'Espagne révolutionnaire allait devoir compter bientôt avec l'ennemi intérieur, car pour Staline aussi il y avait péril, et double, intérieur et extérieur : contre sa terreur, et contre sa politique d'alliances bourgeoises. Tout ce qui restait bolchevik en Russie, et jusque dans les camps et les prisons, frémit de ce vent de révolution. Radek réussit à faire publier dans les *Izvestias* (il fut arrêté en octobre) un article pour le soutien à l'Espagne révolutionnaire. Ordjonikidzé, qui supportait très mal la terreur, semble avoir réuni une sorte d'opposition à Staline au sein du Bureau politique, sur la politique à l'égard de cette Espagne. Staline, pris par son accélération de la terreur, avait d'abord manifesté une certaine passivité à l'égard de ce qui lui semblait un problème d'une lointaine Europe de l'Ouest. Il allait donc parer au trouble introduit par cette guerre selon sa méthode. Il s'agissait pour lui d'intervenir tout en semblant ne pas rompre son adhésion à la non-intervention, et d'accorder un soutien à l'Espagne qui ne puisse pas profiter à une révolution qui lui échappait. Il commença par y envoyer un ambassadeur, Rosemberg, qui empêcha Largo Caballero de faire un « gouvernement syndical » et, au contraire, lui fit renouveler le gouvernement de Front populaire, où il y avait déjà deux ministres du PCE, et dont il se fit nommer ministre de la Guerre. Rosemberg sera suivi par cinq à six cents communistes, rescapés des révolutions vaincues, vrais révolutionnaires (dont les survivants seront exécutés à leur retour en URSS), et quelques chefs militaires de haut niveau, formés dans les écoles de l'Armée rouge (tels Joukov et Malinovsky), plus un certain nombre de membres de l'IC, et en même temps une véritable petite troupe d'agents du NKVD qui deviendront des commissaires contre-révolutionnaires et, plus tard, des assassins anti-trotskystes (tel un certain Mercader). Tout cela avec un commencement d'armements qui permettra, en octobre, la décision gouvernementale de militarisation des milices, et la création d'une armée populaire, sans compter le développement d'une police qui sera rapidement entièrement aux mains des spécialistes soviétiques.

Du côté terreur, il ne fallut qu'un mois à Staline pour l'élever à son deuxième seuil d'horreur. Pour en finir avec les résistants aux aveux, on employa divers moyens physiques et moraux. On montra à Smirnov, après une grève de la faim de treize jours, sa fille arrêtée et menacée de torture, et il reconnut le 13 août que son activité avait eu un « caractère terroriste ». Ter-Vaganian, ancien de l'Opposition

unifiée, puis du bloc des Oppositions, admit le même crime le lendemain. On sait que Kamenev avait cédé quand on lui avait annoncé que son fils était accusé de la préparation d'un attentat contre Staline. Zinoviev, asthmatique, fut maintenu de longs jours dans une cellule surchauffée. Ils ne céderont pourtant totalement que lorsque Staline leur aura fait savoir qu'aucun vieux bolchevik ne serait exécuté, et qu'il s'agissait seulement de détruire Trotsky.

Le procureur choisi pour juger ces dirigeants de la révolution fut Andrei Vychinski, un ancien juge du tsar, passé par le menchevisme, signataire en juillet 1917 du mandat d'arrêt lancé contre Lénine et Zinoviev, qui avait participé ensuite à la lutte armée avec les Blancs contre les bolcheviks, lesquels il ne rejoignit qu'après la victoire. C'était bien le type d'homme dont Staline pouvait faire sa marionnette. Iagoda, vieux bolchevik, mais tchékiste depuis 1919, et placé par Staline à la tête du NKVD, allait conduire toute l'« enquête ». Il avait montré sa radicalité en proposant, dès mars, d'arrêter tous les trotskystes exilés, et de les déporter dans les camps les plus durs et lointains de Vorkouta et de Kolyma. D'y envoyer également tous les exclus du Parti pour trotskysme, et de fusiller les trotskystes « convaincus » d'activité terroriste. Staline avait fait approuver ces propositions par Vychinski, et les avait contresignées. Pourtant ce Iagoda finit lui-même par tenir les aveux extorqués par la torture et les fausses promesses comme trop invraisemblables, et par l'écrire. Il se condamnait ainsi à mort, et Staline, derrière son dos, prépara son remplacement par Iejov. Le choix des accusés-condamnés fut minutieusement établi par Staline, réduit de 82 à 12, puis augmenté de deux : les frères Lourié, communistes juifs allemands ; puis deux autres encore : Ter-Vaganian, et Evdokimov, bolchevik depuis 1903, ancien commissaire dans l'Armée rouge, ancien vice-président du soviet de Pétrograd, mais zinoviéviste. La tragédie du « Centre trotskyste-zinoviéviste » unifié était écrite.

Elle fut jouée du 19 au 23 août devant un public nombreux, mais trié sur le volet, et sans avocats (certains, étrangers, qui se proposèrent, furent refusés). Citons Roy Medvedev : « Zinoviev, Kamenev et les autres inculpés, loin de nier leur culpabilité, expliquèrent d'eux-mêmes, avec calme, leur rôle dans l'assassinat de Kirov et le projet qu'ils avaient conçu de tuer Staline, Molotov, Tchoubar, Postychev, Kossior et Eikhe (Comme on le vit bientôt, ces quatre derniers furent tués sans aucune aide des zinoviévistes ; ils furent fusillés deux ans plus tard sur ordre de Staline). Zinoviev révéla que Staline devait être assassiné pendant le 7e Congrès du Komintern afin d'amener les communistes du monde entier à prendre fait et cause pour Trotsky, et de désorganiser si profondément le Comité central du PCUS qu'il aurait été obligé d'entamer des négociations avec Trotsky, Zinoviev et Kamenev, et finalement de leur demander de prendre les rênes du pouvoir. Un seul des accusés, L.N. Smirnov, le prétendu porte-parole du trotskysme en Union soviétique, essaya de réfuter les accusations lancées contre lui. Mais il fut "démasqué" par les dépositions d'autres accusés : Mrachkovsky, Ter-Vaganian, Evdokimov, Kamenev. » Ce scénario était bien le tableau de la grande peur de Staline. Mais, pour

que les masses soviétiques trouvent cela monstrueux, il avait fallu y ajouter la liaison de Trotsky et de son fils Léon Sédov avec la Gestapo. Et là, il y eut difficulté. Les grands accusés refusèrent de dire y avoir participé. Ce fut le rôle attribué à des inconnus. Nathan Lourié « avoua » avoir eu depuis longtemps des contacts avec un proche collaborateur de Himmler, chef des SS. Fritz David « avoua » avoir rencontré Trotsky (sans précision de lieu et de temps qu'on ne lui demanda pas de préciser), lequel l'aurait chargé de tuer Staline pendant le 17e congrès du Parti. Holzman, lui, avait réellement été l'intermédiaire entre Léon Sédov et Smirnov pour des échanges de lettres, de documents et d'informations. Cela devint l'organisation de rencontres avec Trotsky, lors de son court séjour à Copenhague en 1932, et toujours pour des directives terroristes et l'assassinat de Staline. Et là, il y eut une précision : la rencontre avait eu lieu dans le hall de l'hôtel Bristol. Or Sédov, qui n'était pas allé à Copenhague, découvrit plus tard, en travaillant à son *Livre rouge sur les procès de Moscou*, que cet hôtel n'existait plus depuis 1917 (Le nom avait dû être trouvé dans un vieux guide touristique). Peu importait. Vychinski se contentait de recevoir les réponses dictées et s'emportait d'indignation contre les accusés, les insultants de « poignée infâme et impuissante de traîtres et d'assassins », et terminant son réquisitoire par une conclusion qui fit frémir le monde : « Je demande que ces chiens enragés soient fusillés tous jusqu'au dernier. » Le lendemain, ils le furent tous effectivement. Tomsky, dont le nom avait été évoqué par l'un des accusés, s'était suicidé la veille. Le 28 août, sur pression de Moscou, découlant des « révélations » du procès, les collaborateurs de Trotsky furent expulsés de Norvège, et sa propre expulsion fut demandée. Ne pouvant l'envoyer nulle part, le gouvernement norvégien transforma son exil en prison : Trotsky et sa femme furent transférés dans un village à 30 km d'Oslo, où ils allaient vivre sous la surveillance de treize policiers, avec censure de leur correspondance, et impossibilité de se défendre des accusations des procès, ses manuscrits étant confisqués et détruits. Même sa défense par recours à des tribunaux étrangers lui fut interdite. C'est donc Sédov, et tous ses amis et militants qui allèrent se substituer à lui, en Suisse, en Tchécoslovaquie, en France et aux États-Unis. Se joignirent à eux le menchevik russe S.M. Schwarz, Friedrich Adler, qui parla de « procès en sorcellerie », et Marcel Martinet qui écrivit un *Appel aux hommes*. Ces voix se perdirent dans l'acceptation veule des démocrates de toute l'Europe.

Pourquoi politiciens et journalistes bourgeois auraient-ils gêné ou cherché chicane à M. Staline dans ses affaires intérieures, pour des procès contre ces bolcheviks dont venait tout le mal, et alors qu'il les avait rassurés sur la fin de la révolution ? Ainsi, le 1er mars, à Moscou, n'avait-il pas reçu personnellement le grand journaliste américain Roy Howard, et lorsque celui-ci lui avait demandé si « l'URSS [renonçait] dans une mesure quelconque à ses plans, et desseins de révolution mondiale », Staline avait répondu : « Nous n'avons jamais eu de semblables plans et desseins. – Mais… avait balbutié l'autre interloqué – Ceci résulte d'un malentendu. – D'un malentendu

tragique ? – Non ! Comique, ou plutôt tragicomique. » (*L'Humanité* avait publié ce dialogue le 6 mars). L'Occident tout entier apprenait ce qu'était la différence entre Trotsky et sa « révolution permanente » (et toutes ces histoires de crimes d'anciens révolutionnaires), et le pacifisme du nouveau tsar, uniquement soucieux de la défense de l'empire rétabli. La Nouvelle Constitution soviétique n'en avait-elle pas été la confirmation ? Les yeux officiels et officieux seront fermés sur les aveux invraisemblables.

Mais enfin, le 19 décembre, Trotsky put quitter la Norvège avec un visa pour le Mexique, où il allait prendre en main sa défense et celle de Sédov par une contre-attaque dénonciatrice.

Trotsky avait donc aussi manqué à l'aide qu'il aurait pu apporter aux révolutionnaires espagnols, et d'autant plus que les informations qu'il avait pu recevoir en Norvège avaient été souvent insuffisantes, voire entachées d'erreurs. De tous les coins du monde, des combattants s'efforçaient de gagner l'Espagne où ils s'engouffraient dans les milices de la CNT-FAI et surtout dans celles du POUM, tenant toute la Catalogne et une grande partie de l'Aragon et Valence.

Nous disposons, pour suivre toute la politique espagnole de Staline, du livre *J'étais un agent de Staline*, de Walter Krivitsky. Avant d'être assassiné, cet acteur de premier plan des opérations secrètes staliniennes en Espagne nous révélait de l'intérieur ce que les participants ne connurent que par fragments, ou ne purent que deviner et interpréter, et leur importance dans la politique contre-révolutionnaire de Staline et de sa Grande Terreur.

Staline attendait en silence de voir si Franco ne l'emportait pas rapidement. Quand il se décida à intervenir, ce fut afin d'y contrôler le gouvernement, et ainsi de s'assurer des avantages à la fois du côté de Berlin et du côté de Paris et Londres, et cela sans rompre formellement avec le pacte de non-intervention, pour éviter l'extension de la guerre à toute l'Europe.

Son mot à ses gens fut : « Restez hors de portée du tir de l'artillerie. » Puis il s'assura, avant d'agir, de l'importance du trésor d'or espagnol pour payer les frais de son assistance matérielle (il allait réussir à s'en emparer en totalité, malgré le blocus maritime). Puis il chargea ses services secrets des achats d'armes, et en même temps d'organiser une section du NKVD en Espagne, sous la direction d'un agent de haut rang, aux pseudonymes multiples, le principal étant Orlov. La mission de celle-ci fut d'abord essentiellement de contrôler tous les volontaires venus se battre, afin de les empêcher de rejoindre les révolutionnaires antistaliniens. À cette fin, ils prirent l'initiative de la formation des « brigades internationales » qui furent encadrées par cinq à six cents communistes étrangers envoyés de Russie et placés sous la direction du faux Canadien, le général Emil Kleber (en fait, Stern de l'Armée rouge, qui sera fusillé en 1941). Quant aux militaires russes, ils furent environ 2000 : pilotes, servants de tanks, officiers d'état-major, instructeurs, spécialistes de toutes les techniques de guerre, sous la direction du général Berzine, qui organisa un état-major de l'armée républicaine et, sous la couverture d'un général Miaja, pure marionnette, allait en novembre et décembre présider anonymement à

la défense de Madrid. Quant à l'armement, Krivitsky explique : « Tout le matériel que nous achetâmes n'était pas de première qualité. Les armes vieillissent très vite de nos jours. Mais nous parvînmes à fournir au gouvernement Caballero des fusils qui pouvaient fonctionner et à les lui fournir sans délai. La situation, en effet, devenait grave à Madrid. » Marty a confirmé que, par exemple, des chars tombaient en panne et durent être enterrés, devenaient des canons immobiles. Krivitsky continue : « Un cri d'horreur s'était élevé à travers le monde devant les bombardements impitoyables de Madrid, ville presque sans défense. Mon organisation accomplit des miracles pour hâter le transport des cinquante avions de chasse et bombardiers. À ce moment, je reçus des ordres stricts interdisant au bateau de décharger sa cargaison à Barcelone. À aucun prix, ces avions ne devaient traverser la Catalogne, qui avait son propre gouvernement, presque indépendant du gouvernement central. Ce gouvernement catalan était dominé par des révolutionnaires antistaliniens. Moscou n'avait pas confiance en eux. Pourtant, ils tenaient l'un des secteurs essentiels du front républicain et se défendaient désespérément contre les attaques furieuses de l'armée franquiste. Je reçus l'ordre d'envoyer les avions par Alicante. Le port était bloqué par les navires de Franco. » Après avoir « bouliné », ils finirent par forcer le blocus. On était en octobre 1936.

Dès septembre, le Comité central des milices de Catalogne avait été dissous, partis et syndicats étant intégrés à la Généralité de Catalogne. Le POUM commit la grave erreur d'accepter ce transfert de pouvoir, où on accorda à Nin la commission de la Justice. La demande de leur Comité exécutif de l'asile politique pour Trotsky n'avait pas pesé lourd. C'en était fini de la perspective d'un pouvoir de comités, tels que des soviets. En novembre, deux anarchistes, dirigeants de la CNT, acceptaient, à l'envers de tous leurs principes, d'entrer dans le gouvernement Caballero. La révolution n'avait plus de tête.

Irun était tombée le 5 septembre, Saint-Sébastien le 13, Tolède le 27. Malgré l'arrivée des armes russes et la formation des brigades internationales, le recul n'allait plus cesser. Le 12 octobre, la première ligne de défense de Madrid était brisée, et le 8 novembre la Cité universitaire était aux mains des franquistes. On y avait appelé Durruti, le plus estimé des dirigeants de la FAI, au passé héroïque, qui avait conduit les succès du front d'Aragon. Il tomba entre le 29 et le 30, et le soupçon d'un assassinat ne put être dissipé. Cette probabilité grandit quand on lit dans le livre de Krivitsky : « Dès le mois de décembre 1936, la terreur régnait à Madrid, à Barcelone et à Valence. La Guépéou avait ses prisons à elle. Ses détachements perpétraient des assassinats et des enlèvements. Elle remplissait les cachots et faisait des raids d'avions. Elle agissait, bien entendu, indépendamment du gouvernement loyaliste. Le ministre espagnol de la Justice n'avait pas d'autorité sur la Guépéou qui formait un État dans l'État. » Les premières unités des brigades ne faisaient qu'arriver. Le 16 décembre, Largo Caballero proclamait : « Madrid ne tombera pas. C'est maintenant que la guerre commence, parce que nous avons maintenant le matériel nécessaire. » Le 17, la *Pravda* annonçait que l'épuration en

Catalogne, déjà commencée, « serait conduite avec la même énergie qu'elle l'avait été en URSS ».

À la fin de l'année, le front Nord passait par Saragosse et Teruel. Sur pression des Russes, le POUM était expulsé, le 17 décembre, de la Généralité de Catalogne, et le 21, une lettre de Staline à Largo Caballero lui conseillait de modérer son programme gouvernemental.

1937

L'année 1937 fut la première du grand massacre généralisé. Mais, dès août 1936, peut-être même pendant le premier procès selon Anna Larina, un communiqué de la Procurature avait annoncé l'ouverture d'une instruction concernant Boukharine, Rykov, Tomsky, Radek, ainsi que tous ceux dont les noms y avaient été évoqués. Les trois premiers avaient été les partenaires de Staline dans la lutte contre l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée. Comment les unir à ceux qu'ils avaient combattus ? En faisant coïncider les aveux des anciens opposants de gauche qui avaient capitulé à ceux d'un choix de membres de l'aile droite.

Le cas de Boukharine est particulièrement significatif du sadisme de Staline, qui feignait de le traiter en ami et avait été jusqu'à lui dire qu'ils étaient tous deux des « Himalaya » auprès desquels les autres étaient des nains. Boukharine croyait à cette amitié, avec la naïveté qui le caractérisait. Il y crut même, contre toute vraisemblance, jusqu'au jour de son arrestation. Il venait de participer à la rédaction de la Constitution soviétique, et Staline avait eu la ruse de l'envoyer en février 1936 en France pour négocier l'achat des archives de Marx, mission qu'il avait menée à bien, et qui cependant échoua du fait de Staline qui en refusa le prix, ridicule pourtant pour un État comme celui de l'URSS. Ce but n'était qu'un prétexte. Boukharine avait été obligé, pour ces transactions, de traiter avec des mencheviks et des membres de la IIe Internationale. Il est plus que probable qu'il tenta d'avoir des contacts et de rencontrer des opposants de gauche exilés. Nous savons, par les *Carnets* de Victor Serge, qu'il tenta, sans succès, de l'atteindre par téléphone (mais cela, Staline l'ignora). Par contre, Boukharine eut surtout à rencontrer le menchevik exilé Nikolaevsky, avec lequel il semble bien avoir eu des conversations imprudentes, et qui lui joua le mauvais tour d'écrire, après son départ, une *Lettre d'un vieux bolchevik* qui brodait sur des faits qui semblaient bien n'avoir été connus que de Boukharine lui-même. Ce texte, dont on put se demander s'il était d'un provocateur ou d'un irresponsable, allait devenir la pièce maîtresse de son procès.

Presque dès son retour, Boukharine avait pris des vacances dans le Pamir quand il reçut les nouvelles de l'ouverture du procès de Moscou. Il rentra aussitôt pour apprendre le suicide de Tomsky, ce qui lui tira des « larmes de sang ». Il tenta à plusieurs reprises de joindre Staline au téléphone. Staline n'était jamais là. Pendant sept mois, il allait le mettre au supplice de l'incertitude. Sous le coup de sa mise en accusation, il refusa de retourner travailler aux *Izvestias*. Quand Radek tenta de prendre contact avec lui, il refusa. Enfin, il fut convoqué au Comité central par Kaganovitch qui le mit en présence de Sokolnikov,

son ami de jeunesse, qui débita devant lui qu'il y avait bien eu un « centre trotskyste parallèle » (au « centre unifié » de Zinoviev et Kamenev), dont ils avaient été membres tous deux, lequel centre se livrait au sabotage, à des actions de diversion, à des actes terroristes contre les membres du gouvernement, préparait un attentat contre Staline, et visait au rétablissement du capitalisme en URSS. Frappé de stupeur, Boukharine lui dit : « Gricha ! Tu as perdu la raison, tu n'es plus responsable de ce que tu dis. – Non, répondit posément Sokolnikov, je réponds de mes paroles, et il te faudra bientôt répondre des tiennes. » Un garde revint chercher Sokolnikov, et Kaganovitch dit à Boukharine : « Tout ce qu'il raconte n'est qu'un tissu de mensonges, putain de merde ! Nicolas Ivanovitch, retournez à la rédaction et travaillez tranquillement. » Et il lui assura que « la question serait éclaircie » et aussi que serait annoncée la levée des poursuites contre lui. Mais, le 10 septembre, ce qui parut dans les journaux n'annonçait que la suspension de l'instruction de l'affaire Boukharine-Rykov, faute de données juridiques permettant de les inculper. Il retourna donc aux *Izvestias*, où il trouva son bureau occupé par un commissaire, ce qui le fit repartir immédiatement. Le 14, Piatakov fut arrêté. Le 26, Iagoda, auquel Staline avait reproché son retard de quatre ans dans les investigations et instructions, était remplacé par Iejov à la tête du NKVD. Boukharine (et bien d'autres) crurent un moment que cela allait signifier la fin de cette terreur. Mais Radek fut arrêté à son tour le 7 octobre. À sa demande, Boukharine avait écrit à Staline, lui demandant de s'occuper en personne de son affaire, et lui rappelant que Radek avait transmis au NKVD la lettre que Trotsky lui avait écrite, transmise par Blumkine, preuve qu'il n'avait plus de rapports directs avec lui. Cette lettre à Staline choqua Anna Larina. Boukharine ne sortit plus de chez lui. Il fit une exception pour répondre à l'invitation des *Izvestias* de participation, avec sa femme, aux fêtes du dix-neuvième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Staline l'y aperçut, et envoya un garde l'inviter à se joindre aux dirigeants installés sur le Mausolée de Lénine. Mais Staline partit rapidement sans que Boukharine ait pu lui parler. Un nouveau mois d'incertitude passa et Boukharine fut invité par téléphone à participer au plénum du Comité central, dont il ne connaissait pas l'ordre du jour. C'était un piège.

Il n'y resta que le premier jour, le 4 décembre. Le premier rapport fut celui de Iejov qui commença par attaquer Iagoda, présent comme membre du CC, avec une violence inouïe, l'accusant de ne pas avoir démasqué Zinoviev et Kamenev, depuis des années que leur prison était une véritable « maison de repos », puis il s'en prit à Rykov et Boukharine, les accusant de liens avec les trotskystes contre-révolutionnaires, et d'avoir fomenté un complot et participé à l'assassinat de Kirov. Boukharine, à ce moment, lui cria de se taire au milieu du silence général. Une pause suivit pendant laquelle Rykov proposa à Boukharine d'unir leurs forces contre les calomnies. Boukharine répéta qu'il fallait convaincre Staline de leur innocence. Rykov, au contraire, lui dit que c'étaient les autres membres du Bureau politique qu'il fallait engager contre Koba. Ils furent

cruellement désillusionnés l'un et l'autre. Kaganovitch parla de sa rencontre avec Sokolnikov, disant qu'il croyait maintenant à ce qu'il avait dit et aux témoignages de Zinoviev et de Kamenev, et qu'il n'accordait aucun crédit à ce que disait Boukharine. Molotov surenchérit. Seul Ordjonikidzé avait interrompu Iejov avec des questions qui manifestaient timidement ses doutes. Staline parla enfin un langage qui le peint tout entier. Il ne fallait pas se hâter de prendre une décision. Il dit : « Voyez ! Les services chargés des enquêtes avaient aussi des matériaux contre Toukhatchevsky [lui aussi présent au plénum], mais nous avons tiré les choses au clair, et maintenant le camarade Toukhatchevsky peut travailler tranquillement. Je pense que Rykov a, peut-être, été au courant de quelque chose concernant l'activité contre-révolutionnaire des trotskystes et qu'il n'en a pas informé le Parti. Pour ce qui est de Boukharine, je continue d'avoir des doutes sur ce point. Il est très pénible pour le Parti de parler de crimes à propos de camarades si écoutés dans le passé. C'est pour cela que nous ne nous presserons pas et que nous continuerons l'instruction. » Indigné, Boukharine, qui était allé jusqu'à lui manifester son amour (sic), parvint jusqu'à lui et lui dit : « Koba ! Il faut revoir le travail du NKVD, créer une commission et surveiller ce qui s'y fait. Avant la Révolution, pendant la Révolution et dans les années difficiles qui ont suivi, nous étions au seul service de la Révolution. Et maintenant, alors que les difficultés sont passées, tu accordes foi à des témoignages mensongers ? Tu veux nous jeter aux poubelles de l'histoire ? Ressaisis-toi, Koba ! » Et Staline de répondre : « Que veux-tu dire à propos de mérites passés, personne ne les conteste. Mais Trotsky aussi en a. Personne n'a devant la Révolution autant de mérites que Trotsky, entre nous soit dit. Entre nous soit dit… » Et, après cette répétition, il s'éloigna.

Boukharine rentra chez lui en déclarant à sa femme : « Je me présente. Votre serviteur dévoué, traître-terroriste-comploteur. » Il lui rapporta ce qui précède et, pendant les trois mois suivants, n'allait plus quitter son petit logis. Il allait apprendre à la fin décembre, à la radio, des aveux nombreux et concordants d'inconnus rapportant les réunions conspiratives où Rykov, Tomsky et lui avaient donné des directives pour l'assassinat de Staline et le renversement du gouvernement, tous documents préparatoires au plénum du Comité central de février-mars 1937. Il écrivit encore à Staline ! Peu après, il reçut, en un paquet scellé, la copie des « aveux » de Radek, qui le dénonçaient et allaient jusqu'à décrire ses hésitations quand il avait été informé de la décision du Centre trotskyste d'assassiner Kirov. Après cette lecture, il décida de se suicider quand on viendrait l'arrêter. Il reçut deux lettres de soutien de Boris Pasternak, et une d'un ancien trotskyste, Sosnovsky, que Staline avait affecté aux *Izvestias*, lui demandant une aide matérielle, qu'il réussit à lui fournir.

Au début de janvier, il fut convoqué au CC pour des confrontations, il y retrouva Sosnovsky et comprit que sa lettre avait dû être écrite alors qu'il était déjà arrêté et qu'elle allait jouer son rôle dans la fiction conspirative d'unité gauche-droite (Sosnovsky fut bientôt exécuté). La deuxième confrontation fut avec Piatakov. Boukharine raconta à sa

femme qu'il avait été plus sidéré par son état que par les accusations invraisemblables qu'il portait contre lui : il était réduit à l'état de squelette vivant et avait toutes les dents cassées. Ordjonikidzé qui s'acharna à lui demander si ses déclarations étaient bien volontaires finit par obtenir un : « Tout châtiment, quel qu'il soit, me sera plus léger que le fait d'avouer », ce qui était bien une sorte d'explication du caractère effroyable des tortures qu'il avait subies. Mais le Comité central ne bronchait pas. Enfin, ce fut Radek qui vint à son tour expliquer comment Boukharine avait été l'intermédiaire entre le Centre trotskyste et les droitiers. Lui n'était pas en aussi mauvais état que Piatakov, mais d'une grande pâleur et visiblement très ému. Boukharine lui demanda pourquoi il lui avait demandé d'écrire à Staline pour l'assurer de son innocence. Il éclata en sanglots et demanda de l'eau. Staline lui en versa, mais la main de Radek tremblait si fort qu'elle se renversa. La confrontation s'arrêta là et Staline demanda alors à Boukharine d'expliquer pourquoi tous faisaient des dépositions contre lui. Il lui répondit : « Vous pouvez l'expliquer mieux que moi. » Il ne fut pourtant pas encore arrêté, revint chez lui, disant à sa femme : « Je reviens de l'enfer, d'un enfer encore provisoire, mais il ne fait aucun doute que j'y basculerai définitivement. » Staline n'avait pas fini de le torturer moralement.

Le 19 janvier s'ouvrit le procès des dix-sept, dont les figures principales étaient Piatakov, Radek, Sokolnikov, Serébriakov, auxquels on avait ajouté Mouralov, ce vieux grand bolchevik, condamné à mort après la révolution de 1905, principal chef de l'insurrection de Moscou en 1917, mais proche de Trotsky pendant toute la guerre de 1918-1921, puis commandant de la garnison de Moscou pendant les années 20. Le choix avait isolé les anciens trotskystes qui avaient capitulé pendant leur déportation et, pour la plupart, avaient été réintégrés au Parti ou placé à des postes étatiques. Pour parer aux critiques du premier procès qui étaient faites à l'étranger, on augmenta considérablement l'assistance de correspondants de presse et de diplomates étrangers, et les accusés eurent des avocats, ce qui fut pire, puisqu'ils n'eurent aucun rapport avec leurs « clients » et plaidèrent selon l'accusation du ministère public. Enfin, l'annonce de certains documents des services secrets permit de terminer le procès à huis clos. Bien entendu, les principaux accusés (sauf Mouralov), dénoncèrent leur liaison terroriste avec les droitiers Boukharine et Rykov. Dernière ruse : Radek, Piatakov et Sokolnikov ne furent condamnés qu'à des peines de prison, alors que les quatorze autres, en principe moins coupables, étaient fusillés. Piatakov ne le fut pas moins aussitôt après. Radek et Sokolnikov furent assassinés dans leur prison, en 1939.

Boukharine et Rykov recevaient chaque jour du NKVD les aveux des « éléments de droite » les accablant. Dissuadé par ses proches de se suicider, Boukharine entama une grève de la faim. Le 18 février, Ordjonikidzé, ce plus vieil ami, et souvent complice de Staline, et qui le traitait en égal, mais s'était opposé à lui autant qu'il l'avait pu, d'abord contre l'accusation de sabotage d'ingénieurs et de techniciens, puis contre la terreur, se suicida. Ce suicide, qui accusait Staline, fut

transformé par lui en crise cardiaque. Le 21, Rakovsky, le second de Trotsky, premier après son exil, principal de ceux qui n'avaient pas capitulé, fut arrêté à son tour.

C'était la veille du plénum du Comité central qui fut un pré-procès de Rykov et de Boukharine. Quelques jours auparavant, quelques hommes étaient venus à son appartement du Kremlin lui annoncer qu'il fallait qu'il en parte. Curieusement, le téléphone sonna, et Staline demanda à Boukharine ce qui se passait chez lui. Celui-ci lui dit que le Kremlin ne l'intéressait pas, mais qu'il voulait un endroit où il pût placer sa bibliothèque. « Envoie-les au diable ! » cria Staline. Et les inconnus s'étaient éclipsés. C'est toujours par Anna Larina que nous connaissons ce qui s'y passa : une sorte de répétition en majeur, sur un scénario préparé à l'avance, de ce qui avait eu lieu en janvier. On tira même Radek de sa prison pour le confronter à Boukharine. Staline commença par lui reprocher sa grève de la faim, « contre le Comité central du Parti », et lui dit : « Demande au Plénum de te pardonner pour ta grève de la faim. » Boukharine répondit : « De toute façon, vous vous apprêtez à m'exclure du Parti. – Personne ne t'exclura du Parti », répondit Staline. Puis commença la tragicomédie. Molotov dirigea la mise en scène. De nouvelles accusations apparurent. Boukharine aurait été le véritable auteur de la plate-forme de Rioutine, dans laquelle Rykov rappela qu'on pouvait lire : « Boukharine, Rykov et Tomsky sont politiquement finis, et il ne faut pas compter sur eux dans la lutte contre Staline. » Les accusateurs semblaient n'en rien savoir. Mais Staline répondit que c'était là une manœuvre de conspirateurs. Toutes les informations de la *Lettre d'un vieux bolchevik* servirent à prouver à la fois la participation à l'assassinat de Kirov et à des rencontres à Paris avec des socialistes, agents nazis et avec des trotskystes. Et quand Boukharine déclara : « Je ne suis ni Zinoviev, ni Kamenev, et je ne porterai pas de fausses accusations contre moi-même », Molotov répliqua : « Si tu n'avoues pas, cela prouvera que tu es bien un agent des fascistes. Leurs journaux disent que nos procès sont des provocations. Nous t'arrêterons, et tu avoueras. » Boukharine lut une déclaration de Rykov et de lui rejetant toutes les accusations proférées contre eux, ajoutant qu'elles manifestaient que quelque chose n'allait pas dans le Comité central. Il concluait qu'une commission [?] devait enquêter sur son activité. « Eh bien, on va vous y envoyer, comme ça vous pourrez voir par vous-mêmes ! » s'exclama Staline. Boukharine rentra chez lui. Le Plénum constitua une commission dirigée par Mikoyan chargée de décider du sort de Boukharine et de Rykov. Quand elle acheva ses « travaux », chaque membre, à l'appel de son nom, dut donner son verdict. Pour tous, ce fut : « Arrestation, jugement, exécution », sauf Staline, qui déclara : « Laissez le NKVD s'occuper de cette affaire. » Le monstre n'en avait pas fini avec sa victime.

Le 27 février, Poskrebichev le convoqua au Plénum. Il savait que c'était pour être arrêté. Il fit ses adieux aux siens, et dit à sa femme qui l'avait empêché de se suicider : « Ne sois pas fâchée, Anioutka, des fautes de frappe agaçantes se glissent parfois dans l'histoire, mais la vérité finira par triompher ! » Son dernier mot, à elle, fut : « Attention,

Nikolaï, ne te couvre pas de mensonges. » Peu après, douze ou treize agents du KKVD, au nom d'une perquisition, vidaient son appartement de toutes ses « archives », jusqu'au moindre papier, ses livres, ses brochures, ses lettres de Lénine, son brouillon du programme du Parti de 1919, ses lettres personnelles, un manuscrit de textes à la mémoire d'Ordjonikidzé, soit tous les documents de sa vie ; puis ils fouillèrent au corps tous les membres de la famille. Son emprisonnement allait durer un an.

En avril, Iagoda fut arrêté, puis Heinz Neumann et Roudzoutak, avec lesquels commençaient des frappes sur des militants qui n'avaient appartenu à nulle opposition et avaient accompagné la plus récente politique stalinienne.

Le 12 mai, Égorov – qui n'avait été nommé maréchal qu'en 1935 – remplaçait Toukhatchevsky, à la tête de l'Armée rouge. Celui fut arrêté le 29. Le 30, c'était le tour de Iakir, héros de l'Armée rouge, commandant de la région militaire d'Ukraine, qui était membre du Comité central. Gamarnik, commissaire politique de l'Armée, membre du Comité central, arrêté, se suicida le lendemain. Pour leur procès, en juin, on y joignit sept autres généraux : Ouborevitch, le général qui avait vaincu Denikine et libéré Vladivostok, commandant de la circonscription militaire de la Russie blanche, chef de l'Académie militaire ; Primakov, le célèbre commandant des Cosaques rouges ; Eideman, chef de la Défense civile et de l'organisation assurant la liaison entre l'armée et la population ; Feldman, chargé du haut poste de confiance de la surveillance du commandement ; Kork, successeur de Eideman à la tête de l'Académie de Guerre ; enfin Poutna, le plus jeune, spécialiste des questions internationales. Ils furent jugés à huis clos. On donna comme noms des membres du jury ceux de quasi tous les officiers qui les remplaçaient. Mais il semble qu'en réalité on leur fit seulement signer un compte rendu et le verdict du procès, lequel n'aurait même pas eu lieu.

La précipitation de leur liquidation par Staline fut-elle provoquée par un projet, ou de simples contacts entre ces chefs, voire seulement de quelques-uns d'entre eux, pour arrêter ce qu'ils ne pouvaient voir que comme un désastre national ? Ce qui est certain, c'est que Staline pouvait tout craindre de cette force qui échappait à son contrôle, et dont les conceptions militaires étaient opposées à celles de Vorochilov et de Boudionny. Ces ganaches ne juraient que par la cavalerie contre le groupe d'officiers instruits, formés dans la guerre, anticipateurs qui avaient compris que la prochaine serait de tanks, d'artillerie et d'avions, mais auxquels Staline avait refusé des fonds. Ils avaient été les formateurs des cadres de ce qui était sans doute la plus avancée des académies militaires du monde avec celle d'Allemagne, ce qui s'explique, puisque jusqu'à la prise de pouvoir de Hitler, des échanges officiels de cet état-major avaient eu lieu avec la Reichswehr, voire s'étaient poursuivis au-delà par des contacts secrets avec des généraux allemands hostiles aux nazis. Il y avait là toutes les bases à leur en faire un crime. Mais il était plus que douteux qu'on puisse faire plier ces hommes. Et le temps manquait.

Ils furent tous condamnés à mort et immédiatement exécutés. L'Armée rouge était décapitée, et ce n'était qu'un début. En août, une conférence des dirigeants politiques de l'Armée entendit Staline demander que soit poursuivie l'extermination des « ennemis du peuple » qui se cachaient dans l'Armée. Vorochilov et Iejov transmirent une note aux Forces armées sur l'existence d'un réseau d'espionnage profondément ramifié dans l'Armée, et appelant les espions à se dénoncer. Toute la fin de l'année allait se passer à démasquer ce réseau à tous les niveaux de l'Armée et de la Marine.

L'URSS était paralysée par la terreur. Derrière les procès, elle frappait du centre aux points les plus éloignés du pays, à l'improviste, comme un phénomène naturel, mais qui, tantôt pouvait révéler des manifestations d'opposition, politiques ou nationales, tantôt constituait des règlements de comptes du tyran. En mars, c'étaient les dirigeants du Birobidjan qui avaient été arrêtés comme trotskystes : en mai, il y avait eu 11 exécutions à Khabarosk sur le lointain fleuve Amour, où allait commencer un conflit avec le Japon, donc l'échec fut sans doute payé, en juillet, de 96 exécutions (dont 24 de cheminots « saboteurs » et de 8 dirigeants des Jeunesses communistes, eux aussi « trotskystes »). En juin, Krestinsky, ancien secrétaire du Parti, naguère vice-commissaire aux Affaires étrangères, était arrêté. Un peu plus tard, ce fut le tour de Fayzulla Khodjaev, dirigeant de l'Ouzbékistan, tandis que sept techniciens « trotskystes » étaient exécutés à Tachkent. En juillet, c'est en Géorgie qu'étaient exécutés sept dirigeants, dont Mdivani et Okoudjava, que Lénine avait soutenus contre Staline. En août, c'est dans la nordique Carélie que les dirigeants de la république étaient dénoncés comme trotskystes. Tous les membres du bureau du Comité central, élus au premier congrès du parti de la République du Kazakhstan, furent arrêtés et exécutés. Tout le bureau du Comité central de Turkménie disparut…

Le 2 août, Bela Kun, qui avait si bien servi Staline dans sa politique de gauche, était arrêté, précédant de peu la dénonciation, toujours comme « trotskystes », de toute l'équipe de rédaction du *Dictionnaire de l'Académie des sciences*, suivie des dirigeants de l'industrie de l'automobile et des tracteurs. Et l'on exécuta ce mois : 6 empoisonneurs de soldats, 30 saboteurs du Transsibérien, 25 ouvriers de Leningrad, 32 « saboteurs japonais » à Irkoutsk, 6 autres trotskystes et plusieurs dirigeants des JC à Krasnovodsk. En septembre, les 7 dirigeants de la Géorgie étaient exécutés, mais cette fois comme « droitiers », tandis qu'en Ukraine c'étaient 10 trotskystes qui étaient exécutés, pendant que le président de la République, Lyubtchenko, se suicidait. Était-ce fini en octobre, quand on annonça à Moscou la millième exécution de l'année ? Non, puisqu'il y eut encore en Géorgie, à Soukhoumi, un procès pour tentative d'assassinat de Staline (!), avec 23 condamnations à mort sur 47 accusés. Tant de trotskystes en activité en URSS ? Mais le principal accusé des procès avait conquis sa liberté de parole par son exil au Mexique.

Dès qu'il y fut arrivé, Trotsky entreprit le combat de démystification d'aveux destinés à le tuer moralement et politiquement. Dès janvier, sa *Révolution trahie* était parue en France et allait paraître aux États-

Unis. Puis ce fut un mitraillage d'articles et de communiqués de presse qui, avant la fin de l'année, formaient le gros volume des *Crimes de Staline*. Les analyses, les éléments biographiques des accusés réduisaient le scénario des procès en poussière de mensonges grossiers et d'invraisemblances, et expliquaient le pourquoi des aveux d'hommes broyés. Dès février, un Comité de défense de Trotsky s'était constitué à New York, et une conférence sur les procès s'était tenue à Paris en mars. En avril eut lieu la première session du Comité qui prit le nom du vieux philosophe et professeur américain John Dewey. La seule déclaration du « témoin » Trotsky à cette session (qui occupe 120 pages du volume XIII de ses *Œuvres,* de l'Institut Léon Trotsky) ne laisse pas debout le plus infime détail des accusations portées contre lui. C'était à la fois le résultat des recherches menées en Europe par son fils, Léon Sédov, d'extraits de ses archives, et de rappels d'histoire de ses rapports avec les accusés. La Conférence qui rendit compte de cette session à New York réunit plus de 3 000 personnes. Mais Dewey devait entacher son verdict d'innocence de la déclaration que le stalinisme découlait du bolchevisme, ce qui allait devenir le jugement historique de l'idéologie bourgeoise.

Pour Staline, la vie de Trotsky, de son fils, le mouvement pour la IVe Internationale qui se développait (bien qu'avec beaucoup de difficultés), restait une menace, sinon de fin de ce qui restait formellement l'Internationale communiste, du moins de passage à la nouvelle d'anciens de ses dirigeants et militants connus. Staline y opposa deux opérations d'assassinats. D'une part, éliminer tous les communistes étrangers qui étaient en URSS de par leurs fonctions, ou comme réfugiés, ou rappelés. D'autre part développer une double ou triple organisation de tueurs : celle du NKVD, celle du service secret des Affaires étrangères, auxquels il faut ajouter ceux des partis étrangers, recrutés par les premiers.

Dès cette année 1937 furent arrêtés, et la plupart immédiatement exécutés, les trois premiers secrétaires de l'IC, J. Berzine, M. Kobetsky et M. Bronski (compagnon de Lénine en Suisse), et les trois secrétaires d'organisation, Pianitky, Abramanov et Vassiliev ; enfin A. Krajewski, membre de la Commission centrale de contrôle, et J. Hanecki, « l'homme d'affaires rouge ». En tout, 88 fonctionnaires de l'appareil (19 le seront en 1938). Sur les 1968 délégués du 17e congrès de l'Internationale, 1 108 ont été arrêtés pour crimes contre-révolutionnaires, et 98 membres du Comité central sur 139 ; quant aux cadres communistes de tous niveaux, les éliminations se comptèrent par centaines de milliers.

La liquidation des dirigeants, voire de tous les militants des partis étrangers, commença par celui de Pologne, avec douze membres de son Comité central et des centaines de cadres moyens et de militants de base. Dimitrov, en tant que dirigeant de l'Internationale, faisait revenir de l'étranger ceux qui s'y trouvaient pour les exécuter. Tous les dirigeants des partis turc et letton furent également massacrés. À la suite furent aussi liquidés 800 Yougoslaves, dont tous les dirigeants ; tous les dirigeants hongrois rescapés de leur révolution, dont Bela

Kun ; environ 1 000 Bulgares, autant de Juifs qui avaient appartenu au parti palestinien, tous les communistes turcs et coréens, des Finlandais, des Arméniens, presque autant d'Allemands qu'en tua Hitler, et non seulement tous les trotskystes chinois, mais aussi des « suspects » de ce crime, le couple Freund du parti portugais. Le massacre se poursuivit les années suivantes.

Profondément ignare et matérialiste vulgaire, Staline s'en prit parallèlement à tous les sommets scientifiques et de l'intelligentsia culturelle. Dès cette époque gagnés par l'agronome Lyssenko à la théorie de l'hérédité des caractères acquis, les généticiens devinrent des tenants d'une science bourgeoise, et en cela « ennemis du peuple ». Le premier qui fut arrêté et mourut en déportation à ce titre fut Toulaïkov, éminent savant, enseignant et expérimentateur dans le domaine des céréales. Cette opposition à la génétique dura aussi longtemps que Staline. Mais son opposition à la physique nucléaire et aux techniques qui en découlaient fut plus radicale encore, et ne céda après la guerre mondiale, que devant l'explosion de la première bombe atomique. Les cadres des instituts de recherche furent liquidés, et l'encadrement de celui des fusées, appartenant au système de Toukhatchevski, fut décapité. De même, les dirigeants et les techniciens du service des radars furent tous arrêtés. Bien entendu, l'histoire devant être révisée, il y eut une véritable hécatombe d'historiens, dont tous ceux de Lénine.

Le NKVD avait réussi à introduire en France un de ses agents dans l'organisation trotskyste, lequel, étant russe, était parvenu à devenir le secrétaire de Léon Sédov. Cet Étienne (Mark Zborovski) n'était pas un tueur, mais plus important : installé au cœur du mouvement pour la nouvelle Internationale, tout ce qui s'y passait allait être connu immédiatement de Staline. Comme les frères Sobolevicius quand Trotsky était à Prinkipo, il allait réussir à susciter des discordes dans le mouvement, et ses informations allaient guider les tueurs. Leur organisation ne faisait que se mettre en place. De ce fait, Sédov échappa, sans le savoir, à un attentat.

Les agents de services de contre-espionnage de l'Armée rouge, et des Affaires étrangères, qui ne différaient, à leur origine, de ceux des autres pays que par la valeur de la cause qu'ils servaient, furent inclus dans les structures nouvelles du NKVD, et en fait soumis à ce qui avait été le Guépéou. Mais un certain nombre de ces agents n'allaient qu'avec difficulté se soumettre à des procédés qui devenaient de plus en plus de la police criminelle, voire du terrorisme.

Les procès de Moscou furent, pour quelques-uns, la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Il ne s'agissait plus de lutte contre des oppositions ! Deux d'entre eux, et des plus importants, se consultèrent sur la décision de rentrer ou non en URSS si on les y rappelait : Ignace Reiss (de son vrai nom Nathan Poretski), Ludwig de son pseudonyme d'agent, et Walter Krivitsky. Ce dernier rentra en mars et revint. Mais les questions qu'on lui avait posées sur un frère de Ludwig, qui avait combattu dans l'armée polonaise, lui firent comprendre que le sort de Ludwig lui-même était réglé à Moscou, et il l'en avertit. Celui-ci décida donc de rompre avec Moscou. En poste à Paris, il se rendit à

Amsterdam et y rencontra Henk Sneevliet, l'ancien Maring de la révolution chinoise, qu'il connaissait de longue date et qu'il croyait de la IVe Internationale, à laquelle il avait décidé de se rallier. Mais Sneevliet était alors entré en conflit politique avec Trotsky. Ce fut donc une première erreur. Il en commit une plus grave en envoyant, le 17 juillet, une lettre de rupture au Comité central du PCUS, *via* l'ambassade. Alors qu'il avait estimé un délai d'une quinzaine de jours pour qu'elle parvienne à Moscou, la lettre fut ouverte à l'ambassade. Il semble d'ailleurs que la secrétaire de Sneevliet était une infiltrée du NKVD et qu'elle prévint le sinistre agent Spiegelglass. Un signal téléphonique en blanc que lui envoya Krivistky à son hôtel lui apprit qu'il était pris en chasse. Il rejoignit sa femme et son jeune fils en Suisse où le NKVD perdit sa trace. Là il commit la troisième erreur de répondre à une Gertrude Schildbach, dont il avait utilisé les services en tant qu'agent mineur, et qui lui avait écrit *via* l'ambassade. Le NKVD, qui ignorait jusque-là les rapports de celle-ci avec « Ludwig », allait l'utiliser, sans doute avec menaces, ou pire, à le trahir. Reiss devait se rendre à Reims pour un rendez-vous avec Sneevliet et Sédov. Il prévit une étape à Lausanne avec sa femme et son fils, le 3 septembre, pour rencontrer Gertrude. Il la quitta pour tomber sous les coups des tueurs ! Les assassins avaient commis eux aussi une erreur. Une autre femme, Renata Steiner, elle aussi agent de second plan, avait été chargée de louer la voiture qui devait servir à l'assassinat. Quand elle vint la rechercher, la police suisse l'attendait, et elle donna les noms de Gertrude ainsi que des assassins. Mais ceux-ci s'étaient vite enfuis en France, où, arrêtés, ils furent interrogés par la police française qui les relâcha. Ils partirent immédiatement pour l'Espagne. Elsa Poretski et son fils échappèrent à la mort par des chocolats à la strychnine que Gertrude avait renoncé à leur donner, puis à un attentat à la gare du Nord.

En décembre, Krivitsky, qui avait de grands risques d'être démasqué, déserta le service à son tour. Mais il se garda de prendre des engagements politiques et, se plaçant sous la protection de la police française, parvint à échapper sur le moment aux tueurs. Il gagna les États-Unis où ils l'atteignirent en 1940 dans un assassinat déguisé en suicide. Il avait cependant eu le temps de finir son livre, l'une des plus impressionnantes dénonciations du stalinisme jamais écrites, en tant qu'elle concerne ses activités criminelles hors d'URSS, ainsi que des méthodes par lesquelles on obtenait les aveux. Il y remarqua qu'ils ne furent obtenus que de 57 hauts responsables, préalablement démoralisés, sur les centaines qu'on ne parvint pas à briser. Enfin, que des milliers furent exécutés sans que l'on sache combien furent auparavant torturés de diverses façons.

En Espagne, dès l'organisation de l'armée républicaine, avait commencé le mouvement d'intégration des milices sur le front. La direction de la CNT, représentée par ses deux ministres Federica Montseny et Garcia Oliver, l'accepta, et celle du POUM s'y plia peu près, mais non sans résistances à la base. Le front d'Aragon restait tenu par les milices. Le désarmement des gardes ouvrières de l'intérieur suivit. En février, les franquistes avaient pris Malaga, et le

Parti communiste y réagit par une manifestation à Valence contre Largo Caballero. En avril, les avions allemands de la Légion Condor détruisaient la ville basque de Guernica, mais trois jours après, à Barcelone, c'est ouvertement que l'agent guépéoutiste Mink (Alfred Herz) annonçait la prochaine liquidation des « trotskystes ».

L'attaque stalinienne commença à Barcelone et dans toute la Catalogne par des opérations de désarmement des patrouilles de la police ouvrière par les gardes d'assaut et les gardes républicaines, suivies d'incidents violents avec les forces de la CNT-FAI et du POUM. Le 3 mai, deux camions de gardes d'assaut, sous le commandement du chef de la police, le stalinien Rodriguez Salas, pénétrèrent dans le Central téléphonique de Barcelone, tenu par les anarchistes depuis le 19 juillet, et commencèrent à désarmer les gardes ouvriers. Immédiatement, la grève générale fut déclenchée. En un éclair, la ville se couvrit de barricades, en particulier couvrant les locaux politiques fortifiés en bastions. Un accord tacite existait entre CNT et POUM qui devint organisme de liaison. Le mardi matin, les ouvriers en armes contrôlaient la majeure partie de Barcelone et les anarchistes tenaient la forteresse de Montjuich et ses canons qui défendent le port. Les forces gouvernementales et celles du PSUC étaient cernées au centre de la ville. Le 4, le POUM appelait à la « mobilisation permanente », à un Front ouvrier révolutionnaire et à l'organisation de comités de défense de la révolution, ce qui était un peu tardif. Les combattants anarchistes rejetaient les discours de « leurs » ministres, Federica Montseny et Garcia Oliver, descendus de Valence, qui les exhortaient à une trêve du combat aux fins d'un compromis avec la Généralité et le PSUC. En fin de journée, ce compromis aboutit à la formation d'un nouveau Conseil de la Généralité. Non seulement il n'ébranla pas l'unité de combattants, mais ils reçurent l'aide de jeunes officiers de l'École de guerre de Barcelone. De leur côté, les « Amis de Durruti », aile gauche de la FAI, appelèrent à la formation d'une Junte révolutionnaire. Cela aussi venait trop tard. Le mercredi, il y eut encore de durs combats, tandis que la CNT négociait une trêve avec l'UGT, conclue le 6 par un appel commun appelant à la reprise du travail, qui amorça la démoralisation. Des ouvriers quittaient les barricades pour reprendre le travail, puis certains revenaient en apprenant que les forces gouvernementales avaient tiré sur ceux qui résistaient. On annonça qu'une nouvelle force de 1 500 hommes arrivait de Valence. La direction du POUM hésitait, négociait, mais ne prenait pas la direction de la lutte, alors que son influence avait grandi. Une colonne de 500 hommes, anarchistes et poumistes, détachée du front d'Aragon, marcha vers Barcelone et atteignit Lerida. Mais la démoralisation, effet de la trahison des leurs, avait commencé. Ce ne fut que le samedi que la lutte cessa sur promesse qu'il n'y aurait pas de représailles, mais en même temps acceptation par la CNT qu'elle ne s'opposerait pas à l'entrée de la colonne de gardes d'assaut qui attendait à Tortosa. Se retirant en armes dans leurs locaux, les militants du POUM virent leurs dirigeants minimiser le désastre. Il y avait eu 500 morts et plus d'un millier de

blessés. Le prolétariat, trahi et vaincu, fut désarmé. Il ne restait plus aux nervis staliniens qu'à entrer en action.

D'après Krivistky, c'est à Madrid que la puissance même de l'aide soviétique permit au NKVD de déployer d'abord son activité. D'après lui, ce sont des milliers de personnes qui furent arrêtées, y compris des volontaires étrangers et des communistes envoyés de Moscou. Il ne connaissait pas « le nombre des antistaliniens qui furent exécutés en Espagne républicaine ». En tout cas, ce fut à tel point que même les politiques Berzine et Stachevski s'inquiétèrent auprès de Staline de ce qu'ils considéraient comme une erreur du Guépéou, le second lui suggérant de changer cette « politique », ce à quoi « le grand patron feignit d'être de son avis ». Peu après, les deux hommes furent rappelés à Moscou et disparurent.

Le 5 mai, soit deux jours après l'arrêt des combats à Barcelone, Berneri, dirigeant anarchiste italien, fut arrêté. On le retrouva assassiné, ce qui fut comme une nouvelle confirmation de l'assassinat de Durruti. Le 15, le PC et Prieto, de la gauche PS stalinisante, obligèrent Largo Caballero à démissionner. Prieto forma un gouvernement qui ne dura que deux jours et fut remplacé par un autre socialiste encore mieux soumis aux staliniens, Negrin. Le 19, les franquistes étaient entrés à Bilbao. Désormais, tout le nord-ouest de l'Espagne était entre leurs mains. Le 16 juin, Andrès Nin, principal dirigeant du POUM, ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, et à ce titre membre de l'Exécutif de l'IC, fut arrêté dans son bureau. Orlov s'était personnellement occupé de son cas. Sur la base d'un document fabriqué par ses soins, il s'agissait pour lui de réaliser un procès de Moscou espagnol. Mais Nin résista à la torture, et des tueurs l'achevèrent puis l'enterrèrent dans la campagne. Ce crime avait lieu presque en même temps que l'état-major de l'Armée rouge était passé par les armes. Le 27 juillet, c'était Erwin Wolf, qui avait été secrétaire de Trotsky en Norvège, et était un des secrétaires du Comité de la IVe Internationale, qui était arrêté à Barcelone, libéré le 28 ; à nouveau arrêté le 31, il disparaissait. Le 2 août, c'était au tour d'un autre trotskyste, Hans Freund, dit Moulin, d'être arrêté et de disparaître.

Le 11, la division du stalinien Lister dissolvait le Conseil d'Aragon, et le même jour était créée une Sécurité militaire sous le contrôle du PCE. Le 23 septembre, l'ancien trotskyste allemand Kurt Landau, devenu rédacteur de *La Batalla*, organe du POUM, était arrêté et disparaissait. Enfin, en octobre, les staliniens scissionnaient l'UGT, renvoyant les partisans de Largo Caballero dans une minorité sans pouvoir. Les franquistes ne cessaient de gagner du terrain, et le gouvernement se transféra de Valence à Barcelone devant la menace d'une coupure de l'Espagne en cas de rupture du front de Teruel.

La disparition d'Espagne des hommes du Komintern ne laissait sur place que ceux du NKVD, comme achèvement d'une année de liquidation de nombreux serviteurs fidèles du régime. Deux diplomates comprirent eux aussi que leur profil politique les vouait à la mort : le vétéran Alexandre Barmine, qui était devenu chargé d'affaires à Athènes, réussit de justesse à s'enfuir et à se réfugier en

France où il se fit métallo. Iakoubovitch, en Norvège, refusa pareillement de rentrer en URSS.

En cette année, le nombre des fusillés en URSS avait été multiplié par 315 par rapport aux 1 118 de 1936, atteignant le chiffre effarant de 353 074. On avait ainsi fusillé sept fois plus de gens en ces deux dernières années qu'entre 1930 et 1936, ajoutés à ceux de 1939 à 1953. Il s'agissait donc bien de la destruction des générations politiques de la fondation du Parti bolchevik en 1904 au Thermidor de 1924.

Le reste du monde avait, cette année-là, regardé lâchement et stupidement l'Espagne sombrer et Hitler poursuivre patiemment son programme d'unité germanique de préparation à la guerre. En France, Léon Blum, avant de démissionner en juin, en avait déjà fini avec le Front populaire. En janvier, il avait interdit les engagements de volontaires pour l'Espagne et, en février, déclaré la « pause » des réformes. Le Comité national de la SFIO avait fait exclure les trotskystes des Jeunesses socialistes, puis dissoudre la gauche socialiste de Marceau Pivert. En mars, la police avait tiré contre une manifestation antifasciste à Clichy, faisant 5 morts. Le radical-socialiste Chautemps tenta de former un gouvernement avec des ministres socialistes. Il ne put trouver de majorité.

1938

Malgré la disproportion énorme des armements, il fallut toute l'année aux troupes franquistes pour venir à bout d'un peuple héroïque, démoralisé par la décimation de son avant-garde révolutionnaire en plein combat. En janvier, une dernière tentative pour repousser les troupes ennemies de l'avancée de Teruel ne connut qu'un succès momentané, pendant lequel les franquistes reportèrent leur effort de progression sur l'Aragon, en direction de l'Èbre. Quant au gouvernement en décomposition, il rassemblait des Cortès à Montserrat, où les staliniens guidaient une nouvelle lutte contre Prieto, qu'ils réussirent à faire démissionner en avril de son ministère de la Défense nationale. Le 8 février, tout un groupe de trotskystes fut arrêté, accusés du meurtre du guépéoutiste Narvitch, en fait exécuté par représailles par un groupe de combat du POUM.

C'était le mois où Hitler se faisait commandant de toutes les forces armées allemandes et, le 11 mars, procédait à l'Anschluss, absorption de l'Autriche par l'Allemagne, acceptée par les grands pays capitalistes, sans autre réaction que la conclusion du pacte franco-soviétique.

Staline avait mieux à faire qu'à se préoccuper de ces problèmes secondaires. Cette année allait être celle où il allait montrer toute l'étendue de son machiavélisme contre-révolutionnaire.

Le 1er janvier, il avait fait vice-commissaire à la Défense son homme de main Mekhlis et, le 20, le commissaire à la Justice Krylenko était révoqué. Le 10 avaient été exécutés sans jugement les deux benjamins du bolchevisme : Smilga, membre du Parti, encore étudiant avant la guerre mondiale, que Lénine aimait comme son plus jeune fidèle, et Chatskine (après d'atroces tortures), lui aussi à quinze ans au Parti, et

à dix-sept ans premier secrétaire du comité central des Jeunesses communistes. La femme de Smilga fut fusillée quelques mois après lui.

Mais du 11 au 20 s'était tenu un plénum en tout point ahurissant d'un Comité central réduit, dont le thème central fut la discussion d'un rapport d'un inconnu, Malenkov, qui n'était même pas membre suppléant de ce Comité central : « Les erreurs commises dans le parti lors de l'exclusion des communistes, les attitudes formalistes, bureaucratiques sur les pourvois en appel des exclus du parti et les moyens de surmonter ces erreurs. » Ce rapport indiquait qu'en 1937 plus de 100 000 communistes avaient été exclus du parti, et que 76 000 pourvois en appel s'étaient accumulés lors de la période d'échange et de vérification des cartes en 1935 et 1936, mais que 40 à 75 % de ces exclus avaient été réintégrés. Qu'est-ce que cela signifiait ? Que ces exclusions avaient été inspirées par des ennemis du peuple. Malenkov citait les aveux de toute une série de calomniateurs qui avaient voulu susciter le mécontentement et l'irritation des communistes. L'un d'entre eux expliquait en détail comment il dénonçait comme trotskystes ou boukharinistes, voire comme saboteurs, ceux qui lui inspiraient une défiance politique. Et l'on apprenait en même temps comment les dénoncés perdaient leur travail, et de même leur femme, voire qu'un frère d'un exclu l'était à son tour, bien qu'ayant assuré n'avoir aucun lien avec lui. Voilà ce que le Comité central « apprenait ». Et de chercher les raisons d'un tel arbitraire ! Kossior expliqua que « nous venons de vivre une période très agitée où nous avons découvert et rejeté du parti des ennemis à la pelle : la question de démasquer et débusquer l'ennemi prenait le pas sur toutes les autres », et que lui-même, bien que membre du Bureau politique, appréhendait souvent de défendre un exclu. Les arrestations, en revanche, furent considérées comme justifiées. Baguirov ayant cité une femme à demi illettrée qui dénonçait à tour de bras, jusqu'aux dirigeants, y compris lui-même, Staline expliqua : « Les auteurs de ces lettres voulaient effrayer les dirigeants du parti. » Et comme Baguirov répondait en plaisantant : « Si ç'avait été le cas, alors nous étions tous perdus. » D'où rire général, qui fut peut-être glacé par le commentaire de Staline : « Mais si, mais si, ils ont peur. »

Kaganovitch conclut pour sa part en disant : « Je pense qu'on peut dire sans exagération que l'année qui vient de s'écouler – cette année où nous avons extirpé les ennemis du parti et du peuple – a été pour les bolcheviks honnêtes une année qui les a trempés et éduqués mieux qu'en temps ordinaire en des dizaines d'années », et il qualifia de « grande victoire stalinienne » le fait que plus de cent mille nouveaux dirigeants aient été promus cette année précédente. Iaroslavsky approuva en assurant qu'« il était impossible que […] nous ne puissions pas promouvoir les milliers, les dizaines de milliers de gens capables de remplacer les ennemis qui se trouvaient dans nos rangs ». Kossarev limitait ce succès en rappelant que l'objectif fixé en juin 1937 était de 140 000 nouveaux membres, mais définissait les nouvelles recrues comme « jeunes communistes éprouvés dans la lutte contre les ennemis ». On avait là l'aveu implicite qu'ils avaient détruit

le parti bolchevik historique et avaient introduit sous son nom un nouveau contenu humain.

La seconde question était de renouveler et de rajeunir la composition du Conseil des commissaires du peuple (décision à soumettre au Soviet suprême !). Un Tchoubar (qui disparut sans laisser de traces dans l'année) en devint premier vice-président devant Kossior (arrêté en avril et fusillé sans procès en 1939) et Mikoïan. Le président de Gosplan « n'étant plus en liberté », on nomma à sa place un homme de 35 ans, Voznessenski. Le troisième point concernait le sabotage de l'agriculture, responsable de ses désastres, tout comme ceux de l'industrie. Le rapport fut fait par son commissaire du peuple, Eikhe, nommé deux mois auparavant. Il expliqua que « le système agricole était truffé d'ennemis du parti et du peuple ». Et Staline confirma en disant : « Il est au premier rang. » Ce qui ne l'empêcha pas d'approuver son rapport. (Arrêté le 29 avril, Eikhe sera fusillé en 1940.) Il fallait tout de même un bouc émissaire sur-le-champ. Ce fut Postychev, premier secrétaire de la région de Kouïbychev, en Ukraine. Il y avait été poussé à la répression contre « les ennemis du Parti ». Il l'avait menée jusqu'à la totalité du comité exécutif de la région. Au Plénum, il fut poussé à bout dans sa justification. Staline le fit rétrograder de son poste de suppléant du Bureau politique à simple membre du Comité central. (Arrêté le 29 avril, il sera exécuté dans sa prison en 1940).

Le 24 février, le maréchal Égorov fut révoqué de sa direction des armées, soit un an après y avoir été porté (il mourut en prison).

Le 2 mars commença le troisième procès de Moscou, celui des 21, parmi lesquels sept anciens membres du Comité central, dont trois du Bureau politique, et où on avait réussi à unir à Boukharine, le successeur de Zinoviev à la direction de L'Internationale, et à Rykov, le successeur de Lénine au sommet du gouvernement, Rakovski, l'ancien premier président de l'Ukraine libérée, l'ami de Trotsky depuis 1903, et son second dans les oppositions et la déportation ; les récents ralliés à Staline : Rosengoltz, Tchernov et Grinko ; les dirigeants ouzbeks Khodjaev et Ikramov, trois médecins sans fonction politique et… Iagoda ! Tous, « trotskystes » et « droitiers », étaient associés aux crimes les plus invraisemblables, ajoutés à ceux déjà jugés aux précédents procès, en premier lieu l'assassinat de Kirov. Les médecins, pour leur part, avaient empoisonné Kouibychev, Menjinski et Gorki – dont la mort naturelle n'avait pas été contestée –, et cela sur ordre et menaces de Iagoda, agent de… Trotsky ! Boukharine, quant à lui, complotait contre Lénine depuis 1918. S'y ajoutait que, récemment, tous avaient organisé des provocations à la guerre contre l'URSS et visé à son démembrement au profit des pays voisins. Pour obtenir ces aveux, tous les moyens avaient été employés : Krestinsky avait été horriblement torturé ; Rakovski interrogé debout dix-huit heures d'affilée sous projecteurs sans manger ni boire. Les pires menaces contre les proches étaient quasi générales. Enfin, il y eut la promesse faite par Iejov à Boukharine et à d'autres qu'ils ne seraient pas exécutés s'ils avouaient. Pendant les mois séparant leur arrestation du procès, des centaines de parents, d'amis, de collaborateurs, de

collègues étaient arrêtés et interrogés de façon terroriste. S'ils n'acceptaient pas de charger les accusés, ils étaient arrêtés ; s'ils cédaient, leurs « aveux » servaient de preuves. Malgré cela, il y eut quelques tentatives de limiter les aveux pendant le procès : Krestinsky les nia lors de la première séance ; Rakovski les limita, puis avoua finalement ce qu'il devait avouer après une interruption de séance, et Boukharine s'efforça de transposer ses erreurs de l'objectif au subjectif. Le 12 mars, les dix-huit principaux accusés furent condamnés à mort sous les insultes du procureur Vychinsky. Le lendemain, ils étaient exécutés.

Il n'y eut pas de quatrième procès public. En ces deux années, le Comité exécutif central et la plupart des commissaires de l'URSS et de la RSFRS, du gouvernement central et des services économiques avaient été décimés. Le Gosplan fut dévasté. Le 8 mai, Einstein écrivit à Staline pour protester contre l'arrestation des hommes de sciences les plus éminents d'URSS. Staline ne s'en préoccupa pas plus que de celles des prix Nobel, Irène et Frédéric Joliot-Curie, en faveur de deux physiciens allemands antifascistes réfugiés en URSS.

Tous les principaux dirigeants de la Révolution d'Octobre étaient exterminés, sauf Trotsky qui, quotidiennement, à partir des comptes rendus de la *Pravda,* avait démontré, par des articles fournis à la presse internationale, toute la mécanique de ce procès en liaison avec les précédents. Il en démontrait une à une les absurdités, invraisemblances, révélations involontaires des accusateurs, et leur signification politique. Cela ne pouvait que conduire Staline à s'impatienter quant à l'activité de ses tueurs. Ils faisaient pourtant de leur mieux.

En France, deux de ces guépéoutistes, Ducomet et Smirenski, avaient réussi à s'installer dans un appartement séparé par un simple mur de celui de Sédov, dans l'immeuble voisin. Mais, le 8 février, Sédov fut frappé par une crise d'appendicite et transporté dans une clinique privée russe où il fut opéré le soir même par un chirurgien français, le Dr Thalheimer. Tout sembla bien se passer jusqu'à la nuit du 13. Trois jours plus tard, il mourait. Pour Trotsky, il ne pouvait s'agir que d'un assassinat. Une enquête eut lieu qui conclut à l'accident opératoire. Sur l'insistance de ses amis politiques, en particulier de son avocat Gérard Rosenthal, une recherche de poison ne donna rien. C'est un médecin du milieu menchevik qui avait choisi la clinique russe où Sédov entra sous un pseudonyme. L'affaire resta longtemps mystérieuse. Pourtant, la police savait que cette clinique avait été achetée 6 millions par un Dr Boris Girmounski, entré en France en 1928 (donc déjà sous l'ordre stalinien) avec un passeport en règle, était retourné en URSS en 1929, et qu'il était un ancien médecin du Guépéou qui avait exercé dans un camp de déportation à la frontière du Kurdistan. Mais, à l'heure de l'accord franco-soviétique, le gouvernement français choisit de ne pas pousser l'enquête. Ce n'est que quarante ans plus tard qu'un ancien agent secret français le révéla publiquement, complétant les informations recueillies au long de ces décennies, et qui firent apparaître que Sédov était bien entre les mains des assassins, lesquels purent jouer un rôle dans l'incontestable grave

faute chirurgicale du chirurgien français, le Dr Thalheimer, qui l'opéra.

La mort de Sédov, véritable bras droit de Trotsky, était le coup le plus dur qui pouvait l'atteindre, aussi bien sur le plan politique que personnel. S'y ajouta l'enlèvement à Paris, entre le 15 et le 16 juillet, de Rudolf Klement, qui avait été son secrétaire à Prinkipo, et qui alors préparait la conférence de fondation de la IVe Internationale. Son corps décapité fut retrouvé peu après dans la Seine.

Trotsky ignora, comme le monde entier, le massacre de ses partisans fidèles de la première déportation, « l'élite des camps », regroupés à Vorkouta, sous le cercle polaire. On ne le connut qu'en 1956 par son unique rescapée, la veuve de Joffé, Maria Mickhaïlovna. À partir du 27 octobre 1936, ils avaient mené une grève de cent trente-deux jours, en dépit des pires moyens employés pour la briser, au terme de laquelle ils avaient obtenu leurs revendications élémentaires de déportés politiques. Mais ils furent ensuite regroupés dans une briqueterie entourée de barbelés. Rien ne brisait leur moral. En mars 1938, par groupes, ils furent tous fusillés. Le commandant Kachkétine avait conduit toute l'opération. Il fut aussitôt après rappelé à Moscou où il fut immédiatement exécuté. Ainsi fut sauvée Maria Joffé qu'il avait gardée vivante à on ne sait quelles fins.

Le 1er avril, l'ancien commissaire du peuple à la Justice Krylenko, et son adjoint Pachoukanis furent arrêtés comme « traîtres ».

Au Comité central de juin, suivant des élections générales où Staline fut élu avec 100 % des voix, il orienta les discussions des différents points de l'ordre du jour de telle façon qu'il poussa tous les membres à s'entre-accuser de manque de vigilance dans leurs différents domaines. En conclusion de quoi 26 membres en furent exclus dès le premier jour, dont 19 immédiatement livrés au NKVD. Cinq autres s'y ajoutèrent en cours de débat. Et c'est ce Comité central qui vota l'autorisation officielle des mesures de « pressions physiques », c'est-à-dire de torture, déjà pratiquée au moins depuis 1936, mais dont ils devenaient ainsi coresponsables. À la fin de l'année, il ne restait plus que 28 des 139 membres et suppléants élus au 17e Congrès, presque tous membres d'un Bureau politique qui allait être désormais peu réuni, informé après coup des décisions prises par Staline, seul maître absolu du pouvoir. La contre-révolution politique était là achevée. Il ne restait plus qu'à terminer la Grande Terreur.

Pendant ce temps, les Japonais poursuivaient leur invasion de la Chine. Blücher, ce héros entre les héros, fait maréchal en 1934, commandait l'armée d'Extrême-Orient. Au cours de l'été, il mit les Japonais en déroute sur le lac Khazan. Le général du NKVD, Loutchkov, qui opérait sur ce front, passa au Japon en y livrant les secrets militaires qu'il détenait. Blücher fut vite entouré de guépéoutistes dirigés par Mekhlis, qui lui dressa un acte d'accusation. Les 6 et 7 août, il gagna encore une bataille contre les Japonais. Mais il fut ensuite relevé de son commandement, envoyé se reposer à Sotchi, près de la datcha du Maître. Il y sera arrêté le 22 octobre avec sa femme et son frère. Il mourra le 9 novembre dans les tortures et un

œil arraché, lors d'interrogatoires destinés à lui extorquer des dénonciations. L'enquête demandée à Iejov contre le haut commandement de l'armée, son administration politique, le Conseil militaire et révolutionnaire de l'URSS, les districts militaires, la Marine, presque tous les corps et divisions, fut terminée à la moitié de 1938. Le 26 juillet, Iejov présenta à Staline une première liste de 138 gradés à classer dans la catégorie des condamnés à mort. Staline et Molotov signèrent. Une seconde liste de 292 eut le même sort. Vorochilov, en octobre, annonça que 40 000 cadres de l'armée avaient été éliminés (peut-être en comptant les 11 000 déportés), dont 41 maréchaux, amiraux, commandants d'armées, 216 généraux à deux étoiles, 88 à trois étoiles, tous fusillés, plus 63 morts en détention ou pendant les interrogatoires, 8 suicides et 85 déportés. Le haut commandement était anéanti. Parmi les quelques élèves d'Ouborevitch qui furent épargnés, il y avait ceux qui s'appelaient Joukov, Koniev, Malinovsk. Le directeur du Département des fusées avait été fusillé en janvier ; l'ingénieur en chef et cinq ingénieurs, arrêtés en juin, ne le furent pas, ce qui fut une chance pour l'URSS dans la guerre. Deux d'entre eux, Leonid Schwarz et Korolev, furent en effet les inventeurs des terribles « Orgues de Staline ». Le concepteur d'avions Korolev fut arrêté deux fois, deux fois libéré, puis condamné à dix ans de camp « pour participation à une organisation trotskyste terroriste contre-révolutionnaire de sabotage et de diversion », et envoyé à Kolyma. Il y écrivit au procureur de l'URSS qu'il pouvait créer une arme puissante, des avions-fusées hyper-rapides de haut vol. Six mois après, la lettre parvint dans le bureau de Staline. La Cour Suprême annula sa condamnation et il fut ramené d'urgence à Moscou.

Staline continuait alors ses négociations secrètes avec Hitler. On sut du maréchal Keitel, qui faisait partie des accusés du procès de Nuremberg, qui suivit la Seconde Guerre mondiale, que Hitler avait été ravi d'apprendre ce « désarmement » de l'URSS, et en avait tenu compte dans son plan d'invasion. Alors que presque tous ses généraux déconseillaient l'invasion, Hitler leur dit : « Les officiers du haut état-major ont tous été anéantis par Staline en 1937, et la nouvelle génération ne peut encore fournir les cerveaux dont l'Armée rouge a besoin. » Rassuré à l'Est comme à l'Ouest, après avoir digéré l'Autriche, il préparait par des menaces l'exigence d'intégration à l'Allemagne de la région des Sudètes de Tchécoslovaquie dont une grande partie de la population était germanique. Ce à quoi France et Grande-Bretagne réagirent par la diplomatie, alors que Trotsky, qui ne doutait pas de l'inévitabilité de la guerre mondiale, dès août 1938 avait appelé à la défense de la Tchécoslovaquie et au devoir qu'aurait eu l'Armée rouge de se porter à son secours.

Au contraire, en septembre, le ministre anglais Chamberlain vint conférer avec Hitler, et au nom de la France, les deux pays manifestèrent qu'ils n'avaient pas d'opposition aux revendications allemandes. C'était pour la France une trahison de son traité d'assistance mutuelle avec la Tchécoslovaquie. Le leader du PCT, Klement Gottwald, lança un appel à l'union nationale. Le peuple

manifesta contre la France et la Grande-Bretagne, ainsi que contre le gouvernement Hodja qui s'était courbé devant elles, exigeant un gouvernement de défense de la république, qui fut formé le 22 sous la direction du général Syrovy. Mais en octobre, le Président Benès démissionnait. Le 20, le PC était interdit. À la fin du mois, c'était la capitulation, avec le pacte à quatre de Munich. Les dirigeants des deux grandes démocraties bourgeoises avaient montré là leur stupidité politique et leur incompréhension de la nature du nazisme hitlérien. Daladier, le ministre radical-socialiste français, était persuadé que Hitler se satisferait de son unité ethnique germanique. Le scandale de ce traité entraîna sa rupture avec les deux autres partis du Front populaire et la formation d'un nouveau gouvernement, avec le ministre de droite Paul Raynaud, qui allait bientôt lui succéder. Le 1er octobre, l'armée allemande entrait dans les Sudètes. Le 9 novembre eut lieu la « Nuit de Cristal » de pogrome des juifs, sans précédent dans ce pays.

Et l'Espagne se mourait. En juillet, Negrin avait fait un faux voyage médical en France pour tenter de trouver un accord de compromis avec Franco. Ce fut évidemment un échec. Il tenta alors un rétablissement de bons rapports avec la France et le Royaume-Uni afin d'obtenir des crédits et la levée de l'embargo sur les armes. Il dut, pour cela, se soumettre à la décision de la Société des Nations de renvoi des volontaires étrangers. Le 23 septembre, les brigadistes livrèrent leur dernier jour de combat. Ils furent ensuite progressivement regroupés. Le 27 octobre, ils étaient rassemblés à Valence, puis réunis à ceux du Nord à Barcelone, où ils défilèrent devant une foule de 300 000 personnes. Nombre de ceux qui étaient originaires de pays fascistes ou d'extrême droite ne pouvaient retourner en toute sécurité chez eux. Plusieurs décidèrent de rester en Espagne où ils obtinrent la citoyenneté espagnole d'honneur, furent intégrés dans les unités de l'Armée, et subirent son sort dans la défaite.

Cette situation désespérée n'empêcha pas les agents staliniens de faire un procès du POUM de onze jours, devant le Tribunal central d'espionnage et de haute trahison, qui avait été créé pour juger les fascistes. Mais on n'était pas à Moscou. Juan Andrade, Pere Bonet, Julian Gorkin, Jordi Arquer, Enrique Adroher, David Rey et José Escuder défirent toute la trame d'accusations ridicules du procureur stalinien qui demandait la peine de mort pour tous les accusés. Ils avaient un bon avocat, le socialiste Vicente Rodriguez. Ils eurent parmi leurs témoins de la défense à la fois Largo Caballero et Federica Montseny, et plusieurs personnalités qui maintenant trouvaient le courage de s'opposer aux staliniens. Les accusations de trahison et d'espionnage furent rejetées mais, par concession au pouvoir, Jordi Arquer fut condamné à onze ans de prison pour rébellion, les autres à quinze ans pour avoir persisté dans leur ligne révolutionnaire « dans le dessein de dépasser la République démocratique et d'instaurer leur propre conception de la société ». Ils refusèrent une proposition de demande de grâce. Lluis Companys, président de la Généralité de Catalogne, le maire de Barcelone et six ministres exigèrent leur

libération immédiate et la révision du procès, alors que le PCE publiait l'acte d'accusation et exigeait que la censure interdise la publication de la sentence, devenue document subversif, ce qui était un bel aveu. Et comme, pendant l'emprisonnement des membres du Comité exécutif du POUM, il s'en était créé un nouveau, les staliniens voulaient aussi son procès. Il était trop tard. Le 11 novembre, le front de l'Èbre cédait. Les franquistes franchissaient le fleuve le 11 décembre et s'élançaient vers la mer, coupant l'Espagne en deux parties, la plus grande cernée du centre au Sud par Guadalajara, Madrid, Tolède, le nord de Cordoue, Grenade, Almería, et à l'Est par Valence, la plus petite, au Nord de la coupure, par la Catalogne, elle-même privée de Lerida. L'Espagne était perdue.

Rentrés en URSS, presque tous les acteurs staliniens de la tragédie espagnole, militaires, politiques, guépéoutistes, allaient payer de leur vie l'échec final. Berzine et Antonov-Ovséenko furent les principaux des politiques. Ce dernier fut atrocement torturé et fit des aveux fantasmagoriques avant d'être fusillé. Sloutski, grand patron des agents secrets d'Europe occidentale, rentra et disparut. Son successeur un bref temps, Spiegelglass, l'organisateur de l'assassinat de Reiss, de retour à Moscou fut immédiatement exécuté. Le sinistre Orlov (Felbine), bourreau de l'Espagne révolutionnaire, lui, comprit ce qui l'attendait : il s'enfuit au Canada, puis obtint l'asile des États-Unis, où il livra une grande partie de ses secrets. Reste de conscience politique, il envoya une lettre anonyme à Trotsky l'informant qu'il y avait un agent du NKVD infiltré dans leur direction, du nom de Mark. Malheureusement, un fâcheux concours de circonstances ne permit pas le démasquage de Zborovski. Trotsky écrivit à Cannon de demander aux Français d'enquêter. Il semble que cela ne leur soit pas parvenu.

On est surpris que la plupart des cadres soviétiques qui assistaient de l'extérieur à la logique infernale de ce système soient rentrés en URSS quand ils y furent rappelés, comme soumis à une sorte de fascination politique. Ce fut le cas de presque tous les ambassadeurs. Il semble bien qu'avec Barmine, seul Raskolnikov, ambassadeur à Sofia, n'obéit pas à son rappel alors qu'il était en France et, comme Reiss, écrivit à Staline une longue lettre de dénonciation qu'il envoya aussi à la presse française, laquelle ne semble pas lui avoir donné une grande audience. Il tomba d'une fenêtre en 1939, comme Krivitsky bientôt après.

À la fin septembre avaient été expédiés les derniers hauts cadres qui avaient échappé aux procès, à la fois Rouzoutak, Krylenko, Dybenko, Pianitsky et Knorine, plus le général Alkis et l'amiral Orlov. En novembre, une réunion spéciale des Jeunesses communistes (Komsomols) eut lieu en présence de Staline, Molotov, Malenkov, Kaganovich, Andreïev, Chkiriatov et Jdanov, se termina par l'exclusion des cinq secrétaires, dont Kossarev, vieux bolchevik mis là par Staline lui-même, et qui sera fusillé. Dans les jours suivants, 77 des 93 membres de ce Comité central étaient arrêtés, dont 48 furent fusillés. En fait, ces « jeunes » cadres avaient la quarantaine et appartenaient donc à la génération à détruire.

L'année se termina par le remplacement de Iejov par Beria, qui lui avait été donné peu avant comme adjoint. Iejov avait « demandé à être déchargé de ses fonctions », selon la *Pravda*. Il allait être arrêté au début de 1939 pour « tentative de meurtre sur la personne de Staline dans le but de s'emparer du pouvoir », puis disparut sans laisser de trace. Staline montrait ainsi qu'était puni le vrai responsable de toutes les monstruosités de la Grande Terreur.

Autre geste de mansuétude, il fit libérer le fils du grand Sverdlov, Andrei, avec information à sa mère que les responsables de son arrestation allaient être sévèrement punis. Ignora-t-elle que ce fils indigne était devenu un agent du NKVD, auquel Anna Boukharina aura affaire, et qu'elle traita par le mépris ?

En même temps était institué le livret de travail obligatoire, empêchant tout déplacement libre des travailleurs sans autorisation policière.

Derrière les manifestations publiques de la fin de la terreur, celle-ci va continuer sans la moindre publicité. S'il avait fallu les aveux publics les plus honteux des héros de la Révolution pour que leur condamnation ait quelque apparence de légalité, après eux la masse de l'avant-garde, dont les noms étaient inconnus du monde, pouvait être liquidée dans l'obscurité, en même temps que les innombrables « ennemis du peuple » de toutes les couches de la société.

La Révolution n'avait pas interdit les cultes, mais elle leur avait fait une guerre idéologique et avait limité les possessions des églises. Staline fit détruire les églises et temples par centaines, y compris des monuments de haute valeur archéologique. Prêtres et moines furent déportés en grand nombre. Les koulaks dont les peines étaient achevées furent laissés en déportation. On rafla les marginaux, chômeurs, paysans sans terre, et les enfants abandonnés qui furent également déportés. D'après les chiffres rendus officiels en 1957, il y avait eu, en 1938, 328 618 fusillés.

La dictature devait être assurée par une idéologie. L'intelligentsia, en particulier celle des historiens, étant exterminée ou soumise, parut sous le nom de Staline le *Précis d'histoire du parti bolchevik*, qu'il avait fait écrire sous son étroit contrôle par trois rédacteurs (dont l'un, Korine, fut fusillé avant publication), et qui, remplaçant explicitement tous les ouvrages antérieurs, fut traduit en 66 langues, eut un tirage global de 43 millions d'exemplaires, et ainsi put écraser les pauvres tirages et éditions des ouvrages de Trotsky et de tous les antistaliniens.

1939 – L'année du tournant politique à 180°

Le 25 janvier 1939, les troupes franquistes entrèrent à Barcelone. Le misérable gouvernement bourgeois stalinien s'enfuit en emportant une légalité fantôme, et fut reçu comme tel en France, puis au Mexique. Mais dès le 27 février, la France et l'Empire britannique reconnaissaient l'État espagnol de Franco (Le maréchal Pétain y devenant ambassadeur de la République française). Cela alors que Madrid ne tombait que le 28 mars, et que Franco allait en même temps adhérer au pacte anti-Komintern.

Quant aux survivants de la révolution écrasée, anarchistes et poumistes, ainsi qu'une partie de la population, qui purent s'enfuir, ils trouvèrent au-delà de la frontière l'accueil démocratique de camps de concentration, gardés par des gendarmes, dont le plus sinistre fut celui d'Argelès, et même des prisons pour des femmes.

Toutefois, toutes les organisations staliniennes réussirent à en tirer les leurs. Les dirigeants qui furent reçus en URSS furent conservés aux fins d'usage ultérieur, tandis que les Espagnols furent bientôt acceptés au Mexique avec les Mexicains. Ceux-ci furent immédiatement requis pour exiger, dans la foulée du congrès du parti communiste mexicain, l'expulsion de Trotsky, qui se trouva contraint de reconstituer une section mexicaine de la IVe Internationale après la démission de Diego Rivera qui en avait été la tête symbolique. Un autre éminent peintre fresquiste revenait d'Espagne, en compagnie du général Felix Guerrero Mejia : David Alfaro Siqueiros. Il fut sans délai engagé dans un groupe de tueurs chargé d'en finir avec Trotsky.

Staline était pressé, car il craignait que le tournant qu'il préparait ne donne des chances, hors d'URSS, à cette minuscule IVe Internationale qui venait d'être fondée. Il était loin de partager le mépris que manifestaient pour elle, non seulement le monde bourgeois mais la majorité des membres des oppositions regroupées par Trotsky depuis son exil. En revanche, il pensait – et malheureusement avec raison – qu'aucun dirigeant autre que Trotsky n'était capable d'utiliser ces chances. En URSS même, il ne lui restait plus qu'à achever l'écrasement des plus minimes possibilités d'opposition en même temps que l'opération de désorientation de la population.

Le 1er février, dans un rapport de préparation au 18e Congrès du PCUS, un de ses dirigeants, la veille encore inconnu, Jdanov, dénonçait les excès de l'épuration. Par un raffinement suprême, Staline réunit un nouveau plénum du Comité central pour examiner et condamner les excès et abus du NKVD, sur lesquels Beria avait entrepris une enquête.

Ceux qui crurent que c'était le signal de la fin de la terreur le payèrent cher. L'appel à l'autocritique et à la critique – qui naturellement ne concernait pas Staline – entraîna un assaut d'accusations mutuelles et permit à Staline de faire tomber encore quelques têtes. Le plus naïf et imprudent fut Kaminsky, commissaire du peuple à la Santé, qui, sans doute poussé, rappela contre Beria la fameuse accusation d'avoir été agent double, et en fait espion des Anglais. Le malheureux allait disparaître sans laisser de trace. Mais n'avait-il pas signé le certificat de décès « pour cause naturelle » d'Ordjonikidzé, Un tel service rendu à Staline valait condamnation à mort.

C'était la fin de la « Ejovtchina ». Cela n'empêcha pas que le 9 et le 10 ait lieu une série d'exécutions, dont celle de l'amiral Mouklévitch et celle de Beloborodov, vieux bolchevik et membre de l'Opposition jusqu'en 1929, liquidations couvertes par celles, entre le 23 et le 26, des anciens hiérarques staliniens Kossior, Tchoubar, Postychev, l'amiral Egorov, et de Kossarev. C'était au tour des premiers partisans de Staline d'être éliminés, de tous ceux auxquels il avait fait porter sa

politique depuis dix ans. En mai, Litvinov fut seulement remplacé par Molotov au commissariat des Affaires étrangères.

Le 18e Congrès de PCUS eut lieu du 10 au 21 mars. La lecture de son compte rendu permit à Trotsky d'annoncer que le discours de Staline laissait entrevoir des ouvertures en direction de l'Allemagne hitlérienne, dont la Wehrmacht entrait en Tchécoslovaquie. Le 15, Hitler était à Prague. La Slovaquie s'était déclarée indépendante. Le 21, Memel, perdue par la Prusse après la Première Guerre mondiale, était annexée au Reich. Du coup, Chamberlain annonça que la Grande-Bretagne garantissait la Pologne. Mais, le 3 avril, le général Keitel signait un ordre à la Wehrmacht d'être prête à attaquer cette Pologne le 1er octobre. Le 7, l'armée italienne entra en Albanie et, le 13, proclama son annexion. Le 28, la Grande-Bretagne rétablit le service militaire obligatoire. À Milan, le 20 mai, fut conclu le Pacte d'Acier germano-italien. Toutes les conditions de la Seconde Guerre mondiale étaient posées. Mais pas encore les positions de tous les belligérants.

Trotsky, dans son *Énigme de l'URSS* du 21 juin, dénonçait la politique des Conservateurs de Grande-Bretagne, ces myopes qui craignaient plus les « bolcheviks » que les nazis, et étaient décidés à « laisser les mains libres à l'Allemagne vers l'Est ». Il leur apprenait que « dès les premiers jours du régime national-socialiste, Staline a systématiquement et avec persévérance manifesté qu'il était prêt à l'amitié avec Hitler ». Il n'expliquait pas que Hitler avait longtemps méprisé ces appels du pied, se contentant d'en profiter sur le plan économique, mais seulement que « Hitler comptait sur l'instabilité du régime de Staline. Quelques défaites sérieuses de l'Armée rouge, pense-t-il, vont suffire à faire tomber le gouvernement du Kremlin ». Le 28 juillet, dans une interview à un journaliste américain, parue sous le titre « À la veille de la Seconde Guerre mondiale », il fournissait une analyse parfaite de la situation militaire de l'URSS, face à ce conflit : « La puissance militaire de la Russie soviétique, ou mieux la situation militaire en Russie soviétique, est contradictoire. D'un côté, nous avons une population de 170 millions d'habitants éveillés par la plus grande révolution de l'histoire, avec une énergie naturelle, beaucoup de dynamisme, et une industrie de guerre plus ou moins développée. D'un autre côté, nous avons un régime politique qui paralyse toutes les forces de cette nouvelle société. Qui l'emportera de ces forces contradictoires. Je ne peux le prédire. » Il ne manquait que la possibilité de la dialectique de ces forces contradictoires pour avoir le secret de la victoire finale de l'URSS dans la guerre qui venait.

Le 12 août s'ouvrit à Moscou une discussion franco-britannico-soviétique, pour un accord militaire. Staline la fit échouer en posant la question d'un droit de passage de l'Armée rouge en Pologne. Le 23, Von Ribbentrop arriva à son tour et, sans hésitation, fut signé un pacte germano-soviétique, dont certains articles ainsi qu'un protocole joint restaient secrets.

Comment le communisme mondial allait-il réagir à une telle monstruosité ? Cette alliance n'était-elle pas la réalisation du crime dont on avait accusé calomnieusement toute la vieille garde de la

Révolution avant de la massacrer ? Trotsky, qui l'avait prévue, espérait, comme il l'exprima dans son article « Staline intendant de Hitler », que les partis communistes dénonceraient la trahison du Kremlin, et que la bureaucratie s'en effondrerait. Cela manifestait sa méconnaissance de l'étendue des mesures que Staline avait prises, aux fins mêmes de ce tournant, pour assurer son pouvoir absolu, pour juguler toute la bureaucratie, et priver les masses de toute direction révolutionnaire possible. Ne connaissant pas les aspects secrets du pacte et de ses protocoles, Trotsky sous-estimait l'ampleur de la trahison. Le 4 septembre, dans une étude titrée « Le Pacte germano-soviétique », il expliquait que, « pour attaquer la Pologne et pour faire la guerre à la Grande-Bretagne et à la France, Hitler avait besoin de la neutralité "amicale" de l'URSS, plus des matières premières soviétiques ». Mais il se trompait en poursuivant : « Le pacte germano-soviétique est une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste avec l'objectif de sauver l'oligarchie soviétique. » Il connaissait pourtant les limites intellectuelles de Staline, son ignorance du monde, mais ne pouvait imaginer l'immensité de sa mégalomanie combinée à l'application, en politique mondiale, des ruses de truand de cabaret. Staline n'avait pas peur. Selon Khrouchtchev, il n'avait jamais été aussi assuré de ses succès : le pacte allait lui permettre d'achever sa reconstitution de l'empire des tsars sans protestations occidentales, comme Hitler avait constitué sans coup férir un Empire germanique qui n'avait jamais existé, puis attendre l'anéantissement des deux autres protagonistes.

Quant aux partis communistes, ils perdirent en effet des quantités de militants. Mais leurs directions étaient à un tel point bureaucratisées, et n'ayant d'existence matérielle et politique que par leur lien avec Moscou, qu'ils acceptèrent et firent passer les explications (d'ailleurs contradictoires) justifiant un tel pacte, tandis que les éléments de direction qui rompirent furent exclus sous des accusations calomniatrices, du type « procès de Moscou ». Ceux-ci, eux-mêmes formés à l'école stalinienne, ne rejoignirent pas les rangs révolutionnaires.

Et, paradoxalement, c'est la IVe Internationale qui allait souffrir le plus de l'apparition sur l'arène mondiale du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme. Une forte minorité aux États-Unis, dirigée par un certain Burnham, ainsi que plusieurs groupes et de nombreux militants, y compris d'anciens du Komintern, mirent en doute ou rejetèrent la théorie dialectique de Trotsky d'un « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », qui tenait compte de la contradiction entre la conquête révolutionnaire de tout le système de production et d'un pouvoir sans base sociale. Ses adversaires improvisèrent des variantes de deux théories : celle d'une bureaucratie devenue bourgeoisie d'un capitalisme d'État, et celle d'une nouvelle classe dominante, non prévue par le marxisme, sinon comme celle de l'issue de la nouvelle barbarie. La IVe Internationale allait être longuement divisée par ce problème ?

Le 1er septembre 1939, avec un mois d'avance sur son annonce, la Wehrmacht attaqua la Pologne. La France décréta la mobilisation générale et, le 3, déclara, avec la Grande-Bretagne, la guerre à l'Allemagne, alors qu'elles n'y étaient pas préparées, sinon à une défensive sur les énormes forteresses de la ligne Maginot, qui s'arrêtait à la frontière belge. Le 17, c'est l'Armée rouge qui entrait à son tour en Pologne. Le 21 elle était à Lvov. Le 28, la Wehrmacht était à Varsovie. À la fin du mois, un nouvel accord germano-soviétique, avec des protocoles secrets, délimitait les « zones d'intérêts respectives ». En octobre, la Lettonie et la Lituanie se trouvaient obligées de conclure un pacte de cession de bases à l'URSS. Le 3 novembre, les régions d'Ukraine et de Biélorussie, annexées par la Pologne à la fin de la Première Guerre mondiale, l'étaient maintenant par l'URSS qui y décréta la réforme agraire.

Le 9, le gouvernement soviétique adressa au gouvernement finlandais un ultimatum de dénonciation du pacte de non-agression entre les deux pays. Mannerheim demanda des négociations, qui échouèrent le 13 et, le 27, l'Armée rouge attaqua la Finlande sur trois points de la longue frontière séparant les deux pays, démontrant ainsi que cette offensive était préparée de longue date. Le front sud visait Helsinki qui subit immédiatement un grand bombardement ; le deuxième était destiné à couper la Finlande en deux en atteignant le fond du golfe la séparant de la Suède ; le troisième, au Nord, tendait à s'emparer de Carélie. Cette guerre dura du 11 novembre au 31 décembre.

Ce fut un désastre total pour l'URSS. La situation de la Finlande s'était transformée depuis les onze ans de l'écrasement du mouvement ouvrier révolutionnaire. Mannerheim avait été un dictateur intelligent. Il avait réussi, grâce à la situation économique d'un pays qui avait été le plus avancé de l'empire des tsars, à souder une large base petite-bourgeoise et paysanne dans son patriotisme antirusse, et s'était préparé soigneusement à une guerre défensive. Inversement, l'Armée rouge n'était préparée en rien à une guerre d'hiver qui, dans le Nord, eut lieu par un froid de moins 40°, dans des forêts où les soldats finlandais, habitués au climat et combattant en skis, abattaient les soldats russes comme des lapins. Le front sud se heurta à la « Ligne Mannerheim » fortement fortifiée et ne put avancer. Seul le front central réussit une percée mais subit vite une contre-attaque en tenaille nord-sud. Le bilan fut de 27 500 hommes tués pour l'Armée rouge (contre dix fois moins de Finlandais en tués et blessés), 1 600 prisonniers et la perte de 80 chars et 70 canons. La leçon allait être tirée par Staline ? Nous savons qu'elle ne le fut pas.

Misérables furent les réactions occidentales : Roosevelt appela à l'« embargo moral » contre l'URSS, et la Société des Nations déclara l'URSS exclue en tant qu'agresseur.

Trotsky, lui, expliqua la politique des Alliés en rappelant le mot qu'avait eu en août l'ambassadeur de France en Allemagne, Coulondre, parlant à Hitler : « J'aurais également peur que le résultat de la guerre soit qu'il n'y ait qu'un seul vainqueur : monsieur Trotsky. » C'était là exprimer une peur qu'il croyait commune de la révolution. Il croyait parler à un nationaliste, alors qu'il s'adressait à

un fou qui, devenu maître absolu de son IIIe Reich, comme Staline l'était de l'URSS, visait à un empire universel, et poursuivait ses buts étape par étape. Sa frontière du moment étant, à l'Est, celle qu'il avait avec l'URSS, il était évident qu'il allait porter ses coups suivants à l'Ouest, voire au Sud ou au Nord, pour avoir les mains libres pour se retourner contre l'Est. Et c'est encore Trotsky, lui qui allait mourir avant qu'elle commence, qui prévoyait ce qui allait être cette guerre mondiale : « Quand le moment viendra d'entreprendre une grande guerre entre l'Allemagne et l'URSS, la question de savoir à partir de quel méridien la bataille s'engagera n'aura qu'une importance secondaire. […] Seule une nouvelle coalition mondiale peut écraser l'armée allemande dans une guerre aux proportions inouïes. »

Staline, lui, voyait l'avenir avec tranquillité. Cette année, il n'y eut que 4 201 fusillés, et il en sera à peu près de même en 1940. En revanche, les déportations continuèrent et continueront jusqu'à sa mort.

1940 - La contre-révolution accomplie

L'Armée rouge battue en Finlande, Staline n'avait pas demandé la paix. Et, bien que le 5 février le conseil des Alliés réuni à Paris ait décidé d'aider la Finlande en hommes et en armes, c'est Mannerheim qui, en mars, demanda un armistice à l'URSS. Le 8, les négociations commencèrent et la paix fut conclue le 12. Le dictateur eut même l'intelligence politique de céder à l'URSS un bout de Carélie, qui devint la République socialiste soviétique Carélo-finnoise. L'honneur stalinien ainsi sauvé, le 29, Molotov fit un discours conciliant à l'égard des « démocraties occidentales ».

Le 18, Hitler et Mussolini s'étaient rencontrés sur le Brenner. Le 9 avril, la Wehrmacht envahissait la Norvège et le Danemark. Le gouvernement soviétique fit savoir qu'il approuvait cette « mesure défensive ».

Début mai, des troupes alliées débarquèrent en Norvège, mais furent rapidement obligées de rembarquer. Le 10, c'était l'attaque contre les Pays-Bas et la Belgique. Le 13, Rotterdam tombait (Sneevliet y fut assassiné). Le 27, le roi des Belges capitulait. La ligne Maginot était tournée. La Grande-Bretagne changeait de Premier ministre : Churchill à la place de Chamberlain. En France, le gouvernement Raynaud s'adjoignait un vice-président : le maréchal Pétain ! Et le général Weygand prenait la tête de l'armée française. Ces vainqueurs de 1918 étaient bien les sauveurs nécessaires !

En manière de préparation, on interdit le PCF et les organisations trotskystes. Une douzaine de militants du minuscule PCI des frères Molinier furent arrêtés et condamnés. Les troupes blindées allemandes pratiquant la guerre éclair entrèrent en France en juin et furent peu de temps arrêtées à Dunkerque, où elles cernèrent des forces françaises et britanniques importantes. La marine anglaise parvint à tirer les siens de ce guêpier ; les troupes françaises furent faites prisonnières. Ce fut en ce plein début de l'invasion que Paul Raynaud découvrit que la France avait eu aussi un théoricien de la guerre moderne avec des chars, un certain colonel de Gaulle, qui fut d'emblée nommé général

et sous-secrétaire d'État à la guerre. Mesures dérisoires : l'invasion dispersa une armée en déroute, dont plus d'un million de soldats furent faits prisonniers. Elle fut plus rapide que la fuite de toute une population en un exode vain. Weygand proclama Paris ville ouverte.

Le 10 juin, l'Italie était entrée en guerre avec la France. C'est Hitler lui-même qui insista auprès de Mussolini pour qu'il limite ses revendications territoriales. Le 12, Pétain et Weygand demandaient l'armistice. Le 14, la Wehrmacht entrait dans Paris. La IIIe République française disparaissait le 16, laissant la place au maréchal Pétain, porté par une conspiration unissant la vieille droite catholique et conservatrice, forte du gros de son corps d'officiers, et la mouvance fasciste qui formèrent un gouvernement, lequel devint bientôt un « État français ».

Passé en Angleterre le 17, le général de Gaulle lançait son Appel du 18 juin, base de la proclamation d'un gouvernement français en exil. L'armistice fut une capitulation dictée par le vainqueur. La France non occupée des régions agricoles eut Vichy comme capitale ridicule de cet État français, dont Pétain fut le Chef symbolique et impuissant dictateur, flanqué de ministres pronazis dont le principal était Pierre Laval, lequel annonça une « révolution nationale ». Cet État était cerné par le « protectorat » de la France occupée, qu'une large bande de territoire soudait, au Sud, à l'Espagne « neutre » de Franco, au Nord et à l'Est par les possessions allemandes, la Suisse neutre et l'Italie fasciste. L'Alsace et la Lorraine redevenaient provinces du Reich. Pendant un an, Hitler fut assuré de la tranquillité de cette France, où le pouvoir était à ses ordres, et où son alliance avec Staline lui garantissait la neutralité bienveillante du Parti communiste, lequel découvrait que l'ennemi numéro un était l'impérialisme anglo-américain, et qui quémandait aux autorités d'occupation le droit de parution de leur journal du soir.

La France étant ainsi passée à l'ennemi, la flotte britannique en profita pour canonner et couler, le 3 juillet, celle de la France dont une grande partie était regroupée à Mers-el-Kebir (tuant du même coup plus d'un millier de marins français). Le 8 commencèrent les bombardements allemands sur l'Angleterre. Mais là, Hitler allait rencontrer son premier échec. Malgré les progrès de la technique militaire, la mer restait la meilleure des fortifications. Pas plus que Napoléon, il ne put passer le « détroit ».

Sans pertes humaines, Staline transformait le 21 juillet la Lettonie et la Lituanie en républiques soviétiques ; le 22, ce fut le tour de l'Estonie. Puis il lança un ultimatum à la Roumanie, et l'Armée rouge y entra le 28. La Bessarabie et la Bukovine du Nord devinrent le 2 août la République socialiste soviétique de Moldavie. Enfin, du 3 au 6 août, il y eut « admission » des républiques baltes dans l'URSS.

Finlande exceptée pour l'instant, l'empire des tsars était reconstruit. Il était en paix, tandis que, si Hitler avait pu s'emparer sans grandes pertes de tout le Nord et l'Ouest de l'Europe continentale, il allait en être autrement avec son Sud, et avec les réactions inévitables des Anglo-Américains qui avaient le temps pour eux. Staline n'avait plus qu'à attendre leur commune destruction. Sa confiance en Hitler était

totale, d'autant plus que celui-ci avait besoin du pétrole qu'il lui livrait en bon allié. L'homme de ruse et de matérialisme simpliste méconnaissait ce qu'était Hitler, à savoir un fou mégalomaniaque qui, contre l'avis de son haut état-major, se préparait déjà à réussir ce que Napoléon avait manqué, puisque la Russie s'était désarmée elle-même et qu'il maîtrisait la guerre éclair.

Il restait cependant à Staline un dernier adversaire qu'il craignait finalement plus que tous les autres : Trotsky, qui restait vivant et qui, bien qu'enfermé dans sa maison de Coyoacan transformée en forteresse, n'en continuait pas moins, avec sa hauteur de vue historique, à dominer les événements et à accumuler livres et articles, armement politique et théorique qui frappait l'ennemi et préparait l'avenir. Certes, les déconvenues et crises ne cessaient de secouer sa nouvelle Internationale : ruptures politiques et désertions se poursuivaient. Mais si certaines étaient douloureuses, d'autres l'épuraient d'anciens usés, d'éléments qui n'avaient été attirés vers lui que par son éclat et n'avaient nulle consistance, enfin de révisionnistes en tout genre. En revanche, des sections de jeunes se formaient, et sa confiance en le renouvellement des forces était totale. Il avait prévu que la guerre serait une épreuve et comptait sur ceux qui y tiendraient et y viendraient dans le feu. Il savait aussi que les assassins étaient autour de lui et qu'il devait se hâter.

Étant donné la protection officielle dont jouissait Trotsky, et les rapports du gouvernement mexicain avec l'URSS, l'état-major des tueurs du NKVD assemblés là ne pouvait agir eux-mêmes. Il fallait que la signature de l'assassinat soit brouillée. Les hurlements de haine qui venaient du Parti communiste mexicain, des exilés de la guerre d'Espagne, de la presse et des organisations manipulées annonçaient que l'action allait venir d'eux. La première eut lieu le 24 mai. On ne sut jamais pourquoi le militant de garde cette nuit, Sheldon Harte, jeune militant du SWP, la section américaine de la IVe Internationale, ouvrit la porte au commando de tueurs. Sans doute connaissait-il favorablement celui qui se présenta d'abord. Nombreux furent ceux qui pensèrent qu'il était lui-même un agent stalinien infiltré. Une fusillade nourrie frappa les chambres de la famille. Opération de non-professionnels, elle rata. Il n'y eut pas de morts. Trotsky et son petit-fils Sieva, couchés par terre derrière un lit, ne furent même pas blessés. La police mexicaine enquêta et n'eut aucun mal à découvrir le chef du commando, le peintre Siqueiros, qui s'enfuit. Quant à Sheldon Harte, on le retrouva assassiné.

Cet échec rendait impossible une répétition d'un tel assaut. Mais Staline disposait maintenant d'un maître terroriste que lui avait fourni Beria, et de grand avenir, nommé Soudoplatov. C'est lui qui organisa une opération très savante. Il avait parmi ses agents un certain Mercader et sa mère, qui avaient eu une activité en Espagne. C'était un bel homme. Transformé en homme d'affaires belge du nom de Mornard, il n'eut aucun mal à séduire une jeune militante française pas trop belle, Sylvia Ageloff, et manifesta auprès d'elle une parfaite indifférence pour la politique. Au bout d'un certain temps, ses affaires l'appelèrent aux États-Unis. De là au Mexique, il n'y avait qu'un pas

pour le couple, et Sylvia d'y entraîner Mornard qu'elle s'efforçait de politiser. Il n'y montrait pas beaucoup d'enthousiasme, mais il était serviable et entra ainsi dans la forteresse. C'est ainsi qu'il se trouva conduire à l'aéroport le couple Rosmer de retour en France. Il se laissa tout de même persuader d'écrire une étude qu'il vint soumettre à Trotsky le 20 août. Il portait, malgré la grande chaleur, un imperméable sous lequel il cachait un piolet, avec lequel il fracassa le crâne génial.

Il fallut du temps pour découvrir sa véritable identité, bien qu'il ait été assez vite reconnu par des militants de la guerre d'Espagne exilés. Bien entendu, il tenta de se faire passer pour un trotskyste dessillé. Condamné, il vécut sa peine sans rien avouer, avec le plus grand confort pénitentiaire possible, corrompant même ses gardiens et faisant sa loi parmi ses codétenus, ainsi que, dans ses *Carnets*, le raconte Victor Serge qui l'y vit. Son silence lui valut, non seulement de n'être pas fusillé après sa libération, mais même de devenir héros de l'URSS.

L'assassinat de celui dont Lénine avait dit que, sans lui comme sans lui-même, la Révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu, mettait le point final à la contre-révolution. Pour parfaire cette victoire, Staline fit exécuter tous les déportés dont le dossier portait la lettre T, dont un grand nombre n'avait appartenu à aucune des Oppositions. Le peu qui en réchappèrent le durent à la gabegie spécifique des camps staliniens, ou, comme Varlam Chalamov, qui lui aussi n'avait pas été trotskyste au sens strict du mot, et grâce à un responsable de camp qui eut le courage de faire sauter la lettre fatidique de son dossier.

Le 17 juin, Trotsky avait eu le temps d'écrire, à propos du bilan de Hitler : « Ses victoires à l'Ouest ne sont que la préparation à une gigantesque marche vers l'Est. » Il ajoutait que la guerre de Finlande venait de montrer à Hitler une « Armée rouge décapitée et démoralisée. Encore une fois, Staline a démontré sa faiblesse au monde entier. Dans sa marche prochaine contre l'URSS, Hitler aura le soutien du Japon ». Démontrant une dernière fois sa capacité prodigieuse de prévision, basée sur sa parfaite connaissance des êtres et de la marche du monde, il avait terminé en écrivant : « Il est possible que Staline, dupeur dupé, soit forcé de faire une nouvelle volte-face en politique étrangère. »

Outre la désastreuse situation militaire, quel était le bilan d'ensemble de l'URSS en cette fin de 1940 ?

Un bilan de la population aboutit à trouver 167 millions d'habitants contre 170 500 000 en 1939. Staline se fâcha contre Molotov, responsable du recensement, et remit les choses en état en ajoutant trois millions de déportés, morts compris. Puis il punit Molotov à sa façon, via sa femme Paulina, qui, juive, était une victime désignée de l'antisémite qu'il était. Il commença par la nommer commissaire à la Pêche, devenant ainsi la seule femme commissaire du peuple. Mais bientôt le Bureau politique l'accusa d'irréflexion et de légèreté dans ses fréquentations, et d'un entourage d'espions. Elle tomba de ce fait dans les mains du NKVD qui porta l'accusation au sabotage et à

l'espionnage. Staline n'avait plus qu'à examiner le dossier et rejeter l'accusation. C'est de cette manière qu'il tint sans cesse Molotov, et tint de même ses plus proches collaborateurs tels Andreïev, Proskrebychev et même Vorochilov, sur lesquels il tenait des dossiers.

Ainsi, après avoir liquidé tous les bolcheviks survivants de la fondation du parti, toute son avant-garde, tous les dirigeants de la Révolution et les vainqueurs de la guerre contre le monde entier, il passa à la liquidation de leurs proches, leurs femmes, leurs parents, leurs enfants, leurs collatéraux, leurs collaborateurs. Les épouses en particulier furent l'objet de tous ses soins. Anna Boukharina, la survivante, nous apprend comment se trouvèrent réunies dans le camp, parmi d'autres, de Tomsk, 4 000 environ de ces « femmes de traîtres », et de fait, traîtres elles-mêmes, gardées par des brutes illettrées, qui ne connaissaient de dirigeants de la Révolution que Lénine, et Trotsky, le traître suprême, et qui, de ce fait, les soumettaient aux pires traitements, dont l'appel quotidien, debout par moins 40°, et aux vexations et sanctions. Anna Larina retrouva là les femmes de Toukhatchevsky, Gavarnik, Ouborevitch, qui en sortirent pour être fusillées ; d'autres dont elle ne connut pas le sort, telles les femmes de Bela Kun et de Iakir, ainsi que de son frère cadet. La plupart de ces femmes étaient celles de dirigeants de partis, de soviets et de républiques fédérées. Puis venaient les épouses de simples kolkhoziens, de présidents de soviets, enfin de fonctionnaires du NKVD qui avaient travaillé sous Iagoda. La haute conscience de ces femmes les conduisit à la solidarité et à l'organisation de la résistance. Aussi, celles qui ne furent pas fusillées furent-elles l'objet de sorts différents. Pour Anna Boukharina, ce fut l'alternance de cachots souterrains, de camps vivables, puis de retour à la prison avant retour à d'autres camps. Son enfant lui avait été enlevé. Il devint adulte et ne sut de qui il était le fils qu'après la déstalinisation. Nul témoin, nul proche ou ami ne devait survivre pour revenir sur l'histoire corrigée, mais, comme il en va de tous les génocides, ce massacre ne put être absolu.

Staline n'oublia pas, dans les éliminations nécessaires à la solidité de son mythe, ceux qui avaient trop bien connu son passé et l'appelaient Koba. Sa propre famille ne fut pas exclue de ses répressions. Sa liquidation des liquidateurs lui était imposée à la fois par une tentative illusoire d'effacer les traces de sa responsabilité dans leurs atrocités, et par la nécessité de faire vivre leurs survivants et successeurs dans la terreur. Il allait y réussir pour des décennies, où toutes les démystifications du personnage, par les éditions des œuvres de Trotsky et les innombrables écrits de la IVe Internationale, par les samizdats des dissidents et par les biographies, dont celles de Deutscher puis de Pierre Broué, restèrent de peu d'écho. Ni les successives « déstalinisations », à partir de celle de Khrouchtchev, ni l'impitoyable *Stalinisme* de Roy Medvedev, ne troublèrent le monde de la guerre froide.

L'implosion de l'URSS et une première ouverture des archives soviétiques permirent à Jean-Jacques Marie d'écrire un dernier *Staline* dissipant les dernières zones d'ombre sur le personnage, rectifiant des

dates, comblant quelques trous de sa biographie, mais confirmant l'essentiel qui nous avait été révélé de longue date par les précédents : en résumé que le bolchevisme fut, pour l'aventurier sans scrupule, doué d'une énergie farouche et d'une intelligence rusée, armé de rudiments de marxisme, être double, qui réussit si bien à dissimuler sa personnalité réelle qu'il parvint s'installer jusqu'à la direction du parti de la révolution, grâce au caractère chaotique de cette période.

En dernier lieu, il lui avait fallu faire une large saignée des bolcheviks, vieux comme récents, qui avaient cru qu'il représentait la bonne voie de la révolution, qui avaient toujours bien voté, n'avaient jamais frôlé une opposition, et qui, de ce fait, ne comprirent rien quand ils se virent accusés de conspiration terroriste trotskyste et se mirent à vivre dans un permanent vertige. *Le Vertige* fut d'ailleurs le mot que choisit Evguénia Guinzbourg pour titre de ses souvenirs de déportée, qui arriva en camp en se disant encore que Staline ne devait pas savoir ce qui se passait, et qui refusait le contact avec les trotskystes, eux assurément condamnés « à juste titre ».

Plus de la moitié des victimes de la Grande Terreur fut composée par des centaines de milliers de simples adhérents du Parti. Le recrutement dans le Parti avait été suspendu en 1933. Il reprit le 1er novembre 1936. Entre cette date et mars 1939, des centaines de milliers de gens, qui n'étaient même pas stagiaires en 1934, entrèrent dans le Parti.

Cette mutation du contenu, sous une forme en apparence inchangée, fut le plus grand succès de Staline. Le parti, déjà devenu machine pyramidale hiérarchisée du haut vers le bas, fut désormais une simple machine humaine sous le contrôle strict du NKVD. La moindre contestation de l'inférieur vis-à-vis du supérieur était sanctionnée au gré d'un arbitraire qui dépendait de ce degré supérieur, et cela en chaîne. Mais inversement cette immense base sociale était privilégiée et dominait le reste de la population. Hors Parti, toutes les couches de la société furent soumises par la terreur à l'ordre contre-révolutionnaire

La brillante intelligentsia russe, qui avait trouvé dans la révolution le climat de liberté nécessaire aussi bien à la recherche scientifique qu'à la création, fut soumise à l'idéologie de l'inculte, au méprisant ennemi des intellectuels qu'était Staline, qui réduisit l'art et la littérature à des décennies de la pire misère. Comme nous l'avons vu pour les chercheurs de sciences touchant à l'armement moderne, tous les physiciens furent déclarés « idéalistes » et « colporteurs d'idées ennemies ». La plupart d'entre eux furent arrêtés. M.P. Bronstein, chercheur en physique théorique, A.A. Vitt, un des fondateurs de l'école soviétique d'oscillations non linéaires, I.A. Kroutkov, V. K Frederiks, S.P. Choubine et I.N. Spilrein furent exécutés. Il y eut quelques exceptions parmi les sommets de ces sciences « bourgeoises » : ainsi, le physicien Kapitsa, qui obtint même de Staline – caprice de tyran ? – la libération de son collègue Lev Landau. Ceux qui avaient été déportés sortirent de camp et furent sauvés de la mort quand Soudoplatov, le second de Beria, apprit à

Staline que la physique nucléaire « antimatérialiste » pouvait tout de même servir à fabriquer des bombes.

Une épuration semblable eut lieu pour les chercheurs en génétique, cette science étant, elle aussi, déclarée bourgeoise. N.P. Gorbounov, le secrétaire de l'Académie des sciences, ancien secrétaire de Lénine, G.I. Kroumine, directeur de la *Grande Encyclopédie soviétique*, et les membres de l'École de mathématiques de Moscou, à l'exception d'un seul, furent déclarés bourgeois, donc réactionnaires. Au total, 700 environ des chercheurs furent arrêtés.

Dès 1936, Staline avait réglé les débats littéraires et artistiques à sa manière. Bien entendu, ce fut d'abord Pilniak, qui paya son *Conte de la Lune non éteinte,* dix ans après sa parution. Jusqu'à 1939, plus de 600 membres de l'Union des écrivains, soit un tiers de la totalité, furent arrêtés. Babel, dont Vorochilov n'avait pas oublié le réalisme de sa *Cavalerie rouge* (il ignora son *Journal de guerre*, dénonciation bien plus terrible), en reçut la critique, en cette dernière année, par la prison, où il mourut en 1941. Le 21 juin, Meyerhold fut arrêté et son théâtre fut fermé. Peintres, musiciens, architectes, gens de cinéma connurent des purges de mêmes proportions. Toute trace d'art « bourgeois contre-révolutionnaire » disparut pour laisser place au « réalisme socialiste » qui ne laissa nul tableau et nul roman à la postérité, à l'exception de Cholokhov, plagiaire, en son *Don paisible*, du manuscrit retrouvé par lui d'un Cosaque contre-révolutionnaire. L'énorme succès de ce livre fit de lui un ami de Staline, à qui il osa dénoncer des arrestations et des tortures d'innocents. Staline l'invita, le saoula, puis lui soumit des aveux irréfutables. Les quelques écrivains qui parvinrent à être édités, en général non sans mal, sans se soumettre absolument au réalisme socialiste, tels Pasternak et Boulgakov, furent des cas exceptionnels qui d'ailleurs durent garder une partie de leur œuvre dans leur tiroir.

Au-delà, ce fut la masse de la population qui fournit le plus grand nombre de victimes : simples ouvriers, paysans et employés, chefs d'atelier, ingénieurs et, même, parmi les stakhanovistes, ces ouvriers modèles qui battaient des records de production personnelle, lesquels tendaient à devenir les nouvelles normes. La purge fut également sévère dans les fermes collectives et d'État. On inculpa même des enfants d'actions contre-révolutionnaires. Des millions des personnes ! Les prisons ne suffisaient plus où l'on entassait jusqu'à cent prisonniers dans des cellules de vingt. Le nombre des déportés fut en 1930 de 175 000 ; en 1933, de 334 000 ; en 1934, de 510 000 ; en 1935, de 965 000 ; en 1936, de 1 296 000 ; en 1937, de 1 196 000 ; en 1938, de 1 882 000. De 1936 à 1939, d'après les estimations les plus prudentes, il y eut 4 à 5 millions de déportés, au seul titre politique, dont 400 000 à 500 000 exécutés sans jugement. Les déportations diminuèrent légèrement en 1939 avec 1 672 000 et, en 1940, à 1 660 000. Pendant la guerre, il atteignit 2 550 000 personnes. 440 000 arrivèrent dans les camps, mais 3 440 000, condamnés aux peines les plus légères, droits communs, délits de mœurs ou économiques, en sortirent pour être mobilisés dans l'Armée soviétique (ce qui peut expliquer les innombrables comportements odieux de

soldats de cette armée en Allemagne). En 1937, 25 400 personnes étaient mortes dans les camps, 90 500 en 1938, 50 500 en 1939, 46 700 en 1940. La mortalité sera encore plus élevée pendant les années de guerre, soit 516 000 de 1941 à 1943, 1942 étant la plus meurtrière avec 248 000 victimes.

Staline avait réalisé, avec ce Goulag, le retour à l'esclavage, le plus effroyable jamais vu, y trouvant une gigantesque main-d'œuvre corvéable à merci, sans souci des pertes, puisque gratuite, et renouvelable par la pérennité des pratiques de la terreur. Elle se substitua en grande partie, pendant la guerre, à la levée en masse des citoyens « libres » pour le front. Ce Goulag ne disparut, mais lentement, qu'après la mort de son créateur.

Le peuple fut ainsi forgé par la terreur, et le prolétariat broyé en tant que classe, avec la mort toujours suspendue sur la tête des coupables, quel que fût leur « crime », qu'ils pouvaient ignorer. Et cette terreur, si elle connut des atténuations sous ses successeurs, fut néanmoins constitutive du système.

La fin du monstre fit connaître son point faible et sa punition : la peur d'être assassiné par l'un ou l'autre de ces proches formés à son école. Cette peur dura tout le reste de sa vie. Cet organisateur de la terreur, terrorisant jusqu'à ses plus proches, était lui-même terrorisé, vivant dans la peur des complots possibles, des trahisons en miroir de ses propres trahisons, craintes qui d'ailleurs n'étaient pas toutes des fantasmes. Khrouchtchev remarquera que, sous ses masques de tranquille assurance, « seul, il était toujours déprimé ». Dans toutes ses résidences, il avait diverses chambres, dont nul ne savait dans laquelle il passerait la nuit. Ce qui eut comme résultat qu'après une dernière nuit de souffrances, tordu de douleur sur le sol, nul n'osa forcer sa porte, sauf Beria, qui d'ailleurs fit durer l'appel à des médecins pour s'assurer qu'il n'échapperait pas à la mort, se sachant sa prochaine victime désignée dans le procès des « Assassins en blouses blanches » qui préparait la nouvelle terreur.

Bibliographie

Barmine (Alexandre), *Vingt ans au service de l'URSS (Souvenirs d'un diplomate soviétique)*, trad. Victor Serge, Albin Michel éditeur, Paris 1939.

Boukharina (Anna Larina) *Boukharine ma passion*, coll. Au vif du sujet, Gallimard, Paris 1990.

Broué (Pierre), *Le Parti bolchevique, Histoire* du PC *de l'URSS*, Éd. de Minuit, Paris 1963-1971 ; *Trotsky*, Librairie Arthème Fayard, Paris 1988, *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943),* Librairie Arthème Fayard, Paris 1997.

Cederholm (Boris) *Au pays du NEP et de la Tchéka*, Éd. Jules Tallandier, Paris 1928.

Chalamov (Varlam), *Kolyma*, t. 1 *Récits de la vie dans les camps*, t. *La Nuit*, t.3 *L'Homme transi*, éd François Maspero, Paris 1980,1981, 1982 ; *Les années 20*, Éditions Verdier, Paris 1997.

Panaït Istrati-Romain Rolland, *Correspondance (1919-1935*), Cahiers Panaït Istrati, Numéro spécial, Paris, 1987.
Danos (Jacques) et Gibelin (Marcel), *Juin 36*, nouvelle édition revue et corrigée, éd. La Découverte, Paris 1986.
Frank (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste*, éd. La Brèche, 2e vol., Paris 1979.
Guarnaschelli (Emilio), *Une petite pierre (L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en URSS – 1933-1930),* Librairie François Maspero, Paris 1979.
Guinzbourg (Evguenia), *Le Vertige*, éd. Du Seuil, Paris 1967.
Kravchenko (V.-A.), *J'ai choisi la Liberté (La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique)*, Éd. Self, Paris 1947.
Krivitsky (général Walter G.), *J'étais un agent de Staline*, rééd. Éd. Champ libre, Paris 1979.
Khrouchtchev (Nikita), *Souvenirs,* Introduction. Commentaires et notes, Edward Grankshaw, Le Club français du livre, Paris 1971.
Lequenne (Michel), *Le Trotskysme, une histoire sans fard*, Éd. Syllepse, Paris 2005 ; avec Wichard (Michel), *La mort de Léon Sedov, fils de Trotsky*, interviews du film éponyme. Inédit.
Marie (Jean-Jacques), *Staline*, Librairie Arthème Fayard, Paris 2001.
Medvedev (Jaurès), *Grandeur et chute de Lyssenko,* Préface de Jacques Monod, NRF Gallimard, Paris 1971.
Medvedev (Roy), *Le Stalinisme (origine, histoire, conséquences*), coll. Combats, éd. du Seuil, Paris 1972 ; *Qui a écrit le « Don paisible » ?*, Christian Bourgois éditeur, Paris 1975.
Morrow (Felix), *Révolution et contre-révolution en Espagne,* éd. La Brèche, Paris, 1984.
Nicolaevski (Boris I.), *« La lettre d'un vieux bolchevik »* in *Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, coll. « Dossiers des Lettres Nouvelles », Denoël, Paris 1969.
Piatnitskaia, *Chronique d'une déraison – Moscou 1937-1938*, Journal annoté par Igor Piatnitski, trad. Denis et Irène Paillard, Éd. du Seuil, Paris 1992.
Pilniak (Boris), *Conte de la lune non éteinte*, trad. Michel Pétris, Éd. Champ Libre, Paris 1972.
Poretski (Elisabeth K), *Les nôtres (Vie et mort d'un agent soviétique),* Avant-propos de Léon Trotsky, « Dossiers des Lettres Nouvelles », Éd. Denoël, Paris 1969.
Rakovsky (Christian), *Les Dangers professionnels du pouvoir*, Éditions du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale), Paris 1965.
Rogovine (Vadim) *La Grande Terreur*, in *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 2, juin 1998.
Rosmer (Alfred et Marguerite) et Léon Trotsky, *Correspondance 1929-1939*, Présentée et annotée par Pierre Broué, coll. « Témoins », Gallimard, Paris, 1982.
Serge (Victor), *Portrait de Staline*, éd. Bernard Grasset, Paris 1949 ; *Carnets*, Éd. René Julliard, Paris 1952 ; *Vie et mort de Léon Trotsky*, 2 vol., Éd. François Maspero, Paris 1973, rééd. préfacée par Richard Greeman, La Découverte, poche t. 3 et 4 « Essais », Paris 2003 ;

Mémoires d'un révolutionnaire, avec *« Autres écrits politiques 1906-1947 »,* coll. Bouquins, Éd. Robert Laffont, Paris 2001 ; *Carnets (1936-1947*), édition établie par Claude Albertani et Claude Rious, Agone, Marseille 2012.
Solano (Wilebaldo), *Le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, trad. Olga Balaguer et Manuel Periañez, Éd. Syllepse, Paris 2002.
Trotsky (Léon), *Staline,* Éd. Bernard Grasset, Paris, 1948 ; *Ma vie*, NRF Gallimard, Paris 1953 ; *Écrits 1928-1940 (Où va la France),* tome II, et *(la tragédie de la classe ouvrière allemande, la révolution* espagnole), tome III, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1958 et 1959 *; Journal d'exil, 1935,* préface d'Arthur Rosmer, Gallimard, Paris 1960 *; Le mouvement communiste en France (1919-1939), Textes choisis,* Éd. de Minuit, 1967 *; L'Internationale communiste après Lénine ou Le grand organisateur des défaites*, notes de Pierre Frank, 2 vol., P.U.F., Paris 1969 ; *Comment vaincre le fascisme,* trad. Jean Renaud, Éd. Buchet/Chastel, Paris 1973 ; *Les Crimes de Staline*, trad. Victor Serge, Grasset 1937, rééd. 2 vol. François Maspero, coll. « Poche rouge », Paris 1973 ; *La Lutte antibureaucratique en URSS*, t. 1, *Les Réformes possibles, 1923-1933*, Présentation J.-L. Dallemagne, 10/18, Union générale d'éditions, Paris 1975 ; *La Révolution espagnole (1930-1940),* textes recueillis et présentés par Pierre Broué, coll. « Arguments », Éd. de Minuit, Paris 1975 ; *Œuvres,* vol. 12 à 24 (déc. 1936 à août 1940), Publications de l'Institut Léon Trotsky, EDI, Paris 1978-1987.

POSTFACE

COMPRENDRE L'HISTOIRE DANS LA DIALECTIQUE DE SES CONTRADICTIONS

Le point où nous arrêtons notre travail est celui de l'achèvement de l'inversion de la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire, qui avait aboli le système bourgeois de domination et jeté les bases d'une société sans classes, en une monstrueuse contre-révolution. Au-delà commence une période où l'État qui en est issu va, pendant cinquante ans, jouer un rôle central dans le XXe siècle. Quelle était la nature de cet État ?

Comme nous l'avons vu plus haut, dès son début, le phénomène vit naître toutes les théories qui allaient s'opposer sur le sujet, et qui non seulement durèrent autant que lui, mais subsistent jusqu'à nos jours On peut comprendre la raison de ces désaccords, ainsi que la violence des débats qu'ils entraînèrent, d'une part du fait du caractère sans précédent d'une contre-révolution surgissant au sein d'une révolution, elle-même sans précédent, d'autre part du fait que les jugements que l'on peut porter sur cet État et les conclusions que l'on peut en tirer impliquent, quant au fond, tout l'avenir du monde.

Trotsky, qui avait défini l'URSS stalinienne comme un État ouvrier dégénéré, n'avait pas eu de mal à montrer que ce système social ne répondait à aucun des caractères définissant le capitalisme. Par contre, aux théoriciens du nouvel État totalitaire, il opposait à la fois leur pessimisme historique, qui effectivement les conduisit les uns après les autres à revenir aux démocraties bourgeoises, représentant un mieux à défendre contre la barbarie et ses monstruosités staliniennes, et la définition marxiste des grandes étapes historiques par leurs mutations économiques, alors que le stalinisme reposait toujours sur l'économie socialisée par la Révolution. Cependant, sa notion de « bureaucratisation » était d'une faiblesse extrême pour caractériser la profondeur des bouleversements sociaux de l'URSS.

Toutefois, dans le grand débat qui suivit avec ses adversaires, Trotsky en vint dans l'ensemble des articles qui furent réunis après sa mort sous le titre de *Défense du marxisme,* à se servir du terme de « contre-révolution », mais de sa seule nature politique, et non sociale, puisque reposant sur la collectivisation, et en prévoyant qu'il ne pourrait que s'effondrer dans cette contradiction du politique et de l'économique.

Par deux fois, dans ces articles, il a rappelé : « C'est la première fois que nous assistons à une première expérience. » Son analyse de la bureaucratisation du premier État ouvrier reposait sur la théorie marxiste classique des classes et, par conséquent, sur le pronostic que, puisque la bureaucratie n'était pas une classe, au sens marxiste du terme, c'était un groupe social instable voué à un prochain

renversement ; soit par le prolétariat, au cours d'une révolution politique qui accompagnerait ou suivrait un nouvel essor de la révolution sociale prolétarienne, soit par une contre-révolution bourgeoise, partie d'une défaite générale du prolétariat.

Et le 9 août 1937, dans son étude *Devant une nouvelle guerre mondiale*, il avait écrit : « La révolution politique de l'URSS, c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique, qui est pourrie jusqu'à la moelle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guerre. Cependant tout laisse supposer que, si l'humanité tout entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les nouvelles formes de propriété planifiée) résisteront à l'épreuve de la guerre et en sortiront fortifiées. » Et il prévoyait que, dans l'agression de l'Allemagne, cette base économique, à laquelle le peuple était attaché, serait un « énorme avantage » pour l'URSS agressée.

Ayant prévu l'accord Hitler-Staline en 1938, le pacte germano-soviétique, en juillet 1939, ce qui surprit et indigna les puissances occidentales ne l'étonna pas. À la différence de Staline qui crut à la durée de ce pacte, Trotsky ne doutait pas que l'Allemagne attaquerait l'URSS, et de ce fait prévit aussi le renversement possible d'alliance de Staline. Ces prévisions exactes étaient le fait d'un homme qui connaissait parfaitement toutes les forces en présence et leurs dirigeants. Les deux systèmes dictatoriaux étaient pour lui des « étoiles jumelles », et il écrivit, le 4 février 1940 : « Si Staline survit à son allié Hitler, ce ne sera pas pour longtemps. »

En revanche, sa conclusion, de l'effondrement inévitable du système stalinien en cas de victoire comme de défaite de l'URSS dans la guerre, ne se réalisa pas. S'il n'avait pas été assassiné, il n'aurait été surpris ni par le désastre de 1941, effet de la confiance de Staline en Hitler et de la décapitation de l'Armée rouge, ni du redressement obtenu grâce aux jeunes généraux, élèves des fusillés de 1938, et à l'héroïsme d'un peuple attaché aux conquêtes d'Octobre. Dès 1928, il avait montré que la solidité de l'État soviétique reposait sur ce peuple, profondément conscient de ce que la révolution lui avait apporté, et sur cette paysannerie qui avait tout à craindre de quelque restauration que ce soit. Cela fondait un soutien à l'État, quelle que fût sa direction. Idéologisé en nationalisme par Staline, ce sera ce qui assurera la victoire de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale, en dépit de la poursuite des répressions dont elle s'accompagna.

Que Staline et son régime ne soient pas tombés comme Hitler et son nazisme, cela signifiait-il que l'analyse de la nature de l'URSS de Trotsky était erronée ?

Sa perspective de renversement du stalinisme n'était cependant pas une certitude absolue. Au cours de la discussion de 1939-1940, contre ses adversaires américains, il précisa une alternative : « Certains camarades ont visiblement été surpris de me voir parler dans mon article du système de "collectivisme bureaucratique" comme d'une possibilité théorique. Ils y ont vu une révision complète du marxisme. Il y a manifestement là un malentendu. La conception marxiste de la

nécessité historique n'a rien de commun avec le fatalisme. Le socialisme ne se fera pas "tout seul", mais par la lutte de toutes les forces vives, des classes et de leurs partis. Le prolétariat possède dans cette lutte un avantage essentiel, du fait qu'il représente un progrès historique, alors que la bourgeoisie incarne la réaction et la décadence. C'est en cela que réside la source de notre certitude de la victoire. Mais nous avons parfaitement le droit de nous demander : quel caractère présenterait la société si les forces de la réaction l'emportaient ? Les marxistes ont maintes et maintes fois formulé l'alternative suivante : ou le socialisme ou le retour à la barbarie. »

Il fallut la fin du XXe siècle pour vérifier que son analyse était juste, et fausses celles de tous ses adversaires. Mais, pendant ces cinquante ans, seuls ses disciples de la IVe Internationale la maintinrent envers et contre tous, mais il est vrai sans explications théoriques suffisantes de cette survie de l'URSS stalinienne et de la naissance d'États institués sur son modèle, tandis que l'apparition de ces derniers semblait valider les thèses de ses adversaires.

Son assassinat ne permit pas à Trotsky de corriger son erreur, et ses héritiers politiques n'eurent pas la capacité théorique de comprendre comment ce fut précisément cette guerre qui permit à Staline et à ses successeurs de pérenniser leur monstrueux système de quarante ans. Mais, inversement, les théorisations dont Trotsky avait montré la fausseté persistèrent dans le chaos politique qui commença à la fin de cette guerre.

Toute la fin du XXe siècle a été de crises sans fin du système capitaliste, qui se poursuivent aujourd'hui, aboutissant à une crise mondiale unifiée du Capital, qui menace tout le futur de la vie humaine, jusqu'au sort de la planète, et où la question se pose de ce que peut être la fin de cette crise.

Sera-t-elle la chute dans une barbarie dont le nazisme et le stalinisme nous ont donné des réalisations partielles ? Cela a été d'abord, comme Trotsky le soulignait déjà, « le chômage chronique, la paupérisation de la petite-bourgeoisie [et enfin les] guerres d'extermination qui ne règlent rien », ouvrant la voie à un communisme véritable, celui de Marx, c'est-à-dire une société sans classes, auto-organisée, unie mondialement, telle que les progrès scientifiques et techniques des deux derniers siècles en ont donné la possibilité ?

Cette voie dépend toujours de la conscience claire du rapport entre le bolchevisme et le stalinisme, délivrant le peuple travailleur de la peur du communisme, et de sa reprise par lui pour vaincre l'ennemi condamné par son propre système.

Cette voie dépend donc de savoir si les faits que nous avons rapportés – bien établis par d'innombrables documents, témoignages et de plus en plus de travaux d'historiens –, du renversement d'une révolution conduite sous les leçons du marxisme en son contraire absolu, procèdent d'une logique interne inévitable ou, au contraire, de ses conditions spécifiques particulières.

Ce qui domine toujours l'information des médias, de l'édition, voire de l'enseignement et de la culture, c'est la version bourgeoise, celle du

mythe de la continuité logique du bolchevisme et du stalinisme, le second étant considéré comme l'effet du premier et contenu dans ses principes mêmes.

Une telle conception n'a aucun contenu scientifique, et est purement idéologique, reflet des intérêts et de la peur du monde bourgeois. Elle a pris forme pendant la « guerre froide » où, des deux côtés, c'était le Bien et le Mal qui étaient censés s'opposer, mais comme des compères, les deux « Blocs » avaient intérêt à tenir la société stalinienne comme le communisme, et seules leurs critiques réciproques étaient porteuses de vérités.

À ce jeu, ce fut le monde bourgeois, et surtout celui de l'impérialisme américain, qui gagna la guerre idéologique. En effet, les avantages économiques et politiques qu'il avait pu tirer de la Seconde Guerre mondiale et par la défaite du prolétariat mondial – encore une fois obtenue par son massacre, et cette fois avec l'aide stalinienne – lui permirent un boom qui dura presque trente ans, tandis que le stalinisme ne pouvait plus cacher sa nature totalitaire et son incapacité à conduire l'économie collectivisée pour les besoins sociaux. D'où une progression constante de l'« anti-communo-stalinisme ».

Cependant, la confusion même de ces contraires confondus permit la subsistance de « partis communistes », puissamment financés par Moscou, et auxquels restaient attachés les prolétaires de certains pays, comme la France ou l'Italie, selon le conservatisme ouvrier traditionnel, doublé du prestige de l'URSS victorieuse dans la guerre. Les révélations apportées, dès 1948, par la rupture de la Yougoslavie d'avec le Bloc stalinien, suivies des nouveaux procès d'« aveux » des dirigeants communistes de l'Europe de l'Est ; enfin la révolution hongroise écrasée et la répression de la subversion polonaise démoralisèrent quelques années plus tard une masse de militants, et poussèrent une minorité d'intellectuels dans une grande dispersion politique, mais sans qu'ils reviennent au communisme bolchevique de Lénine et Trotsky. Celui-ci était minorisé dans une IVe Internationale en lutte sur deux fronts, et donc dans un rapport de forces écrasant pour elle, qui provoqua ses crises et ses défaites, et ainsi n'offrit pas l'alternative politique de masse nécessaire.

Après la mort de Staline, les révélations partielles de Khrouchtchev sur les monstruosités staliniennes, mises au seul compte de Staline et du culte de sa personnalité, n'arrangèrent pas les choses, mais au contraire renouvelèrent l'espoir illusoire d'un retour progressif à l'avant Staline. Comme nous l'avons vu dans notre préface, les poststaliniens validèrent cette confusion politique pour sauver leur propre passé, voire à titre d'héritiers de l'opposition entre les deux Blocs de guerre froide, et ont apporté ainsi de l'eau au moulin de leurs ennemis. Mais ils ont aussi, et plus gravement, égaré d'innombrables militants de la gauche radicale, pour qui une telle continuité du communisme et de son contraire est admise pour la déplorer, et de ce fait se perdent en recherches, de retours en arrière à des utopies diverses, ou à une « Troisième Voie » ni capitaliste ni communiste.

Tout ce que nous savons aujourd'hui, et que Trotsky ignorait, de mutations sociales de l'URSS, au terme de la contre-révolution stalinienne, permet aussi de comprendre sa durée malgré ses contradictions qui l'empêchèrent toujours d'atteindre – et à plus forte raison de dépasser – les résultats économiques du capitalisme.

Trotsky avait insisté sur l'impossibilité de maintenir un État par la terreur. À la veille de sa mort, sa connaissance partielle et extérieure de ce qu'était la réalité de ce pouvoir stalinien, et l'état de son armée, lui fit penser que sa survie en devenait tout simplement en question.

Elle ne tint en effet qu'à un fil. La Wehrmacht entra en URSS comme dans du beurre, faisant des centaines de milliers de prisonniers. Staline n'avait pas cru ses espions – les meilleurs du monde –, Sorge au Japon et Trepper depuis la Belgique, qui lui avaient annoncé la prochaine attaque allemande. Devant l'effondrement des troupes dont il avait décidé qu'en aucun cas elles ne devaient reculer de la stricte ligne de la frontière, Staline s'effondra lui-même, et cela dura presque une semaine, selon Khrouchtchev. Mais personne n'osa le tuer.

Pour réaliser son délicat équilibre de la terreur au sommet, il avait réussi à sélectionner des hommes formés par le système lui-même, cyniques et fanatiques à la fois, plusieurs intelligents, mais sans autre morale que la fidélité, sincère ou obligée, au maître. Par ailleurs, il avait aussi réussi à solidifier son idolâtrie sur un peuple pas encore totalement libéré du besoin d'un père, venu du long passé tsariste, et il avait liquidé tous ceux qui étaient de taille à se substituer à lui. Enfin, au cours des deux dernières années d'apaisement de la terreur, il avait élargi sa base politico-policière en commençant à étendre la « nomenklatura ». Il fallait qu'il reste vivant pour renverser le cours de la guerre.

Que recouvrait ce nom de nomenklatura, sorte de liste ? Nombre de théoriciens de la nouvelle classe totalitaire la limitaient à l'immense appareil d'État, ce que la nomenklatura fut en effet tout d'abord, puis étendue à tout le Parti, ce qu'elle n'était pas. Trotsky, dans sa persuasion de l'instabilité du système, l'avait nommée « caste ». Mais l'ambiguïté du mot ne réglait pas le rapport à la classe prolétarienne : excroissance monstrueuse ou cancer ?

C'est en étendant cette nomenklatura, liste en effet, à tout ce qui constitue la petite bourgeoisie en régime capitaliste qu'elle devint la base sociale du régime stalinien. Mais ce n'était pas une petite bourgeoisie. Si l'appartenance de ses membres au PCUS alla de soi par intérêt, elle n'en était pas la condition. Elle sortait de la NEP, vivait de salaires beaucoup plus élevés que ceux des ouvriers et des kolkhoziens, et jouissait de privilèges dont le principal était la fourniture de tous biens dans des magasins spéciaux. Elle pouvait épargner, mais non capitaliser, ni léguer, ni posséder son habitat. Ainsi, elle dépendait du pouvoir à la fois pour ses fonctions et tout simplement pour son existence. Elle était donc à la fois liée d'intérêt au pouvoir et soumise à lui.

Cette nomenklatura comprenait des éléments aussi importants que les directeurs d'usine, et d'ensembles industriels chargés de l'exécution du plan et de pourvoir aux salaires ouvriers, donc responsables de

l'orientation de toute la base collectivisée du régime. Et si, pendant la guerre, où toute l'industrie fut mise au service de la lutte, cette gestion servit la totalité du peuple, son lendemain ne fut pas de développement d'une économie socialiste, mais de la défense et du renforcement des privilèges, et d'une certaine autonomie, plutôt mal que bien contrôlée, d'où le chaos bureaucratique, ce qui interdit le fameux objectif : « atteindre et dépasser le niveau de l'économie capitaliste ».

En cela, la nomenklatura devint la base de tout le système stalinien, joua le rôle d'une classe, assez solide pour les cinquante ans où l'URSS subsista au milieu de ses cahots incessants. Cette organisation sociale ne sortait pas de la base économique collectiviste, mais n'était pas au service du peuple et sous son contrôle, comme elle l'aurait été dans un État prolétarien, mais n'était que l'instrument spécifique du pouvoir politique, et dépendant de lui. Elle ne constituait ainsi qu'une classe parasitaire, fatalement éphémère, et qui effectivement disparut avec lui, son sommet fournissant à la transformation capitaliste du système les mafieux qui sont devenus les millionnaires et milliardaires russes d'aujourd'hui. C'est son existence qui a défini la nature de l'URSS stalinienne et permet de le nommer État nomenklaturiste.

Expansion du stalinisme ? Histoire d'une illusion

La fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la victoire finale de l'URSS et les accords de Yalta et de Potsdam, donna à penser – et jusque dans les rangs de la IVe Internationale – que Trotsky s'était trompé dans sa perspective d'éclatements de révolutions, ainsi qu'il en avait été après la Première.

En fait, ce qu'il y avait eu de commun dans les deux après-guerres, et de pire après cette seconde, c'était la défaite mondiale du prolétariat, détruit physiquement par les plus grands massacres de toute l'histoire de l'humanité, en premier lieu dans les pays de plus grande tradition révolutionnaire, et largement épuisé, décomposé intellectuellement en tant que classe par les nationalismes auxquels le stalinisme avait largement collaboré, en même temps qu'il avait poursuivi ses actions contre-révolutionnaires.

Staline avait dissous l'Internationale communiste, assurant ainsi les impérialistes qu'il n'y avait plus de centrale révolutionnaire, et en en renvoyant les partis au principe des deux patries, l'URSS et chacun la sienne, laquelle allait de ce fait devenir souvent l'essentielle, et en tout cas n'était plus celle de l'ennemi de classe.

Le grand vainqueur américain, désormais assuré dans son super-impérialisme, et pour qui la guerre avait été tout profit (avec des pertes humaines limitées), avait uni son peuple dans un nationalisme qui laissait peu de place à une opposition sociale, alors qu'en face l'URSS, au sol et à l'économie ravagés, avait subi les plus lourdes pertes avec l'Allemagne vaincue. En dépit de toutes ces différences négatives par rapport à la fin de la Première Guerre mondiale, des révolutions couvaient hors des yeux des observateurs internationaux, et leur surgissement commença trois et quatre ans seulement après Yalta. Le partage du monde réalisé entre Roosevelt, Churchill et

Staline contenait tous les éléments des bouleversements qui n'ont pas cessé jusqu'à nos jours. D'emblée, les concessions mutuelles entre partenaires se révélèrent un jeu de dupes.

Staline n'avait rien voulu lâcher de toute l'Europe qu'il occupait, et les deux Alliés lui avaient cédé, ne pouvant faire autrement, à la condition d'élections libres, à la place desquelles, deux ans plus tard, tous ces États élisaient, sous la « protection » de l'occupation militaire soviétique, des majorités de staliniens locaux, quasi tous revenus dans les fourgons de l'Armée russe, soit que la résistance communiste y ait été exterminée, comme en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, soit que des directions plus ou moins dissidentes aient été liquidées.

Dans un premier temps, les transformations sociales décidées par les Russes et sous leurs directives, et bien qu'opérées sans laisser la moindre place aux capacités d'organisation populaire, et sans désignation de leurs directions, entraînèrent, en particulier en Tchécoslovaquie, une certaine mobilisation des masses, surtout prolétariennes, qui les considéraient comme des étapes de la révolution. Ce ne fut qu'une période d'illusions, bien vite retombée.

Un cas particulier était celui de la Pologne, dont le Parti communiste avait été détruit par Staline à la veille du traité germano-soviétique. En 1939, en entrant dans sa partie de Pologne concédée par ce traité, les troupes du NKVD avaient rassemblé 10 000 officiers polonais de la résistance nationale qu'elles avaient massacrés à Stettin (ce que plus tard, les charniers une fois découverts, ils attribuèrent aux nazis). En janvier 1942, un nouveau parti stalinien, devenu plus tard Garde du Peuple, avait été formé sous le contrôle de Dimitrov. Elle se multiplia jusqu'à compter de 7 000 à 8 000 membres. Mais, à la fin de l'année, les membres de sa direction s'étaient entre-tués, et les survivants, arrêtés, avaient disparu. Survinrent, sur ces cadavres, deux nouveaux dirigeants, un Polonais membre du parti russe, Wladislaw Gomulka, et un autre, sortant de sept ans de la prison de Prague, Boleslav Bierut. La Garde du peuple ne joua aucun rôle dans la libération de la Pologne. En 1944, c'est la résistance nationaliste qui souleva Varsovie en plein cœur du recul allemand. Staline n'hésita pas à arrêter l'avance de son armée sur la Vistule – au grand scandale de Churchill, et dans le silence gêné de Roosevelt –, jusqu'à ce que la Waffen SS ait le temps d'écraser cette résistance. Gomulka et Bierut purent prendre la direction de la Pologne, ainsi libérée par le maréchal soviétique Rokossovki, d'origine polonaise.

Staline comprenait fort bien que ces pays ne pouvaient être intégrés à l'URSS. L'important était pour lui qu'ils échappent à l'Occident capitaliste, constituant une sorte de glacis, entre son empire et ses alliés provisoires, et deviennent par la même occasion des sortes de semi-colonies (n'avait-il pas commencé par le pillage de leur matériel industriel, et jusqu'à des usines entières, à titre de réparations), sous le nom de « démocraties populaires », ni bourgeoises ni socialistes. Il pensait bien avoir joué là ses interlocuteurs de Yalta. Ces États, d'un système plus instable que celui de l'URSS, furent en fait une bombe à retardement. Il n'y fallut qu'une dizaine d'années.

Inversement, Staline avait fait aux Alliés des concessions, dont ceux-ci n'étaient sans doute pas conscients qu'elles étaient pour lui un profit dans sa politique contre-révolutionnaire. Il leur avait cédé la Grèce et la Yougoslavie. C'étaient les deux pays d'Europe dont la résistance avait pris un caractère de guerre révolutionnaire. Dès que Staline en avait pris conscience, il avait pris des mesures pour y mettre fin en s'efforçant de les soumettre aux résistances bourgeoises combattant pour leurs monarchies réciproques, alors que, dans ces deux pays, la nature des forces en présence rendait impossible toute unité nationale. C'était là répéter la trahison contre-révolutionnaire de l'Espagne. Il allait la réussir pour la Grèce et la manquer pour la Yougoslavie.

Le 27 septembre 1941 avait été créé en Grèce un Front national de libération, l'EAM, qui, bien que n'étant pas « de classe », comportait dans son programme le mot d'ordre d'Assemblée constituante, qui débordait ainsi le statu quo social de la nouvelle union sacrée stalino-bourgeoise, dans une ex-monarchie, semi-colonie anglaise. D'où la création d'une union nationale de droite, l'EDES, qui allait rester minoritaire, tandis que l'EAM devenait l'unique résistance de masse européenne, que la terreur allemande ne réussit pas à briser. Et dès l'été 1942, le vétéran communiste Athanassas Klaras, renégat, mais restant héros du peuple, devenait Aris Velouchiotis, et flanquait l'EAM d'une Armée nationale de libération du peuple, l'ELAS, qui allait battre les forces italiennes, tenir tête à l'armée allemande dans les montagnes, combattre les milices fascistes, et en même temps dresser les paysans contre les propriétaires fonciers, la gendarmerie, les préfectures, les mairies, organiser des conseils du type soviet, pouvoirs locaux qui administrèrent la justice, exécutant les traîtres et les agents allemands, et distribuant à la population les céréales réquisitionnées par le gouvernement. En novembre, un rapport de l'Abwehr signala que dans certains districts le pouvoir était à ces « bandes ». C'était la guerre révolutionnaire, contre laquelle on allait voir la bourgeoisie collaboratrice des Allemands recevoir le soutien du gouvernement royal en exil et de services secrets alliés.

Staline se devait d'intervenir. Aris dut quitter ses montagnes pour répondre à une convocation du secrétaire du PC grec, Siantos. Semoncé, il reçut l'interdiction d'intervenir dans les zones de l'EDES, et fut sommé de faire cesser les « excès » de ses forces. Réintégré dans le parti, il se soumit. Du moins, en paroles. Il ne fut bon stalinien que par l'extermination des trotskystes, bien implantés en Grèce. Quant aux « résistances nationalistes », elles étaient trop réactionnaires pour que le plan de front national pût se réaliser. L'ELAS continua à gagner les villes les unes après les autres, et forma en été 1944 un gouvernement grec clandestin, qui ne reconnaissait pas le roi George II, lequel y répondit en formant au Caire un gouvernement de coalition de toutes les tendances sous la direction de G. Papandréou. Une guerre civile allait-elle suivre l'effondrement de l'Allemagne ? Un débarquement anglais vint soutenir l'EDES. L'ELAS les fit rembarquer. La révolution communiste était maîtresse de quasi toute la Grèce.

Staline y mit bon ordre. L'EAM-ELAS se soumit, en février 1945, à son exigence d'une trêve et à une régence du métropolite d'Athènes, Damaskinos, lequel n'eut plus qu'à ouvrir la porte au roi en 1946.

La lutte reprit alors, atroce, dans une guerre menée contre des forces anglaises, puis des États-Unis. Après la rupture de l'union sacrée de Yalta, la Yougoslavie aida les communistes grecs à tenir, mais l'allégeance bornée de ceux-ci à Moscou, en les privant de cette aide, les conduisit à une terrible défaite définitive.

Il en alla tout autrement en Yougoslavie, démembrée par l'Allemagne dès son invasion de la Serbie. Le Croate Josip Broz, dit Tito, ayant été fait prisonnier en Russie pendant la Première Guerre mondiale, cela lui valut d'y devenir bolchevik en 1920. Son activité illégale en Yougoslavie puis sa participation à la guerre d'Espagne lui permirent d'échapper à la liquidation des dirigeants de son parti, et il en devint secrétaire général en 1937. Comme plusieurs de ses codirigeants, qui avaient derrière eux la participation à la guerre d'Espagne, il était de ces communistes persuadés que les tournants de la politique stalinienne étaient la voie tortueuse de la révolution. Mais il avait aussi, à ses côtés, de purs bureaucrates staliniens, parmi lesquels le sinistre Djilas. Et c'est ainsi que la résistance commença par la liquidation des trotskystes qu'étaient devenus nombre d'anciens opposants de gauche. Ensuite ce fut des actions citadines de dizaines de petits groupes d'action en Serbie industrielle. Bientôt les partisans furent de plus en plus nombreux, du fait que les prolétaires croates comme serbes accouraient, fuyant la militarisation et la déportation industrielle. C'est avec eux que Tito allait former des « brigades prolétariennes de choc ». En même temps apparaissait une résistance de droite, les tchetniks du colonel serbe Mihaïlovitch, reconnus par les Alliés, et avec lesquels Moscou recommandait la formation d'un front national. Cela s'avéra plus difficile qu'en Grèce, en cela que les tchetniks avaient aussi traité avec les Allemands. C'est dans les régions montagneuses de Bosnie que s'installèrent les brigades de Tito, libérant des territoires entiers et y formant des comités de libération nationale, du type soviet. À sa direction s'était joint un vieux militant, Moshé Pijade, qui avait échappé à la liquidation stalinienne par la prison en son pays, et qui devint le formateur de Tito et le théoricien de son action. Il allait se révéler une sorte de Gramsci empirique. Avec lui, Tito allait réussir à conduire une guerre révolutionnaire, qu'il cacha à Churchill, sous la surface d'une guerre de libération nationale antinazie, et, avec moins de succès, à Staline, en feignant de tenter de suivre ses directives. Ces ruses lui permirent de gagner un temps précieux, pour mener, d'ailleurs dans des conditions effroyables, une résistance unique dans l'histoire, puisqu'elle réussit à fondre la nation yougoslave, jusque-là restée mosaïque de pays ennemis – plus violemment opposés qu'en aucune autre partie de l'Europe, puisqu'à l'opposition ethnique, culturelle et politique s'ajoutait celle de trois religions – et à l'orienter vers la formation d'un État ouvrier.

Quand Staline fut assuré que Tito ne céderait pas à ses exigences, il fit stopper le parachutage d'armes aux partisans. De ce refus des

conditions de Yalta à la rupture de 1948, il multiplia les tentatives d'abattre la direction Tito-Pijade. Il échoua ! L'armée russe dut s'arrêter à la frontière yougoslave. Tito élargit celles-ci à l'Ouest, englobant Trieste, sur la défaite de l'Italie et de ses alliés croates. Les staliniens de sa direction qu'il n'avait pas gagnés étaient tenus en respect. La Yougoslavie était devenue le deuxième État socialiste du monde, fédérant six républiques autonomes, avec un gouvernement central de représentants de toutes les nationalités. Staline fut obligé de tenter de le cerner par l'intégration de la Yougoslavie dans son Kominform de démocraties populaires. Mais, à l'inverse, Tito allait dominer ce Kominform, puis entreprendre avec Dimitrov de rassembler tous ces États en une Fédération balkano-danubienne qui aurait pu constituer une force autonome en face de l'URSS. En effet, après la rupture des accords de Yalta et la liquidation des partis bourgeois et paysans dans ces États, suivies de mesures sociales et de nationalisations qui gagnaient les populations aux partis pro-staliniens, nombre de leurs dirigeants rêvèrent d'en faire des États soviétiques, tels que l'URSS.

Staline organisa la rupture de 1948 avec la Yougoslavie, dénoncée comme fasciste, suivie du déferlement de la terreur sur ce glacis. Dimitrov disparut dans un accident d'automobile en URSS. Et ce furent, sur le modèle des procès de Moscou, les procès Slansky en Tchécoslovaquie, et Rajk en Hongrie, avec les aveux de groupes d'accusés, précédés de tortures et suivis d'exécutions. Celui de Gomulka en Pologne, qui n'avait fait que refuser de condamner les autres, le conduisit seulement en prison, Bierut prenant sa place, mais flanqué de Rokossovski comme ministre de la Défense. La Bulgarie et la Roumanie avaient de solides dictateurs staliniens. Ses arrières ainsi assurés – du moins le croyait-il –, Staline allait ouvrir en URSS même ce qui se dessinait contre une nouvelle Grande Terreur. Elle ne fut stoppée que par sa mort.

La Yougoslavie avait répondu aux dénonciations staliniennes par une extension de ses mesures révolutionnaires. Mais elle se trouva bientôt prise en tenaille par la campagne mondiale d'attaques de toutes les forces staliniennes, États et partis, et l'aide corruptrice des États capitalistes, avec son ouverture au marché mondial, soit ce que Lénine et Trotsky avaient regardé comme le pire danger en 1921. Que manqua-t-il à la Yougoslavie pour résister ensuite à cette double pression ? Ce qui avait manqué aussi aux dirigeants des « démocraties populaires » : un véritable pouvoir ouvrier et paysan de soviets centralisé en un Soviet national. Tous ces dirigeants, Tito compris, formés dans le moule partidaire stalinien, avaient conçu la révolution comme devant être conduite et dirigée du sommet. Les comités d'autogestion organisés en Yougoslavie n'avaient pas de rôle politique et aucune centralisation pyramidale jusqu'à un Comité fédéral, ce qui aurait constitué la démocratie directe. Sans fonctions politiques, ils laissaient une grande majorité de la population inorganisée.

Après la mort de Tito, le processus bureaucratique eut d'autant moins d'entraves qu'il se développa sur la base des oppositions réveillées

entre républiques autonomes, ce qui allait les faire retomber dans leur chaos ancestral. La phase thermidorienne de la révolution yougoslave était sous-jacente à la structure de sa direction bureaucratique. Sa contre-révolution s'effectua dans l'éclatement et le retour sanglant aux nations antérieures, retrouvant progressivement l'économie bourgeoise, d'abord sous des directions bureaucratiques, qui s'effondrèrent ensuite les unes après les autres.

En 1949, un an après le déclenchement du conflit yougoslave, la révolution chinoise se déchaînait. Elle avait couvé pendant toute la guerre mondiale, au sein de zones libérées de Chine du Nord, par un regroupement de forces communistes autour de la 8e Armée rouge, issue de la Longue Marche conduite par Mao Tsé-toung (Ma Zedong). Il s'agissait là d'un communisme unique en son genre. Mao était resté en marge des discussions de la révolution de 1925-1927. Il avait accepté la condamnation des opposants à la politique stalinienne, mais, avant Arvis et Tito, il ne cessa pendant dix ans d'obéir à sa manière aux injonctions de Staline. Il s'allia, certes, avec Tchang Kaï-chek dans un front national, mais en se gardant de lier ses forces à celles du dictateur et, entre deux attaques de Tchang contre lui, il pratiqua une lutte parallèle contre les Japonais.

En 1945, Mao acceptera de jouer le jeu de négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition, lesquelles échoueront naturellement. Puis les forces russes se maintinrent en Mandchourie, tandis que les Américains dictaient aux Japonais qui avaient capitulé de résister en Chine du Nord à la 8e Armée de route, le temps que leurs Marines prennent leur place, puis la cèdent aux forces de Tchang amenées par leurs avions. L'URSS avait signé un traité « d'amitié et d'alliance » avec Tchang. Mao fit le dos rond. Suivront deux ans de palabres pour une « réconciliation ». Ce temps lui permettra de se préparer à la lutte finale.

Mao était de formation marxiste élémentaire, sa pensée politique se référait essentiellement au Lénine de la période précédant la révolution russe, lui reprenant la conception d'une étape de « révolution démocratique ouvrière et paysanne », dont nous avons vu que Lénine l'avait abandonnée dès qu'il avait constaté que c'était le prolétariat qui avait eu l'initiative du soulèvement de Février, et que la paysannerie n'y avait été entraînée que par les soldats. Mao, pour sa part, ne mena qu'une révolution paysanne sous dictature bureaucratique au marxisme élémentaire. La singularité de son parti était que sa direction ne comptait aucun intellectuel de haut niveau théorique, mais d'anciens ouvriers ou étudiants sommairement formés en exil, d'anciens militaires de l'école de Whampoa, et jusqu'à un ancien chef de bande (qui tous allaient devenir des maréchaux ou des ministres). En revanche, Mao avait élaboré avec eux une théorie de la guerre révolutionnaire, magistrale pour les conditions spécifiques de la Chine et de son type d'armée. Sa révolution avait consisté en liquidation de la propriété foncière et en développement de communes paysannes sur un espace qui devint immense, peuplé de 170 millions d'habitants ruraux. C'est sur ces communes qu'il leva les forces de quatre armées comptant un million de volontaires. Et ces armées de

paysans au haut moral révolutionnaire allaient s'emparer de toute la Chine en l'éclair d'une année.

Tchang Kaï-chek lui-même déclencha l'ouragan qui allait l'emporter avec son régime pourri. Bien accueilli comme vainqueur en Chine du Sud en 1945, il allait perdre tout appui dans le peuple au cours des deux années suivantes. Son armée comme son administration étaient rongées par la corruption et par les violentes répressions des moindres expressions d'opposition, jusqu'à des massacres, et surtout celles du monde étudiant qui attendait la démocratie. En 1947, il se crut assez puissant pour aller liquider les zones communistes. Mais ces deux années avaient, à l'inverse, été précieuses à Mao et à sa 8e Armée de route. Ses troupes attirèrent celles de Tchang dans un traquenard, reculèrent, puis l'écrasèrent. Non seulement le régime de Tchang était de type fasciste, mais les cadres de son armée s'opposaient entre eux et allaient, nombreux, l'abandonner dans le cours même de la défaite.

Devant la marée des armées communistes déferlant, Staline demanda à Mao qu'elles ne dépassent pas le Yang Tse-Kiang. Il y eut en effet une pause. Pour mieux sauter. Et, la victoire acquise, Staline dut ravaler son dépit. Il tenta, comme pour Tito, une tactique de soumission de ce paysan de Mao. Mais il tomba sur un homme qui se considérait comme son égal, et qui savait qu'il avait dirigé sa révolution, comme Lénine la sienne, et que ce n'était pas le cas de Staline. La rupture de la Chine avec l'URSS était fatale et s'accompagna bientôt de la dénonciation de son « révisionnisme ».

Cependant, la direction chinoise était, elle aussi, modelée sur celle du stalinisme. Les communes paysannes ne connurent pas plus de centralisation de type soviétique qu'en Yougoslavie, et le prolétariat, dont Mao se méfiait, resta sans organisation de classe. La bureaucratisation et la corruption furent immédiates. L'appel de Mao à une révolution culturelle lancée comme directives sans organisations de masse préalables se solda par un désastre. La puissance de la Chine lui permit d'échapper à l'emprise de l'économie capitaliste impérialiste, mais le thermidorisme de l'après-Mao donna finalement le pouvoir aux dirigeants d'une sorte de gigantesque NEP, ultra-boukharinienne, par laquelle on est arrivé à une Chine deuxième puissance impérialiste capitaliste du monde, visant à devenir première, que son énorme direction bureaucratique ne contrôle plus guère que pour parer jusqu'ici à des désastres nationaux et en politique étrangère.

Ce qu'il est advenu de la guerre-révolution du Vietnam poursuit à une échelle réduite l'évolution de la Chine. Et de la fin de la guerre mondiale jusqu'à la fin du XXe siècle, que les révolutions coloniales aient été influencées et soutenues par l'URSS ou non, elles ont toutes été stoppées au niveau de révolutions nationales bourgeoises, à direction bureaucratique ou dictatoriale, peu ou en rien différentes des colonies aux indépendances négociées.

Il n'y a donc pas eu de monde stalinien, mais bien une forte influence politique théorique et pratique des directions staliniennes de l'URSS sur celles des révolutions suivantes, qui les a bloquées toutes à un stade de collectivisme bureaucratique instable. Le XXe siècle a fait

ainsi la preuve qu'il n'y avait pas de viabilité possible d'États non bourgeois et non socialistes (au sens marxiste du terme). Tous ces États, en quelque sorte constitués au stade « thermidorien », sont revenus au capitalisme sans contre-révolutions, mais par implosion ou glissement et dérives, leurs bureaucraties devenant des dictatures, en général par coups d'État plus ou moins violents. Conduites sous le signe du communisme, elles ont occulté le communisme réel, marxiste, et, grâce à leurs moyens de corruption matériels et intellectuels colossaux, l'ont compromis dans les cerveaux de millions de travailleurs et de centaines de milliers d'intellectuels, pour le plus grand profit de l'idéologie bourgeoise impérialiste, et de celle de ses agents politiques et syndicaux, ce qui voue aujourd'hui la révolte renaissante à des errements théoriques et politiques, et laisse les révolutions de ce début du XXIe siècle sans directions, sans boussole et sans objectif.

Et cela, alors que l'alternative « socialisme ou barbarie » demeure. Ce qui se dessine sous nos yeux, c'est en effet que le système capitaliste, condamné à mort de façon inéluctable, nous montre déjà comment, pour se débattre dans ses contradictions économiques insolubles, il ne recule et ne reculera pas devant les pires solutions d'exploitations et d'oppression politique, voire de guerres.

Contre ce formidable péril, le monde du travail, le prolétariat, au sens de la définition de Marx de tous ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre (que la nature de cette force soit manuelle ou intellectuelle), représente une puissance potentielle mondiale gigantesque, qui loin de se dissoudre ne fait que croître.

Mais pour vaincre l'hydre capitaliste aux cent tentacules, il lui manque aujourd'hui la conscience de son unité mondiale de classe en soi, que la IIIe Internationale avait commencé à lui donner, et de retrouver ainsi la voie du marxisme authentique, la révolutionnaire, le communiste de Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky, que la contre-révolution stalinienne, grande organisatrice des défaites d'un siècle, avait fermée jusqu'à ce jour.

Les chaos et les monstruosités de ce début du XXIe siècle ont commencé à susciter révoltes et révolutions. Il s'agit maintenant d'armer leurs consciences vers une Ve Internationale qui sera celle de la victoire de l'humanité.